Compte administratif 2017
-
Bilan d'activité des services de la Nouvelle-Calédonie

GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE CALÉDONIE

CA 2017 – Bilan d'activité des services de la Nouvelle-Calédonie 2017

Compte administratif 2017 de la Nouvelle-Calédonie

*

* *

INTRODUCTION

Direction du budget et des affaires financières

Avant-propos

L'année 2017 est synonyme de poursuite des réformes engagées depuis 2015 par le gouvernement dans un contexte économique morose et d'efforts continus en faveur du soutien aux investissements. En outre, cette année a été marquée par de forts bouleversements, climatiques comme institutionnels, dont les comptes administratifs 2017 en sont le reflet.

➔ Un contexte économique difficile

Dans un contexte économique morose dû à l'arrêt des grands chantiers, une crise majeure du nickel et le redressement d'une situation budgétaire dégradée, le budget 2017 a été frappé par un net recul des recettes fiscales. Ainsi, le budget propre de la Nouvelle-Calédonie a enregistré à lui seul une baisse de -15% de ses recettes, soit l'équivalent de 5 milliards de FCFP.

Des efforts considérables ont été entamés depuis le budget supplémentaire 2014 pour réduire la dépense publique. Les comptes de la Nouvelle-Calédonie ont été assainis grâce à la création de trois budgets distincts séparés permettant de faire apparaître de manière plus conforme la réalité comptable et financière.

Une véritable politique de maîtrise des dépenses publiques a été instaurée et ce faisant a permis de réduire les dépenses de fonctionnement de 10 milliards de FCFP et d'absorber les déficits de plus de 7.4 milliards de FCFP permettant le rétablissement d'une situation budgétaire très dégradée.

Ces réformes se sont accompagnées d'efforts particuliers dans le but de préserver les équilibres budgétaires.

➔ Des efforts maintenus dans le but de préserver les équilibres

Dans ce contexte contraint, la collectivité a effectivement su préserver à minima ses équilibres, non sans efforts continus, et a dû recourir à des recettes exceptionnelles.

Ainsi, la Nouvelle-Calédonie a réussi à maintenir le niveau de ses dépenses d'équipement à hauteur de 9.5 milliards de FCFP (hors Médipôle et Hôpital de Koné) entre 2016 et 2017.

Tous les efforts de gestion engagés depuis 2015 ont engendré une diminution de -1% des charges générales (soit une économie de 150 millions de FCFP entre 2016 et 2017 sur les charges fixes de fonctionnement tels les loyers, factures d'électricité, etc…, les frais d'études, de recherche, de missions ou encore de colloques).

Par ailleurs, des efforts ont également été réalisés au niveau des subventions et participations. Celles-ci enregistrent un recul de -6%. Il est à noter toutefois que par rapports aux réalisations 2016, les subventions aux associations ont été maintenues.

Autre effort important, celui de « non réalisation » de la totalité des dépenses budgétées : seules 92% des dépenses de fonctionnement ont été enregistrée en 2017 (soit 3.2 milliards de FCFP non dépensés sur l'exercice 2017 avec un milliard de FCFP reporté) contre 95% en 2016.

Dans la perspective de redressement des comptes, il a été fait appel à deux recettes exceptionnelles provenant de l'Office des postes et Télécommunications (1 milliard de FCFP) et du Port Autonome (750 millions de FCFP). Celles-ci ont permis de redonner du souffle au financement des investissements, dans la lignée de la Déclaration de politique générale du 13 avril 2015.

Enfin, le fonds de roulement de l'exercice 2016 aura permis de dégager des ressources supplémentaires pour un montant de 6.05 milliards de FCFP).

Tous ces efforts de bonne gestion des deniers publics, de maîtrise des dépenses et des économies réalisées par la Nouvelle-Calédonie ont ainsi permis de poursuivre les investissements chers au gouvernement.

➔ La poursuite du soutien aux investissements

Suite à la DPG du 13 avril 2015, de nombreuses actions ont été menées au travers de réformes des finances publiques comme évoquées supra, de maîtrise des dépenses et d'efforts de gestion. Notamment, un service de pilotage budgétaire et de la stratégie financière a été créé et la direction des affaires budgétaires et financière a été réorganisée.

Ceci a conduit à un redressement budgétaire en 2016 permettant à la Nouvelle-Calédonie d'investir en 2017 dans les équipements publics en soutien à l'activité économique et pour améliorer le service aux calédoniens.

Au niveau des infrastructures publiques la Nouvelle-Calédonie a poursuivi sa politique de grands travaux notamment par la relance de chantiers de renforcements de chaussées, la rénovation d'éclairage ou encore de signalisation.

Dans le secteur de l'agriculture, l'accent s'est porté sur la diversification des filières à fort potentiel avec l'officialisation des signes de qualités pour mieux valoriser les productions locales. Les premiers baux ruraux ont également été signés pour une superficie de 2500 hectares. Au niveau du secteur de la pêche, un label pêche responsable a été officialisé et l'accent a été porté sur la modernisation de la profession de marin.

Suite aux réformes fiscales lancées en 2016 par le gouvernement, l'année 2017 a vu la concrétisation de la marche à blanc de la taxe générale à la consommation permettant de constater un taux de civisme fiscal de près de 98% et un rendement à hauteur des attentes portées en 2016. La réforme de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRPP) adoptée en décembre 2016 a permis en 2017 de générer une diminution de l'impôt des classes moyennes telle qu'escomptée et a concerné 88% des foyers imposés.

Dans le secteur de la santé, l'année 2017 a vu la concrétisation d'une offre de soins rénovée avec la fin de la construction du Médipôle de Koutio, la création de l'hôpital de Koné et des travaux de restructuration des hôpitaux du Nord ainsi que la construction de la clinique privée. Dans l'urgence, le gouvernement a également dû lancer la réforme du régime d'assurance maladie et maternité (RUAMM) aboutissant à une première présentation de la situation au congrès en décembre 2017. Ces travaux devraient conduire en 2018 à une réforme nécessaire à la préservation de notre système de santé actuel.

La jeunesse a fait l'objet de toutes les attentions puisque l'année 2017 a été la première année de plein exercice de la direction de la protection judiciaire et de l'enfance permettant d'améliorer la prise en charge éducative des jeunes et d'instauration de dispositifs de prévention de la déscolarisation entre autres. Initié en 2016, l'année 2017 a vu la finalisation du plan territorial de sécurité et de prévention de la délinquance dans le but d'accompagner notre jeunesse dans la lutte contre les addictions ou les comportements déviants.

Un plan stratégique pour la politique sportive a été développé en 2017 pour orienter les décisions du gouvernement sur les trois prochaines années en faveur du sport « santé », de l'accès au sport à haut niveau et le développement du sport social. D'autres actions prioritaires visant à orienter l'action gouvernementale en faveur de l'accompagnement et du soutien des jeunes ont été soutenues. Ainsi, le service civique arrêté en décembre 2016 a vu une première traduction en 2017 grâce à l'accueil à Lifou de jeunes belges au titre du parcours service civique universel.

Malgré les contraintes budgétaires évoquées, l'année 2017 une programmation culturelle de qualité et riche a pu être développé sur le territoire.

Par ailleurs, suite aux différents phénomènes météorologiques, l'année 2017 a été marquée par le versement de subventions exceptionnelles aux Iles Loyautés et aux communes de la Côte Est, et d'un soutien accru à l'action des services communaux en faveur des administrés.

➔ <u>Une anticipation des futurs budgets à venir</u>

In fine, les équilibres ont ainsi pu être préservés et le redressement de la trésorerie de la Nouvelle-Calédonie est sur la bonne voie depuis 2016.

Pour autant, les indicateurs de santé financière (épargne brute et endettement) démontrent que la vigilance et le souci des équilibres des budgets à venir doivent plus que jamais se maintenir, pour absorber progressivement les effets brutaux du retournement de conjoncture sur les recettes fiscales de ces deux dernières années.

C’est la raison pour laquelle les réflexions et travaux pour anticiper l’équilibre des futurs budgets ont d’ores et déjà été engagés sur :

- l’optimisation des dépenses fiscales ;
- la définition et la mise en œuvre d’un plan pluriannuel de maîtrise des dépenses de personnel afin d’assoir sur la durée la maîtrise de la croissance de ce poste ;
- la recherche d’économies par la mutualisation des services de la collectivité mais également de ses satellites ;
- l’optimisation des recettes propres de la collectivité et de ses satellites (réévaluation des tarifs, harmonisation des frais de gestion liés au recouvrement et à la redistribution des recettes fiscales) ;
- l’optimisation de la répartition des dépenses entre budget propre et budget de reversement ;
- le cadrage de la programmation des dépenses pluriannuelles d’investissement ;

…

Il est plus que jamais nécessaire de poursuivre les efforts de gestion réalisés jusqu’ici. A ce titre, lors de l’adoption du budget supplémentaire 2018 de la Nouvelle-Calédonie il sera proposé de réduire le recours à l’emprunt initialement prévu à hauteur de 4.2 milliards de FCFP.

I. Analyse détaillée du budget propre

- Budget propre -

	RESULTAT 2017
Section de fonctionnement : Résultat de gestion 2017 + résultat 2016 reporté (R002) :	+ 1 992 + 2 896
= Résultat de clôture de fonct. 2017	**+ 4 888**
Section d'investissement : Résultat de gestion 2017 + résultat 2016 affecté au déficit du budget 2017 d'investissement (1068) + résultat 2016 réporté (R001) :	- 3 195 + 2 360
= Résultat de clôture d'invest. 2017	**- 835**
Résultat de la gestion 2017	**- 1 203**
= Résultat de clôture 2017	**+ 4 053**
- Restes des dépenses 2017 à réaliser en 2018 (reports)	**- 1 714**
= Résultat définitif 2017 - Budget propre	**+ 2 339**

<u>Le budget propre de la collectivité se clôture en 2017 sur un excédent de 4 053 MF</u>, soit 30 jours de charges de fonctionnement et d'investissement.

Après prise en compte des dépenses engagées mais non payées en 2017 et en cours de paiement en 2018 (il s'agit des reports pour un montant total de 1 714 MF), **<u>le résultat définitif de 2017 se solde par un excédent de 2 339 MF, correspondant à une première marge de manœuvre pour le BS 2018</u>**.

Nous savons aujourd'hui que deux ajustements positifs viendront abonder cette première marge de manœuvre : une régularisation comptable sur des stocks datant de 2011 à hauteur de +250 MF, et un ajustement positif des recettes fiscales redistribuées de +226 MF pour la part revenant au budget propre de la NC. Les recouvrements de 2017 ont en effet été légèrement supérieurs aux montants réellement reversés aux collectivités.

<u>C'est au final une marge de manœuvre globale en dépenses de 2,8 milliards F disponible pour le BS 2018</u>. La majeure partie de cette marge sera consacrée à la réduction de l'inscription d'emprunt et à la régularisation de dépenses connues au moment de l'élaboration budgétaire mais non inscrites faute d'équilibre.

Synthèse du budget propre

En MF.CFP

FONCTIONNEMENT PROPRE	2013	2014	2015	2016	2017	Variation 2016-2017	
Recettes d'exploitation	1 841	1 931	1 993	2 153	2 309	156	+ 7%
Recettes fiscales	731	664	767	582	564	-17	- 3%
Dotations et participations	6 884	6 485	7 151	6 937	7 354	417	+ 6%
Part NC de l'assiette de dotations	35 202	32 448	33 035	33 926	28 814	-5 113	- 15%
Produits financiers	528	519	461	568	565	-3	- 0%
Produits exceptionnels	338	270	309	4 076	2 514	-1 562	- 38%
Autres recettes (opération mixtes et autres)	3 820	481	3 341	2 514	432	-2 082	- 83%
Recettes	**49 344**	**42 797**	**47 057**	**50 756**	**42 553**	**-8 203**	**- 16%**
dont Recette réelles	***45 524***	***42 316***	***43 717***	***48 242***	***42 121***	***-6 122***	***- 13%***
Dépenses de personnel	13 594	14 719	14 654	14 885	15 489	604	+ 4%
Achats et charges externes	9 078	8 282	7 718	7 348	7 271	-78	- 1%
Participations et subventions	15 687	18 169	18 251	14 218	13 309	-909	- 6%
Charges financières	349	367	423	509	603	94	+ 19%
Charges exceptionnelles	2 895	3 807	1 029	481	447	-34	- 7%
Amortissements et provisions	3 614	3 116	5 648	2 208	3 443	1 235	+ 56%
Dépenses	**45 217**	**48 461**	**47 723**	**39 648**	**40 561**	**912**	**+ 2%**
dont dépenses réelles	***41 603***	***45 345***	***42 075***	***37 441***	***37 118***	***-323***	***- 1%***
Résultat de fonctionnement	**4 127**	**-5 664**	**-666**	**11 108**	**1 992**	**-9 116**	**- 82%**
Résultat cumulé fonct			**-7 417**	**3 690**	**4 888**	**1 197**	**+ 32%**

INVESTISSEMENT PROPRE	2013	2014	2015	2016	2017	Variation 2016-2017	
Recettes propres d'investissement	16 419	11 447	13 326	5 582	1 629	-3 953	- 71%
Emprunts à long terme	2 231	5 575	8 074	6 644	4 529	-2 115	- 32%
Amortissement et opérations patrimoniales	20 875	19 068	13 828	8 654	4 335	-4 320	- 50%
Excédent capitalisé	9 206	7 514			794	794	+ 100%
Recettes	**48 731**	**43 604**	**35 227**	**20 880**	**11 287**	**-9 593**	**- 46%**
dont Recettes réelles	***18 650***	***17 022***	***21 399***	***12 226***	***6 158***	***-6 067***	***- 50%***
Dépenses d'équipement	18 140	20 860	20 908	9 903	8 964	-939	- 9%
dont équipement des infrastructures hospitalières	*11 906*	*12 656*	*15 103*	*3 141*	*1 289*	*-1 851*	- 59%
Subvention d'équipement	4 612	1 770	1 984	2 235	1 814	-421	- 19%
Remboursement de la dette en capital	1 112	1 085	1 300	1 618	2 089	471	+ 29%
Immobilisations financières	130	100	2	738	44	-693	- 94%
Opérations pour le compte tiers	368	35	90	1	1	0	+ 62%
Opérations patrimoniales et d'ordre	21 726	16 221	11 371	6 698	1 569	-5 129	- 77%
Dépenses	**46 089**	**40 072**	**35 655**	**21 192**	**14 482**	**-6 710**	**- 32%**
dont Dépenses réelles	***24 363***	***23 851***	***24 284***	***14 494***	***12 913***	***-1 581***	***- 11%***
Résultat d'investissement	**2 643**	**3 532**	**-428**	**-312**	**-3 195**	**-2 882**	**+ 922%**
Résultat cumulé invest			**2 673**	**2 360**	**-835**	**-3 195**	**- 135%**
Résultat budget principal propre	**6 770**	**-2 132**	**-1 093**	**10 795**	**-1 203**	**-11 998**	**- 111%**
Résultat cumulé global			**-4 745**	**6 050**	**4 053**	**-1 997**	**- 33%**

Analyse des recettes de fonctionnement :

Les recettes réelles de fonctionnement sont en retrait de 13%par rapport à 2016 (soit - 6 121 MF), avec une perte de rendement des recettes fiscales (IS, droits d'enregistrement, IRPP) ayant conduit au recul de -5 mds F la part de la Nouvelle-Calédonie dans l'assiette de dotation.

L'impact de la réduction des recettes exceptionnelles n'est pas neutre : en 2016, 1 733 MF avaient été remboursés par le budget annexe de reversement au titre des restitutions, dégrèvements et admission auparavant prises en charge par le budget propre, ce n'est plus le cas en 2017.

On notera que, cette année aussi, l'apport de recettes à caractère exceptionnel demeure un facteur déterminant du résultat 2017 avec l'apport de 1 000 MF de recettes de l'OPT et celui de 750 MF du Port Autonome

Analyse des dépenses de fonctionnement :

Les charges réelles de fonctionnement s'établissent à 37 118 MF en 2017, soit une baisse de 1% par rapport à 2016 (-322 MF).

Les participations et subventions, après avoir connu une progression très importante entre 2012 et 2014 (soit + 3 893 MF) pour atteindre 17 584 MF, et devenir en volume le poste de dépenses de fonctionnement le plus important du budget propre, ont depuis 2015 été progressivement révisées à la baisse en fonction des contraintes budgétaires.

Celle-ci s'est poursuivie en 2017 avec la baisse des participations (-1 205 MF par rapport à 2016) et plus particulièrement au transfert du budget de l'ASS-NC des contributions versées au fonds handicap qui s'élevaient à 1 202 MF en 2016.

Les efforts de maitrise des charges générales se sont poursuivis : elles ont diminué de manière continue depuis 2014 (-1 011 MF) et en 2017, elles sont en recul de 1**%, avec notamment des économies de 150 MF** enregistrées sur les charges fixes de fonctionnement (loyers, électricité…etc) et sur les frais d'études, de recherches, de frais de mission et de colloques.

Les charges de personnel, après deux années de nette maîtrise, enregistrent une nouvelle hausse de +4% en 2017 (+604 MF).

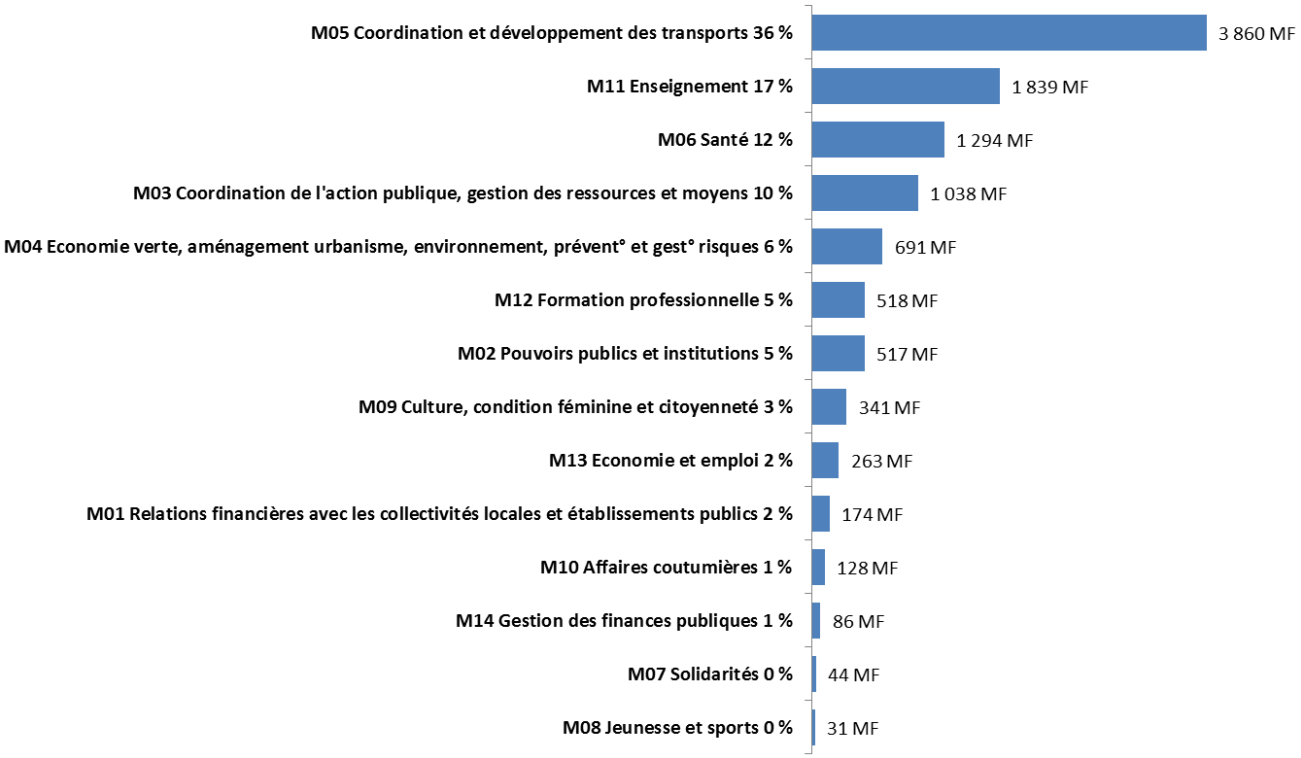
- Plus de la moitié de cette croissance s'explique par des hausses « subies » : glissement vieillesse technicité +111 MF, augmentation de la valeur de point +170 MF, fonctionnaires stagiaires en école supérieure +56 MF.
- Par ailleurs, l'évolution en 2017 est marquée par les effets, à hauteur de 140 MF environ, des créations de postes intervenues : 6,5 postes à la DPJEJ pour accompagner la création de cette direction, 3 personnels administratifs pour l'autorité de la concurrence, 3 postes à la DFPC suite au transfert de l'IDCNC, 7 postes à la DSF avec la mise en place de la TGC…
- Enfin, l'année 2017 a été marquée par un nombre de postes budgétaires pourvus plus important et plus « coûteux » qu'en 2016. Le taux de vacances de postes a en effet diminué d'un point pour atteindre 8,7% en 2017.

Il est à noter qu'un plan de maîtrise de la masse salariale sur les prochaines années est en cours d'élaboration, afin d'ancrer l'évolution maitrisée de ce poste dans un plan d'actions durable.

<u>Analyse des dépenses d'investissement</u> :

L'effort de dépenses d'équipement propre de la Nouvelle Calédonie (hors Médipôle et opérations sous mandat) se maintient à 9,5 Mds F.CFP en 2017.

L'effort d'équipement de la collectivité s'établit à 23% de ses recettes réelles propres, niveau comparable à celui des provinces dont les compétences sont différentes et plus tournées vers l'opérationnel. La Nouvelle Calédonie continue à maintenir ses investissements à un niveau élevé malgré ses compétences a priori davantage axées vers la réglementation et la gestion.



II. Analyse financière du budget propre de la collectivité

Rappelons que la santé financière d'une collectivité s'apprécie à partir de trois éléments clé liés :

1) Sa capacité à dégager des ressources propres de fonctionnement pour financer ses dépenses d'investissement (et rembourser les emprunts contractés liés à ces dépenses d'investissement) : il s'agit de **l'épargne brute**, à savoir la part des ressources propres disponibles (notamment les recettes fiscales) après avoir financé les dépenses récurrentes de fonctionnement de la collectivité (les dépenses d'interventions, les charges de personnel, les intérêts d'emprunt, les autres charges fixes…).

	Références	2014	2015	2016	2017
Epargne brute (hors exceptionnel)		671	2 517	7 369	3 127
Taux d'épargne brute (hors exceptionnel)	10-15%	2%	6%	17%	8%

Après une embellie ponctuelle en 2016 liée aux effets combinés de maîtrise des charges et de déports des dépenses vers les établissements publics, parallèlement au maintien global des recettes de fonctionnement (compte tenu notamment d'un réajustement particulièrement important de 2,5 milliards F sur les recouvrements des recettes fiscales de 2015), l'épargne brute (hors recettes exceptionnelles) accuse une nouvelle baisse en 2017 et repasse sous le niveau requis de 10-15%.

Tout l'enjeu des exercices futurs est de faire remonter ce taux à un niveau le plus proche des 15%, progressivement sans recours à des recettes exceptionnelles.

2) **Son niveau d'endettement** :

Plus la collectivité dégage de l'épargne brute, plus elle autofinance ses investissements et limite donc le besoin d'emprunt et plus elle démontre une capacité à rembourser sa dette et augmente donc ses possibilités d'emprunter.

Les indicateurs d'endettement s'apprécient :

- en rapportant le stock de dette aux recettes de fonctionnement (taux d'endettement = part des recettes de fonctionnement consacrée au remboursement de la dette si la collectivité devait la rembourser intégralement)
- en rapportant le stock de dette à l'épargne brute (combien d'années faudrait-il à la collectivité pour rembourser l'intégralité de sa dette par de l'épargne brute, sans nouvelles dépenses d'investissement ***= capacité de désendettement***).

	Références	2013	2014	2015	2016	2017
Taux d'endettement	< 90%	34%	50%	**64%**	**74%**	**89%**
Capacité de désendettement (ou solvabilité) en années	< 7 ans	2,3	30,8	**10,9**	4,4	**11,2**

Bien que le recours à l'emprunt en volume ait été maîtrisé en 2017 (4,5 mds F empruntés contre 6,6 mds en 2016), la baisse des recettes fiscales affecte directement le ratio d'endettement, qui augmente mécaniquement pour atteindre un niveau proche de la limite de 90%.

Pour les exercices à venir, la programmation des investissements sera directement liée à la capacité de la collectivité à mobiliser un niveau d'épargne brute suffisant pour en autofinancer la majeure partie : l'emprunt devra au maximum financer 50 % de ces dépenses et le taux d'endettement devra se maintenir en deçà de 90%. C'est dans ce contexte qu'il sera proposé au budget supplémentaire 2018 une diminution du recours à l'emprunt pour le financement du budget 2018.

3) Sa capacité à dégager un <u>fonds de roulement</u> nécessaire au bon fonctionnement du cycle d'exploitation :

Dégager et maintenir un fonds de roulement raisonnable est vital pour le bon fonctionnement de n'importe quelle entité, pour assurer des délais de paiement convenables et éviter des tensions sur la trésorerie.

	Références	2013	2014	2015	2016	2017
Fonds de roulement en jours de dépenses (budget propre)	30-60 j	-8	-19	-26	43	30

Alors que sur les exercices antérieurs, le fonds de roulement du budget propre était négatif, expliquant de fait les tensions sur la trésorerie (tensions en partie absorbées par les délais de paiement des budgets annexes), les efforts pour dégager des marges à partir de 2016, et qui se traduisent par un retour à un niveau normatif de fonds de roulement en nombre de jours de dépenses, ont eu un effet direct positif sur la trésorerie.

III. Les budgets annexes

- Budget répartition -

	RESULTAT 2017
Section de fonctionnement : Résultat de gestion 2017	+ 1 868
+ résultat 2016 reporté (R002) :	+ 3 047
= Résultat de clôture de fonct. 2017	**+ 4 915**
- Restes des dépenses 2017 à réaliser en 2018 (reports)	**- 2 002**
= Résultat définitif 2017 - Budget de répartition	**+ 2 913**

Le résultat de gestion 2017 du budget de répartition est excédentaire de 1 868 MF.

Après intégration des 3 047 MF de fonds de roulement de 2016, **le résultat clôture sur un excédent de 4 915 MF.**

Après retranchement des reports de 2 002 MF (correspondant au cumul des dotations du FIP équipement non versés aux communes entre 2007 et 2017, compte tenu de l'avancement de leur projet), le résultat définitif du budget de répartition s'élève à 2 913 MF disponible pour le BS et nécessaire à la constitution de provisions pour créances irrécouvrables notamment.

- Budget reversement -

	RESULTAT 2017
Section de fonctionnement : Résultat de gestion 2017	+ 853
+ résultat 2016 reporté (R002) :	+ 5 840
= Résultat de clôture de fonct. 2017	**+ 6 693**
- Restes des dépenses 2017 à réaliser en 2018 (reports)	**- 1 940**
= Résultat définitif 2017 - Budget de reversement	**+ 4 753**

Avec un niveau total de recettes réalisées à hauteur de 65,6 mds F et un niveau de dépenses de 64,7 mds F, le résultat de gestion 2017 du budget de reversement est excédentaire de 853 MF. Sur les principales taxes affectées et reversées (TSS et CSA notamment), les bénéficiaires se sont vus reversés des montants que la NC a réellement recouvrés inférieurs aux montants initialement titrés

sur du droit constaté. Cet écart provenant essentiellement des créances sera reversé aux bénéficiaires dès lors qu'elles seront effectivement recouvrées, il conviendra ainsi au BS de les provisionner.

Après intégration des 5 840 MF de fonds de roulement de 2016, le résultat clôture sur un excédent de 6 693 MF.

Après retranchement des reports de 1 940 MF (correspondant à des versements du FER et du fonds TAP), **le résultat définitif du budget de répartition s'élève à 4 753 MF** disponible pour le BS pour le réajustement des reversements aux entités suite aux recouvrements tardifs, et pour la constitution de provisions pour les créances non encore recouvrées.

NOUVELLE-CALEDONIE

Les établissements publics de la Nouvelle-Calédonie

CA 2017

Relations de la Nouvelle-Calédonie avec ses établissements publics

Afin d'avoir une vision synthétique et globale des dépenses dites de transfert, le parti a été pris, pour la 3ème année, de ne plus commenter les dépenses vers les établissements dans les diverses missions du rapport du compte administratif mais de les regrouper dans un chapitre spécial intitulé : relations de la Nouvelle-Calédonie avec ses établissements publics.

Aussi, le tableau ci-après récapitule toutes les dépenses de la Nouvelle-Calédonie vers ses établissements publics.
Les financements concernent non seulement les subventions d'équilibre, les subventions affectées à des projets particuliers et les subventions d'équipement, mais aussi les taxes affectées et centimes additionnels, ainsi que les prestations de service effectuées pour le compte de la Nouvelle-Calédonie et les cotisations diverses versées.

En 2017, les financements toutes natures confondues versés aux établissements publics s'élèvent à un peu plus de 49 968 MF dont 42 164 MF issus du budget de reversement relatives aux taxes affectées et 7 804 MF issus du budget propre (dont 4 326 MF de subventions).

En termes de volume, ces dépenses constituent en 2017 :

- 15,57 % des dépenses réelles du budget propre (dont 8,63 % pour les subventions) pour les dépenses de prestations, cotisations et subventions de fonctionnement et d'équipement ;

- 65,16 % des dépenses réelles du budget de reversement pour les seules taxes affectées.

L'année 2017 a été marquée par la poursuite du resserrement des relations de la NC avec ses EP à travers les diverses actions suivantes dans le cadre de l'optimisation de la dépense publique et des efforts particuliers des établissements dans la baisse de leur budget :

- La contractualisation de conventions d'objectifs et de moyens (COM) a été généralisée à tous les établissements. L'évaluation de l'atteinte des objectifs annuels financiers et opérationnels fixés aux COM a été réalisée en fin d'année 2017. La majorité des établissements a atteint les objectifs fixés et a donc perçu la totalité de la subvention attribuée comme contractualisé. Seulement deux établissements n'y sont pas parvenus. La relation créée tend vers un partenariat des établissements qui sont désormais demandeurs de nouvelles rencontres pour un accompagnement plus étroit.

- La diversité des dialogues de gestion avec les établissements dans le cadre des conventions d'objectifs et de moyens (COM) et de leurs avenants 2017. Les échanges nombreux et fructueux permettent une synergie entre les tutelles et les établissements publics et

renforcent le rôle d'accompagnement et de conseil initié par le service des collectivités locales et des établissements publics depuis plusieurs années.

Le chantier de refonte des statuts des chambres consulaires, initié en 2016, s'est achevé, dans sa première phase de propositions de modifications parmi lesquelles une majorité recueille l'approbation générale. L'harmonisation se poursuit en 2018 pour une présentation au congrès en fin d'exercice. Enfin, la refonte de statuts des établissements hospitaliers est toujours en cours d'études et de rédaction en 2018. Dans l'attente, la réflexion porte sur la coopération inter hospitalière afin que les coûts diminuent sur tous les services communs : pharmacie, gestion ressources humaines, achats, etc.

- L'examen des rapports d'activité 2016 des établissements publics et des établissements publics d'enseignement a fait l'objet d'une présentation du document par chaque directeur ; le dialogue avec les membres du congrès en commission a été très fructueux. Cet examen est désormais annuel à l'appui de la présentation du compte administratif de la NC. Il présente cette année le bilan 2017.

- La rationalisation de la dépense publique s'est poursuivie et des efforts particuliers ont été réalisés par les établissements. Certains d'entre eux, notamment en matière culturelle, sont parvenus à optimiser les dépenses et ont dû prélever leur fond de roulement pour maintenir l'équilibre budgétaire. S'il restait des marges de manœuvre au 31/12/2016, en revanche elles se réduisent fortement en 2017. Les directions des établissements ont été sensibilisées à la réflexion de mutualisation des établissements, en particulier en matière de fonctionnement. Sa mise en œuvre pourrait être initiée en 2019. En outre, les assises de la culture, prévues en 2018, devraient permettre de définir des perspectives meilleures. En effet, les partenaires financiers institutionnels, soumis à la même contrainte budgétaire que la Nouvelle-Calédonie, ont dû réduire leur participation qui a, par voie de conséquence, fragilisé la situation financière des établissements dans tous les secteurs.

- En 2017 ce sont deux nouveaux établissements qui ont été créés. D'abord l'Agence Calédonienne de l'Energie (ACE) et l'Agence pour le Remboursement des Taxes à l'Importation (ARTI) respectivement le 12 janvier et 30 mars 2017. . Si la première a démarré son fonctionnement en 2017, la seconde n'a pu fonctionner en raison de l'absence de gouvernement pendant plusieurs mois. Son premier conseil d'administration a seulement eu lieu le 9 mars 2018.

- La réflexion sur la fusion de l'Etablissement pour la Régulation des Productions Agricoles (ERPA) et l'Agence Pour l'Indemnisation des Calamités Agricoles (APICAN) a démarré en 2017 pour aboutir à la création, en 2018, de l'Agence Rurale.

- La réflexion sur la création d'un GIP Formation regroupant l'Etablissement de Formation Professionnelle des Adultes (EFPA), l'Ecole des Métiers de la Mer (EMM), l'Institut de Développement des Compétences de Nouvelle-Calédonie (IDCNC) s'est poursuivie en 2017.

Elle est sur le point d'aboutir en 2018 par l'approbation de la convention constitutive pour un projet de mise en œuvre effective au 1er janvier 2019.

- La réflexion de la fusion du Centre de Documentation Pédagogique de la Nouvelle-Calédonie a été initiée en 2017 pour une mise en œuvre au cours du 2ème semestre 2018. Ainsi cet établissement, appelé à disparaître, verra son activité et son personnel transférées au sein du Vice-Rectorat de la Nouvelle-Calédonie et de l'IFMNC.

- La délibération n° 157 des 11 août et 22 septembre 2016 portant modification de dispositions statutaires d'établissements publics de la Nouvelle-Calédonie prévoyait que les directeurs d'établissements seraient nommés par le gouvernement pour une durée arrêtée par lui. Des avis de vacances de postes ont été publiés en 2017 pour permettre le renouvellement des directeurs des établissements. Les procédures sont toujours en cours pour certains d'entre eux mais la plupart ont été nommés.

Budget	Section	Etablissement Publics NC	libéllé	Code Mission	Prog	Prestations de services/ cotisations	Subventions	Taxes affectées / centimes	TOTAL
Reversement	Fonctionnement	ACE	Taxe sur l'électricité	M01	P0101			80 674 612	80 674 612
Reversement	Fonctionnement	ACE	Taxe sur les énergies renouvelables	M01	P0101			54 352 428	54 352 428
Reversement	Fonctionnement	ACE	Reversement excédent FCME	M07	P0101			725 981 516	725 981 516
			Sous-total ACE			**0**	**0**	**861 008 556**	**861 008 556**
Reversement	Fonctionnement	ADANC	TFA	M01	P0101			2 095 896 902	2 095 896 902
Reversement	Fonctionnement	ADANC	Taxe de péage	M01	P0101			470 920 819	470 920 819
propre	Fonctionnement	ADANC	Financement ligne Melbourne	M05	P0502		350 000 000		
			Sous-total ADANC			**0**	**350 000 000**	**2 566 817 721**	**2 916 817 721**
propre	Fonctionnement	ADCK-CCT	Subvention d'équilibre	M09	P0901		508 500 000		508 500 000
propre	Investissement	ADCK-CCT	Subvention d'équipement	M09	P0901		37 500 000		37 500 000
propre	Fonctionnement	ADCK-CCT	Prestations diverses	multiple	multiple	4 625 825			4 625 825
			Sous-total ADCK-CCT			**4 625 825**	**546 000 000**	**0**	**550 625 825**
propre	Fonctionnement	ALK	Subvention d'équilibre	M09	P0901		94 050 000		94 050 000
propre	Fonctionnement	ALK	Subvention édition des œuvres en langue Kanak	M09	P0901		5 000 000		5 000 000
propre	Fonctionnement	ALK	Prestations diverses	M11	P1106	393 750			393 750
			Sous-total ALK			**393 750**	**99 050 000**	**0**	**99 443 750**
Reversement	Fonctionnement	APICAN	TCA	M01	P0101			1 449 685 567	1 449 685 567
			Sous-total APICAN			**0**	**0**	**1 449 685 567**	**1 449 685 567**
Reversement	Fonctionnement	ASSNC	CCS SUR IRCDC	M01	P0101			219 714 987	219 714 987
Reversement	Fonctionnement	ASSNC	CCS SUR IRVM	M01	P0101			1 200 282 145	1 200 282 145
Reversement	Fonctionnement	ASSNC	CCS SUR JEUX	M01	P0101			90 573 560	90 573 560
Reversement	Fonctionnement	ASSNC	CCS SUR FONCIER	M01	P0101			275 409 635	275 409 635
Reversement	Fonctionnement	ASSNC	CSA	M01	P0101			4 603 030 134	4 603 030 134
Reversement	Fonctionnement	ASSNC	TAT3S	M01	P0101			6 933 020 990	6 933 020 990
Reversement	Fonctionnement	ASSNC	TSS	M01	P0101			19 473 570 668	19 473 570 668
			Sous-total ASSNC			**0**	**0**	**32 795 602 119**	**32 795 602 119**
propre	Fonctionnement	BB	Salon du livre	M09	P0901		11 000 000		11 000 000
propre	Fonctionnement	BB	Subvention d'équilibre	M09	P0901		171 740 000		171 740 000
propre	Fonctionnement	BB	Subvention exceptionnelle	M09	P0901		15 000 000		15 000 000
			Sous-total BB			**0**	**197 740 000**	**0**	**197 740 000**
Reversement	Fonctionnement	CANC	TSPA	M01	P0101			509 273 282	509 273 282
propre	Fonctionnement	CANC	Dispositif TGC	M13	P1304		4 320 000		4 320 000
propre	Fonctionnement	CANC	Machinisme agricole	M12	P1203		3 750 000		3 750 000
propre	Fonctionnement	CANC	Apprentissage	M12	P1202	10 136 065			10 136 065
propre	Fonctionnement	CANC	Prestations diverses	multiple	multiple	1 659 543			1 659 543
			Sous-total CANC			**11 795 608**	**8 070 000**	**509 273 282**	**529 138 890**
Reversement	Fonctionnement	CCI	PATENTE	M01	P0101			555 887 848	555 887 848
Reversement	Fonctionnement	CCI	COT 0,25% SALAIRE CCI	M01	P0101			146 210 367	146 210 367
propre	Fonctionnement	CCI	DSP AERODROME MAGENTA	M05	P0502		114 171 000		114 171 000
propre	Fonctionnement	CCI	DSP AERODROME LIFOU	M05	P0502		11 583 256		11 583 256
propre	Fonctionnement	CCI	DIVERS PRESTATIONS DE SERVICE	multiple	multiple	6 612 924			6 612 924
propre	Fonctionnement	CCI	ECOLE DE GESTION ET DE COMMERCE	M11	P1103		30 000 000		30 000 000
propre	Fonctionnement	CCI	APPRENTISSAGE	M12	P1202	133 220 188			133 220 188
propre	Fonctionnement	CCI	DISPOSITIF TGC	M14	P1402	15 150 000			15 150 000
propre	Fonctionnement	CCI	SUBVENTION D'EQUILIBRE	M13	P1302		50 000 000		50 000 000
			Sous-total CCI			**154 983 112**	**205 754 256**	**702 098 215**	**1 062 835 583**
propre	Fonctionnement	CDP	Subvention d'équilibre	M11	P1103		118 000 000		118 000 000
propre	Fonctionnement	CDP	Diverses prestations d'équilibre	M11	multiple	6 652 524			6 652 524
			Sous-total CDP			**6 652 524**	**118 000 000**	**0**	**124 652 524**
propre	Fonctionnement	CHT	TRITHERAPIE	M06	P0601		2 365 904		2 365 904
propre	Fonctionnement	CHT	EVASAN + AIDES MEDICALES	M07	P0702		25 793 909		25 793 909
propre	Fonctionnement	CHT	FRAIS MEDICAUX	M03	P0306	1 477 800			1 477 800
propre	Fonctionnement	CHT	SUBVENTION EDUCATION ROUTIERE (chromatographe)	M05	P0503		10 000 000		10 000 000
			Sous-total CHT			**1 477 800**	**38 159 813**	**0**	**39 637 613**
propre	Fonctionnement	CHS	VACATIONS EN ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX	M03	P0306	520 000			520 000
propre	Fonctionnement	CHS	COUVERTURE MEDICALE	M07	P0702	15 634 663			15 634 663
			Sous-total CHS			**16 154 663**	**0**	**0**	**16 154 663**
propre	Fonctionnement	CLR	COTISATONS RETRAITES AGENTS NC	M03	P0306	2 395 944 401		0	2 395 944 401
			Sous-total CLR			**2 395 944 401**	**0**	**0**	**2 395 944 401**
propre	Fonctionnement	CMDNC	SUBVENTION D'EQUILIBRE DANSE	M09	P0901		8 500 000		8 500 000
propre	Fonctionnement	CMDNC	SUBVENTION D'EQUILIBRE MUSIQUE	M09	P0901		289 500 000		289 500 000
			Sous-total CMDNC			**0**	**298 000 000**	**0**	**298 000 000**
Reversement	Fonctionnement	CMA	PATENTE	M01	P0101			505 353 655	505 353 655
Reversement	Fonctionnement	CMA	COT 0,25% SALAIRE C.METIERS	M01	P0101			146 210 367	146 210 367
propre	Fonctionnement	CMA	SECTION APP	M12	P1202	73 434 240			73 434 240
propre	Fonctionnement	CMA	OBJECTIF ALTERNANCE/ DISPOSITIF TGC	M12	P1201	800 000	6 480 000		
			Sous-total CMA			**74 234 240**	**6 480 000**	**651 564 022**	**732 278 262**
propre	Fonctionnement	CREIPAC	FORUM DE LA FRANCOPHONIE	M02	P0202		9 000 000		9 000 000
propre	Fonctionnement	CREIPAC	SUBVENTION D'EQUILIBRE	M03	P0302		37 800 000		37 800 000
propre	Fonctionnement	CREIPAC	FORMATION DIPLOMATE VANUATAIS	M03	P0302		4 000 000		
propre	Fonctionnement	CREIPAC	DIVERSES PRESTATIONS (LOCATION)	M04	P0407	324 220			
			Sous-total CREIPAC			**324 220**	**50 800 000**	**0**	**51 124 220**
Reversement	Fonctionnement	ETFPA	COT 0,25% SALAIRE ETFPA	M01	P0101			194 947 156	194 947 156
propre	Fonctionnement	ETFPA	SUBVENTION D'EQUILIBRE	M12	P1203		140 220 000		140 220 000
propre	Fonctionnement	ETFPA	DIVERS PRESTATIONS	multiple	multiple	209 475			209 475
propre	Fonctionnement	ETFPA	POLE PREPARATOIRE ETFPA	M12	P1201	130 385 127			130 385 127
propre	Fonctionnement	ETFPA	FORMATIONS QUALIFIANTES (STRUCTURELLES)	M12	P1202	156 798 983			156 798 983
propre	Investissement	ETFPA	SUBVENTION D'EQUIPEMENT (RENOVATION LOCAUX,...)	M12	P1203		328 540 290		328 540 290
			Sous-total ETFPA			**287 393 585**	**468 760 290**	**194 947 156**	**951 101 031**
propre	Fonctionnement	EMM	SUBVENTION D'EQUILIBRE	M12	P1203		4 500 000		4 500 000
propre	Fonctionnement	EMM	FORMATIONS CONJONCTURELLES	M12	P1202	19 257 379			19 257 379
propre	Fonctionnement	EMM	DIVERS PRESTATIONS (phares et balises, formations…)	multiple	multiple	323 400			323 400
propre	Investissement	EMM	SUBV EQUIPEMENT EMM	M12	P1203		53 000 000		53 000 000
			Sous-total EMM			**19 580 779**	**57 500 000**	**0**	**77 080 779**
Reversement	Fonctionnement	ERPA	TSPA	M01	P0101			1 188 304 257	1 188 304 257
propre	Fonctionnement	ERPA	SUBVENTION D'EQUILIBRE	M13	P1304		750 000 000		750 000 000
			Sous-total ERPA			**0**	**750 000 000**	**1 188 304 257**	**1 938 304 257**
Reversement	Fonctionnement	Fonds Nickel	REDEVANCE SUPERFICIAIRE	M01	P0101			247 700 400	247 700 400
			Sous-total FONDS NICKEL			**0**	**0**	**247 700 400**	**247 700 400**
propre	Fonctionnement	IDCNC	SUBVENTION D'EQUILIBRE	M12	P1203		235 500 000		235 500 000
propre	Fonctionnement	IDCNC	FRAIS DE GESTION (INDEMNITES)	M12	P1201		3 882 864		3 882 864
propre	Fonctionnement	IDCNC	ANIMATION DU DISPOSITIF VAE	M12	P1203		2 480 000		2 480 000
propre	Fonctionnement	IDCNC	ETUDE SUR LES BESOINS EN QUALIFICATION	M12	P1202	3 000 000			3 000 000
			Sous-total IDCNC			**3 000 000**	**241 862 864**	**0**	**244 862 864**
propre	Fonctionnement	IFAP	COTISATION 1% MASSE SALARIALE GVT	M03	P0306	101 291 944			101 291 944
propre	Fonctionnement	IFAP	COTISATION 1% MASSE SALARIALE CNC	M02	P0201	5 747 403			5 747 403
propre	Fonctionnement	IFAP	ACHAT FORMATION (hors cotisation)	M03	P0306	5 141 153			5 141 153
propre	Fonctionnement	IFAP	POLE MDFI	M12	P1203	12 750 000			12 750 000
			Sous-total IFAP			**124 930 500**	**0**	**0**	**124 930 500**

Budget	Section	Etablissement Publics NC	libéllé	Code Mission	Prog	Prestations de services/ cotisations	Subventions	Taxes affectées / centimes	TOTAL
propre	Fonctionnement	IFMNC	SUBVENTION D'EQUILIBRE	M11	P1102		231 316 000		231 316 000
			Sous-total IFMNC			**0**	**231 316 000**	**0**	**231 316 000**
propre	Fonctionnement	IFPSS	SUBVENTION D'EQUILIBRE	M06	P0601		314 000 000		314 000 000
propre	Fonctionnement	IFPSS	FRAIS DE FORMATION (PERSONNEL EXTERIEUR A LA COLLECTIVITE)	M07	P0701	1 105 400			1 105 400
propre	Fonctionnement	IFPSS	FORMATIONS UNITE INTEGRATIVE	M12	P1201	0			0
propre	Fonctionnement	IFPSS	FORMATIONS QUALIFIANTES (STRUCTURELLES)	M12	P1202	56 895 554			56 895 554
			Sous-total IFPSS			**58 000 954**	**314 000 000**	**0**	**372 000 954**
propre	Fonctionnement	ISEE	SUBVENTION D'EQUILIBRE	M13	P1303		310 000 000		310 000 000
propre	Fonctionnement	ISEE	SUBVENTION ENQUETES DIVERSES	M13	P1303		35 000 000		35 000 000
propre	Fonctionnement	ISEE	DIVERS PRESTATIONS	multiple	multiple	5 310 000			5 310 000
			Sous-total ISEE			**5 310 000**	**345 000 000**	**0**	**350 310 000**
propre	Fonctionnement	OPT-NC	FACTURES TELEPHONE, MOBILIS,…	multiple	multiple	313 362 061			313 362 061
			Sous-total OPT-NC			**313 362 061**	**0**		**313 362 061**
propre	Fonctionnement	PANC	DIVERS PRESTATIONS (cale de halage, …)	multiple	multiple	171 875			171 875
Reversement	Fonctionnement	PANC	DROIT DE QUAI	M01	P0101			81 446 065	81 446 065
Reversement	Fonctionnement	PANC	DROIT DE PORT	M01	P0101			89 226 540	89 226 540
Reversement	Fonctionnement	PANC	TAXE DE MAGASINAGE	M01	P0101			41 468 009	41 468 009
Reversement	Fonctionnement	PANC	TAXE DE PEAGE	M01	P0101			784 867 922	784 867 922
			Sous-total PANC			**171 875**	**0**	**997 008 536**	**997 180 411**
			TOTAL ETABLISSEMENTS PUBLICS DE LA NC			**3 478 335 897**	**4 326 493 223**	**42 164 009 831**	**49 968 838 951**

Focus sur les financements par la Nouvelle-Calédonie de certains organismes divers, partenaires réguliers de la Nouvelle-Calédonie (non exhaustif).

Dans la même optique de conserver une vision synthétique et globale des financements de certains organismes divers qui sont, par ailleurs, des partenaires réguliers de la Nouvelle-Calédonie, le tableau récapitulatif au verso retrace les flux vers 19 organismes, associations, syndicat mixtes. Cette liste n'est pas exhaustive et pourrait être amendée par la suite.

Les financements concernent non seulement les subventions de fonctionnement, les subventions affectées à des projets particuliers et les subventions d'équipement, mais aussi les taxes affectées et les prestations de service effectuées pour le compte de la Nouvelle-Calédonie.

En 2017, les financements toutes natures confondues versés à ces 19 organismes s'élèvent à près de 6 062 MF, dont 1 990 MF issus du budget de reversement et 4 071 MF issus du budget propre (dont 3 979 MF de subventions).

En termes de volume, ces dépenses constituent en 2017 :

- 8,12 % des dépenses réelles du budget propre (dont 7,94 % pour les subventions),
- 3,08 % des dépenses réelles du budget de reversement.

En 2017, le soutien de la Nouvelle-Calédonie s'est manifesté dans tous les domaines (scientifique, enseignement, culturel, sportif, économique, sanitaire…).

On constate 171 MF de dépenses réalisées au travers des contrats de développement en faveur de l'IAC et de l'IRD.

Budget	Section	Organismes	Type Dépenses	Libéllé	Code Mission	Programme	Prestations	Subventions	Taxes affectées / centimes	TOTAL
propre	Fonctionnement	AFM NC	subvention de fonctionnement	Subvention de fonctionnement	M01	P0102		5 000 000		5 000 000
			Sous-total Association Française des Maires de Nouvelle-Calédonie				**0**	**5 000 000**	**0**	**5 000 000**
propre	Fonctionnement	AMNC	subvention de fonctionnement					5 000 000		5 000 000
			Sous-total Association des Maires de Nouvelle-Calédonie				**0**	**5 000 000**		**5 000 000**
propre	Fonctionnement	ADECAL	subvention de fonctionnement	Soutien aux filièrs innovantes	M13	P1305	59 087 000			59 087 000
			Sous-total ADECAL				**59 087 000**	**0**	**0**	**59 087 000**
propre	Fonctionnement	DDEC	subvention d'équipement	Remboursement emprunt	M11	P1105		236 327 351		236 327 351
propre	Fonctionnement	DDEC	subvention	externat	M11	P1105		1 582 290 498		1 582 290 498
propre	Fonctionnement	DDEC	subvention	sudvention exceptionnelle	M11	P1105		92 938 800		92 938 800
propre	Fonctionnement	DDEC	prestation de service	Divers prestations	M11	P1105	603 000			603 000
			Sous-total DDEC				**603 000**	**1 911 556 649**	**0**	**1 912 159 649**
propre	Fonctionnement	ASEE	subvention	ASEE SUBV.FORFAIT EXTERN.	M11	P1105		341 745 612		341 745 612
propre	Fonctionnement	ASEE	subvention	sudvention exceptionnelle	M11	P1105		17 000 000		17 000 000
propre	Fonctionnement	ASEE	subvention	Subventions diverses de fonctionnement	M11	P1105		4 249 980		4 249 980
propre	Fonctionnement	ASEE	subvention d'équipement	Remboursement emprunt	M11	P1105		15 923 900		15 923 900
			Sous-total ASEE				**0**	**378 919 492**	**0**	**378 919 492**
propre	Fonctionnement	AQUARIUM	subvention fonctionnement	PARTICIPATION AU FONCTIONNEMENT	M02	P0202		25 820 000		25 820 000
			Sous-total AQUARIUM				**0**	**25 820 000**	**0**	**25 820 000**
propre	Fonctionnement	IFREMER	prestation de service	DIVERS PRESTATIONS	multiple	multiple	48 000			48 000
			Sous-total IFREMER				**48 000**	**0**	**0**	**48 000**
propre	Fonctionnement	CTOS	subvention fonctionnement	SPORTIFS D'ESCELLENCE	M08	P0802		0		0
propre	Fonctionnement	CTOS	subvention fonctionnement	SUBVENTION FONCTIONNEMENT et INTERVENTION	M08	P0802		122 000 000		122 000 000
propre	Fonctionnement	CTOS	prestation de service	PRESTATIONS DIVERSES (location de salle, formation …)	multiple	multiple	5 863 414			5 863 414
			Sous-total CTOS				**5 863 414**	**122 000 000**		**127 863 414**
propre	Fonctionnement	GIE TOURISME POINT SUD	subvention de fonctionnement	Subvention de fonctionnement	M08	P0202		825 000		825 000
propre	Fonctionnement	GIE TOURISME POINT SUD	prestation de service	PRESTATIONS DIVERSES (location de salle, formation …)	multiple	multiple	845 977			845 977
			Sous-total GIE Tourisme Point Sud				**845 977**	**825 000**		**1 670 977**
propre	Fonctionnement	GIP Cadre Aavenir	subvention de fonctionnement	Subvention de fonctionnement	M12	P1203		55 000 000		55 000 000
			Sous-total GIP Cadre avenir				**0**	**55 000 000**		**55 000 000**
propre	Fonctionnement	IAC	subvention fonctionnement	CDI 2011/2015 - IAC	M11	P1103		171 400 000		171 400 000
propre	Fonctionnement	IAC	subvention d'équipement	SUBVENTION D'EQUIPEMENT - PAPILLONS PIQUEURS	M11	P1103		8 307 000		8 307 000
propre	Fonctionnement	IAC	prestation de service	DIVERS PRESTATIONS	M04	P0404				0
			Sous-total IAC				**0**	**179 707 000**	**0**	**179 707 000**
propre	Fonctionnement	IANCP	subvention fonctionnement	PARTICIPATION AU SYNDICAT MIXTE IANCP	M09	P0901		30 000 000		30 000 000
propre	Fonctionnement	IANCP	subvention d'équipement	SUBVENTION TRAVAUX	M09	P0901		0		0
			Sous-total IANCP				**0**	**30 000 000**	**0**	**30 000 000**
propre	Fonctionnement	IPNC	subvention fonctionnement	SUBVENTION RECHERCHE VECTORIELLE	M11	P1103		5 000 000		5 000 000
propre	Fonctionnement	IPNC	prestation de service	ANALYSE EAUX DE BAIGNADE	M06	P0603	250 936			250 936
propre	Fonctionnement	IPNC	prestation de service	REMBOURSEMENT REMUNERATIONS 1 AGENT	M06	P0601	10 909 153			10 909 153
			Sous-total IPNC				**11 160 089**	**5 000 000**	**0**	**16 160 089**
propre	Fonctionnement	IRD	subvention fonctionnement	SUBVENTION IRD RESEAU SISMOLOGIQUE	M11	P1105		5 000 000		5 000 000
propre	Investissement	IRD	subvention d'équipement	EQUIPEMENTS PRESICA CDI 2011-2015	M11	P1103		344 080		344 080
propre	Fonctionnement	IRD	prestation de service	PRESTATIONS DIVERSES	multiple	multiple	5 867 401			5 867 401
			Sous total IRD				**5 867 401**	**5 344 080**		**11 211 481**
propre	Fonctionnement	ESPE / UNC	subvention fonctionnement	SUBVENTION ESPE MEEF	M11	P1103		87 699 947		87 699 947
propre	Fonctionnement	ESPE / UNC	subvention fonctionnement	PARTICIPATION AUX CHARGES DE L'ESPE (EX IUFM)	M11	P1103		57 064 528		57 064 528
propre	Fonctionnement	UNC	subvention d'équipement	SUBVENTION POLE NTIC	M11	P1103		176 000 000		176 000 000
propre	Fonctionnement	UNC	subvention fonctionnement	SUBVENTION FILIERES	M11	P1103		51 400 000		51 400 000
propre	Fonctionnement	UNC	prestation de service	SECTION APPRENTISSAGE	M12	P1202	8 282 250			8 282 250
propre	Fonctionnement	UNC	subvention fonctionnement	COOPERATION REGIONALE ET BILATERALE	M03	P0302		3 065 231		3 065 231
propre	Fonctionnement	UNC	prestation de service	DIVERS PRESTATIONS (location salle, formation…)	multiple	multiple	20 000			20 000
			Sous-total UNC				**8 302 250**	**375 229 706**	**0**	**383 531 956**
propre	Fonctionnement	MNC Paris	subvention fonctionnement	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	M03	P0302		274 800 000		274 800 000
			Sous-total MNC PARIS				**0**	**274 800 000**	**0**	**274 800 000**
Reversem	Fonctionnement	SMTI	Taxes affectées	TPP	M01	P0101			451 632 325	451 632 325
propre	Fonctionnement	SMTI	subvention fonctionnement	SUBVENTION SMTI	M05	P0503		503 000 000		503 000 000
propre	Fonctionnement	SMTI	prestation de service	TRANSPORT DES MINEURS	M07	P0703	47 060			47 060
			Sous-total SMTI				**47 060**	**503 000 000**	**451 632 325**	**954 679 385**
Reversem	Fonctionnement	SMTU	Taxes affectées	TPP	M01	P0101			1 538 868 124	1 538 868 124
propre	Fonctionnement	SMTI	prestation de service	TRANSPORT SCOLAIRE	M11	P1106		102 575 725		102 575 725
propre	Fonctionnement	SMTI	prestation de service	TRANSPORT DES MINEURS	M07	P0703	3 500			3 500
			Sous-total SMTU				**3 500**	**102 575 725**	**1 538 868 124**	**1 641 447 349**
				TOTAL ASSOCIATIONS, SYNDICATS MIXTES ET ORGANISMES DIVERS (Non exhaustif)			**91 827 691**	**3 979 777 652**	**1 990 500 449**	**6 062 105 792**

NOUVELLE-CALEDONIE

COMPTE ADMINISTRATIF
BUDGET ANNEXE DE REVERSEMENT
DE LA NOUVELLE-CALEDONIE
EXERCICE 2017

NOUVELLE-CALEDONIE

BUDGET ANNEXE DE REVERSEMENT

Mission M01
Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	72 423 420 031	72 423 420 031
Réalisations 2017	65 558 592 597	64 705 800 744
Taux de réalisation 2017	90,52%	89,34%

Pour information, la masse salariale affectée à cette mission s'élève à 56 404 888 F.

CAFAT
VOTRE VIE, C'EST NOTRE QUOTIDIEN

Financements réglementaires

Le budget annexe de la Nouvelle-Calédonie a été créé en 2012 afin d'identifier plus clairement les sommes transitant par la Nouvelle-Calédonie mais entièrement reversées. Il contient les taxes affectées, les centimes additionnels ainsi que les fonds de concours collectés pour le compte d'établissements publics, de collectivités et autres organismes bénéficiaires. Le budget annexe est obligatoirement équilibré en dépenses et en recettes.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**59 635 222 173**	**63 568 105 114**	**65 558 592 597**	**90,52%**
P0101-Financements réglementaires	**59 635 222 173**	**63 568 105 114**	**65 558 592 597**	**90,52%**
DAVAR	132 214 493	105 014 477	105 044 880	89,02%
DBAF	476 929 012	582 863 127	1 469 004 082	20,12%
DIMENC	1 632 280 867	1 586 757 628	1 641 971 865	83,45%
DITTT	263 038 400	251 097 000	255 204 000	100,08%
Douanes	6 369 868 528	7 738 503 105	8 930 752 789	114,24%
DSF	50 760 890 873	53 303 869 777	53 156 614 981	96,71%
Total général	**59 635 222 173**	**63 568 105 114**	**65 558 592 597**	**90,52%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**57 871 486 435**	**65 063 927 083**	**64 705 800 744**	**89,34%**
P0101-Financements réglementaires	**57 871 486 435**	**65 063 927 083**	**64 705 800 744**	**89,34%**
DAVAR	100 000 000	129 337 658	95 014 477	100,00%
DBAF	56 813 539 416	64 065 416 853	62 640 997 358	96,44%
DIMENC	957 947 019	869 172 572	1 969 515 311	26,70%
DSF	-	-	273 598	18,24%
Total général	**57 871 486 435**	**65 063 927 083**	**64 705 800 744**	**89,34%**

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Nicolas METZDORF.

***

Après une année 2016 « exceptionnelle » où le budget de reversement a fait l'objet, pour la première fois, d'une restauration de la sincérité comptable (annulations importantes de créances anciennes antérieurement portées par le budget propre et inscription de provisions pour créances irrécouvrables), l'exercice 2017 se solde par un résultat excédentaire de 853 MF, qui constitue pour l'essentiel des créances à percevoir sur TSS et CSA notamment. Dès lors qu'elles seront recouvrées, elles feront l'objet d'un reversement aux organismes concernés.

Contrairement au budget de répartition, le budget de reversement a été épargné d'une chute brutale de recettes.

Toutefois, les reversements aux entités et organismes affichent globalement un taux de croissance limité de +0,5% en 2017, avec des évolutions contrastées selon la nature du reversement et des bénéficiaires.

Notons par exemple la baisse des reversements aux communes (-6%), aux provinces (-2%) et aux chambres consulaires (-11%), imputable pour l'essentiel à la réduction des centimes additionnels (IRVM, droits d'enregistrement, patentes, taxes sur les jeux).

Les reversements des taxes affectées à l'agence sanitaire et sociale subissent également une baisse de 3%, ce qui représente pour l'ASSNC une perte de recettes de -1,1 milliard environ.

Les recouvrements de la taxe sur les produits pétroliers reversés au SMTU et au SMTI accusent également une baisse de 2%.

A noter que l'instauration de la taxe générale sur la consommation (TGC), mise en place le 1er avril 2017 dans le cadre de la phase dite de « marche à blanc » a généré des rentrées fiscales supérieures au prévisionnel : 1,945 milliard contre 1 milliard initialement prévu.

Nicolas METZDORF

Le budget annexe de reversement du compte administratif et son évolution de 2015 à 2017-en F

SYNTHESE DES REVERSEMENTS (TAXES, CENTIMES, FONDS DE CONCOURS)

	CA 2015		CA 2016		Budget 2017		CA 2017		Var CA 2016/2017 en %	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Fonds de concours	1 748	881	1 656	913	7 105	7 110	1 611	1 768	-2,70%	93,56%
Centimes additionnels	15 228	15 411	15 521	16 962	15 893	16 173	15 155	15 163	-2,36%	-10,60%
Taxes affectées	42 683	41 766	46 394	50 028	49 426	49 140	48 792	47 775	5,17%	-4,50%
Total général	**59 659**	**58 058**	**63 571**	**67 902**	**72 423**	**72 423**	**65 559**	**64 706**	**3,13%**	**-4,71%**

DETAIL DES TAXES AFFECTEES ET CENTIMES ADDITIONNELS

Dépenses en MF

	CA 2015	CA 2016	Budget 2017	CA 2017	Var CA 2016/2017 en %	Var CA 2016/2017 en montant
Centimes additionnels	15 411	16 962	16 173	15 163	-10,60%	-1 798
Provinces	5 802	7 882	6 928	6 671	-15,36%	-1 211
Communes	8 503	7 896	8 084	7 431	-5,90%	-466
Autres tiers publics de la Nouvelle-Calédonie	1 106	1 183	1 161	1 061	-10,27%	-121
Taxes affectées	41 766	50 028	49 140	47 775	-4,50%	-2 253
Provinces	2 111	2 013	2 191	2 032	0,95%	19
Communes	545	657	702	628	-4,38%	-29
Autres tiers publics de la Nouvelle-Calédonie	39 110	47 357	46 247	45 114	-4,74%	-2 243
Total général	**57 177**	**66 989**	**65 314**	**62 938**	**-6,05%**	**-4 051**

DETAIL DES TAXES AFFECTEES ET CENTIMES ADDITIONNELS

Recettes en MF

	CA 2015	CA 2016	Budget 2017	CA 2017	Var CA 2016/2017 en %	Var CA 2016/2017 en montant
Centimes additionnels	15 228	15 521	15 893	15 155	-2,36%	-366
Provinces	5 885	6 858	7 141	6 742	-1,69%	-116
Communes	8 172	7 589	8 082	7 385	-2,69%	-204
Autres tiers publics de la Nouvelle-Calédonie	1 170	1 074	670	1 028	-4,30%	-46
Taxes affectées	42 683	46 394	49 426	48 792	5,17%	2 398
Provinces	2 050	1 985	2 110	2 034	2,49%	49
Communes	668	633	630	605	-4,36%	-28
Autres tiers publics de la Nouvelle-Calédonie	39 965	43 776	46 686	46 153	5,43%	2 377
Total général	**57 911**	**61 915**	**65 319**	**63 947**	**3,28%**	**2 032**

P0101
Financements réglementaires

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	72 423 420 031	72 423 420 031
Réalisations 2017	65 558 592 597	64 705 800 744
Taux de réalisation 2017	90,52%	89,34%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 31 187 673 F.

Les recettes

Pour le secteur du budget (Nicolas METZDORF)

- Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie (DIMENC)

Taxe de subvention industrielle

Le calcul de la Taxe de Subvention Industrielle (TSI) est basé sur les déclarations mensuelles faites par les exploitants miniers (tonnage) et leurs déclarations annuelles pour tout ce qui touche au kilométrage, au classement de la voie et au type de revêtement. De plus, conformément aux délibérations n° 31 du 19 janvier 1968 et n° 66/CP du 5 septembre 1990 qui fixent les modalités d'application de la TSI, l'exploitant minier peut être exonéré de TSI s'il assure l'entretien de la voirie empruntée. L'analyse des données déclarées en les croisant notamment avec la base de données de la DITTT a mis en évidence des écarts sur le kilométrage des voies classées, déclarées. Un travail de consolidation des déclarations est en cours et à l'issu duquel les titres de recettes du troisième et du quatrième trimestre 2017 seront édités.

Le complément 2016 correspond à une première régularisation.

Titres de recettes relatifs à la TSI émis en 2017

Débiteurs	4T2016	Complément 2016	1T2017	2T2017	Total
Nickel Mining Company	420 129	132 865	387 276	704 086	**1 644 356**
Société Le Nickel	7 400 302	-	7 590 448	8 114 480	**23 105 230**
Société minière Georges Montagnat	716 209	-	585 661	608 123	**1 909 993**
Total					**26 659 579**

Redevance superficiaire

Le calcul de la redevance superficiaire est régi par l'article R.131-3-1 du code minier de la Nouvelle-Calédonie. Il s'agit d'une redevance à l'hectare détenu, applicable aux détenteurs de titres miniers avec un taux variable en fonction de la surface totale détenue par chaque entité. 800 XPF/ha si la surface totale détenue est inférieure à 15 000 ha. 1000 XPF/ha, si la surface totale détenue est supérieure à 15 000 ha. Ces recettes sont affectées à l'établissement public « Fonds nickel ».

En 2016, 26 concessions minières sont arrivées à échéance sans faire l'objet d'une demande de renouvellement, 40 concessions minières ont fait l'objet d'une procédure de renonciation de la part de titulaires et 7 concessions minières ont été octroyées. Cette réduction des surfaces détenues explique l'écart entre les recettes prévues (242 000 000 F) et les recettes titrées (238 571 200 F).

Taxe sur l'électricité

Part concessionnaires : la taxe sur l'électricité s'applique sur les recettes générées par les distributeurs d'électricité et donc des consommations de leurs clients. En 2017, la consommation électrique a diminué ce qui explique l'écart entre les recettes budgétées (715 MF) et les recettes constatées (698 315 888 F).

Part communale : le montant des recettes budgétées correspond aux recettes du 2ème semestre 2016 auxquelles s'ajoutent les recettes budgétées du 1er et 2ème semestre 2017 soit 413 461 197 F. Compte tenu des délais de transmission des données par les concessionnaires de distribution, les recettes relatives au 2ème semestre 2017 n'ont pu être titrées. Par conséquent, le montant des recettes titrées en 2017 correspondent aux recettes du 2ème semestre 2016 et du 1er semestre 2017 soit 248 053 201 F.

Il convient de mentionner deux remboursements réclamés aux communes. En effet, les coûts définitifs de deux opérations ont été inférieurs au coût estimé. Les premiers versements de subvention (50% selon la convention de financement) ont été donc été supérieurs aux montants des subventions finales, d'où la demande de remboursement auprès de la commune de Ouégoa de 3 697 001 F et de 281 500 F au SIVM La Foa.

Fonds d'électrification rural (FER)

L'opération Bouclage du Nord s'est achevée en novembre 2017.

La demande de remboursement de 30 316 500 F à la commune de Poum fait suite au rattrapage d'une erreur de calcul sur le montant final de la subvention attribuée à la commune.

Au titre de l'opération Bouclage du Nord (BDN), la participation de l'Etat correspond à 34 % des sommes versées par la Nouvelle-Calédonie aux communes concernées par l'opération Bouclage du Nord. La Nouvelle-Calédonie a versé 278 530 776 F (ce montant correspond au 308 847 276 F de dépense BDN desquels sont déduits le trop perçu de Poum de 30 316 500 F. Appliqués au 278 530 776 F, les 34 % représentent 94 700 464 F.

Au titre de l'opération Bouclage du Nord (BDN), la participation de la province Nord correspond à 33% des sommes versées par la Nouvelle-Calédonie aux communes concernées par l'opération Bouclage du Nord. La Nouvelle-Calédonie a versé 278 530 776 F (ce montant correspond au 308 847 276 F de dépense BDN desquels sont déduits le trop perçu de Poum de 30 316 500 F). Appliqués au 278 530 776 F, les 33 % représentent 91 915 155 F versés par la province Nord.

Fonds de concours pour la maîtrise de l'énergie

Une part du FCME est alimentée par une contribution de l'ADEME. Une convention de financement est établie au titre de chaque année. 63 925 196 FCFP ont été appelés auprès de l'ADEME au titre de la convention de financement de 2010

Fonds de péréquation de l'essence et du gazole

Le fonds de péréquation de l'essence et du gazole permet d'ajuster le revenu appliqué aux pétroliers au titre des coûts de transport de carburant entre les dépôts et les points de vente.

Les recettes représentent les montants versés par les pétroliers dont les coûts de transport ont été inférieurs au revenu perçu via la variable de péréquation qui est incluse dans les prix publics de l'essence et du gazole.

Trimestre	Recettes
3e trimestre 2016	31 988 030
4e trimestre 2016	31 198 819
1er trimestre 2017	32 724 305
2e trimestre 2017	30 195 384
Somme	**126 106 538**

Le fonds de lutte anti-pollution (TAP)

La loi du pays n° 2003-3 du 27 mars 2003 a institué la taxe de soutien aux actions de lutte contre les pollutions. Cette taxe est collectée par les services des douanes sur les produits importés susceptibles de générer, à l'usage, des nuisances environnementales fortes et des risques pour la santé publique : les huiles, les piles et batteries, les pneus, les boites en aluminium.

En 2017, les recettes perçues par les Douanes de la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à 196 279 744 FCFP contre 187 000 000 FCFP inscrits au BP.

En 2017, quatre titres ont été émis pour remboursement au fonds TAP de trop perçus pour un total de 19 429 643 FCFP. Ce montant correspond à des actions qui n'ont pas été réalisées dans les délais prévus par les conventions ou pour lesquelles aucun justificatif n'est parvenu au secrétariat du fonds TAP. Les sommes versées aux bénéficiaires ont donc été restituées au fonds TAP et les communes et provinces concernées ont dû présenter une nouvelle demande de subvention pour bénéficier du fonds TAP.

A noter également qu'en 2017, une réflexion a été engagée avec les membres du comité TAP et le service des douanes pour évaluer l'opportunité de modifier les classes de produits soumises à la TAP, au regard notamment des nouveaux projets de filières réglementées portés par les provinces (peintures, fusées de détresse, boues d'hydrocarbure,...). Des comités techniques spécifiques seront organisés en 2018 pour proposer une nouvelle liste de produits potentiellement soumis à la TAP.

- Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (DAVAR)

Fonds de développement de l'élevage bovin (FDEB) :

Au niveau des recettes, ce fonds de concours est alimenté notamment par :

- un prélèvement de 6 FCFP par kilogramme de carcasse de viande ressuée destinée à la commercialisation, effectué sur le prix d'achat de viande d'origine locale (bœuf et veau) et retenu par les abatteurs de bétail ;
- un prélèvement de 40 FCFP par kilogramme de viande bovine importée, retenu par l'importateur.

Fonds de développement de l'élevage ovin caprin et de cervidés (FDEOCC) :

Au niveau des recettes, ce fonds de concours est alimenté notamment par :

- un prélèvement de 10 FCFP par kilogramme de carcasse de viande ovine ou caprine ressuée, destinée à la commercialisation, effectué sur le prix d'achat de viandes d'origine locale (ovines et caprines toutes classes), retenu par les abatteurs sur le prix d'achat de la viande à l'éleveur et venant en déduction du montant des abattages de ce dernier ; ou par l'éleveur-abatteur sur son prix de vente ;
- un prélèvement de 40 FCFP par kilogramme de viande ovine ou caprine importée, retenu par l'importateur.

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

Les redevances d'immatriculations (taxe affectée) sont reversées aux communes où résident les propriétaires des véhicules. Le produit de cette taxe s'est élevé à 255 MF en 2017.

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

En 2017, 505,8 MF ont été perçus de la CAFAT, au titre de la cotisation à la formation professionnelle de 0,25 %. Cette somme a été reversée aux organismes de formations que sont l'ETFPA, la CCI et la CMA (voir tableau présenté dans la partie des dépenses).
Par ailleurs, l'OPT a versé au budget de la Nouvelle-Calédonie 99,6 MF au titre des centimes additionnels sur la contribution téléphonique.

Enfin, une reprise de provision de 863,4 MF a été réalisée afin de réajuster la provision pour risque d'irrécouvrabilité des créances.

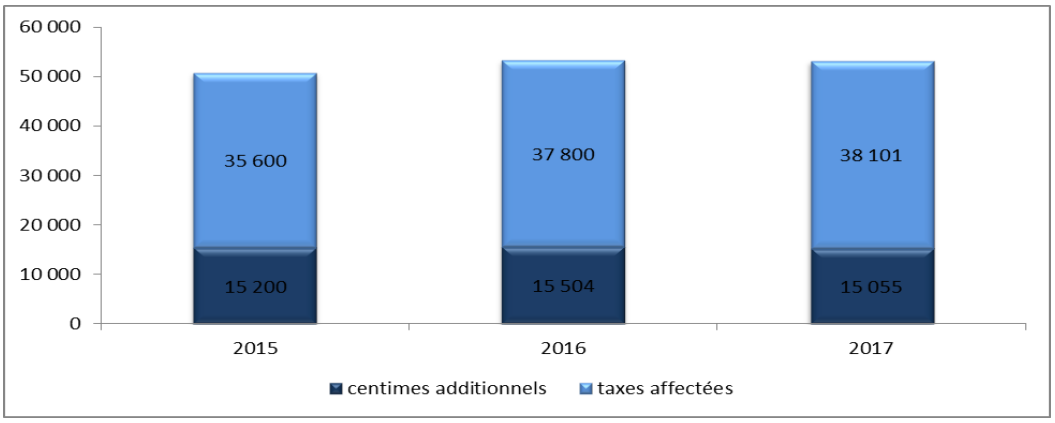
Pour le secteur de la fiscalité (Philippe GERMAIN)

- Direction des services fiscaux (DSF)

En 2017, les recettes fiscales gérées dans le cadre du budget de reversement par la direction des services fiscaux se sont élevées à 53 156 MF, soit 148 MF de moins qu'en 2016 (- 0,3 %).

Ces recettes sont inférieures de 2 277 MF par rapport au montant prévu au budget primitif 2017, et inférieures de 1 806 MF par rapport au montant prévu au budget supplémentaire 2017.

Budget de reversement : évolution des recettes fiscales gérées par la DSF (en MF)

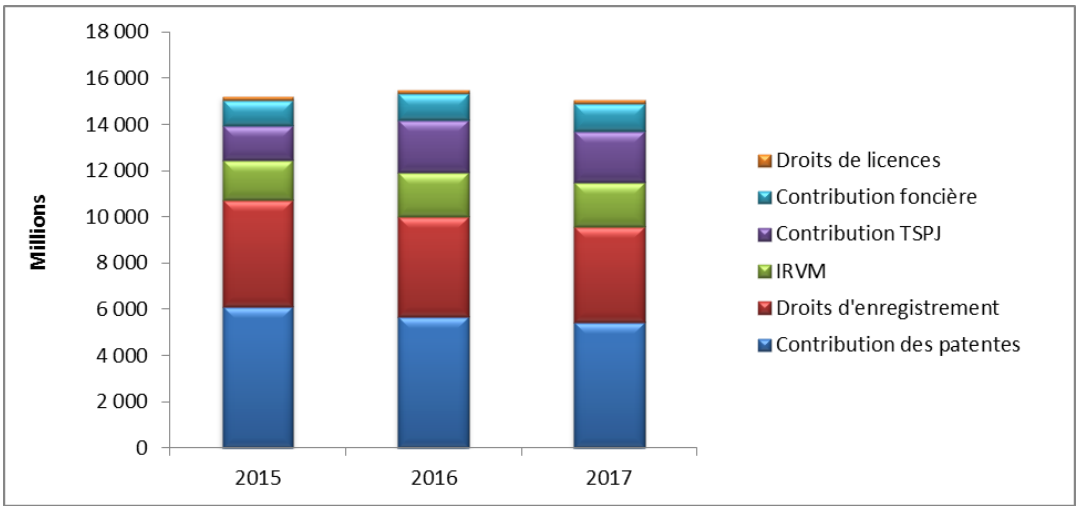


Centimes additionnels

Le montant total des centimes additionnels gérés par la direction des services fiscaux en 2017 s'élève à 15 055 MF en légère régression de 2,9 % par rapport à celui de 2016 (- 448 MF).

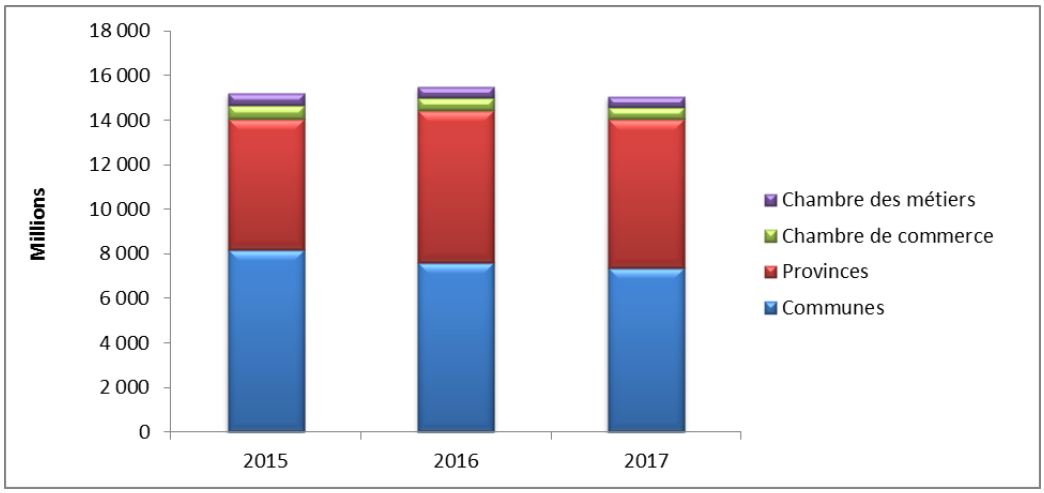
Le montant total des centimes additionnels sur la contribution des patentes et les droits d'enregistrement sont en baisse respectivement de 240 MF et 202 MF.

Evolution des centimes additionnels gérés par la DSF (en MF)



En 2017, les recettes des centimes additionnels des provinces, des communes ainsi des chambres consulaires connaissent toutes une diminution respectivement de 198 MF (- 2,9 %), 204 MF (- 2,7 %) et 46 MF (- 4,3 %)

Répartition des centimes additionnels par bénéficiaire (en MF)



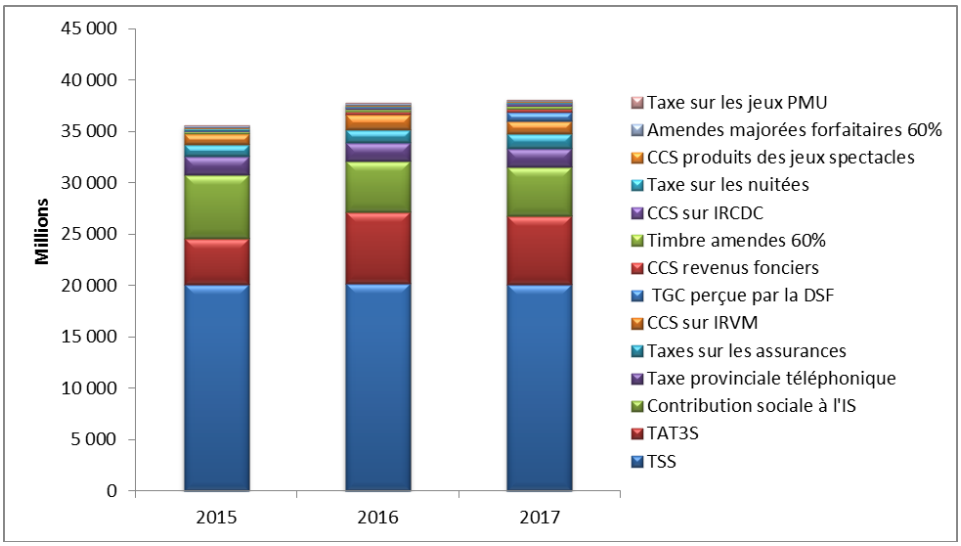
Taxes affectées

En 2017, le montant total des taxes affectées gérées par la direction des services fiscaux reste stable avec une légère augmentation de 301 MF pour atteindre 38 101 MF, soit +0,8 % par rapport à 2016.

On notera une diminution du rendement de la taxe sur les alcools et les tabacs (- 326 MF ; - 4,7 %), de la contribution sociale à l'impôt sur les sociétés (- 222 MF ; - 4,5 %) et de la contribution calédonienne de solidarité sur l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (- 202 MF ; - 14,1 %).

La relative stabilité entre 2016 et 2017 résulte d'une augmentation du rendement des taxes sur les assurances de 186 MF (+ 14,8 %) et surtout de la prise en compte du rendement de la marche à blanc de la taxe générale sur la consommation de 915 MF.

Evolution des taxes affectées par catégorie d'impôt (en MF)



- Services des douanes

Le montant des recettes alimentées par les taxes affectées et perçues à l'importation par la direction des douanes a augmenté de 1,95 % en 2017, se situant ainsi à un niveau proche de 2015 après la baisse constatée en 2016. La situation de l'économie s'est stabilisée en 2017 après une année qui avait été marquée par un ralentissement de l'activité. Les rendements des taxes sont restés très proches de ceux de 2016 à l'exception de la taxe sur les alcools et tabacs (TAP).

- Après une forte augmentation en 2016, due à l'élargissement de son assiette de taxation, la TSPA (Taxe de Soutien aux Productions Agricoles) a poursuivi sa progression en 2017, avec une augmentation cependant moins marquée (5,2%).

- Le produit de la taxe sur les alcools et tabacs, affecté à l'agence sanitaire et sociale de la Nouvelle-Calédonie a augmenté de 10,1 %. Cette augmentation s'est surtout concentrée sur les derniers mois de 2017. Les importateurs de boissons alcoolisées ont sans doute anticipé l'entrée en vigueur, au début de 2018, de l'augmentation de la fiscalité dans ce domaine en s'approvisionnant de manière plus conséquente qu'à l'accoutumée à la fin 2017.

Ce constat est d'ailleurs corroboré par la valeur des importations de boissons alcoolisées réalisées entre septembre et décembre 2017 : 311 millions de francs en plus qu'au cours des mêmes mois de 2016.

- Le produit de la taxe de magasinage est de nouveau en baisse en 2017 (-8,32%). Cette tendance à la baisse est constante. C'est une taxe d'exclusion qui vise à limiter le stationnement des marchandises sur le port afin de garantir la fluidité du trafic. La baisse de son produit peut être considérée comme la preuve de son efficacité. Toutefois la moyenne constatée de huit jours de stationnement dans l'enceinte portuaire pour dix-neuf jours autorisés sans pénalité n'en est pas la seule cause. Les conditions de sa liquidation reposent sur un dispositif complexe que les opérateurs estiment inutilement coûteux et qu'ils rechignent à mettre en œuvre. Fin octobre les perceptions ne s'élevaient qu'à 60% de celles de la même période de 2016. Un vigoureux rappel à l'ordre a ramené cette proportion à 98% au 31 décembre. Un projet de simplification des règles de liquidation qui satisfait tous les opérateurs a fait l'objet d'une proposition de la douane.

- L'instauration de la taxe générale sur la consommation (TGC), mise en place le 1er avril 2017 dans le cadre de la phase dite de « marche à blanc » a généré des rentrées fiscales supérieures de 12,5 % au prévisionnel de 1 milliard XPF. La TGC est appelée à remplacer quatre impositions perçues par la douane (TGI, TBI, TP et TFA). Son produit est affecté à l'agence pour le remboursement des taxes à l'importation de la Nouvelle-Calédonie (ARTI), établissement public qui a pour objet de rembourser aux entreprises concernées ces taxes à l'importation acquittées sur des marchandises non encore commercialisées lors de la mise en œuvre de la TGC à taux plein.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**72 423 420 031**	**65 558 592 597**	**90,52%**
N. METZDORF	**9 642 874 345**	**3 471 224 827**	**36,00%**
DAVAR	118 000 000	105 044 880	89,02%
(74) dotations, subventions et participations	118 000 000	105 044 880	89,02%
DBAF	7 302 263 776	1 469 004 082	20,12%
(002) résultat de fonctionnement	5 840 434 627	-	0,00%
(73) impôts et taxes	520 000 000	605 519 082	116,45%
opérations d'ordre (dotations/provisions)	941 829 149	863 485 000	91,68%
DIMENC	1 967 610 569	1 641 971 865	83,45%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	295 800 000	265 230 779	89,67%
(73) impôts et taxes	738 297 552	698 315 888	94,58%
(74) dotations, subventions et participations	899 110 077	624 700 554	69,48%
(75) autres produits de gestion courante	34 402 940	-	0,00%
(77) produits exceptionnels	-	53 724 644	
DITTT	255 000 000	255 204 000	100,08%
(73) impôts et taxes	255 000 000	255 204 000	100,08%
P. GERMAIN	**62 780 545 686**	**62 087 367 770**	**98,90%**
Douanes	7 817 700 000	8 930 752 789	114,24%
(73) impôts et taxes	7 817 700 000	8 930 752 789	114,24%
DSF	54 962 845 686	53 156 614 981	96,71%
(73) impôts et taxes	54 962 845 686	53 156 614 981	96,71%
Total général	**72 423 420 031**	**65 558 592 597**	**90,52%**

Les dépenses

Pour le secteur du budget (Nicolas METZDORF)

- Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie (DIMENC)

Reversements de la TSI en 2017

Bénéficiaires	1T2016	2T2016	3T2016	1T2017	2T2017	Total
Province Nord	634 909	569 358	1 393 321	936 329	818 684	**4 352 601**
Province Sud	3 956 760	5 919 137	5 875 717	3 964 266	3 763 970	**23 479 850**
Commune de Koumac	253 949	476 449	334 962	243 197	473 899	**1 782 456**
Commune de Poya			132 865	-	-	**132 865**
Commune de Thio	3 009 014	3 866 496	3 241 781	2 833 932	2 863 896	**15 815 119**
Nouvelle-Calédonie	576 887	808 055	813 565	585 661	1 506 240	**4 290 408**
Total						**49 853 299**

Les titres de recette relatifs à la TSI du 4ème trimestre 2016 émis en 2017 n'ont été entièrement recouvrés qu'en début 2018. Le reversement aux bénéficiaires sera donc réalisé sur l'exercice 2018.

Redevances superficiaires

Il a été procédé au reversement au profit du Fonds Nickel de la redevance superficiaire effectivement encaissée par la Nouvelle-Calédonie au cours de l'année 2017 :
Un titre de 184 800 F datant de 2013.
Le solde des titres de l'année 2016 pour 9 342 000 F.
Les redevances 2017 encaissées à hauteur de 238 173 600 F (sur 238 571 200 F titrés).
Il restera 397 600 F à reverser au Fonds Nickel dès que les derniers titres de recettes seront recouvrés.

Fonds d'électrification rurale

Le tableau suivant dresse par commune les subventions versées au 2017 aux communes :

COMMUNE	FER	RAE	BDN
Ile des Pins	-	10 864 206	-
SIVM SUD	73 941 604	21 537 959	-
Bourail	20 752 321	7 364 544	-
Thio	13 464 276	4 875 088	-
Poya	6 452 524	9 486 612	-
Pouembout		4 279 298	-
Koné	11 178 000	17 946 808	-
Voh	51 055 790	1 133 516	-
Koumac	5 385 367	944 431	145 746 025
Poum	20 630 713	4 497 638	48 518 650
Ouégoa	30 636 610	9 073 838	84 997 033
Belep	40 725 000	7 322 520	-
SIVM EST	45 876 858	24 314 025	-
Kouaoua	9 865 398	2 377 392	-
Canala	26 391 772	8 359 895	-
Lifou	-	1 407 189	-
Maré	-	2 195 004	-
Ouvéa	12 375 000	1 323 016	-
Hienghène	-	-	29 585 568
TOTAL	**368 731 233**	**139 302 979**	**308 847 276**
TOTAL FER+RAE+BDN	**816 881 488**		

Fonds de concours pour la maîtrise de l'énergie

Depuis le 1er mars 2017, le FCME a été abrogé par la délibération n°222 du 12 janvier 2017 portant création d'un établissement public administratif dénommé « 'agence calédonienne de l'énergie ». L'article 38 de la délibération n°222 du 12 janvier 2017 susvisée prévoit qu'à compter du 1er mars 2017 l'ACE est subrogée dans les droits et obligations de la Nouvelle-Calédonie pour lesquels des conventions de financement ont été établies entre la Nouvelle-Calédonie et :

- les bénéficiaires du fonds de concours pour la maîtrise de l'énergie

- l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie dans le cadre du fonds de concours de la maîtrise de l'énergie.

Pour permettre à l'ACE de remplir les missions qui lui incombent, la NC a transféré un montant de 725 981 516 FCFP, ce montant correspond aux crédits dont disposait le FCME au titre des conventions établie avec ses bénéficiaires.

Fonds de péréquation de l'essence et du gazole

Le fonds de péréquation de l'essence et du gazole permet d'ajuster le revenu appliqué aux pétroliers au titre des coûts de transport de carburant entre les dépôts et les points de vente.

Les dépenses représentent les montants qui ont été versés aux pétroliers dont les coûts de transport ont été supérieurs au revenu perçu via la variable de péréquation qui est incluse dans les prix publics de l'essence et du gazole.

Trimestre	Dépenses
3e trimestre 2016	15 957 821
4e trimestre 2016	19 711 320
1er trimestre 2017	23 100 579
2e trimestre 2017	25 263 261
Somme	**84 032 981**

Le fonds de lutte anti-pollution (TAP)

Ce fonds, destiné aux provinces, aux communes et à la Nouvelle-Calédonie, permet de financer des actions visant à améliorer la gestion des déchets avec notamment la mise en place de filières règlementées. L'attribution de ces subventions est décidée par le comité de gestion du fonds de soutien aux actions de lutte contre les pollutions, qui s'est réuni trois fois en 2017.

Au cours de l'exercice 2017, sur les 196 279 744 F CFP perçus par les Douanes de la Nouvelle-Calédonie, 287 341 596 F CFP de subventions ont été accordées au bénéfice des provinces et communes. Parmi les principales opérations, ont été financés le projet de réhabilitation du dépotoir de Touho, la mise en place d'une nouvelle installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) pour l'Ile des Pins ou bien encore l'ouverture du casier n°3 de l'ISDND du SIVM Nord. Ces actions s'opéreront sur environ deux ans.

Par ailleurs, le dispositif visant à évacuer la totalité des véhicules hors d'usage du territoire, voté pour cinq ans (2016-2021) se poursuit. En 2017, une subvention de 64 655 250 F CFP a été attribuée à la commune de Lifou pour la collecte et le traitement de plus de 1000 véhicules recensés.

Au titre de l'année 2017, les dépenses du fonds TAP s'élèvent à 45 065 627 F CFP. Ces dépenses correspondent à des subventions validées en 2014 et 2016 pour lesquelles les opérations se sont déroulées entre 2015 et 2017 et les justificatifs de dépenses sont parvenus au secrétariat du fonds TAP en 2017.

Il est à noter que les délais de versement des subventions sont corrélés aux délais extrêmement longs de validation et signature des conventions par les bénéficiaires (six mois pour la province Nord en 2017) mais également à la transmission des justificatifs de dépenses au secrétariat du fonds TAP qui sont indispensables pour liquider les sommes dues.

Il est également constaté, depuis la modification en 2016 de la délibération n°365 du 3 avril 2003 instaurant la TAP, une forte augmentation des demandes et montants présentés en comité TAP. En effet depuis deux ans, les subventions accordées annuellement sont bien supérieures aux recettes des douanes :

Recettes réelles 2015 : 204 885 463 F CFP / subventions accordées : 61 425 377 F CFP

Recettes réelles 2016 188 949 835 F CFP / subventions accordées : 237 813 775 F CFP

Recettes réelles 2017 : 196 279 744 F CFP / subventions accordées : 287 341 596 F CFP

Pour 2018, le dispositif VHU continue avec une demande de la commune de Houaïlou pour l'évacuation de 515 VHU recensés sur leur territoire communal. La commune de Maré doit également solliciter le fonds pour la mise en conformité de son installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) suite à l'incendie survenu en mars 2016. La Nouvelle-Calédonie devrait également pouvoir présenter sa demande concernant l'évacuation de déchets radioactifs orphelins.

- Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (DAVAR)

Fonds de développement de l'élevage bovin (FDEB)

Ce fonds de concours participe au financement du fonctionnement d'organisations professionnelles (UPRA bovine, syndicat des éleveurs, interprofession viande) et permet l'attribution d'aides directes aux éleveurs par l'intermédiaire de la chambre d'agriculture (aides à l'achat de reproducteurs, remboursement partiel de produits vétérinaires…) et du crédit agricole mutuel (bonification d'intérêts d'emprunt).

Fonds de développement des élevages ovins, caprins et de cervidés (FDEB)

Ce fonds de concours participe au financement du fonctionnement d'organisations professionnelles (UPRA ovine – caprine, établissement de l'élevage de cervidés -EDEC) et permet l'attribution d'aides directes aux éleveurs par l'intermédiaire de la chambre d'agriculture et du crédit agricole mutuel (primes à l'achat de reproducteurs certifiés et remboursement partiel de produits vétérinaires, bonification d'intérêts d'emprunt).

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

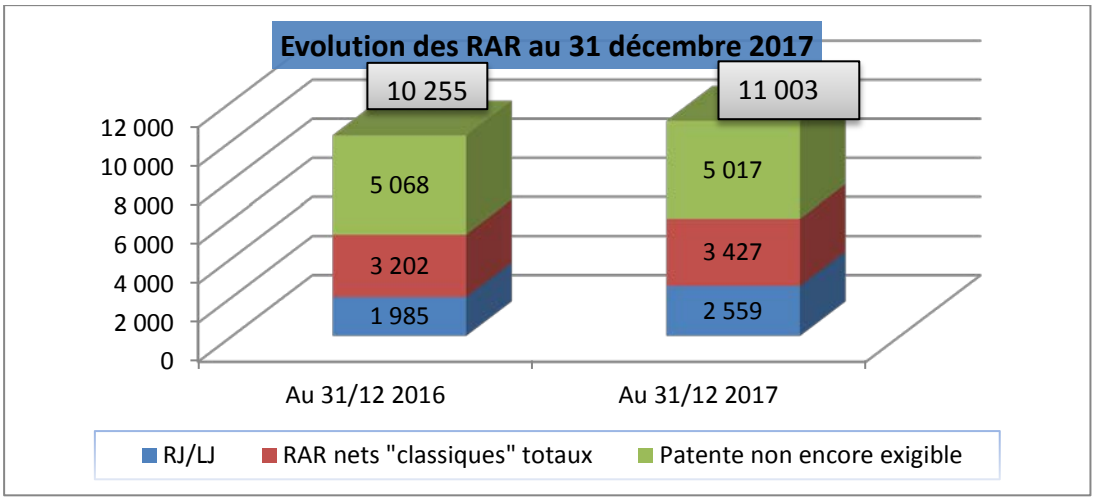
Deux provisions ont été constituées en 2016, une de 2 587 MF pour risque d'irrécouvrabilité des créances et une autre de 361,8 MF pour charges à venir.

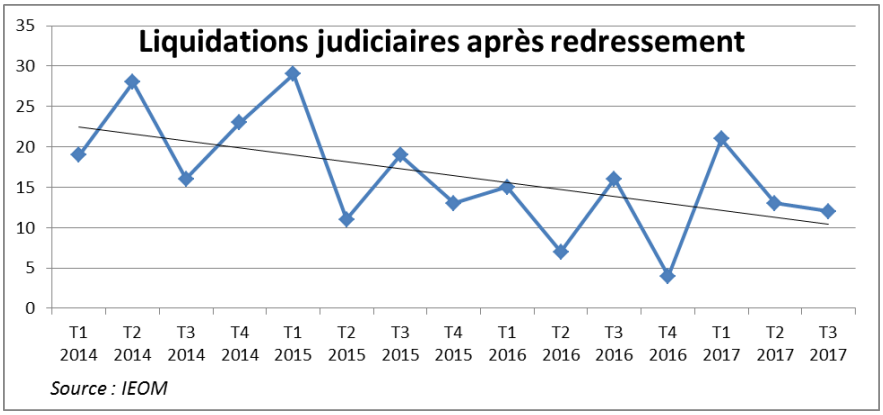
En 2017, ces deux provisions ont été réajustées afin de correspondre aux risques réellement encourus, soit + 138 MF pour la première provision et +514,9 MF pour la seconde.

Les restes à recouvrer classiques (hors patente de l'année 2017) sont d'un montant de 5 986 MF contre 5 187 MF en 2016 soit une augmentation de 799 millions représentant ainsi 15 % du total des restes à recouvrer du budget de reversement.

Cette dégradation de recouvrement provient principalement d'une augmentation des RAR concernant la TSS de 15 % pour un montant 452 MF, des centimes additionnels gérés par les services fiscaux pour 139 MF, de certains droits de douanes pour un montant de 57 MF et des centimes additionnels gérés par la paierie pour un montant de 102 MF.

Les restes à recouvrer sur dossiers en procédure de redressement / liquidation judiciaire (RJLJ) poursuivent leur augmentation en 2017 (l'essentiel du stock provient néanmoins de créances antérieures à 2017). Or, les statistiques économiques de l'IEOM démontrent une baisse tendancielle du nombre de liquidations judiciaires après redressement sur la période 2014-2017 (les entreprises en redressement se rétablissent mieux). Ainsi, cette information sur les restes à recouvrer sur RJLJ constitue davantage un indicateur d'activité des services de recouvrement qu'un indicateur de conjoncture économique. La tendance d'amélioration se confirme d'ailleurs sur le premier trimestre 2018 (baisse du stock de créance sur RJLJ).





Concernant les reversements des taxes affectées et centimes additionnels, la dépense est en hausse de 0,5 % par rapport à l'exercice 2016. Cette hausse est due à la mise en place de la TGC « marche à blanc » qui a générée un recouvrement de taxe à hauteur de 1,9 md, entièrement reversés à l'agence pour le reversement des taxes à l'importation (ARTI).

Par ailleurs, une partie de la taxe sur l'électricité et la taxe sur les énergies renouvelables sont désormais affectées à l'agence calédonienne de l'énergie (ACE).

On notera également une progression du recouvrement (et donc du reversement) de la taxe sur les conventions d'assurance (+15%) affectée à l'APICAN et de la TSPA (+11%) affectée à l'ERPA et la CANC.

Pour autant, le reversement des taxes affectées à l'agence sanitaire et sociale (qui récolte + de 52% des taxes du budget de reversement), subit une baisse de 3% par rapport à l'exercice précédent, ce qui représente pour l'ASSNC une perte de recettes de -1,1 milliards environ.

Le mauvais recouvrement de la taxe de magasinage et la réduction du pourcentage d'affectation de la taxe de péage (50% au port autonome contre 80% avant mars 2016) génèrent une diminution de la fiscalité reversée au port autonome de 226 MF environ par rapport à l'année précédente.

Concernant les collectivités, le reversement des taxes et centimes aux provinces est en baisse de 2% par rapport à 2016, mais il est à noter que les centimes additionnels relatif à la contribution téléphonique 2017 ont été reversés sur l'exercice 2018.

Les taxes et centimes reversés aux communes diminuent également de 6% en raison du rendement à la baisse de la patente et des droits d'enregistrement.

Le tableau ci-dessous récapitule par bénéficiaire et par taxe, l'évolution des recettes et des reversements des taxes et centimes du budget de reversement.

Budget annexe de reversement

	réalisations 2016			réalisations 2017			
Bénéficiaires	Recettes 2016 en droits constaté	Recettes 2016 recouvrées	dépenses 2016 (reversement aux bénéficiaires)	Recettes 2017 en droits constaté	Recettes 2017 recouvrées	dépenses 2017 (reversement aux bénéficiaires)	évolution reversement 2016/2017
COMMUNES	**8 265 048 868**	**8 143 205 409**	**8 553 543 030**	**8 016 807 395**	**7 985 181 090**	**8 032 582 168**	-6%
CA IRVM	1 072 133 527	1 044 619 600	1 072 133 527	1 091 895 513	1 048 515 199	1 019 030 802	
CA D enregistrement	2 611 131 433	2 607 131 515	2 611 131 433	2 488 598 121	2 485 060 360	2 487 083 472	
CA Patente	3 062 003 028	3 161 667 919	3 369 337 565	2 930 242 274	3 024 817 522	3 026 292 428	
CA Contribution foncière	761 728 883	769 983 970	761 728 883	785 190 759	786 811 738	784 604 271	
CA Droits de licences	82 150 318	84 375 118	82 150 318	88 771 032	86 829 658	87 258 574	
timbres amende	209 826 600	209 826 600	209 826 600	259 752 000	259 752 000	288 888 864	
Amendes forfaitaires (majorées)	172 116 163	172 116 163	192 450 380	90 494 117	90 494 117	90 494 117	
Redevance d'immatriculation	251 097 000	86 749 200	248 049 000	255 204 000	194 947 200	231 199 200	
déprédation de voierie	42 861 916	6 735 324	6 735 324	26 659 579	7 953 296	17 730 440	
PROVINCES	**8 842 778 590**	**8 847 459 015**	**8 911 103 545**	**8 804 358 832**	**8 782 587 537**	**8 758 318 264**	-2%
CA IRVM	819 124 340	811 469 026	819 124 340	828 587 060	794 245 375	803 781 967	
CA D enregistrement	1 738 730 905	1 736 317 142	1 738 730 905	1 658 963 904	1 655 853 259	1 657 954 138	
CA Patente	1 529 581 556	1 532 996 524	1 633 252 351	1 467 261 773	1 511 983 308	1 512 718 570	
CA Contribution foncière	380 992 225	375 343 817	380 992 225	392 685 903	393 549 262	392 392 665	
CA Contribution téléphonique	17 623 825	17 623 825	14 742 680	99 636 281	99 636 281	-	
CA Droits de licences	68 820 274	70 752 291	68 820 274	73 148 194	72 770 560	73 148 194	
CA Taxes sur les jeux	2 303 256 346	2 303 247 346	2 303 256 346	2 222 121 707	2 222 121 707	2 222 121 707	
Taxe sur les nuités	147 613 819	162 673 744	162 673 744	179 613 188	150 086 963	150 086 963	
taxe provinciale s/l télécommunications	1 789 510 680	1 789 510 680	1 789 510 680	1 800 579 740	1 800 579 740	1 800 579 740	
déprédation de voierie				27 832 451	27 832 451	27 832 451	
Taxe sur les jeux PMU	47 524 620	47 524 620	47 524 620	53 928 631	53 928 631	117 701 869	
ADANC	**2 367 827 240**	**2 411 009 282**	**2 411 009 282**	**2 572 089 809**	**2 566 817 721**	**2 566 817 721**	6%
Taxe fret aérien	2 085 983 050	2 090 114 222	2 090 114 222	2 104 489 556	2 095 896 902	2 095 896 902	
Taxe de péage 30%	281 844 190	320 895 060	320 895 060	467 600 253	470 920 819	470 920 819	
APICAN	**1 263 523 540**	**1 263 523 540**	**1 263 523 540**	**1 451 033 007**	**1 449 685 567**	**1 449 685 567**	15%
Taxe sur les conventions d'assurance	1 263 523 540	1 263 523 540	1 263 523 540	1 451 033 007	1 449 685 567	1 449 685 567	
ASS NC	**34 421 319 163**	**33 898 303 763**	**33 955 814 641**	**33 639 255 056**	**32 803 065 319**	**32 796 002 119**	-3%
TAXE DE SOLIDARITE SUR LES SERVICES	20 178 967 409	19 744 410 501	19 744 410 501	20 106 222 514	19 473 570 668	19 473 570 668	
CONTRIBUTION SOCIALE ADDITIONNELLE	4 980 966 832	4 922 425 051	4 922 425 051	4 758 747 310	4 603 030 134	4 603 030 134	
CCS SUR IRVM	1 437 443 602	1 430 861 186	1 430 861 186	1 235 062 982	1 200 282 145	1 200 282 145	
CCS SUR IRCDC	207 439 322	207 059 586	207 059 586	289 726 634	219 714 987	219 714 987	
CCS SUR REVENUS FONCIERS	283 145 209	267 554 388	267 554 388	219 335 251	277 079 973	275 409 635	
TATSSS regie des tabacs DSF	6 752 186 149	6 752 186 149	6 752 186 149	6 428 413 960	6 428 613 960	6 428 613 960	
TATSSS Pairie	230 788 320	230 788 320	230 788 320	229 052 834	229 052 834	229 052 834	
CCS sur TSPJ-PMU	99 102 599	99 102 599	156 613 477	95 966 422	95 966 422	90 573 560	
TATSSS Douanes	251 279 721	243 915 983	243 915 983	276 727 149	275 754 196	275 754 196	
Chambre des métiers (CM)	**681 030 478**	**697 974 259**	**732 780 659**	**641 160 415**	**651 315 666**	**651 564 022**	-11%
C.A -Patente	511 458 687	528 402 468	563 208 868	489 395 574	505 105 299	505 353 655	
Cotisation 0,25% sur salaires	169 571 791	169 571 791	169 571 791	151 764 841	146 210 367	146 210 367	
Chambre d'agriculture	**481 154 497**	**460 591 695**	**460 591 695**	**506 263 150**	**509 273 282**	**509 273 282**	11%
Taxe soutien aux productions agricoles et agro-alimentaires 30%	481 154 497	460 591 695	460 591 695	506 263 150	509 273 282	509 273 282	
Chambre de commerce et d'insdustrie	**732 175 182**	**750 813 427**	**789 100 408**	**690 225 490**	**701 825 031**	**702 098 215**	-11%
C. A Patente	562 603 391	581 241 636	619 528 617	538 460 649	555 614 664	555 887 848	
Cotisation 0,25% sur salaires	169 571 791	169 571 791	169 571 791	151 764 841	146 210 367	146 210 367	
Port autonome	**1 236 823 438**	**1 223 819 133**	**1 223 819 133**	**1 041 175 956**	**997 008 536**	**997 008 536**	-19%
Taxe de magasinage	99 195 588	113 079 491	113 079 491	90 938 899	41 468 009	41 468 009	
Droit de quai Nouméa	80 482 217	80 140 410	79 550 123	80 154 281	81 446 065	81 446 065	
Droit de port et séjour à quai Nouméa	87 430 527	88 273 027	88 863 314	90 749 040	89 226 540	89 226 540	
Taxe de péage 50%	969 715 106	942 326 205	942 326 205	779 333 736	784 867 922	784 867 922	
ERPA	**1 122 693 807**	**1 074 713 877**	**1 074 713 877**	**1 181 280 038**	**1 188 304 257**	**1 188 304 257**	11%
Taxe soutien aux productions agricoles et agro-alimentaires (ERPA) 70%	1 122 693 807	1 074 713 877	1 074 713 877	1 181 280 038	1 188 304 257	1 188 304 257	
FER	**698 653 704**	**576 977 171**	**576 977 171**	**617 641 276**	**617 641 277**	**617 641 277**	7%
Taxe sur l'électricité (FER)	698 653 704	576 977 171	576 977 171	617 641 276	617 641 277	617 641 277	
Fonds Nickel	**241 933 800**	**91 514 400**	**245 000 000**	**238 571 200**	**238 202 400**	**247 700 400**	1%
Redevances superficiaires	241 933 800	91 514 400	245 000 000	238 571 200	238 202 400	247 700 400	
Fonds de soutien aux actions anti-pollution	**188 949 835**	**194 044 712**	**194 044 712**	**196 279 744**	**193 035 128**	**193 035 128**	-1%
Taxe anti pollution	188 949 835	194 044 712	194 044 712	196 279 744	193 035 128	193 035 128	
SMTU	**1 571 118 943**	**1 566 113 527**	**1 566 113 527**	**1 528 674 744**	**1 538 868 124**	**1 538 868 124**	-2%
Taxe sur les produits pétroliers	1 571 118 943	1 566 113 527	1 566 113 527	1 528 674 744	1 538 868 124	1 538 868 124	
SMTI	**461 754 915**	**460 371 239**	**460 371 239**	**448 517 099**	**451 632 325**	**451 632 325**	-2%
Taxe sur les produits pétroliers	461 754 915	460 371 239	460 371 239	448 517 099	451 632 325	451 632 325	
EFPA	**226 095 720**	**226 095 720**	**226 095 720**	**202 353 119**	**194 947 155**	**194 947 155**	-14%
Cotisation 0,25% sur salaires	226 095 720	226 095 720	226 095 720	202 353 119	194 947 155	194 947 155	
ACE	**-**	**-**	**-**	**135 027 040**	**87 064 414**	**135 027 040**	
taxe sur l'électricité				80 674 612	32 190 247	80 674 612	
taxe sur les energies renouvelables				54 352 428	54 874 167	54 352 428	
ARTI	**-**	**-**	**-**	**2 040 608 121**	**1 945 549 025**	**1 945 549 025**	
TGC DSF			-	915 215 449	906 137 737	906 137 737	
TGC Douanes			-	1 125 392 672	1 039 411 288	1 039 411 288	
TOTAL GENERAL	**62 802 881 720**	**61 886 530 169**	**62 644 602 179**	**63 951 321 491**	**62 902 003 854**	**62 976 054 625**	0,5%

Pour le secteur de la fiscalité (Philippe GERMAIN)

- Direction des services fiscaux (DSF)

Il s'agit de régularisations comptables relatives à des impayés sur année antérieure.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0101-03-Centimes additionnels	**16 173 247 119**	**15 163 411 835**	**93,76%**
N. METZDORF	**16 173 247 119**	**15 163 411 835**	**93,76%**
DBAF	**16 173 247 119**	**15 163 411 835**	**93,76%**
A0101-04-Taxes affectées	**49 140 268 586**	**47 774 823 889**	**97,22%**
N. METZDORF	**49 138 768 586**	**47 774 550 291**	**97,22%**
DBAF	**48 777 652 498**	**47 476 996 592**	**97,33%**
DIMENC	361 116 088	297 553 699	82,40%
P. GERMAIN	**1 500 000**	**273 598**	**18,24%**
DSF	1 500 000	273 598	18,24%
A0101-05-Fonds de concours	**7 109 904 326**	**1 767 565 020**	**24,86%**
N. METZDORF	**7 109 904 326**	**1 767 565 020**	**24,86%**
DAVAR	95 014 477	95 014 477	100,00%
DBAF	**629 505**	**588 931**	**93,55%**
DIMENC	7 014 260 344	1 671 961 612	23,84%
Total général	**72 423 420 031**	**64 705 800 744**	**89,34%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**72 423 420 031**	**64 705 800 744**	**89,34%**
DAVAR	**95 014 477**	**95 014 477**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	95 014 477	95 014 477	100,00%
DBAF	**64 951 529 122**	**62 640 997 358**	**96,44%**
Charges exceptionnelles	891 609 323	315 601 379	35,40%
Dépenses HAP opérations d'ordre (dotations/provisions)	595 798 436	517 454 287	86,85%
Reversements	63 203 335 636	61 797 155 965	97,78%
Subventions, participations et autres charges d'activité	260 785 727	10 785 727	4,14%
DIMENC	**7 375 376 432**	**1 969 515 311**	**26,70%**
Autres charges de fonctionnement	4 410 000	-	0,00%
Charges exceptionnelles	83 286 857	-	0,00%
Contributions obligatoires	248 098 000	247 700 400	99,84%
Reversements	111 884 769	49 853 299	44,56%
Subventions, participations et autres charges d'activité	6 927 696 806	1 671 961 612	24,13%
DSF	**1 500 000**	**273 598**	**18,24%**
Charges exceptionnelles	1 500 000	273 598	18,24%
Total général	**72 423 420 031**	**64 705 800 744**	**89,34%**

Synthèse de la mission par programme et type de recettes - dépenses

	P0101 Financements réglementaires
RECETTES	**65 558 592 597**
Fonctionnement	**65 558 592 597**
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	265 230 779
(73) impôts et taxes	63 646 406 740
(74) dotations, subventions et participations	729 745 434
(75) autres produits de gestion courante	-
(77) produits exceptionnels	53 724 644
opérations d'ordre (dotations/provisions)	863 485 000
Résultat cumulé (F)	-
DEPENSES	**64 705 800 744**
Fonctionnement	**64 705 800 744**
Autres charges de fonctionnement	-
Charges exceptionnelles	315 874 977
Contributions obligatoires	247 700 400
Dépenses HAP opérations d'ordre (dotations/provisions)	517 454 287
Reversements	61 847 009 264
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 777 761 816

NOUVELLE-CALEDONIE

Délibération relative à l'approbation du compte administratif et du compte de gestion 2017 Budget annexe de reversement de la Nouvelle-Calédonie

CA 2017

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONGRES
DE LA
NOUVELLE-CALEDONIE

Nouméa, le

N°
du

DELIBERATION
relative à l'approbation du compte administratif et du compte de gestion de l'exercice 2017 du budget annexe de reversement de la Nouvelle-Calédonie

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code des impôts ;

Vu le code des douanes de Nouvelle-Calédonie ;

Vu le tarif des douanes de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 212 du 28 décembre 2016 relative au budget primitif annexe de reversement de la Nouvelle-Calédonie - exercice 2017 ;

Vu la délibération n° 228 du 27 février 2017 portant décision modificative n° 1 du budget annexe de reversement de la Nouvelle-Calédonie – exercice 2017 ;

Vu la délibération n° 268 du 11 octobre 2017 portant affectation du résultat de l'exercice 2015 - budget annexe de reversement ;

Vu la délibération n° 271 du 11 octobre 2017 relative au budget supplémentaire 2017 de la Nouvelle-Calédonie- budget annexe de reversement ;

Vu l'arrêté n° 2018- /GNC du portant projet de délibération ;

Entendu le rapport du gouvernement n° 3040- du ;

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1er : Le compte administratif du budget annexe de reversement de la Nouvelle-Calédonie ainsi que le compte de gestion présenté par le comptable de la Nouvelle-Calédonie, pour l'année 2017, sont approuvés aux montants suivants :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL
Opérations de l'exercice 2017 :	
Recettes réalisées :	65 558 592 597
Dépenses réalisées :	64 705 800 744
Résultat de l'exercice 2017	852 791 853
Résultat reporté (compte 002)	5 840 434 627
RESULTAT CUMULE 2017	**6 693 226 480**
Restes à réaliser en recettes :	0
Restes à réaliser en dépenses :	1 940 343 937
Equilibre des reports :	-1 940 343 937

SECTION D'INVESTISSEMENT	TOTAL
Opérations de l'exercice 2017 :	
Recettes réalisées :	0
Dépenses réalisées :	0
Solde des émissions d'investissement 2017 :	0
Solde d'exécution reporté (compte 001) :	0
SOLDE D'EXECUTION A REPORTER	**0**
Restes à réaliser en recettes :	0
Restes à réaliser en dépenses :	0
Equilibre des reports :	0
Besoin de financement d'investissement :	**0**

Article 2 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance, le

Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie

Thierry SANTA

NOUVELLE-CALEDONIE

COMPTE ADMINISTRATIF
BUDGET ANNEXE DE REPARTITION
DE LA NOUVELLE-CALEDONIE
EXERCICE 2017

NOUVELLE-CALEDONIE

BUDGET ANNEXE DE REPARTITION

Mission M01
Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	124 260 177 515	124 260 177 515
Réalisations 2017	120 244 035 857	118 376 476 102
Taux de réalisation 2017	96,77%	95,27%

Assiette fiscale de répartition

Dans le cadre du budget primitif 2016 de la Nouvelle-Calédonie, il a été décidé de créer un budget annexe de répartition destiné à regrouper les crédits dédiés au financement règlementaire des collectivités territoriales.

Régie des tabacs

Dotations aux Provinces et aux Communes

La Nouvelle-Calédonie assure le recouvrement des impôts, droits et taxes perçus ainsi que les recettes de la régie des tabacs qui sont réparties entre les collectivités. Après déduction des charges fiscales (dégrèvements, restitutions, admissions en non valeur) elle répartit l'assiette des dotations selon les pourcentages fixés aux articles 181 et 49 de la loi organique. Elle reverse aux provinces 55,5 % et aux communes 16,75 %, après avis ou décision des comités de gestion du fond intercommunal de péréquation (FIP) équipements et fonctionnement dont elle assure le secrétariat. Le reliquat correspond à la part de la Nouvelle-Calédonie destinée au financement de son budget propre. La quote-part maximale revenant au budget propre ne peut excéder 27,75 % de l'assiette des dotations.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**123 696 503 295**	**120 244 035 857**	**96,77%**
P0103-Assiette fiscale de répartition	**-**	**115 462 129 944**	**111 843 796 347**	**96,56%**
DBAF	-	75 057 826	2 069 779 978	40,44%
DIMENC	-	942 000	280 000	68,29%
Douanes	-	42 594 691 659	42 379 437 858	98,22%
DSF	-	72 791 438 459	67 394 298 511	99,76%
P0104-Régie des tabacs	**-**	**8 234 373 351**	**8 400 239 510**	**99,56%**
DBAF	-	-	560 705 291	81,97%
DSF	-	8 234 373 351	7 839 534 219	101,12%
Total général	**-**	**123 696 503 295**	**120 244 035 857**	**96,77%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**115 941 883 843**	**118 376 476 102**	**95,27%**
P0103-Assiette fiscale de répartition	**-**	**11 769 113 644**	**5 733 971 495**	**86,68%**
DBAF	-	11 769 113 644	5 733 572 095	86,68%
DSF	-	-	399 400	79,88%
P0104-Régie des tabacs	**-**	**1 417 474 084**	**2 001 547 816**	**85,37%**
DBAF	-	-	608 332 772	83,99%
DRH	-	46 327 126	48 580 883	96,69%
DSF	-	1 371 146 958	1 344 634 161	85,64%
P0105-Dotations aux Provinces et aux Communes	**-**	**102 755 296 115**	**110 640 956 791**	**95,96%**
DBAF	-	102 755 296 115	110 640 956 791	95,96%
Total général	**-**	**115 941 883 843**	**118 376 476 102**	**95,27%**

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Nicolas METZDORF.

En 2017, les collectivités ont essuyé un recul important de l'assiette fiscale de répartition de -8 milliards, suite notamment à une baisse de rendement de l'impôt sur les sociétés 30%, de l'impôt sur les revenus des personnes physiques, des droits d'enregistrement et de la contribution des patentes.

Au final c'est un bon de plus de 10 ans en arrière que nous constatons avec un niveau de ressources fiscales à répartir équivalent à celui de 2017.

Les futurs budgets des collectivités devront désormais s'adapter à ce niveau de ressources « dégradé ».

P0103
Assiette fiscale de répartition

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	115 823 118 036	6 615 142 407
Réalisations 2017	111 843 796 347	5 733 971 495
Taux de réalisation 2017	96,56%	86,68%

Les recettes

Pour le secteur du budget (Philippe GERMAIN).

- Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie (DIMENC)

Le service des mines et carrières de la DIMENC est en charge de l'instruction des demandes relatives à l'attribution et à la gestion des droits miniers (autorisation personnelle minière, permis de recherches, concession). Ces demandes doivent contenir un justificatif du paiement du droit fiscal relatif à chaque type de demande et dont le montant est fixé par le Code des impôts (Livre I – Partie III - Titre VIII – Articles 720 G à 720 K) :

- Octroi ou renouvellement d'une autorisation personnelle minière 10 000 XPF ;

- Octroi ou renouvellement de concessions 6 000 XPF ;

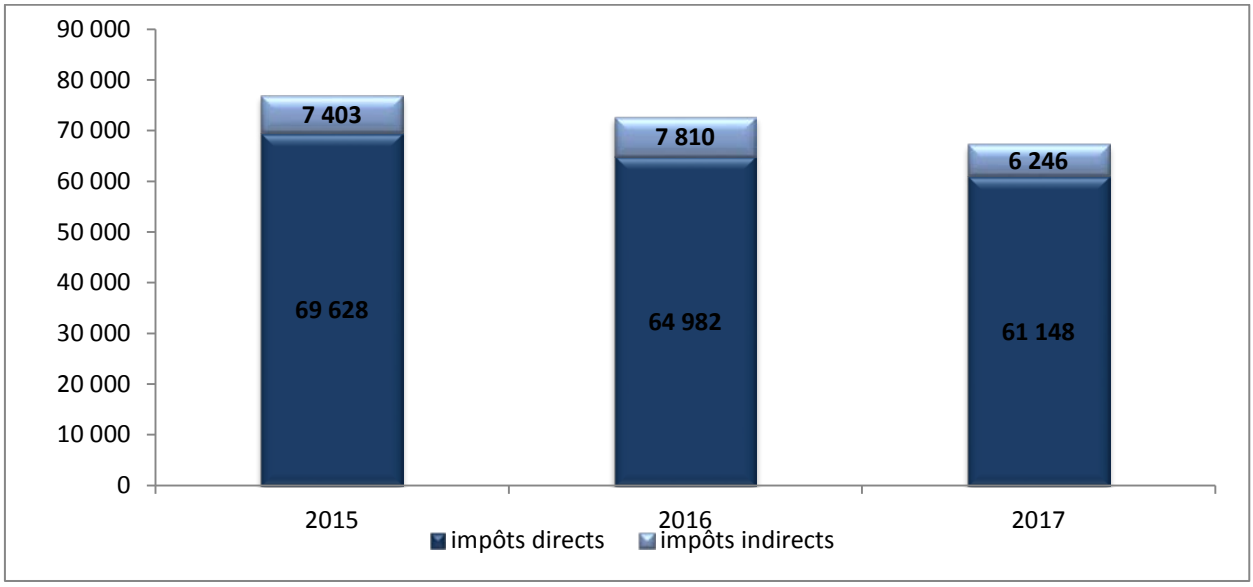
- Octroi ou renouvellement des permis de recherches 60XPF/ha + 2 000 XPF.

- Direction des services fiscaux (DSF)

En 2017, les recettes fiscales gérées dans le cadre du budget de répartition par la direction des services fiscaux se sont élevées à 67 394 MF, soit 5 398 MF de moins qu'en 2016 (- 8,0 %). On constate une baisse globale des recettes que ce soit des impôts directs (- 5,9 %, - 3 834 MF) que des impôts indirects (- 20 %, - 1 564 MF).

Ces recettes sont inférieures de 3 521 MF par rapport au montant prévu au budget primitif 2017, et inférieures de 76 MF par rapport au montant prévu au budget supplémentaire 2017.

Budget de répartition : évolution des recettes fiscales gérées par la DSF (en MF)

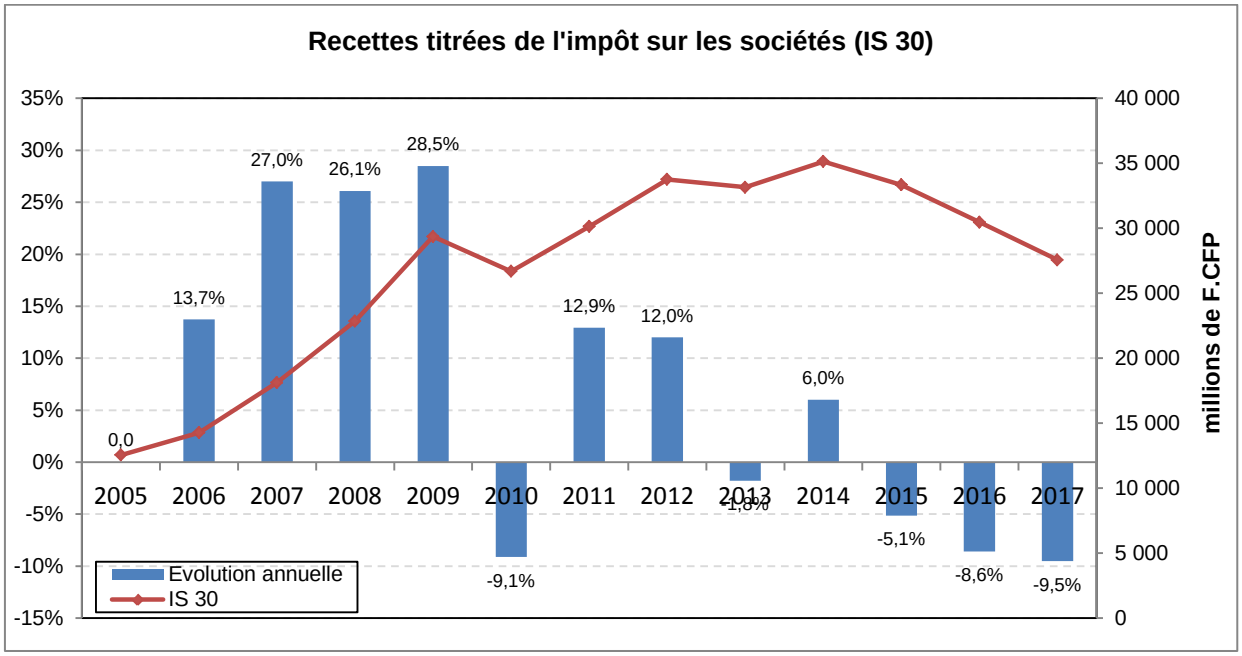


Concernant le budget de répartition, on constate une hausse du rendement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières par rapport à l'année précédente (+ 591 MF) mais on note une baisse des recettes des impôts suivants :

Impôt sur les sociétés à 30 % : - 2 902 MF

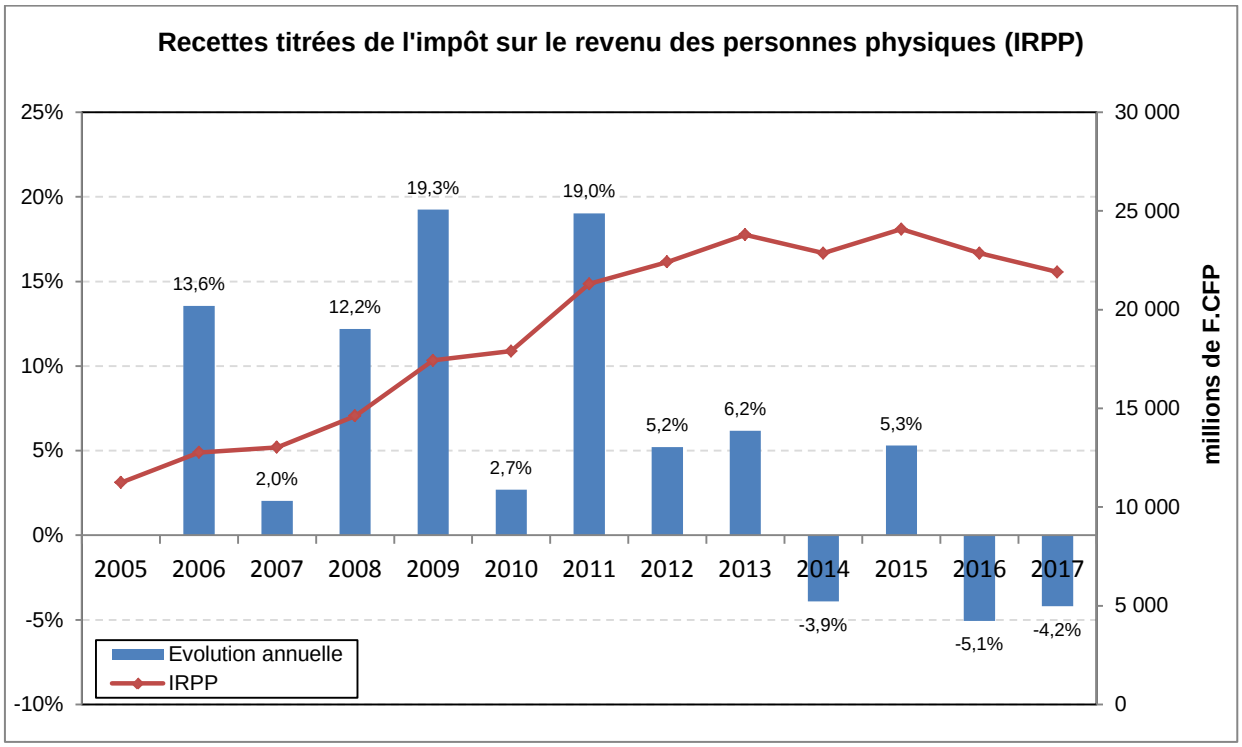
La courbe d'évolution de cet impôt indique une baisse pour la troisième année consécutive. Les recettes générées par l'impôt sur les sociétés se rétractent encore en 2017, avec une baisse de 9,5 % par rapport en 2016.

La baisse de rendement de l'IS 30 semble trouver son origine à plusieurs niveaux :
- une baisse de l'impôt théorique, conséquence d'une baisse des bénéfices elle-même résultant d'une baisse du chiffre d'affaires.
- l'imputation des crédits et réductions d'impôts en progression par rapport à l'année précédente.
- sur l'année 2017, trois banques ont demandé la restitution d'un trop versé d'IS au titre de leur exercice 2016 pour un montant global exceptionnel de 1,579 milliards de francs.



Impôt sur le revenu des personnes physiques : - 957 MF

Les recettes de l'impôt sur le revenu sont en baisse de 4,2 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'explique principalement par l'impact de la réduction d'impôt à l'investissement dans le secteur du logement intermédiaire mise en place depuis 2013 et à la réduction d'impôt redistributive adoptée en 2016.



Droits d'enregistrement : - 1 483 MF

La baisse de rendement des droits d'enregistrement entre 2016 et 2017 est à mettre directement en lien avec des recouvrements exceptionnels ayant eu lieu 2016 liés à de grosses successions. La prévision au budget primitif 2017 ne prenait d'ailleurs pas en compte ces recouvrements exceptionnels.

Contribution des patentes (principal) : - 578 MF

Le rendement de cet impôt est directement lié au niveau des importations, le montant de celles-ci accuse une baisse 30 milliards entre 2016 et 2017. Ceci explique en grande partie la baisse des recettes de la contribution des patentes de 14,8 % par rapport à 2016.

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

La contribution téléphonique s'établit en 2017 à 73,5 MF (contre 75,1 MF en 2016), ce qui est conforme à la prévision budgétaire.

Une reprise de provision à hauteur de 1,9 milliards a été nécessaire en 2017 afin de financer les dégrèvements et remises gracieuses. Pour mémoire, deux provisions avaient été constituées en 2016 :

- Une provision pour créances fiscales douteuses a été passée pour 5,7 milliards.
- Une provision pour charges financière à répartir a été constituée pour 7,1 milliards. La reprise de provision concerne cette dernière, portant le montant de la provision à 5,2 milliards.

- Services des douanes

La direction des douanes perçoit les différents droits, taxes et redevances à l'importation au profit des budgets de répartition et de reversement. L'ensemble représente 39 % des recettes de la Nouvelle-Calédonie en 2017.

La valeur des marchandises importées, en baisse de 10 % en 2016 par rapport à 2015 est repartie légèrement à la hausse en 2017 (+1,3 %).

Les recettes (51,44 milliards) augmentent de 1,95 % avec un taux global de réalisation de 98,5 % par rapport au BP 2017, plus favorable au budget de reversement (+15,4%) qu'au budget de répartition qui supporte quasi exclusivement la charge des exonérations qui pèsent essentiellement sur les recettes de TGI et de taxes sur les hydrocarbures.

Alors que la valeur des importations augmentait de 1,3% par rapport à l'année précédente, le montant des exonérations s'accroissait de 9%. Dès lors les recettes perçues par la douane ne s'établissent qu'à 98,5% de la prévision. Il faut noter que le BS avait modifié à la baisse les prévisions de recettes de TGI, principale taxe affectée par le phénomène et dont le produit s'érode régulièrement depuis plusieurs années malgré l'évolution globalement positive de son assiette.

Les exonérations au titre de l'article 42 ter A de la délibération modifiée 69/CP (construction d'usine métallurgique) représentent encore 33,13 % du montant total, en forte baisse (15,7 points) par rapport à 2016, mais l'entrée en production commerciale de Vale a pour effet de conserver la majeure partie de ces exonérations, au titre de l'article 42 ter B toutefois. Les dispositions afférentes aux programmes d'investissement des usines métallurgiques ont en outre pour effet de peser sur le rendement des taxes sur les hydrocarbures dont elles sont très largement exonérées alors qu'elles en sont d'importantes consommatrices.

La Taxe Générale à l'Importation (TGI) représente 43,4 % des recettes en 2017, hors budget de reversement. Son rendement se situe exactement au même niveau que 2016. Ce niveau est en cohérence avec la légère reprise générale de l'économie et avec la reprise des rendements des autres taxes à l'assiette généraliste (TBI -1,76 %, DD +0,69 %, TCPI +3,36 %).

Le rendement de la TSPA et de la TPP augmente de nouveau cette année, de 5,22 % pour chacune de ces taxes.

Les droits de port et les droits de quai perçus hors Nouméa ne progressent plus aussi rapidement qu'en 2016, mais maintiennent une légère progression pour la troisième année consécutive (+1,7 %). Le droit de navigation intérieure a fait un bond de 21 % en 2017, traduisant un fort accroissement du cabotage et du trafic minéralier sur la côte de Nouvelle-Calédonie par des navires battant pavillon d'un état tiers à l'union européenne.

La fréquentation du port autonome de Nouméa poursuit son redressement pour la deuxième année consécutive : les droits perçus à son profit ont augmenté de 1,8 % en 2017 (2,7 % en 2016).

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**115 823 118 036**	**111 843 796 347**	**96,56%**
N. METZDORF	**3 047 432 769**	**-**	**0,00%**
DBAF	3 047 432 769	-	0,00%
(002) résultat de fonctionnement	3 047 432 769	-	0,00%
P. GERMAIN	**112 775 685 267**	**111 843 796 347**	**99,17%**
DBAF	**2 071 275 267**	**2 069 779 978**	**99,93%**
(73) impôts et taxes	75 000 000	73 504 711	98,01%
opérations d'ordre (dotations/provisions)	1 996 275 267	1 996 275 267	100,00%
DIMENC	410 000	280 000	68,29%
(73) impôts et taxes	410 000	280 000	68,29%
Douanes	43 147 000 000	42 379 437 858	98,22%
(73) impôts et taxes	43 147 000 000	42 379 437 858	98,22%
DSF	67 557 000 000	67 394 298 511	99,76%
(73) impôts et taxes	67 557 000 000	67 394 298 511	99,76%
Total général	**115 823 118 036**	**111 843 796 347**	**96,56%**

Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics

Le tableau ci-après récapitule par impôt et taxe, l'assiette des dotations, prévue, constatée et recouvrée au titre de l'exercice 2016 et 2017.

BUDGET DE REPARTITION	BP 2016	CA 2016	Recouvrement brut au 31/12/2016	BP 2017	CA 2017	recouvrement brut au 31/12/2017
Recettes tabacs	9 356 000 000	8 234 373 351	8 234 373 351	8 633 000 000	7 839 529 519	7 839 529 519
Achats et frais à déduire	2 100 000 000	1 418 706 381	1 418 706 381	2 020 410 000	1 677 274 523	1 677 274 523
TOTAL Tabacs	**7 256 000 000**	**6 815 666 970**	**6 815 666 970**	**6 612 590 000**	**6 162 254 996**	**6 162 254 996**
Impôts directs						
Droits afférents autorisations minières	750 000	942 000	942 000	410 000	280 000	280 000
Contribution téléphonique	75 000 000	75 057 826	50 131 140	75 000 000	73 504 711	73 504 711
CES	160 000 000	51 095 795	113 836 024	0	23 293 920	30 062 851
IRPP	22 000 000 000	22 862 046 779	22 990 547 531	22 701 000 000	21 316 935 342	20 977 227 336
IRVM	4 400 000 000	3 386 369 872	3 171 586 310	3 000 000 000	3 977 265 090	3 645 524 479
TOF	700 000 000	619 452 162	619 452 162	600 000 000	645 262 867	588 795 270
IRCDC	450 000 000	784 921 733	784 333 749	700 000 000	778 425 594	778 837 421
IS à 30%	32 000 000 000	30 469 427 209	30 967 079 969	31 000 000 000	27 567 574 165	27 293 298 997
IS à 35%	400 000 000	452 062 158	453 851 938	450 000 000	526 622 007	533 966 060
IFA			4 444 238			
Contribution_patentes	3 500 000 000	3 901 166 179	2 995 827 911	3 416 000 000	3 323 151 718	3 609 617 584
Contribution foncière	1 400 000 000	1 306 636 177	1 287 531 764	1 320 000 000	1 339 198 897	1 315 682 410
Prélèvement forfaitaire à 25%						262 631
Contribution additionnelle à l'IS	900 000 000	1 148 594 324	1 141 090 508	1 300 000 000	1 061 543 178	1 055 619 320
Total impôts directs	**65 985 750 000**	**65 057 772 214**	**64 580 655 244**	**64 562 410 000**	**60 633 057 489**	**59 902 679 070**
Impôts indirects						
Taxe sur les licences pêche						
Droits de douane	6 500 000 000	6 107 005 480	6 169 051 350	6 000 000 000	6 148 880 364	6 180 263 870
TGI	19 200 000 000	18 478 127 476	18 535 755 083	19 000 000 000	18 404 832 138	18 518 575 804
TCPI	1 650 000 000	1 752 440 703	1 693 463 071	1 750 000 000	1 963 206 203	1 940 744 698
Taxe de péage	340 000 000	312 890 908	315 805 355	306 000 000	311 733 502	313 947 223
TBI	7 100 000 000	6 891 972 729	6 958 093 116	7 000 000 000	6 770 709 497	6 827 179 637
TCPPL	892 000 000	707 536 514	727 917 752	750 000 000	731 335 866	742 603 121
Droits navigation intérieure	15 270 000	17 310 224	18 333 403	16 000 000	20 952 212	20 291 029
Droits de quai	207 000 000	261 495 583	266 888 528	250 000 000	263 912 207	263 050 019
Droits de port	71 300 000	74 999 798	77 117 253	75 000 000	78 295 741	77 011 718
TPP (Taxe sur les produits pétroliers)	5 415 600 000	5 710 259 338	5 700 393 224	5 700 000 000	5 484 503 793	5 532 940 520
pétroliers)	2 245 000 000	2 280 652 906	2 279 740 590	2 300 000 000	2 201 048 824	2 213 544 488
Droits enregistrement	4 500 000 000	6 176 636 214	6 052 720 943	4 500 000 000	4 693 182 148	4 668 358 920
Taxe hypothécaire	300 000 000	434 066 489	433 999 654	400 000 000	372 942 654	372 645 513
Droits de timbre	200 000 000	198 223 940	198 223 940	200 000 000	201 882 300	201 882 300
Taxe conso intérieure	560 000 000	625 733 738	625 733 738	560 000 000	618 079 046	618 079 046
Droits de licence	149 000 000	143 330 018	146 085 279	140 000 000	151 606 275	144 976 017
Taxe sur transferts licence	1 000 000		62 315			
Taxe sur les spectacles et les jeux	30 300 000	32 590 520	32 590 520	35 000 000	31 321 005	31 321 005
TGS+TGPS						
Contribution sécurité immobilière	155 000 000	199 085 152	199 090 217	200 000 000	177 475 618	177 432 176
TOTAL impôts indirects	**49 531 470 000**	**50 404 357 730**	**50 431 065 331**	**49 182 000 000**	**48 625 899 393**	**48 844 847 104**
Recouvrement après ANV			87 774 306		45 322 315	45 322 315
TOTAL GENERAL avant restitutions	**122 773 220 000**	**122 277 796 914**	**121 915 161 851**	**120 357 000 000**	**115 466 534 193**	**114 955 103 485**
Restitutions et dégrèvements sur impôts	5 350 000 000	6 045 131 075	3 946 254 887	4 000 000 000	5 518 429 688	4 462 678 646
Duty free		-1 485 673				
TOTAL GENERAL	**117 423 220 000**	**116 231 180 166**	**117 968 906 964**	**116 357 000 000**	**109 948 104 505**	**110 492 424 839**

Les dépenses

Pour le secteur du budget (Philippe GERMAIN).

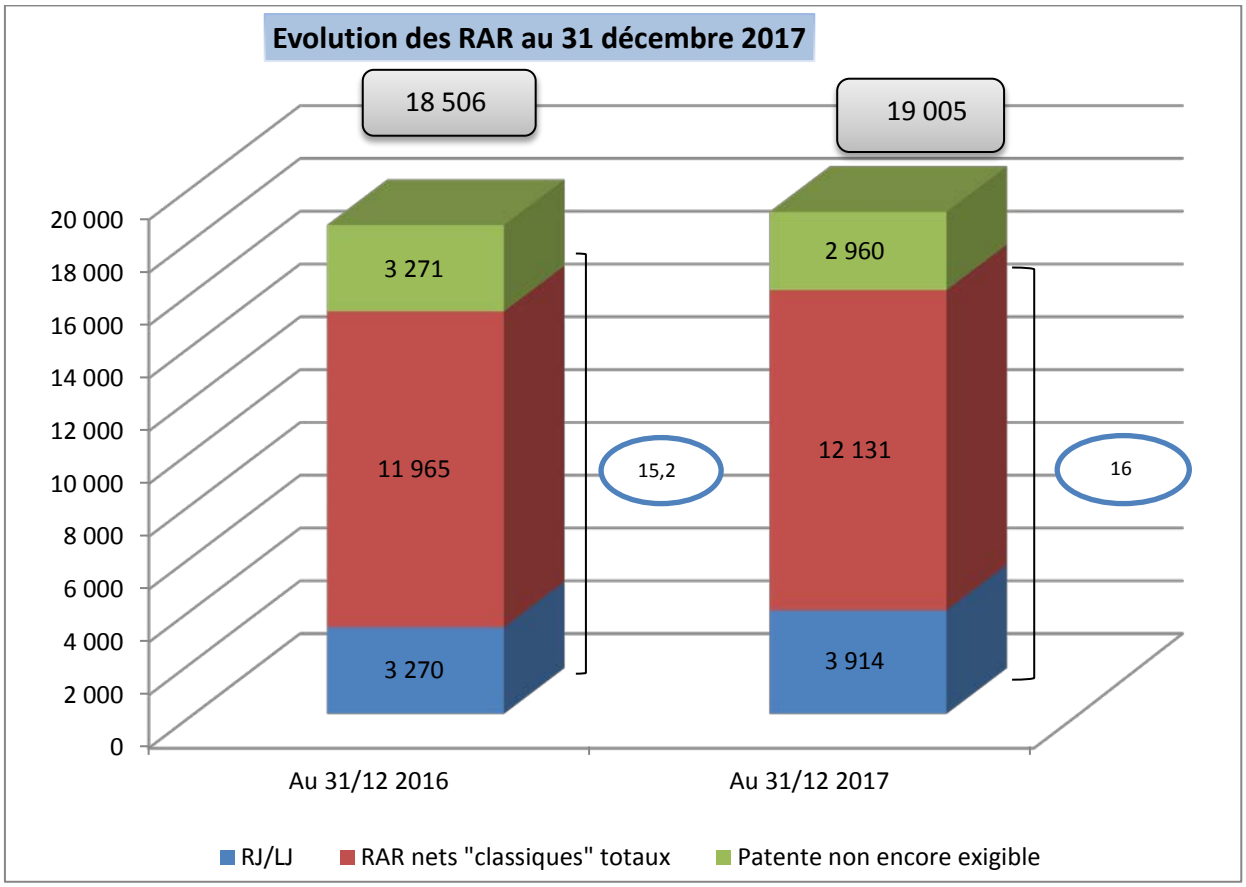
- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

La provision pour créances fiscales douteuses a été augmentée de 215 MF en 2017. Pour rappel, le calcul de la provision est basé sur le montant des restes à recouvrer du budget de répartition arrêtés au 31 décembre 2017 suivant des taux qui diffèrent en fonction de l'impôt et l'ancienneté de la créance ainsi que sur les dégrèvements et les admissions en non-valeur susceptibles d'être accordés.

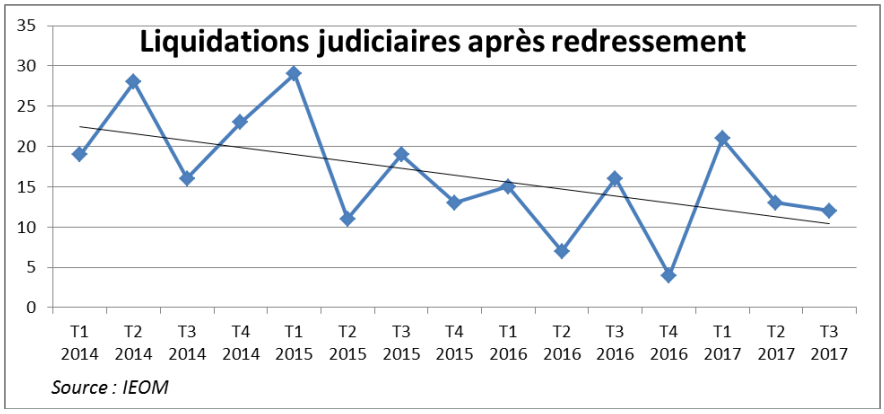
Les restes à recouvrer classiques de ce budget (hors patente de l'année 2016) sont d'un montant de 16 Mds contre 15,235 Mds en 2016, soit une augmentation de 800 millions correspondant à 5% du total des restes à recouvrer de fin 2016.

Bien que le recouvrement des arriérés sur l'Impôt sur les sociétés continue de s'améliorer (-6 %), pour un montant de - 320 millions, certains restes à recouvrer ont particulièrement augmenté notamment l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (+41%) pour 364 millions et les droits d'enregistrement (+66%) pour un montant de 193 millions.

Les restes à recouvrer sur dossiers en procédure de redressement / liquidation judiciaire (RJLJ) poursuivent leur augmentation en 2017 (l'essentiel du stock provient néanmoins de créances antérieures à 2017). Or, les statistiques économiques de l'IEOM démontrent une baisse tendancielle du nombre de liquidations judiciaires après redressement sur la période 2014-2017 (les entreprises en redressement se rétablissent mieux). Ainsi, cette information sur les restes à recouvrer sur RJLJ constitue davantage un indicateur d'activité des services de recouvrement qu'un indicateur de conjoncture économique. La tendance d'amélioration se confirme d'ailleurs sur le premier trimestre 2018 (baisse du stock de créance sur RJLJ).



Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics



Les **dépenses fiscales** ont représenté un montant de 5 518 MF en 2017. Elles se décomposent ainsi :

- restitutions d'impôts et taxes : 4,462 MF, ces dernières sont en hausse de 13% par rapport à l'exercice précédent (3 946 MF en 2016).
- dégrèvements d'impôts et taxes : 1 003 MF, en baisse de 23% par rapport à l'exercice précédent (1 303 MF en 2016)
- remises gracieuses : 52,8 MF, en baisse de 77 % par rapport à l'exercice précédent (229,7 MF en 2016)

- Direction des services fiscaux (DSF)

Il s'agit de régularisations comptables relatives à des impayés sur année antérieure.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0103-01-Recettes fiscales	**500 000**	**399 400**	**79,88%**
P. GERMAIN	**500 000**	**399 400**	**79,88%**
DSF	500 000	399 400	79,88%
A0103-02-Dépenses fiscales	**6 614 642 407**	**5 733 572 095**	**86,68%**
P. GERMAIN	**6 614 642 407**	**5 733 572 095**	**86,68%**
DBAF	**6 614 642 407**	**5 733 572 095**	**86,68%**
Total général	**6 615 142 407**	**5 733 971 495**	**86,68%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**6 615 142 407**	**5 733 971 495**	**86,68%**
DBAF	**6 614 642 407**	**5 733 572 095**	**86,68%**
Charges exceptionnelles	5 799 500 000	5 518 429 688	95,15%
Dépenses HAP opérations d'ordre (dotations/provisions)	215 142 407	215 142 407	100,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	600 000 000	-	0,00%
DSF	**500 000**	**399 400**	**79,88%**
Charges exceptionnelles	500 000	399 400	79,88%
Total général	**6 615 142 407**	**5 733 971 495**	**86,68%**

P0104
Régie des tabacs

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	8 437 059 479	2 344 683 293
Réalisations 2017	8 400 239 510	2 001 547 816
Taux de réalisation 2017	99,56%	85,37%

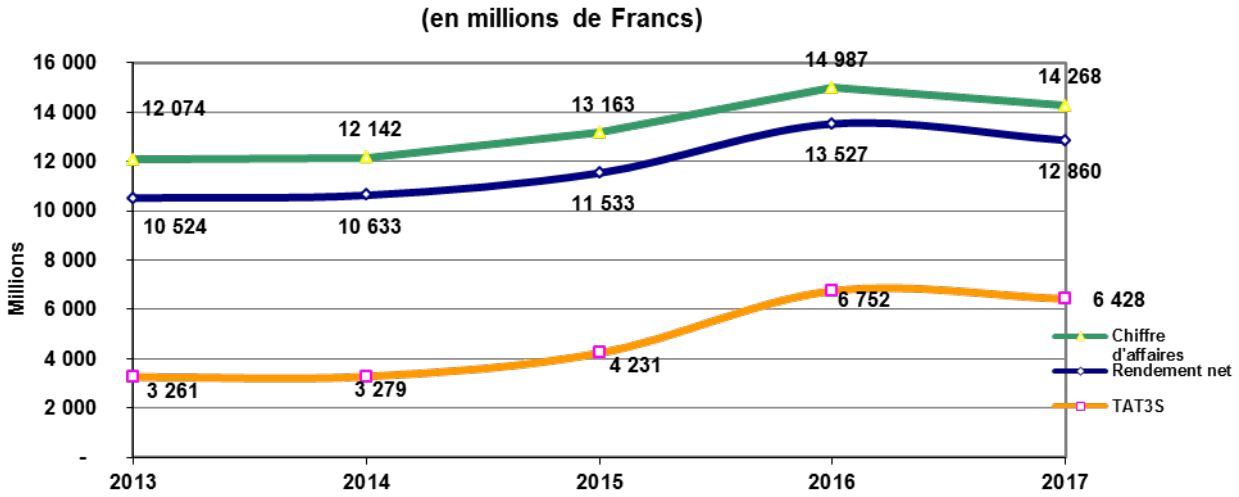
Les recettes

Pour le secteur du budget (Philippe GERMAIN).

- Direction des services fiscaux (DSF)

Recettes de la régie des tabacs : - 395 MF

Les recettes de vente de tabacs s'établissent à 7 840 MF en 2017, en baisse de 4,8 % par rapport à l'année 2016. Cette évolution s'explique par une baisse de 4 % (6 % en 2016) des achats de tabac suite aux hausses massives des prix de ces dernières années.



	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**8 437 059 479**	**8 400 239 510**	**99,56%**
P. GERMAIN	**8 437 059 479**	**8 400 239 510**	**99,56%**
DBAF	**684 059 479**	**560 705 291**	**81,97%**
opérations d'ordre (dotations/provisions)	684 059 479	560 705 291	81,97%
DSF	7 753 000 000	7 839 534 219	101,12%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	7 753 000 000	7 839 529 219	101,12%
(77) produits exceptionnels	-	5 000	
Total général	**8 437 059 479**	**8 400 239 510**	**99,56%**

Les dépenses

Pour le secteur du budget (Philippe GERMAIN).

- Direction des ressources humaines (DRH)

Les dépenses correspondent aux salaires et charges des agents affectés à la régie des tabacs.

- Direction des services fiscaux (DSF)

Les dépenses de fonctionnement de la régie des tabacs ont diminué de 74 MF, soit de 5,2 %, par rapport à 2016.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0104-01-Fonctionnement de la régie des tabacs	**1 620 410 000**	**1 393 215 044**	**85,98%**
P. GERMAIN	**1 620 410 000**	**1 393 215 044**	**85,98%**
DRH	50 244 456	48 580 883	96,69%
DSF	1 570 165 544	1 344 634 161	85,64%
A0104-02-Vente de tabacs	**724 273 293**	**608 332 772**	**83,99%**
P. GERMAIN	**724 273 293**	**608 332 772**	**83,99%**
DBAF	**724 273 293**	**608 332 772**	**83,99%**
Total général	**2 344 683 293**	**2 001 547 816**	**85,37%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**2 344 683 293**	**2 001 547 816**	**85,37%**
DBAF	**724 273 293**	**608 332 772**	**83,99%**
Autres charges de fonctionnement	724 273 293	608 332 772	83,99%
DRH	**50 244 456**	**48 580 883**	**96,69%**
Charges de personnel	50 244 456	48 580 883	96,69%
DSF	**1 570 165 544**	**1 344 634 161**	**85,64%**
Autres charges de fonctionnement	1 560 400 544	1 336 908 338	85,68%
Charges de personnel	1 800 000	1 433 622	79,65%
Charges fixes de fonctionnement	7 965 000	6 292 201	79,00%
Total général	**2 344 683 293**	**2 001 547 816**	**85,37%**

P0105
Dotations aux Provinces et aux Communes

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	115 300 351 815
Réalisations 2017	-	110 640 956 791
Taux de réalisation 2017		95,96%

Les dépenses

Pour le secteur du budget (Nicolas METZDORF).

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Dotations versées aux provinces : 61,2 milliards

Les dotations versées aux provinces en 2017 correspondent d'une part à la dotation initiale 2017 (60,3 milliards) et d'autre part au réajustement de la dotation 2016 (0,9 milliards).

Le tableau ci-dessus détaille par province et dotation le montant des dotations versées en 2017

	dotations versées en 2017
Province Sud	**30 186 172 889**
DGF	28 420 254 183
dotation initial 2017	*27 977 374 999*
réajustement 2016	*442 879 184*
DGE	1 765 918 706
dotation initial 2017	*1 738 400 000*
réajustement 2016	*27 518 706*
Province Nord	**19 954 881 384**
DGF	18 188 962 678
dotation initial 2017	*17 905 519 999*
réajustement 2016	*283 442 679*
DGE	1 765 918 706
dotation initial 2017	*1 738 400 000*
réajustement 2016	*27 518 706*
Province îles Loyauté	**11 114 250 862**
DGF	10 231 291 507
dotation initial 2017	*10 071 855 000*
réajustement 2016	*159 436 507*
DGE	882 959 355
dotation initial 2017	*869 200 001*
réajustement 2016	*13 759 354*

Concernant la dotation versée au titre de l'exercice 2017 (c'est-à-dire hors réajustement 2016), il est à noter qu'elle correspond à 97,09% du budget voté, ceci afin d'éviter un trop-versé des dotations 2017 qui aurait mis la Nouvelle-Calédonie en difficulté puisqu'elle aurait reversé des

recettes qu'elle n'aurait pas perçue. En effet, l'estimation de recouvrement des recettes fiscales 2017 effectuée par les services de la Nouvelle-Calédonie était bien en deçà des prévisions du budget supplémentaire 2017. Au final, le recouvrement net au 31/12/2017, est inférieur de 1,5 milliards par rapport aux prévisions du BS 2017. Toutefois, un réajustement sera à prévoir au BS 2018 correspondant à la différence entre les dotations réelles (recouvrement net) et les dotations effectivement versées en 2017 (97,09% du BS 2017).

Le tableau ci-dessous récapitule par province et dotation, les montants réellement versés en 2017, les montants dus (recouvrement net) et le réajustement à prévoir au BS 2018.

	prévisions BS 2017	**reversements aux provinces en 2017** (environ 97,09% du BS17)	recouvrements nets 2017	réajustement à prévoir au BS 2018
Assiette brute des dotations	**116 912 000 000**		**114 955 103 485**	
Restitutions sur impôts	5 000 000 000		4 462 678 646	
Assiette nette des dotations	**111 912 000 000**		**110 492 424 839**	
Province Sud	**30 607 932 000**	**29 715 774 999**	**30 219 678 193**	**503 903 194**
DGF	28 817 340 000	27 977 374 999	28 451 799 396	474 424 397
DGE	1 790 592 000	1 738 400 000	1 767 878 797	29 478 797
Province Nord	**20 233 689 600**	**19 643 919 999**	**19 977 030 410**	**333 110 411**
DGF	18 443 097 600	17 905 519 999	18 209 151 613	303 631 614
DGE	1 790 592 000	1 738 400 000	1 767 878 797	29 478 797
Province îles Loyauté	**11 269 538 400**	**10 941 055 001**	**11 126 587 182**	**185 532 181**
DGF	10 374 242 400	10 071 855 000	10 242 647 783	170 792 783
DGE	895 296 000	869 200 001	883 939 399	14 739 398
TOTAL provinces	**62 111 160 000**	**60 300 749 999**	**61 323 295 785**	**1 022 545 786**

Dotations versées aux communes : 20,5 milliards

Les dotations versées aux communes correspondent d'une part aux dotations du FIP fonctionnement protégé par l'effet cliquet (19,8 milliards) et aux dotations du FIP équipement versées en 2017 selon les justificatifs de réalisation fournies par les communes (0,7 milliards).

Le tableau ci-dessous récapitule les montants versés en 2017 :

	dotations versées en 2017
FIP fonctionnement	**19 856 045 011**
dotation théorique 2017	17 678 787 974
effet cliquet	2 177 257 037
FIP équipement	**715 889 060**
fip 2007	1 464 028
fip 2011	3 447 908
fip 2012	11 804 413
fip 2014	51 876 245
fip 2015	265 990 233
fip 2016	329 487 525
fip 2017	51 818 708

Concernant le FIP fonctionnement, il est à noter le poids important de l'effet cliquet en 2017 (soit 2,17 milliards) qui porte la quote-part du Fip fonctionnement à 17,97%, soit juste à la limite du plafond de 18% inscrit dans la loi organique.

A contrario, l'effet cliquet réduit considérablement les ressources propres de la Nouvelle-Calédonie, puisque la quote-part de la dotation de la Nouvelle-Calédonie est réduite à 25,78% au lieu de 27,75%.

Si le montant versé aux communes n'est pas impacté par la baisse du recouvrement net au 31/12/2017 par rapport aux prévisions 2017, puisque les communes sont protégées par la clause de sauvegarde, c'est le poids de l'effet cliquet qui augmente et impacte plus fortement la Nouvelle-Calédonie.

	prévisions BS 2017	**reversements communes en 2017** (100 % du BS17)	recouvrements nets 2017	réajustement à prévoir au BS 2018
Assiette brute des dotations	**116 912 000 000**		**114 955 103 485**	
Restitutions sur impôts	5 000 000 000		4 462 678 646	
Assiette nette des dotations	**111 912 000 000**		**110 492 424 839**	
Fip fonctionnement théorique	17 905 920 000	17 905 920 000	17 678 787 974	-227 132 026
effet cliquet	1 950 125 010	1 950 125 010	2 177 257 037	227 132 026
Fip fonctionnement final	**19 856 045 010**	**19 856 045 010**	**19 856 045 011**	**0**

Concernant le fip équipement, le comité de gestion du FIP avait entériné la répartition des enveloppes par communes sur la base du montant inscrit au BP 2017 (soit 872,6 MF). Or, le recouvrement réel étant bien inférieur aux prévisions, le montant réel du FIP équipement est en fait de 828,6 MF. Afin d'éviter aux communes de réduire leur projets de 43,9 MF et de revoir le plan de financement de leur projets certainement déjà lancés, il sera proposé au comité de gestion de financer les 43,9 MF par les reliquats sur les projets terminés et qui ont été remis au fonds pour une nouvelle affectation.

	dotations réparties par le comité de gestion = BP 2017	prévisions BS 2017	recouvrements nets 2017	affectations des reliquats sur projets terminés en 2018
FIP 2017	872 677 500	839 340 000	828 693 186	43 984 314

Pour information, les dotations du fip équipement étant versés sur justificatifs des communes sur la réalisation des projets financés, le reste à mandater arrêté au 31/12/2017 s'élève à 2 milliards. Ce montant a été reporté sur l'exercice 2018.

Dotation de la Nouvelle-Calédonie : 28,2 milliards

Ce montant correspond à la dotation initiale 2017 (28,2 milliards) et au réajustement de la dotation 2016 (0,5 MF)

Afin d'assurer une égalité de traitement entre les modalités de versement des dotations des provinces et de la Nouvelle-Calédonie, la dotation versée sur le budget propre correspond également à 97,09% des prévisions du BS 2017 (soit 28,2 milliards). Un réajustement sera donc inscrit au budget supplémentaire 2018 afin d'entériner la différence entre la dotation réelle issue du recouvrement net au 31/12/2017 et la dotation versée (97.09% du BS 2017).

Par ailleurs, la dotation Nouvelle-Calédonie est largement impactée par le poids de l'effet cliquet assurant aux communes des dotations équivalentes à celles perçues l'année précédentes.

Aussi l'impact s'élève à environ 2 milliards en 2017.

Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics

	prévisions BS 2017	**reversement NC en 2017** (environ 97,09% du BS17)	recouvrements nets 2017	réajustement à prévoir au BS 2018
Assiette brute des dotations	**116 912 000 000**		**114 955 103 485**	
Restitutions sur impôts	5 000 000 000		4 462 678 646	
Assiette nette des dotations	**111 912 000 000**		**110 492 424 839**	
part NC théorique	31 055 580 000	30 151 862 622	30 661 647 893	509 785 271
effet cliquet	-1 950 125 010	-1 893 376 373	-2 177 257 037	-283 880 664
Part NC finale	**29 105 454 990**	**28 258 486 249**	**28 484 390 856**	**225 904 607**

Le réajustement de la dotation 2016 s'élève quant à lui à 555,2 MF.

L'impact de l'effet cliquet en 2016 se chiffre à 981 MF.

	reversements aux provinces en 2016	recouvrements nets 2016	**réajustement 2016 versé en 2017**
Assiette brute des dotations		**121 915 161 851**	
Restitutions sur impôts		3 946 254 887	
Assiette nette des dotations		**117 968 906 964**	
part NC théorique	32 268 450 255	32 736 371 683	467 921 428
effet cliquet	-1 068 329 810	-981 019 896	87 309 914
Part NC finale	**31 200 120 445**	**31 755 351 787**	**555 231 342**

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0105-01-Dotations aux Provinces	**63 065 715 136**	**61 255 305 136**	**97,13%**
N. METZDORF	**63 065 715 136**	**61 255 305 136**	**97,13%**
DBAF	**63 065 715 136**	**61 255 305 136**	**97,13%**
A0105-02-Dotations aux Communes	**22 573 950 347**	**20 571 934 064**	**91,13%**
N. METZDORF	**22 573 950 347**	**20 571 934 064**	**91,13%**
DBAF	**22 573 950 347**	**20 571 934 064**	**91,13%**
A0105-03-Dotations Nouvelle-Calédonie	**29 660 686 332**	**28 813 717 591**	**97,14%**
N. METZDORF	**29 660 686 332**	**28 813 717 591**	**97,14%**
DBAF	**29 660 686 332**	**28 813 717 591**	**97,14%**
Total général	**115 300 351 815**	**110 640 956 791**	**95,96%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**115 300 351 815**	**110 640 956 791**	**95,96%**
DBAF	**115 300 351 815**	**110 640 956 791**	**95,96%**
Contributions obligatoires	85 639 665 483	81 827 239 200	95,55%
Subventions, participations et autres charges d'activité	29 660 686 332	28 813 717 591	97,14%
Total général	**115 300 351 815**	**110 640 956 791**	**95,96%**

Synthèse de la mission par programme et type de recettes – dépenses

	P0103 Assiette fiscale de répartition	P0104 Régie des tabacs	P0105 Dotations aux Provinces et aux Communes	Total général
RECETTES	**111 843 796 347**	**8 400 239 510**		**120 244 035 857**
Fonctionnement	**111 843 796 347**	**8 400 239 510**		**120 244 035 857**
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses		7 839 529 219		7 839 529 219
(73) impôts et taxes	109 847 521 080			109 847 521 080
(77) produits exceptionnels		5 000		5 000
opérations d'ordre (dotations/provisions)	1 996 275 267	560 705 291		2 556 980 558
Résultat cumulé (F)	-			-
DEPENSES	**5 733 971 495**	**2 001 547 816**	**110 640 956 791**	**118 376 476 102**
Fonctionnement	**5 733 971 495**	**2 001 547 816**	**110 640 956 791**	**118 376 476 102**
Autres charges de fonctionnement		1 945 241 110		1 945 241 110
Charges de personnel		50 014 505		50 014 505
Charges exceptionnelles	5 518 829 088			5 518 829 088
Charges fixes de fonctionnement		6 292 201		6 292 201
Contributions obligatoires			81 827 239 200	81 827 239 200
Dépenses HAP opérations d'ordre (dotations/provisions)	215 142 407			215 142 407
Subventions, participations et autres charges d'activité	-		28 813 717 591	28 813 717 591

NOUVELLE-CALEDONIE

Délibération relative à l'approbation du compte administratif et du compte de gestion 2017 Budget annexe de répartition de la Nouvelle-Calédonie

CA 2017

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONGRES
DE LA
NOUVELLE-CALEDONIE

Nouméa, le

N°
du

DELIBERATION
relative à l'approbation du compte administratif et du compte de gestion de l'exercice 2017 du budget annexe de répartition de la Nouvelle-Calédonie

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code des impôts ;

Vu le code des douanes de Nouvelle-Calédonie ;

Vu le tarif des douanes de Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 79 du 29 octobre 2015 portant création du budget de répartition au budget de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 210 du 28 décembre 2016 relative au budget annexe de répartition de la Nouvelle-Calédonie - exercice 2017 ;

Vu la délibération n° 269 du 11 octobre 2017 portant affectation du résultat de l'exercice 2016 – budget annexe de répartition ;

Vu la délibération n° 272 du 11 octobre 2017 relative au budget supplémentaire 2017 de la Nouvelle-Calédonie – budget annexe de répartition ;

Vu l'arrêté n° 2018- /GNC du portant projet de délibération ;

Entendu le rapport du gouvernement n° du ;

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1er : Le compte administratif du budget annexe de répartition de la Nouvelle-Calédonie ainsi que le compte de gestion présenté par le comptable de la Nouvelle-Calédonie, pour l'année 2017, sont approuvés aux montants suivants :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL
Opérations de l'exercice 2017 :	
Recettes réalisées :	120 244 035 857
Dépenses réalisées :	118 376 476 102
Résultat de l'exercice 2017	1 867 559 755
Résultat reporté (compte 002)	3 047 432 769
RESULTAT CUMULE 2017	**4 914 992 524**
Restes à réaliser en recettes :	0
Restes à réaliser en dépenses :	2 002 016 277
Equilibre des reports :	-2 002 016 277

SECTION D'INVESTISSEMENT	TOTAL
Opérations de l'exercice 2017 :	
Recettes réalisées :	0
Dépenses réalisées :	0
Solde des émissions d'investissement 2017 :	0
Solde d'exécution reporté (compte 001) :	0
SOLDE D'EXECUTION A REPORTER	**0**
Restes à réaliser en recettes :	0
Restes à réaliser en dépenses :	0
Equilibre des reports :	0
Besoin de financement d'investissement :	**0**

Article 2 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance, le

Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie

Thierry SANTA

NOUVELLE-CALEDONIE

COMPTE ADMINISTRATIF
BUDGET PRINCIPAL PROPRE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE
EXERCICE 2017

NOUVELLE-CALEDONIE

BUDGET PRINCIPAL PROPRE

Mission M01
Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	29 660 686 332	389 023 037
Réalisations 2017	28 817 320 873	183 728 398
Taux de réalisation 2017	97,16%	47,23%

Pour information, la masse salariale affectée à cette mission s'élève à 56 404 888 F.

Financements réglementaires

Cette mission comprend principalement la quote-part des recettes de l'assiette de répartition qui revient à la Nouvelle-Calédonie pour le financement de son budget propre.

Soutien exceptionnel aux collectivités locales

La mission M01 du budget propre vise également à soutenir les collectivités locales lorsque la conjoncture ou l'intérêt général l'impose.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
P0101-Financements réglementaires	**40 000**	**33 926 761 037**	**28 817 320 873**	**97,16%**
DBAF	**-**	**33 926 345 426**	**28 813 717 591**	**97,14%**
Fonctionnement	-	33 926 345 426	28 813 717 591	97,14%
DIMENC	**20 000**	**-**	**36 000**	
Fonctionnement	20 000	-	36 000	
DSF	**20 000**	**415 611**	**3 567 282**	
Fonctionnement	20 000	415 611	3 567 282	
Total général	**40 000**	**33 926 761 037**	**28 817 320 873**	**97,16%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
P0102-Soutien exceptionnel aux collectivités locales	**84 122 845**	**256 419 070**	**183 728 398**	**47,23%**
DAPM	**20 241 037**	**239 302 201**	**173 728 398**	**51,12%**
Investissements	20 241 037	239 302 201	173 728 398	51,12%
DBAF	**63 881 808**	**17 116 869**	**10 000 000**	**20,33%**
Fonctionnement	3 097 698	4 614 867	10 000 000	41,61%
Investissements	60 784 110	12 502 002	-	0,00%
Total général	**84 122 845**	**256 419 070**	**183 728 398**	**47,23%**

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Bernard DELADRIERE, Nicolas METZDORF

***

Les communes, tout comme les collectivités publiques, sont confrontées depuis plusieurs années à une baisse de leurs ressources financières.

Bien que l'effet-cliquet applicable au FIP fonctionnement permette aux communes de maintenir leur niveau de dotations en cas de chute des recettes fiscales de la Nouvelle-Calédonie redistribuées pour une part aux communes par le budget de répartition, cette mesure de sauvegarde a atteint ses limites.

Pour autant, les attentes des administrés sont toujours plus élevées en matière d'offres de services sur leurs communes (écoles, assainissement, déchets ménagers, eau, etc.).

Ainsi, des réflexions sur la création d'une fiscalité communale, en partenariat avec les deux associations de Maires (l'AFM-NC et l'AMNC), seront lancées dès 2018 afin de permettre aux 33 communes du territoire de moins dépendre du versement des ressources extérieures pour fonctionner et lancer de nouveaux projets favorisant le bien-être de leurs populations.

Bernard DELADRIERE

***

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Cynthia LIGEARD, Bernard DELADRIERE, Gilbert TYUIENON.

Les trois quarts des recettes de fonctionnement du budget propre de la Nouvelle-Calédonie sont issues des recettes fiscales redistribuées par le budget de répartition. En 2017, cette recette accuse un recul de -10% par rapport à 2016, avec un effet cliquet qui double, passant de 981 MF en 2016 à 2 177 MF en 2017.

En plus de grever particulièrement le budget de la Nouvelle-Calédonie, cette mesure de sauvegarde permettant aux communes de maintenir leur niveau de dotations en cas de chute des recettes fiscales atteint ses limites.

Les communes, tout comme les collectivités publiques, sont confrontées depuis plusieurs années à une baisse de leurs ressources financières.

Pour autant, les attentes des administrés sont toujours plus élevées en matière d'offres de services sur leurs communes (écoles, assainissement, déchets ménagers, eau etc.).

Ainsi, des réflexions sur la création d'une fiscalité communale, en partenariat avec les deux associations de Maires (l'AFM-NC et l'AMNC), sont lancées dès 2018 afin de permettre aux 33 communes du territoire de moins dépendre du versement des ressources extérieures pour fonctionner et lancer de nouveaux projets favorisant le bien-être de leurs populations.

Enfin, au travers des subventions d'investissement initiées par le PULSE (plan d'urgence local de soutien à l'emploi) des subventions exceptionnelles ont été versées aux communes pour un montant de 100 MF en 2017 (un reliquat de 100 MF sera versé en 2018 en reports).

Nicolas METZDORF

P0101
Financements réglementaires

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	29 660 686 332	-
Réalisations 2017	28 817 320 873	-
Taux de réalisation 2017	97,16%	

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 31 187 673 F.

Les recettes

Pour le secteur du budget (Nicolas METZDORF)

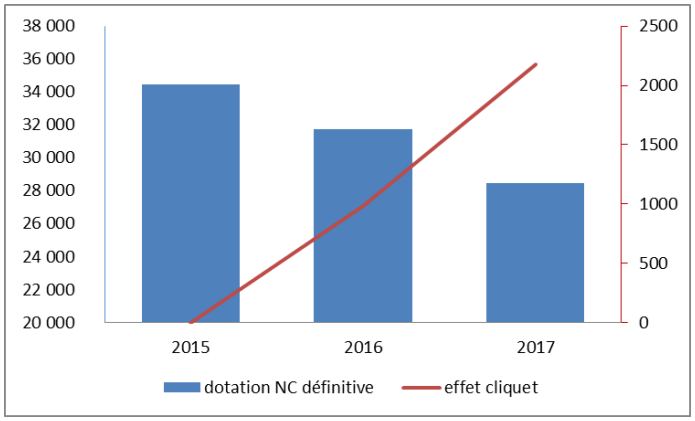
- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Une recette de 28 813 717 591 F a été constatée en 2017 relative à la quote-part de l'assiette de répartition qui revient à la Nouvelle-Calédonie. Elle se décompose comme suit :

- Dotation au titre de l'exercice 2017 : 28 258,4 MF ; ce montant correspond à 99,2% de la quote-part de la Nouvelle-Calédonie de l'assiette fiscale réellement recouvrée. Ainsi, un réajustement de 225,9 MF sera à prévoir au budget supplémentaire 2018.

Pour information, la dotation définitive 2017 s'établit à 28 484 MF, soit une diminution de 10,3% par rapport à la dotation définitive 2016. Le poids de l'effet cliquet des communes représente 2 177 MF (contre 981 MF en 2016).

- Dotation de réajustement au titre de 2016 : 555,2 MF. La dotation 2016 réajustée s'établit ainsi à 31 755 MF, en diminution de 7,8% par rapport à la dotation définitive 2015.



Pour le secteur de la fiscalité (Philippe GERMAIN)

- Direction des services fiscaux (DSF)

Il s'agit des recettes liées à l'application des amendes pour non dépôt des déclarations nominatives des salaires (DNS) et des Honoraires (DNH). En 2017, on peut noter une forte augmentation des recettes suite à la mise en place dans l'application Pacifisc d'un module de gestion informatisée de ces amendes. En effet, en 2016 le montant s'établissait à 0,416 MF contre 3,567 MF pour 2017.

- Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie (DIMENC)

Concernant les autorisations personnelles minières et titres miniers, 36 000 F ont été imputés par erreur sur le budget propre au lieu du budget annexe de répartition.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**29 660 686 332**	**28 817 320 873**	**97,16%**
N. METZDORF			
DBAF	29 660 686 332	28 813 717 591	97,14%
(75) autres produits de gestion courante	29 660 686 332	28 813 717 591	97,14%
P. GERMAIN			
DIMENC	-	36 000	
(73) impôts et taxes	-	36 000	
DSF	-	3 567 282	
(73) impôts et taxes	-	3 567 282	
Total général	**29 660 686 332**	**28 817 320 873**	**97,16%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur du budget (Nicolas METZDORF)

- Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie (DIMENC)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**38 694 120**	**19 097 060**	**19 597 060**	**49%**	**-**	**-**	**-**	**0%**
P0101-2016/1 DEFICIT DU BUDGET ANNEXE DE REVERSEMENT	38 694 120	19 097 060	19 597 060	49%	-	-	-	0%
Total général	**38 694 120**	**19 097 060**	**19 597 060**	**49%**	**-**	**-**	**-**	**0%**

Le fonds de concours pour la maitrise de l'énergie a été abrogé à compter du 1er mars 2017. Son excédent de résultat ainsi que ses encours ont été transférés à l'agence calédonienne de l'énergie qui reprend à son compte les missions précédemment pilotées par le service de l'énergie.

P0102
Soutien exceptionnel aux collectivités locales

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	389 023 037
Réalisations 2017	-	183 728 398
Taux de réalisation 2017		47,23%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 1 043 717 F.

Les dépenses

Pour le secteur des relations avec les provinces et les communes (Bernard DELADRIERE)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit d'une aide d'urgence de 50 MF à la commune de Houaïlou, de subventions d'équipements aux communes dans le cadre du PULSE (98,7 MF), sachant que 100 MF sont reportés au BP 2018, de subventions aux communes des îles Loyauté dans le cadre du passage du cyclone « DONNA » (12 MF) et de subventions pour les communes sinistrées du cyclone « COOK » (13 MF).

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

La Nouvelle-Calédonie a souhaité soutenir les actions des deux associations de maires en leur attribuant une aide financière de 5 MF chacune.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisation 2017	Taux de réalisation 2017
A0102-01-Financement exceptionnel de projets	**389 023 037**	**183 728 398**	**47,23%**
DAPM	339 825 555	173 728 398	51,12%
DBAF	49 197 482	10 000 000	20,33%
DSCGR	-	-	
Total général	**389 023 037**	**183 728 398**	**47,23%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**24 034 826**	**10 000 000**	**41,61%**
DBAF	**24 034 826**	**10 000 000**	**41,61%**
Charges exceptionnelles	14 034 826	-	0,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	10 000 000	10 000 000	100,00%
Investissements	**364 988 211**	**173 728 398**	**47,60%**
DAPM	**339 825 555**	**173 728 398**	**51,12%**
AP P0102-2016/1 - SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX COMMUNES PULSE	259 825 555	98 728 398	38,00%
HAP subventions d'équipement versées	80 000 000	75 000 000	93,75%
DBAF	**25 162 656**	**-**	**0,00%**
AP P0102-2008/1 - SUBVENTIONS EQUIPEMENTS AUX COMMUNES	25 162 656	-	0,00%
Total général	**389 023 037**	**183 728 398**	**47,23%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur des relations avec les provinces et les communes (Bernard DELADRIERE)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**600 000 000**	**338 030 599**	**261 969 401**	**56%**	**200 000 000**	**259 825 555**	**98 728 398**	**38%**
P0102-2016/1 SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX COMMUNES PULSE	600 000 000	338 030 599	261 969 401	56%	200 000 000	259 825 555	98 728 398	38%
Total général	**600 000 000**	**338 030 599**	**261 969 401**	**56%**	**200 000 000**	**259 825 555**	**98 728 398**	**38%**

Cette AP a été ouverte au BS 2016 pour attribuer des aides d'urgence aux communes pour le financement d'équipements réalisables à court terme. De 400 MF initialement, elle a été augmentée de 200 MF au BS 2017 pour les demandes nouvelles. 98,7 MF ont été versés en 2017. L'exécution des dépenses du Pulse renvoie au mécanisme d'attribution de la totalité des montants de subvention, c'est-à-dire à la justification comptable de la réalisation de la totalité de l'opération. Des justificatifs d'opération sont arrivés en fin d'année 2017.

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**1 087 489 523**	**964 347 751**	**123 141 772**	**89%**	**12 581 328**	**25 162 656**	**-**	**0%**
P0102-2008/1 SUBVENTIONS EQUIPEMENTS AUX COMMUNES	1 087 489 523	964 347 751	123 141 772	89%	12 581 328	25 162 656	-	0%
Total général	**1 087 489 523**	**964 347 751**	**123 141 772**	**89%**	**12 581 328**	**25 162 656**	**-**	**0%**

Une AP de 1 000 MF avait été voté en 2008 afin financer des opérations d'investissement structurantes des communes (soit 1000 MF). Sur ce montant, 917 MF de subventions avaient été attribuées aux communes par convention. Puis, 77 MF avaient été attribués par la suite aux communes afin de compléter l'aide de l'Etat sur les équipements assurant la continuité de la réception des services de télévisions en clair dans les zones non couvertes après l'extinction de la diffusion par voie hertzienne terrestre en mode analogique.

Sur les 994 MF attribués, 964 MF ont été réalisés, et 25,1 MF restent engagés. En effet, malgré des relances nombreuses, les communes concernées n'ont toujours pas fourni les justificatifs permettant à la Nouvelle-Calédonie de verser le solde de la subvention.

En l'absence de dépense complémentaire, le montant d'AP sera ajusté au montant réel de l'opération lors du budget supplémentaire 2018.

Synthèse de la mission par programme et type de recettes – dépenses

	P0101 Financements réglementaires	P0102 Soutien exceptionnel aux collectivités locales	Total général
RECETTES	**28 817 320 873**		**28 817 320 873**
Fonctionnement	**28 817 320 873**		**28 817 320 873**
(73) impôts et taxes	3 603 282		3 603 282
(75) autres produits de gestion courante	28 813 717 591		28 813 717 591
DEPENSES		**183 728 398**	**183 728 398**
Fonctionnement		**10 000 000**	**10 000 000**
Charges exceptionnelles		-	-
Subventions, participations et autres charges d'activité		10 000 000	10 000 000
Investissements		**173 728 398**	**173 728 398**
AP P0102-2008/1 - SUBVENTIONS EQUIPEMENTS AUX COMMUNES		-	-
AP P0102-2016/1 - SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX COMMUNES PULSE		98 728 398	98 728 398
HAP subventions d'équipement versées		75 000 000	75 000 000

Mission M02
Pouvoirs publics et institutions

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	3 326 806 025
Réalisations 2017	2 293 587	2 935 674 292
Taux de réalisation 2017		88,24%

Pour information, la masse salariale affectée à cette mission s'élève à 1 043 677 477 F.

Congrès

Gouvernement

Sénat coutumier

Conseils coutumiers et autorités coutumières

Conseil économique, social et environnemental

La mission M02 regroupe l'ensemble des crédits destinés au bon fonctionnement des pouvoirs publics et des institutions de la Nouvelle-Calédonie au sens de l'article 2 de la loi organique n° 99-209 modifiée.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**3 110 972**	**3 395 243**	**2 293 587**	
P0201-Congrès	**706 371**	**1 839 276**	**454 301**	
Congrès	706 371	1 839 276	454 301	
P0202-Gouvernement	**1 404 337**	**-**	**1 494 076**	
DRH	1 404 337	-	1 494 076	
P0204-Conseils et autorités coutumières	**1 000 264**	**1 555 967**	**345 210**	
DRH	1 000 264	1 555 967	345 210	
Total général	**3 110 972**	**3 395 243**	**2 293 587**	

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**2 285 465 359**	**2 393 677 800**	**2 419 026 638**	**89,41%**
P0201-Congrès	**1 170 267 427**	**1 223 755 748**	**1 268 882 658**	**92,01%**
Congrès	1 170 267 427	1 223 755 748	1 268 882 658	92,01%
P0202-Gouvernement	**621 880 295**	**695 677 111**	**645 952 731**	**84,60%**
DAPM	456 489 441	520 748 437	477 431 535	80,71%
DBAF	26 825 000	32 825 000	29 625 000	89,43%
DRH	138 565 854	142 103 674	136 896 196	100,00%
GVT	-	-	2 000 000	100,00%
P0203-Sénat coutumier	**218 882 904**	**197 461 398**	**190 935 574**	**93,81%**
Sénat coutumier	218 882 904	197 461 398	190 935 574	93,81%
P0204-Conseils et autorités coutumières	**173 946 576**	**179 943 655**	**213 303 016**	**86,15%**
CC Ajië Aro	9 917 445	12 755 088	16 908 090	85,32%
CC Drehu	6 681 029	3 924 574	12 456 778	84,59%
CC Drubea-Kapumë	14 988 382	9 828 915	13 896 341	81,50%
CC Hoot Ma Whaap	8 799 412	14 844 326	14 068 471	73,93%
CC Iaaï	4 915 111	8 411 111	11 343 489	74,25%
CC Nengone	2 118 358	1 538 515	1 536 609	94,06%
CC Paicî-Cèmuhi	8 830 479	8 903 693	16 425 204	63,98%
CC Xârâcùù	17 388 739	20 347 209	24 698 003	76,42%
DAPM	4 274 749	4 040 468	5 571 341	98,24%
DRH	96 032 872	95 349 756	96 398 690	100,00%
P0205-Conseil économique, social et environnemental	**100 488 157**	**96 839 888**	**99 952 659**	**89,49%**
CESE	30 897 174	34 628 955	35 107 616	77,78%
DAPM	45 035 494	31 943 178	32 263 286	94,96%
DRH	24 555 489	30 267 755	32 581 757	100,00%
Investissements	**66 608 322**	**116 050 407**	**516 647 654**	**83,15%**
P0201-Congrès	**51 834 310**	**101 444 483**	**498 483 852**	**84,03%**
Congrès	51 834 310	101 444 483	498 483 852	84,03%
P0202-Gouvernement	**2 691 589**	**2 107 318**	**3 519 482**	**85,49%**
DAPM	2 691 589	2 107 318	3 519 482	85,49%
P0203-Sénat coutumier	**1 435 147**	**1 265 447**	**580 253**	**24,13%**
Sénat coutumier	1 435 147	1 265 447	580 253	24,13%
P0204-Conseils et autorités coutumières	**1 606 898**	**4 428 907**	**8 656 097**	**53,76%**
CC	-	-	-	0,00%
CC Ajië Aro	-	111 700	-	0,00%
CC Drubea-Kapumë	131 283	151 100	269 360	89,79%
CC Hoot Ma Whaap	-	140 000	37 400	5,34%
CC Iaaï	-	-	145 846	72,92%
CC Nengone	-	-	-	0,00%
CC Paicî-Cèmuhi	156 790	21 900	60 880	13,53%
CC Xârâcùù	1 318 825	4 004 207	8 142 611	71,43%
P0205-Conseil économique, social et environnemental	**9 040 378**	**6 804 252**	**5 407 970**	**98,33%**
CESE	9 040 378	6 804 252	5 407 970	98,33%
Total général	**2 352 073 681**	**2 509 728 207**	**2 935 674 292**	**88,24%**

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Jean-Louis D'ANGLEBERMES, Didier POIDYALIWANE, Nicolas METZDORF.

Toujours soucieuses de montrer l'exemple et dans un contexte économique contraint, les institutions continuent leurs efforts d'économie engagés depuis maintenant 2 exercices.

Si comptablement la mission M02 augmente, tant en fonctionnement qu'en investissement, cela s'explique par trois raisons conjoncturelles.

Premièrement, l'acquisition réalisée ainsi que l'aménagement toujours en cours des locaux du congrès justifie l'augmentation de ses dépenses, tant en fonctionnement qu'en investissement.

Ensuite, la Nouvelle-Calédonie n'a pas été épargnée par les phénomènes météorologiques en cette année 2017.

Début avril, le cyclone COOK a touché notre Pays, provoquant d'important dégâts sur la côte Est ainsi que sur les Îles Loyautés. C'est ainsi que 115 millions de francs ont été débloqués en urgence pour donner les premiers moyens à 23 communes pour faire face aux réparations d'urgences.

Un second phénomène météorologique, le cyclone DONNA, qui a touché notre Pays début mai a également engendré 15 millions de subventions exceptionnelles aux trois communes des Îles Loyautés que sont Lifou, Ouvéa et Maré.

Enfin, les venues du Premier Ministre Edouard Philippe ainsi que la visite antérieure de la Ministre des Outremer Annick Girardin, ont engendrées des dépenses de fonctionnement supplémentaires afin d'accueillir au mieux ces personnalités.

Malgré ces évènements, la très faible augmentation comptable est contenue à 1 %, notamment par les fortes réductions opérées par le gouvernement, qui recense une baisse de plus de 7% par rapport à 2016.

Philippe GERMAIN

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Jean-Louis D'ANGLEBERMES, Didier POIDYALIWANE, Nicolas METZDORF.

SENAT COUTUMIER, CONSEILS COUTUMIERS ET AUTORITES COUTUMIERES

Pour l'ensemble des institutions coutumières, les dépenses réalisées en 2017 se sont portées essentiellement sur le fonctionnement, des missions de représentation, de participation aux commémorations mémorielles.

Les désaccords intervenus au sein de l'institution « sénat coutumier » n'ont pas permis de mener à bien la mise en œuvre des politiques publiques portant sur la cohésion sociale des districts, chefferies, comme des tribus et de réfléchir à leurs rôles et places dans le futur statut de la Nouvelle Calédonie

S'agissant des conseils coutumiers, 2017 aura marqué le conseil coutumier de l'aire Drehu qui a subi deux grands événements ayant un impact tant coutumier qu'institutionnel en plus des phénomènes climatiques significatifs subis en cours d'année.

La perte d'un de ses grands chefs, M. Pierre ZEOULA, ancien sénateur et grand chef du district de Gaïca et l'intronisation de son fils Pouionodi ZEOULA à sa succession. Les deux événements ayant eu lieu en 15 jours d'intervalle, ils sont considérés comme relevant d'une certaine importance et imposant la présence des autorités coutumières, institutionnelles et la population de l'aire comme du pays. Le conseil coutumier a occupé une place prépondérante dans l'organisation de ces événements comme dans leurs prises en charge financières.

S'agissant du conseil coutumier Xârâcuu, ses représentants se sont engagés en 2017 dans une véritable réflexion avec l'ensemble des six districts coutumiers qui le composent, autour de la valorisation du patrimoine culturel kanak comme pilier identitaire de sa jeunesse. Cette réflexion a abouti à l'organisation de cinq (5) résidences culturelles coutumières sur six districts en périodes de vacances.

Ces résidences culturelles ont pour objectif affiché de favoriser les espaces de transmissions inter générations autour de thématiques culturelles kanak à partir d'enquêtes patrimoniales (tapa, coutume, chant, toponymie, danse traditionnelle, confection de monnaie kanak, sculpture, la vannerie, tressage, etc).

Il s'agit de valoriser, encourager les potentialités et les pratiques artistiques de la jeunesse de l'aire et participer ainsi à la prévention de la délinquance dont fait état régulièrement les médias en 2017. Il s'agit également de susciter des espaces de création sur les pratiques traditionnelles en vue de la préparation artistique du festival « Câbu Nyêbi » de la province Nord, qui aura lieu en 2018 dans l'aire coutumière Xârâcùù.

Didier POIDYALIWANE

P0201
Congrès

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	1 972 338 342
Réalisations 2017	454 301	1 767 366 510
Taux de réalisation 2017		89,61%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 0 F.

Les recettes

Pour le secteur des relations avec le congrès de Nouvelle-Calédonie (Nicolas METZDORF).

- Le congrès

Ces recettes concernent des remboursements de rémunération.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**454 301**	
N. METZDORF	**-**	**454 301**	
Congrès	-	454 301	
(013) atténuations de charges	-	454 301	
Total général	**-**	**454 301**	

Les dépenses

Pour le secteur des relations avec le congrès de Nouvelle-Calédonie (Nicolas METZDORF).

- Le congrès

Par rapport à l'exercice 2016, les réalisations ont progressé de 393 MF en investissement et de 44,7 MF en fonctionnement. Ces augmentations sont essentiellement dûes aux dépenses consacrées à l'immeuble « Le Phare ».

En investissement, le taux de réalisation atteint 84%.

En fonctionnement, l'effort de l'institution quant à la prévision budgétaire se solde par un taux de réalisation de 92%.

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 803 577 821 F.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0201-01-Parc immobilier	**505 269 785**	**439 643 276**	**87,01%**
N. METZDORF			
Congrès	505 269 785	439 643 276	87,01%
A0201-02-Parc équipement	**77 938 272**	**53 253 376**	**68,33%**
N. METZDORF			
Congrès	77 938 272	53 253 376	68,33%
A0201-03-Personnel	**836 361 719**	**803 577 821**	**96,08%**
N. METZDORF			
Congrès	836 361 719	803 577 821	96,08%
A0201-04-Formation	**13 863 990**	**8 066 802**	**58,19%**
N. METZDORF			
Congrès	13 863 990	8 066 802	58,19%
A0201-05-Soutien et pilotage	**460 429 797**	**401 873 666**	**87,28%**
N. METZDORF			
Congrès	460 429 797	401 873 666	87,28%
A0201-06-Communication et partenariats institutionnels	**73 431 779**	**60 762 571**	**82,75%**
N. METZDORF			
Congrès	73 431 779	60 762 571	82,75%
A0201-07-Comité consultatif de l'environnement	**5 043 000**	**188 998**	**3,75%**
N. METZDORF			
Congrès	5 043 000	188 998	3,75%
Total général	**1 972 338 342**	**1 767 366 510**	**89,61%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 379 130 285**	**1 268 882 658**	**92,01%**
Congrès	**1 379 130 285**	**1 268 882 658**	**92,01%**
Autres charges de fonctionnement	289 628 898	245 922 955	84,91%
Charges de personnel	664 133 906	635 637 273	95,71%
Charges exceptionnelles	1 549 000	715 990	46,22%
Charges fixes de fonctionnement	114 026 541	101 191 425	88,74%
Subventions, participations et autres charges d'activité	306 422 390	284 583 415	92,87%
Formation professionnelle	3 369 550	831 600	24,68%
Investissements	**593 208 057**	**498 483 852**	**84,03%**
Congrès	**593 208 057**	**498 483 852**	**84,03%**
AP P0201-2006/1 - MISE EN CONFORMITE DU CONGRES (126/06)	32 436 117	189 000	0,58%
AP P0201-2008/1 - EXTENSION.REAMENAGEMENT INTERIEUR EXTERIEUR DU BATIMENT PRINCIPAL	3 692 668	-	0,00%
AP P0201-2012/1 - RESTRUCTURATION LOCAUX CONGRES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE	430 105 000	430 000 000	99,98%
HAP immobilisations corporelles	100 194 623	52 856 664	52,75%
HAP immobilisations incorporelles	16 779 649	9 850 988	58,71%
HAP subventions d'équipement versées	10 000 000	5 587 200	55,87%
Total général	**1 972 338 342**	**1 767 366 510**	**89,61%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur des relations avec le Congrès (Nicolas METZDORF)

- Le Congrès

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**2 305 000 000**	**646 153 807**	**1 658 846 193**	**28%**	**317 000 000**	**466 233 785**	**430 189 000**	**92%**
P0201-2006/1								
MISE EN CONFORMITE DU CONGRES (126/06)	225 000 000	122 752 883	102 247 117	55%	-	32 436 117	189 000	1%
P0201-2008/1								
EXTENSION.REAMENAGEMENT INTERIEUR EXTERIEUR DU BATIMENT PRINCIPAL	80 000 000	33 400 924	46 599 076	42%	-	3 692 668	-	0%
P0201-2012/1								
RESTRUCTURATION LOCAUX CONGRES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE	2 000 000 000	490 000 000	1 510 000 000	25%	317 000 000	430 105 000	430 000 000	100%
Total général	**2 305 000 000**	**646 153 807**	**1 658 846 193**	**28%**	**317 000 000**	**466 233 785**	**430 189 000**	**92%**

Le taux de réalisation des investissements du congrès dans le cadre des opérations pluriannuelles s'élève à 92%.

Concernant la mise en conformité du congrès, les travaux prioritaires de sécurité incendie ont été engagés en 2017 pour une réalisation prévue en 2018 (Ils concernent le changement de moquette et la mise en place d'un châssis de désenfumage).

Le congrès a, par ailleurs, poursuivi les travaux d'aménagement de l'immeuble « Le Phare », conformément aux prévisions, consommant ainsi 100% des crédits alloués à l'opération.

P0202
Gouvernement

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	767 641 324
Réalisations 2017	1 494 076	649 472 213
Taux de réalisation 2017		84,61%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 681 342 596 F.

Les recettes

Pour le gouvernement, Philippe GERMAIN, président du gouvernement

- Direction des ressources humaines (DRH)

Le montant correspond aux indemnités versées à tort.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**1 494 076**	
P. GERMAIN	**-**	**1 494 076**	
DRH	-	1 494 076	
(77) produits exceptionnels	-	1 494 076	
Total général	**-**	**1 494 076**	

Les dépenses

Pour le gouvernement, Philippe GERMAIN, président du gouvernement

- Direction des ressources humaines (DRH)

Les dépenses correspondent aux indemnités versées aux membres du gouvernement.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Des subventions ont été versées à l'ensemble des secteurs, le sport, la culture, la santé, l'environnement et l'agriculture. 100 MF de subventions ont été versées aux provinces dans le cadre du PULSE.

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Le gouvernement participe au financement du fonctionnement de l'aquarium de Nouméa à hauteur de 20 %. En 2017 28,8 MF ont été versés à l'établissement.

Il participe également au GIE Tourisme NC pour le fonctionnement de la structure pour 825 000 F.

- Gouvernement (GVT)

L'ensemble des moyens de fonctionnement du gouvernement est en diminution d'environ 86 MF par rapport au réalisé 2016, plus précisément sur les dépenses pour les fêtes et cérémonies, les frais de transports, etc.

L'effort demandé et impulsé par le président du gouvernement sur les restrictions budgétaires s'est soldé pour l'exercice 2017 par un résultat positif avec une utilisation plus juste des crédits affectés aux membres du gouvernement.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0202-02-Subventions	**264 762 402**	**200 262 402**	**75,64%**
P. GERMAIN			
DAPM	229 637 402	168 637 402	73,44%
DBAF	33 125 000	29 625 000	89,43%
GVT	2 000 000	2 000 000	100,00%
A0202-03-Soutien et pilotage du Gouvernement	**490 267 943**	**437 651 659**	**89,27%**
P. GERMAIN			
DAPM	353 371 747	300 755 463	85,11%
DRH	136 896 196	136 896 196	100,00%
A0202-04-Communication	**12 610 979**	**11 558 152**	**91,65%**
P. GERMAIN			
DAPM	12 610 979	11 558 152	91,65%
Total général	**767 641 324**	**649 472 213**	**84,61%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**763 524 324**	**645 952 731**	**84,60%**
DAPM	**591 503 128**	**477 431 535**	**80,71%**
Autres charges de fonctionnement	248 158 815	207 266 672	83,52%
Charges exceptionnelles	154 427 502	104 427 502	67,62%
Charges fixes de fonctionnement	104 712 847	93 005 887	88,82%
Subventions, participations et autres charges d'activité	84 203 964	72 731 474	86,38%
DBAF	**33 125 000**	**29 625 000**	**89,43%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	33 125 000	29 625 000	89,43%
DRH	**136 896 196**	**136 896 196**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	136 896 196	136 896 196	100,00%
GVT	**2 000 000**	**2 000 000**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	2 000 000	2 000 000	100,00%
Investissements	**4 117 000**	**3 519 482**	**85,49%**
DAPM	**4 117 000**	**3 519 482**	**85,49%**
HAP immobilisations corporelles	4 117 000	3 519 482	85,49%
Total général	**767 641 324**	**649 472 213**	**84,61%**

P0203
Sénat coutumier

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	205 934 147
Réalisations 2017	-	191 515 827
Taux de réalisation 2017		93,00%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 118 793 381 F.

Les dépenses

Pour le secteur des relations avec les autorités coutumières (Didier POIDYALIWANE)

- Sénat coutumier

A0203-01 – Institutions : 129 880 217 F

L'essentiel des dépenses porte sur la prise en charge des vacations et des indemnités de déplacement des membres, ainsi que des frais de carburant et de téléphonie.

A0203-02 – Manifestations coutumières et missions : 22 820 116 F

Des désaccords intervenus au sein de l'institution n'ont pas permis de mener à bien la mise en œuvre des politiques publiques portant sur la cohésion sociale des districts et chefferies, et de réfléchir à leurs rôles et places dans le futur statut de la Nouvelle Calédonie.

Des missions de représentation et de participation aux commémorations mémorielles, l'organisation de deux congrès des pays kanak et l'accueil du premier ministre ont été les moments forts de l'année 2017.

A0203-03 – Soutien et pilotage du Sénat Coutumier : 38 815 494 F

Les dépenses de cette action ont concerné le fonctionnement de l'institution.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0203-01-Institutions coutumières	**136 580 641**	**129 880 217**	**95,09%**
D. POIDYALIWANE			
Sénat coutumier	136 580 641	129 880 217	95,09%
A0203-02-Manifestations coutumières et missions	**25 525 551**	**22 820 116**	**89,40%**
D. POIDYALIWANE			
Sénat coutumier	25 525 551	22 820 116	89,40%
A0203-03-Soutien et pilotage du Sénat coutumier	**43 827 955**	**38 815 494**	**88,56%**
D. POIDYALIWANE			
Sénat coutumier	43 827 955	38 815 494	88,56%
Total général	**205 934 147**	**191 515 827**	**93,00%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**203 529 572**	**190 935 574**	**93,81%**
Sénat coutumier	**203 529 572**	**190 935 574**	**93,81%**
Autres charges de fonctionnement	39 611 206	36 282 239	91,60%
Charges fixes de fonctionnement	40 502 719	37 363 646	92,25%
Subventions, participations et autres charges d'activité	123 415 647	117 289 689	95,04%
Investissements	**2 404 575**	**580 253**	**24,13%**
Sénat coutumier	**2 404 575**	**580 253**	**24,13%**
HAP immobilisations corporelles	2 404 575	580 253	24,13%
Total général	**205 934 147**	**191 515 827**	**93,00%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur des relations avec les autorités coutumières (Didier POIDYALIWANE)

- Sénat Coutumier

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**20 000 000**	**-**	**20 000 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	**0%**
P0203-2017/1 AMENAGEMENT DE L'ESPACE TIRAILLEURS KANAK	20 000 000	-	20 000 000	0%	-	-	-	0%
Total général	**20 000 000**	**-**	**20 000 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	**0%**

L'aménagement de l'espace tirailleur kanak nécessite encore des concertations avec l'Office National des Anciens Combattant (ONAC) pour leur participation financière. Les crédits de paiement seront sollicités pour l'exercice 2019.

P0204
Conseils et autorités coutumières

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	263 696 357
Réalisations 2017	345 210	221 959 113
Taux de réalisation 2017		84,17%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 137 112 174 F.

Les recettes

Pour le secteur des relations avec les autorités coutumières (Didier POIDYALIWANE)

- Direction des ressources humaines (DRH)

Le montant correspond aux indemnités versées à tort.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**345 210**	
D. POIDYALIWANE	**-**	**345 210**	
DRH	-	345 210	
(77) produits exceptionnels	-	345 210	
Total général	**-**	**345 210**	

Les dépenses

Pour le secteur des relations avec les autorités coutumières (Didier POIDYALIWANE)

- Conseil coutumier de l'aire Ajië Aro

L'exécution budgétaire pour l'année 2017 s'est effectuée à hauteur de 79,87 % soit :

- 2 MF ont été consacrées à la « Fête de l'Igname de l'aire » en avril 2017 à la tribu de Pothé, Bourail ;
- 1,6 MF pour le transport des membres du conseil coutumier ;
- 4 MF en location de véhicules car le conseil coutumier ne possédait pas de véhicule de service ;
- 1,5 MF pour la convention de partenariat avec l'ADCK relative à la collecte du patrimoine linguistique de l'aire ;
- 2,7 MF pour les repas lors des réunions et assemblées générales du conseil coutumier Ajie Aro ;
- 1,9 MF pour les frais de missions des membres du conseil coutumier ;
- 1,8 MF pour la confection des agendas ;
- 1,3 MF en frais de fonctionnement de l'institution.

- Conseil coutumier de l'aire Drehu

Le conseil coutumier de l'aire Drehu a subi de grands événements tant au niveau coutumier, institutionnel que climatique.

2017 a perdu un Grand Chef. M. Pierre ZEOULA, ancien sénateur, qui était le Grand Chef du district de Gaica. Comme le veut la tradition, ce sont des funérailles dignes d'un roi qui ont été organisées tant à Nouméa qu'à Lifou pour que toutes les autorités coutumières, institutionnelles et la population puissent lui rendre un dernier hommage. Le conseil coutumier a donc pris une place prépondérante dans ces organisations au niveau financier.

Nous noterons que cette année a été ponctuée par l'organisation des visites protocolaires de personnalités du Gouvernement français comme le Premier Ministre, M. Edouard Philippe, Mme la Ministre de l'Outre-Mer, Annick Girardin, auxquelles le conseil coutumier participe financièrement aux dépenses pour accueillir au mieux ces personnalités.

On se souviendra également des dégâts des cyclones dévastateurs qu'ont été Cook et Donna, lors desquels le conseil coutumier est intervenu notamment au niveau de la gestion des aides octroyées en étroite collaboration avec le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie par le biais de la sécurité civile (DSCGR), la commune de Lifou et la province des îles Loyauté.

En sus de ces différents événements, le conseil coutumier a donc poursuivi ses activités menées avec les conseils de district, le gouvernement de la NC pour la restructuration des chefferies, du parc de la mer de corail, et plus largement au niveau du secteur du développement durable avec les travaux sur la plateforme des savoirs traditionnels.

De plus, préoccupée par les problématiques liées à la délinquance, l'institution participe également aux travaux relatifs à la préservation de l'ordre coutumier. Il s'agit de définir une organisation administrative et coutumière sur un site pilote afin d'évaluer sa viabilité.

Enfin, le conseil coutumier a entrepris une meilleure gestion de son institution malgré l'absence d'un secrétaire général, ce qui a entrainé de facto une consommation des crédits à hauteur de 84,59%, ce qui démontre ainsi une certaine justesse de ses besoins budgétaires.

- Conseil coutumier de l'aire Drubea Kapumë

Pour la partie fonctionnement, les dépenses globales en 2017 restent stables à 14 540 537 F pour l'exercice 2017 contre 14 212 620 F pour 2016.

Il s'agit des dépenses obligatoires, s'agissant de la consommation de carburant, loyer, les fêtes cérémonielles, l'entretien des locaux, des frais de missions des autorités coutumières.

Pour l'entretien des locaux, aucun marché n'ayant été attribué, le nettoyage se fait donc à la solde du personnel du Conseil de l'Aire. L'acquisition de produits ménagers justifie donc les moins de 34% de dépenses revue à la baisse durant l'année de l'exercice.

Concernant les frais d'études et de recherches, il s'agit des prestations du Cabinet Kher Consultants. Ces frais plus conséquents que l'année précédente (en 2016) contribuent à assurer la continuité des travaux dans le cadre du projet de la Maison de l'Aire, incluant les missions de conduite de projet au travers de comités techniques et comité de pilotage, ainsi que la partie communication (Plaquette de communication). Des travaux pour lequel, l'institution a réitéré sa volonté de poursuivre avec le même prestataire en 2017.

En outre, s'inscrivant dans un cadre plus précis, à savoir assurer la bonne organisation structurelle et fonctionnelle de l'institution coutumière et sa politique de communication, le Conseil de l'Aire mise sur une amélioration continue de ces outils de travail en passant par une restructuration de ces moyens d'information. D'où la mise en place d'une convention le liant avec l'Agence comin.com pour la réalisation de l'agenda 2018, de la revue trimestrielle CCDK, et l'actualisation du site internet CCDK. La dépense est imputée au budget CCDK 2017 à hauteur de 2 890 000 F.

Pour la dépense concernant les frais de mission des chefs coutumiers, elle correspond au déplacement pour le dernier Congrès d'Iaaï (passation pour la présidence tournante du Sénat coutumier). Les frais de logistique et de restauration résultent des assemblées générales de l'Aire.

En effet, ne disposant pas d'une salle de réunion adaptée à la réception du public, le conseil a recours à la location.

Enfin pour finir, s'agissant de la partie investissement, les actions se sont articulées autour des outils de travail informatiques et téléphonie : notamment pour l'acquisition d'un ordinateur portable, d'un téléphone pour le nouveau Secrétaire Général et de deux disques durs.

- Conseil coutumier de l'aire Hoot Ma Whaap

Pour un budget 2017 de 19 729 399 F, le conseil coutumier de l'Aire Hoot Ma Whaap, présente un taux de réalisation de 71,50%, soit 14 105 871 F, répartis comme suit :

Soutien et pilotage : 12 596 976 F

Fonctionnement

- Charges fixes
- Transports, déplacements des membres du bureau
- Charges sur exercices antérieurs
- Fêtes et cérémonies
- Loyers pour matériel de transport

Les crédits budgétaires alloués au soutien et pilotage de l'Institution coutumière ont essentiellement concernés les dépenses liées aux charges fixes, aux transports et déplacements des membres du bureau dans le cadre de leur fonction, mais également la location de véhicule pour les déplacements du secrétaire général et du président, dans le cadre de leurs fonctions.

Investissement

- Achats de petits matériels

Une partie des crédits inscrits par la DBAF (500 000 F) au titre des investissements (LC17437-matériel de téléphonie) n'ont pas été consommés.

Parc immobilier : 987 000 F

- Entretien du bâtiment, nettoyage des locaux
- Entretien des espaces verts,

Communication et partenariats institutionnels : 521 895 F

- Convention de partenariat avec l'ADCK
- Frais d'impression et de reliure

Une convention a été établie avec l'ADCK dans le cadre du recueil des savoirs traditionnels de l'Aire Hoot Ma Whaap. Il a également été procédé à la reprise des travaux liés à l'identification des zones d'influences coutumières des Aires PAICI CAMUKI et HOOT MA WHAAP, dont les frontières actuelles sont déterminées par des limites administratives communales.

Par ailleurs il est rappelé que le pilotage d'une partie des moyens du conseil coutumier est attribué à différentes directions de la Nouvelle-Calédonie :

- Parc équipement (véhicules, matériel informatique …) : DAPM/DTSI
- Personnel et formation : DRHFPNC
- Autorités coutumières (indemnités des chefs coutumiers et du Président de l'Aire) : DRHFPNC
- Développement durable : DGRAC

- Conseil coutumier de l'aire Iaaï

Le taux d'exécution de 74,24% correspond en grande partie à la prise en charge :

- des frais de déplacement des membres du bureau du Conseil Coutumier lors des réunions tenues au Centre Culturel JM Tjibaou et au Conseil Coutumier Drubéa-Kapumë faisant suite au Congrès du Pays Kanak qui s'est tenue à Takedji-Ouvéa ;

- des différentes manifestations/évènements organisés par l'institution : séminaire sur l'état de la coutume, Congrès du Pays Kanak de renouvellement de la Présidence du Sénat Coutumier (Ouvéa, à la tribu de Takedji), Assemblées Générales décentralisées des 8 Pays Kanak, réunions décentralisées en tribu, etc.) ;

- de réalisation de l'agenda 2017 ;

- d'une convention avec le Cabinet Consultant Jean-Krist UKEIWE devant aboutir à une étude de faisabilité pour la construction d'une pirogue (projet partant du patrimoine immatériel kanak).

Des projets tels que la mise en place d'un Jardin d'Aire inscrits au BP 2017, n'ont pu être réalisés du fait de difficultés internes à l'institution.

La réaffectation de certains crédits en fin d'exercice – qui n'ont pu être utilisés avant la clôture de l'exercice comptable 2017 – vient diminuer le taux d'exécution de réalisation.

- Conseil coutumier de l'aire Nengone

Cette dotation a été consommée sur les principaux postes de dépenses suivantes :

- à la réception de différents acteurs du monde coutumier et des partenaires ;
- au suivi des travaux entamés avec le sénat coutumier ainsi qu'aux déplacements associés ;
- à la tenue de réunions d'information du bureau de l'aire.

En ce qui a trait à l'exécution budgétaire, notons que la personne responsable de la gestion du budget de l'aire, le secrétaire général a démissionné de ses fonctions. Il a depuis été remplacé.

Le conseil coutumier Nengone a rencontré un souci, depuis que le secrétaire général de l'aire a démissionné de ses fonctions, car celui-ci assurait la gestion du budget de l'aire.

- Conseil coutumier de l'aire Paicî-Cèmuhi

Mis à part le fonctionnement courant de l'institution, le CC Paici a réalisé 3 opérations en 2017 :

- Commémoration du centenaire de la guerre de 1917 au centre culturel provincial de Koné ;

- Délégation de 10 coutumiers à la célébration de l'indépendance du Vanuatu ;

- Délégation de 13 personnes au congrès du sénat coutumier à Iaai.

- Conseil coutumier de l'aire Xârâcùù

Initiateur des programmes d'enquêtes culturelles avec le département recherche et patrimoine de l'ADCK-CCT depuis 2001, le conseil coutumier a engagé une véritable réflexion avec l'ensemble des six districts coutumier qui le composent, autour de la valorisation du patrimoine culturel kanak collecté comme pilier identitaire de la jeunesse Xârâcùù. A ce titre, le conseil coutumier Xârâcùù et l'ADCK-CCT ont décidé de s'associer pour organiser durant les vacances scolaires de l'année 2017, cinq résidences culturelles coutumières (à raison d'une part district coutumier : les 6, 7 et 8 avril 2017 à Borendy, les 16 et 17 juin 2017 à Cöö, les 8 et 9 août à Berepwari, les 19, 20 et 21 octobre à CÏRÏ, 14, 15 et 16 décembre Canala). Ces résidences culturelles ont pour objectif de favoriser les espaces de transmissions intergénérationnels autour de thématiques culturelles kanak basées sur les

enquêtes patrimoniales telles que le tapa, la coutume, le chant, la toponymie, les parures, la danse traditionnelle, la confection de monnaie kanak, la sculpture, la vannerie et le tressage ; valoriser, encourager les potentialités des pratiques artistiques de la jeunesse de l'aire Xârâcùù et participer ainsi à la prévention de la délinquance ; susciter des espaces de créations sur les pratiques traditionnelles en vue de la préparation artistique du festival « Câbu Nyêbi » de la province Nord, qui aura lieu en 2018 dans l'aire coutumière Xârâcùù. Ce dispositif a nécessité le recrutement d'un deuxième chargé de mission (crédit de remplacement) qui assure le suivi et l'organisation des résidences.

Dans le cadre de sa fonction consultative et compte tenu des différentes saisines (art 150 de la loi organique), le conseil coutumier travaille en collaboration avec un juriste libéral conventionné afin de faciliter l'analyse des projets de texte qui lui sont soumis pour avis. Actuellement à la demande des chefferies, le conseil intervient également dans la rédaction des règlements intérieurs des tribus (règlement intérieur de la tribu de Ouitchambo-Nassirah, et du district coutumier de Cîrî/La foa-Sarramea).

En terme de soutien et pilotage au fonctionnement de l'aire, et compte tenu de la superficie totale de 334,667 ha que couvre l'aire Xârâcùù, avec ses 43 tribus et ses deux grandes chefferies (Borendy et Cïrï) répartis sur 7 communes (Boulouparis, Thio, La Foa, Sarramea, Farino, Canala, Kouaoua), le conseil coutumier a décidé de prendre en charge des véhicules de location afin de permettre aux agents de se déplacer aux diverses réunions (district, chefferie, sénat coutumier, gouvernement, commissions minière communale, syndicat du parc des grandes Fougères, CAUPS, FGTC, réunion des secrétaires généraux des aires,…).

Cette année, le conseil a décidé de reconduire la convention avec l'ADCK concernant la collecte du patrimoine linguistique de l'aire coutumière, avec notamment la collecte et l'identification de la toponymie marine côtière du district de BORENDY jusqu'à Ouiné, la poursuite des enquêtes et le recueil des « xwâxa » (discours coutumiers), l'inventaire sur les ignames, la mise en place d'un projet d'exposition sur le tapa kanak, la collecte des traditions orales liées aux révoltes de 1878 et de 1917, les sentiers reliant les tribus, la toponymie et noms des lieux sur le littoral entre la baie de Ouano et Tomo, identifications des lieux d'échanges et leurs histoires.

En investissement, l'institution a engagé des travaux de réfection de la case centrale qui a été détruite le 13 juillet 2013 suite à un incendie volontaire, mais également des travaux d'aménagements du siège de l'aire (chambranles d'entrée, plaque signalétique sculptée, installation de toiles ombriére, réfection complète du réseau électrique et mise aux normes, rénovation intérieur des locaux, renouvellement du matériel informatique). La mise en place du jardin de l'aire Xârâcùù reste toujours en attente d'une mise à disposition d'un foncier, dans l'attente, l'institution s'est engagée à aménager dans son parc paysager un champ traditionnel kanak à vocation scolaire.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit des frais de locations immobilières nécessaires au fonctionnement des conseils coutumiers Ajië Aro, Drubéa-kapumë, de Paici-Cèmuki.

- Direction des ressources humaines

Les dépenses correspondent aux indemnités versées aux chefs coutumiers et aux présidents des conseils coutumiers.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0204-01-Ajië Aro	**29 043 467**	**24 782 864**	**85,33%**
D. POIDYALIWANE			
CC Ajië Aro	21 168 693	16 908 090	79,87%
DAPM	2 160 000	2 160 000	100,00%
DRH	5 714 774	5 714 774	100,00%
A0204-02-Drehu	**32 134 447**	**28 265 139**	**87,96%**
D. POIDYALIWANE			
CC	1 600 000	-	0,00%
CC Drehu	14 726 086	12 456 778	84,59%
DRH	15 808 361	15 808 361	100,00%
A0204-03-Drubea-Kapumë	**27 069 130**	**23 501 204**	**86,82%**
D. POIDYALIWANE			
CC Drubea-Kapumë	13 462 078	10 351 021	76,89%
DAPM	4 900 000	4 443 131	90,68%
DRH	8 707 052	8 707 052	100,00%
A0204-04-Hoot Ma Whaap	**46 190 173**	**40 566 645**	**87,83%**
D. POIDYALIWANE			
CC Hoot Ma Whaap	19 729 399	14 105 871	71,50%
DRH	26 460 774	26 460 774	100,00%
A0204-05-Iaai	**20 523 234**	**16 536 040**	**80,57%**
D. POIDYALIWANE			
CC Iaaï	15 476 529	11 489 335	74,24%
DRH	5 046 705	5 046 705	100,00%
A0204-06-Nengone	**12 253 214**	**12 056 226**	**98,39%**
D. POIDYALIWANE			
CC Nengone	1 733 597	1 536 609	88,64%
DRH	10 519 617	10 519 617	100,00%
A0204-07-Paicî-Cèmuhi	**43 518 805**	**33 782 802**	**77,63%**
D. POIDYALIWANE			
CC Paicî-Cèmuhi	26 122 087	16 486 084	63,11%
DAPM	2 500 000	2 400 000	96,00%
DRH	14 896 718	14 896 718	100,00%
A0204-08-Xârâcùù	**52 963 887**	**42 085 303**	**79,46%**
D. POIDYALIWANE			
CC Xârâcùù	43 719 198	32 840 614	75,12%
DAPM	-	-	
DRH	9 244 689	9 244 689	100,00%
A0204-09-Cohésion sociale en tribus	**-**	**-**	
D. POIDYALIWANE			
CC	-	-	
Total général	**263 696 357**	**221 576 223**	**84,03%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**247 594 357**	**213 303 016**	**86,15%**
CC Ajië Aro	**19 816 693**	**16 908 090**	**85,32%**
Autres charges de fonctionnement	14 800 440	12 647 796	85,46%
Charges fixes de fonctionnement	3 065 413	2 309 454	75,34%
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 950 840	1 950 840	100,00%
CC Drehu	**14 726 086**	**12 456 778**	**84,59%**
Autres charges de fonctionnement	11 144 716	9 460 667	84,89%
Charges fixes de fonctionnement	2 986 370	2 401 111	80,40%
Subventions, participations et autres charges d'activité	595 000	595 000	100,00%
CC Drubea-Kapumë	**17 050 737**	**13 896 341**	**81,50%**
Autres charges de fonctionnement	15 340 100	12 242 476	79,81%
Charges fixes de fonctionnement	1 461 037	1 443 865	98,82%
Subventions, participations et autres charges d'activité	249 600	210 000	84,13%
CC Hoot Ma Whaap	**19 029 399**	**14 068 471**	**73,93%**
Autres charges de fonctionnement	15 435 107	11 233 453	72,78%
Charges exceptionnelles	219 402	-	0,00%
Charges fixes de fonctionnement	3 374 890	2 835 018	84,00%
CC Iaaï	**15 276 529**	**11 343 489**	**74,25%**
Autres charges de fonctionnement	11 791 262	8 560 742	72,60%
Charges fixes de fonctionnement	2 409 267	2 056 747	85,37%
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 076 000	726 000	67,47%
CC Nengone	**1 633 597**	**1 536 609**	**94,06%**
Autres charges de fonctionnement	870 768	799 568	91,82%
Charges fixes de fonctionnement	762 829	737 041	96,62%
CC Paicî-Cèmuhi	**25 672 087**	**16 425 204**	**63,98%**
Autres charges de fonctionnement	17 901 178	12 959 144	72,39%
Charges exceptionnelles	3 900 000	-	0,00%
Charges fixes de fonctionnement	2 627 330	2 420 221	92,12%
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 243 579	1 045 839	84,10%
CC Xârâcùù	**32 319 198**	**24 698 003**	**76,42%**
Autres charges de fonctionnement	24 042 908	17 489 747	72,74%
Charges fixes de fonctionnement	7 750 230	6 682 196	86,22%
Subventions, participations et autres charges d'activité	526 060	526 060	100,00%
DAPM	**5 671 341**	**5 571 341**	**98,24%**
Autres charges de fonctionnement	4 660 000	4 560 000	97,85%
Charges fixes de fonctionnement	1 011 341	1 011 341	100,00%
DRH	**96 398 690**	**96 398 690**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	96 398 690	96 398 690	100,00%
Investissements	**16 102 000**	**8 656 097**	**53,76%**
CC	**1 600 000**	**-**	**0,00%**
HAP subventions d'équipement versées	1 600 000	-	0,00%
CC Ajië Aro	**1 352 000**	**-**	**0,00%**
HAP immobilisations corporelles	1 352 000	-	0,00%
CC Drubea-Kapumë	**300 000**	**269 360**	**89,79%**
HAP immobilisations corporelles	300 000	269 360	89,79%
CC Hoot Ma Whaap	**700 000**	**37 400**	**5,34%**
HAP immobilisations corporelles	700 000	37 400	5,34%
CC Iaaï	**200 000**	**145 846**	**72,92%**
HAP immobilisations corporelles	200 000	145 846	72,92%
CC Nengone	**100 000**	**-**	**0,00%**
HAP immobilisations corporelles	100 000	-	0,00%
CC Paicî-Cèmuhi	**450 000**	**60 880**	**13,53%**
HAP immobilisations corporelles	450 000	60 880	13,53%
CC Xârâcùù	**11 400 000**	**8 142 611**	**71,43%**
HAP immobilisations corporelles	9 613 740	6 755 351	70,27%
HAP immobilisations en cours	1 786 260	1 387 260	77,66%
Total général	**263 696 357**	**221 959 113**	**84,17%**

P0205
Conseil économique, social et environnemental

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	117 195 855
Réalisations 2017	-	105 360 629
Taux de réalisation 2017	0,00%	89,90%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 106 429 326 F.

Les dépenses

Pour le secteur des relations avec le Conseil économique, social et environnemental de la Nouvelle- Calédonie (Jean-Louis D'ANGLEBERMES)

- Conseil économique, social et environnemental (CESE)

Conformément à la loi organique, le Conseil Economique Social et Environnemental rend des avis sur les projets de lois de pays soumis au vote du congrès de la Nouvelle-Calédonie.

La mandature 2016-2021 du CESE constituée fin avril 2016 fonctionne à présent normalement, les commissions étant après un temps de préparation en mesure de travailler selon le niveau de sollicitation des autorités habilitées à saisine.

Pour l'exercice 2017, 188 réunions seront comptabilisées, dont 18 séances plénières soit une moyenne de près de 16 réunions mensuelles, où 132 personnes (experts et professionnels concernés par les sujets abordés) auront été auditionnées.

Ainsi le CESE a rendu 14 Avis relatifs aux saisines reçues du gouvernement et deux Vœux liés aux autosaisines de l'institution.

Par ailleurs, le Conseil Economique Social et Environnemental poursuit son action, notamment à l'occasion de réunions dans le cadre de partenariat avec les chambres consulaires avec lesquelles une étude commune a été entreprise concernant la simplification administrative, ou encore des travaux avec les Conseils Economiques Sociaux Régionaux de France afin de présenter au gouvernement et aux provinces une démarche relative à l'évaluation des politiques publiques.

Fait marquant également, la signature de conventions avec les présidents du Conseil Economique Social et Culturel de la Polynésie Française et du Comité Consultatif Social Economique de Wallis et Futuna dans le cadre du sujet relatif aux déplacements des populations face aux grands phénomènes climatiques (montées des eaux).

En fin d'exercice, on notera une variation moindre de l'exécution budgétaire en comparaison avec l'exercice 2016, essentiellement due à une réduction du nombre de saisines soumises à l'étude de l'institution, mais aussi aux reports sur 2018 de plusieurs projets n'ayant pas pu être menés à terme faute d'indisponibilité de certains participants.

Compte tenu des régularisations de paiements à compter de la valorisation des crédits sur Surfi des engagements rattachés et de reports 2017, le taux d'exécution budgétaire avoisinera les 72% en section de fonctionnement et au 31 décembre 2017 atteignait 98,33% en section d'investissement.

Tels sont les principaux faits ayant animé l'exécution budgétaire de l'institution pour l'année 2017.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit des frais de locations immobilières nécessaires au fonctionnement du conseil économique, social et environnemental.

- Directions des ressources humaines (DRH)

Les indemnités forfaitaires versées aux membres du CESE pour les réunions auxquelles ils participent constituent les dépenses réalisées en 2017.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0205-01-Conseil Economique et Social	**117 195 855**	**105 360 629**	**89,90%**
J-L. D'ANGLEBERMES			
CESE	50 637 450	40 515 586	80,01%
DAPM	33 976 648	32 263 286	94,96%
DRH	32 581 757	32 581 757	100,00%
Total général	**117 195 855**	**105 360 629**	**89,90%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**111 695 855**	**99 952 659**	**89,49%**
CESE	**45 137 450**	**35 107 616**	**77,78%**
Autres charges de fonctionnement	10 044 239	7 692 884	76,59%
Charges fixes de fonctionnement	14 255 063	11 522 611	80,83%
Subventions, participations et autres charges d'activité	20 838 148	15 892 121	76,26%
DAPM	**33 976 648**	**32 263 286**	**94,96%**
Autres charges de fonctionnement	30 953 200	29 821 550	96,34%
Charges fixes de fonctionnement	3 023 448	2 441 736	80,76%
DRH	**32 581 757**	**32 581 757**	**100,00%**
Charges de personnel	32 581 757	32 581 757	100,00%
Investissements	**5 500 000**	**5 407 970**	**98,33%**
CESE	**5 500 000**	**5 407 970**	**98,33%**
HAP immobilisations corporelles	3 243 000	3 151 171	97,17%
HAP immobilisations incorporelles	2 257 000	2 256 799	99,99%
Total général	**117 195 855**	**105 360 629**	**89,90%**

Synthèse de la mission par programme et type de recettes – dépenses

Dépens

	P0201 Congrès	P0202 Gouvernement	P0203 Sénat coutumier	P0204 Conseils et autorités coutumières	P0205 Conseil économique, social et environnemental	Total général
RECETTES	**454 301**	**1 494 076**		**345 210**		**2 293 587**
Fonctionnement	**454 301**	**1 494 076**		**345 210**		**2 293 587**
(013) atténuations de charges	454 301					454 301
(77) produits exceptionnels		1 494 076		345 210		1 839 286
DEPENSES	**1 767 366 510**	**649 472 213**	**191 515 827**	**221 959 113**	**105 360 629**	**2 935 674 292**
Fonctionnement	**1 268 882 658**	**645 952 731**	**190 935 574**	**213 303 016**	**99 952 659**	**2 419 026 638**
Autres charges de fonctionnement	245 922 955	207 266 672	36 282 239	89 953 593	37 514 434	616 939 893
Charges de personnel	635 637 273				32 581 757	668 219 030
Charges exceptionnelles	715 990	104 427 502		-		105 143 492
Charges fixes de fonctionnement	101 191 425	93 005 887	37 363 646	21 896 994	13 964 347	267 422 299
Subventions, participations et autres charges d'activité	284 583 415	241 252 670	117 289 689	101 452 429	15 892 121	760 470 324
Formation professionnelle	831 600					831 600
Investissements	**498 483 852**	**3 519 482**	**580 253**	**8 656 097**	**5 407 970**	**516 647 654**
AP P0201-2006/1 - MISE EN CONFORMITE DU CONGRES (126/06)	189 000					189 000
AP P0201-2008/1 - EXTENSION.REAMENAGEMENT INTERIEUR EXTERIEUR DU BATIMENT PRINCIPAL	-					-
AP P0201-2012/1 - RESTRUCTURATION LOCAUX CONGRES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE	430 000 000					430 000 000
HAP immobilisations corporelles	52 856 664	3 519 482	580 253	7 268 837	3 151 171	67 376 407
HAP immobilisations en cours				1 387 260		1 387 260
HAP immobilisations incorporelles	9 850 988				2 256 799	12 107 787
HAP subventions d'équipement versées	5 587 200			-		5 587 200

Mission M03
Coordination de l'action publique, gestion des ressources et moyens

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	894 906 554	18 356 883 295
Réalisations 2017	794 317 355	17 319 659 873
Taux de réalisation 2017	88,76%	94,35%

Pour information, la masse salariale à cette mission s'élève à 3 113 317 374 F.

Coordination administrative, transferts de compétences

Relations extérieures

Aménagement et prospective

Affaires juridiques

Fonction publique

Gestion des ressources humaines de la Nouvelle-Calédonie

Moyens généraux et gestion patrimoniale

Technologies et systèmes d'information

La mission M03 regroupe l'ensemble des moyens humains et matériels mis à la disposition des directions opérationnelles pour exercer leurs missions.

Dans l'évolution du plan de performance des politiques publiques, il est prévu que ces charges qui concourent indirectement à l'accomplissement des missions, puissent être ventilées afin de donner une vision plus fine du coût réel de chacune des missions, et plus particulièrement les dépenses de personnel.

Sont également incluses dans cette mission les charges liées à la coordination de l'administration avec notamment les frais de fonctionnement du secrétariat général.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**563 342 680**	**844 082 836**	**793 715 757**	**113,16%**
P0301-Coordination administrative, transferts de compétences	**28 947 749**	**30 377 170**	**39 192 072**	**129,33%**
DAPM	28 947 749	30 377 170	39 192 072	129,33%
P0302-Relations extérieures	**-**	**8 542 534**	**2 909 933**	
SCRRE	-	8 542 534	2 909 933	
P0304-Affaires juridiques	**20 000 000**	**-**	**328 998**	
DAJ	20 000 000	-	328 998	
P0305-Fonction publique	**12 381 000**	**14 319 500**	**21 027 878**	**108,59%**
DRH	12 381 000	14 319 500	21 027 878	108,59%
P0306-Gestion des ressources humaines de la Nouvelle-Calédonie	**502 013 931**	**560 023 522**	**472 213 499**	**114,29%**
DBAF	32 407 502	30 352 812	28 754 336	115,02%
DRH	469 606 429	529 670 710	443 459 163	114,25%
P0308-Technologies et systèmes d'information	**-**	**230 820 110**	**258 043 377**	**108,15%**
DTSI	-	230 820 110	258 043 377	108,15%
Investissements	**-**	**-**	**601 598**	**0,31%**
P0302-Relations extérieures	**-**	**-**	**-**	**0,00%**
SCRRE	-	-	-	0,00%
P0307-Moyens généraux et gestion patrimoniale	**-**	**-**	**601 598**	**0,45%**
DAPM	-	-	601 598	0,45%
Total général	**563 342 680**	**844 082 836**	**794 317 355**	**88,76%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**14 973 073 594**	**15 480 609 704**	**16 281 354 161**	**97,41%**
P0301-Coordination administrative, transferts de compétences	**103 306 788**	**115 003 100**	**156 642 365**	**89,63%**
Antenne de Koné	12 002 064	13 763 198	14 335 000	86,25%
DAPM	88 846 099	97 685 884	139 452 944	89,82%
SCAI	2 458 625	3 554 018	2 854 421	99,06%
P0302-Relations extérieures	**491 941 376**	**534 420 297**	**541 246 433**	**98,98%**
DAPM	8 486 247	8 519 880	29 886 030	95,83%
DBAF	351 200 000	318 200 000	312 600 000	100,00%
SCRRE	132 255 129	207 700 417	198 760 403	97,89%
P0303-Aménagement et prospective	**29 770 743**	**20 601 288**	**38 675 697**	**52,24%**
SAP	29 770 743	20 601 288	38 675 697	52,24%
P0304-Affaires juridiques	**50 895 314**	**65 781 613**	**118 451 095**	**99,12%**
DAJ	34 587 886	48 569 121	98 958 667	99,13%
DAPM	16 307 428	17 212 492	19 492 428	99,04%
P0305-Fonction publique	**32 624 415**	**28 448 029**	**31 633 638**	**83,74%**
DRH	32 624 415	28 448 029	31 633 638	83,74%
P0306-Gestion des ressources humaines de la Nouvelle-Calédonie	**14 089 381 641**	**14 152 538 149**	**14 765 228 956**	**97,87%**
DAPM	13 942 632	11 643 348	3 641 499	67,44%
DRH	14 075 439 009	14 140 894 801	14 761 587 457	97,88%
P0307-Moyens généraux et gestion patrimoniale	**175 153 317**	**170 944 597**	**221 047 273**	**90,95%**
DAPM	164 926 140	161 791 062	212 545 754	91,38%
DITTT	10 227 177	9 153 535	8 501 519	81,36%
P0308-Technologies et systèmes d'information	**-**	**392 872 631**	**408 428 704**	**94,71%**
DAPM	-	63 222 668	59 181 445	97,88%
DTSI	-	329 649 963	349 247 259	94,19%
Investissements	**808 428 158**	**729 520 953**	**1 038 305 712**	**63,21%**
P0301-Coordination administrative, transferts de compétences	**22 587 725**	**54 684**	**4 225 123**	**40,68%**
Antenne de Koné	22 525 817	54 684	2 473 797	28,77%
DAPM	61 908	-	1 751 326	98,00%
P0302-Relations extérieures	**18 400**	**39 600**	**927 990**	**1,25%**
SCRRE	18 400	39 600	927 990	1,25%
P0303-Aménagement et prospective	**4 323 743**	**630 000**	**4 999 912**	**100,00%**
SAP	4 323 743	630 000	4 999 912	100,00%
P0304-Affaires juridiques	**2 122 313**	**-**	**-**	**0,00%**
DAJ	2 122 313	-	-	0,00%
P0306-Gestion des ressources humaines de la Nouvelle-Calédonie	**-**	**-**	**-**	**0,00%**
DRH	-	-	-	0,00%
P0307-Moyens généraux et gestion patrimoniale	**779 375 977**	**452 289 539**	**532 767 012**	**64,05%**
DAPM	779 375 977	452 289 539	532 767 012	64,05%
P0308-Technologies et systèmes d'information	**-**	**276 507 130**	**495 385 675**	**69,09%**
DTSI	-	276 507 130	495 385 675	69,09%
Total général	**15 781 501 752**	**16 210 130 657**	**17 319 659 873**	**94,35%**

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Cynthia LIGEARD, Bernard DELADRIERE, Gilbert TYUIENON.

Les crédits de 2017 ont permis, outre d'honorer les charges fixes contractées par le gouvernement, deux types d'actions à destination du patrimoine du gouvernement : son maintien en état et son adaptation aux besoins des usagers. La réalisation des premières opérations de rénovation et de réaménagement du site Gaston BOURRET ont été réalisées, ce qui permet d'y positionner certaines directions du gouvernement pouvant engendrer des économies de loyers annuelles globales de près de 130 MF. En 2018, les premiers effets sont d'ores et déjà visibles avec les emménagements du SAP, du SCRRE et du Service de l'économie numérique fin 2017 en plus de ceux du pôle santé et de la direction de la DASS intervenus début d'année 2018.

*****

Sur le plan international et régional, après une année 2016 dynamique tant sur le plan multilatéral que sur le plan bilatéral, l'année 2017 a été une année riche, marquée par des avancées historiques dans son processus d'intégration régionale.

Elle est ainsi devenue membre associée de l'UNESCO, adhérant pour la première fois à une organisation mondiale des Nations Unies en plus d'avoir pris la présidence, pour deux années, de la Communauté du Pacifique, ainsi que d'avoir participé à la retraite des dirigeants du FIP, la plus importante instance politique décisionnelle de la Région.

Ce nouveau positionnement de notre pays dans la région permet de défendre au plus haut niveau notre idée d'une Océanie au sein de laquelle les pays les plus développés se mobilisent en faveur d'un développement endogène des plus vulnérables d'entre nous.

Dans cet esprit, nous avons poursuivi en 2017 notre action bilatérale en faveur de nos voisins. Notre engagement permettra ainsi au Vanuatu de créer dans les prochains mois sa propre Université nationale. Un accord définissant les axes prioritaires de notre coopération à d'ailleurs été signé le 3 mars 2017 avec ce pays, il prévoit notamment une fluidification de nos échanges commerciaux alors que les acteurs économiques calédoniens n'ont jamais été aussi présents au Vanuatu.

C'est également dans cet esprit que nous avons en 2017 engagé avec l'Union européenne un dialogue à haut-niveau visant à défendre la prise en compte de notre territoire et de ses atouts dans la refonte de la politique européenne en Océanie. C'est d'ailleurs à Nouméa, et à l'initiative du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, que le premier dialogue à haut niveau sur l'avenir de la relation entre le Pacifique et l'UE s'est tenu en juillet 2017.

Philippe GERMAIN

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Cynthia LIGEARD, Bernard DELADRIERE, Gilbert TYUIENON.

FORUM FRANCOPHONE DU PACIFIQUE

Chaque année, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie délègue au Centre de Rencontres et d'Echanges Internationaux du Pacifique (CREIPAC) l'organisation du Forum Francophone du Pacifique, qui joue le rôle d'un outil de développement régional de la francophonie.

La 10ème édition qui s'est tenue au mois de septembre, avec le Vanutu en tant qu'invité spécial, a été un véritable succès, rehaussé par la présence remarquée de M. Jean-Pierre Nirua, ministre de l'éducation, de la formation et de la francophonie, du délégué du bureau régional Asie-Pacifique et du correspondant national de l'OIF du Vanuatu .

Cet événement a permis la signature de 6 déclarations d'intentions avec les principales Alliances Françaises de la zone, et en perspective l'intensification des échanges, tant linguistiques que culturels avec ces acteurs.

RELATIONS EXTERIEURES

Depuis l'adhésion en novembre 2016, en tant que membre associé de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), la Nouvelle-Calédonie répond désormais aux différents appels à candidatures et postule sur de nouveaux fonds de financements tout en confirmant son rôle de moteur de la Francophonie dans la région.

Conséquence du 10ème Forum Francophone du Pacifique et des déclarations d'intentions signées avec les principales Alliances Françaises invitées, 4 espaces pédagogiques et culturels spécifiquement dédiés à la Nouvelle-Calédonie ont vu le jour le jour au cours l'année 2017 au sein des médiathèques des alliances partenaires.

CREIPAC

L'année 2017 a été une excellente année en terme de fréquentions du site historique. La hausse des stages de français langue étrangère (FLE) en forte augmentation permet à l'établissement de revenir progressivement à l'équilibre. Par ailleurs, le CREIPAC a densifié ses relations partenariales tant sur le plan local qu'à l'international.

DTSI

En 2017, la direction des technologies et des services de l'information (DTSI) s'est inscrite dans la continuité des efforts engagés au profit de la maitrise des dépenses en matière de systèmes d'information tout en garantissant une qualité de service en terme de gouvernance, de gestion de projets et de sécurité des données.

Des chantiers à fort enjeux ont été initialisés en 2017 et ont concouru au développement de l'administration électronique en Nouvelle-Calédonie au profit des usagers.

Bernard DELADRIERE

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Nicolas METZDORF, Gilbert TYUIENON, Cynthia LIGEARD, Bernard DELADRIERE

Pour le Schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie (SAD-NC) adopté par le congrès en 2016, les dépenses de fonctionnement en 2017 s'élèvent à 3,1 MF ventilée ainsi : 1,2 MF pour le fonctionnement courant du service (désormais situé sur le site Gaston Bourret) et 1,9 MF pour une prestation externe qui a permis de finaliser la méthodologie d'évaluation du schéma.

En parallèle, et afin notamment de suivre la mise en œuvre opérationnelle du SAD-NC, et plus largement de disposer d'un outil permettant de visualiser et mettre en relation l'ensemble des schémas sectoriels, une plateforme web (dénommée SIRIUS) a été développée (5 MF en investissement).

Concernant le Schéma global des transports et de la mobilité (SGTM), la dépense globale en 2017 s'élève à 14,5 MF et concerne l'actualisation du « compte transport » (9,5 MF) – première brique de l'observatoire des mobilités prévu pour 2018 – avec mise en place d'une méthodologie et d'un outil qui permettront ultérieurement une actualisation à moindre coût. Il s'agissait aussi d'actualiser le diagnostic sur le transport scolaire (5 MF). Le prolongement de ce travail prévu en 2018 permettra de proposer un plan pluriannuel d'actions pour améliorer le transport scolaire.

Gilbert TYUIENON

P0301
Coordination administrative, transferts de compétences

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	30 305 000	185 144 460
Réalisations 2017	39 192 072	160 867 488
Taux de réalisation 2017	129,33%	86,89%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 612 270 032 F.

Les recettes

Pour le gouvernement, Philippe GERMAIN, président du gouvernement

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit de recettes provenant des ventes d'ouvrages, des insertions au JONC et des prestations diverses pour d'autres collectivités facturées par le service de l'imprimerie. Les recettes ont été plus importantes que prévu, cette tendance reste à confirmer sur l'exercice 2018.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**30 305 000**	**39 192 072**	**129,33%**
P. GERMAIN	**30 305 000**	**39 192 072**	**129,33%**
DAPM	30 305 000	39 192 072	129,33%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	30 305 000	39 192 072	129,33%
Total général	**30 305 000**	**39 192 072**	**129,33%**

Les dépenses

Pour le gouvernement, P.GERMAIN, président du gouvernement

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit des dépenses concernant les lignes gérées par le service administratif et financier, le service achat et marchés et le service des moyens de la DAPM. Elles regroupent en fonctionnement :

- - les loyers de matériels,
- - l'entretien courant de bâtiments (gardiennage, nettoyage, contrats de maintenance),
- - les dépenses d'entretien courant des véhicules de la Nouvelle-Calédonie et des institutions,
- - l'ensemble des dépenses de consommations de fluides des bâtiments de la DAPM et de l'immeuble Iékawé,
- - les dépenses d'activités de la DAPM (déplacements, carburants, téléphones, fournitures administratives, etc.).

En investissement, cela concerne les frais d'insertion (avis d'appel d'offre, avis d'attribution, etc.).

- Antenne de Koné

Les dépenses de fonctionnement de l'antenne de Koné restent stables du fait de la rationalisation des moyens (inventaires réguliers, suppression des stocks de fourniture de bureau) et de la sensibilisation des agents sur les économies d'énergie (suppression des fax, limitation des déplacements, développement des échanges par visioconférence). L'écart entre le prévisionnel et le réalisé correspond au contrat de maintenance de la climatisation des locaux qui a finalement été pris en charge par la DAPM.

- Service de la coordination administrative et des institutions (SCAI)

Le SCAI est un service autonome rattaché au secrétariat général du gouvernement et composé de 16 agents répartis en 4 bureaux. Il assure le lien entre les directions de la Nouvelle-Calédonie et le secrétariat général ainsi que le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Il a notamment en charge la coordination de l'administration, la gestion du courrier de la Nouvelle-Calédonie (BP M2, courrier signature), l'organisation des réunions hebdomadaires du gouvernement, les relations avec les institutions (congrès, conseil économique, social et environnemental, sénat coutumier, Conseil d'Etat…) et le suivi des conseils d'administration des établissements publics de la Nouvelle-Calédonie ainsi que de la représentation de la Nouvelle-Calédonie au sein des organismes extérieurs.

Dans le cadre de ses missions, l'activité du SCAI en 2017 s'est notamment concentrée sur :

- 1° le renouvellement du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;
- 2° le pilotage, en lien avec la DTSI, des projets de modernisation du processus de gestion des actes (GAÏAC) et modernisation du processus de gestion du courrier (CICA) ;
- 3° sa démarche qualité et la poursuite des travaux afférents.

Pour son fonctionnement et l'accomplissement de ses missions, le SCAI disposait au BP 2017 de 3 461 340 F de crédits, dont 2 881 461 F de crédits mis à disposition dans SURFI (soit 82% du BP).

Sur le montant de 2 881 461 F, 168 000 F ont été consacrés à des prestations pour l'amélioration des tableaux de bord de suivi de l'activité du gouvernement, de suivi du courrier ainsi que pour l'amélioration de la base de données relative à la représentation de la Nouvelle-Calédonie.

Après une étude d'opportunité et de faisabilité menée en 2016, le comité de pilotage des systèmes d'information a validé le projet de modernisation du processus de gestion des actes (GAÏAC) visant notamment à remplacer Actes Manager, l'outil de gestion des actes utilisé par les agents de la Nouvelle-Calédonie depuis 2008, devenu obsolète.
Les crédits consommés en 2017 pour GAÏAC (gestion des actes informatisés de l'administration calédonienne) étaient inscrits au budget de la DTSI.
Une seconde étude d'opportunité et de faisabilité menée en 2016 a conduit le comité de pilotage des systèmes d'information à valider également le projet de modernisation du processus de gestion du courrier (CICA).
Les travaux réalisés en 2017 pour CICA (circuit informatisé du courrier administratif) par le SCAI et la DTSI n'ont pas engendré de frais directs.

Ainsi, les 2 713 461 F restant du budget du SCAI ont été consacrés à ses divers frais de fonctionnement, dont environ 2 MF pour les frais de location des photocopieurs et de maintenance.

Au BS 2017, aucun ajustement n'a été demandé par le SCAI.

Au 31 décembre 2017, le SCAI enregistre un taux de réalisation de près de 93%. Le delta de 7% s'explique par la réception de deux factures après la date de la clôture budgétaire (une facture de 168 000 F pour des prestations de service et un engagement juridique de 26 545 F pour l'abonnement OPT).

Pour le secteur de la simplification administrative et de la modernisation de l'administration (Bernard DELADRIERE)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En 2017, la démarche qualité a été recentrée autour d'une mission spécifique, créée au niveau du secrétariat général. Cette gouvernance a créé une dynamique nouvelle autour des douze directions et services de la Nouvelle-Calédonie qui se sont formellement engagés dans une démarche qualité : le SCAI, la DBAF, la DITTT, la DFPC, la DGRAC, la DIMENC, la DAVAR (accréditation), la Météo, la DAC, la DAE, le SAP et la DAPM.

Le budget 2017 a été exécuté à hauteur de 96 %, montrant par là le haut niveau d'implication du gouvernement et des différents services et directions concernés.
C'est en effet huit directions et services qui ont été particulièrement accompagnés en 2017 (prestations de formation et d'accompagnement) dans le cadre de la démarche qualité du gouvernement : la DITTT, le SCAI, la DFPC, la DAPM, la DGRAC, la DIMENC, la DBAF et la DAE.
Il est à noter que, grâce à ce soutien et à l'investissement des agents et des directeurs, deux directions (la DGRAC et la DFPC) vont entrer en lice pour une certification ISO 9001 en 2018.
Enfin, il faut souligner que la direction de la Météo a obtenu, après un audit de l'AFNOR (association française de normalisation), le renouvellement de sa certification ISO 9001.

L'année 2017 a également vu la création du « Club Qualité » du gouvernement. Cette instance informelle regroupe les référents des douze directions et services engagés dans la démarche qualité. Elle se réunit mensuellement sous l'égide du secrétariat général.
Ce groupe permet à tous les référents qualité d'échanger sur les pratiques et/ou difficultés qu'ils rencontrent. Il s'agit d'un espace d'échanges et de mutualisation.
Dans le cadre du Club Qualité, un projet informatique a également été initié afin d'homogénéiser les pratiques autour d'un logiciel commun (ou d'une suite logicielle). Ce projet se poursuivra sur 2018, avec l'aide de la DTSI.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0301-01-Gestion et simplification des flux administratifs	**2 881 461**	**2 854 421**	**99,06%**
P. GERMAIN			
SCAI	2 881 461	2 854 421	99,06%
A0301-02-Elaborer, maintenir et évaluer le système qualité	**8 379 653**	**8 083 752**	**96,47%**
B. DELADRIERE			
DAPM	8 379 653	8 083 752	96,47%
A0301-03-Antenne de Koné	**25 218 531**	**16 808 797**	**66,65%**
P. GERMAIN			
Antenne de Koné	25 218 531	16 808 797	66,65%
A0301-06-Soutien et pilotage	**148 664 815**	**133 120 518**	**89,54%**
P. GERMAIN			
DAPM	148 664 815	133 120 518	89,54%
Total général	**185 144 460**	**160 867 488**	**86,89%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**174 758 528**	**156 642 365**	**89,63%**
Antenne de Koné	**16 619 607**	**14 335 000**	**86,25%**
Autres charges de fonctionnement	1 846 134	1 624 059	87,97%
Charges fixes de fonctionnement	14 773 473	12 710 941	86,04%
DAPM	**155 257 460**	**139 452 944**	**89,82%**
Autres charges de fonctionnement	30 863 184	24 635 450	79,82%
Charges fixes de fonctionnement	124 124 276	114 575 274	92,31%
Subventions, participations et autres charges d'activité	270 000	242 220	89,71%
SCAI	**2 881 461**	**2 854 421**	**99,06%**
Autres charges de fonctionnement	1 756 509	1 756 014	99,97%
Charges fixes de fonctionnement	1 124 952	1 098 407	97,64%
Investissements	**10 385 932**	**4 225 123**	**40,68%**
Antenne de Koné	**8 598 924**	**2 473 797**	**28,77%**
AP P0301-2004/1 - ANTENNE DES SERVICES DU GNC A KONE (54/04)	8 598 924	2 473 797	28,77%
DAPM	**1 787 008**	**1 751 326**	**98,00%**
HAP immobilisations incorporelles	1 787 008	1 751 326	98,00%
Total général	**185 144 460**	**160 867 488**	**86,89%**

Opérations pluriannuelles

Pour le gouvernement, Philippe GERMAIN, président du gouvernement

- Antenne des services du gouvernement à Koné

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**560 500 000**	**533 025 105**	**27 474 895**	**95%**	**100 000**	**8 598 924**	**2 473 797**	**29%**
P0301-2004/1 ANTENNE DES SERVICES DU GNC A KONE (54/04)	560 500 000	533 025 105	27 474 895	95%	100 000	8 598 924	2 473 797	29%
Total général	**560 500 000**	**533 025 105**	**27 474 895**	**95%**	**100 000**	**8 598 924**	**2 473 797**	**29%**

L'autorisation de programme ouverte en 2004 pour la construction d'une antenne des services du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie à Koné arrive à son terme. En effet, les travaux des tranches 1 et 2 ont été réceptionnés en 2014. Suite à des rejets du payeur, plusieurs factures n'ont pas pu être payées. C'est pourquoi l'opération n'est toujours pas clôturée. En 2018, un protocole transactionnel a été signé avec les entreprises concernées et la Nouvelle-Calédonie afin de solder les reliquats. L'opération sera donc clôturée sur l'exercice 2018.

Pour le secteur de la modernisation de l'administration (Bernard DELADRIERE)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**50 000 000**	**23 165 861**	**26 834 139**	**46%**	**6 697 523**	**8 379 653**	**8 083 752**	**96%**
P0301-2014/1 MISE EN PLACE DE LA DEMARCHE QUALITE	50 000 000	23 165 861	26 834 139	46%	6 697 523	8 379 653	8 083 752	96%
Total général	**50 000 000**	**23 165 861**	**26 834 139**	**46%**	**6 697 523**	**8 379 653**	**8 083 752**	**96%**

Cette AE a été créée en 2014 et permet de fournir un accompagnement aux directions et services de la Nouvelle-Calédonie engagés dans la démarche qualité. Le bilan de cette opération sur l'exerice 2017 est décrit plus haut dans le rapport.

P0302
Relations extérieures

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	58 472 554	621 261 705
Réalisations 2017	2 909 933	542 174 423
Taux de réalisation 2017	4,98%	87,27%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 60 544 735 F.

Les recettes

Pour le secteur du commerce extérieur et des relations extérieures (Philippe GERMAIN)

- Service de la coopération régionale et des relations extérieures (SCRRE)

Deux titres de recette ont été émis pour un montant total de 2 909 933 F :

- un reliquat de 387 F provenant de l'enveloppe de délégué de la NC en Nouvelle-Zélande (3,5 MF de 2016) ;
- un reliquat de 2 909 546 F provenant de l'enveloppe globale de 20 MF confiée par le gouvernement de la NC à l'ADECAL pour la mise en œuvre d'un accompagnement des entreprises à l'export avec le soutien des équipes de Business France.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**2 909 933**	
B. DELADRIERE	**-**	**2 909 933**	
SCRRE	-	2 909 933	
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	-	2 909 933	
Investissements	**58 472 554**	**-**	**0,00%**
B. DELADRIERE	**58 472 554**	**-**	**0,00%**
SCRRE	58 472 554	-	0,00%
(45x) travaux pour tiers	58 472 554	-	0,00%
Total général	**58 472 554**	**2 909 933**	**4,98%**

Les dépenses

Pour le secteur des relations extérieures (Philippe GERMAIN)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

7 386 030 F ont concerné la location immobilière et les charges locatives pour le SCREE et 9 MF pour soutenir le CREIPAC à l'organisation du forum Francophone.

- Service de la coopération régionale et des relations extérieures (SCRRE)

1. En matière de coopération bilatérale :

En 2017, la Nouvelle-Calédonie a poursuivi le développement de ses relations bilatérales, notamment avec le Vanuatu. Le président du gouvernement a ainsi signé le 3 mars 2017 un cadre conjoint de coopération avec le Premier ministre du Vanuatu, définissant la feuille de route devant guider les relations entre nos deux pays.

Sur le plan thématique, ce sont les secteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche et le développement économique qui ont été particulièrement bénéficiaires de la coopération calédonienne en Océanie.

Deux projets sont emblématiques de cette relation de coopération intense avec le Vanuatu :

- la construction de l'Université nationale du Vanuatu, accompagnée de la mise sur pieds d'une offre de formation variée, répondant aux besoins de développement du Vanuatu ;

- la construction d'une nouvelle caserne de pompiers à l'aéroport international de Port Vila.

Enfin, en 2017, le statut des futurs délégués pour la Nouvelle-Calédonie a été adopté par le Congrès de la Nouvelle-Calédonie, ouvrant la voie au recrutement de ces représentants de la Nouvelle-Calédonie dans la région.

2. En matière de coopération multilatérale :

La Nouvelle-Calédonie a participé en 2017 aux cotés des pays et territoires du Pacifique au sommet du Forum des Iles du Pacifique, avec le statut de membre à part entière obtenu en 2016. Ce sommet était focalisé sur le thème du *« Pacifique marin »*, thème d'intérêt majeur pour la Nouvelle-Calédonie, qui a récemment adopté le plan de gestion de son Parc naturel de la mer de corail.

La Nouvelle-Calédonie est devenue en 2017 membre associé de l'UNESCO, se donnant accès, sans droit de vote, aux discussions et aux programmes de cette organisation mondiale des Nations Unies.

Elle a participé à l'Assemblée Générale de l'ICRI (Initiative internationale des récifs coralliens) pour préparer sa prochaine adhésion.

2017 a également permis à la Nouvelle-Calédonie de présider, pour deux ans, la 10ème Conférence de la CPS, le débat thématique portant sur les Partenariats innovants pour le développement. Elle a organisé à la suite de cette conférence un dialogue politique à haut-niveau sur le futur partenariat post-Cotonou entre les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et l'Union européenne en présence de M. Pascal LAMY, facilitateur à haut-niveau.

Tout au long de l'année 2017, le gouvernement de la NC s'est en outre fortement impliqué dans les travaux de modernisation des organisations régionales (nouvelle gouvernance et plan stratégique pour le PROE [Programme Régional Océanien pour l'Environnement] et définition d'un positionnement au sein de la FFA [Agence des pêches du forum]…).

Sa participation à la première conférence internationale des océans marque son engagement dans le projet d'élaboration d'une politique internationale de gestion des Océans.

3. En matière de Commerce extérieur et de coopération économique :

En 2017, le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre du plan « OSE », le plan d'orientation pour le soutien à l'export.

Le gouvernement s'est notamment mobilisé sur l'élaboration d'une politique publique du soutien à l'export, se traduisant par la finalisation du projet de loi du pays établissant un crédit d'impôt pour les dépenses des entreprises liées à leurs activités d'export. Le gouvernement a également créé le Conseil du Soutien à l'Export (CSENC), instance paritaires chargée de

l'accompagner dans la mise en œuvre de sa politique de soutien à l'export et des investissements internationaux.

Sur le plan intergouvernemental, la Nouvelle-Calédonie a poursuivi son dialogue politique avec les pays de la région, s'engageant dans des processus visant à la conclusion avec le Vanuatu, Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, d'accords de commerce bilatéraux assis sur le principe d'un soutien au développement de nos partenaires les plus vulnérables.

Enfin, en matière de tourisme, le gouvernement a engagé, en concertation avec les provinces, les travaux préparatoires à l'élaboration d'une agence du développement touristique dont la mission sera de porter, à l'échelle de l'ensemble du territoire, la promotion internationale de la destination Nouvelle-Calédonie et de soutenir et coordonner les investissements étrangers dans le secteur.

4. S'agissant des relations avec l'Union européenne :

L'année 2017 a été marquée par des avancées significatives dans la programmation et la mise en œuvre du 11e Fond Européen de Développement. La convention de financement entre l'UE et la NC pour la mise en œuvre de la Stratégie Emploi Insertion Professionnelle 2014-2020, a été signée par les deux parties en février et le premier versement (appui budgétaire) a eu lieu fin 2017 pour un montant de 687,35 millions de francs CFP.

En tant qu'ordonnateur régional du 11e FED pour les 4 PTOM du Pacifique, la Nouvelle-Calédonie a piloté la programmation de l'enveloppe de 4.2 milliards de francs CFP dans le secteur de la gestion de l'environnement avec les parties prenantes des territoires et en association avec les organisations pré-identifiées pour sa mise en œuvre. Le lancement du dit programme est prévu pour le 1er trimestre 2019. La Nouvelle-Calédonie a également participé activement aux travaux de capitalisation du programme régional INTEGRE du 10ème FED.

L'année 2017 a également été marquée par la forte implication de la Nouvelle-Calédonie pour défendre le renforcement du rôle et de la place des PTOM dans le futur partenariat UE-ACP et pour progresser dans les réflexions sur le futur de l'assistance financière européenne en faveur des PTOM au-delà de 2020, à partir d'un bilan sur les modalités actuelles.

Enfin, le gouvernement poursuit ses efforts en faveur d'une meilleure connaissance par les calédoniens de l'Union européenne, notamment au travers du financement de la quinzaine du cinéma européen qui a une nouvelle fois, en novembre 2017, rencontré un très grand succès.

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Le gouvernement a soutenu le CREIPAC (27,8 MF) et la Maison de la Nouvelle-Calédonie (MNC) (274,8 MF) pour le fonctionnement des services.

Pour le secteur de la francophonie et du suivi des transferts de compétences (Bernard DELADRIERE)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

13,5 MF ont été versés au titre de la participation de la Nouvelle-Calédonie à la 1ère édition du festival « les FrancoFolies ».

- Service de la coopération régionale et des relations extérieures (SCRRE)

En 2017, la Nouvelle-Calédonie a poursuivi son action en faveur de la francophonie en Océanie, endossant ainsi avec engagement son statut de membre associé de l'OIF. Elle a accueilli le 10ème Forum francophone du Pacifique et a mis en place, au travers du CREIPAC et

de l'IFAP, un programme de formation francophone des diplomates et hauts fonctionnaires du gouvernement du Vanuatu.

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

La Nouvelle-calédonie a participé au financement de la Maison de la nouvelle-Calédonie à Paris à hauteur de 274 MF en 2017. La participation est en reduction de 1,7% par rapport à 2016.

Le CREIPAC, quant à lui, a perçu une subvention pour son fonctionnement de 37,8 MF, en baisse également de 10% par rappor à 2016.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0302-01-Participer à l'élaboration de la politique extérieure et à sa mise en oeuvre	**621 261 705**	**542 174 423**	**87,27%**
B. DELADRIERE	**57 467 661**	**57 467 661**	**100,00%**
DAPM	13 500 000	13 500 000	100,00%
DBAF	37 800 000	37 800 000	100,00%
SCRRE	6 167 661	6 167 661	100,00%
P. GERMAIN	**563 794 044**	**484 706 762**	**85,97%**
DAPM	17 686 325	16 386 030	92,65%
DBAF	274 800 000	274 800 000	100,00%
SCRRE	271 307 719	193 520 732	71,33%
Total général	**621 261 705**	**542 174 423**	**87,27%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**546 839 151**	**541 246 433**	**98,98%**
DAPM	**31 186 325**	**29 886 030**	**95,83%**
Autres charges de fonctionnement	6 956 325	6 956 030	100,00%
Charges fixes de fonctionnement	430 000	430 000	100,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	23 800 000	22 500 000	94,54%
DBAF	**312 600 000**	**312 600 000**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	312 600 000	312 600 000	100,00%
SCRRE	**203 052 826**	**198 760 403**	**97,89%**
Autres charges de fonctionnement	35 817 445	34 165 953	95,39%
Charges fixes de fonctionnement	16 482 569	16 234 957	98,50%
Contributions obligatoires	17 057 159	17 057 159	100,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	133 695 653	131 302 334	98,21%
Investissements	**74 422 554**	**927 990**	**1,25%**
SCRRE	**74 422 554**	**927 990**	**1,25%**
HAP immobilisations corporelles	50 000	27 990	55,98%
HAP immobilisations incorporelles	900 000	900 000	100,00%
HAP subventions d'équipement versées	15 000 000	-	0,00%
Opération pour tiers UNIVERSITE VANUATU - FICOL	58 472 554	-	0,00%
Total général	**621 261 705**	**542 174 423**	**87,27%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur des relations extérieures (Philippe GERMAIN)

- Service de la coopération régionale et des relations extérieures (SCRRE)

En recette

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
N° AP	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**83 532 220**	**-**	**83 532 220**	**0%**	**58 472 554**	**58 472 554**	**-**	**0%**
P0302-2017/4								
VANUATU - PROJET FICOL - SUBVENTION AFD	83 532 220	-	83 532 220	0%	58 472 554	58 472 554	-	0%
Total général	**83 532 220**	**-**	**83 532 220**	**0%**	**58 472 554**	**58 472 554**	**-**	**0%**

Il s'agit du cofinancement octroyé par l'AFD à la Nouvelle-Calédonie au titre du projet FICOL pour la construction de la première Université nationale du Vanuatu. Dans l'attente de la finalisation des documents, aucun versement n'a été perçu.

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**360 000 000**	**318 944 480**	**41 055 520**	**89%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P0302-2011/1								
COOPERATION REGIONALE	354 000 000	318 944 480	35 055 520	90%	-	-	-	-
P0302-2017/2								
COFINANCEMENT DU 11EME FED REGIONAL	6 000 000	-	6 000 000	0%	-	-	-	-
Investissement	**94 832 220**	**-**	**94 832 220**	**0%**	**58 472 554**	**58 472 554**	**-**	**0%**
P0302-2017/1								
VANUATU - PROJET FICOL	83 532 220	-	83 532 220	0%	58 472 554	58 472 554	-	0%
P0302-2017/3								
FICOL - RELAIS DE LA FRANCOPHONIE AU VANUATU	11 300 000	-	11 300 000	0%	-	-	-	-
Total général	**454 832 220**	**318 944 480**	**135 887 740**	**70%**	**58 472 554**	**58 472 554**	**-**	**0%**

P0302-2011/1 – Coopération régionale : aucune dépense n'a été faite sur cette AE, les crédits pour la coopération régionale étant réalisés hors AE.

P0302-2017/2 – Cofinancement du 11ème FED : assurant la vice-présidence du comité exécutif de l'OCTA, la Nouvelle-Calédonie a contribué au renforcement des capacités et des activités de l'association grâce à des fonds dédiés du FED (dont le démarrage est prévu en 2018), et veillé, dans le cadre des comités de pilotage où elle siège, à la bonne mise en œuvre des programmes thématiques sur l'innovation et la biodiversité.

P0302-2017/1 – Vanuatu – projet FICOL et P0302-2017/3 – FICOL – relais de la francophonie au Vanuatu :les conventions de financement et de rétrocession des fonds ont été signées. Toutefois, dans l'attente de la finalisation administrative de certains documents nécessaires à la réception des fonds de l'AFD, aucune réalisation n'a été faite en 2017.

P0303
Aménagement et prospective

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	79 029 086
Réalisations 2017	-	43 675 609
Taux de réalisation 2017	0,00%	55,27%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 57 647 585 F.

Les dépenses

Pour le secteur en charge de l'élaboration du schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie « NC2025 » et le schéma global des transports et de la mobilité « SGTM » (Gilbert TYUIENON)

- Service de l'aménagement et de la planification (SAP)

Schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie (SAD-NC) :

Les dépenses de fonctionnement en 2017 au titre du SAD-NC s'élèvent à 3,1 MF, ventilées ainsi : 1,2 MF pour le fonctionnement courant du service (désormais situé sur le site Gaston Bourret) et 1,9 MF pour une prestation externe qui a permis de finaliser la méthodologie d'évaluation du SAD-NC.

En parallèle, et afin notamment de suivre la mise en œuvre opérationnelle du SAD-NC, et plus largement de disposer d'un outil permettant de visualiser et mettre en relation l'ensemble des schémas sectoriels, une plateforme web (dénommée SIRIUS) a été développée (5 MF en investissement).

Schéma global des transports et de la mobilité (SGTM) :

La dépense globale en 2017 est de 14,5 MF ainsi ventilée :

- actualisation du « compte transport » (9,5 MF) avec mise en place d'une méthodologie et d'un outil qui permettront ultérieurement une actualisation à moindre coût. Ce compte transport est la première brique de l'observatoire des mobilités prévu pour 2018 ;
- actualisation du diagnostic sur le transport scolaire (5 MF). Le prolongement de ce travail prévu en 2018 permettra de proposer un plan pluriannuel d'actions pour améliorer le transport scolaire.

Pour le secteur de la recherche et de l'innovation (Philippe GERMAIN)

- Service de l'aménagement et de la planification (SAP)

Stratégie Territoriale de l'Innovation :

La dépense 2017, soit 13 MF, correspond au financement du projet pilote « recettes bénéfiques », porté par CAP AGRO. Ce projet innovant, d'un coût global de 39 MF sur 3 ans (2016-2018), est cofinancé par l'OCTA (Union Européenne) à hauteur de 20 MF.

Pour le secteur de l'écologie, du développement durable (Didier POIDYALIWANE)

- Service de l'aménagement et de la planification (SAP)

Plan d'adaptation au changement climatique (PACC) :

La dépense 2017, soit 1,4 MF, correspond à la finalisation de l'expertise initiée en 2016 permettant d'élaborer la proposition de ce que pourrait être la politique d'adaptation au changement climatique de la Nouvelle-Calédonie. Celle-ci a été présentée à la collégialité du gouvernement en mai 2016.

Pour le secteur de la solidarité et du handicap (Christopher GYGES)

- Service de l'aménagement et de la planification (SAP)

Schéma Directeur du Handicap et de la Dépendance (SDHD) :

La dépense 2017, soit 3,5 MF, correspond à la finalisation de l'expertise initiée en 2016 permettant d'élaborer le schéma directeur du handicap et de la dépendance. Celui-ci a été présenté au 4ème comité de pilotage du 05/09/17 qui en a validé les grandes lignes. Le processus de consultation a par la suite permis d'obtenir l'avis formalisé des partenaires fin 2017. Le plan d'action sera finalisé en 2018.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0303-01-Proposer et conduire la politique d'aménagement du terrritoire	**32 397 200**	**22 561 746**	**69,64%**
G. TYUIENON	**32 397 200**	**22 561 746**	**69,64%**
SAP	32 397 200	22 561 746	69,64%
A0303-03-STRATEGIE TERRITORIALE DE L'INNOVATION	**30 200 000**	**16 200 000**	**53,64%**
P. GERMAIN	**30 200 000**	**16 200 000**	**53,64%**
SAP	30 200 000	16 200 000	53,64%
A0303-04-PACC - Plan adaptation changements climatiques	**11 431 886**	**1 437 313**	**12,57%**
D. POIDYALIWANE	**11 431 886**	**1 437 313**	**12,57%**
SAP	11 431 886	1 437 313	12,57%
A0303-06-Schéma directeur handicap et dépendance	**5 000 000**	**3 476 550**	**69,53%**
C. GYGES	**5 000 000**	**3 476 550**	**69,53%**
SAP	5 000 000	3 476 550	69,53%
Total général	**79 029 086**	**43 675 609**	**55,27%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**74 029 086**	**38 675 697**	**52,24%**
SAP	**74 029 086**	**38 675 697**	**52,24%**
Autres charges de fonctionnement	57 455 235	22 841 982	39,76%
Charges fixes de fonctionnement	1 373 851	633 715	46,13%
Subventions, participations et autres charges d'activité	15 200 000	15 200 000	100,00%
Investissements	**5 000 000**	**4 999 912**	**100,00%**
SAP	**5 000 000**	**4 999 912**	**100,00%**
HAP immobilisations corporelles	5 000 000	4 999 912	100,00%
Total général	**79 029 086**	**43 675 609**	**55,27%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur du schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie - NC 2025 (Gilbert TYUIENON)

- Service de l'aménagement et de la planification (SAP)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**230 000 000**	**166 774 179**	**63 225 821**	**73%**	**17 500 000**	**17 500 000**	**14 436 930**	**82%**
P0303-2012/2								
SCHEMA MOBILITE DES BIENS ET DES PERSONNES	220 000 000	157 323 699	62 676 301	72%	10 000 000	7 993 590	4 986 450	62%
P0303-2016/1								
ETUDE COMPTE TRANSPORT	10 000 000	9 450 480	549 520	95%	7 500 000	9 506 410	9 450 480	99%
Total général	**230 000 000**	**166 774 179**	**63 225 821**	**73%**	**17 500 000**	**17 500 000**	**14 436 930**	**82%**

P0303-2012/2 – Schéma mobilité des biens et des personnes : actualisation du diagnostic sur le transport scolaire (5 MF). Le prolongement de ce travail prévu en 2018 permettra de proposer un plan pluriannuel d'actions pour améliorer le transport scolaire.

P0303-2016/1 – Etude compte transport : actualisation du « compte transport » (9,5 MF) avec la mise en place d'une méthodologie et d'un outil qui permettront ultérieurement une actualisation à moindre coût. Ce compte transport est la première brique de l'observatoire des mobilités prévu pour 2018.

P0304
Affaires juridiques

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	123 505 963
Réalisations 2017	328 998	118 451 095
Taux de réalisation 2017		95,91%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 167 292 457 F.

Les recettes

Pour le secteur des questions juridiques (Bernard DELADRIERE)

- Direction des affaires juridiques (DAJ)

En 2017, les recettes de la DAJ représentent 328 998 F. Ces recettes représentent les frais irrépétibles auxquels les parties adverses perdantes ont été condamnées dans les affaires les opposant à la Nouvelle-Calédonie. Il convient de noter que la DAJ veille désormais à ce que ces sommes soient effectivement recouvrées.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**328 998**	
B. DELADRIERE	**-**	**328 998**	
DAJ	-	328 998	
(77) produits exceptionnels	-	328 998	
Total général	**-**	**328 998**	

Les dépenses

Pour le secteur des questions juridiques (Bernard DELADRIERE)

- Direction des affaires juridiques (DAJ)

A titre liminaire, il convient de noter que les chiffres transmis ne traduisent pas la réalité des taux de réalisation des dépenses effectuées par la DAJ pour l'année 2017.

En effet, le taux de réalisation de celle-ci est en réalité de 95,31%.

De manière plus précise, le taux de réalisation des dépenses concernant le soutien aux actions juridiques (action A0304-09) est de 96,37 % et de 99,49 % s'agissant du taux de réalisation des dépenses relatives au contentieux administratif général (action A0304-06).

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit de location immobilière pour la DAJ.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0304-05-Accessibilité du droit applicable	**4 000 000**	**-**	**0,00%**
B. DELADRIERE	**4 000 000**	**-**	**0,00%**
DAJ	4 000 000	-	0,00%
A0304-06-Contentieux administratif général	**88 275 010**	**87 828 351**	**99,49%**
B. DELADRIERE	**88 275 010**	**87 828 351**	**99,49%**
DAJ	88 275 010	87 828 351	99,49%
A0304-09-Soutien aux actions juridiques	**31 230 953**	**30 622 744**	**98,05%**
B. DELADRIERE	**31 230 953**	**30 622 744**	**98,05%**
DAJ	11 549 457	11 130 316	96,37%
DAPM	19 681 496	19 492 428	99,04%
Total général	**123 505 963**	**118 451 095**	**95,91%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**119 505 963**	**118 451 095**	**99,12%**
DAJ	**99 824 467**	**98 958 667**	**99,13%**
Autres charges de fonctionnement	31 429 914	31 067 987	98,85%
Charges exceptionnelles	62 824 072	62 377 413	99,29%
Charges fixes de fonctionnement	3 770 481	3 713 267	98,48%
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 800 000	1 800 000	100,00%
DAPM	**19 681 496**	**19 492 428**	**99,04%**
Autres charges de fonctionnement	18 331 496	18 148 428	99,00%
Charges fixes de fonctionnement	1 350 000	1 344 000	99,56%
Investissements	**4 000 000**	**-**	**0,00%**
DAJ	**4 000 000**	**-**	**0,00%**
AP P0304-2010/1 - ETAT ET DIFFUSION DU DROIT - JURIDOC	4 000 000	-	0,00%
Total général	**123 505 963**	**118 451 095**	**95,91%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur des questions juridiques (Bernard DELADRIERE)

- Direction des affaires juridiques (DAJ)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**30 000 000**	**2 122 313**	**27 877 687**	**7%**	**4 000 000**	**4 000 000**	**-**	**0%**
P0304-2010/1 ETAT ET DIFFUSION DU DROIT - JURIDOC	30 000 000	2 122 313	27 877 687	7%	4 000 000	4 000 000	-	0%
Total général	**30 000 000**	**2 122 313**	**27 877 687**	**7%**	**4 000 000**	**4 000 000**	**-**	**0%**

L'activité de la DAJ durant cette année de transition organisationnelle n'a pas permis pour cette année 2017 de poursuivre la mise en œuvre du projet e-jonc auquel ces crédits étaient destinés.

P0305
Fonction publique

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	19 365 000	37 776 943
Réalisations 2017	21 027 878	31 633 638
Taux de réalisation 2017	108,59%	83,74%

Pour information, la masse salariale est affectée à ce programme s'élève à 368 154 373 F.

Les recettes

Pour le gouvernement, Philippe GERMAIN, président du gouvernement

- Direction des ressources humaines (DRH)

Les 21 MF de recettes perçues correspondent au recouvrement des prestations de service de la DRHFPNC assurées pour le compte des communes en matière de gestion de carrière de leurs fonctionnaires (13,9 MF), le produit de la vente des vignettes de concours (2,5 MF) et la participation de l'Etat et des trois provinces dans le cadre du contrat de développement État / Inter collectivités 2017 - 2021 - opération V-4 "Formation des agents des communes rurales" (4,6 MF).

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**19 365 000**	**21 027 878**	**108,59%**
P. GERMAIN	**19 365 000**	**21 027 878**	**108,59%**
DRH	**19 365 000**	**21 027 878**	**108,59%**
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	10 000 000	13 888 628	138,89%
(73) impôts et taxes	3 000 000	2 510 500	83,68%
(74) dotations, subventions et participations	6 365 000	4 628 750	72,72%
Total général	**19 365 000**	**21 027 878**	**108,59%**

Les dépenses

Pour le gouvernement, Philippe GERMAIN, président du gouvernement

- Direction des ressources humaines (DRH)

Les dépenses concernent essentiellement l'organisation logistique des prestations de la DRHFPNC en matière de fonction publique :

- 28 MF pour l'organisation de 76 concours pour 497 postes ouverts, de 23 sélections professionnelles ouvertes pour un global de 579 postes,
- 2 MF pour les frais de déplacement (indemnités, billets d'avion et location de voiture) des représentants du personnel convoqués aux instances paritaires (commissions administratives paritaires et commissions d'aptitude).

Pour le secteur de la fonction publique (Cynthia LIGEARD)

- Direction des ressources humaines (DRH)

Les dépenses réalisées correspondent à la location des salles pour des réunions pour lesquelles le nombre d'invités était supérieur à la capacité des salles disponibles de la collectivité.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0305-01-Rénover la fonction publique	**322 865**	**322 865**	**100,00%**
C. LIGEARD	**322 865**	**322 865**	**100,00%**
DRH	322 865	322 865	100,00%
A0305-03-Gestion des conventions de service et de prestations	**37 454 078**	**31 310 773**	**83,60%**
P. GERMAIN	**37 454 078**	**31 310 773**	**83,60%**
DRH	37 454 078	31 310 773	83,60%
Total général	**37 776 943**	**31 633 638**	**83,74%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**37 776 943**	**31 633 638**	**83,74%**
DRH	**37 776 943**	**31 633 638**	**83,74%**
Autres charges de fonctionnement	32 076 943	31 633 638	98,62%
Formation professionnelle	5 700 000	-	0,00%
Total général	**37 776 943**	**31 633 638**	**83,74%**

Opérations pluriannuelles

Pour le gouvernement, Philippe GERMAIN, président du gouvernement

- Direction des ressources humaines et de la fonction publique de Nouvelle-Calédonie (DRHFPNC)

En recette

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
N° AP	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**47 500 000**	**4 628 750**	**42 871 250**	**10%**	**6 365 000**	**6 365 000**	**4 628 750**	**73%**
P0305-2017/3 PARTICIPATION CD17-21 - FORMATION AGENTS COMMUNAUX	47 500 000	4 628 750	42 871 250	10%	6 365 000	6 365 000	4 628 750	73%
Total général	**47 500 000**	**4 628 750**	**42 871 250**	**10%**	**6 365 000**	**6 365 000**	**4 628 750**	**73%**

Le montant réalisé correspond aux participations de l'Etat et des trois provinces dans le cadre du contrat de développement Etat/Inter collectivités 2017-2021 – opération V-4 « formation des agents des communes rurales ».

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**50 000 000**	**556 695**	**49 443 305**	**1%**	**6 700 000**	**6 700 000**	**556 695**	**8%**
P0305-2017/2								
CDI 17-21 FORMATION DES AGENTS COMMUNAUX	50 000 000	556 695	49 443 305	1%	6 700 000	6 700 000	556 695	8%
Total général	**50 000 000**	**556 695**	**49 443 305**	**1%**	**6 700 000**	**6 700 000**	**556 695**	**8%**

Le montant réalisé correspond aux frais de déplacements des compagnons dans le cadre du contrat de développement Etat/Inter collectivités 2017-2021 – opération V-4 « formation des agents des communes rurales ».

P0306
Gestion des ressources humaines de la Nouvelle-Calédonie

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	413 164 000	15 087 088 464
Réalisations 2017	472 213 499	14 765 228 956
Taux de réalisation 2017	114,29%	97,87%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 797 006 332 F.

Les recettes

Pour le gouvernement, Philippe GERMAIN, président du gouvernement

- Direction des ressources humaines (DRH)

Le montant des recettes perçues en 2017, supérieur aux prévisions, correspond au remboursement des salaires des agents mis à disposition de la CCI, de l'institut Pasteur et de la maison de l'étudiant ou des sommes indûment perçues par les agents.

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Le montant des loyers administratifs perçus par la collectivité s'élève en 2017 à 28,7 MF contre 30,3 MF en 2016. Ce montant est donc en baisse de 5,3% par rapport à l'année précédente.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**413 164 000**	**472 213 499**	**114,29%**
P. GERMAIN	**413 164 000**	**472 213 499**	**114,29%**
DBAF	**25 000 000**	**28 754 336**	**115,02%**
(75) autres produits de gestion courante	25 000 000	28 754 336	115,02%
DRH	**388 164 000**	**443 459 163**	**114,25%**
(013) atténuations de charges	-	32 724 948	
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	372 964 000	362 592 767	97,22%
(74) dotations, subventions et participations	15 200 000	22 500 000	148,03%
(77) produits exceptionnels	-	25 641 448	
Total général	**413 164 000**	**472 213 499**	**114,29%**

Les dépenses

Pour le gouvernement, Philippe GERMAIN, président du gouvernement

- Direction des ressources humaines (DRH)

La DRHFPNC représente la Nouvelle-Calédonie en qualité d'employeur public.
A ce titre, elle est chargée de la gestion et du développement des ressources humaines de la collectivité Nouvelle-Calédonie. Elle assure également le pilotage de la masse salariale, l'indemnisation des élus dans les institutions, la mise à disposition auprès d'autres employeurs de personnels dans le cadre de projets soutenus par la Nouvelle-Calédonie et enfin la rémunération des fonctionnaires en formation initiale dans les écoles (IFM, ESPE, IFPSS).

En 2017, la Nouvelle-Calédonie disposait de 2080.2 postes budgétaires répartis comme suit :

Affectation ou situation administrative	Effectifs budgétaires
Institutions	126
Directions et services	1611,2
Ecoles (formation initiale)	213
Mises à disposition	78
Décharges d'activité syndicales	5
Situations administratives temporaires	20
Formation	27
Total	**2080.2**

En 2017, les dépenses ont principalement concerné les postes suivants :

- L'accompagnement individuel et collectif sans des démarches de cohésion, de soutien psychologique, de développement de posture managériale etc. permettant aux agents d'améliorer leur qualité de Vie au travail (11,4 MF) ;
- La prise en charge des formations initiales statutaires des fonctionnaires stagiaires (54 MF) ;
- Le plan de formation de la collectivité limité aux actions réglementaires et obligatoires dans le cadre de l'exercice des métiers (29 MF) ;
- La prise en charge des frais médicaux générés par les accidents du travail et les maladies professionnelles (1,6 MF) ;
- Les changements de résidence des fonctionnaires (et leur famille) recrutés hors NC ou en fin de séjour (billets d'avion et déménagement) s'élevant à 18,7 MF ;
- La cotisation obligatoire à l'IFAP (101 MF) représentant 1% de la masse salariale brute ;
- La contribution de 11 MF au fond d'insertion professionnelle pour les personnes en situation de handicap au titre de la pénalité due par rapport à l'obligation d'emploi de personnes en situation de handicap (17 déclarés en 2017 sur les 42 réglementaires) ;
- Les frais de fonctionnement de la DRHFPNC (14 MF) relatifs aux fournitures de bureau, aux charges locatives etc., témoignant toutefois d'une réduction de 25% par rapport aux dépenses 2016 ;
- Le contentieux (26,6 MF) en diminution au regard de 66 affaires gagnées sur les 89 jugées.

En ce qui concerne la masse salariale, les dépenses marquantes en 2017 sont les suivantes :
- Le coût du glissement vieillesse technicité (GVT) de 111 MF ;
- Les effets report de la double augmentation de la valeur du point décidée en 2016 (170 MF) ;
- La hausse du nombre de fonctionnaires stagiaires en école supérieure (surcoût : 56 MF) ;
- Les effets des créations de postes intervenues soit en 2017 (BP et BS), soit au BS 2016 (avec un effet « report » en 2017). Elles portent notamment sur l'élargissement des périmètres de compétence de la NC : 6,5 postes à la DPJEJ pour accompagner la création de cette direction, 3 personnels administratifs pour l'autorité de la concurrence, 3 postes à

la DFPC suite au transfert de l'IDCNC, 7 postes à la DSF avec la mise en place de la TGC… ;

- Enfin, l'année 2017 a été marquée par un nombre de postes budgétaires pourvus plus important et plus « coûteux » qu'en 2016. Le taux de vacance de poste a en effet diminué d'un point pour atteindre 8,7% en 2017.

Des efforts ont toutefois été poursuivis sur les actions suivantes :

- La réduction des mises à disposition (- 26 MF) d'agents auprès d'autres employeurs publics au titre du soutien financier que la Nouvelle-Calédonie apporte ;
- La réduction des renforts de personnels (-26 MF) destinés aux missions ponctuelles, au surcroît temporaire d'activité et aux remplacements ;
- Le redéploiement de postes en interne à la collectivité afin de limiter le nombre de créations de postes tout en palliant les besoins justifiés en ressources humaines des services de la Nouvelle-Calédonie ayant généré par ailleurs une économie de 38 MF (coût des recrutements inférieur au coût des sortants) ;
- L'allongement du délai de recrutement.

- Direction du budget et des affaires financières (DAPM)

Il s'agit de location immobilière pour la DRH.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0306-01-Gérer les ressources humaines	**250 694 452**	**221 404 025**	**88,32%**
P. GERMAIN	**250 694 452**	**221 404 025**	**88,32%**
DRH	250 694 452	221 404 025	88,32%
A0306-02-Politique santé/social	**11 419 374**	**11 419 374**	**100,00%**
P. GERMAIN	**11 419 374**	**11 419 374**	**100,00%**
DRH	11 419 374	11 419 374	100,00%
A0306-03-Maîtriser, contrôler et piloter les coûts de fonctionnement	**64 608 241**	**60 118 570**	**93,05%**
P. GERMAIN	**64 608 241**	**60 118 570**	**93,05%**
DAPM	5 400 000	3 641 499	67,44%
DRH	59 208 241	56 477 071	95,39%
A0306-04-Masse salariale	**14 760 366 397**	**14 472 286 987**	**98,05%**
P. GERMAIN	**14 760 366 397**	**14 472 286 987**	**98,05%**
DRH	14 760 366 397	14 472 286 987	98,05%
Total général	**15 087 088 464**	**14 765 228 956**	**97,87%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**15 086 973 464**	**14 765 228 956**	**97,87%**
DAPM	**5 400 000**	**3 641 499**	**67,44%**
Autres charges de fonctionnement	5 000 000	3 281 499	65,63%
Charges fixes de fonctionnement	400 000	360 000	90,00%
DRH	**15 081 573 464**	**14 761 587 457**	**97,88%**
Aides directes et indirectes	6 978 003	6 978 003	100,00%
Autres charges de fonctionnement	102 776 683	86 622 669	84,28%
Charges de personnel	14 891 152 786	14 603 063 436	98,07%
Charges exceptionnelles	29 325 368	29 325 368	100,00%
Charges fixes de fonctionnement	5 606 165	5 240 114	93,47%
Formation professionnelle	45 734 459	30 357 867	66,38%
Investissements	**115 000**	**-**	**0,00%**
DRH	**115 000**	**-**	**0,00%**
HAP immobilisations corporelles	115 000	-	0,00%
Total général	**15 087 088 464**	**14 765 228 956**	**97,87%**

P0307
Moyens généraux et gestion patrimoniale

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	135 000 000	1 074 793 412
Réalisations 2017	601 598	753 814 285
Taux de réalisation 2017	0,45%	70,14%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 224 194 562 F.

Les recettes

Pour le secteur des infrastructures publiques (Gilbert TYUIENON)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

La totalité de la recette prévue par l'ASS NC sera intégralement perçue sur le budget 2018, au vu de l'avancement réel de l'opération d'installation des services et directions sur le site Gaston Bourret en 2017 et 2018.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Investissements	**135 000 000**	**601 598**	**0,45%**
G. TYUIENON	**135 000 000**	**601 598**	**0,45%**
DAPM	135 000 000	601 598	0,45%
(13) subventions d'investissement	135 000 000	-	0,00%
(23) immobilisation en cours	-	45 098	
(45x) travaux pour tiers	-	556 500	
Total général	**135 000 000**	**601 598**	**0,45%**

Les dépenses

Pour le gouvernement, Philippe GERMAIN, président du gouvernement

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

Ce programme correspond à l'entretien du parc de véhicules et à la remise en état des véhicules accidentés. Il s'agit essentiellement de dépenses transversales pour la fourniture de carburants, l'entretien et la réparation des véhicules de la direction par les garages privés et assurés par le bureau des moyens.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Ce programme correspond aux dépenses suivantes :

- Entretien du parc de véhicules : toutes réparations hors carrosserie (mécaniques, accessoires, etc.) ;
- Achats de véhicules : à défaut du marché prévu, la DAPM a acheté des véhicules hors marché et via des marchés de gré à gré ;
- Matériels SMO : 8,3 MF dédiés aux matériels des services (défibrillateurs, masque DASS, outillages divers) ;
- Mobiliers des services : Mobiliers de bureau (tables, chaises, armoires, tables de réunion).

Pour le secteur des infrastructures publiques (Gilbert TYUIENON)

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

Il s'agit de dépenses transversales de fonctionnement de la direction, telles que la prise en charge de petits frais d'entretien et de réparation des logements administratifs des bâtiments publics pour en maintenir la valeur. Cette mission est assurée par le bureau des moyens.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Les crédits de paiement indiqués répondent aux besoins d'entretien courant et de maintenance du patrimoine du gouvernement. Leur consommation dépend pour partie d'aléas.

Pour le secteur de la francophonie et du suivi des transferts de compétences (Bernard DELADRIERE)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit des travaux de restauration de l'hôtel du commandant du pénitencier dépôt de Nouville abritant l'accueil, la bibliothèque, des salles de courts et réunion et l'administration du CREIPAC.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0307-01-Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage des constructions de bâtiment de la NC et de ses partenaires	**402 422 626**	**226 614 860**	**56,31%**
B. DELADRIERE	**22 660 084**	**13 233 710**	**58,40%**
DAPM	22 660 084	13 233 710	58,40%
G. TYUIENON	**379 762 542**	**213 381 150**	**56,19%**
DAPM	379 762 542	213 381 150	56,19%
A0307-02-Entretien et grosses réparations des logements administratifset des bâtiments publics pour en maintenir la valeur	**175 587 071**	**157 126 862**	**89,49%**
G. TYUIENON	**175 587 071**	**157 126 862**	**89,49%**
DAPM	172 661 929	155 325 500	89,96%
DITTT	2 925 142	1 801 362	61,58%
A0307-03-Grosse réparations (structure, sécurité...) et amélioration des bâtiments publics pour en accroitre la valeur	**296 638 324**	**200 053 852**	**67,44%**
G. TYUIENON	**296 638 324**	**200 053 852**	**67,44%**
DAPM	296 638 324	200 053 852	67,44%
A0307-04-Entretien du parc de véhicule et remise en état des véhicules accidentés	**67 555 780**	**64 005 813**	**94,75%**
P. GERMAIN	**67 555 780**	**64 005 813**	**94,75%**
DAPM	60 031 131	57 305 656	95,46%
DITTT	7 524 649	6 700 157	89,04%
A0307-08-Materiels	**23 618 711**	**15 970 691**	**67,62%**
P. GERMAIN	**23 618 711**	**15 970 691**	**67,62%**
DAPM	23 618 711	15 970 691	67,62%
A0307-09-Mobiliers	**24 068 300**	**12 708 277**	**52,80%**
P. GERMAIN	**24 068 300**	**12 708 277**	**52,80%**
DAPM	24 068 300	12 708 277	52,80%
A0307-10-Véhicules	**84 902 600**	**77 333 930**	**91,09%**
P. GERMAIN	**84 902 600**	**77 333 930**	**91,09%**
DAPM	84 902 600	77 333 930	91,09%
Total général	**1 074 793 412**	**753 814 285**	**70,14%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**243 042 851**	**221 047 273**	**90,95%**
DAPM	**232 593 060**	**212 545 754**	**91,38%**
Autres charges de fonctionnement	26 724 532	21 654 390	81,03%
Charges fixes de fonctionnement	205 673 778	190 891 364	92,81%
Formation professionnelle	194 750	-	0,00%
DITTT	**10 449 791**	**8 501 519**	**81,36%**
Autres charges de fonctionnement	94 910	94 910	100,00%
Charges fixes de fonctionnement	10 354 881	8 406 609	81,18%
Investissements	**831 750 561**	**532 767 012**	**64,05%**
DAPM	**831 750 561**	**532 767 012**	**64,05%**
AP P0307-2007/1 - RESTRUCTURATION DIMENC DITTT	129 019 812	105 009 550	81,39%
AP P0307-2010/4 - EXTENSION SERVICE MARINE MARCHANDE ET PECHES MARITIMES	1 800 000	1 751 975	97,33%
AP P0307-2015/1 - AMENAGEMENTS TECHNIQUES DTSI	18 299 627	7 919 111	43,27%
AP P0307-2015/2 - RESTAURATION BATIMENTS CLASSES	7 008 062	6 318 185	90,16%
AP P0307-2016/1 - REHABILITATION BATIMENTS DU CREIPAC	22 660 084	13 233 710	58,40%
AP P0307-2016/2 - AMENAGEMENT BUREAUX IMMEUBLE PLEXUS	22 107 883	-	0,00%
AP P0307-2016/3 - CONVERSION SITE CHT GASTON BOURRET	9 000 000	-	0,00%
AP P0307-2017/1 - ACHAT DE VEHICULES DE SERVICE	76 900 000	69 331 330	90,16%
AP P0307-2017/2 - INSTALLATION DAPM DONIAMBO	2 400 000	566 784	23,62%
AP P0307-2017/3 - SECURITE INCENDIE DES BATIMENT	1 305 515	158 025	12,10%
AP P0307-2017/4 - AMENAGEMENT RELOGEMENT DIRECTIONS SUR SITE EX-CHT	132 158 025	76 601 623	57,96%
AP P0307-2017/6 - REMISE AUX NORMES ELECETRIQUE DE L'IMMEUBLE IEKAWE	5 549 000	-	0,00%
HAP immobilisations corporelles	294 014 829	188 982 012	64,28%
HAP immobilisations en cours	44 712 568	38 296 159	85,65%
HAP immobilisations incorporelles	63 315 156	23 524 585	37,15%
Opération pour tiers RENOVATION LOCAUX EFPA	1 500 000	1 073 963	71,60%
Total général	**1 074 793 412**	**753 814 285**	**70,14%**

Opérations pluriannuelles

Pour le gouvernement, Philippe GERMAIN, président du gouvernement

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**300 000 000**	**69 331 330**	**230 668 670**	**23%**	**67 000 000**	**76 900 000**	**69 331 330**	**90%**
P0307-2017/1								
ACHAT DE VEHICULES DE SERVICE	300 000 000	69 331 330	230 668 670	23%	67 000 000	76 900 000	69 331 330	90%
Total général	**300 000 000**	**69 331 330**	**230 668 670**	**23%**	**67 000 000**	**76 900 000**	**69 331 330**	**90%**

Le renouvellement de la flotte est assis sur l'état d'ancienneté des véhicules et leur degré d'usure.

Pour le secteur des infrastructures publiques (Gilbert TYUIENON)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**200 000 000**	**-**	**200 000 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	
P0307-2017/7 GARDIENNAGE DU SITE DE GASTON BOURRET	200 000 000	-	200 000 000	0%	-	-	-	
Investissement	**2 822 124 348**	**1 416 795 350**	**1 405 328 998**	**50%**	**307 966 560**	**328 647 924**	**198 325 253**	**60%**
P0307-2007/1 RESTRUCTURATION DIMENC DITTT	1 260 000 000	1 230 144 746	29 855 254	98%	39 466 560	129 019 812	105 009 550	81%
P0307-2010/4 EXTENSION SERVICE MARINE MARCHANDE ET PECHES MARITIMES	70 000 000	61 308 452	8 691 548	88%	-	1 800 000	1 751 975	97%
P0307-2015/1 AMENAGEMENTS TECHNIQUES DTSI	70 000 000	7 919 111	62 080 889	11%	5 000 000	18 299 627	7 919 111	43%
P0307-2015/2 RESTAURATION BATIMENTS CLASSES	50 000 000	32 801 734	17 198 266	66%	7 500 000	7 008 062	6 318 185	90%
P0307-2016/2 AMENAGEMENT BUREAUX IMMEUBLE PLEXUS	398 124 348	7 294 875	390 829 473	2%	55 000 000	22 107 883	-	0%
P0307-2016/3 CONVERSION SITE CHT GASTON BOURRET	19 000 000	-	19 000 000	0%	9 000 000	9 000 000	-	0%
P0307-2017/2 INSTALLATION DAPM DONIAMBO	450 000 000	566 784	449 433 216	0%	14 000 000	2 400 000	566 784	24%
P0307-2017/3 SECURITE INCENDIE DES BATIMENT	100 000 000	158 025	99 841 975	0%	8 000 000	1 305 515	158 025	12%
P0307-2017/4 AMENAGEMENT RELOGEMENT DIRECTIONS SUR SITE EX-CHT	300 000 000	76 601 623	223 398 377	26%	135 000 000	132 158 025	76 601 623	58%
P0307-2017/6 REMISE AUX NORMES ELECETRIQUE DE L'IMMEUBLE IEKAWE	105 000 000	-	105 000 000	0%	35 000 000	5 549 000	-	0%
P0307-2017/8 RENOVATION DU CONSERVATOIRE DE L'IGNAME	-	-	-		-	-	-	
Total général	**3 022 124 348**	**1 416 795 350**	**1 605 328 998**	**47%**	**307 966 560**	**328 647 924**	**198 325 253**	**60%**

P0307-2017/7 – Gardiennage du site de Gaston Bourret : la nécessité de gardienner le site n'a été effective que fin 2017. Le coût deviendra donc visible sur l'exercice 2018.

P0307-2007/1 – Restructuration DIMENC DITTT : l'opération de restructuration DIMENC / DITTT est en cours de clôture administrative et sera définitivement close en 2018.

P0307-2016/2 – Aménagement bureaux immeuble Plexus : le rendu des études de maîtrise d'œuvre permettant la réalisation de l'opération a lieu à la fin du premier semestre 2018.

P0307-2017/2 – Installation DAPM Doniambo : l'opération sera rendue possible par le déménagement d'une partie des services en 2018 sur le site de la Vallée du tir. Une étude pré opérationnelle a été réalisée en interne en ce sens.

P0307-2017/4 – Aménagement relogement directions sur site ex-CHT : cette AP a permis de financer les travaux de rénovation, mise en sécurité et de remise en fonctionnement des bâtiments accueillant aujourd'hui les services et directions du SCRRE, de l'Econum et du SAP, ainsi que le pôle santé et direction de la DASS.

P0307-2017/6 – Remise aux normes électriques de l'immeuble Iekawé : l'opération est programmée sur crédits 2018, pour démarrer en mai.

Pour le secteur de la francophonie et du suivi des transferts de compétences (Bernard DELADRIERE)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**40 000 000**	**13 233 710**	**26 766 290**	**33%**	**10 000 000**	**22 660 084**	**13 233 710**	**58%**
P0307-2016/1 REHABILITATION BATIMENTS DU CREIPAC	40 000 000	13 233 710	26 766 290	33%	10 000 000	22 660 084	13 233 710	58%
Total général	**40 000 000**	**13 233 710**	**26 766 290**	**33%**	**10 000 000**	**22 660 084**	**13 233 710**	**58%**

La réhabilitation des bâtiments du CREIPAC n'a pu être démarrée sur l'exercice 2017, du fait de délais d'études pré opérationnelle ; la réfection du réseau électrique est prévue pour s'achever sur le second semestre 2018.

P0308
Technologies et systèmes d'information

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	238 600 000	1 148 283 262
Réalisations 2017	258 043 377	903 814 379
Taux de réalisation 2017	108,15%	78,71%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 826 207 298 F.

Les recettes

Pour le secteur de la modernisation de l'administration (Bernard DELADRIERE)

- Direction des technologies et services de l'information (DTSI)

A0308-04 – Développement des systèmes d'information métiers

Les recettes réalisées sur cette action concernent les systèmes d'information mis à disposition dont les accès sont facturés conformément à l'arrêté n° 2014-2851/GNC du 28 octobre 2014. Elles se déclinent de la façon suivante par système d'information :

- SEFORA (gestion de la formation professionnelle) : 3 900 000 F
- TIARHE (système d'information des ressources humaines) : 115 519 554 F
- SURFI (gestion financière) : 56 602 500 F
- GAIP (gestion des aides sociales) : 13 730 000 F
- SIGALE (gestion des listes électorales) : 1 065 000 F
- SYDONIA (gestion du dédouanement) : 62 177 230 F
- Système d'information géographique : 105 000 F

A0308-07 – Plan bureautique

Les recettes réalisées sur cette action correspondent à des pénalités de retard dans le cadre de l'exécution de marchés à bons de commande bureautique.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**238 600 000**	**258 043 377**	**108,15%**
B. DELADRIERE	**238 600 000**	**258 043 377**	**108,15%**
DTSI	238 600 000	258 043 377	108,15%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	173 600 000	193 192 054	111,29%
(74) dotations, subventions et participations	65 000 000	62 177 230	95,66%
(77) produits exceptionnels	-	2 674 093	
Total général	**238 600 000**	**258 043 377**	**108,15%**

Les dépenses

Pour le secteur de la modernisation de l'administration (Bernard DELADRIERE)

- Direction des technologies et des services de l'information (DTSI)

Les missions de la direction des technologies et des services de l'information sont de :

- répondre aux besoins de l'exécutif et des directions ;
- leur apporter l'expertise sur la stratégie gouvernementale en matière de développement numérique ;
- fournir des ressources, des services, des outils et des applications ;
- maintenir en condition opérationnelle avec une exigence de sécurité, d'intégrité, de disponibilité et de confidentialité.

Ces missions s'organisent autour de quatre axes majeurs :

- mise en œuvre des systèmes d'information et conduite des orientations technologiques et informatiques ;
- conseil, mise à disposition, gestion centralisée et maintenance des moyens technologiques ;
- veille technologique et expertise pour les politiques publiques arrêtées par le gouvernement ;
- interopérabilité des systèmes d'information en Nouvelle-Calédonie.

A0308-01 – Gouvernance des systèmes d'information et des technologies informatiques

La gouvernance des systèmes d'information est l'activité qui consiste à diriger les stratégies de développement du système d'information selon les orientations publiques et les décisions politiques du gouvernement, en priorisant et en planifiant les projets, les actions et les budgets. C'est également décider en s'appuyant sur des études d'opportunité.

La gouvernance des technologies informatiques représente l'activité de pilotage opérationnel des équipes chargées de maintenir le système d'information en condition opérationnelle et également de le développer.

Les postes de dépense les plus importants sont :

- Les prestations de gouvernance IT : 13 169 736 F
- Les études d'opportunité des futurs projets : 4 761 821 F
- L'acquisition de logiciels de gouvernance SI : 4 432 708 F

Cette action couvre également la prise en charge les diverses indemnités de déplacement et de panier (interventions hors horaires planifiées ou sur incident des équipes), l'acquisition de documentation dans le cadre de la veille technologique et la mise en œuvre de séminaires (notamment le séminaire de la géomatique : GISDay en 2017).

A0308-02 – Frais généraux de la DTSI

Cette action regroupe toutes les dépenses de fonctionnement, d'entretien des locaux de la DTSI.

Les postes de dépense les plus conséquents sont :

- Frais de gardiennage 24/24 7/7 : 19 138 694 F
- Consommation électrique : 12 607 452 F
- Nettoyage des locaux : 9 755 928 F
- Equipements divers et agencement du bâtiment : 4 322 340 F

Il est à noter en 2017 une diminution des frais de consommation électrique suite à la mise en place d'une gestion technique centralisée (GTC) des systèmes de climatisation des bureaux et des salles techniques. Les investissements réalisés sont rentabilisés dès la première année avec une baisse de plus de 5 MF de la facture électrique.

A0308-03 – Socles techniques informatiques

La DTSI gère des équipements informatiques (matériels et logiciels centralisés).
Il faut maintenir, faire évoluer et se doter des matériels et logiciels afin de fournir aux directions et services du GNC les services (applications informatiques) modernes, fiables et sécurisés en adéquation avec leur besoins.

La DTSI se doit d'apporter une réponse aux attentes des services et directions par l'achat et la mise en œuvre des composant matériels et logiciels les plus adaptés.

En 2017, à partir de ces investissements ont été initiés les projets suivants :

- Implémentation d'une infrastructure plus moderne, en prévision plan de continuité d'activité, sur le site principal de la DTSI. La migration se poursuivra en 2018 avec, selon les budgets obtenus, le déploiement de nouveaux groupes de serveurs dans la salle de secours et le passage en actif/actif au lieu du mode actif/passif actuel sur les deux salles,
- Remplacement du parc des serveurs de proximité dans les directions du GNC,
- Acquisition d'équipements réseaux complémentaires et notamment pour établir des ponts WiFi en secours des liaisons laser historiques, afin d'améliorer la disponibilité pour les directions du centre-ville.

Dans le cadre des prestations d'architectures IT et de conseils d'architectures IT, les projets suivants ont été menés en 2017 :

- Lancement de la phase de mise en œuvre d'une base de référentiel des composants d'infrastructures,
- Mise en œuvre d'une solution de gestion des traces système et applicatives sur un périmètre pour l'instant restreint avec le chantier de rationalisation des journaux d'historique (traçabilité légale des actions notamment).
- Etude d'amélioration des liaisons des directions du centre-ville par des liaisons fibre optique (projet qui pourrait être mené sur plusieurs années) avec l'espoir d'une proposition par l'OPT d'une solution acceptable financièrement.
- Poursuite du projet de changement de nos solutions de filtrage et sécurité internet.

A0308-04 – Développement des systèmes d'information métier

Les dépenses réalisées sur cette action correspondent aux développements des systèmes d'information métier.

Les principaux projets métiers sont les suivants :

- ILDA (refonte du système d'information douanier) : 130 000 000 F
- Migration des sites WEB : 10 800 000 F
- Refonte de l'infocentre SURFI : 7 000 000 F
- Acquisition d'un logiciel de gestion de la trésorerie : 7 800 000 F
- Refonte des actes : 6 700 000 F
- Refonte observatoire des prix : 7 500 000 F

<u>Acquisition d'images satellites :</u>

La DTSI gère l'ensemble des images satellites pour les services et directions techniques de la Nouvelle-Calédonie. Elle propose en archive un grand nombre d'images de capteurs divers et variés : Landsat, Spot, Quickbird, RapidEyes, Ikonos, Pleiades, WorldView …)
Objectifs : L'objectif de cette inscription budgétaire est de pouvoir acquérir rapidement de l'imagerie Satellite en cas de crise (feux, inondation, cyclone, crise sanitaire ...) afin de pouvoir réagie en conséquence.
L'achat en 2017 d'une mosaïque d'image Satellite a permis de mettre à jour le fond annuelle imagerie avec de la données récente pour les utilisateurs de l'explorateur cartographique du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Traitement de données

Le gouvernement de la Nouvelle Calédonie a acheté en 2015 une couverture d'image Spot 6 sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie. C'est la couverture satellite la plus précise et la plus récentes existante à l'échelle de l'ensemble du territoire.
Afin d'abonder le système d'information géographique (SIG) de la collectivité avec des données de références récentes, la mise à jour du Mode d'occupation du Sol (MOS) est envisagé à l'aide de ces informations satellite. L'**Œil** travaille actuellement à la mise à jour du MOS sur l'ensemble de la Province Sud sur ses budgets propres. Il serait également nécessaire de traiter le reste de la Nouvelle-Calédonie (Province nord et Province des Iles) afin d'obtenir une couche de référence sur l'ensemble des terres émergées.
En 2017, le chantier sur la province des îles a pu être finalisé. Il est actuellement disponible sur l'explorateur GEOREP. Le chantier sur la province Nord a également été initié et sera finalisé dans le courant de l'année 2018.

A0308-05 – Maintien en condition opérationnelle des systèmes d'information

La part du maintien en condition opérationnelle des systèmes d'information dans le budget réalisé de la DTSI est de 33%. Il s'agit notamment de prendre en charge les maintenances des différents progiciels acquis.

Les principaux postes de dépense sont :

- Maintenance des systèmes d'information métier : 69 000 000 F
- Maintenance de l'infrastructure système : 65 000 000 F
- Maintenance de l'infrastructure matérielle : 5 500 000 F
- Maintenance des systèmes d'information géographiques : 19 000 000 F
- Droit d'utilisation de logiciels : 18 000 000 F
- Les liaisons informatiques : 37 000 000 F
- Maintenance évolutive des systèmes d'information : 26 000 000 F

A0308-06 – Sécurité du système d'information

La DTSI a pour mission de mettre en œuvre et maintenir un système d'information fiable et sécurisé. Ce système d'information est aujourd'hui indispensable pour les fonctionnements des différentes directions du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie mais également de nombreuses collectivités.

La perte du système d'information, partielle ou complète, aurait d'énormes conséquences en termes financiers, de gestion interne et de service rendu au citoyen. Plusieurs incidents ont pu le démontrer, l'indisponibilité même partielle du système d'information a immédiatement de lourdes conséquences sur les services opérationnels métiers.

La sécurité des systèmes d'information a pour objectif d'intégrer toutes les problématiques de disponibilité du système d'information, de confidentialité des données, de leur intégrité et la traçabilité des actions.

Les dépenses réalisées en 2017 sur cette action correspondent essentiellement au fonctionnement de la salle de plan de reprise d'activité (soit 3 263 634 F pour l'électricité et 189 969 F pour les frais de télésurveillance) mais également des prestations de conseil, de soutien et réalisation d'un audit de sécurité pour un montant total de 3 330 290 F.

A0308-07 – Plan bureautique

Sur cette action les dépenses réalisées concernent essentiellement l'acquisition de matériels bureautiques (72 500 000 F), de logiciels informatiques (20 000 000 F), de photocopieurs (23 000 000 F) et la réalisation de divers câblage informatique (4 400 000 F).

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit de loyers et charges locatives nécessaires au fonctionnement de la direction des technologies et des services de l'information (DTSI).

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0308-01-Gouvernance SI et IT	**32 820 536**	**24 432 793**	**74,44%**
B. DELADRIERE	**32 820 536**	**24 432 793**	**74,44%**
DTSI	32 820 536	24 432 793	74,44%
A0308-02-Frais généraux DTSI	**115 089 743**	**110 852 335**	**96,32%**
B. DELADRIERE	**115 089 743**	**110 852 335**	**96,32%**
DAPM	53 728 912	53 674 285	99,90%
DTSI	61 360 831	57 178 050	93,18%
A0308-03-Socles techniques informatiques	**156 625 419**	**135 026 177**	**86,21%**
B. DELADRIERE	**156 625 419**	**135 026 177**	**86,21%**
DTSI	156 625 419	135 026 177	86,21%
A0308-04-Développement SI métiers	**389 771 668**	**218 144 041**	**55,97%**
B. DELADRIERE	**389 771 668**	**218 144 041**	**55,97%**
DAPM	3 872 425	2 677 980	69,16%
DTSI	385 899 243	215 466 061	55,83%
A0308-05-Maintien en condition opérationnelle du SI	**310 872 147**	**279 636 171**	**89,95%**
B. DELADRIERE	**310 872 147**	**279 636 171**	**89,95%**
DTSI	310 872 147	279 636 171	89,95%
A0308-06-Sécurité du système d'information	**16 823 339**	**14 873 873**	**88,41%**
B. DELADRIERE	**16 823 339**	**14 873 873**	**88,41%**
DAPM	2 864 160	2 829 180	98,78%
DTSI	13 959 179	12 044 693	86,29%
A0308-07-Plan bureautique	**126 280 410**	**120 848 989**	**95,70%**
B. DELADRIERE	**126 280 410**	**120 848 989**	**95,70%**
DTSI	126 280 410	120 848 989	95,70%
Total général	**1 148 283 262**	**903 814 379**	**78,71%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**431 252 410**	**408 428 704**	**94,71%**
DAPM	**60 465 497**	**59 181 445**	**97,88%**
Autres charges de fonctionnement	58 294 672	57 741 965	99,05%
Charges fixes de fonctionnement	887 400	811 500	91,45%
Formation professionnelle	1 283 425	627 980	48,93%
DTSI	**370 786 913**	**349 247 259**	**94,19%**
Autres charges de fonctionnement	74 234 895	67 530 065	90,97%
Charges fixes de fonctionnement	273 182 835	258 370 445	94,58%
Subventions, participations et autres charges d'activité	17 605 838	17 583 404	99,87%
Formation professionnelle	5 763 345	5 763 345	100,00%
Investissements	**717 030 852**	**495 385 675**	**69,09%**
DTSI	**717 030 852**	**495 385 675**	**69,09%**
AP P0308-2011/3 - GESTION DES IDENTITES	1 600 000	-	0,00%
AP P0308-2014/1 - DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION	167 243 255	60 059 611	35,91%
AP P0308-2016/1 - REFONTE DU SYSTEME DOUANIER ILDA	181 051 524	132 099 232	72,96%
HAP immobilisations corporelles	181 764 669	169 355 917	93,17%
HAP immobilisations en cours	43 124 818	28 068 432	65,09%
HAP immobilisations incorporelles	142 246 586	105 802 483	74,38%
Total général	**1 148 283 262**	**903 814 379**	**78,71%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la modernisation de l'administration (Bernard DELADRIERE)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**36 800 000**	**24 546 354**	**12 253 646**	**67%**	**4 300 000**	**1 283 425**	**627 980**	**49%**
P0308-2013/1 DEMATERIALISATION MARCHES PUBLICS	36 800 000	24 546 354	12 253 646	67%	4 300 000	1 283 425	627 980	49%
Investissement	**41 000 000**	**15 663 396**	**25 336 604**	**38%**	**-**	**-**	**-**	
P0308-2011/2 DEMATERIALISATION MARCHES PUBLICS	41 000 000	15 663 396	25 336 604	38%	-	-	-	
Total général	**77 800 000**	**40 209 750**	**37 590 250**	**52%**	**4 300 000**	**1 283 425**	**627 980**	**49%**

La plateforme de dématérialisation des marchés publics, qui permet la publication des marchés et autorise les entreprises à soumissionner, est en état de fonctionner.

- Direction des technologies et des services de l'information (DTSI)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**243 624 700**	**55 439 438**	**188 185 262**	**23%**	**31 376 194**	**15 148 551**	**14 316 846**	**95%**
P0308-2014/2								
SOUTIEN AU SERVICE DES INFRASTRUCTURES	203 624 700	55 439 438	148 185 262	27%	20 000 000	15 148 551	14 316 846	95%
P0308-2017/2								
ACCORD DE LICENCES D'ENTREPRISE - EA -	40 000 000	-	40 000 000	0%	11 376 194	-	-	
Investissement	**985 361 071**	**350 709 950**	**634 651 121**	**36%**	**377 155 000**	**349 894 779**	**192 158 843**	**55%**
P0308-2011/3								
GESTION DES IDENTITES	22 000 000	3 772 122	18 227 878	17%	3 600 000	1 600 000	-	0%
P0308-2014/1								
DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION	443 361 071	191 036 399	252 324 672	43%	164 055 000	167 243 255	60 059 611	36%
P0308-2016/1								
REFONTE DU SYSTEME DOUANIER ILDA	400 000 000	155 901 429	244 098 571	39%	165 000 000	181 051 524	132 099 232	73%
P0308-2017/1								
Evolution du PRAEvolution du PRA	120 000 000	-	120 000 000	0%	44 500 000	-	-	
Total général	**1 228 985 771**	**406 149 388**	**822 836 383**	**33%**	**408 531 194**	**365 043 330**	**206 475 689**	**57%**

P0308-2017/2 – Accord de licences d'entreprise ESRI :

L'Accord de Licence d'Entreprise (E.L.A.) proposé par la société ESRI permet d'utiliser et de déployer sans contrainte son Système d'Information Géographique (SIG). Ce contrat, passé sur 3 ans, permet entre autre de :

- déployer son SIG « sans frein » en maîtrisant son budget et en accompagnant la forte dynamique dans ce domaine ;
- se libérer des contraintes d'architecture et donc de disposer d'une plus grande flexibilité ;
- tester et de mettre en place de nouvelles solutions sans coûts supplémentaires ;
- profiter à tout moment de toutes les possibilités et de la richesse de la gamme ArcGIS ;
- faire des économies sur les plans financier et organisationnel, sur la base d'un contrat simplifié et unique.

Cet accord nous permet d'optimiser et prévoir les coûts de fonctionnement du SIG.

Un marché de trois ans a été signé le 30 juin et notifié le 17 juillet 2017.

L'AE ayant été ouverte au BS 2017, les crédits ont été virés sur la ligne existante hors AE pour pouvoir les exécuter dans l'attente du vote du BS.

P0308 2014/2 - Soutien au service des infrastructures :

Le système d'information du gouvernement, composé de plus de 200 applications et services, est en constante expansion. Plus d'une centaine d'applications métiers complexes parmi lesquelles Tiarhé (gestion des ressources humaines et de la paye), Surfi (gestion financière), Sydonia (gestion du dédouanement), P@cifisc (système d'information fiscal) sont à maintenir et à faire évoluer.
L'activité de gestion des systèmes, de maintenance corrective et évolutive, s'accroit donc chaque année avec l'arrivée de nouvelles applications métiers et de nouveaux services.

Face à cet accroissement d'activité, les agents du service des infrastructures de la DTSI ont besoin d'un soutien externe indispensable qui permet d'assurer la continuité et la qualité du service.

P0308 2017/1 - Evolution du Plan de Reprise d'Activité (P.R.A) :

La DTSI met en œuvre pour le compte du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie un plan de reprise d'activité (PRA) vers un site passif.

Un projet visant à faire évoluer le dispositif actuel vers un Plan de Continuité d'Activité (P.C.A) a été initié en 2017. L'objectif est de disposer de deux sites bien distincts hébergeant les applications et données de production en garantissant une synchronisation en temps réel des informations. Des investissements sont nécessaires en matériels et logiciels pour faire évoluer l'infrastructure existante.

Ces équipements seront financés depuis les lignes de crédit de la mission M0012 (gestion de l'architecture informatique).
L'évolution du PRA en un PCA permettra à terme d'en améliorer la fiabilité, l'automatisation et la simplicité de maintenance.

La DTSI a conçu un plan de déploiement sur 3 ans (2017-2019), dont les objectifs visés sont les suivants :

- limiter les risques d'interruption totale ou partielle des services informatiques centralisés ;
- fiabiliser l'hébergement du site de secours ;
- optimiser et réduire les coûts globaux liés à la continuité d'activité informatique ;
- moderniser les technologies mises en œuvre dans le cadre de la continuité d'activité informatique.

En 2017, l'acquisition des équipements et de licences a permis de remplacer les technologies du site principal (production). Cette dépense a été réalisée hors AP, le BS 2017 ayant été voté tardivement.

P0308 2016/1 – Refonte du système douanier ILDA :

Le système d'information de dédouanement SYDONIA, mis en œuvre en 2005, est devenu obsolète. Pour ces raisons, la DTSI a sollicité l'ouverture d'une autorisation de programme afin de remplacer le produit. Les crédits mobilisés en 2017 ont permis de lancer les développements de la nouvelle solution.

P0308 2011/3 – Gestion des identités :

Aucune dépense en 2017 sur cette autorisation de programme. Les développements ont été réalisés par des développements internes à la DTSI.

P0308 2014/1 – Développement des systèmes d'information :

Les dépenses effectuées sur cette autorisation de programme ont permis de développer des systèmes d'information pour les directions métiers.

Synthèse de la mission par programme et type de recettes - dépenses

	P0301 Coordination administrative, transferts de compétences	P0302 Relations extérieures	P0303 Aménagement et prospective	P0304 Affaires juridiques	P0305 Fonction publique	P0306 Gestion des ressources humaines de la Nouvelle-Calédonie	P0307 Moyens généraux et gestion patrimoniale	P0308 Technologies et systèmes d'information	Total général
RECETTES	**39 192 072**	**2 909 933**		**328 998**	**21 027 878**	**472 213 499**	**601 598**	**258 043 377**	**794 317 355**
Fonctionnement	**39 192 072**	**2 909 933**		**328 998**	**21 027 878**	**472 213 499**		**258 043 377**	**793 715 757**
(013) atténuations de charges						32 724 948			32 724 948
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	39 192 072	2 909 933			13 888 628	362 592 767		193 192 054	611 775 454
(73) impôts et taxes					2 510 500				2 510 500
(74) dotations, subventions et participations						22 500 000		62 177 230	84 677 230
(75) autres produits de gestion courante						28 754 336			28 754 336
(77) produits exceptionnels				328 998		25 641 448		2 674 093	28 644 539
AP P0305-2017/3 - PARTICIPATION CD17-21 - FORMATION AGENTS COMMUNAUX					4 628 750				4 628 750
Investissements		**-**					**601 598**		**601 598**
(13) subventions d'investissement							-		-
(23) immobilisation en cours							45 098		45 098
Opération pour tiers RENOVATION LOCAUX EFPA							556 500		556 500
Opération pour tiers UNIVERSITE VANUATU - FICOL		-							-
DEPENSES	**160 867 488**	**542 174 423**	**43 675 609**	**118 451 095**	**31 633 638**	**14 765 228 956**	**753 814 285**	**903 814 379**	**17 319 659 873**
Fonctionnement	**156 642 365**	**541 246 433**	**38 675 697**	**118 451 095**	**31 633 638**	**14 765 228 956**	**221 047 273**	**408 428 704**	**16 281 354 161**
Aides directes et indirectes						6 978 003			6 978 003
Autres charges de fonctionnement	28 015 523	41 121 983	22 841 982	49 216 415	31 633 638	89 904 168	21 749 300	125 272 030	409 755 039
Charges de personnel						14 603 063 436			14 603 063 436
Charges exceptionnelles				62 377 413		29 325 368			91 702 781
Charges fixes de fonctionnement	128 384 622	16 664 957	633 715	5 057 267		5 600 114	199 297 973	259 181 945	614 820 593
Contributions obligatoires		17 057 159							17 057 159
Subventions, participations et autres charges d'activité	242 220	466 402 334	15 200 000	1 800 000				17 583 404	501 227 958
Formation professionnelle					-	30 357 867	-	6 391 325	36 749 192
Investissements	**4 225 123**	**927 990**	**4 999 912**	**-**		**-**	**532 767 012**	**495 385 675**	**1 038 305 712**
AP P0301-2004/1 - ANTENNE DES SERVICES DU GNC A KONE (54/04)	2 473 797								2 473 797
AP P0304-2010/1 - ETAT ET DIFFUSION DU DROIT - JURIDOC				-					-
AP P0307-2007/1 - RESTRUCTURATION DIMENC DITTT							105 009 550		105 009 550
AP P0307-2010/4 - EXTENSION SERVICE MARINE MARCHANDE ET PECHES MARITIMES							1 751 975		1 751 975
AP P0307-2015/1 - AMENAGEMENTS TECHNIQUES DTSI							7 919 111		7 919 111
AP P0307-2015/2 - RESTAURATION BATIMENTS CLASSES							6 318 185		6 318 185
AP P0307-2016/1 - REHABILITATION BATIMENTS DU CREIPAC							13 233 710		13 233 710
AP P0307-2016/2 - AMENAGEMENT BUREAUX IMMEUBLE PLEXUS							-		-
AP P0307-2016/3 - CONVERSION SITE CHT GASTON BOURRET							-		-
AP P0307-2017/1 - ACHAT DE VEHICULES DE SERVICE							69 331 330		69 331 330
AP P0307-2017/2 - INSTALLATION DAPM DONIAMBO							566 784		566 784
AP P0307-2017/3 - SECURITE INCENDIE DES BATIMENT							158 025		158 025
AP P0307-2017/4 - AMENAGEMENT RELOGEMENT DIRECTIONS SUR SITE EX-CHT							76 601 623		76 601 623
AP P0307-2017/6 - REMISE AUX NORMES ELECETRIQUE DE L'IMMEUBLE IEKAWE							-		-
AP P0308-2011/3 - GESTION DES IDENTITES								-	-
AP P0308-2014/1 - DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION								60 059 611	60 059 611
AP P0308-2016/1 - REFONTE DU SYSTEME DOUANIER ILDA								132 099 232	132 099 232
HAP immobilisations corporelles		27 990	4 999 912			-	188 982 012	169 355 917	363 365 831
HAP immobilisations en cours							38 296 159	28 068 432	66 364 591
HAP immobilisations incorporelles	1 751 326	900 000					23 524 585	105 802 483	131 978 394
HAP subventions d'équipement versées		-							-
Opération pour tiers RENOVATION LOCAUX EFPA							1 073 963		1 073 963
Opération pour tiers UNIVERSITE VANUATU - FICOL		-							-

Mission M04
Economie verte, aménagement urbanisme, environnement, prévention et gestion risques

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	603 419 678	2 758 257 992
Réalisations 2017	479 041 472	1 696 643 526
Taux de réalisation 2017	79,39%	61,51%

Pour information, la masse salariale à cette mission s'élève à 1 669 278 061 F.

Gestion domaniale et urbanisme

Météorologie

Gestion de l'eau

Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité

Prévention des pollutions et risques industriels

Energie

Prévention et gestion des risques

La mission M04 regroupe l'ensemble des moyens de la Nouvelle-Calédonie concourant à l'aménagement, l'environnement et la prévention des risques. Elle regroupe des actions de la direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales, du service de la météorologie et de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie, direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres, direction de la gestion des risques, direction des affaires économiques et direction des ressources humaines.

Compte tenu des transferts de compétences de la sécurité civile au 1er janvier 2014, le libellé de la mission M04 est ajusté et un nouveau programme est créé : P0407 « prévention et gestion des risques ».

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**305 573 001**	**363 440 105**	**329 876 794**	**77,75%**
P0401-Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	**6 048 165**	**2 390 027**	**12 740 656**	**212,34%**
DITTT	6 048 165	2 390 027	12 740 656	212,34%
P0402-Météorologie	**1 725 697**	**648 860**	**2 663 292**	**332,91%**
MTO	1 725 697	648 860	2 663 292	332,91%
P0403-Gestion de l'eau	**-**	**66 466 334**	**50 000 000**	**50,00%**
DAVAR	-	66 466 334	50 000 000	50,00%
P0404-Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité	**23 120 539**	**22 477 685**	**24 125 480**	**63,49%**
DAVAR	23 120 539	22 477 685	24 125 480	63,49%
P0405-Prévention des pollutions et risques industriels	**8 391 980**	**6 364 132**	**8 243 000**	**87,18%**
DIMENC	8 391 980	6 364 132	8 243 000	87,18%
P0406-Energie	**17 041 320**	**10 383 167**	**10 854 880**	**54,27%**
DIMENC	17 041 320	10 383 167	10 854 880	54,27%
P0407-Prévention et gestion des risques	**249 245 300**	**254 709 900**	**221 249 486**	**88,50%**
DSCGR	249 245 300	254 709 900	221 249 486	88,50%
Investissements	**-**	**-**	**149 164 678**	**83,26%**
P0406-Energie	**-**	**-**	**-**	**0,00%**
DIMENC	-	-	-	0,00%
P0407-Prévention et gestion des risques	**-**	**-**	**149 164 678**	**100,00%**
DSCGR	-	-	149 164 678	100,00%
Total général	**305 573 001**	**363 440 105**	**479 041 472**	**79,39%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**928 649 885**	**758 799 930**	**1 005 584 438**	**82,63%**
P0401-Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	**33 107 534**	**20 005 228**	**59 234 248**	**82,20%**
DAE	4 000 000	6 000 000	6 400 000	92,75%
DAPM	9 709 615	36 411	14 030 071	69,96%
DITTT	19 397 919	13 968 817	18 104 177	74,19%
SAP	-	-	20 700 000	100,00%
P0402-Météorologie	**17 705 778**	**16 847 169**	**19 329 905**	**92,70%**
MTO	17 705 778	16 847 169	19 329 905	92,70%
P0403-Gestion de l'eau	**193 924 615**	**138 105 614**	**98 685 662**	**56,37%**
DAPM	2 750 000	3 250 000	3 000 000	100,00%
DAVAR	191 174 615	134 855 614	95 685 662	55,61%
P0404-Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité	**227 291 235**	**159 600 575**	**149 329 641**	**82,04%**
DAPM	2 976 652	2 172 688	1 634 068	62,85%
DAVAR	224 314 583	157 427 887	147 695 573	82,32%
P0405-Prévention des pollutions et risques industriels	**17 746 000**	**16 094 500**	**17 172 300**	**98,85%**
DIMENC	17 746 000	16 094 500	17 172 300	98,85%
P0406-Energie	**16 324 485**	**19 448 861**	**16 325 546**	**70,90%**
DAPM	1 883 070	1 747 802	1 660 296	75,47%
DIMENC	14 441 415	17 701 059	14 665 250	70,42%
P0407-Prévention et gestion des risques	**422 550 238**	**388 697 983**	**645 507 136**	**88,84%**
DAPM	11 185 370	34 236 413	49 122 474	92,89%
DSCGR	411 364 868	354 461 570	596 384 662	88,52%
Investissements	**183 302 029**	**711 343 851**	**691 059 088**	**44,84%**
P0401-Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	**20 439 178**	**22 730 298**	**28 040 442**	**52,67%**
DAE	-	5 400 000	-	0,00%
DITTT	20 439 178	17 330 298	28 040 442	58,62%
P0402-Météorologie	**10 033 997**	**12 975 554**	**15 053 412**	**92,13%**
MTO	10 033 997	12 975 554	15 053 412	92,13%
P0403-Gestion de l'eau	**12 886 610**	**10 444 993**	**41 438 942**	**68,17%**
DAVAR	12 886 610	10 444 993	41 438 942	68,17%
P0404-Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité	**59 544 369**	**225 839 508**	**362 509 352**	**37,97%**
DAVAR	59 544 369	225 839 508	362 509 352	37,97%
P0406-Energie	**-**	**-**	**-**	**0,00%**
DIMENC	-	-	-	0,00%
P0407-Prévention et gestion des risques	**80 397 875**	**439 353 498**	**244 016 940**	**63,18%**
DSCGR	80 397 875	439 353 498	244 016 940	63,18%
Total général	**1 111 951 914**	**1 470 143 781**	**1 696 643 526**	**61,51%**

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Bernard DELADRIERE, Gilbert TYUIENON, Didier POIDYALIWANE, Nicolas METZDORF.

En matière de sécurité civile et de gestion des risques, après une saison administrative des feux de forêts particulièrement intense et deux cyclones ayant touché notre pays, l'année 2017 a été marquée par la volonté des élus calédoniens de s'investir dans la protection de leur population sur l'ensemble du territoire. Cette volonté s'est traduite par le soutien à l'action des services communaux par la réalisation du document d'information communal sur les risques majeurs (DICRM) ainsi que par l'adoption du dispositif ORSEC « évènements météorologiques dangereux » permettant de mettre en place une organisation opérationnelle permanente et unique de gestion des événements touchant gravement la population.

La Nouvelle-Calédonie a également posé les bases des années à venir en engageant une réflexion, aux côtés de l'Etat sur un programme d'acquisition de 12 camions d'intervention au bénéfice des communes et de la DSCGR ainsi que sur la création d'une plateforme, qui se voudra unique, et qui permettra de fluidifier le traitement et la régulation des alertes au bénéfice des administrés calédoniens.

*****

En matière de risques miniers et faisant suite aux événements tragiques de Houaïlou survenus en novembre 2016, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a réalisé une carte des aléas de mouvement de terrain sur la commune, première du genre réalisée en Nouvelle-Calédonie, qui sera répliquée pour d'autres communes à compter de l'année 2018

Parallèlement, des conventions d'expertise et d'appui ont été mises en place avec le BRGM, l'IFREMER et l'ADECAL, qui en plus de favoriser le développement de projets scientifiques locaux, concourent au développement de l'expertise néo-calédonienne.

Philippe GERMAIN

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Bernard DELADRIERE, Gilbert TYUIENON, Didier POIDYALIWANE, Nicolas METZDORF.

DROIT DE L'URBANISME

La réforme du droit de l'urbanisme engagée par la loi du pays de 2015 fixant les bases d'un code de l'urbanisme de la Nouvelle-Calédonie, complétée en 2017 par une délibération d'application fixant les mesures simplifiées du PUD se poursuit avec l'extension de plusieurs dispositions du code de l'urbanisme national relatives à la procédure administrative et contentieuse et à la procédure pénale.

S'agissant des travaux sur les lotissements, le gouvernement organisera au cours de l'année 2018 des réunions en partenariat avec les provinces, les communes et les acteurs économiques dans le but d'actualiser ce corpus normatif.

NORMES DE CONSTRUCTION

Les travaux lancés en 2014 sur les normes de construction se sont poursuivis en 2016 avec l'adoption du projet de délibération.

S'en est suivi en 2017, la rédaction d'une série de mesures d'accompagnement du développement de l'ensemble du secteur économique de la construction Calédonienne.

C'est notamment la reconnaissance de la professionnalisation des acteurs du bâtiment dans la mise en place d'un référentiel défini avec les acteurs, de compétences pour l'accès aux métiers de la construction, la valorisation des savoir-faire et de la qualité des produits de construction par un processus de certification et d'agrément adaptés au contexte calédonien, une sécurisation juridique de chacun par la mise en place de régimes de responsabilités clairs et concertés, couverts par un système assurantiel plus performant et protecteur pour chaque calédonien et enfin, la mise en place d'une autorité en charge de promouvoir et d'évaluer l'ensemble de ces mesures dans la plus grande transparence et en concertation avec toutes les parties prenantes.

Bernard DELADRIERE

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Bernard DELADRIERE, Gilbert TYUIENON, Didier POIDYALIWANE, Nicolas METZDORF.

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Les subventions, inscrites et identifiées au budget primitif 2017, ont été versées, à titre de soutien aux organismes agissant en faveur de la protection de l'environnement, du développement durable et mettant en avant l'écosystème calédonien.

Ces aides 2017 ont permis le lancement de grands chantiers de réhabilitation des mangroves urbaines, la création et mise en place de pépinières pour la production de plants répondant aux nécessités des différents sites identifiés, également l'organisation d'opérations et de nettoyages de sites pollués, la collecte des matières recyclables ou encore l'éradication des espèces invasives, etc.

Il est à noter ici, la contribution de ces organismes en matière d'insertion sociale par l'accueil et l'encadrement de jeunes : des maisons de quartiers, des tribus, ceux en mesure de réparations pénales et travaux non rémunérés en partenariat avec le centre d'actions éducatives de la PJEJ, mais aussi des étudiants, des stagiaires en formation professionnelle comme des personnes en situation de précarité etc.

Enfin, à titre de sensibilisation et de prévention, ces organismes s'illustrent par leurs participations à des événements dit de « grand public » : journée de préservation des zones humides outremer, semaine de l'environnement, journée des océans ou encore fête de la science entre autres.

S'agissant des missions du Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) liées au bien inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, aux forêts sèches et aux espèces envahissantes, elles ont été réalisées et financées dans le cadre du contrat de développement Etat/Inter-collectivités 2017-2021.

Enfin, dans le domaine de la météorologie, les taux de réalisation du fonctionnement et de l'investissement sont bons. L'installation d'une station à Thio vient compléter et achever le réseau de stations météorologiques d'observation. Pour ce qui est des recettes, l'année 2017 a été très bonne en raison d'une commande exceptionnelle de données.

Didier POIDYALIWANE

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Bernard DELADRIERE, Gilbert TYUIENON, Didier POIDYALIWANE, Nicolas METZDORF.

GESTION DE L'EAU

La question de l'eau en Nouvelle-Calédonie est cruciale et concerne l'ensemble de la population. En situation de sécheresse récurrente et dans un contexte de réchauffement climatique généralisé cet enjeu devient encore plus fondamental. A un stade où il semble de plus en plus difficile de stopper cet emballement climatique, la Nouvelle-Calédonie doit donc s'adapter pour faire face aux changements et aux risques accrus de sécheresse. Cette adaptation passera immanquablement par une meilleure concertation entre les acteurs et la mise en place d'une politique et d'une gouvernance adaptée. En 2017, une première réflexion de l'ensemble des services compétents en matière de gestion de l'eau, regroupés au sein d'une mission interservices, a permis de produire un premier document cadre visant à dégager les grandes orientations prioritaires et de s'accorder sur des objectif communs. Cette première base de travail représente les prémices de l'élaboration d'une politique de l'eau concertée. Cette démarche doit être élargie en 2018 à l'ensemble des acteurs de l'eau afin de confronter, d'enrichir puis de valider ce premier diagnostic avec l'ensemble des parties et déboucher sur la construction d'une politique de l'eau partagée.

SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS ET BIOSECURITE

En matière de biosécurité, la prévention des risques sanitaires demeure une condition première de sécurisation des producteurs, des consommateurs et de l'environnement. La Nouvelle-Calédonie a poursuivi son action visant à renforcer la veille sanitaire et la maîtrise de ses pratiques sanitaires en matière de production et de transformation, par la mise en place des outils législatifs adaptés sur les produits phytopharmaceutiques à usage agricoles notamment mais aussi des outils techniques avec la construction d'un nouveau laboratoire.

ENERGIE

Après l'adoption du Schéma de Transition Energétique par le congrès le 23 juin 2016, l'année 2017 a été marquée par le véritable décollage de la filière de production d'énergie renouvelable d'origine photovoltaïque. Le Gouvernement a agréé 10 projets de fermes photovoltaïques au sol, avec et sans stockage, pour une puissance totale de 57 MWc, augmentant ainsi de 260 % la puissance totale autorisée dans ce secteur de production d'énergie renouvelable.

Dans le secteur dit de l'autoconsommation (énergie photovoltaïque produite par des installations chez les particuliers de moins de 36 KWc), la progression est tout aussi soutenue :

- ✓ Jusqu'à fin 2016, 220 autorisations ont été délivrées soit une puissance cumulée de 1,23 MWc
- ✓ en 2017, 134 autorisations supplémentaires ont été délivrées soit 1,390 MWc supplémentaires, portant ainsi le nombre total d'installations 354 autorisations pour une puissance cumulée de 2,620 MWc

Afin de poursuivre le déploiement de cet axe majeur du STENC et pour accompagner le développement de cette nouvelle filière économique, le Gouvernement complètera en 2018 l'offre de production d'énergie renouvelable, en autorisant le photovoltaïque sur les bâtiments collectifs et en structurant l'offre pour des systèmes de production photovoltaïque en toiture d'une puissance autorisée comprise entre 100 et 250 KWc.

Nicolas METZDORF

P0401
Economie verte, gestion domaniale et urbanisme

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	6 000 000	125 293 942
Réalisations 2017	12 740 656	87 274 690
Taux de réalisation 2017	212,34%	69,66%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 205 968 101 F.

Les recettes

Pour le secteur du transport terrestre et maritime (Gilbert TYUIENON).

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

Production d'une cartographie terrestre de référence :

Des pénalités pour retards ont également été perçues pour deux prestations de cartographie (chantiers Koné 2015 et La Foa 2016).

Production de la donnée cadastrale :

L'année 2017 a permis de multiplier par 4 les recettes généralement constatées en raison du très bon démarrage des ventes de la nouvelle carte routière au 1/500.000° (1405 exemplaires vendus en 3 mois pour une recette de 2 MF), mais également de la mise en place de la redevance d'accès au SIG CADASTRE et à BANIAN (6,5 MF au total pour les 2 applications).

Les autres recettes proviennent du produit de la vente des données géographiques numériques et documents cadastraux par le pôle clientèle du service topographique. Elles incluent également les recettes des cartes topographiques papier au 1/50.000° commercialisées au guichet de la DITTT, dans de nombreux points de vente locaux et dans la boutique en ligne de l'IGN.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**6 000 000**	**12 740 656**	**212,34%**
G. TYUIENON	**6 000 000**	**12 740 656**	**212,34%**
DITTT	6 000 000	12 740 656	212,34%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	6 000 000	11 412 753	190,21%
(77) produits exceptionnels	-	1 327 903	
Total général	**6 000 000**	**12 740 656**	**212,34%**

Les dépenses

Pour le secteur du transport terrestre et maritime (Gilbert TYUIENON)

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

Systèmes de localisation géographique de précision :

Malgré plusieurs vacances de postes, 12 des 13 chantiers de nivellement de précision planifiés pour l'année ont été traités en régie.

Il faut y ajouter le coût de fonctionnement du réseau BANIAN (accès internet, frais OPT, contrats de maintenance, support techniques, etc.) qui représente près de 10 MF.

Production d'une cartographie terrestre de référence :

Les crédits de fonctionnement de 1,5 MF concernent la subvention de participation annuelle au fonctionnement du GIE SERAIL (convention CS17-3170-000024 d'avril 2017).

Les chantier cartographiques 2015 (40.000Ha sur Koné) et 2016 (62.500Ha sur la région de la Foa, Sarraméa, Farino et Moindou) ont été achevés et soldés comme initialement prévus pour 10 MF.

Des retards importants ont été pris lors de la passation du marché pour le chantier cartographique 2017. Du coup, les prises de vue aériennes n'ont pu être réalisées qu'en novembre 2017. Les conditions météo ont permis de capturer in extrémis le LOT1 (282.500Ha sur la région de Boulouparis, Kouaoua, Canala et Thio) mais pas le LOT2 (80.000Ha sur le Grand Sud). 9MF ont déjà été dépensés. L'opérateur doit venir terminer ce chantier en mai 2018.

La réalisation d'une ortho-photographie historique basée sur la mission IGN de 1976 a été engagée en octobre 2017 et s'achèvera en juin 2018. Un total de 2,5 MF a été dépensé sur ce projet.

Un nouveau scanner professionnel, destiné à numériser en HD les photos aériennes, a été acquis pour remplacer l'ancien (datant de 2000) devenu obsolète, pour 1 MF.

Enfin, pour l'investissement, 1,5MF ont été dépensés pour la subvention d'investissement annuelle au GIE SERAIL (convention CS17-3170-000024 d'avril 2017).

Diffusion de la donnée cartographique :

Ces crédits de fonctionnement correspondent au coût d'impression et de transport de la nouvelle carte routière du pays au 1/500.000°, des posters au 1/500.000° et 1/250.000° associés mais également à l'impression de l'édition n° 2 de la carte topographique au 1/50.000° du Grand Nouméa. Tous ces produits sont d'ores et déjà commercialisés.

Production de la donnée cadastrale :

Les crédits ont été utilisés pour dématérialiser et indexer 22 330 fiches cartonnées du bureau du cadastre. Ces données numériques sont ensuite versées dans le SIG Cadastre.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit d'un loyer pour le réseau de station GPS pour la direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres.

Pour le secteur de l'écologie et du développement durable (Didier POIDYALIWANE)

- Service de l'aménagement et de la planification (SAP)

Les missions du Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) concernent le bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, les forêts sèches et les espèces envahissantes. Les partenaires du contrat de développement Etat / Intercollectivités ont décidé de financer les actions du CEN sur la période 2017-2021 pour un montant contractualisé de 500 MF dont une part de 103,5 MF pour la Nouvelle-Calédonie (soit 20,7 MF/an).

- Direction des affaires économiques (DAE)

Les subventions, identifiées au budget primitif 2017, de soutien aux organismes agissant en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable ont été versées au profit de – Ensemble pour la Planète EPLP (3 MF) ; SOS MANGROVES (700 000 F) ; ASSOCIATION SAUVEGARDE DE LA NATURE (700 000 F) ; STOP OGM (500 000 F) dans le cadre du financement de leur fonctionnement.

L'association Zones Côtière Ouest (ZCO) a également bénéficié d'un soutien (1 MF) dans le cadre de la réalisation de son magazine qui met en avant l'environnement et l'écosystème calédonien ; enfin l'association WETR KREATION a été soutenue (500 000 F) dans le cadre d'une nocturne culturelle sur le thème du « réchauffement climatique ».

Pour le secteur du droit de l'urbanisme (Bernard DELADRIERE).

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Ces dépenses concernent le référentiel des normes de construction en Nouvelle-Calédonie. Les 14 M dépensés concernent des études opérationnelles sur la qualité des matériaux, le calcul des vitesses de vent. A noter qu'une recette a été obtenue de l'Etat pour le programme en cours d'année 2017.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0401-03-Contribution à la préservation de la biodiversitéet des écosystèmes remarquables	**20 700 000**	**20 700 000**	**100,00%**
D. POIDYALIWANE	**20 700 000**	**20 700 000**	**100,00%**
SAP	20 700 000	20 700 000	100,00%
A0401-04-Systèmes de localisation géographique de précision	**17 358 252**	**12 091 858**	**69,66%**
G. TYUIENON	**17 358 252**	**12 091 858**	**69,66%**
DAPM	63 000	10 955	17,39%
DITTT	17 295 252	12 080 903	69,85%
A0401-05-Production d'une cartographie terrestre de référence	**46 475 679**	**29 250 962**	**62,94%**
G. TYUIENON	**46 475 679**	**29 250 962**	**62,94%**
DITTT	46 475 679	29 250 962	62,94%
A0401-07-Diffusion de la donnée cartographique	**6 766 300**	**4 241 841**	**62,69%**
G. TYUIENON	**6 766 300**	**4 241 841**	**62,69%**
DITTT	6 766 300	4 241 841	62,69%
A0401-08-Production de la donnée cadastrale	**570 913**	**570 913**	**100,00%**
G. TYUIENON	**570 913**	**570 913**	**100,00%**
DITTT	570 913	570 913	100,00%
A0401-09-Instruction des demandes d'études et préparation des documents fonciers nécessaires à la rédaction des actes	**1 130 835**	**-**	**0,00%**
G. TYUIENON	**1 130 835**	**-**	**0,00%**
DITTT	1 130 835	-	0,00%
A0401-10-Réglementation et sécurité des bâtiments	**19 991 963**	**14 019 116**	**70,12%**
B. DELADRIERE	**19 991 963**	**14 019 116**	**70,12%**
DAPM	19 991 963	14 019 116	70,12%
A0401-11-Economie verte	**12 300 000**	**6 400 000**	**52,03%**
D. POIDYALIWANE	**12 300 000**	**6 400 000**	**52,03%**
DAE	12 300 000	6 400 000	52,03%
Total général	**125 293 942**	**87 274 690**	**69,66%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**72 058 263**	**59 234 248**	**82,20%**
DAE	**6 900 000**	**6 400 000**	**92,75%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	6 900 000	6 400 000	92,75%
DAPM	**20 054 963**	**14 030 071**	**69,96%**
Autres charges de fonctionnement	20 054 963	14 030 071	69,96%
DITTT	**24 403 300**	**18 104 177**	**74,19%**
Autres charges de fonctionnement	8 883 543	5 084 159	57,23%
Charges fixes de fonctionnement	14 019 757	11 520 018	82,17%
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 500 000	1 500 000	100,00%
SAP	**20 700 000**	**20 700 000**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	20 700 000	20 700 000	100,00%
Investissements	**53 235 679**	**28 040 442**	**52,67%**
DAE	**5 400 000**	**-**	**0,00%**
AP P0401-2012/2 - ECONOMIE VERTE (INVEST)	5 400 000	-	0,00%
DITTT	**47 835 679**	**28 040 442**	**58,62%**
AP P0401-2012/1 - POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE DE PRECISION	2 776 600	206 080	7,42%
AP P0401-2014/1 - MISE A JOUR IMAGERIE AERIENNE ET BASE DONNEES TOPO-NC	43 242 504	26 038 134	60,21%
AP P0401-2017/2 - PARTICIPATION FINANCIERE AUX INVESTISSEMENTS DU GIE SERAIL	1 500 000	1 500 000	100,00%
HAP immobilisations corporelles	83 400	83 400	100,00%
HAP immobilisations incorporelles	233 175	212 828	91,27%
Total général	**125 293 942**	**87 274 690**	**69,66%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur du transport terrestre et maritime (Gilbert TYUIENON)

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**7 500 000**	**1 500 000**	**6 000 000**	**20%**	**1 500 000**	**1 500 000**	**1 500 000**	**100%**
P0401-2017/3								
FONCTIONNEMENT DU GIE SERAIL	7 500 000	1 500 000	6 000 000	20%	1 500 000	1 500 000	1 500 000	100%
Investissement	**543 000 000**	**127 454 561**	**415 545 439**	**23%**	**48 500 000**	**47 519 104**	**27 744 214**	**58%**
P0401-2012/1								
POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE DE PRECISION	90 500 000	84 261 219	6 238 781	93%	6 000 000	2 776 600	206 080	7%
P0401-2013/1								
REFERENTIEL LITTORAL DE NOUVELLE-CALEDONIE	230 000 000	-	230 000 000	0%	-	-	-	
P0401-2014/1								
MISE A JOUR IMAGERIE AERIENNE ET BASE DONNEES TOPO-NC	200 000 000	41 693 342	158 306 658	21%	41 000 000	43 242 504	26 038 134	60%
P0401-2015/1								
OUTILS INFORMATIQUE DE GESTION CADASTRALE	15 000 000	-	15 000 000	0%	-	-	-	
P0401-2017/2								
PARTICIPATION FINANCIERE AUX INVESTISSEMENTS DU GIE SERAIL	7 500 000	1 500 000	6 000 000	20%	1 500 000	1 500 000	1 500 000	100%
Total général	**550 500 000**	**128 954 561**	**421 545 439**	**23%**	**50 000 000**	**49 019 104**	**29 244 214**	**60%**

P0401-2017/3 – Fonctionnement du GIE SERAIL : suite à la mise en place de cette AE, la convention pluriannuelle 2017-2021 relative à la participation financière de la Nouvelle-Calédonie au GIE SERAIL n° CS17-3170-000024 a été signée le 03/04/2017. Elle prévoit une subvention annuelle de participation au fonctionnement de SERAIL de 1,5 MF.

P0401-2012/1 – Positionnement géographique de précision : il n'y a eu quasiment aucune dépense sur cette AP en 2017 en raison de la vacance de nombreux postes au bureau de la géodésie du service topographique.

P0401-2014/1 – Mise à jour imagerie aérienne et base de données TOPO-NC : les chantiers cartographiques se sont poursuivis :

• Achèvement et solde des chantiers 2015 et 2016 ;

• Lancement du chantier cartographique 2017 ;

• Lancement d'un premier chantier d'ortho-photographie historique ;

Un équipement (scanner) a également été acquis pour numériser les photos aériennes.

P0401-2013/1 – Référentiel littoral de Nouvelle-Calédonie : l'opération consistait en la constitution d'un référentiel continu terre-mer constitué d'un ensemble de points qui décrivent de façon dense et précise la surface du fond dans la partie immergée et du sol dans la partie terrestre. Le projet devait démarrer en 2013, avec la mise en œuvre d'une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage, puis suivi en 2014 de la réalisation d'une zone pilote (Dumbéa, Nouméa et Mont-Dore) et la mise en place d'une structure de pilotage. Or, le marché international lancé en 2014 pour notre compte par le SHOM a été classé sans suite, en raison d'un coût bien en dessus du marché. Depuis, plus aucun crédit de paiement n'a été accordé sur cette AP. Il est donc préférable de la clôturer et de relancer le projet lorsque la situation financière de la collectivité le permettra.

P0401-2015/1 – Outils informatiques de gestion cadastrale : Le COPIL des systèmes informatiques n'a pas validé pour l'exercice 2017 les financements nécessaires aux développements d'un outil de gestion des données cadastrales (SIG Cadastre).

P0401-2017/2 – Participation financière aux investissements du GIE SERAIL : suite à la mise en place de cette AP, la convention pluriannuelle 2017-2021 relative à la participation financière de la Nouvelle-Calédonie au GIE SERAIL n° CS17-3170-000024 a été signée le 03/04/2017. Elle prévoit une subvention annuelle participation aux investissements du SERAIL de 1,5 MF.

Pour le secteur de l'écologie et du développement durable (Didier POIDYALIWANE)

- Direction des affaires économiques (DAE)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**100 000 000**	**33 874 000**	**66 126 000**	**34%**	**5 400 000**	**5 400 000**	**-**	**0%**
P0401-2012/2								
ECONOMIE VERTE (INVEST)	100 000 000	33 874 000	66 126 000	34%	5 400 000	5 400 000	-	0%
Total général	**100 000 000**	**33 874 000**	**66 126 000**	**34%**	**5 400 000**	**5 400 000**	**-**	**0%**

En matière d'investissement, le programme de plantations citoyennes, déjà en déclin l'année précédente, n'a été sollicité par aucune commune en 2017. Ce programme est refermé en 2018 et les opérations de soutien pourront être redéfinies à la faveur d'autres projets sous un format nouveau.

- Service de l'aménagement et de la planification (SAP)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**103 500 000**	**20 700 000**	**82 800 000**	**20%**	**20 700 000**	**20 700 000**	**20 700 000**	**100%**
P0401-2017/5								
CDI 17-21 CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS	103 500 000	20 700 000	82 800 000	20%	20 700 000	20 700 000	20 700 000	100%
Total général	**103 500 000**	**20 700 000**	**82 800 000**	**20%**	**20 700 000**	**20 700 000**	**20 700 000**	**100%**

Cette opération est inscrite au contrat de développement Etat/Intercollectivités 2017-2021. Les missions du Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) concernent le bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, les forêts sèches et les espèces envahissantes. Les partenaires du contrat de développement Etat / Intercollectivités ont décidé de financer les actions du CEN sur la période 2017-2021 pour un montant contractualisé de 500 MF dont une part de 103,5 MF pour la Nouvelle-Calédonie (soit 20,7 MF/an).

P0402
Météorologie

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	800 000	37 191 156
Réalisations 2017	2 663 292	34 383 317
Taux de réalisation 2017	332,91%	92,45%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 108 025 023 F.

Les recettes

Pour le secteur de l'écologie et du développement durable (Didier POIDYALIWANE)

- Service de la météo (MTO)

Ces ressources proviennent essentiellement de la vente de données climatologiques issues du réseau de mesures financé par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Ces recettes sont aléatoires : pour 2017, les prévisions avaient été faites sur la base des recettes 2016. Or, une commande inattendue en cours d'année a permis de dépasser très largement les estimations initiales.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**800 000**	**2 663 292**	**332,91%**
D. POIDYALIWANE	**800 000**	**2 663 292**	**332,91%**
MTO	800 000	2 663 292	332,91%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	800 000	2 663 292	332,91%
Total général	**800 000**	**2 663 292**	**332,91%**

Les dépenses

Pour le secteur de l'écologie et du développement durable (Didier POIDYALIWANE)

- Service de la météo (MTO)

En fonctionnement, 92,77 % des crédits ont été exécutés, le reste n'ayant pu être liquidés par faute, soit de réception du matériel, soit de réception de factures dans les délais impartis pour leur traitement. L'exécution du budget de fonctionnement est en amélioration de 1% par rapport à l'exécution budgétaire de 2016.

En investissement, les crédits alloués ont été dépensés à hauteur de 92 % (soit 3% de plus qu'en 2016). 8% des crédits n'ont pu être mandatés pour les raisons susvisées en fonctionnement.

L'année 2017 a permis de réaliser des actions suivantes :

- la venue d'un chef prévisionniste de renfort pendant 2 mois lors de la saison cyclonique ;
- la maintenance logicielle du réseau de capteurs foudre et formation des agents ;
- la réalisation d'infrastructures pour l'installation d'une station météorologique à Thio ;
- l'achat de matériels météorologiques : anémomètres, pluviomètres, télémètres à nuage, remplacement de pièces des radars, etc.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0402-01-Opération du réseau de mesure (installation, maintenance, télécom)	**31 771 436**	**29 340 275**	**92,35%**
D. POIDYALIWANE	**31 771 436**	**29 340 275**	**92,35%**
MTO	31 771 436	29 340 275	92,35%
A0402-04-Conservation de la mémoire du climat	**2 582 485**	**2 328 409**	**90,16%**
D. POIDYALIWANE	**2 582 485**	**2 328 409**	**90,16%**
MTO	2 582 485	2 328 409	90,16%
A0402-05-Réalisation des produits adaptés	**2 160**	**-**	**0,00%**
D. POIDYALIWANE	**2 160**	**-**	**0,00%**
MTO	2 160	-	0,00%
A0402-06-Installations et maintenance des équipements de mesure sur aérodrome	**1 856 269**	**1 856 269**	**100,00%**
D. POIDYALIWANE	**1 856 269**	**1 856 269**	**100,00%**
MTO	1 856 269	1 856 269	100,00%
A0402-08-Direction, Finance, Secrétariat, RH, Eco-responsabilité	**978 806**	**858 364**	**87,70%**
D. POIDYALIWANE	**978 806**	**858 364**	**87,70%**
MTO	978 806	858 364	87,70%
Total général	**37 191 156**	**34 383 317**	**92,45%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**20 852 417**	**19 329 905**	**92,70%**
MTO	**20 852 417**	**19 329 905**	**92,70%**
Autres charges de fonctionnement	5 539 405	4 744 766	85,65%
Charges fixes de fonctionnement	15 313 012	14 585 139	95,25%
Investissements	**16 338 739**	**15 053 412**	**92,13%**
MTO	**16 338 739**	**15 053 412**	**92,13%**
AP P0402-2016/1 - RENOUVELLEMENT MATERIELS METEOROLOGIQUES	6 406 380	6 391 834	99,77%
HAP immobilisations corporelles	9 932 359	8 661 578	87,21%
Total général	**37 191 156**	**34 383 317**	**92,45%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de l'écologie et du développement durable (Didier POIDYALIWANE)

- Service de la météo (METEO)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**68 864 444**	**17 456 272**	**51 408 172**	**25%**	**9 600 000**	**6 406 380**	**6 391 834**	**100%**
P0402-2015/1								
AQUISITION GENERATEUR HYDROGENE	11 064 444	11 064 438	6	100%	-	-	-	
P0402-2016/1								
RENOUVELLEMENT MATERIELS METEOROLOGIQUES	35 700 000	6 391 834	29 308 166	18%	6 600 000	6 406 380	6 391 834	100%
P0402-2016/2								
RENOUVELLEMENT STATIONS METEOROLOGIQUES	22 100 000	-	22 100 000	0%	3 000 000	-	-	
Total général	**68 864 444**	**17 456 272**	**51 408 172**	**25%**	**9 600 000**	**6 406 380**	**6 391 834**	**100%**

Le service de la météorologie gère deux autorisations de programme pour l'acquisition de matériels météorologiques dont des stations météorologiques du réseau de mesures de la Nouvelle-Calédonie, et des matériels destinés à être installés sur les aérodromes (télémètres à nuages, capteurs) ou sur les sites météorologiques (capteurs, pluviographes ...).

L'autorisation de programme relative à l'acquisition d'un générateur d'hydrogène peut être close puisque le générateur est désormais opérationnel.

P0403
Gestion de l'eau

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	100 000 000	235 837 189
Réalisations 2017	50 000 000	140 124 604
Taux de réalisation 2017	50,00%	59,42%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 181 155 892 F.

Les recettes

Pour le secteur de la politique de l'eau (Nicolas METZDORF)

- Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (DAVAR)

Les recettes (50 MF) proviennent de l'Agence pour la prévention et l'indemnisation des calamités agricoles ou naturelles (APICAN) qui, par convention, participe aux actions de prévention relatives aux inondations et plus généralement à des interventions relatives à la gestion de l'eau. Le taux de réalisation est conditionné par les dépenses effectives des collectivités provinciales et communales délégataires de la Nouvelle-Calédonie en matière de gestion de l'eau et d'entretien des cours d'eau.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**100 000 000**	**50 000 000**	**50,00%**
N. METZDORF	**100 000 000**	**50 000 000**	**50,00%**
DAVAR	100 000 000	50 000 000	50,00%
(74) dotations, subventions et participations	100 000 000	50 000 000	50,00%
Total général	**100 000 000**	**50 000 000**	**50,00%**

Les dépenses

Pour le secteur de la politique de l'eau (Nicolas METZDORF)

- Direction des affaires vétérinaires alimentaires et rurales (DAVAR)

Ce programme vise à assurer la connaissance qualitative et quantitative de la ressource en eau, la protection de cette ressource ainsi que la maîtrise des usages. Il prend en compte également la gestion du domaine public fluvial de la Nouvelle-Calédonie.

65% des budgets prévisionnels de ce programme, soit 151 410 201 F, sont affectés aux collectivités délégataires et aux associations partenaires de la gestion de l'eau. Pour ces actions, la Nouvelle-Calédonie ne maîtrise pas le faible taux de réalisation à 52%.

Les actions réalisées sous la maîtrise d'ouvrage du service de l'eau représentent un budget réalisé de 56 694 740 F et présentent un taux de réalisation de 70%.

En 2017, le service de l'eau s'est investi en partenariat avec les collectivités provinciales dans l'élaboration d'une politique de l'eau partagée visant à améliorer l'efficience de la gestion de l'eau à l'échelle du pays.

Action A0403-01 - Protection de la ressource en eau :

Le service a instruit son premier dossier de projet hydroélectrique (Hydro Paalo) et a élaboré un projet de délibération visant à règlementer les périmètres de protection des eaux. Le projet de texte a été approuvé par les communes et soumis à la consultation du public.

Cette action recouvre une dépense de 43 749 036 F et présente un taux de réalisation de 70%, certaines études de délimitation des périmètres de protection des eaux n'ayant pu être finalisées en 2017.

Action A0403-02 - Connaissance et suivi de la ressource en eau :

La réalisation des études de zones inondables sous maîtrise d'ouvrage provinciale représente 30 161 633 F, soit 62% du budget de cette action. Le faible taux de réalisation (15%) s'explique par les difficultés rencontrées par les bureaux d'études à respecter les délais et la nécessité de reporter d'une année sur l'autre les montants des engagements conventionnés. En 2018, les nouvelles opérations pluriannuelles ont été inscrites dans des autorisations de programme afin de limiter une immobilisation inutile de crédits de paiement.

Dans le contexte de sécheresse intense de l'année 2017, le service a été mobilisé pour produire divers bulletins hydrologiques diffusés sur le site internet de la DAVAR et lancer un audit sur la vulnérabilité des ressources.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit du loyer d'un local à usage de docks pour la direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0403-01-Protection et disponibilité de la ressource en eau etgestion du domaine public fluvial de la Nouvelle-Calédonie	**184 252 666**	**119 499 282**	**64,86%**
N. METZDORF	**184 252 666**	**119 499 282**	**64,86%**
DAVAR	184 252 666	119 499 282	64,86%
A0403-02-Connaissance et suivi de la ressource en eau	**51 584 523**	**20 625 322**	**39,98%**
N. METZDORF	**51 584 523**	**20 625 322**	**39,98%**
DAPM	3 000 000	3 000 000	100,00%
DAVAR	48 584 523	17 625 322	36,28%
Total général	**235 837 189**	**140 124 604**	**59,42%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**175 052 868**	**98 685 662**	**56,37%**
DAPM	**3 000 000**	**3 000 000**	**100,00%**
Autres charges de fonctionnement	3 000 000	3 000 000	100,00%
DAVAR	**172 052 868**	**95 685 662**	**55,61%**
Autres charges de fonctionnement	94 964 603	48 121 734	50,67%
Charges fixes de fonctionnement	1 709 697	950 804	55,61%
Remboursements aux collectivités	71 378 568	42 613 124	59,70%
Subventions, participations et autres charges d'activité	4 000 000	4 000 000	100,00%
Investissements	**60 784 321**	**41 438 942**	**68,17%**
DAVAR	**60 784 321**	**41 438 942**	**68,17%**
AP P0403-2017/1 - CDI 17-21 CONSTRUCTION BARRAGE A USAGE MULTIPLE POUEMBOUT	29 170 000	29 166 667	99,99%
HAP immobilisations corporelles	14 014 321	12 272 275	87,57%
HAP subventions d'équipement versées	17 600 000	-	0,00%
Total général	**235 837 189**	**140 124 604**	**59,42%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la politique de l'eau (Nicolas METZDORF)

- Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (DAVAR)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**20 000 000**	**1 420 125**	**18 579 875**	**7%**	**5 000 000**	**5 000 000**	**651 000**	**13%**
P0403-2014/1								
ATLAS HYDROELECTRICITE	20 000 000	1 420 125	18 579 875	7%	5 000 000	5 000 000	651 000	13%
Investissement	**1 400 000 000**	**29 166 667**	**1 370 833 333**	**2%**	**29 170 000**	**29 170 000**	**29 166 667**	**100%**
P0403-2017/1								
CDI 17-21 CONSTRUCTION BARRAGE A USAGE MULTIPLE POUEMBOUT	1 400 000 000	29 166 667	1 370 833 333	2%	29 170 000	29 170 000	29 166 667	100%
Total général	**1 420 000 000**	**30 586 792**	**1 389 413 208**	**2%**	**34 170 000**	**34 170 000**	**29 817 667**	**87%**

P0403-2014/1 – Atlas hydroélectricité : le projet de réalisation d'un atlas des potentiels hydroélectriques a bien avancé en 2017 mais a nécessité moins de crédits que prévu, en raison de la concrétisation tardive d'une convention de recherche et de développement signée avec le BRGM pour un montant de 2,72 MF et certifiée exécutoire en décembre 2017. Seul le recensement des données nécessaires à l'analyse multicritères a dès lors pu être finalisé en 2017.

P0403-2017/1 – CDI17-21 Construction barrage à usage multiple de Pouembout : la Nouvelle-Calédonie participe au financement du projet de construction du barrage de Pouembout. Sa contribution au titre de 2017 a été versée conformément à l'échéancier inscrit au contrat de développement inter-collectivités.

P0404
Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	38 000 000	1 136 674 562
Réalisations 2017	24 125 480	511 838 993
Taux de réalisation 2017	63,49%	45,03%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 725 243 252 F.

Les recettes

Pour les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (Nicolas METZDORF)

- Direction des affaires vétérinaires alimentaires et rurales (DAVAR)

Les recettes proviennent en partie de la réalisation des analyses par le LNC (9 206 059 F) et des services de la quarantaine animale, notamment, les droits attachés à l'importation comme à l'exportation d'animaux (12 658 500 F).

Dans le cadre de la prévention contre la prolifération de la tique du bétail, l'APICAN rembourse l'acquisition, par la Nouvelle-Calédonie, des produits tiquicides (2 MF).

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**38 000 000**	**24 125 480**	**63,49%**
N. METZDORF	**38 000 000**	**24 125 480**	**63,49%**
DAVAR	38 000 000	24 125 480	63,49%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	23 000 000	21 864 559	95,06%
(74) dotations, subventions et participations	15 000 000	2 000 000	13,33%
(77) produits exceptionnels	-	260 921	
Total général	**38 000 000**	**24 125 480**	**63,49%**

Les dépenses

Pour les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (Nicolas METZDORF)

- Direction des affaires vétérinaires alimentaires et rurales (DAVAR)

L'année 2017 a été en grande partie dédiée à plusieurs grandes réformes juridiques, élaborées en concertation avec les acteurs concernés et portant les sujets suivants : les produits phytopharmaceutiques à usage agricole et à usage jardin, le corpus vétérinaire comprenant la loi du pays relative à l'exercice de la profession de vétérinaire.

Un complément d'investissement pour un appareil à rayons X a été demandé sur la base d'un contrat d'acquisition dont une partie a été payée en 2017, et l'autre partie prévue sur un financement 2018, à hauteur de 5 145 035 F.

18 500 échantillons, donnant lieu à 46 000 analyses ont été traités par les laboratoires officiels vétérinaire, agroalimentaire et phytosanitaire avec les focus particuliers suivants :

• En santé animale : En plus des analyses de diagnostic courant et des actions de veille sanitaire active (enquête porcine : 5 000 analyses ; suivi aviaire : 3 000 analyses ; suivi crevettes : 500

analyses ; suivi abeille : 152 analyses), 60 foyers pathologiques ont été investigués en 2017, essentiellement dans les espèces bovine et porcine.

• En agro-alimentaire : 11 000 analyses de microbiologie alimentaire ont été réalisées sur des aliments dans le cadre d'autocontrôles, de contrôles officiels (15 % de demandes) et d'étude de vieillissement (4% de demandes). 17 toxi-infections alimentaires collectives ont été investiguées. 4 500 analyses ont été réalisées ou sous-traitées par le secteur chimie dont 25% relatives aux plans de contrôle et de surveillance des résidus dans les filières animales et végétales.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit de loyers d'une villa F4 à Koné nécessaires au fonctionnement de la direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0404-01-Sécurité sanitaire des aliments	**29 268 326**	**28 863 033**	**98,62%**
N. METZDORF	**29 268 326**	**28 863 033**	**98,62%**
DAVAR	29 268 326	28 863 033	98,62%
A0404-02-Santé animale	**32 707 789**	**18 387 506**	**56,22%**
N. METZDORF	**32 707 789**	**18 387 506**	**56,22%**
DAVAR	32 707 789	18 387 506	56,22%
A0404-03-Installations quarantenaires et bio-sécuritaires	**930 148 822**	**343 758 624**	**36,96%**
N. METZDORF	**930 148 822**	**343 758 624**	**36,96%**
DAVAR	930 148 822	343 758 624	36,96%
A0404-04-Protection des végétaux	**951 443**	**531 443**	**55,86%**
N. METZDORF	**951 443**	**531 443**	**55,86%**
DAVAR	951 443	531 443	55,86%
A0404-05-Inspection aux frontières	**11 479 916**	**10 773 062**	**93,84%**
N. METZDORF	**11 479 916**	**10 773 062**	**93,84%**
DAVAR	11 479 916	10 773 062	93,84%
A0404-07-Réalisation d'analyses	**104 665 791**	**86 818 270**	**82,95%**
N. METZDORF	**104 665 791**	**86 818 270**	**82,95%**
DAVAR	104 665 791	86 818 270	82,95%
A0404-09-Fonctions supports et dépenses communes	**27 452 475**	**22 707 055**	**82,71%**
N. METZDORF	**27 452 475**	**22 707 055**	**82,71%**
DAPM	2 600 000	1 634 068	62,85%
DAVAR	24 852 475	21 072 987	84,79%
Total général	**1 136 674 562**	**511 838 993**	**45,03%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**182 018 841**	**149 329 641**	**82,04%**
DAPM	**2 600 000**	**1 634 068**	**62,85%**
Autres charges de fonctionnement	2 600 000	1 634 068	62,85%
DAVAR	**179 418 841**	**147 695 573**	**82,32%**
Autres charges de fonctionnement	106 711 080	82 510 888	77,32%
Charges exceptionnelles	1 003 208	653 208	65,11%
Charges fixes de fonctionnement	39 905 853	34 233 068	85,78%
Remboursements aux collectivités	6 000 000	6 000 000	100,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	25 588 000	24 087 709	94,14%
Formation professionnelle	210 700	210 700	100,00%
Investissements	**954 655 721**	**362 509 352**	**37,97%**
DAVAR	**954 655 721**	**362 509 352**	**37,97%**
AP P0404-2005/2 - COMPLEXE DE PROTECTION ZOO ET PHYTOSANITAIRE DE LA NC (98/05)	706 905 092	270 366 266	38,25%
AP P0404-2011/1 - CONSTRUCTION BATIMENTS BUREAUX SIVAP	211 427 639	62 211 267	29,42%
HAP immobilisations corporelles	22 870 955	16 479 784	72,06%
HAP immobilisations en cours	5 145 035	5 145 035	100,00%
HAP subventions d'équipement versées	8 307 000	8 307 000	100,00%
Total général	**1 136 674 562**	**511 838 993**	**45,03%**

Opérations pluriannuelles

Pour les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (Nicolas METZDORF)

- Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (DAVAR)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**3 580 000 000**	**2 221 264 706**	**1 358 735 294**	**62%**	**460 433 797**	**918 332 731**	**332 577 533**	**36%**
P0404-2005/2 COMPLEXE DE PROTECTION ZOO ET PHYTOSANITAIRE DE LA NC (98/05)	3 180 000 000	2 134 359 230	1 045 640 770	67%	481 693 000	706 905 092	270 366 266	38%
P0404-2011/1 CONSTRUCTION BATIMENTS BUREAUX SIVAP	400 000 000	86 905 476	313 094 524	22%	- 21 259 203	211 427 639	62 211 267	29%
Total général	**3 580 000 000**	**2 221 264 706**	**1 358 735 294**	**62%**	**460 433 797**	**918 332 731**	**332 577 533**	**36%**

P0404-2005/2 – CPZP : la construction du nouveau laboratoire a débuté en octobre 2015 pour une fin de travaux initialement prévue en avril 2017. Cette planification a dû être modifiée dès novembre 2015 en raison de difficultés techniques. Courant 2017, la mise en évidence de bétons non conformes puis la liquidation de l'entreprise de gros œuvre ont à nouveau décalé la réception du chantier qui est maintenant fixée à fin juillet 2018.

P0404-2011/1 – Construction bâtiments bureaux SIVAP : les travaux de terrassement ont commencé en août 2017 pour une livraison des bâtiments en novembre 2018.

P0405
Prévention des pollutions et risques industriels

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	9 455 000	17 372 300
Réalisations 2017	8 243 000	17 172 300
Taux de réalisation 2017	87,18%	98,85%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 100 888 427 F.

Les recettes

Pour le secteur de l'écologie et du développement durable (Didier POIDYALIWANE)

- Direction de l'industrie des mines et de l'énergie (DIMENC)

Les recettes sont liées au contrôle de premier niveau réalisé par les agents dans le domaine de la métrologie légale (balances commerciales, ponts bascules, bacs de stockage, taximètres) et des équipements sous pression (chaudières, …).

Ces contrôles n'étant pas encore délégués à un organisme agréé, la DIMENC les a réalisés en totalité. Ces prestations ont dégagé sur 2017 des recettes de 8,2 MF pour 10,5 MF facturés (décalage entre la facturation et la perception) et correspondent pour 51% à des examens administratifs et 37% aux vérifications primitives et périodiques.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**9 455 000**	**8 243 000**	**87,18%**
D. POIDYALIWANE	**9 455 000**	**8 243 000**	**87,18%**
DIMENC	9 455 000	8 243 000	87,18%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	9 455 000	8 243 000	87,18%
Total général	**9 455 000**	**8 243 000**	**87,18%**

Les dépenses

Pour le secteur de l'énergie (Didier POIDYALIWANE)

- Direction de l'industrie des mines et de l'énergie (DIMENC)

La DIMENC exerce essentiellement des activités de régulation et de contrôle de l'industrie en Nouvelle-Calédonie : installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), instruments de mesure, équipements sous pression, exportations de déchets dangereux, explosifs et barrages. Il participe aussi à la gestion des déchets et au suivi de la qualité de l'air par son rôle de secrétaire du comité de gestion de la TAP et de SCAL'AIR.

A noter en 2017 :

- **ICPE** :

  - 101 inspections, dont 23 circonstancielles réalisées, soit 16% d'inspections supplémentaires par rapport à l'année précédente ;

  - participation à la préparation des Plans Particuliers d'Intervention d'établissements ICPE et d'ouvrages hydrauliques et aux réunions d'information concernant la zone de Numbo et SLN ;

  - travaux sur les prescriptions techniques applicables aux installations à haut risque industriel (établissements où le risque accidentel est prépondérant) et à haut risque chronique (établissements émetteurs de polluants de manière chronique) ;

  - instruction des dossiers de nouveaux établissements ou de régularisation, incluant des actions d'inspections, de sensibilisation et d'incitation des exploitants à se mettre en conformité ;

  - assistance aux services juridiques dans le cadre de contentieux.

- **Déchets dangereux** : en l'absence de filière locale d'élimination fiable, ceux-ci sont exportés vers des installations aptes à les traiter. 31 demandes d'autorisation de mouvement transfrontières de déchets ont été instruites en 2017. 5300 tonnes de déchets dangereux ont ainsi été exportés hors du Territoire pour traitement dans des filières agrées dont 80% en Nouvelle-Zélande et Australie.

- **Barrages de Yaté, Dumbéa, la Berme KO2 de Vale NC** : outre l'inspection des ouvrages au regard des règles de l'art de la construction, celui de Vale NC a fait l'objet d'un bilan de revue de sûreté. Parallèlement, le service de l'industrie travaille à la définition des procédures applicables pour la construction et l'exploitation des barrages.

- **Radioprotection** : assistées de l'ASN, la DTE, la DASS et la DIMENC étudient la refonte de la réglementation en matière de radioprotection. Le contrôle des industriels mettant en œuvre des sources ou substances radioactives, la traçabilité de ces matières et la gestion de l'élimination du stock historique sont du ressort de la DIMENC.

- **Qualité de l'air** : la réglementation de la qualité de l'air ambiant a été adoptée. La DIMENC a débuté l'élaboration des textes d'application. La participation à Scal-Air en 2017 s'est élevée à 16,5 MF, stable depuis 2013.

- **Explosifs** : la DIMENC a également examiné 13 autorisations administratives d'exportation (AAE) de produits explosifs depuis la métropole, 110 autorisations administratives d'importation (AAI). Dans le cadre de l'exercice de cette dernière mission, le service de l'industrie a effectué 11 inspections de contrôle. 15 demandes d'habilitation à détenir des explosifs ont été transmises aux services compétents du haut-commissariat. 3 agréments techniques ont été délivrés pour des unités mobiles de fabrication d'explosifs (UMFE).

- **Métrologie légale** (balances commerciales, ponts bascules, bacs de stockage, taximètres) : dans le cadre de sa mission de contrôle de 1er niveau, la DIMENC a réalisé, en 2017, 10 654 contrôles ou vérifications, soit 17% de plus qu'en 2016 et délivrée 689 autorisations administratives d'importation. Dans le cadre de l'exercice de cette dernière mission, le service de l'industrie a effectué 178 déplacements. 5000 vignettes vertes réglementaires, permettant de certifier la conformité des matériels de métrologie, ont été achetées dans l'exercice de cette mission.

- **Équipements sous pression** (chaudières, ...) : la DIMENC a réalisé 4 épreuves de requalification d'équipements sous pression (vapeur). 50 attestations de contrôle après intervention notable produites par les organismes agréés ont été visées.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0405-03-Elaboration d'une réglementation en matière de qualité de l'air et participationau suivi de la qualité de l'air	**16 500 000**	**16 500 000**	**100,00%**
D. POIDYALIWANE	**16 500 000**	**16 500 000**	**100,00%**
DIMENC	16 500 000	16 500 000	100,00%
A0405-11-Cadre réglem. & Inspect° poids & mesures (instruct°, contrôle, évolut° réglem.)en coordinat° avec des organismes délégués pour le contrôle de 1er niveau (Gouv)	**872 300**	**672 300**	**77,07%**
D. POIDYALIWANE	**872 300**	**672 300**	**77,07%**
DIMENC	872 300	672 300	77,07%
Total général	**17 372 300**	**17 172 300**	**98,85%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**17 372 300**	**17 172 300**	**98,85%**
DIMENC	**17 372 300**	**17 172 300**	**98,85%**
Autres charges de fonctionnement	663 300	663 300	100,00%
Charges exceptionnelles	9 000	9 000	100,00%
Charges fixes de fonctionnement	200 000	-	0,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	16 500 000	16 500 000	100,00%
Total général	**17 372 300**	**17 172 300**	**98,85%**

P0406
Energie

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	50 000 000	93 026 858
Réalisations 2017	10 854 880	16 325 546
Taux de réalisation 2017	21,71%	17,55%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 89 149 658 F.

Les recettes

Pour le secteur de l'énergie (Nicolas METZDORF).

- Direction de l'industrie des mines et de l'énergie (DIMENC)

Barrage de Ouinné : L'opération relative aux études pour l'ouvrage hydroélectrique de la Ouinné a fait l'objet d'un dossier de demande d'engagement qui s'est traduit par la signature de l'arrêté n° HC/DIMENC/2017 n° 1226 IND du 2 août 2017 portant attribution d'une subvention de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie.

Cependant, consécutivement à la demande de suspension des études demandées à Enercal par le président du gouvernement (cf, paragraphe sur les dépenses dans la suite du rapport), la Nouvelle-Calédonie n'a effectué aucune des dépenses prévues au budget, rendant irréalisable tout appel de fonds auprès de l'Etat.

En conséquence, en 2017 aucune recette n'a été titrée pour cette opération.

TEP VERTES : 10 854 880 F ont été perçues au titre de la vente d'électricité des centrales TEP VERTES, installations de production électrique d'origines renouvelables (éoliennes et photovoltaïques) situées à Maré et à Lifou. L'électricité est vendue aux concessionnaires de distribution Enercal (à Maré) et EEC (à Lifou) conformément aux contrats signés entre ces concessionnaires et la Nouvelle-Calédonie. Les productions éoliennes et photovoltaïques dépendent du vent et de l'ensoleillement. L'année 2017 a été marquée par une moindre production, en particulier pour ce qui concerne l'éolienne de Lifou pour laquelle il convient de mentionner également des arrêts pour maintenance.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**20 000 000**	**10 854 880**	**54,27%**
N. METZDORF	**20 000 000**	**10 854 880**	**54,27%**
DIMENC	20 000 000	10 854 880	54,27%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	20 000 000	10 854 880	54,27%
Investissements	**30 000 000**	**-**	**0,00%**
N. METZDORF	**30 000 000**	**-**	**0,00%**
DIMENC	30 000 000	-	0,00%
(13) subventions d'investissement	30 000 000	-	0,00%
Total général	**50 000 000**	**10 854 880**	**21,71%**

Les dépenses

Pour le secteur de l'énergie (Nicolas METZDORF).

- Direction de l'industrie des mines et de l'énergie (DIMENC)

Barrage de Ouinné : Par courrier de 27 novembre 2017, le président du gouvernement a demandé à la société ENERCAL de suspendre les études sur le barrage de la Ouinné, le temps de mettre à jour la Programmation Pluriannuelle des Investissements de production électrique (PPI).

Un partenariat a donc été mis en œuvre entre la Nouvelle-Calédonie et la Commission de Régulation de l'Energie pour réviser cette PPI, l'objectif étant de proposer au gouvernement la nouvelle PPI d'ici fin 2018.

La suspension des études s'est traduite par l'absence de versement de la subvention de **70 MF** inscrite en dépenses au budget.

Maintenance TEP VERTES : Les installations de production d'électricité d'origines renouvelables (éoliennes et photovoltaïques) situées à Maré et Lifou font l'objet de contrat de maintenance entre la Nouvelle-Calédonie et les sociétés Alizé Energie et Enercal. En application de ces contrats, le montant des dépenses opérées en 2017 est de 8 463 993 F. A noter qu'une réparation inopinée est intervenue sur l'éolienne située à Lifou pour un montant de 121 907 F.

Hébergement et maintenance de l'observatoire de l'énergie : gérée par la DIMENC, cette base de données permet de centraliser et diffuser des statistiques sur l'énergie. Une partie des données de l'observatoire est accessible au grand public (www.observatoire.gouv.nc). Ce site est hébergé sur un serveur de la société Enerdata à qui il avait été fait appel à l'origine du projet pour développer le site. Une prestation d'hébergement et de maintenance a fait l'objet d'une convention en 2018 pour un montant de 626 490 F.

Analyse financière des sociétés pétrolières : conformément à la réglementation en vigueur, le gouvernement actualise périodiquement les revenus appliqués aux sociétés pétrolières pour leur activité de grossiste. Ces revenus sont ensuite comptabilisés dans le calcul des prix publics de l'essence et du gazole. Pour aider à déterminer ces revenus, il a été fait appel à la société JMG afin de réaliser une analyse financière des trois sociétés pétrolières. Le coût de cette prestation est de 3 990 000 F et ce dossier s'est conclu par l'adoption par le gouvernement de l'arrêté n° 2017-2171/GNC du 26 septembre 2017 fixant les niveaux de rémunération des opérateurs pétroliers pour le calcul des tarifs de vente de l'essence et du gazole pour la 3ème période tarifaire.

Analyse financière des gestionnaires de réseaux : Conformément à la réglementation en vigueur, le gouvernement actualise périodiquement les revenus appliqués aux concessionnaires des réseaux publics de transport et de distribution. Ces revenus sont comptabilisés dans le calcul des tarifs publics d'électricité. Pour aider à déterminer ces revenus, il a été fait appel à la société JMG afin de réaliser une analyse financière des concessionnaires de transport et de distribution. Cette prestation a débutée en 2016 et s'est achevée en 2017. Le solde de cette prestation a été versé en 2017 à hauteur de 1 462 860 F et ce dossier s'est conclu par l'adoption par le gouvernement de l'arrêté n° 2017-1757/GNC du 24 juillet 2017 fixant les revenus des gestionnaires de réseaux électriques applicable sur la 3ème période tarifaire.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit de loyers d'un terrain à Lifou nécessaires au projet Tep VERTS de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie (DIMENC).

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0406-01-Planification des besoins et suivi de l'état d'avancement des investissementsnécessaires en matière d'outils de production électrique (Gouv)	**70 000 000**	**-**	**0,00%**
N. METZDORF	**70 000 000**	**-**	**0,00%**
DIMENC	70 000 000	-	0,00%
A0406-06-Promotion de la maîtrise de la demande énergétique et du développementdes énergies renouvelables	**13 860 208**	**10 246 196**	**73,93%**
N. METZDORF	**13 860 208**	**10 246 196**	**73,93%**
DAPM	2 200 000	1 660 296	75,47%
DIMENC	11 660 208	8 585 900	73,63%
A0406-07-Information et sensibilisation des industriels et de la population	**777 090**	**626 490**	**80,62%**
N. METZDORF	**777 090**	**626 490**	**80,62%**
DIMENC	777 090	626 490	80,62%
A0406-09-Contrôle de la conformité technique de l'implantation des ligneset de la qualité des produits pétroliers mis sur le marché	**800 000**	**-**	**0,00%**
N. METZDORF	**800 000**	**-**	**0,00%**
DIMENC	800 000	-	0,00%
A0406-13-Application et mise à jour des structures tarifaires des carburants, du gazet de l'électricité et contrôle de leur bonne application	**7 589 560**	**5 452 860**	**71,85%**
N. METZDORF	**7 589 560**	**5 452 860**	**71,85%**
DIMENC	7 589 560	5 452 860	71,85%
Total général	**93 026 858**	**16 325 546**	**17,55%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**23 026 858**	**16 325 546**	**70,90%**
DAPM	**2 200 000**	**1 660 296**	**75,47%**
Autres charges de fonctionnement	2 200 000	1 660 296	75,47%
DIMENC	**20 826 858**	**14 665 250**	**70,42%**
Autres charges de fonctionnement	9 166 650	6 079 350	66,32%
Charges fixes de fonctionnement	11 660 208	8 585 900	73,63%
Investissements	**70 000 000**	**-**	**0,00%**
DIMENC	**70 000 000**	**-**	**0,00%**
AP P0406-2017/3 - CDV 17-21 ETUDE BARRAGE OUINE	70 000 000	-	0,00%
Total général	**93 026 858**	**16 325 546**	**17,55%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de l'énergie (Nicolas METZDORF)

- Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie (DIMENC)

En recette

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
N° AP	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**435 000 000**	**-**	**435 000 000**	**0%**	**30 000 000**	**30 000 000**	**-**	**0%**
P0406-2017/5								
PARTICIPATION ETAT - LIGNE ELECTRIQUE THIO-CANALA	135 000 000	-	135 000 000	0%	-	-	-	
P0406-2017/7								
PART ETAT ETUDES CENTRALE C	193 800 000	-	193 800 000	0%	-	-	-	
P0406-2017/8								
PART ETAT BARRAGE OUINE	106 200 000	-	106 200 000	0%	30 000 000	30 000 000	-	0%
Total général	**435 000 000**	**-**	**435 000 000**	**0%**	**30 000 000**	**30 000 000**	**-**	**0%**

Dans le cadre du contrat de développement Etat-Nouvelle-Calédonie 2017-2021, deux opérations ont été inscrites sur autorisation de programme pour concourir au développement du parc de production.

La première concerne les études et prestations pour la réalisation de la centrale thermique au gaz naturel et sa chaîne logistique représentant 646 MF sur AP et incluant l'avance de la participation de l'Etat de 30%, soit **193,8 MF**. Ces études devraient être lancées en 2018 par la société Nouvelle-Calédonie Energie (NCE).

La seconde porte le financement d'études relatives à l'ouvrage hydroélectrique de Ouinné, de 354 MF sur AP, incluant également l'avance de la participation de l'Etat à hauteur de 30%, soit **106,2 MF**. A ce stade, le lancement de ces études est différé à la réalisation de la programmation pluriannuelle des investissements de production électrique qui sera arrêtée par le gouvernement fin 2018. Au vu du nouveau calendrier, commenté ultérieurement dans le rapport, les **30 MF** de recettes prévues n'ont pu être exécutées.

Dans le cadre du contrat de développement Etat-Intercollectivité 2017-2021, une opération a été également prévue sur AP pour le financement d'une ligne de transport d'électricité de la société Enercal de 25 km à hauteur de 450 MF pour établir une liaison entre l'extrémité sud du réseau de distribution publique de la commune de Canala à Nakéty et le poste de répartition de Nakalé sur la commune de Thio. La participation de l'Etat s'élève à **135 MF**, soit 30 % du coût sur AP. Cette opération a pour but d'améliorer la qualité de fourniture de 2000 clients de Thio, Canala et Kouaoua, communes électriquement isolées (réseau dit « en antenne ») avec de fortes contraintes de relief, de végétation et d'accès.

En 2017, les opérations relatives d'une part à la construction de la ligne de transport entre Thio et Canala et d'autre part aux études sur la centrale thermique au gaz naturel n'étaient pas suffisamment avancées pour permettre de constituer le dossier de demande d'engagement à déposer auprès de l'Etat. Ces demandes d'engagement devraient intervenir début 2018 pour ce qui concerne les études relatives à la centrale thermique au gaz naturel et mi-2018 pour ce qui concerne la construction de la ligne de transport. En conséquence, en 2017 aucune recette n'a été inscrite au titre de ces opérations.

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**1 190 000 000**	**-**	**1 190 000 000**	**0%**	**100 000 000**	**70 000 000**	**-**	**0%**
P0406-2017/1								
CDV 17-21 ETUDES CENTRALE C AU GAZ	646 000 000	-	646 000 000	0%	-	-	-	-
P0406-2017/2								
CDI 17-21 ELECTRIFICATION THIO-CANALA	190 000 000	-	190 000 000	0%	-	-	-	-
P0406-2017/3								
CDV 17-21 ETUDE BARRAGE OUINE	354 000 000	-	354 000 000	0%	100 000 000	70 000 000	-	0%
Total général	**1 190 000 000**	**-**	**1 190 000 000**	**0%**	**100 000 000**	**70 000 000**	**-**	**0%**

Seule l'opération barrage de Ouinné a fait l'objet d'une prévision de dépenses sur 2017. Cependant, les décisions récentes du président du gouvernement, précisées plus loin dans le présent rapport, ont eu pour effet d'en reporter la réalisation.

P0407
Prévention et gestion des risques

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	399 164 678	1 112 861 985
Réalisations 2017	370 414 164	889 524 076
Taux de réalisation 2017	92,80%	79,93%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 258 847 708 F.

Les recettes

Pour le secteur de la sécurité civile (Philippe GERMAIN).

- Direction de la sécurité civile et de la gestion des risques (DSCGR)

Les recettes de fonctionnement de la direction se composent principalement :

- des recettes du centre de formation (contribution des communes) qui ne devraient pas évoluer à la hausse mais se maintenir à ce niveau dans les prochaines années (7,8 MF) ;
- d'une recette pérenne de l'APICAN (future agence rurale) établie pour 2017 à 200 MF (180 MF en 2018) ;
- d'une recette de l'agence nationale du service civique pour compenser le financement de la couverture sociale des volontaires qui devrait être pris en charge intégralement par l'Etat (5,2 MF).

Il faut noter l'existence d'une recette exceptionnelle de l'Etat en investissement dans le cadre du plan de développement de la sécurité civile (acompte de 25% des 596 MF, soit 149 MF).

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**250 000 000**	**221 249 486**	**88,50%**
P. GERMAIN	**250 000 000**	**221 249 486**	**88,50%**
DSCGR	250 000 000	221 249 486	88,50%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	10 000 000	7 855 600	78,56%
(74) dotations, subventions et participations	240 000 000	207 814 157	86,59%
(77) produits exceptionnels	-	5 579 729	
Investissements	**149 164 678**	**149 164 678**	**100,00%**
P. GERMAIN	**149 164 678**	**149 164 678**	**100,00%**
DSCGR	149 164 678	149 164 678	100,00%
(13) subventions d'investissement	149 164 678	149 164 678	100,00%
Total général	**399 164 678**	**370 414 164**	**92,80%**

Les dépenses

Pour le secteur de la sécurité civile (Philippe GERMAIN).

- Direction de la sécurité civile et de la gestion des risques (DSCGR)

L'action **A0407-01** concerne le service de la prévention des risques technologiques et naturels (bureau de la prévision ORSEC et bureau des ERP). Le différentiel d'environ 1 MF concerne principalement une mission d'assistance (développement du logiciel de gestion des ERP « prevarisc ») qui ne s'est pas organisée en 2017 et qui serait reportée en 2018.

Il convient de retenir la mise en œuvre des actions ou projets suivants :

- 305 dossiers traités dans le cadre des comités territoriaux de sécurité (CTS) et 157 visites de sécurité organisées ;
- 48 dossiers d'organisation de manifestations publiques, 13 demandes d'avis ICPE et 4 demandes d'avis « PUD » ont été instruits ;
- deux guides diffusés à destination des communes (Elaboration des plans ETARE et DICRIM) ;
- le dispositif ORSEC « Evènements météorologiques dangereux » a été adopté en octobre 2017.

L'action **A0407-02** concerne le service de la formation dont dépend le centre de formation de Païta.

En matière de fonctionnement, le budget 2017 a été exécuté à hauteur de 81,49%. Sur les 25 MF de différentiel, 15 MF relèvent de formations nécessitant des intervenants extérieurs, qui n'ont pas pu être organisées avant la fin de l'année (indisponibilités des formateurs ou indisponibilités des cadres de la DSCGR dues à l'impact important de la saison des feux 2017) ou encore des formations organisées mais non facturées dans les temps (formation de chefs de groupe urbain ENSOSP pour 6 M FCFP).

Il convient de retenir la mise en œuvre des actions ou projets suivants :

- 212 stages de formation organisés et 1960 stagiaires accueillis ;
- une formation « intervention à bord des navires » organisée localement avec la participation du Bataillon des marins-pompiers de Marseille ;
- une formation de chef de groupe urbain (une première sur territoire) organisée localement avec la participation de l'Ecole Nationale Supérieure des Officiers Sapeurs-Pompiers (ENSOSP) qui a permis à 12 adjudants calédoniens de devenir chefs de groupe urbain sans partir en Métropole ;
- l'organisation d'une journée de sensibilisation aux « gestes qui sauvent » à destination du grand public (300 personnes accueillies).

En matière d'investissement, le service de la formation a exécuté son budget à hauteur de 65,75%. Les 40 MF de différentiel concernent l'opération d'aménagement du plateau technique sous pilotage de la DAPM.

L'action **A0407-03** concerne le service des opérations et de la gestion de crises.

Le service des opérations a exécuté son budget de fonctionnement à hauteur de 93,46%. Les 25 MF d'écart concernent notamment pour 10 MF une surestimation des crédits CAFAT et le retard de règlement du dernier trimestre 2017 et pour 12 MF un reliquat non utilisé sur les prestations aériennes HBE, issu des reports de crédits 2016.

Il convient de retenir la mise en œuvre des actions ou projets suivants :

- 850 opérations gérées ou coordonnées par la DSCGR en 2017 (+20% par rapport à 2016) ;
- 432 départs de feux pendant la SAFF 2017 dont 57 ayant nécessité une intervention sur le terrain de la DSCGR ;
- la mise en place d'une garde postée permettant le départ d'un moyen d'intervention de la DSCGR tous les jours de l'année, en semaine ;
- le développement de la plateforme opérationnelle et logistique du 6ème km ;

- l'installation de 4 nouvelles sirènes d'alerte Tsunami (Bourail (1) et Maré (3)), ainsi que d'un nouveau relai « radio » à Tindu (dans le cadre du plan particulier d'intervention de Numbo) ;
- le recrutement, l'équipement et la formation de 71 auxiliaires de sécurité civile mis à disposition de 22 communes pour une durée de 6 mois.

S'agissant de l'investissement, le service des opérations a exécuté son budget à hauteur de 58,38%. Les 100 MF d'écart sont dus notamment à une commande passée en mai 2016 pour la livraison de deux berces d'intervention dont le fournisseur fait actuellement l'objet d'une procédure de redressement judiciaire et risque de se déclarer défaillant. Le retard de livraison de l'ambulance de la direction commandée en septembre 2017 (livraison attendue en juin 2018) a également pénalisé l'exécution budgétaire du service en investissement.

L'action **A0407-04** concerne les crédits centralisés au niveau de la direction pour les dépenses transverses et fonctionnelles. L'exécution est de 79,32 % en fonctionnement et de 85,4% en investissement.

L'action **A0407-05** concerne le service d'assistance technique aux acteurs de sécurité civile qui a exécuté son budget à hauteur de 90,6 % (86,7% en fonctionnement et 100% en investissement).

Il convient de retenir la mise en œuvre des actions ou projets suivants :

- 273 visites médicales d'aptitude réalisées dans les centres communaux d'incendie et de secours des 24 communes conventionnées ;
- la formation de 18 bénévoles pour armer la cellule d'information du public de la DSCGR ;
- 5 MF de subventions attribuées aux associations agréées de sécurité civile ;
- 1,7 MF de subventions attribuées aux communes pour la réalisation de leur plan communal de sauvegarde (PCS) ;
- 13,2 MF attribués au RSMA pour le financement à hauteur de 50% d'un camion d'intervention (outils pédagogique de formation) dont la livraison est attendue en avril 2018.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit de loyers et charges locatives nécessaires au fonctionnement de la direction de la sécurité civile et de la gestion des risques (DSCGR).

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0407-01-Prévention des risques technologiques et naturels	**4 768 718**	**3 193 509**	**66,97%**
P. GERMAIN	**4 768 718**	**3 193 509**	**66,97%**
DSCGR	**4 768 718**	**3 193 509**	**66,97%**
A0407-02-Formation des acteurs de sécurité civile	**253 748 729**	**188 067 761**	**74,12%**
P. GERMAIN	**253 748 729**	**188 067 761**	**74,12%**
DSCGR	**253 748 729**	**188 067 761**	**74,12%**
A0407-03-Opération et gestion de crise	**643 774 558**	**518 066 009**	**80,47%**
P. GERMAIN	**643 774 558**	**518 066 009**	**80,47%**
DSCGR	**643 774 558**	**518 066 009**	**80,47%**
A0407-04-Soutien et pilotage	**166 213 818**	**139 981 535**	**84,22%**
P. GERMAIN	**166 213 818**	**139 981 535**	**84,22%**
DAPM	52 881 292	49 122 474	92,89%
DSCGR	**113 332 526**	**90 859 061**	**80,17%**
A0407-05-Assistance aux acteurs de sécurité civile	**44 356 162**	**40 215 262**	**90,66%**
P. GERMAIN	**44 356 162**	**40 215 262**	**90,66%**
DSCGR	**44 356 162**	**40 215 262**	**90,66%**
Total général	**1 112 861 985**	**889 524 076**	**79,93%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**726 617 370**	**645 507 136**	**88,84%**
DAPM	**52 881 292**	**49 122 474**	**92,89%**
Autres charges de fonctionnement	51 735 292	48 029 974	92,84%
Charges fixes de fonctionnement	1 146 000	1 092 500	95,33%
DSCGR	**673 736 078**	**596 384 662**	**88,52%**
Autres charges de fonctionnement	399 026 514	369 162 038	92,52%
Charges de personnel	125 940 067	113 712 156	90,29%
Charges fixes de fonctionnement	70 131 890	55 090 613	78,55%
Subventions, participations et autres charges d'activité	30 352 800	27 914 430	91,97%
Formation professionnelle	48 284 807	30 505 425	63,18%
Investissements	**386 244 615**	**244 016 940**	**63,18%**
DSCGR	**386 244 615**	**244 016 940**	**63,18%**
AP P0407-2015/1 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENT PEDAGOGIQUE DU CENTRE DE FORMATION	111 061 543	70 660 766	63,62%
AP P0407-2015/2 - EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE EPI-TENUES LOURDES	6 999 910	6 999 910	100,00%
AP P0407-2015/3 - EQUIPEMENTS ET ENGINS DE SECURITE CIVILE	186 107 967	88 060 433	47,32%
AP P0407-2015/4 - EQUIPEMENTS ET MATERIEL DE GESTION ALERTE ET TRANSMISSIONS	14 604 840	13 543 526	92,73%
HAP autres immobilisations financières	360 000	360 000	100,00%
HAP immobilisations corporelles	48 797 979	48 391 308	99,17%
HAP immobilisations incorporelles	5 112 376	2 800 997	54,79%
HAP subventions d'équipement versées	13 200 000	13 200 000	100,00%
Total général	**1 112 861 985**	**889 524 076**	**79,93%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la sécurité civile (Philippe GERMAIN)

- Direction de la sécurité civile et de la gestion des risques (DSCGR)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**947 751 997**	**631 891 969**	**315 860 028**	**67%**	**250 860 000**	**325 205 483**	**309 120 972**	**95%**
P0407-2014/2								
PRESTATION AERIENNE SECURITE CIVILE-HELICOPTERE SECURITE CIVILE HSC	315 000 000	139 954 995	175 045 005	44%	104 760 000	113 764 995	113 764 995	100%
P0407-2014/3								
PRESTATION AERIENNE HELICOPTERE BOMBARDIER D'EAU-HBE	466 751 997	446 996 125	19 755 872	96%	111 100 000	162 141 608	150 415 128	93%
P0407-2014/4								
AIDE A L'ELABORATION DES PLANS COMMUNAUX DE SAUVEGARDE-PCS	40 000 000	1 701 630	38 298 370	4%	-	3 140 000	1 701 630	54%
P0407-2017/1								
FORMATION SAPEURS POMPIERS NC	50 000 000	22 039 219	27 960 781	44%	25 000 000	24 958 880	22 039 219	88%
P0407-2017/2								
CARTO ZONES COTIERES SENSIBLES	20 000 000	10 000 000	10 000 000	50%	10 000 000	10 000 000	10 000 000	100%
P0407-2017/3								
SUBV FONCT SIVM SUD 2017-2021	56 000 000	11 200 000	44 800 000	20%	-	11 200 000	11 200 000	100%
Investissement	**2 062 450 156**	**591 699 782**	**1 470 750 374**	**29%**	**243 700 000**	**318 774 260**	**179 264 635**	**56%**
P0407-2015/1								
EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENT PEDAGOGIQUE DU CENTRE DE FORMATION	326 000 000	97 376 420	228 623 580	30%	40 000 000	111 061 543	70 660 766	64%
P0407-2015/2								
EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE EPI-TENUES LOURDES	35 000 000	21 730 655	13 269 345	62%	7 000 000	6 999 910	6 999 910	100%
P0407-2015/3								
EQUIPEMENTS ET ENGINS DE SECURITE CIVILE	851 450 156	428 631 411	422 818 745	50%	183 000 000	186 107 967	88 060 433	47%
P0407-2015/4								
EQUIPEMENTS ET MATERIEL DE GESTION ALERTE ET TRANSMISSIONS	80 000 000	43 961 296	36 038 704	55%	13 700 000	14 604 840	13 543 526	93%
P0407-2017/4								
CENTRE UNIQUE DE REGULATION ET TT DE L'ALERTE	350 000 000	-	350 000 000	0%	-	-	-	
P0407-2017/5								
CURTA	420 000 000	-	420 000 000	0%	-	-	-	
Total général	**3 010 202 153**	**1 223 591 751**	**1 786 610 402**	**41%**	**494 560 000**	**643 979 743**	**488 385 607**	**76%**

S'agissant des autorisations d'engagement (AE) :

P0407-2014/2 et P0407-2014/3 : les deux marchés sur trois ans (hélicoptères bombardiers d'eau et hélicoptère de sécurité civile) arrivent à leur terme (respectivement en 2018 et en 2019). L'exécution des autorisations d'engagement sera optimale.

Deux nouvelles autorisations d'engagement devraient être votées pour trois ans pour la poursuite de ces marchés (en 2018 et en 2019).

L'AE **P0407-2014/4** avait été dimensionnée pour une estimation exhaustive intégrant les besoins de financement pour toutes les communes et sur la base d'une prestation de conseil élevée. Les crédits de paiements ont été mobilisés en fonction des demandes exprimées et des dossiers instruits.

L'AE **P0407-2017/1** a été créée pour permettre notamment d'engager la commande de formations longues en métropole pour des officiers calédoniens sans mobiliser inutilement de crédits puisque les factures de l'ENSOSP (Ecole nationale supérieure des officiers sapeurs-pompiers) arrivent généralement l'année suivante. L'autorisation d'engagement sera exécutée intégralement.

L'AE **P04/07-2017/2** a été créée pour financer, à la demande de l'IRD, une étude sur deux ans, pour définir des zones de submersion côtière permettant de réaliser une cartographie des zones à évacuer en cas de tsunami ou de houle cyclonique. La convention a été signée en fin d'année permettant d'attribuer la première tranche de crédits en 2017 (10 MF).

L'AE **P0407-2017/3** a été créée pour permettre de participer au financement des dépenses de fonctionnement du SIVM Sud pour les 5 prochaines années.

S'agissant des autorisations de programmes (AP) :

L'AP **P0407-2015/1** a été créée pour le financement du plateau technique de formation de la DSCGR à Païta. Ce projet était initialement limité à la réalisation d'une « maison à feu » et a nécessité préalablement d'importants travaux de viabilisation, de réseaux et de sécurisation du site. Par ailleurs, le périmètre de ce projet a été élargi pour reconfigurer l'ensemble du plateau technique. Les marchés de VRD et d'assainissement seront attribués en début d'année 2018 et la construction de la maison à feu (qui constitue la part principale des financements) devrait débuter, selon la DAPM, en septembre 2018.

L'AP **P0407-2015/2** a été créée pour financer sur 5 ans l'acquisition et le renouvellement des tenues « lourdes » d'incendie de l'unité d'intervention de la DSCGR. L'AP prévoit une mobilisation de 7 MF de crédits permettant l'acquisition chaque année de 35 tenues lourdes (200 000 F la tenue pour 176 personnels opérationnels).

L'AP **P0407-2015/3** a été créée pour financer les véhicules d'intervention de la direction de la sécurité civile. En 2017, la Nouvelle-Calédonie est à la moitié de ce programme pluriannuel d'investissement et dispose déjà :

- de moyens d'intervention contre les feux de forêt (5 camions citernes feux de forêt moyens (2015, 2016, 2017), 1 CCF léger (2016)) ;
- de moyens d'intervention contre les feux de liquide inflammable (1 camion-citerne de grande capacité (2016), un fourgon pompe-tonne léger (2016), une motopompe remorquable (2016), un canon lance (2017), une berce « dévidoir automobile » (2016) et une berce « émulseur » (2016)) ;
- de moyens pour le groupe d'intervention en milieux périlleux (1vehicule 4X4) (2015) ;
- des moyens logistiques : 2 berces « plateau » (2016), deux camions « porte-cellules » (2016), deux véhicules « tout usage » (2016 et 2017) ;
- des moyens nautiques pour le groupe de sauvetage aquatique (2 bateaux) (2017) ;

En 2017 ont été commandés :

- 2 bateaux de recherche et de sauvetage (livrés) ;
- 1 berce « sauvetage, déblaiement, évènements climatiques dangereux » (non livrée en 2017) ;
- 1 berce « risques technologiques et naturels » (non livrée en 2017) ;
- 1 véhicule de secours aux asphyxiés et aux victimes (ambulance) (non livré en 2017, livraison attendue au 1er semestre 2018).

S'agissant des deux berces non livrées (100 MF), le fournisseur métropolitain est en procédure de redressement judiciaire.

En 2018 seront commandés :

- 1 berce «pollmar-terre» ;
- 1 berce « NOVI » (nombreuses victimes) ;
- 1 berce DIH (dispositif d'intervention contre les feux de forêt héliporté)
- 1 véhicule porte cellule supplémentaire (dernier).
- 1 CCFM (dernier).

Ce programme pluriannuel d'investissement devrait se terminer en 2019. A noter que ce programme bénéficie désormais d'une recette de l'Etat d'un montant de 125 MF à justifier avant juin 2019.

L'AP **P0407-2015/4** a été créée pour financer les dispositifs d'alerte « Tsunami » (sirènes) permettant de compléter le parc existant de 59 sirènes et de compléter également le réseau territorial de transmission (nouveaux relais). Une sirène coûte environ 3 MF.

Les AP **P0407-2017/4** et **P04/07-2017/5** ont été créées par anticipation au budget supplémentaire 2017 pour permettre la passation des marchés pour deux opérations du plan de développement de la sécurité civile. L'attribution tardive de la subvention de l'Etat en août 2017 et les validations internes nécessaires n'ont pas permis de passer les marchés correspondants avant le début de l'année 2018. L'AP P04/07-2017/5 est indument nommée « CURTA » (centre unique de régulation et de traitement de l'alerte) et permet de financer le volet communal du plan (acquisition de moyens d'intervention).

Synthèse de la mission par programme et type de recettes - dépenses

	P0401 Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	P0402 Météorologie	P0403 Gestion de l'eau	P0404 Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité	P0405 Prévention des pollutions et risques industriels	P0406 Energie	P0407 Prévention et gestion des risques	Total général
RECETTES	**12 740 656**	**2 663 292**	**50 000 000**	**24 125 480**	**8 243 000**	**10 854 880**	**370 414 164**	**479 041 472**
Fonctionnement	**12 740 656**	**2 663 292**	**50 000 000**	**24 125 480**	**8 243 000**	**10 854 880**	**221 249 486**	**329 876 794**
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	11 412 753	2 663 292		21 864 559	8 243 000	10 854 880	7 855 600	62 894 084
(74) dotations, subventions et participations			50 000 000	2 000 000			207 814 157	259 814 157
(77) produits exceptionnels	1 327 903			260 921			5 579 729	7 168 553
Investissements						**-**	**149 164 678**	**149 164 678**
(13) subventions d'investissement							149 164 678	149 164 678
AP P0406-2017/8 - PART ETAT BARRAGE OUINE						-		-
DEPENSES	**87 274 690**	**34 383 317**	**140 124 604**	**511 838 993**	**17 172 300**	**16 325 546**	**889 524 076**	**1 696 643 526**
Fonctionnement	**59 234 248**	**19 329 905**	**98 685 662**	**149 329 641**	**17 172 300**	**16 325 546**	**645 507 136**	**1 005 584 438**
Autres charges de fonctionnement	19 114 230	4 744 766	51 121 734	84 144 956	663 300	7 739 646	417 192 012	584 720 644
Charges de personnel							113 712 156	113 712 156
Charges exceptionnelles				653 208	9 000			662 208
Charges fixes de fonctionnement	11 520 018	14 585 139	950 804	34 233 068	-	8 585 900	56 183 113	126 058 042
Remboursements aux collectivités			42 613 124	6 000 000				48 613 124
Subventions, participations et autres charges d'activité	28 600 000		4 000 000	24 087 709	16 500 000		27 914 430	101 102 139
Formation professionnelle				210 700			30 505 425	30 716 125
Investissements	**28 040 442**	**15 053 412**	**41 438 942**	**362 509 352**		**-**	**244 016 940**	**691 059 088**
AP P0401-2012/1 - POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE DE PRECISION	206 080							206 080
AP P0401-2012/2 - ECONOMIE VERTE (INVEST)	-							-
AP P0401-2014/1 - MISE A JOUR IMAGERIE AERIENNE ET BASE DONNEES TOPO-NC	26 038 134							26 038 134
AP P0401-2017/2 - PARTICIPATION FINANCIERE AUX INVESTISSEMENTS DU GIE SERAIL	1 500 000							1 500 000
AP P0402-2016/1 - RENOUVELLEMENT MATERIELS METEOROLOGIQUES		6 391 834						6 391 834
AP P0403-2017/1 - CDI 17-21 CONSTRUCTION BARRAGE A USAGE MULTIPLE POUEMBOUT			29 166 667					29 166 667
AP P0404-2005/2 - COMPLEXE DE PROTECTION ZOO ET PHYTOSANITAIRE DE LA NC (98/05)				270 366 266				270 366 266
AP P0404-2011/1 - CONSTRUCTION BATIMENTS BUREAUX SIVAP				62 211 267				62 211 267
AP P0406-2017/3 - CDV 17-21 ETUDE BARRAGE OUINE						-		-
AP P0407-2015/1 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENT PEDAGOGIQUE DU CENTRE DE FORMATION							70 660 766	70 660 766
AP P0407-2015/2 - EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE EPI-TENUES LOURDES							6 999 910	6 999 910
AP P0407-2015/3 - EQUIPEMENTS ET ENGINS DE SECURITE CIVILE							88 060 433	88 060 433
AP P0407-2015/4 - EQUIPEMENTS ET MATERIEL DE GESTION ALERTE ET TRANSMISSIONS							13 543 526	13 543 526
HAP autres immobilisations financières							360 000	360 000
HAP immobilisations corporelles	83 400	8 661 578	12 272 275	16 479 784			48 391 308	85 888 345
HAP immobilisations en cours				5 145 035				5 145 035
HAP immobilisations incorporelles	212 828						2 800 997	3 013 825
HAP subventions d'équipement versées			-	8 307 000			13 200 000	21 507 000

Mission M05
Coordination et développement des transports

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	331 918 614	6 162 758 829
Réalisations 2017	317 761 747	5 550 256 727
Taux de réalisation 2017	95,73%	90,06%

Pour information, la masse salariale à cette mission s'élève à 1 938 906 933 F.

Contrôle et exploitation aériens

Le programme contrôle et exploitation aériens regroupe les activités de la direction de l'aviation civile (DAC) en Nouvelle-Calédonie en matière de prestations de services de navigation aérienne, incluant l'installation et la maintenance des systèmes techniques de navigation aérienne.

Développement du transport aérien

Ce programme regroupe les missions de régulations économique et juridique en matière d'aéroport, de transports aériens et d'environnement, ainsi que l'ensemble de l'ingénierie aéronautique.

Infrastructures et sécurité routières

Le programme infrastructures et sécurité routières comporte deux volets :

- le volet infrastructures : routes et bâtiments,

- le volet transports terrestres et circulation routière.

Pour le volet infrastructures, la DITTT construit, aménage et entretient les infrastructures telles

Infrastructures et sécurité routières (suite)

que :

- les routes pour faciliter les déplacements des personnes et des biens dans les conditions de sécurité, et de régularité du temps de parcours adaptées aux besoins de la population ;
- les bâtiments destinés à recevoir les services publics liés à la sécurité routière.

Transports et activités maritimes

Cette mission M05 permet à la direction des affaires maritimes de la Nouvelle-Calédonie (DAMNC) de mener ses actions en matière de gestion administrative des gens de mer, de sécurité des navires et de navigation maritime. Par le biais du budget qui lui est alloué, la DAMNC s'attache également à organiser et à soutenir le transport maritime et plus particulièrement les dessertes au niveau du Territoire.

La DITTT, quant à elle, contribue à la sécurité des routes maritimes et à la sauvegarde de l'environnement marin de la Nouvelle-Calédonie par la mise en place et l'entretien du balisage et la participation au plan POLMAR. La compétence en matière de signalisation maritime et d'hydrographie du lagon est transférée depuis 1er janvier 2011.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**402 148 523**	**278 208 484**	**310 993 314**	**117,61%**
P0501-Contrôle et exploitation aériens	**8 192 725**	**4 311 084**	**3 006 338**	**25,05%**
DAC	8 192 725	4 311 084	3 006 338	25,05%
P0502-Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	**175 679 087**	**15 784 297**	**27 228 477**	**694,85%**
DAC	175 679 087	15 784 297	27 228 477	694,85%
P0503-Infrastructures et sécurité routières	**216 842 680**	**258 113 103**	**276 528 499**	**112,18%**
DITTT	216 842 680	258 113 103	276 528 499	112,18%
P0504-Transports et activités maritimes	**1 434 031**	**-**	**4 230 000**	**211,50%**
DAM	1 434 031	-	-	0,00%
DITTT	-	-	4 230 000	
Investissements	**38 995 682**	**1 513 868**	**6 768 433**	**10,03%**
P0502-Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	**38 995 682**	**-**	**6 426 235**	**71,40%**
DAC	38 995 682	-	6 426 235	71,40%
P0503-Infrastructures et sécurité routières	**-**	**1 513 868**	**342 198**	**0,60%**
DITTT	-	1 513 868	342 198	0,60%
P0504-Transports et activités maritimes	**-**	**-**	**-**	**0,00%**
DAPM	-	-	-	0,00%
Total général	**441 144 205**	**279 722 352**	**317 761 747**	**95,73%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**935 100 536**	**979 032 260**	**1 690 311 374**	**86,35%**
P0501-Contrôle et exploitation aériens	**41 252 627**	**34 560 012**	**35 272 357**	**78,52%**
DAC	41 252 627	34 560 012	35 272 357	78,52%
P0502-Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	**212 996 635**	**274 101 960**	**566 236 121**	**83,69%**
DAC	208 211 361	272 599 572	216 236 121	81,57%
DAPM	4 785 274	1 502 388	-	0,00%
DBAF	-	-	350 000 000	85,37%
P0503-Infrastructures et sécurité routières	**567 877 636**	**491 327 257**	**989 167 064**	**90,26%**
DAPM	25 975 750	24 951 610	26 208 568	96,39%
DITTT	541 901 886	466 375 647	962 958 496	90,11%
P0504-Transports et activités maritimes	**112 973 638**	**179 043 031**	**99 635 832**	**71,13%**
DAM	54 119 450	132 225 683	64 518 974	68,55%
DITTT	58 854 188	46 817 348	35 116 858	76,39%
Investissements	**2 917 652 560**	**3 982 614 262**	**3 859 945 353**	**91,79%**
P0501-Contrôle et exploitation aériens	**36 321 893**	**38 249 650**	**98 472 137**	**90,07%**
DAC	36 321 893	38 249 650	98 472 137	90,07%
P0502-Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	**172 624 423**	**341 819 733**	**1 020 606 561**	**96,17%**
DAC	172 624 423	341 819 733	1 020 606 561	96,17%
P0503-Infrastructures et sécurité routières	**2 689 577 179**	**3 576 213 907**	**2 714 222 356**	**92,63%**
DAPM	13 853 725	774 582	13 694 415	79,52%
DITTT	2 675 723 454	3 575 439 325	2 700 527 941	92,71%
P0504-Transports et activités maritimes	**19 129 065**	**26 330 972**	**26 644 299**	**25,50%**
DAM	-	-	-	0,00%
DAPM	-	-	-	0,00%
DITTT	19 129 065	26 330 972	26 644 299	41,25%
Total général	**3 852 753 096**	**4 961 646 522**	**5 550 256 727**	**90,06%**

Le mot du membre du gouvernement chargé d'animer le secteur

Cynthia LIGEARD, Gilbert TYUIENON, Nicolas METZDORF.

Comme les années précédentes, en 2017 le niveau d'investissement dans le domaine des infrastructures a été maintenu et a permis l'atteinte des objectifs généraux du plan quinquennal d'investissement routier 2014-2018.

Ainsi, sur la RT1, outre les renforcements de chaussée réalisés dans le cadre de marché à bon de commandes notamment entre Koné et Pouembout, les opérations significatives suivantes ont été mises en service : nouveau pont de la Ouenghi, créneau de dépassement de Camp Brun, première tranche de la réfection de la traversée de la Plaine des Gaïacs, deuxième tranche de la rénovation de la traversée de Koumac.

Sur la RT3, des renforcements de chaussée ont été réalisés sur le versant Est du col des Roussettes et les traversées de quatre tribus dans les communes de Houaïlou et Ponérihouen ont été aménagées.

Parmi les autres actions concernant les infrastructures de la Nouvelle-Calédonie, il faut mentionner la modernisation du système d'éclairage du phare Amédée ainsi que la rénovation du feu de signalisation maritime de Bonne Anse dans le sud de la Grande Terre.

Enfin, il est aussi à noter la publication de la nouvelle version de la carte de la Nouvelle-Calédonie au 1/500 000e ainsi qu'une mise à jour des données topographiques sur les atolls D'Entrecasteaux.

Dans le domaine patrimonial, les dépenses permettent la conservation en l'état des bâtiments de la Nouvelle-Calédonie, et garantissent leur usage, tant par les agents de la collectivité, que par les Calédoniens. Ces dépenses doivent notamment garantir la sécurité des personnes. Ce patrimoine, important, est vieillissant : il doit faire l'objet d'une programmation de maintenance, et intégrer des objectifs de performance énergétique. Parmi les études réalisées en 2017 : celles concernant le site de Gaston Bourret, le bâtiment D de la vallée du tir, les diagnostics énergétiques et sécurité lancés sur plusieurs sites du gouvernement. Pour 2018, des études préalables à des opérations sont en cours de réalisation : le remplacement du système de ventilation de la régie des tabacs, les climatisations et la réfection du réseau électrique de l'immeuble Iékawé, le système de ventilation et les toits et terrasses du service des archives.

Le mot du membre du gouvernement chargé d'animer le secteur

Cynthia LIGEARD, Gilbert TYUIENON, Nicolas METZDORF.

En ce qui concerne les moyens généraux et la gestion patrimoniale, si la consommation des crédits est satisfaisante sur une partie des dépenses, les actions d'entretien et de réparation des logements et bâtiments et surtout l'assistance à la maîtrise d'ouvrage doivent être améliorés. Parmi les opérations remarquables de 2017 : l'installation du SCRRE, de l'Eco numérique et du SAP au sein de Gaston Bourret, ainsi que les travaux préalables à l'installation de la DASS en 2018.

Pour l'opération du « Village océanien » (P0504), l'étude sur le projet a été lancée en 2017, les premières dépenses interviendront en 2018, au fur et à mesure de la validation des scénarios étudiés.

En 2017, la direction des affaires maritimes a effectué 530 visites de sécurité afin de contrôler la conformité technique des navires professionnels sur le territoire. Cette activité est en hausse par rapport à l'année dernière (+5%) (action A0504-03). Ces visites ont nécessité de nombreux déplacements des inspecteurs sur l'ensemble de la Grande Terre et des îles Loyauté selon un agenda pré établi. Afin de sensibiliser les plaisanciers aux bonnes pratiques, la direction des affaires maritimes a élaboré un guide de prévention rappelant les principales règles de navigation et les précautions d'usage avant et pendant la navigation sur le lagon. Ce guide a été édité à plus de 5000 exemplaires. Une journée de sensibilisation en mer a été également organisée et a permis de sensibiliser plusieurs centaines de personnes grâce aux concours des différentes institutions disposant de moyens nautiques (action A0504-03).

Enfin, des subventions de fonctionnement ont été versées à la société nationale de sauvetage en mer (7 MF) et au cluster maritime (5 MF) (action A0504-05)

Concernant les infrastructures aéroportuaires, le planning de mise aux normes de sécurité de Nouméa Magenta a été respecté et le réaménagement du club Hippique « La Gourmette » a été mené à bien en 2017, en vue de la déviation de la route provinciale 14 qui doit débuter en 2018. La nouvelle aérogare de fret a également été terminée ainsi que l'aire destinée au stationnement des avions (ASA) de Koné. Les études nécessaires aux projets de nouvelle aérogare de Lifou Wanaham (avant-projet détaillé validé) et aux futures installations de Koné (maîtrise d'œuvre sélectionnée) ont été conduites dans les temps impartis. Les opérations d'investissements pour la Nouvelle Calédonie ont donc été conséquents (environ 1 MdF) et la consommation a atteint 95% des dépenses planifiées.

En navigation aérienne, à Nouméa Magenta, le niveau de service du contrôle a été rendu conformément aux besoins formalisés par la CCI. Les pics de trafic ont pu tout au long de l'année 2017 être gérés en coordination avec la compagnie Aircal. La passation du marché pour le futur outil de contrôle WAM va en outre permettre aux contrôleurs de bénéficier prochainement d'un outil de visualisation des aéronefs dans le ciel calédonien.

Le mot du membre du gouvernement chargé d'animer le secteur

Cynthia LIGEARD, Gilbert TYUIENON, Nicolas METZDORF.

De nombreux autres dossiers ont pu avancer en 2017 : l'intégration en liste de flotte d'Air Calédonie des deux derniers ATR72 600, la démarche de certification européenne lancée par Air Loyauté et l'accord de partage de code entre Aircalin et Air Vanuatu. Par ailleurs, sur le plan réglementaire, la délibération permettant de réglementer la sécurité « par référence » a été renouvelée, le fonctionnement de la commission de discipline a été relancé, ainsi que le dossier de mise en place de mesures de sûreté dans les aéroports domestiques.

Les dossiers de régulation de la desserte domestique ont également marqué l'année 2017 notamment les études relatives aux lignes à faible trafic. Une réforme de la continuité Pays a également été prise en 2017 en ramenant de 8 à 5 le nombre de droits aux trajets allers-retours.

En ce qui concerne l'international, la DAC NC a organisé une réunion à Nouméa avec le directeur de l'aviation civile du Vanuatu (CAAV) qui a vocation à être renouvelée annuellement. La participation de la DAC NC au groupe de travail de l'OACI sur les surfaces de protection des obstacles autour des aérodromes s'est poursuivie répondant à l'orientation de la Nouvelle-Calédonie pour une meilleure intégration régionale et internationale. En outre, la DAC-NC a accompagné la DGAC en Chine, lors de négociation à Hong-Kong et à Pékin.

Gilbert TYUIENON

P0501
Contrôle et exploitation aériens

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	12 000 000	154 254 618
Réalisations 2017	3 006 338	133 744 494
Taux de réalisation 2017	25,05%	86,70%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 382 523 671 F.

Les recettes

Pour le secteur du transport aérien domestique et international (Gilbert TYUIENON).

- Direction de l'aviation civile (DAC)

Ces recettes sont rattachées aux conventions d'assistance et d'entretien des installations de navigation aérienne des sites provinciaux. Pour des raisons de réorganisation, la facturation 2017 a pris du retard et sera régularisée au premier trimestre 2018.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**12 000 000**	**3 006 338**	**25,05%**
G. TYUIENON	**12 000 000**	**3 006 338**	**25,05%**
DAC	12 000 000	3 006 338	25,05%
(74) dotations, subventions et participations	12 000 000	3 006 338	25,05%
Total général	**12 000 000**	**3 006 338**	**25,05%**

Les dépenses

Pour le secteur du transport aérien domestique et international (Gilbert TYUIENON).

- Direction de l'aviation civile (DAC)

Ce programme vise principalement à assurer l'exploitation opérationnelle et technique des équipements de navigation aérienne des aérodromes de la Nouvelle-Calédonie et des provinces et à assurer le niveau de sécurité.

Dans le cadre de l'amélioration du service aux compagnies aériennes, la chaine radio VCS « CLÉOPATRE » (système de radiotéléphonie entre le contrôle et les aéronefs) est en phase de validation par la DSAC.

En termes de management, le SNA est certifié en tant que prestataire de service de navigation aérienne sur les aérodromes de Nouméa – La Tontouta, Nouméa – Magenta, Lifou – Wanaham et Koné. Il dispose d'un certificat délivré par la DSAC valide jusqu'au 31/07/2018.

Le certificat de conformité à la norme ISO-9001 du SNA a fait l'objet d'un audit de suivi réalisé en décembre 2017 par l'agence française de normalisation (AFNOR).

De nombreux autres dossiers ont pu avancer en 2017 par le pilotage ou l'accompagnement de la DAC NC sur le plan des opérations aériennes : l'intégration en liste de flotte d'Air Calédonie des deux derniers ATR72 600, la démarche de transition AIROPS lancée par Air Loyauté et l'accord de partage de code entre Aircalin et Air Vanuatu. Par ailleurs, sur le plan réglementaire, la délibération permettant de réglementer la sécurité « par référence » a été renouvelée, le fonctionnement de la commission de discipline a été relancé, le dossier de mise en place de mesures de sûreté dans les aéroports domestiques et la mise en conformité réglementaire du SNA (IR-OPS, ISO, TO) finalisés.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0501-02-Formation	**1 250 000**	**-**	**0,00%**
G. TYUIENON	**1 250 000**	**-**	**0,00%**
DAC	1 250 000	-	0,00%
A0501-03-Soutien et pilotage	**57 188 091**	**56 085 892**	**98,07%**
G. TYUIENON	**57 188 091**	**56 085 892**	**98,07%**
DAC	57 188 091	56 085 892	98,07%
A0501-04-Exploitation opérationnelle et technique	**95 816 527**	**77 658 602**	**81,05%**
G. TYUIENON	**95 816 527**	**77 658 602**	**81,05%**
DAC	95 816 527	77 658 602	81,05%
Total général	**154 254 618**	**133 744 494**	**86,70%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**44 923 252**	**35 272 357**	**78,52%**
DAC	**44 923 252**	**35 272 357**	**78,52%**
Autres charges de fonctionnement	14 780 851	12 124 260	82,03%
Charges fixes de fonctionnement	26 492 401	20 748 097	78,32%
Remboursements aux collectivités	2 400 000	2 400 000	100,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 250 000	-	0,00%
Investissements	**109 331 366**	**98 472 137**	**90,07%**
DAC	**109 331 366**	**98 472 137**	**90,07%**
AP P0501-2011/1 - EXTENSION SEAC - NC	48 000 000	48 000 000	100,00%
HAP immobilisations corporelles	52 310 025	43 716 305	83,57%
HAP immobilisations en cours	9 021 341	6 755 832	74,89%
Total général	**154 254 618**	**133 744 494**	**86,70%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur du transport aérien domestique et international (Gilbert TYUIENON)

- Direction de l'aviation civile (DAC)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**60 000 000**	**48 000 000**	**12 000 000**	**80%**	**12 000 000**	**48 000 000**	**48 000 000**	**100%**
P0501-2011/1								
EXTENSION SEAC - NC	60 000 000	48 000 000	12 000 000	80%	12 000 000	48 000 000	48 000 000	100%
Total général	**60 000 000**	**48 000 000**	**12 000 000**	**80%**	**12 000 000**	**48 000 000**	**48 000 000**	**100%**

Il s'agit de la participation financière de la Nouvelle-Calédonie à l'opération d'extension et de rénovation de la DAC à hauteur de 60 MF. 80 % de la subvention ont été versés en 2017, le solde de 12 MF est prévu au premier semestre 2018.

P0502
Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	12 918 614	1 737 910 160
Réalisations 2017	33 654 712	1 586 842 682
Taux de réalisation 2017	260,51%	91,31%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 660 577 261 F.

Les recettes

Pour le secteur du transport aérien domestique et international (Gilbert TYUIENON).

- Direction de l'aviation civile (DAC)

Le gouvernement a validé, par arrêté du 20 décembre 2016, l'augmentation des redevances aéroportuaires de Nouméa Magenta, à compter du 1er janvier 2017 pour la redevance domaniale et du 1er avril 2017 pour la redevance passager.

De plus, le gouvernement a fixé par arrêtés du 3 janvier 2017 les modalités de perception ainsi que les taux des redevances d'atterrissage et de passagers des aérodromes de Lifou Wanaham et Koné.

Une réforme de la continuité territoriale a également été prise en 2017 en ramenant de 8 à 5 le nombre de droits aux trajets allers-retours.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**3 918 614**	**27 228 477**	**694,85%**
G. TYUIENON	**3 918 614**	**27 228 477**	**694,85%**
DAC	3 918 614	27 228 477	694,85%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	651 130	6 930 535	1064,39%
(74) dotations, subventions et participations	-	6 156 125	
(75) autres produits de gestion courante	3 267 484	2 355 651	72,09%
(77) produits exceptionnels	-	11 786 166	
Investissements	**9 000 000**	**6 426 235**	**71,40%**
G. TYUIENON	**9 000 000**	**6 426 235**	**71,40%**
DAC	9 000 000	6 426 235	71,40%
(13) subventions d'investissement	9 000 000	5 735 179	63,72%
(23) immobilisation en cours	-	691 056	
Total général	**12 918 614**	**33 654 712**	**260,51%**

Les dépenses

Pour le secteur du transport aérien domestique et international (Gilbert TYUIENON).

- Direction de l'aviation civile (DAC)

Le budget alloué en fonctionnement relève essentiellement de l'opérationnel et concentre les frais de fonctionnement et d'entretien des aérodromes (espaces verts, gardiennage, entretien des VIM…).

L'étude concernant la mise en place d'une délégation de service public pour le transport aérien intérieur est en cours depuis 2016. En 2017, la phase 3 (validation d'une stratégie globale des transports aériens) a été menée et le lancement de la phase 4 est prévu en 2018.

- La direction du budget et des affaires financières (DBAF)

La Nouvelle-Calédonie participe au financement du déficit de la ligne Melbourne dans le cadre d'une convention de financement avec l'Agence de Desserte Aérienne de la Nouvelle-Calédonie jusqu'en 2019. En 2016, aucun versement n'avait été réalisé d'où un versement en 2017 représentant la subvention de deux exercices.

Lors du budget supplémentaire, une autorisation d'engagement de 350 MF a également été adoptée par le congrès pour le financement des lignes intérieures déficitaires dont le premier versement de 60 MF était prévu en 2017, le reste en 2018. La signature de la convention financière n'ayant pas abouti en 2017, la totalité sera versée en 2018.

- La direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

1,5 MF ont été inscrits au BP 2017 pour la location d'un terrain à Lifou.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0502-03-Développer l'aéroport de Koné	**260 591 239**	**257 536 824**	**98,83%**
G. TYUIENON	**260 591 239**	**257 536 824**	**98,83%**
DAC	260 591 239	257 536 824	98,83%
A0502-04-Adapter les infrastructures à l'évolution du trafic	**655 220 109**	**627 295 330**	**95,74%**
G. TYUIENON	**655 220 109**	**627 295 330**	**95,74%**
DAC	655 220 109	627 295 330	95,74%
A0502-05-Gestion des aéroports territoriaux	**410 646 540**	**350 781 342**	**85,42%**
G. TYUIENON	**410 646 540**	**350 781 342**	**85,42%**
DAC	409 131 540	350 781 342	85,74%
DAPM	1 515 000	-	0,00%
A0502-06-Exercer une tutelle économique sur les compagnies aériennes localeset sur les aéroports	**350 000 000**	**350 000 000**	**100,00%**
G. TYUIENON	**350 000 000**	**350 000 000**	**100,00%**
DBAF	**350 000 000**	**350 000 000**	**100,00%**
A0502-07-Contribuer à la continuité territoriale aérienne	**61 452 272**	**1 229 186**	**2,00%**
G. TYUIENON	**61 452 272**	**1 229 186**	**2,00%**
DAC	1 452 272	1 229 186	84,64%
DBAF	**60 000 000**	**-**	**0,00%**
Total général	**1 737 910 160**	**1 586 842 682**	**91,31%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**676 614 365**	**566 236 121**	**83,69%**
DAC	**265 099 365**	**216 236 121**	**81,57%**
Autres charges de fonctionnement	55 630 859	22 227 184	39,95%
Charges fixes de fonctionnement	75 892 506	64 276 941	84,69%
Remboursements aux collectivités	3 576 000	2 859 000	79,95%
Subventions, participations et autres charges d'activité	130 000 000	126 872 996	97,59%
DAPM	**1 515 000**	**-**	**0,00%**
Autres charges de fonctionnement	1 515 000	-	0,00%
DBAF	**410 000 000**	**350 000 000**	**85,37%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	410 000 000	350 000 000	85,37%
Investissements	**1 061 295 795**	**1 020 606 561**	**96,17%**
DAC	**1 061 295 795**	**1 020 606 561**	**96,17%**
AP P0502-2008/3 - MAGENTA-CONSTRUCTION AEROGARE FRET	431 536 979	415 294 742	96,24%
AP P0502-2010/1 - KONE AMENAGEMENT AERODROME ACCUEIL ATR42	256 629 043	254 267 628	99,08%
AP P0502-2011/1 - ENTRETIEN ET GROSSES REPARATIONS	61 409 778	61 243 941	99,73%
AP P0502-2011/4 - DEVELOPPEMENT SIG - DAC	4 480 368	1 493 555	33,34%
AP P0502-2015/1 - MISE AUX NORMES CODE 3 AERODROME MAGENTA	93 909 950	93 591 822	99,66%
AP P0502-2016/1 - EXTENSION AEROGARE DE LIFOU	97 845 522	89 764 129	91,74%
AP P0502-2016/2 - DEPLOIEMENT OUTIL SURVEILLANCE WAM - NC	300 000	214 551	71,52%
AP P0502-2016/3 - AMENAGEMENT DU PARKING PUBLIC AEROGARE DE MAGENTA	1 627 658	584 693	35,92%
AP P0502-2016/4 - VOIE ACCES AUX INSTALLATIONS AERODROME KONE	3 962 196	3 269 196	82,51%
AP P0502-2016/5 - ACHAT VEHICULES SSLIA POUR LES AERODROMES DE LA NC	188 689	138 689	73,50%
AP P0502-2017/1 - EGR 2017/2021	47 094 620	41 108 860	87,29%
AP P0502-2017/3 - CDV 17-21 MISE AUX NORMES AERODROME DE MAGENTA	30 000 000	27 845 393	92,82%
HAP immobilisations corporelles	5 906 774	5 385 144	91,17%
HAP immobilisations incorporelles	26 404 218	26 404 218	100,00%
Total général	**1 737 910 160**	**1 586 842 682**	**91,31%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur du transport aérien domestique et international (Gilbert TYUIENON)

- Direction de l'aviation civile (DAC)

En recette

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
N° AP	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**424 500 000**	**5 735 179**	**418 764 821**	**1%**	**9 000 000**	**9 000 000**	**5 735 179**	**64%**
P0502-2017/5 CDV 17-21 MISE AUX NORMES AERODROME DE MAGENTA - PART ETAT	424 500 000	5 735 179	418 764 821	1%	9 000 000	9 000 000	5 735 179	64%
Total général	**424 500 000**	**5 735 179**	**418 764 821**	**1%**	**9 000 000**	**9 000 000**	**5 735 179**	**64%**

Il s'agit de la participation financière de l'Etat à hauteur de 30 % dans le cadre du contrat de développement 2017-2021 pour la mise aux normes code 3 de l'aérodrome de Magenta. Concernant les infrastructures aéroportuaires, le planning prévisionnel a été respecté et le réaménagement du club Hippique « La Gourmette » a été mené à bien en 2017, en vue de la déviation de la route provinciale 14 qui doit débuter en 2018. Le marché a été attribué pour un montant d'environ 600 MF.

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**1 559 000 000**	**819 853 523**	**739 146 477**	**53%**	**130 000 000**	**130 000 000**	**126 872 996**	**98%**
P0502-2014/6								
DELEGATION SCE PUB GESTION AERODROME-CCI	900 000 000	558 607 391	341 392 609	62%	130 000 000	130 000 000	126 872 996	98%
P0502-2016/6								
CONTINUITE AERIENNE	609 000 000	261 246 132	347 753 868	43%	-	-	-	-
P0502-2017/4								
DEPLOIEMENT OUTIL DE SURVEILLANCE WAM-NC FONCTIONNEMENT	50 000 000	-	50 000 000	0%	-	-	-	-
Investissement	**8 280 717 716**	**3 203 516 536**	**5 077 201 180**	**39%**	**782 000 000**	**1 028 984 803**	**988 817 199**	**96%**
P0502-2008/3								
MAGENTA-CONSTRUCTION AEROGARE FRET	700 000 000	572 434 105	127 565 895	82%	448 000 000	431 536 979	415 294 742	96%
P0502-2010/1								
KONE AMENAGEMENT AERODROME ACCUEIL ATR42	2 200 000 000	1 486 970 954	713 029 046	68%	123 000 000	256 629 043	254 267 628	99%
P0502-2011/1								
ENTRETIEN ET GROSSES REPARATIONS	916 500 000	837 606 379	78 893 621	91%	-	61 409 778	61 243 941	100%
P0502-2011/4								
DEVELOPPEMENT SIG - DAC	40 000 000	22 360 467	17 639 533	56%	10 000 000	4 480 368	1 493 555	33%
P0502-2015/1								
MISE AUX NORMES CODE 3 AERODROME MAGENTA	134 017 716	95 028 126	38 989 590	71%	-	93 909 950	93 591 822	100%
P0502-2016/1								
EXTENSION AEROGARE DE LIFOU	1 500 000 000	112 955 395	1 387 044 605	8%	147 000 000	97 845 522	89 764 129	92%
P0502-2016/2								
DEPLOIEMENT OUTIL SURVEILLANCE WAM - NC	200 000 000	214 551	199 785 449	0%	-	300 000	214 551	72%
P0502-2016/3								
AMENAGEMENT DU PARKING PUBLIC AEROGARE DE MAGENTA	145 000 000	584 693	144 415 307	0%	5 000 000	1 627 658	584 693	36%
P0502-2016/4								
VOIE ACCES AUX INSTALLATIONS AERODROME KONE	500 000 000	6 268 924	493 731 076	1%	19 000 000	3 962 196	3 269 196	83%
P0502-2016/5								
ACHAT VEHICULES SSLIA POUR LES AERODROMES DE LA NC	160 200 000	138 689	160 061 311	0%	-	188 689	138 689	74%
P0502-2017/1								
EGR 2017/2021	370 000 000	41 108 860	328 891 140	11%	-	47 094 620	41 108 860	87%
P0502-2017/3								
CDV 17-21 MISE AUX NORMES AERODROME DE MAGENTA	1 415 000 000	27 845 393	1 387 154 607	2%	30 000 000	30 000 000	27 845 393	93%
Total général	**9 839 717 716**	**4 023 370 059**	**5 816 347 657**	**41%**	**912 000 000**	**1 158 984 803**	**1 115 690 195**	**96%**

Ce programme regroupe les actions d'accompagnement du développement de l'aérien en Nouvelle-Calédonie. Les objectifs sont d'améliorer la desserte intérieure par l'augmentation de la qualité du service ou encore l'adaptation des infrastructures à l'évolution du trafic intérieur.

Section fonctionnement

P0502-2014/6 – délégation service public gestion aérodrome – CCI : subvention d'équilibre versée à la CCI pour la gestion des aérodromes de Nouméa-Magenta et de Lifou-Wanaham.

Le gouvernement a validé à compter de 2017 l'augmentation des redevances aéroportuaires de Nouméa Magenta (redevance domaniale et redevance passager), ainsi que la perception des taux des redevances d'atterrissage et de passagers de l'aérodrome de Lifou Wanaham. Cette augmentation des produits d'exploitation a permis de diminuer la subvention d'équilibre d'exploitation au titre de l'exercice 2017 à 114 MF pour Nouméa-Magenta et 12 MF pour Lifou-Wanaham.

P0502-2016/6 – continuité aérienne : le dispositif est financé par l'ADANC depuis le 1er mai 2016. Cette AE pourra être clôturée à la prochaine étape budgétaire.

P0502-2017/4 – déploiement outil de surveillance WAM-NC – fonctionnement : la réception de l'outil est prévue au second semestre 2018. Aucun crédit n'a donc été inscrit en 2017 pour les frais de fonctionnement.

Section investissement

P0502-2008/3 – Magenta – construction aérogare fret : l'aérogare de fret sur l'aérodrome de Nouméa Magenta a ouvert le 22 janvier 2018. Le réaménagement des salles d'arrivée et de départ de l'actuelle aérogare passagers, second volet de l'opération, est en cours d'études. Les travaux sont prévus en 2019. Le montant total s'élève à 700 MF.

P0502-2010/1 – Aménagement aérodrome de Koné – accueil ATR 72 : afin d'accueillir l'ATR72, les études pour les futures installations terminales de Koné ont été lancées. Le jury pour la maîtrise d'œuvre s'est réuni le 24 octobre 2017 et a retenu le lauréat. Le marché est en cours de signature. L'année 2018 sera consacrée à la réalisation des études.

P0502-2016/4 –Voies d'accès aux installations de l'aérodrome de Koné : aux installations permettant d'accueillir l'ATR72 s'ajoute la réalisation d'une voie d'accès aux futures installations (500 MF). Les études ont été lancées et l'avant-projet détaillé, reçu fin 2017, est en cours de validation. Les travaux devraient débuter en fin d'année 2018.

P0502-2011/1 et P0502-2017/1 – Entretien et grosses réparations : travaux d'entretien des bâtiments et des voiries des aérodromes de Magenta, Koné et Lifou pour les trois prochaines années. L'AP P0502-2011/1 devrait être clôturée prochainement, une fois les travaux en cours terminés. Etaient prévus cette année les travaux d'assainissement de la plateforme de Magenta, la réfection de logements à Lifou ou encore la réfection des hangars SSLIA et Hélisud.

P0502-2015/1 (Hors CDV) et P0502-2017/3 (CDV 17-21) – Mise aux normes code 3 de l'aérodrome de Nouméa-Magenta : le gouvernement de la Nouvelle Calédonie a décidé d'adapter l'aérodrome de Nouméa Magenta à l'ATR72. Une autorisation de programme (AP) de 1,5 MdF a été votée au budget de la Nouvelle Calédonie pour les travaux de mise aux normes code 3. L'opération est également inscrite au contrat de développement État/Nouvelle Calédonie 2017-2021 avec une part État de 30% soit 424,5 MF. Cette opération est réalisée en 3 phases pour un achèvement en 2019 :

1. le déplacement du centre équestre « la Gourmette » ;
2. le déplacement de la route provinciale 14, le marché travaux est en cours de signature et les travaux devraient débuter en avril 2018 pour une période de 14 mois ;
3. l'aménagement de la bande piste dont le marché travaux est en cours d'attribution.

P0502-2016/3 – Aménagement du parking public de l'aérodrome de Nouméa-Magenta : les études pour l'agencement du parking s'achèvent et le démarrage des travaux est prévu courant 2018.

P0502-2016/1 – Extension aérogare de Lifou-Wanaham : l'opération relative à la nouvelle aérogare de Lifou Wanaham, dimensionnée pour l'ATR72, est en phase études ; le dossier PRO a été validé. Les travaux devraient débuter au troisième trimestre 2018. Leur démarrage est conditionné à la libération du foncier aujourd'hui occupé par un bâtiment abritant le marché. Le montant de l'opération financée par la Nouvelle Calédonie est de 1,5 MdFCFP.

Toujours sur l'aérodrome de Lifou Wanaham, la piste doit recevoir un nouveau revêtement pour répondre à son vieillissement naturel. Les travaux intégreront une extension du parking avions pour un poste ATR supplémentaire. Les études ont débuté, l'appel d'offre est prévu d'être lancé 2nd trimestre 2018, avec un démarrage des travaux pour la fin de l'année 2018. Le montant de l'opération est estimé à 300 MFCFP. Parallèlement, en 2018, sera réalisée la construction de logements en remplacement de ceux amenés à être démolis dans le cadre de la réalisation de l'aérogare. Le montant de cette reconstruction est de 90 MFCFP.

P0502-2016/2 – Déploiement d'un outil de contrôle WAM (Wide Area Multilateration) : ce système doit permettre aux contrôleurs, en complément de l'ADS-B, de visualiser l'ensemble des aéronefs dans le ciel calédonien. Le marché a été attribué et notifié fin 2017. La réception du WAM est prévue au second semestre 2018.

P0502-2016/5 – Achat véhicules SSLIA pour les aérodromes de la NC : renouvellement de deux véhicules de lutte contre l'incendie pour les aérodromes de Koné et Lifou. Le marché de renouvellement de deux véhicules de lutte contre l'incendie pour les aérodromes de Lifou-

Wanaham et Koné a été notifié au dernier trimestre 2017. Les véhicules devaient être réceptionnés au début du second semestre 2018.

Pour le secteur du transport aérien domestique et international (Gilbert TYUIENON)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**1 100 000 000**	**450 000 000**	**650 000 000**	**41%**	**410 000 000**	**410 000 000**	**350 000 000**	**85%**
P0502-2014/8								
FINANCEMENT DU DEFICIT AIRCALIN POUR LA LIGNE NOUMEA-MELBOURNE	750 000 000	450 000 000	300 000 000	60%	350 000 000	350 000 000	350 000 000	100%
P0502-2017/6								
FINANCEMENT ADANC LIGNES NORD ET LIGNES	350 000 000	-	350 000 000	0%	60 000 000	60 000 000	-	0%
Total général	**1 100 000 000**	**450 000 000**	**650 000 000**	**41%**	**410 000 000**	**410 000 000**	**350 000 000**	**85%**

Une autorisation de programme de 750 MF a été votée en 2014 pour une durée de 6 ans afin de financer le déficit de la ligne Nouméa-Melbourne ouverte par la société Aircalin. La participation transite par le budget de l'ADANC. 100 MF avaient été versés en 2014 conformément au plan prévisionnel de ventilation des CP, mais les participations 2015 et 2016 n'avaient pas été versées par la Nouvelle-Calédonie.

Par conséquent, la participation 2017 de 350 MF intègre le rattrapage 2015 et 2016 (200 MF) et la participation 2017 de 150 MF. Le reste à financer sur l'AP représente 300 MF.

Dans le cadre de ses missions et pour le compte de la Nouvelle-Calédonie compétente en matière de transport aérien intérieur, l'ADANC doit verser à la compagnie Aircal une subvention d'équilibre pour compenser le déficit des lignes du Nord (Koné – Koumac – Touho – Bélep) et des Îles (Tiga). Par ailleurs, la province des Îles a sollicité l'agence pour une subvention à Air Loyauté à propos de l'exploitation de l'inter-îles. Le gouvernement travaille à une refonte de la desserte aérienne intérieure, intégrant ces lignes déficitaires, mais qui doit se concrétiser début 2019. Confrontée à un plafonnement de ses recettes, l'ADANC a besoin d'une subvention exceptionnelle pour lui permettre de continuer à verser le financement compensatoire des lignes déficitaires du Nord et des îles pour la période 2017-2018. Une autorisation de programme de 350 MF a donc été votée au BS 2017. 60 MF de crédits de paiement avaient été inscrit en 2017 mais non pas pu être versés et ont donc été reportés sur l'exercice 2018.

P0503
Infrastructures et sécurité routières

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	303 500 000	4 026 010 936
Réalisations 2017	276 870 697	3 703 389 420
Taux de réalisation 2017	91,23%	91,99%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 680 787 231 F.

Les recettes

Pour le secteur du transport terrestre et maritime (Gilbert TYUIENON).

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

Sécurité des véhicules : ces recettes proviennent des redevances perçues lors de l'établissement des cartes grises et des visites de contrôle technique de véhicules effectuées au centre de contrôle des véhicules du gouvernement. Le produit de ces taxes est resté stable en 2017.

Aménagement et entretien des routes : les sommes reçues résultent de pénalités de retard, de révisions de prix négatives sur les marchés de travaux routiers ainsi que de la remise en état par la province Sud du pont métallique démontable.

Soutien et pilotage : il s'agit d'un avoir sur la facture d'un billet d'avion Air-Calédonie.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**246 500 000**	**276 528 499**	**112,18%**
G. TYUIENON	**246 500 000**	**276 528 499**	**112,18%**
DITTT	246 500 000	276 528 499	112,18%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	246 500 000	268 470 950	108,91%
(77) produits exceptionnels	-	8 057 549	
Investissements	**57 000 000**	**342 198**	**0,60%**
G. TYUIENON	**57 000 000**	**342 198**	**0,60%**
DITTT	57 000 000	342 198	0,60%
(23) immobilisation en cours	-	342 198	
(45x) travaux pour tiers	57 000 000	-	0,00%
Total général	**303 500 000**	**276 870 697**	**91,23%**

Les dépenses

Pour le secteur du transport terrestre et maritime (Gilbert TYUIENON)

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

Délivrance des permis de conduire :

Il s'agit essentiellement des redevances d'affranchissement pour le bureau des permis de conduire de Bourail (0,18 MF).

Aptitudes des conducteurs :

Cette dépense concerne le paiement aux auto-écoles des montants prévus dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion « permis pour l'emploi » PPE. (10,80 MF), les frais de transports, de location de véhicules et de déplacements des examinateurs des permis de conduire dans l'intérieur et les îles (3,60 MF), l'achat de 6000 codes de la route NC (2,40 MF) ainsi que tous les frais de fonctionnement du bureau de l'éducation routière : électricité, télécommunications, etc. (1,70 MF).

Sécurité des véhicules :

Il s'agit de la poursuite des études concernant la réalisation du centre de contrôle technique de Canala (6,70 MF) ainsi que l'extension de celui de Rivière-Salée (4,70 MF). Une salle d'attente a également été aménagée pour l'accueil du public à Rivière-Salée (3,60 MF). Toujours pour Rivière-Salée, il a été procédé au remplacement d'un banc de freinage avec ses aménagements (11,60 MF).

Réseau interprovincial :

Les études de faisabilité pour la mise en œuvre de la centrale de mobilité se sont achevées en 2017, dernière phase (n°4B) de la convention relative à la mission de faisabilité. Cette phase correspondait à l'analyse des offres et la mise au point du marché.

Conformément à l'article 12 des statuts du Syndicat Mixte de Transport Interurbain (SMTI), des subventions d'un montant total de 503 MF ont été versées au SMTI pour participer à ses frais de fonctionnement.

Aménagement et entretien des routes :

En investissement, les dépenses réalisées s'élèvent à 2 651 MF sur un budget de 2 853 MF soit un taux d'exécution de 92,92 %. Ce taux est en dessous des prévisions et des réalisations réelles de travaux du fait du rejet, en l'attente d'éléments complémentaires, par la Paierie de la Nouvelle-Calédonie de plusieurs états d'acompte transmis en fin d'exercice budgétaire représentant un montant de 186 MF. De plus, deux subventions pour un montant de 11 MF n'ont pu être versées faute de disposer des conventions signées avant la clôture budgétaire.

Les travaux réalisés ont consisté à décliner les opérations programmées dans le plan quinquennal d'investissement routier 2014-2018 tel que détaillé dans la liste des autorisations de programme.

En fonctionnement, le montant des dépenses pour l'entretien du réseau routier est de 343 MF sur un montant budgété de 388 MF soit un taux de réalisation de 88,27 %. Là aussi, ce taux est pénalisé du fait que 25 MF de travaux en régie réalisés par les provinces n'ont pu être facturées avant la clôture budgétaire.

Les principales tâches effectuées concernent le fauchage des accotements, les réparations de chaussée, le curage des fossés et le remplacement des panneaux de signalisation.

Soutien et pilotage :

Il s'agit des frais de fonctionnement et dépenses transversales de la direction (eau, électricité, téléphone, fournitures de bureau, nettoyage des locaux...).

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit des travaux de réalisation des pistes examen permis de conduire (11,5MF) et le loyer du bâtiment CCTV de Koné (24,4 MF).

Pour le secteur de la sécurité routière (Cynthia LIGEARD)

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

Politique de sécurité routière :

Les dépenses d'investissement concernent l'achat de 2 motocyclettes pour la police nationale afin de remplacer les anciennes (5,98 MF) ; un vidéoprojecteur et divers équipement pour le sécuribus ont étés également acquis (0,17 MF).

Les dépenses de fonctionnement, sous forme de subventions, comprennent les frais du matériel de dépistage de stupéfiants mis à disposition du CHT NC pour les analyses toxicologiques des conducteurs impliqués dans les accidents de la route (10 MF), les actions de sécurité routière, 4 MF versées à l'association Antinéa, 8 MF à l'Association de Prévention Routière et 0,5 MF en faveur de l'association des sourds et malentendants.

Concernant le matériel, les radars embarqués (dans des véhicules banalisés utilisés par les forces de l'ordre) ont fait l'objet de révisions périodiques obligatoires (0,83 MF).

Il a aussi été procédé à diverses actions de sensibilisation sur la sécurité routière dans le cadre d'événements phares (foires de Bourail, foire de Koumac) ainsi qu'à l'entretien du matériel composant le Sécuribus (5,87 MF). Divers imprimés et goodies pour les campagnes de communication ont été réalisés cette année afin d'entretenir le bruit de fond autour de la sécurité routière (1,69 MF).

Enfin, diverses récompenses ont été versées aux écoles participantes à la troisième édition du prix concours sécurité routière (0,27 MF).

Aptitudes des conducteurs :

Il s'agit de subventions pour la réalisation d'une piste d'éducation routière sur la commune de Dumbéa (10 MF) et pour l'achat de deux cinémomètres pour la commune de Nouméa (1,3 MF).

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit de la fin des travaux de la construction du centre d'éducation routière de Koumac.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0503-01-Politique de sécurité routière (sensibilisation, responsabilisation,réglementation et communication)	**71 589 322**	**41 248 352**	**57,62%**
C. LIGEARD	**71 589 322**	**41 248 352**	**57,62%**
DAPM	4 607 382	3 882 882	84,28%
DITTT	66 981 940	37 365 470	55,78%
A0503-02-Délivrance des permis de conduire	**200 000**	**183 405**	**91,70%**
G. TYUIENON	**200 000**	**183 405**	**91,70%**
DITTT	200 000	183 405	91,70%
A0503-05-Aptitudes des conducteurs	**55 214 355**	**41 404 497**	**74,99%**
C. LIGEARD	**15 000 000**	**11 300 000**	**75,33%**
DITTT	15 000 000	11 300 000	75,33%
G. TYUIENON	**40 214 355**	**30 104 497**	**74,86%**
DAPM	14 401 183	11 598 287	80,54%
DITTT	25 813 172	18 506 210	71,69%
A0503-06-Sécurité des véhicules	**76 460 074**	**65 296 955**	**85,40%**
G. TYUIENON	**76 460 074**	**65 296 955**	**85,40%**
DAPM	25 403 246	24 421 814	96,14%
DITTT	51 056 828	40 875 141	80,06%
A0503-07-Réseau inter-provincial	**513 294 064**	**506 694 064**	**98,71%**
G. TYUIENON	**513 294 064**	**506 694 064**	**98,71%**
DITTT	513 294 064	506 694 064	98,71%
A0503-08-Aménagement et entretien des routes	**3 242 262 246**	**2 994 723 220**	**92,37%**
G. TYUIENON	**3 242 262 246**	**2 994 723 220**	**92,37%**
DITTT	3 242 262 246	2 994 723 220	92,37%
A0503-09-Soutien et pilotage	**66 990 875**	**53 838 927**	**80,37%**
G. TYUIENON	**66 990 875**	**53 838 927**	**80,37%**
DITTT	66 990 875	53 838 927	80,37%
Total général	**4 026 010 936**	**3 703 389 420**	**91,99%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 095 893 378**	**989 167 064**	**90,26%**
DAPM	**27 190 000**	**26 208 568**	**96,39%**
Autres charges de fonctionnement	25 403 246	24 421 814	96,14%
Charges exceptionnelles	1 786 754	1 786 754	100,00%
DITTT	**1 068 703 378**	**962 958 496**	**90,11%**
Aides directes et indirectes	15 434 181	10 795 000	69,94%
Autres charges de fonctionnement	66 876 985	24 990 319	37,37%
Charges exceptionnelles	9 770 399	7 770 399	79,53%
Charges fixes de fonctionnement	449 504 352	392 789 318	87,38%
Subventions, participations et autres charges d'activité	526 000 000	525 500 000	99,90%
Formation professionnelle	1 117 461	1 113 460	99,64%
Investissements	**2 930 117 558**	**2 714 222 356**	**92,63%**
DAPM	**17 221 811**	**13 694 415**	**79,52%**
AP P0503-2006/1 - TRANSFERT DES PISTES PERMIS DE CONDUIRE (121/06)	13 304 429	10 501 533	78,93%
AP P0503-2006/2 - CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE A KOUMAC (118/06)	3 917 382	3 192 882	81,51%
DITTT	**2 912 895 747**	**2 700 527 941**	**92,71%**
AP P0503-2008/1 - PROGRAMME ROUTIER 08/13	1 703 626	1 703 626	100,00%
AP P0503-2010/1 - PROGRAMME ROUTIER 2010-2015	767 931 657	743 617 305	96,83%
AP P0503-2011/1 - PROGRAMME ROUTIER 2011-2016	24 220 675	23 318 739	96,28%
AP P0503-2012/1 - PROGRAMME ROUTIER 2012/2017	3 152 906	3 152 906	100,00%
AP P0503-2012/2 - PROJET HOSPITALIER PRIVE	43 850 043	55 663	0,13%
AP P0503-2012/3 - AMENAGEMENT AXE ROUTIER "ROND POINT BERTHELOT"	31 969 187	31 969 187	100,00%
AP P0503-2013/1 - PROGRAMME ROUTIER 2013/2018	1 873 796 643	1 815 409 843	96,88%
AP P0503-2013/3 - CREATION CENTRALE MOBILITE	3 694 064	3 694 064	100,00%
AP P0503-2013/4 - CENTRE CONTROLE TECHNIQUE VEHICULE A CANALA	6 717 855	6 717 855	100,00%
AP P0503-2017/1 - CDV17-21 MISE A DEUX FOIS DEUX VOIES RT1 PAITA-TTA	1 705 558	995 558	58,37%
AP P0503-2017/2 - CDI17-21 CONTOURNEMT MT DORE	9 000 000	-	0,00%
AP P0503-2017/3 - CDI17-21 LIAISON - THIO CANALA	1 708 235	-	0,00%
AP P0503-2017/4 - EXTENSION DU CCTV RIVIERE SALE	12 744 449	7 483 538	58,72%
AP P0503-2017/5 - PISTE EDUCA ROUTIERE DUMBA	10 000 000	10 000 000	100,00%
HAP immobilisations corporelles	21 040 439	19 602 118	93,16%
HAP immobilisations incorporelles	285 410	257 539	90,23%
HAP subventions d'équipement versées	39 375 000	32 550 000	82,67%
Opération pour tiers CARREFOUR VOH-SUD	60 000 000	-	0,00%
Total général	**4 026 010 936**	**3 703 389 420**	**91,99%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur du transport terrestre et maritime (Gilbert TYUIENON)

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

En recette

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
N° AP	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**557 500 000**	**-**	**557 500 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P0503-2017/6 CDV17/21 MISE 2 FOIS 2 VOIES PAITA LA TONTOUTA	557 500 000	-	557 500 000	0%	-	-	-	-
Total général	**557 500 000**	**-**	**557 500 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	**-**

Cette AP concerne la participation de l'Etat pour la réalisation de la mise à deux fois deux voies du tronçon Païta/La Tontouta par subvention d'équipement transférable.

Pour le secteur du transport terrestre et maritime (Gilbert TYUIENON)

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**80 000 000**	**31 650 000**	**48 350 000**	**40%**	**16 625 000**	**15 434 181**	**10 795 000**	**70%**
P0503-2015/1								
PERMIS POUR L'EMPLOI NOUVELLE-CALEDONIE (PPE NC)	80 000 000	31 650 000	48 350 000	40%	16 625 000	15 434 181	10 795 000	70%
Investissement	**47 051 651 053**	**22 167 413 753**	**24 884 237 300**	**47%**	**2 727 339 048**	**2 750 225 711**	**2 606 149 097**	**95%**
P0503-2007/1								
PROGRAMME ROUTIER ANTERIEUR	4 440 253 875	4 230 373 375	209 880 500	95%	-	-	-	-
P0503-2008/1								
PROGRAMME ROUTIER 08/13	470 542 157	373 046 868	97 495 289	79%	-	1 703 626	1 703 626	100%
P0503-2009/1								
PROGRAMME ROUTIER 2009-2014	32 041 688	16 949 577	15 092 111	53%	-	-	-	-
P0503-2010/1								
PROGRAMME ROUTIER 2010-2015	16 469 000 000	8 812 112 614	7 656 887 386	54%	896 700 281	767 931 657	743 617 305	97%
P0503-2011/1								
PROGRAMME ROUTIER 2011-2016	5 549 000 000	3 168 777 750	2 380 222 250	57%	162 000 000	24 220 675	23 318 739	96%
P0503-2012/1								
PROGRAMME ROUTIER 2012/2017	850 000 000	295 170 292	554 829 708	35%	-	3 152 906	3 152 906	100%
P0503-2012/2								
PROJET HOSPITALIER PRIVE	380 000 000	89 081 257	290 918 743	23%	-	43 850 043	55 663	0%
P0503-2013/1								
PROGRAMME ROUTIER 2013/2018	15 596 000 000	5 157 505 675	10 438 494 325	33%	1 579 030 813	1 873 796 643	1 815 409 843	97%
P0503-2013/2								
LOTISSEMENT LES ALIZES - NOUVILLE	500 000 000	-	500 000 000	0%	-	-	-	-
P0503-2013/3								
CREATION CENTRALE MOBILITE	180 000 000	7 174 937	172 825 063	4%	32 899 719	3 694 064	3 694 064	100%
P0503-2013/4								
CENTRE CONTROLE TECHNIQUE VEHICULE A CANALA	160 000 000	8 742 312	151 257 688	5%	36 000 000	6 717 855	6 717 855	100%
P0503-2017/1								
CDV17-21 MISE A DEUX FOIS DEUX VOIES RT1 PAITA-TTA	1 918 333 333	995 558	1 917 337 775	0%	-	1 705 558	995 558	58%
P0503-2017/2								
CDI17-21 CONTOURNEMT MT DORE	300 000 000	-	300 000 000	0%	9 000 000	9 000 000	-	0%
P0503-2017/3								
CDI17-21 LIAISON - THIO CANALA	106 480 000	-	106 480 000	0%	1 708 235	1 708 235	-	0%
P0503-2017/4								
EXTENSION DU CCTV RIVIERE SALE	100 000 000	7 483 538	92 516 462	7%	10 000 000	12 744 449	7 483 538	59%
Total général	**47 131 651 053**	**22 199 063 753**	**24 932 587 300**	**47%**	**2 743 964 048**	**2 765 659 892**	**2 616 944 097**	**95%**

En fonctionnement

P0503-2015/1 – Permis pour l'emploi Nouvelle-Calédonie (PPE NC) :

Versement aux auto-écoles des montants prévus dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion « permis pour l'emploi » (PPE).

En investissement

P0503-2012/2 – Projet hospitalier privé :

Les travaux de construction du pôle hospitalier n'étant pas terminés, la finition des travaux de voirie prévus sur cette AP n'a pas pu être effectuée en 2017.

P0503-2007/1 – Programme routier antérieur :

Le versement du solde de la convention passée entre la Province Nord et la NC concernant la réalisation terminée du carrefour « Green Acre » situé sur la RT1 Koné est toujours en attente des justificatifs. Dés régularisation, une demande de clôture d'AP sera proposée.

P0503-2008/1 – Programme routier 2008-2013 :

Afin d'étudier les prochains créneaux de dépassement de la RT1, des études géotechniques ainsi que des comptages routiers ont été effectués notamment au nord de Koné et au sud de La Foa.

P0503-2009/1 – Programme routier 2009-2014 :

Le recensement des opérations effectuées sur cette AP est en cours de finition. Une demande de clôture d'AP sera proposée dans le cadre du budget supplémentaire 2018.

P0503-2010/1 – Programme routier 2010-2015 :

La reconstruction du pont de la Ouenghi a été achevée ainsi que la réalisation des bretelles d'accès au nouvel ouvrage de franchissement. De plus, sur la RT3, une section de 3 km de chaussée a été renforcée au sud de Ponérihouen et un mur de soutènement a été réalisé à l'ouest de Houaïlou.

P0503-2011/1 – Programme routier 2011-2016 :

La maitrise d'œuvre du projet de reconstruction de l'ouvrage de franchissement de la Dumbéa a été lancée et les études d'avant-projet ont été effectuées.

P0503-2012/1 – Programme routier 2012-2017 :

Des études complémentaires de tracé ont été réalisées dans le col de La Pirogue afin d'affiner les options de mise à 2 fois 2 voies de la RT1 entre Paita et La Tontouta.

P0503-2013/1 – Programme routier 2013-2018 :

Sur la RT1, les opérations nouvelles suivantes ont été effectuées: réalisation du carrefour du sud de Voh, réfection de la section nord de la plaine des Gaïacs, finalisation du créneau de dépassement de Camp Brun au nord de Boulouparis, démarrage de celui de la Butte à Charbon au Sud de Moindou. De plus, des renforcements de chaussée ont été effectués sur les sections suivantes : nord de Voh sur 3 km, sud de Koné sur 2 km, sud de Bourail sur 4 km au sud de La Foa sur 6 km et au nord de Paita sur 2 km.

Sur la RT3, les traversées de 4 tribus à Houaïlou et Ponérihouen ont été achevées et les rénovations de chaussées ont porté sur les sections suivantes : sud de Ponérihouen sur 3 km, ouest de Houaïlou sur 3 km dans le col des Roussettes et 4 km à l'Est de Bourail.

Dans l'agglomération de Nouméa, les couches de roulement de l'avenue James Cook ont été renforcées sur 6 km ainsi que celles de la rue Collard sur 2 km.

P0503-2013/2 – Lotissement les Alizés – Nouville :

A l'origine, cette AP devait prendre en charge les travaux d'équipement primaires du futur quartier. Le réaménagement de la rue Eschembrenner en boulevard urbain, la réalisation d'un collecteur primaire d'assainissement pluvial permettant d'assurer le drainage du bassin versant et la protection du CHS de Nouville vis-à-vis des risques d'inondation, la réalisation d'une station de relèvement des eaux usées vers le réseau public situé avenue Cook. Il prévoyait également la réalisation de logements sociaux par la SIC, le relogement des occupants des pavillons existant avec possibilité d'achat dans la nouvelle opération, une possible création de logements étudiants supplémentaires ou d'installation d'équipement public, du foncier réorganisé pour les opérations d'extension du CHS. Depuis aucun financement n'a été voté sur cette AP. Une demande de clôture d'AP sera proposée dans le cadre du budget supplémentaire 2018.

P0503-2013/3 – Centrale de mobilité :

Prévu à l'origine en juillet 2017, le démarrage du projet « centrale de mobilité » a été décalé en raison du contexte budgétaire contraint en fin d'année 2017. Au final, l'année 2017 n'a fait l'objet que du marché public et de préparations.

Le chantier a été reporté sur l'année 2018 qui verra son lancement et la production d'une version bêta de la centrale prévue en septembre 2018.

P0503-2013/4 – Centre contrôle technique de véhicules à Canala :

Poursuite des études concernant la réalisation du bâtiment et de la servitude.

P0503-2017/1 – CDV17/21 – Mise à deux fois deux voies RT1 Païta/Tontouta :

Une première étude de faisabilité a été effectuée et des levés topographiques ont été lancés sur la partie nord du tracé à savoir la section Saint-Vincent / La Tontouta.

P0503-2017/2 – CDI17-21 – Contournement Mt Dore :

Cette opération a pour but de faciliter la circulation routière entre les zones suburbaines de la commune du Mont-Dore. Elle concerne l'aménagement de la section de la RP1 comprise entre Boulari et le virage de la Roche Liane. Les collectivités Etat, Nouvelle-Calédonie et Province Sud participent au plan de financement.

Sa réalisation est confiée à la Province Sud. Une subvention de la Nouvelle-Calédonie est versée dans le cadre d'une convention.

P0503-2017/3 – CDI17-21 – Liaison Thio Canala :

Cette opération vise à améliorer les conditions de transport des personnes et des biens entre les provinces Sud et Nord sur la côte Est pour faciliter les échanges économiques et culturels entre les communes de Thio et Canala. Les collectivités Etat, Nouvelle-Calédonie et Province Sud participent au plan de financement.

Sa réalisation est confiée à la Province Sud. Une subvention de la Nouvelle-Calédonie est versée dans le cadre d'une convention.

P0503-2017/4 – Extension du CCTV Rivière Salée :

Poursuite des études concernant l'extension du centre et réalisation d'une salle d'attente pour l'accueil du public.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**175 000 000**	**53 893 121**	**121 106 879**	**31%**	**-**	**13 304 429**	**10 501 533**	**79%**
P0503-2006/1 TRANSFERT DES PISTES PERMIS DE CONDUIRE (121/06)	175 000 000	53 893 121	121 106 879	31%	-	13 304 429	10 501 533	79%
Total général	**175 000 000**	**53 893 121**	**121 106 879**	**31%**	**-**	**13 304 429**	**10 501 533**	**79%**

Cette opération est liée à la réalisation de la piste d'éducation routière sur la commune de Koumac. Un point doit être fait sur la situation de l'opération, qui sera vraisemblablement clôturée lors d'une prochaine étape budgétaire.

Pour le secteur de la sécurité routière (Cynthia LIGEARD)

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**31 500 000**	**10 000 000**	**21 500 000**	**32%**	**10 000 000**	**10 000 000**	**10 000 000**	**100%**
P0503-2017/5 PISTE EDUCA ROUTIERE DUMBA	31 500 000	10 000 000	21 500 000	32%	10 000 000	10 000 000	10 000 000	100%
Total général	**31 500 000**	**10 000 000**	**21 500 000**	**32%**	**10 000 000**	**10 000 000**	**10 000 000**	**100%**

Il s'agit d'une subvention pour la réalisation d'une piste d'éducation routière sur la commune de Dumbéa, versée par le biais d'une convention entre la ville de Dumbéa et la Nouvelle-Calédonie.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**93 000 000**	**86 659 998**	**6 340 002**	**93%**	**5 566 830**	**3 917 382**	**3 192 882**	**82%**
P0503-2006/2 CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE A KOUMAC (118/06)	93 000 000	86 659 998	6 340 002	93%	5 566 830	3 917 382	3 192 882	82%
Total général	**93 000 000**	**86 659 998**	**6 340 002**	**93%**	**5 566 830**	**3 917 382**	**3 192 882**	**82%**

En 2017, des travaux de pose de clôtures et de portails ont été programmés à hauteur de 3,9 MF, dans le cadre de l'opération de réhabilitation du Centre d'Education Routière de Koumac, afin de fermer le site et d'améliorer l'accueil du public. Des travaux de pose de clôtures et de portails au Centre d'Education Routière de Koumac sont programmés afin de permettre de fermer le site et d'améliorer l'accueil du public. Cette opération en cours de d'achèvement est effectuée par la DAPM pour le compte de la DITTT.

P0504
Transports et activités maritimes

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	3 500 000	244 583 115
Réalisations 2017	4 230 000	126 280 131
Taux de réalisation 2017	120,86%	51,63%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 215 018 770 F.

Les recettes

Pour le secteur du transport maritime (Gilbert TYUIENON).

- Direction des affaires maritimes (DAM)

En recettes, 2 MF auraient dû être perçus de la province sud au titre de sa participation au dispositif « passagers de l'île des Pins ». Le titre d'émission est en cours.

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

Suite à l'échouage du navire Kea Trader en juillet 2017, la DITTT a été contactée par la société ARDENT MARITIME pour effectuer des travaux d'hydrographie du récif Durand au large de Maré. Ces prestations ont été réalisées par convention par la mise à disposition du baliseur Louis Hénin et de son équipage.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Une recette de 1,5 MF a été inscrite au BS 2017, au titre de la participation de l'Etat à l'opération Village Océanien. Cette recette n'a pas été perçue.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**2 000 000**	**4 230 000**	**211,50%**
G. TYUIENON	**2 000 000**	**4 230 000**	**211,50%**
DAM	2 000 000	-	0,00%
(74) dotations, subventions et participations	2 000 000	-	0,00%
DITTT	-	4 230 000	
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	-	4 230 000	
Investissements	**1 500 000**	**-**	**0,00%**
G. TYUIENON	**1 500 000**	**-**	**0,00%**
DAPM	1 500 000	-	0,00%
(13) subventions d'investissement	1 500 000	-	0,00%
Total général	**3 500 000**	**4 230 000**	**120,86%**

Les dépenses

Pour le secteur du transport maritime (Gilbert TYUIENON).

- Direction des affaires maritimes (DAM)

1- Sécurité

En 2017, la nouvelle organisation des visites de sécurité selon un zonage et un agenda défini à l'année n'a pu être réalisée en totalité. Certains déplacements n'ont pu avoir lieu mais devrait être réalisé en 2018. Le budget dédié aux indemnités de missions des inspecteurs de la sécurité des navires n'a donc pas été consommé entièrement.

2- Continuité

En 2017, le dispositif continuité pays par voie maritime a coûté 40,3 millions de francs à la Nouvelle-Calédonie (exercice clos le 19/11/2017) soit sensiblement moins que ce qui avait été envisagé lors de la préparation du budget 2017, sur la bases des engagements records de l'année 2017. Curieusement, le taux de fréquentation du Betico est en hausse (85 620 passagers en 2017, +8% par rapport à 2016). La baisse du montant d'intervention de la Nouvelle-Calédonie s'explique par la plus forte attractivité d'autres dispositifs, privés (offres promotionnelles de la compagnie) ou publics (aide AMG de la province des îles notamment). De fait, le taux de passagers bénéficiant du dispositif « continuité pays » est logiquement en baisse, de 17% en 2016 à 13% en 2017

- Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT)

Développement, modernisation et entretien du balisage :

Les investissements principaux ont consisté à acquérir une nouvelle tour de 28 m de haut et destinée à remplacer l'actuel pylône du phare du Cap des pins à Lifou. Le marché d'un montant de 28,8 MF a fait l'objet d'une notification en fin d'année, par conséquent seules les études d'un montant de 4,4 MF ont été payées sur cet exercice. Le montant pour l'acquisition de nouveaux feux à DEL dans le cadre de la modernisation du balisage représente un montant de 12,5 MF (feux à secteur Havannah, alignement de Thio, chenal côte Est, Poya, îlot Maitre).

Les frais de fonctionnement concernent les dépenses courantes pour l'entretien des établissements de signalisation maritime dont la maintenance annuelle implique :

- 2 tournées de maintenance des feux du Nord (de Poum jusqu'à Belep) et du Sud (de Nouméa à Kunié) à partir du baliseur ;
- 1 tournée de maintenance du balisage aux iles Loyauté à partir du baliseur ;
- la maintenance des feux de la côte Est.

Le phare de bonne Anse à Prony a fait l'objet d'une rénovation complète avec la création d'un soubassement en béton armée incluant un déflecteur de houle afin d'éviter que l'ouvrage soit en permanence mouillé par les vagues.

Réalisation des travaux d'hydrographie dans les eaux territoriales :

Cette dépense concernent les frais de déplacement des agents de la BHNC pour la réalisation de travaux hydrographiques dans les eaux intérieures, les eaux territoriales et dans la zone exclusive de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances.

Les travaux hydrographiques sont réalisés par le groupe océanographique du Pacifique du SHOM au moyen de son échelon de Nouméa, encadrés par la convention de partenariat en matière d'hydrographie entre l'Etat et la Nouvelle-Calédonie.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Le projet de Village Océanien est en cours de réalisation et reste dans l'attente du versement de la participation de l'Etat.

Pour les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (Nicolas METZDORF).

- Direction des affaires maritimes (DAM)

Une subvention de fonctionnement de 3 170 000 F a été attribuée à la confédération des pêcheurs.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0504-01-Droit du travail et inspection du travail maritime	**176 988**	**176 988**	**100,00%**
G. TYUIENON	**176 988**	**176 988**	**100,00%**
DAM	176 988	176 988	100,00%
A0504-03-Contrôle de la conformité des navires aux règles de sécurité	**3 530 500**	**1 993 086**	**56,45%**
G. TYUIENON	**3 530 500**	**1 993 086**	**56,45%**
DAM	3 530 500	1 993 086	56,45%
A0504-05-Sécurité, Police et règlementation de la circulation maritime dans les eaux territoriales	**15 170 000**	**15 170 000**	**100,00%**
G. TYUIENON	**12 000 000**	**12 000 000**	**100,00%**
DAM	12 000 000	12 000 000	100,00%
N. METZDORF	**3 170 000**	**3 170 000**	**100,00%**
DAM	3 170 000	3 170 000	100,00%
A0504-09-Développement, modernisation et entretien du balisage	**109 286 900**	**60 631 757**	**55,48%**
G. TYUIENON	**109 286 900**	**60 631 757**	**55,48%**
DITTT	109 286 900	60 631 757	55,48%
A0504-10-Réalisation des travaux d'hydrographie dans les eaux territoriales	**1 281 008**	**1 129 400**	**88,16%**
G. TYUIENON	**1 281 008**	**1 129 400**	**88,16%**
DITTT	1 281 008	1 129 400	88,16%
A0504-11-Contribuer à la continuité territoriale maritime	**75 237 719**	**47 178 900**	**62,71%**
G. TYUIENON	**75 237 719**	**47 178 900**	**62,71%**
DAM	75 237 719	47 178 900	62,71%
A0504-12-Amélioration accueil des croisiéristes	**39 900 000**	**-**	**0,00%**
G. TYUIENON	**39 900 000**	**-**	**0,00%**
DAM	33 500 000	-	0,00%
DAPM	6 400 000	-	0,00%
Total général	**244 583 115**	**126 280 131**	**51,63%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**140 083 115**	**99 635 832**	**71,13%**
DAM	**94 115 207**	**64 518 974**	**68,55%**
Autres charges de fonctionnement	19 971 896	1 220 034	6,11%
Charges fixes de fonctionnement	2 792 354	2 394 900	85,77%
Subventions, participations et autres charges d'activité	71 350 957	60 904 040	85,36%
DITTT	**45 967 908**	**35 116 858**	**76,39%**
Autres charges de fonctionnement	18 868 896	14 232 596	75,43%
Charges fixes de fonctionnement	27 099 012	20 884 262	77,07%
Investissements	**104 500 000**	**26 644 299**	**25,50%**
DAM	**33 500 000**	**-**	**0,00%**
AP P0504-2017/1 - CDI 17-21 AMELIORATION INFRA ACCUEIL DES CROISIERISTES	33 500 000	-	0,00%
DAPM	**6 400 000**	**-**	**0,00%**
AP P0504-2017/2 - CDV 17-21 ACCUEIL CROISIERISTES NOUMEA-CREATION VILLAGE OCEANIEN	6 400 000	-	0,00%
DITTT	**64 600 000**	**26 644 299**	**41,25%**
HAP immobilisations corporelles	4 489 620	1 953 668	43,52%
HAP immobilisations en cours	53 824 692	18 720 544	34,78%
HAP immobilisations incorporelles	6 285 688	5 970 087	94,98%
Total général	**244 583 115**	**126 280 131**	**51,63%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur du transport terrestre et maritime (Gilbert TYUIENON)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En recette

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
N° AP	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**300 000 000**	**-**	**300 000 000**	**0%**	**1 500 000**	**1 500 000**	**-**	**0%**
P0504-2017/3 VILLAGE OCEANIEN - PAR ETAT	300 000 000	-	300 000 000	0%	1 500 000	1 500 000	-	0%
Total général	**300 000 000**	**-**	**300 000 000**	**0%**	**1 500 000**	**1 500 000**	**-**	**0%**

Cette AP en recette a été créée dans le cadre de la participation de l'Etat au projet de Village Océanien.

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**1 000 000 000**	**-**	**1 000 000 000**	**0%**	**5 000 000**	**6 400 000**	**-**	**0%**
P0504-2017/2 CDV 17-21 ACCUEIL CROISIERISTES NOUMEA-CREATION VILLAGE OCEANIEN	1 000 000 000	-	1 000 000 000	0%	5 000 000	6 400 000	-	0%
Total général	**1 000 000 000**	**-**	**1 000 000 000**	**0%**	**5 000 000**	**6 400 000**	**-**	**0%**

Cette opération du Contrat de Développement est en phase « étude ».

- Direction des affaires maritimes (DAM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**300 000 000**	**-**	**300 000 000**	**0%**	**33 500 000**	**33 500 000**	**-**	**0%**
P0504-2017/1								
CDI 17-21 AMELIORATION INFRA ACCUEIL DES CROISIERISTES	300 000 000	-	300 000 000	0%	33 500 000	33 500 000	-	0%
Total général	**300 000 000**	**-**	**300 000 000**	**0%**	**33 500 000**	**33 500 000**	**-**	**0%**

Cette AP est destinée à financer au titre du contrat de développement inter-collectivités 25% du quai de Kuto, du quai de Poum et du ponton d'Easo à Lifou. Les travaux n'ont pas pu démarrer en 2017 et aucune des trois provinces n'a pu demander l'engagement des crédits.

Synthèse de la mission par programme et type de recettes – dépenses

	P0501 Contrôle et exploitation aériens	P0502 Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	P0503 Infrastructures et sécurité routières	P0504 Transports et activités maritimes	Total général
RECETTES	**3 006 338**	**33 654 712**	**276 870 697**	**4 230 000**	**317 761 747**
Fonctionnement	**3 006 338**	**27 228 477**	**276 528 499**	**4 230 000**	**310 993 314**
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses		6 930 535	268 470 950	4 230 000	279 631 485
(74) dotations, subventions et participations	3 006 338	6 156 125		-	9 162 463
(75) autres produits de gestion courante		2 355 651			2 355 651
(77) produits exceptionnels		11 786 166	8 057 549		19 843 715
Investissements		**6 426 235**	**342 198**	**-**	**6 768 433**
(23) immobilisation en cours		691 056	342 198		1 033 254
AP P0502-2017/5 - CDV 17-21 MISE AUX NORMES AERODROME DE MAGENTA - PART ETAT		5 735 179			5 735 179
AP P0504-2017/3 - VILLAGE OCEANIEN - PAR ETAT				-	-
Opération pour tiers CARREFOUR VOH-SUD			-		-
DEPENSES	**133 744 494**	**1 586 842 682**	**3 703 389 420**	**126 280 131**	**5 550 256 727**
Fonctionnement	**35 272 357**	**566 236 121**	**989 167 064**	**99 635 832**	**1 690 311 374**
Aides directes et indirectes			10 795 000		10 795 000
Autres charges de fonctionnement	12 124 260	22 227 184	49 412 133	15 452 630	99 216 207
Charges exceptionnelles			9 557 153		9 557 153
Charges fixes de fonctionnement	20 748 097	64 276 941	392 789 318	23 279 162	501 093 518
Remboursements aux collectivités	2 400 000	2 859 000			5 259 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	-	476 872 996	525 500 000	60 904 040	1 063 277 036
Formation professionnelle			1 113 460		1 113 460
Investissements	**98 472 137**	**1 020 606 561**	**2 714 222 356**	**26 644 299**	**3 859 945 353**
AP P0501-2011/1 - EXTENSION SEAC - NC	48 000 000				48 000 000
AP P0502-2008/3 - MAGENTA-CONSTRUCTION AEROGARE FRET		415 294 742			415 294 742
AP P0502-2010/1 - KONE AMENAGEMENT AERODROME ACCUEIL ATR42		254 267 628			254 267 628
AP P0502-2011/1 - ENTRETIEN ET GROSSES REPARATIONS		61 243 941			61 243 941
AP P0502-2011/4 - DEVELOPPEMENT SIG - DAC		1 493 555			1 493 555
AP P0502-2015/1 - MISE AUX NORMES CODE 3 AERODROME MAGENTA		93 591 822			93 591 822
AP P0502-2016/1 - EXTENSION AEROGARE DE LIFOU		89 764 129			89 764 129
AP P0502-2016/2 - DEPLOIEMENT OUTIL SURVEILLANCE WAM - NC		214 551			214 551
AP P0502-2016/3 - AMENAGEMENT DU PARKING PUBLIC AEROGARE DE MAGENTA		584 693			584 693
AP P0502-2016/4 - VOIE ACCES AUX INSTALLATIONS AERODROME KONE		3 269 196			3 269 196
AP P0502-2016/5 - ACHAT VEHICULES SSLIA POUR LES AERODROMES DE LA NC		138 689			138 689
AP P0502-2017/1 - EGR 2017/2021		41 108 860			41 108 860
AP P0502-2017/3 - CDV 17-21 MISE AUX NORMES AERODROME DE MAGENTA		27 845 393			27 845 393
AP P0503-2006/1 - TRANSFERT DES PISTES PERMIS DE CONDUIRE (121/06)			10 501 533		10 501 533
AP P0503-2006/2 - CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE A KOUMAC (118/06)			3 192 882		3 192 882
AP P0503-2008/1 - PROGRAMME ROUTIER 08/13			1 703 626		1 703 626
AP P0503-2010/1 - PROGRAMME ROUTIER 2010-2015			743 617 305		743 617 305
AP P0503-2011/1 - PROGRAMME ROUTIER 2011-2016			23 318 739		23 318 739
AP P0503-2012/1 - PROGRAMME ROUTIER 2012/2017			3 152 906		3 152 906
AP P0503-2012/2 - PROJET HOSPITALIER PRIVE			55 663		55 663
AP P0503-2012/3 - AMENAGEMENT AXE ROUTIER "ROND POINT BERTHELOT"			31 969 187		31 969 187
AP P0503-2013/1 - PROGRAMME ROUTIER 2013/2018			1 815 409 843		1 815 409 843
AP P0503-2013/3 - CREATION CENTRALE MOBILITE			3 694 064		3 694 064
AP P0503-2013/4 - CENTRE CONTROLE TECHNIQUE VEHICULE A CANALA			6 717 855		6 717 855
AP P0503-2017/1 - CDV17-21 MISE A DEUX FOIS DEUX VOIES RT1 PAITA-TTA			995 558		995 558
AP P0503-2017/2 - CDI17-21 CONTOURNEMT MT DORE			-		-
AP P0503-2017/3 - CDI17-21 LIAISON - THIO CANALA			-		-
AP P0503-2017/4 - EXTENSION DU CCTV RIVIERE SALE			7 483 538		7 483 538
AP P0503-2017/5 - PISTE EDUCA ROUTIERE DUMBA			10 000 000		10 000 000
AP P0504-2017/1 - CDI 17-21 AMELIORATION INFRA ACCUEIL DES CROISIERISTES				-	-
AP P0504-2017/2 - CDV 17-21 ACCUEIL CROISIERISTES NOUMEA-CREATION VILLAGE OCEANIEN				-	-
HAP immobilisations corporelles	43 716 305	5 385 144	19 602 118	1 953 668	70 657 235
HAP immobilisations en cours	6 755 832			18 720 544	25 476 376
HAP immobilisations incorporelles		26 404 218	257 539	5 970 087	32 631 844
HAP subventions d'équipement versées			32 550 000		32 550 000
Opération pour tiers CARREFOUR VOH-SUD			-		-

Mission M06
Santé

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	2 251 665 547	3 024 318 491
Réalisations 2017	1 579 706 804	1 995 577 130
Taux de réalisation 2017	70,16%	65,98%

Pour information, la masse salariale affectée à cette mission s'élève à 471 299 765 F.

Offre et qualité de soins

Prévention, veille, surveillance

Expertise et alerte

Santé environnementale

Médipôle et hôpital de Koné

Au travers d'un dispositif hospitalier public et privé disposant des matériels les plus modernes, de personnels de santé hautement qualifiés, d'une politique en matière de prévention sanitaire et de santé environnementale, la Nouvelle-Calédonie compétente dans le domaine de la santé, a engagé, de façon constante, une action forte pour préserver la santé de ses concitoyens et pour améliorer leur prise en charge en cas d'accident de santé.

La concrétisation aux alentours de 2015 du projet de construction d'un nouvel hôpital à Koutio et à Koné, la mise en œuvre de nouveaux schémas territoriaux d'organisation sanitaire, socles d'une répartition spatiale plus efficiente au bénéfice de la population, la poursuite d'un programme ambitieux en matière de prévention sanitaire et de santé environnementale qui passe par la poursuite de la politique de vaccination, la lutte contre les maladies à forte morbidité ou l'amélioration des données naturelles telles que l'eau, l'air ou l'amiante environnementale, la modernisation et l'extension de sa réglementation en matière de protection sociale sont autant d'éléments démontrant la haute priorité du secteur de la santé dans la politique publique conduite par la Nouvelle-Calédonie.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**29 423 678**	**31 155 169**	**216 681 257**	**99,30%**
P0601-Offre et qualité de soins	**1 159 106**	**-**	**85 585**	
DASS	1 159 106	-	85 585	
P0602-Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	**28 264 572**	**31 155 169**	**31 595 672**	**95,17%**
DASS	28 264 572	31 155 169	31 595 672	95,17%
P0603-Santé environnementale	**-**	**-**	**185 000 000**	**100,00%**
DASS	-	-	185 000 000	100,00%
Investissements	**10 041 806 745**	**4 988 173 202**	**1 363 025 547**	**67,03%**
P0601-Offre et qualité de soins	**-**	**30 000 000**	**30 000 000**	**100,00%**
DBAF	-	30 000 000	30 000 000	100,00%
P0604-Médipôle et hôpital de Koné	**10 041 806 745**	**4 958 173 202**	**1 333 025 547**	**66,54%**
DBAF	10 041 806 745	4 958 173 202	1 333 025 547	66,54%
Total général	**10 071 230 423**	**5 019 328 371**	**1 579 706 804**	**70,16%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**644 854 816**	**724 403 924**	**701 678 025**	**74,14%**
P0601-Offre et qualité de soins	**474 360 735**	**534 249 424**	**482 397 149**	**97,26%**
DAPM	58 416 960	61 769 092	51 180 648	95,31%
DASS	78 150 255	74 358 390	67 960 380	86,82%
DBAF	327 000 000	300 000 000	314 000 000	100,00%
DRH	10 793 520	98 121 942	49 256 121	98,50%
P0602-Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	**67 500 383**	**85 668 236**	**58 985 584**	**45,42%**
DAPM	3 465 600	1 473 200	1 217 015	100,00%
DASS	64 034 783	84 195 036	57 768 569	44,90%
P0603-Santé environnementale	**101 344 710**	**102 172 924**	**148 672 177**	**51,87%**
DASS	100 356 710	95 844 335	147 886 597	53,10%
DIMENC	988 000	6 328 589	785 580	9,71%
P0604-Médipôle et hôpital de Koné	**1 648 988**	**2 313 340**	**11 623 115**	**34,22%**
DCCFC	1 648 988	2 313 340	11 623 115	34,22%
Investissements	**15 110 560 390**	**3 148 082 154**	**1 293 899 105**	**62,27%**
P0601-Offre et qualité de soins	**479 432**	**1 456 155**	**607 781**	**99,44%**
DASS	479 432	1 456 155	607 781	99,44%
P0602-Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	**4 065 820**	**-**	**206 386**	**53,08%**
DASS	4 065 820	-	206 386	53,08%
P0603-Santé environnementale	**-**	**49 281 246**	**3 922 518**	**31,84%**
DASS	-	49 281 246	3 922 518	31,84%
P0604-Médipôle et hôpital de Koné	**15 106 015 138**	**3 097 344 753**	**1 289 162 420**	**62,44%**
DBAF	15 105 390 138	3 060 008 307	1 250 000 000	63,75%
DCCFC	625 000	37 336 446	39 162 420	37,72%
Total général	**15 755 415 206**	**3 872 486 078**	**1 995 577 130**	**65,98%**

Le mot des membres du gouvernement chargées d'animer les secteurs

Déwé GORODEY, Valentine EURISOUKE.

Après avoir engagé et fait aboutir la restructuration complète de notre offre de soins hospitaliers publique et privée au travers de la construction du Médipôle de Koutio, de la construction du nouvel hôpital de Koné, des travaux de restructuration des hôpitaux de Koumac et Poindimié et du soutien à la construction de la nouvelle clinique privée Ile Nou-Magnin, la Nouvelle Calédonie s'est engagée dans une réflexion sur l'indispensable évolution de son système de soins et de protection sociale.

Une équipe projet a été recrutée en début d'année 2017 afin de lancer les groupes de travail sur la mise en œuvre du plan de santé Do Kamo, tout en apportant un soutien actif aux travaux sur les mesures de maîtrise des dépenses de santé, et ce afin de répondre au besoin urgent d'équilibre du RUAMM. Une première restitution des travaux a été faite en commission plénière du Congrès le 15 décembre 2017, avec pour finalité de proposer une première vague de réformes profondes au cours du premier semestre 2018.

Parallèlement, compte tenu de la prégnance de certains fléaux sociétaux en matière d'addiction, certains ateliers du Do Kamo ont alimenté les travaux ayant abouti à la délibération n° 290 du 29 décembre 2017 visant à augmenter la taxe appliquée au tabac et aux boissons alcooliques, qu'elles soient importées ou fabriquées localement. L'impact attendu de ces mesures devraient rapporter 5,6 milliards de recettes supplémentaires à la politique de santé, dont une partie devrait être affectée au RUAMM.

Valentine EURISOUKE

P0601
Offre et qualité de soins

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	30 000 000	496 596 009
Réalisations 2017	30 085 585	483 004 930
Taux de réalisation 2017	100,29%	97,26%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 232 721 539 F.

Les recettes

Pour le secteur de la santé (Valentine EURISOUKE).

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Une avance de trésorerie à court terme avait été accordée au Centre hospitalier du Nord pour un montant de 418,5 MF puis transformée en prêt à taux zéro sur 14 ans, à raison de 30 MF par an. Le premier remboursement a été réalisé en 2016 et se poursuit en 2017.

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

Il s'agit du remboursement par un tiers d'un trop perçu suite à l'achat de documentation générale pour la direction.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**85 585**	
V. EURISOUKE	**-**	**85 585**	
DASS	-	85 585	
(77) produits exceptionnels	-	85 585	
Investissements	**30 000 000**	**30 000 000**	**100,00%**
V. EURISOUKE	**30 000 000**	**30 000 000**	**100,00%**
DBAF	30 000 000	30 000 000	100,00%
(27) autres immobilisations financières	30 000 000	30 000 000	100,00%
Total général	**30 000 000**	**30 085 585**	**100,29%**

Les dépenses

Pour le secteur de la santé (Valentine EURISOUKE).

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

Les principales actions menées en 2017 concernent :

➢ **Le suivi et contrôle des activités hospitalières, organisation des soins :**

- Participation au suivi des établissements de santé (participation aux instances : conseils d'administration (CA), commission médicale d'établissements (CME), commission de l'organisation de la permanence des soins (COPS), comité de lutte contre les infections nosocomiales (CLIN) notamment) et des projets de modernisation de l'offre hospitalière : mise en œuvre du contrat d'objectifs et de moyens du CHT après son déménagement sur le médipôle, projet de regroupement des cliniques privées (participation au comité de pilotage), poursuite du travail visant à la réorganisation de l'offre

hospitalière en province Nord, accompagnement du projet d'établissement du CHS, coordination des opérateurs d'hémodialyse ;

- Suivi de la mise en œuvre des schémas d'organisation sanitaire (périnatalité, promotion de la santé mentale, insuffisance rénale chronique) : suivi de l'exécution des conventions signées avec le réseau périnatal (crédits d'intervention et fonctionnement du centre d'hébergement des femmes enceintes) ; les subventions jusqu'ici accordées aux autres réseaux (ONCO-NC, soins palliatifs, RESIR) ont été supprimées en 2016, et transférées à l'Agence sanitaire et sociale ; recrutement de la coordinatrice du réseau territorial de santé mentale ;
- Réalisation de visites de conformité suite aux autorisations accordées en 2016 :
- Activités d'obstétrique, de néonatalogie et de pédiatrie du CHT ;
- Travail mené en collaboration avec l'ASN en matière de radioprotection :
  - Organisation d'une quatrième mission de l'Autorité de Sûreté Nucléaire : inspections en collaboration avec l'ASN, de structures sanitaires utilisant les rayonnements ionisants (inspection de contrôle du centre de radiothérapie après 1 an de fonctionnement, inspection de mise en service des équipements de radiologie interventionnelle du CHT) ;
  - Organisation d'un contrôle qualité externe (prestation de service) de tous les générateurs de radiodiagnostic médical et des générateurs de radiodiagnostic dentaire gérés par des dentistes salariés de Nouvelle-Calédonie ;
  - Poursuite du travail d'élaboration de la réglementation locale.

➢ **L'élaboration de la réglementation dans les domaines des actions de santé :**

Le travail de production de textes a concerné en 2017 :

- Consolidation du code de la santé publique applicable en Nouvelle-Calédonie, et remontée aux ministères métropolitains des textes d'extension à la NC de la loi de bioéthique de 2011 ; actualisation du dossier transmis en 2016, contact avec les personnes en charge du dossier au sein des ministères concernés (outre-mer et santé) ;

- Délibérations relatives au contrôle médical unifié : validant le rapport d'activités du programme pour l'année 2016; validant le programme du contrôle médical unifié pour l'année 2017 ;

- Avis sur les projets d'extensions de textes de l'Etat : 3 textes concernés en 2017 ;

- Projet de nouvelle convention fixant les conditions d'accueil des internes en Nouvelle-Calédonie, tenant compte de la réforme du troisième cycle des études médicales ;

- Procédures d'adoption de 84 arrêtés menées à terme :
  - 7 arrêtés d'autorisation d'installations, d'activités de soins ou d'équipement lourd ;
  - 1 arrêté portant désignation des membres du comité consultatif d'éthique ;
  - 62 arrêtés du gouvernement ou de son président dans le cadre d'une délégation de pouvoir, portant autorisation temporaire d'exercice de la médecine à titre de remplaçant d'un médecin (autorisations délivrées aux étudiants en médecine) ;
  - 14 arrêtés pris suite aux délibérations du comité médical des praticiens hospitaliers.

- Textes préparés en 2017, non adoptés au cours de l'année :
  - 2 projets de loi du pays :
    - ✓ Projet de loi du pays instituant la partie IV du code de la santé publique de la Nouvelle-Calédonie, relative à l'exercice des professions de santé (en lien avec la DAJ et les autres services concernés de la DASS) ;
    - ✓ Projet de loi du pays fixant la réglementation relative à l'utilisation des rayonnements ionisants ; travail de finalisation des textes en matière de radioprotection, en collaboration avec les autres directions concernées (DTE et DIMENC) et avec l'Autorité de Sûreté Nucléaire à l'occasion de la mission de ses représentants ;

- 2 projets de délibérations :
  - ✓ Projet de délibération instituant la partie IV du code de la santé publique de la Nouvelle-Calédonie (en lien avec la DAJ et les autres services concernés de la DASS) ;
  - ✓ Projet de délibération complétant le projet de loi du pays relative à la réglementation en matière de radioprotection.

➢ **La Gestion et organisation de commissions et de procédures médico-administratives**

- Responsabilité du conseil de santé : organisation de séances tous les 15 jours, travail d'informatisation des données du conseil de santé (25 commissions réunies en 2016, 1 809 extraits de délibérations rendus, concernant 739 agents) ;

- Organisation des commissions d'appel EVASAN (31 dossiers traités en 2017) ;

- Secrétariat du comité médical des praticiens hospitaliers (14 arrêtés adoptés, concernant 6 praticiens) ;

- Secrétariat de la commission locale d'affectation des internes hors subdivision en Nouvelle-Calédonie (une réunion semestrielle, 140 candidatures analysées, rédaction de 7 conventions d'accueil d'internes SASPAS, effectuant un stage extrahospitalier) ;

- Secrétariat du Comité d'experts chargés d'autoriser les prélèvements d'organes sur personnes vivantes : 7 saisines en 2017 ;

- Procédure d'obtention de visa pour raison médicale, pour des étrangers malades atteints de pathologies graves : 2 situations traitées en 2017 ;

- Production de diplômes sanitaires délivrés en Nouvelle-Calédonie : 21 diplômes IDE, 60 diplômes d'aides-soignants ;

- Participation à la commission de l'hospitalisation psychiatrique sans consentement : 5 réunions en 2017, sous l'égide du Haut-commissariat, avec déplacement et visite des unités fermées du CHS Albert Bousquet ;

- Secrétariat du service : enregistrement de 705 courriers sortants.

➢ **Le recueil et analyse de données sanitaires**

- Suivi de l'activité des établissements hospitaliers : réalisation de l'enquête ROSA, analyse des données PMSI des hôpitaux publics ;

- Enquête sur l'effectif des professionnels de santé en exercice ;

- Participation annuelle à la rédaction de la situation sanitaire, aux relevés OMS et aux enquêtes menées par l'institut d'émission d'outre-mer, par l'ISEE-NC.

➢ **Le contrôle des conditions d'exercice des professions de santé :**

- Enregistrement des diplômes des professionnels de santé : 826 diplômes enregistrés en 2017 ;

- Procédure d'autorisation d'exercice des étudiants : 61 arrêtés d'autorisation adoptés en 2017 ;

- Avis concernant l'exercice des professionnels de santé : 57 études de dossiers de professionnels de santé titulaires de diplômes étrangers ;

- Vérification de l'expérience professionnelle des IDE nécessaire à un exercice libéral : 111 dossiers étudiés, 100 attestations délivrées ;

- Rappel aux professionnels des règles d'exercice et d'enregistrement des diplômes.

La DASS a financé les analyses de laboratoires relatives aux prélèvements de surface dans les studios de tatouage, perçage corporels et de maquillages permanents.

Une campagne de communication concernant les dangers d'achats de produits de santé sur internet a également pu être financée.

Des produits saisis en douanes dû à leur statut de médicaments falsifiés ont pu être analysés, ce qui a permis de démontrer la présence de substances vénéneuses cachées dans leur composition.

On remarque une baisse significative des dépenses relatives aux frais de fonctionnement courant de la direction (-70% par rapport à l'exercice 2016) due à la reprise par la direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM) depuis le 1er janvier 2017 de la gestion et du paiement des loyers et des charges locatives des bureaux (hors conseil du handicap et de la dépendance) et des docks de la DASS (61,8 MF).

Par ailleurs, il convient de noter que le déménagement d'une partie de la DASS (à savoir le pôle santé et le pôle administratif) vers l'ancien CHT Gaston Bourret (bâtiment C et institut Pasteur) n'a pu se réaliser courant décembre 2017. Les crédits dédiés n'ont donc pas été consommés (soit environ 3,2 MF notamment pour le transport de mobilier et divers matériels). Le déménagement n'a été effectif qu'en février 2018, les travaux de rénovation ayant pris du retard.

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Dans le cadre du soutien financier aux établissements publics, la Nouvelle-Calédonie a participé au financement de l'IFPSS pour 314 MF.

- Direction des ressources humaines (DRH)

La Nouvelle-Calédonie rembourse la rémunération et les charges patronales de 3 agents de l'Institut Pasteur de Nouvelle-Calédonie (convention de prise en charge du directeur et de deux chercheurs). 49,3 MF de dépenses ont été mandatés pour un budget de 50 MF soit un taux d'exécution de 98,5%.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit de loyers et charges locatives nécessaires au fonctionnement de la direction des affaires sanitaires et sociales.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0601-05-Soutien financier aux établissements publics et à l'institut Pasteur	**366 667 290**	**365 622 025**	**99,71%**
V. EURISOUKE	**366 667 290**	**365 622 025**	**99,71%**
DASS	**2 660 000**	**2 365 904**	**88,94%**
DBAF	**314 000 000**	**314 000 000**	**100,00%**
DRH	50 007 290	49 256 121	98,50%
A0601-06-Elaboration et suivi de la réglementation des activités de santé	**7 590 469**	**6 090 469**	**80,24%**
V. EURISOUKE	**7 590 469**	**6 090 469**	**80,24%**
DASS	**7 590 469**	**6 090 469**	**80,24%**
A0601-07-Régulation et organisation de l'offre de soins	**31 050 903**	**31 050 903**	**100,00%**
V. EURISOUKE	**31 050 903**	**31 050 903**	**100,00%**
DASS	**31 050 903**	**31 050 903**	**100,00%**
A0601-08-Aide, conseils et expertises	**443 497**	**-**	**0,00%**
V. EURISOUKE	**443 497**	**-**	**0,00%**
DASS	**443 497**	**-**	**0,00%**
A0601-09-Soutien et pilotage: fonctionnement global DASS (hors PJEJ)	**90 843 850**	**80 241 533**	**88,33%**
V. EURISOUKE	**90 843 850**	**80 241 533**	**88,33%**
DAPM	53 697 985	51 180 648	95,31%
DASS	**37 145 865**	**29 060 885**	**78,23%**
Total général	**496 596 009**	**483 004 930**	**97,26%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**495 984 803**	**482 397 149**	**97,26%**
DAPM	**53 697 985**	**51 180 648**	**95,31%**
Autres charges de fonctionnement	49 300 899	47 647 789	96,65%
Charges fixes de fonctionnement	4 397 086	3 532 859	80,35%
DASS	**78 279 528**	**67 960 380**	**86,82%**
Aides directes et indirectes	27 000 000	27 000 000	100,00%
Autres charges de fonctionnement	15 436 924	9 110 019	59,01%
Charges fixes de fonctionnement	29 182 604	25 484 457	87,33%
Subventions, participations et autres charges d'activité	6 660 000	6 365 904	95,58%
DBAF	**314 000 000**	**314 000 000**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	314 000 000	314 000 000	100,00%
DRH	**50 007 290**	**49 256 121**	**98,50%**
Charges de personnel	50 007 290	49 256 121	98,50%
Investissements	**611 206**	**607 781**	**99,44%**
DASS	**611 206**	**607 781**	**99,44%**
HAP autres immobilisations financières	30 000	30 000	100,00%
HAP immobilisations corporelles	581 206	577 781	99,41%
Total général	**496 596 009**	**483 004 930**	**97,26%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la santé (Valentine EURISOUKE)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

En recette

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
N° AP	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**3 006 387 744**	**2 168 583 521**	**837 804 223**	**72%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P0601-2003/1								
CENTRE HOSPITALIER DU NORD 47/03	975 826 233	481 964 923	493 861 310	49%	-	-	-	-
P0601-2003/4								
CHS-GERONTOLOGIE (CD 00/04-TR00/01) (AP46/03)	701 128 823	547 185 910	153 942 913	78%	-	-	-	-
P0601-2005/1								
CHS PSYCHIATRIE AP69/05	1 329 432 688	1 139 432 688	190 000 000	86%	-	-	-	-
Total général	**3 006 387 744**	**2 168 583 521**	**837 804 223**	**72%**	**-**	**-**	**-**	**-**

Les opérations relatives aux services gérontologie et psychiatrie du CHS étant terminées, il convient de clôturer les AP de recettes au compte administratif.

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**882 800 000**	**732 800 000**	**150 000 000**	**83%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P0601-2003/3								
CENTRE HOSPITALIER DU NORD (47/03)	882 800 000	732 800 000	150 000 000	83%	-	-	-	-
Total général	**882 800 000**	**732 800 000**	**150 000 000**	**83%**	**-**	**-**	**-**	**-**

Concernant le Centre hospitalier du Nord, le recensement des opérations effectuées sur cette AP est en cours de finition. Une demande de clôture d'AP sera proposée dans le cadre du budget supplémentaire 2018.

P0602
Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	33 200 000	130 269 608
Réalisations 2017	31 595 672	59 191 970
Taux de réalisation 2017	95,17%	45,44%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 177 264 625 F.

Les recettes

Pour le secteur de la santé (Valentine EURISOUKE).

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

La vente des vaccins injectés au CSV à prix coûtant aux voyageurs, conformément à l'arrêté n° 2012-4333/GNC du 26 décembre 2012 portant création d'un centre santé et voyages (CSV) ainsi que les visites de contrôle sanitaire des navires donnant lieu à l'établissement de certificats de contrôle sanitaire ou d'exemptions de contrôle sanitaire ont produit des recettes à hauteur de 5,239 MF.

Dans le cadre de l'avenant numéro 1 à la convention n° CS16-3410-000027 du 8/12/2016 conclue entre l'ASS et la NC, l'agence sanitaire et sociale de la Nouvelle-Calédonie a participé à hauteur de 26 MF à la gestion du registre du cancer.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**33 200 000**	**31 595 672**	**95,17%**
V. EURISOUKE	**33 200 000**	**31 595 672**	**95,17%**
DASS	33 200 000	31 595 672	95,17%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	7 200 000	5 595 672	77,72%
(74) dotations, subventions et participations	26 000 000	26 000 000	100,00%
Total général	**33 200 000**	**31 595 672**	**95,17%**

Les dépenses

Pour le secteur de la santé (Valentine EURISOUKE).

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

Les dépenses annuelles courantes ont permis :

- la réalisation de la situation sanitaire annuelle, qui permet de fournir des données actualisées chaque année aux différents partenaires, professionnels et grand public ;

- l'organisation annuelle d'une semaine Dengue dans le but de sensibiliser et mobiliser la population ;

- l'impression annuelle des carnets de santé destinés à tous les enfants nés sur le territoire ;

- l'acquisition de différents produits ou matériels, ainsi que leur maintenance, dans le cadre de la prévention d'urgences sanitaires ;

- d'effectuer des analyses et honoraires médicaux dans le cadre d'investigations sanitaires ;

- l'achat de vaccins pour le CSV et vacations des médecins extérieurs à la collectivité intervenants au sein du centre ;

- la prise en charge de prestations de service dans le cadre du règlement sanitaire international (prestation pour le transport et la numérisation des fiches de déclaration sanitaire) ;

- la réalisation d'études épidémiologiques ;

- la prise en charge de la mission d'audit du système de surveillance par l'agence de santé publique France (ASPF) ;

- diverses insertions dans des journaux pour lutter contre la dengue ainsi que l'organisation de la journée contre la lèpre ;

- la gestion informatique de de l'activité du centre santé et voyages du service

- la participation au fonds autonome de compensation en santé publique (Délibération n° 10 du 8 septembre 2004) ;

- le financement d'un interne de santé publique et d'un médecin pour des enquêtes ou études spécifiques, ainsi que la location des bureaux accueillant le registre du cancer ;

- la participation financière de prestataires extérieurs à la collectivité pour le plan DO KAMO ;

- la prise en charge aux praticiens le matériel nécessaire pour l'activité du programme de dépistage anonyme et gratuit du VIH, prévu par la délibération n°154/CP du 16/04/2004 ;

- l'impression du nouveau calendrier vaccinal.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit de loyers nécessaires au fonctionnement de la direction des affaires sanitaires et sociales – bureau des registres.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0602-01-Présentation de l'état sanitaire de la population	**3 445 600**	**1 281 310**	**37,19%**
V. EURISOUKE	**3 445 600**	**1 281 310**	**37,19%**
DASS	**3 445 600**	**1 281 310**	**37,19%**
A0602-02-Surveillance et urgence sanitaires	**92 858 463**	**38 313 689**	**41,26%**
V. EURISOUKE	**92 858 463**	**38 313 689**	**41,26%**
DASS	**92 858 463**	**38 313 689**	**41,26%**
A0602-03-Lutte contre les pathologies à forte morbidité	**23 410 415**	**16 986 607**	**72,56%**
V. EURISOUKE	**23 410 415**	**16 986 607**	**72,56%**
DAPM	1 217 015	1 217 015	100,00%
DASS	**22 193 400**	**15 769 592**	**71,06%**
A0602-04-Evaluation des programmes de prévention sanitaire	**6 834 218**	**2 100 000**	**30,73%**
V. EURISOUKE	**6 834 218**	**2 100 000**	**30,73%**
DASS	**6 834 218**	**2 100 000**	**30,73%**
A0602-05-Information des professionnels de santé	**3 720 912**	**510 364**	**13,72%**
V. EURISOUKE	**3 720 912**	**510 364**	**13,72%**
DASS	**3 720 912**	**510 364**	**13,72%**
Total général	**130 269 608**	**59 191 970**	**45,44%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**129 880 814**	**58 985 584**	**45,42%**
DAPM	**1 217 015**	**1 217 015**	**100,00%**
Autres charges de fonctionnement	1 099 515	1 099 515	100,00%
Charges fixes de fonctionnement	117 500	117 500	100,00%
DASS	**128 663 799**	**57 768 569**	**44,90%**
Autres charges de fonctionnement	102 588 853	38 942 167	37,96%
Charges de personnel	1 575 180	-	0,00%
Charges fixes de fonctionnement	3 761 701	3 280 337	87,20%
Contributions obligatoires	11 377 500	11 377 500	100,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	9 360 565	4 168 565	44,53%
Investissements	**388 794**	**206 386**	**53,08%**
DASS	**388 794**	**206 386**	**53,08%**
HAP immobilisations corporelles	388 794	206 386	53,08%
Total général	**130 269 608**	**59 191 970**	**45,44%**

P0603
Santé environnementale

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	185 000 000	298 922 341
Réalisations 2017	185 000 000	152 594 695
Taux de réalisation 2017	100,00%	51,05%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 52 071 585 F.

Les recettes

Pour le secteur de la santé (Valentine EURISOUKE).

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

Il s'agit d'une dotation de l'ASSNC de 25 MF pour la lutte contre l'épidémie de dengue et 160 MF à titre exceptionnel pour le plan d'éradication des nouvelles espèces de moustiques introduites sur le territoire.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**185 000 000**	**185 000 000**	**100,00%**
V. EURISOUKE	**185 000 000**	**185 000 000**	**100,00%**
DASS	185 000 000	185 000 000	100,00%
(74) dotations, subventions et participations	25 000 000	25 000 000	100,00%
(77) produits exceptionnels	160 000 000	160 000 000	100,00%
Total général	**185 000 000**	**185 000 000**	**100,00%**

Les dépenses

Pour le secteur de la santé (Valentine EURISOUKE).

- Direction de l'industrie des mines et de l'énergie (DIMENC)

Le problème de santé publique posé par la présence d'amiante dans certains environnements naturels de Nouvelle-Calédonie constitue une priorité du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Le service de la géologie de la Nouvelle-Calédonie (SGNC) de la DIMENC est un membre du groupe de travail gouvernemental « amiante environnemental » depuis sa création en 2005. Les travaux du SGNC couvrent tous les domaines de connaissance depuis la caractérisation de l'aléa (connaissance des phénomènes) jusqu'à l'évaluation du risque (impact sur les populations). Ils sont tournés prioritairement vers :

- l'amélioration de la cartographie des terrains potentiellement amiantifères ;
- l'inventaire des carrières intéressant des matériaux potentiellement amiantifères ;
- les inventaires communaux des sites aménagés potentiellement amiantifères.

Ainsi, le SGNC a contribué à accroître les connaissances sur ce risque naturel. Aujourd'hui, les phénomènes (aléas) sont mieux compris, les zones sensibles (à risque) mieux cernées, ce qui a permis de passer du stade de la connaissance au stade de la remédiation et de participer à l'élaboration d'une nouvelle réglementation.

C'est dans ce contexte qu'en 2016 a été lancée une étude conjointe avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) , RAMAN 1, dont le but était de coupler les méthodologies analytiques disponibles sur le territoire afin de calibrer et optimiser leur utilisation dans le domaine spécifique des minéraux amiantifères. Cette étude a fait l'objet d'un solde de **665 480 F** courant 2017.

Enfin, il faut rappeler que le SGNC intervient régulièrement pour expertise auprès des collectivités pour tous types de travaux en terrain potentiellement amiantifère. C'est pourquoi chaque année des ESD sont demandées pour ces interventions à la demande qui est très variable. 120 100 F ont été consommés en 2017.

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

A0603-01

Ce programme a permis le suivi de la réglementation des eaux de baignade, selon la délibération n° 23/CP du 1er juin 2010 le contrôle mensuel de la qualité des eaux de baignade en mer et de la qualité des eaux des piscines à usage collectif (soit 65 points de baignade en mer et 110 bassins au cours l'année).

La DASS-NC a également pris en charge l'étude du profil de baignade, selon la délibération n° 23/CP du 1er juin 2010 d'une plage de la commune du Mont Dore.

Concernant les eaux potables, des prestations de service, comme la réalisation des quatre derniers plans de sécurité sanitaire des eaux (PSSE) ont été réalisés sur les trois dernières communes dépourvues de PSSE : Canala, Pouébo, Iles des Pins.

Trois audits de communes (Boulouparis, Touho et la Foa) ont aussi été réalisés afin de permettre d'effectuer un état des lieux spécifique sur l'ensemble des unités de distribution de la commune, ainsi que la mise à jour des documents du PSSE et du plan d'urgence (PUE).

De plus, le contrôle de la qualité des eaux embouteillées et de ses contenants, mission dévolue au service, a été effectué permettant ainsi de garantir une qualité acceptable, sans risque pour la santé du consommateur.

Le reste du budget qui a été demandé a été consommé sur le marché d'analyses de la qualité des eaux qui s'y référent.

A0603-02

Le programme en charge de la lutte anti-vectorielle a permis la poursuite de l'étude d'entomologie médicale visant à évaluer l'efficacité des épandages de larvicide Bti (Bacillus thuringiensis israelensis). Cette étude, en partenariat avec la ville de Nouméa (convention n° CS15-3400-JPG/FC/158/DASS-NC/SSP du 2 février 2016) a permis d'apporter une nouvelle méthode de lutte contre la prolifération des larves de moustiques dans les gouttières des habitations et les endroits difficiles d'accès, en respectant l'homme et l'environnement.

Ce programme a par ailleurs permis l'accompagnement des communes en lutte anti-vectorielle par la réalisation de formations destinées aux agents techniques municipaux en charge de la réalisation des opérations de lutte anti-vectorielle.

Il a également permis la mise à disposition d'agents PPIC de prévention pour la lutte anti-vectorielle dans les organismes communaux et intercommunaux de la province Sud. Les missions de certains agents PPIC ont été modifiées lors de la campagne 2015/2016 afin d'être davantage des actions communautaires en participant aux interventions d'éducation auprès de groupe de personnes et en initiant une démarche communautaire de promotion de la santé. Les actions de santé communautaire ont été poursuivies lors de la campagne 2016/2017.

L'année 2017 a été marquée par une importante et grave épidémie de dengue. Au vu de l'ampleur de cette épidémie, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a décidé de renforcer les actions de lutte contre l'épidémie et a financé le recrutement de 20 agents PPIC supplémentaires pour venir en renfort des équipes des communes de la province Sud et de la DASS-NC pendant 6 mois.

Les actions de prévention de la DASS-NC au domicile des habitants ont été réorientées vers les quartiers les plus défavorisés touchés par l'épidémie.

L'année 2017 a également été marquée par la détection de deux nouvelles espèces de moustiques vectrices de maladies dans le secteur de La Tontouta (Aedes scutellaris et Anopheles bancroftii) et la mise en œuvre en urgence d'un plan global d'intervention à partir de septembre.

Afin d'élaborer ce plan d'éradication, l'OMS a permis à la Nouvelle-Calédonie de bénéficier de l'expertise d'un entomologiste australien très expérimenté, Monsieur Peter WHELAN, qui a été associé à plusieurs expériences réussies d'éradication de moustiques vecteurs en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Le plan d'éradication comprend des épandages de produit larvicide (S-Méthoprène) par hélicoptère, des épandages de produit adulticide (Lambda-Cyhalothrine) par moyens terrestres, un renforcement conséquent de la surveillance entomologique, un suivi environnemental de la zone ainsi qu'un suivi de la qualité des eaux dans le secteur impacté par les traitements.

Un entomologiste et un superviseur des opérations de terrain ont également été recrutés pour renforcer les moyens humains de la DASS-NC et pouvoir mener à bien les opérations d'envergure du plan d'éradication.

A0603-03

L'élaboration du calendrier pollinique en Nouvelle Calédonie s'est poursuivie avec sa deuxième année d'acquisition de données. L'objectif principal reste la réduction des risques liés à l'exposition aux pollens (et donc des maladies allergiques respiratoires).

Ce travail, amorcé depuis 2014, est réalisé en partenariat avec 2 autres entités :

- l'association de surveillance de la qualité de l'air en Nouvelle-Calédonie (Scal'Air), qui a investi à notre demande dans le matériel d'échantillonnage des pollens et qui assure ainsi la collecte de ces derniers depuis cette année ;

- le Réseau National de Surveillance Aérobiologique (RNSA ; France), qui assure la partie identification des pollens collectés ainsi que la réalisation du calendrier pollinique.

A0603-06

Le programme a été clôturé cette année, avec la réalisation des chantiers de remédiation, sur les sites amiantifères identifiés à risque et proches de zones habitées par la DASS sur les communes de Kaala-Gomen, Ouegoa, Poindimié et Pouébo.

Le gouvernement a ainsi débloqué les subventions aux communes permettant de couvrir la totalité du montant des travaux de réhabilitation. Cette subvention comprenait :

- la prise en charge complète du montant des travaux de remédiation du chantier ;

- une assistance à la mairie au travers de la passation des contrats de travaux aux entreprises et du suivi de l'exécution des travaux, de l'ouverture de chantier à la réception des travaux.

A noter que les reliquats budgétaires sont essentiellement dus au fait que les entreprises de travaux ont répondu en dessous des enveloppes budgétaires prévues au programme.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0603-01-Améliorer les connaissances sur la ressource en eau et règlementerpour garantir sa qualité	**51 473 960**	**43 274 050**	**84,07%**
V. EURISOUKE	**51 473 960**	**43 274 050**	**84,07%**
DASS	**51 473 960**	**43 274 050**	**84,07%**
A0603-02-Lutte anti vectorielle	**219 023 889**	**99 910 284**	**45,62%**
V. EURISOUKE	**219 023 889**	**99 910 284**	**45,62%**
DASS	**219 023 889**	**99 910 284**	**45,62%**
A0603-03-Consolidation et amélioration des connaissances sur la qualité de l'airet des risques sur la santé	**4 470 750**	**2 340 750**	**52,36%**
V. EURISOUKE	**4 470 750**	**2 340 750**	**52,36%**
DASS	**4 470 750**	**2 340 750**	**52,36%**
A0603-05-Aide, conseil et expertises	**2 002 800**	**1 601 400**	**79,96%**
V. EURISOUKE	**2 002 800**	**1 601 400**	**79,96%**
DASS	**2 002 800**	**1 601 400**	**79,96%**
A0603-06-Amiante	**21 950 942**	**5 468 211**	**24,91%**
V. EURISOUKE	**21 950 942**	**5 468 211**	**24,91%**
DASS	**13 864 163**	**4 682 631**	**33,78%**
DIMENC	8 086 779	785 580	9,71%
Total général	**298 922 341**	**152 594 695**	**51,05%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**286 602 029**	**148 672 177**	**51,87%**
DASS	**278 515 250**	**147 886 597**	**53,10%**
Autres charges de fonctionnement	229 819 652	99 197 765	43,16%
Charges de personnel	47 853 598	47 853 508	100,00%
Charges fixes de fonctionnement	275 236	268 560	97,57%
Subventions, participations et autres charges d'activité	28 971	28 971	100,00%
Formation professionnelle	537 793	537 793	100,00%
DIMENC	**8 086 779**	**785 580**	**9,71%**
Autres charges de fonctionnement	4 636 779	665 480	14,35%
Charges fixes de fonctionnement	450 000	120 100	26,69%
Subventions, participations et autres charges d'activité	3 000 000	-	0,00%
Investissements	**12 320 312**	**3 922 518**	**31,84%**
DASS	**12 320 312**	**3 922 518**	**31,84%**
AP P0603-2012/2 - TRAVAUX DE REMEDIATION AMIANTE	12 320 312	3 922 518	31,84%
Total général	**298 922 341**	**152 594 695**	**51,05%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la santé (Valentine EURISOUKE)

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**215 065 924**	**178 086 515**	**36 979 409**	**83%**	**65 300 000**	**60 052 855**	**54 742 288**	**91%**
P0603-2012/1 SUIVI REGLEMENTATION EAUX DE BAIGNADE	55 065 924	44 324 869	10 741 055	80%	10 300 000	12 199 257	6 888 780	56%
P0603-2014/1 PRISE EN CHARGE DES AUXILIAIRES DE LUTTE ANTI-VECTORIELLE	160 000 000	133 761 646	26 238 354	84%	55 000 000	47 853 598	47 853 508	100%
Investissement	**100 000 000**	**57 781 608**	**42 218 392**	**58%**	**-**	**12 320 312**	**3 922 518**	**32%**
P0603-2012/2 TRAVAUX DE REMEDIATION AMIANTE	100 000 000	57 781 608	42 218 392	58%	-	12 320 312	3 922 518	32%
Total général	**315 065 924**	**235 868 123**	**79 197 801**	**75%**	**65 300 000**	**72 373 167**	**58 664 806**	**81%**

P0603-2012/1 – Suivi réglementation eaux de baignade :

Le suivi des eaux de baignades est règlementaire. Les contrôles sont ainsi assurés conformément à la règlementation en vigueur. Ces différents contrôles permettent aujourd'hui d'obtenir de bon taux de conformité vis-à-vis du risque sanitaires des établissements et engendrent ainsi moins d'alertes sanitaires et moins d'engagements de frais de gestion associés.

P0603-2014/1 – Prise en charge des auxiliaires de lutte anti-vectorielle :

Ce programme permet la mise à disposition d'agents PPIC de prévention pour la lutte anti-vectorielle dans les organismes communaux et intercommunaux de la province Sud. Les missions de certains agents PPIC ont été modifiées lors de la campagne 2015/2016 afin d'être davantage des actions communautaires en participant aux interventions d'éducation auprès de groupes de personnes et en initiant une démarche communautaire de promotion de la santé. Les actions de santé communautaire ont été poursuivies lors de la campagne 2016/2017.

P0603-2012/2 – Travaux de remédiation amiante :

Le programme a été clôturé en fin d'année, avec la réalisation des chantiers de remédiation, sur les sites amiantifères identifiés par la DASS à risque et proches de zones habitées sur les communes de : Kaala Gomen, Ouegoa et Poindimié et Pouébo. Les reliquats budgétaires sont essentiellement dus au fait que les entreprises réalisant les travaux ont répondu en dessous des enveloppes budgétaires prévues au programme.

P0604
Médipôle et hôpital de Koné

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	2 003 465 547	2 098 530 533
Réalisations 2017	1 333 025 547	1 300 785 535
Taux de réalisation 2017	66,54%	61,99%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 9 242 016 F.

Les recettes

Pour le secteur de la santé (Valentine EURISOUKE).

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

La participation des financeurs en 2017 a représenté la somme de 1 277 231 290 F, dont 698 750 000 F provenant de l'Agence Sanitaire (ASSNC), 332 500 000 F du centre hospitalier lui-même, 194 731 290 F de l'état et 51 250 000 F de la province Nord.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Investissements	**2 003 465 547**	**1 333 025 547**	**66,54%**
V. EURISOUKE			
DBAF	2 003 465 547	1 333 025 547	66,54%
(13) subventions d'investissement	2 003 465 547	1 333 025 547	66,54%
Total général	**2 003 465 547**	**1 333 025 547**	**66,54%**

Les dépenses

Pour le secteur de la culture (Déwé GORODEY).

- Direction de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté (DCCFC)

En 2017, ce sont cinquante artistes plasticiens qui ont contribué au programme en réalisant des œuvres d'art installées ou peintes dans les différents espaces du Médipôle, pour un montant en investissement de 39,1 MF. Seuls quelques espaces n'ont pu être pourvus d'œuvres d'art, les marchés ayant été déclarés infructueux (sculpture monumentale du parvis, sculptures des espaces verts extérieurs et tableaux du hall des instances).

Il reste enfin à mettre en œuvre en 2018 l'aménagement du grand hall (mobilier design et espaces d'attentes du public), la décoration des services de néonatalogie, lieu de grandes tensions, et d'imagerie médicale où les patients passent beaucoup de temps à attendre et la dotation de la médiathèque en ouvrages et en matériel informatique.

Les dépenses en fonctionnement concernaient pour leur part l'embauche d'une chargée d'action culturelle au deuxième semestre 2017 et la mise en œuvre par celle-ci d'une programmation culturelle variée au sein du Médipôle, notamment en direction des enfants hospitalisés.

Pour le secteur de la santé (Valentine EURISOUKE).

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Le financement de la construction de l'hôpital de Koné s'est poursuivi en 2017 à hauteur de 1 250 MF. La livraison du bâtiment devrait être effective courant 2018. S'agissant du Médipôle, les derniers paiements après la levée des réserves prendront fin en 2018.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0604-03-Financement & suivi du Médipôle de Koutio	**224 922 260**	**-**	**0,00%**
V. EURISOUKE	**224 922 260**	**-**	**0,00%**
DBAF	**224 922 260**	**-**	**0,00%**
A0604-04-Financement et suivi de l'hôpital de Koné	**1 735 811 057**	**1 250 000 000**	**72,01%**
V. EURISOUKE	**1 735 811 057**	**1 250 000 000**	**72,01%**
DBAF	**1 735 811 057**	**1 250 000 000**	**72,01%**
A0604-05-Projets culturels du Médipôle de Koutio et de l'hôpital du Nord	**137 797 216**	**50 785 535**	**36,86%**
D. GORODEY	**137 797 216**	**50 785 535**	**36,86%**
DCCFC	137 797 216	50 785 535	36,86%
Total général	**2 098 530 533**	**1 300 785 535**	**61,99%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**33 968 719**	**11 623 115**	**34,22%**
DCCFC	**33 968 719**	**11 623 115**	**34,22%**
Autres charges de fonctionnement	33 341 719	10 996 115	32,98%
Subventions, participations et autres charges d'activité	627 000	627 000	100,00%
Investissements	**2 064 561 814**	**1 289 162 420**	**62,44%**
DBAF	**1 960 733 317**	**1 250 000 000**	**63,75%**
AP P0604-2006/1 - CENTRE HOSPITALIER DE KOUTIO (109/06)	224 922 260	-	0,00%
AP P0604-2013/2 - CONSTRUCTION NOUVEL HOPITAL EN PROVINCE NORD	1 735 811 057	1 250 000 000	72,01%
DCCFC	**103 828 497**	**39 162 420**	**37,72%**
AP P0604-2014/1 - PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL MEDIPOLE-INVESTISSEMENT	103 828 497	39 162 420	37,72%
Total général	**2 098 530 533**	**1 300 785 535**	**61,99%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la santé (Valentine EURISOUKE)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**57 796 816 000**	**55 408 454 182**	**2 388 361 818**	**96%**	**1 955 811 057**	**1 960 733 317**	**1 250 000 000**	**64%**
P0604-2006/1 CENTRE HOSPITALIER DE KOUTIO (109/06)	51 106 816 000	49 365 153 348	1 741 662 652	97%	220 000 000	224 922 260	-	0%
P0604-2013/2 CONSTRUCTION NOUVEL HOPITAL EN PROVINCE NORD	6 690 000 000	6 043 300 834	646 699 166	90%	1 735 811 057	1 735 811 057	1 250 000 000	72%
Total général	**57 796 816 000**	**55 408 454 182**	**2 388 361 818**	**96%**	**1 955 811 057**	**1 960 733 317**	**1 250 000 000**	**64%**

Les appels de fonds relatifs à la construction du centre hospitalier du Nord ont représenté un total de 1 250 MF en globalité et sont inférieurs aux prévisions. Le bâtiment devrait être livré au cours du second semestre 2018.

Pour le secteur de la culture (Déwé GORODEY)

- Direction de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté (DCCFC)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**70 490 000**	**20 496 903**	**49 993 097**	**29%**	**43 580 000**	**33 968 719**	**11 623 115**	**34%**
P0604-2014/2 PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL MEDIPOLE-FONCTIONNEMENT	60 490 000	20 496 903	39 993 097	34%	43 580 000	33 968 719	11 623 115	34%
P0604-2016/2 PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL HOPITAL DU NORD-FONCTIONNEMENT	10 000 000	-	10 000 000	0%	-	-	-	-
Investissement	**232 100 000**	**82 525 766**	**149 574 234**	**36%**	**-**	**103 828 497**	**39 162 420**	**38%**
P0604-2014/1 PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL MEDIPOLE-INVESTISSEMENT	178 100 000	82 525 766	95 574 234	46%	-	103 828 497	39 162 420	38%
P0604-2016/1 PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL HOPITAL DU NORD-INVESTISSEMENT	54 000 000	-	54 000 000	0%	-	-	-	-
Total général	**302 590 000**	**103 022 669**	**199 567 331**	**34%**	**43 580 000**	**137 797 216**	**50 785 535**	**37%**

P0604-2014/1 – Projet artistique et culturel Médipôle (investissement) :

Le projet artistique et culturel du Médipôle débuté fin 2013 s'achève en 2018. Il consistait à réaliser la commande et l'installation d'œuvres d'art (sculptures, fresques, éléments de design mobilier…) destinées au Médipôle de Koutio et en la réalisation d'aménagements destinés à garantir la conduite d'une politique culturelle pour le CHT Gaston-Bourret confiée à une chargée d'action sur site, en y affectant des espaces spécifiques et adaptés, en relation avec des objectifs, un programme et des moyens correspondants.

Au terme du projet, ce sont soixante-seize artistes, plasticiens, photographes, designers, musiciens, auteurs et prestataires qui ont contribué au programme en réalisant des œuvres d'art et de design installées ou peintes dans les différents espaces du Médipôle, un livret d'accueil et divers aménagements, pour un montant en investissement de 39,1 MF. Seuls quelques espaces n'ont pu être pourvus d'œuvres d'art, les marchés ayant été déclarés infructueux (sculpture monumentale du parvis, sculptures des espaces verts extérieurs et tableaux du hall des instances).
Il reste enfin à mettre en œuvre en 2018, l'installation d'une médiathèque et la décoration de services, et en 2019, si le budget le permet, l'aménagement du grand hall (mobilier design et espaces d'attentes du public), la décoration des services de néonatalogie, lieu de grandes tensions,

et d'imagerie médicale où les patients passent beaucoup de temps à attendre et la dotation de la médiathèque en ouvrages et en matériel informatique.

Le faible taux de consommation est dû à la relance tardive des marchés infructueux. Ces crédits n'ont pas été reportés en 2018.

P0604-2014/2 – Projet artistique et culturel Médipôle (fonctionnement) :

Les dépenses en fonctionnement concernaient pour leur part l'embauche d'une chargée d'action culturelle au deuxième semestre 2017 et la mise en œuvre par celle-ci d'une programmation culturelle variée au sein du Médipôle, notamment en direction des enfants hospitalisés.

P0604-2016/1 – Projet artistique et culturel hôpital du Nord (investissement) :

Aucune réalisation n'a été faite sur cette opération depuis son ouverture. Les crédits alloués au BP 2016 (22 MF) ont été retirés au BS 2016. Il est donc proposé la clôture de cette AP au compte administratif 2017.

P0604-2016/2 – Projet artistique et culturel hôpital du Nord (fonctionnement) :

Aucun crédit de paiement n'a été voté sur cette AE, aucune réalisation n'a donc pu être faite sur cette opération depuis son ouverture. Il est donc proposé la clôture de cette AP au compte administratif 2017.

Synthèse de la mission par programme et type de recettes - dépenses

	P0601 Offre et qualité de soins	P0602 Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	P0603 Santé environnementale	P0604 Médipôle et hôpital de Koné	Total général
RECETTES	**30 085 585**	**31 595 672**	**185 000 000**	**1 333 025 547**	**1 579 706 804**
Fonctionnement	**85 585**	**31 595 672**	**185 000 000**		**216 681 257**
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses		5 595 672			5 595 672
(74) dotations, subventions et participations		26 000 000	25 000 000		51 000 000
(77) produits exceptionnels	85 585		160 000 000		160 085 585
Investissements	**30 000 000**			**1 333 025 547**	**1 363 025 547**
(13) subventions d'investissement				1 333 025 547	1 333 025 547
(27) autres immobilisations financières	30 000 000				30 000 000
DEPENSES	**483 004 930**	**59 191 970**	**152 594 695**	**1 300 785 535**	**1 995 577 130**
Fonctionnement	**482 397 149**	**58 985 584**	**148 672 177**	**11 623 115**	**701 678 025**
Aides directes et indirectes	27 000 000				27 000 000
Autres charges de fonctionnement	56 757 808	40 041 682	99 863 245	10 996 115	207 658 850
Charges de personnel	49 256 121	-	47 853 508		97 109 629
Charges fixes de fonctionnement	29 017 316	3 397 837	388 660		32 803 813
Contributions obligatoires		11 377 500			11 377 500
Subventions, participations et autres charges d'activité	320 365 904	4 168 565	28 971	627 000	325 190 440
Formation professionnelle			537 793		537 793
Investissements	**607 781**	**206 386**	**3 922 518**	**1 289 162 420**	**1 293 899 105**
AP P0603-2012/2 - TRAVAUX DE REMEDIATION AMIANTE			3 922 518		3 922 518
AP P0604-2006/1 - CENTRE HOSPITALIER DE KOUTIO (109/06)				-	-
AP P0604-2013/2 - CONSTRUCTION NOUVEL HOPITAL EN PROVINCE NORD				1 250 000 000	1 250 000 000
AP P0604-2014/1 - PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL MEDIPOLE-INVESTISSEMENT				39 162 420	39 162 420
HAP autres immobilisations financières	30 000				30 000
HAP immobilisations corporelles	577 781	206 386			784 167

Mission M07
Solidarités

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	76 036 135	1 845 741 758
Réalisations 2017	59 116 455	1 803 038 343
Taux de réalisation 2017	77,75%	97,69%

Pour information, la masse salariale à cette mission s'élève à 711 090 844 F.

Handicap et dépendance

L'amélioration de la prise en charge sanitaire de la population passe aussi par la modernisation et l'extension de notre système de protection sociale afin de favoriser un égal accès aux soins sans que la donnée financière ne devienne un frein à ce droit. La couverture complémentaire obligatoire, la modernisation de notre réglementation pour la rendre plus accessible, la politique de maîtrise de nos dépenses de santé, l'amélioration de notre dispositif conventionnel sont autant d'éléments concourant à cet objectif d'une protection sociale plus efficace et plus globale.

Protection sociale

Il en va de même pour la prise en compte de la population la plus fragile qui éprouve le besoin d'être soutenue dans sa vie quotidienne : l'extension de la politique familiale, la possibilité pour toute personne âgée de bénéficier d'un niveau de revenu décent, l'ouverture de droits nouveaux pour les personnes porteuses d'un handicap ou les personnes âgées dépendantes, un accès au logement facilité sont les lignes directrices d'une politique de solidarité qui participera au développement de la qualité de vie de la population et à une meilleure prise en compte de son état sanitaire.

Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**32 621 042**	**68 900 676**	**59 116 455**	**77,75%**
P0701-Handicap et dépendance	**17 682 381**	**13 331 956**	**11 034 421**	**49,85%**
DASS	17 682 381	13 331 956	11 034 421	49,85%
P0702-Protection sociale	**14 938 661**	**55 568 720**	**48 082 034**	**89,20%**
DASS	14 938 661	55 568 720	48 082 034	89,20%
Total général	**32 621 042**	**68 900 676**	**59 116 455**	**77,75%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 986 275 907**	**1 849 461 372**	**1 758 943 412**	**98,19%**
P0701-Handicap et dépendance	**32 750 577**	**33 325 939**	**26 537 139**	**82,19%**
DASS	32 750 577	33 325 939	26 537 139	82,19%
P0702-Protection sociale	**595 010 481**	**582 232 652**	**652 853 417**	**98,16%**
DASS	595 010 481	582 232 652	652 853 417	98,16%
P0703-Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	**1 358 514 849**	**1 233 902 781**	**1 079 552 856**	**98,68%**
DAPM	6 905 026	4 244 598	1 800 000	45,00%
DPJEJ	1 351 609 823	1 229 658 183	1 077 752 856	98,88%
Investissements	**5 515 399**	**12 316 044**	**44 094 931**	**81,08%**
P0701-Handicap et dépendance	**67 723**	**-**	**34 900**	**29,08%**
DASS	67 723	-	34 900	29,08%
P0703-Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	**5 447 676**	**12 316 044**	**44 060 031**	**81,19%**
DAPM	3 534 270	11 045 781	43 085 961	80,89%
DPJEJ	1 913 406	1 270 263	974 070	97,41%
Total général	**1 991 791 306**	**1 861 777 416**	**1 803 038 343**	**97,69%**

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Christopher GYGES, Valentine EURISOUKE.

2017 fut la première année de plein exercice pour la Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (DPJEJ). Elle fut également marquée par un évènement institutionnel : la venue, en son sein, pour la première fois, d'un ministre de la justice, Garde des Sceaux, en exercice.

Cette année 2017 aura permis à la DPJEJ de poursuivre son travail axé :

- sur la prévention de la délinquance, en renforçant le dispositif de prévention de la déscolarisation, existant désormais au sein de cinq collèges de Nouméa et dans les écoles primaires de la presqu'île de Ducos,

- sur le traitement de la délinquance, en consolidant l'homogénéisation de la pratique éducative, aux fins de poursuivre la professionnalisation des agents.

L'intensification de ses missions de traitement de la délinquance s'est également fait grâce à l'octroi de moyens humains supplémentaires qui ont permis d'améliorer significativement la prise en charge éducative, au regard de l'activité exponentielle de la DPJEJ.

Les missions de la DPJEJ ont été complétées par une importante consolidation des partenariats extérieurs et un travail significatif autour de la prise en charge sanitaire des mineurs suivis.

Enfin, d'importants travaux ont été effectués, en partenariat avec la Direction des Achats, du Patrimoine et des Moyens (DAPM), aux fins d'améliorer la contenance des établissements de placement judiciaire et, ainsi, de garantir la sécurité physique des professionnels mais également des mineurs accueillis.

Christopher GYGES

P0701
Handicap et dépendance

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	22 134 890	32 406 101
Réalisations 2017	11 034 421	26 572 039
Taux de réalisation 2017	49,85%	82,00%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 31 060 118 F.

Les recettes

Pour le secteur de la solidarité et du handicap (Christopher GYGES)

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

Il s'agit du remboursement par la CAFAT des frais de fonctionnement du conseil du handicap et de la dépendance (CHD) de l'année 2017.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**22 134 890**	**11 034 421**	**49,85%**
C. GYGES	**22 134 890**	**11 034 421**	**49,85%**
DASS	22 134 890	11 034 421	49,85%
(75) autres produits de gestion courante	22 134 890	11 034 421	49,85%
Total général	**22 134 890**	**11 034 421**	**49,85%**

Les dépenses

Pour le secteur de la solidarité et du handicap (Christopher GYGES)

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

Action A0701-01 :

Cette action traduit principalement l'activité du pôle handicap et dépendance qui reçoit les personnes handicapées et dépendantes en vue de constituer leur dossier de reconnaissance et d'établir un plan individualisé d'accompagnement. Ces dossiers sont instruits par des équipes pluridisciplinaires (médecins, assistantes sociales et psychologues) puis étudiés et validés par les commissions de reconnaissance. Les demandes d'aides sont transmises au Conseil du handicap.

En 2017, la commission de reconnaissance pour les adultes s'est réunie 57 fois et a étudié 1 975 demandes. Afin de rencontrer les usagers qui résident en dehors du grand Nouméa, les équipes techniques se déplacent. Ainsi en 2017, elles ont effectué 24 déplacements, ce qui représente 49 jours. Cependant, faute de budget suffisant, les déplacements ont été suspendus sur deux mois (mai et juin 2017), ce qui a eu pour conséquence un délai de réponse allongé et une plus grande difficulté à éviter les ruptures d'aides financières.

L'intervention des deux médecins prestataires nous permet de maintenir une activité sur les temps de congés des deux médecins titulaires et permet de renforcer l'action des équipes DASS-NC. Leur action s'inscrit dans l'activité de la commission et est indispensable pour maintenir un délai de réponse acceptable.

Le nombre de demandes déposées n'est pas en baisse, aussi convient-il de maintenir les moyens financiers actuels.

La commission de reconnaissance pour les enfants s'est réunie à 12 reprises en 2017 et a permis d'étudier 997 demandes. Les crédits de déplacement ont permis de tenir 2 commissions plénières dans le Nord (à Koné - 118 situations) et une commission à Lifou (40 situations) ; ces commissions sont préparées par l'équipe de la CEJH sur des déplacements à Touho (2 en 2017) et à Lifou (1).

Il est prévu de maintenir ce niveau d'activité en 2018.

Action A0701-02 :

Cette action traduit principalement le suivi du secteur social et médico-social. La Nouvelle-Calédonie a délégué ce suivi à la province Sud à sa demande pour les établissements et services dans son périmètre. La Nouvelle-Calédonie verse donc une compensation financière annuelle de 12 MF.

Elle reste compétente pour le suivi des établissements et services en province Nord, en province des îles Loyauté et des établissements et services à vocation territoriale ou pour la partie soins pour les établissements médicalisés. Pour ce faire, les inspecteurs et le médecin inspecteur se déplacent régulièrement pour rencontrer les gérants (7 déplacements en dehors du grand Nouméa) ou effectuer des inspections suite à des signalements notamment (4 inspections dont 3 établissements pour personnes âgées).

Action A0701-03 :

Les travaux de finalisation du schéma directeur du handicap et de la dépendance se sont poursuivis en 2017 sans pour autant aboutir, l'alternance de gouvernement ayant ralenti le pilotage de ce dossier.

Au niveau opérationnel, 3 axes ont été définis :

- Renforcer la formation et l'information des acteurs : une formation des accueillants familiaux a été mise en œuvre et a permis à 14 professionnels d'être formés ;
- Promouvoir l'accessibilité : l'appel à projet Handi'loisirs a été finalisé et lancé en septembre 2017 ;
- Renforcer l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap. Sur ce point, peu d'avancées en 2017 si ce n'est des travaux de coordination entre la stratégie emploi et le schéma directeur du handicap et de la dépendance.

Par ailleurs, une convention de prestation signée en 2015 avec un prestataire n'est pas finalisée. Des crédits à hauteur de 3 052 219 F ont fait l'objet d'un report. Le CHD est en attente d'instruction sur la réorientation des objectifs de cette étude.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0701-01-Accueillir les personnes handicapées ou dépendantes,reconnaîtreleurs handicaps ou leurs dépendances et instruire les demandes d'aides	**8 779 157**	**8 228 861**	**93,73%**
C. GYGES	**8 779 157**	**8 228 861**	**93,73%**
DASS	**8 779 157**	**8 228 861**	**93,73%**
A0701-02-Structurer le secteur médico-social	**12 008 352**	**12 008 352**	**100,00%**
C. GYGES	**12 008 352**	**12 008 352**	**100,00%**
DASS	**12 008 352**	**12 008 352**	**100,00%**
A0701-03-Coordonner la mise en ¿uvre du dispositif de prise en charge du handicapet de la dépendance	**11 618 592**	**6 334 826**	**54,52%**
C. GYGES	**11 618 592**	**6 334 826**	**54,52%**
DASS	**11 618 592**	**6 334 826**	**54,52%**
Total général	**32 406 101**	**26 572 039**	**82,00%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**32 286 101**	**26 537 139**	**82,19%**
DASS	**32 286 101**	**26 537 139**	**82,19%**
Autres charges de fonctionnement	14 035 486	9 353 812	66,64%
Charges fixes de fonctionnement	4 320 465	3 911 777	90,54%
Remboursements aux collectivités	12 000 000	12 000 000	100,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	100 000	100 000	100,00%
Formation professionnelle	1 830 150	1 171 550	64,01%
Investissements	**120 000**	**34 900**	**29,08%**
DASS	**120 000**	**34 900**	**29,08%**
HAP immobilisations corporelles	120 000	34 900	29,08%
Total général	**32 406 101**	**26 572 039**	**82,00%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la protection sociale (Christopher GYGES)

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**141 330 000**	**48 000 000**	**93 330 000**	**34%**	**12 000 000**	**12 000 000**	**12 000 000**	**100%**
P0701-2012/2								
DELEGATION DE COMPETENCE AUX PROVINCES P. SOCIALE	100 000 000	48 000 000	52 000 000	48%	12 000 000	12 000 000	12 000 000	100%
P0701-2013/1								
ETABLISSEMENT HEBERGEMENT PERSONNES AGEES DEPENDANTES	41 330 000	-	41 330 000	0%	-	-	-	-
Investissement	**470 000 000**	**149 931 835**	**320 068 165**	**32%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P0701-2012/1								
MODERNISATION ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO SOCIAUX	420 000 000	149 931 835	270 068 165	36%	-	-	-	-
P0701-2017/1								
SUBVENTION INVESTISSEMENT APPEL À PROJET ACCESSIBILITÉ HANDICAP	50 000 000	-	50 000 000	0%	-	-	-	-
Total général	**611 330 000**	**197 931 835**	**413 398 165**	**32%**	**12 000 000**	**12 000 000**	**12 000 000**	**100%**

P0701-2012/2 – Délégation de compétence aux provinces P. sociale : la Nouvelle-Calédonie a délégué le suivi du secteur social et médico-social à la province Sud à sa demande pour les établissements et services dans son périmètre. La Nouvelle-Calédonie verse donc une compensation financière annuelle de 12 MF.

P0701-2013/1 – Etablissement hébergement personnes âgées dépendantes : cette AE peut être clôturée au compte administratif 2017. Cette dernière a été créée pour la garantie de l'opération EHPAD de Tina, mais le précédent promoteur (fondation hospitalière Ste Marie) s'est retiré.

P0701-2012/1 – Modernisation établissements sociaux et médico sociaux : en l'absence de projet d'équipement médico-social éligible, cette ligne n'a pas été mobilisée en 2017.

P0701-2017/1 – Subvention investissement appel à projet accessibilité handicap : cette AP de 50 MF a été ouverte au BP 2017, afin de valoriser et accompagner les initiatives des acteurs privés et publics, notamment les communes, dans le domaine de l'accessibilité aux personnes en situation de handicap.

L'avis d'appel d'offre pour le projet Handi'Loisir a été lancé en septembre 2017 et la date de clôture arrêtée au 17 novembre 2017. Le délai étant court pour consommer les crédits, la première inscription de CP n'a été faite qu'au BP 2018 à hauteur de 25 MF.

Le jury de sélection a décidé de retenir 5 projets de collectivités différentes (province Sud, province Nord, communes de Dumbéa, Mont-Dore et syndicat mixte des grandes fougères). Un projet d'arrêté d'individualisation de subvention est en cours (montant total de 13,511 MF).

P0702
Protection sociale

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	53 901 245	665 109 031
Réalisations 2017	48 082 034	652 853 417
Taux de réalisation 2017	89,20%	98,16%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 146 687 332 F.

Les recettes

Pour le secteur de la protection sociale (Christopher GYGES)

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

S'agissant des recettes, ont été titrés en 2017 le recouvrement des dépenses médicales engagées au titre de la convention avec l'Etat relative à la couverture sociale des résidents français du Vanuatu. Cette convention permet aux français qui résident au Vanuatu d'être evasanés vers la Nouvelle-Calédonie dès lors que les soins ne peuvent être dispensés sur place. Les dépenses engagées pour cette prestation sont ensuite remboursées par l'Etat.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**53 901 245**	**48 082 034**	**89,20%**
C. GYGES	**53 901 245**	**48 082 034**	**89,20%**
DASS	53 901 245	48 082 034	89,20%
(74) dotations, subventions et participations	8 501 245	4 000 000	47,05%
(75) autres produits de gestion courante	45 400 000	43 940 745	96,79%
(77) produits exceptionnels	-	141 289	
Total général	**53 901 245**	**48 082 034**	**89,20%**

Les dépenses

Pour le secteur de la santé (Valentine EURISOUKE)

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

Dans le cadre de ce programme, la Nouvelle-Calédonie a pris en charge en 2017 la deuxième partie de la mission d'expertise de l'agence centrale du recouvrement des organismes de sécurité sociale ACOSS en vue de dynamiser le recouvrement de la CAFAT. Elle a également pris en charge les frais des missionnaires de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés CNAMTS dans le cadre d'une expertise sollicitée sur le fonctionnement du contrôle médical unifié.

La Nouvelle-Calédonie a contribué par ailleurs au financement du contrôle médical unifié pour les bénéficiaires des aides médicales à hauteur de 110 MF. Le budget global de fonctionnement du CMU s'élève en 2017 à 753 MF.

Pour le secteur de la protection sociale (Christopher GYGES)

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

Ce programme comprend également les interventions de la Nouvelle-Calédonie en matière de lutte contre les exclusions en partenariat avec les provinces et les communes, le soutien au milieu associatif du secteur sanitaire et social et la prise en charge de dispositifs d'aides sociales au profit des personnes en situation de précarité au travers :

- de subventions diverses aux associations œuvrant dans le secteur sanitaire et social ;
- des subventions aux associations du dispositif C.H.R.S (en faveur de la réinsertion sociale) ;
- d'une subvention à l'université de la Nouvelle-Calédonie dans le cadre de la formation des directeurs d'établissements sociaux et médico-sociaux ;
- de subventions pour le secteur de la protection juridique des majeurs (nouvelle compétence liée au transfert du droit civil) aux deux opérateurs tutélaires : AGTNC et ACSMS ;
- de la prise en charge des dépenses de soins des ressortissants des aides médicales territoriales ;
- de la prise en charge des évasans des résidents français du Vanuatu. Il est à noter que cette dépense est recouvrée par une recette de l'Etat ;
- des interventions des médecins concourant au fonctionnement de la commission médicale des permis de conduire (CMPC) ;
- du versement de dotations (3 en 2017) à la caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats de Nouvelle-Calédonie (CARPANC) pour un total de 94,8 MF et du paiement d'honoraires d'experts et d'huissiers (21,3 MF) au titre de l'aide judiciaire.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0702-01-Elaborer des normes règlementaires	**3 407 092**	**3 367 340**	**98,83%**
C. GYGES	**3 407 092**	**3 367 340**	**98,83%**
DASS	**3 407 092**	**3 367 340**	**98,83%**
A0702-03-Mettre en oeuvre et évaluer les politiques de protection sociale et de maîtrisedes dépenses de santé	**110 000 000**	**110 000 000**	**100,00%**
V. EURISOUKE	**110 000 000**	**110 000 000**	**100,00%**
DASS	**110 000 000**	**110 000 000**	**100,00%**
A0702-04-Mettre en oeuvre les actions sociales de la Nouvelle-Calédonie	**551 701 939**	**539 486 077**	**97,79%**
C. GYGES	**551 701 939**	**539 486 077**	**97,79%**
DASS	**551 701 939**	**539 486 077**	**97,79%**
Total général	**665 109 031**	**652 853 417**	**98,16%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**665 109 031**	**652 853 417**	**98,16%**
DASS	**665 109 031**	**652 853 417**	**98,16%**
Aides directes et indirectes	170 166 567	169 642 859	99,69%
Autres charges de fonctionnement	2 943 517	2 656 829	90,26%
Charges fixes de fonctionnement	2 601 214	2 593 460	99,70%
Subventions, participations et autres charges d'activité	489 397 733	477 960 269	97,66%
Total général	**665 109 031**	**652 853 417**	**98,16%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la protection sociale (Christopher GYGES)

- Direction des affaires sanitaires et sociales (DASS)

En recette

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
N° AP	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**85 012 448**	**4 000 000**	**81 012 448**	**5%**	**8 501 245**	**8 501 245**	**4 000 000**	**47%**
P0702-2017/2								
PART ETAT - CAUVA CD17-21	85 012 448	4 000 000	81 012 448	5%	8 501 245	8 501 245	4 000 000	47%
Total général	**85 012 448**	**4 000 000**	**81 012 448**	**5%**	**8 501 245**	**8 501 245**	**4 000 000**	**47%**

La mise en place d'un CAUVA (centre accueil d'urgence des victimes d'agressions) est une opération inscrite au contrat de développement 2017-2021 avec une participation de l'Etat aux frais de fonctionnement qui donne lieu à une inscription en recette.

Le report de la date d'installation du CAUVA a nécessité un ajustement à la baisse du coût de fonctionnement prévisionnel et donc de la participation Etat (montant validé en comité pilotage contrat de développement du 1/9/2017).

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**21 253 112**	**-**	**21 253 112**	**0%**	**10 626 556**	**10 626 556**	**-**	**0%**
P0702-2017/1								
CDI 17-21 CAUVA - CELLULE D'ACCUEIL D'URGENCE DES VICTIMES D'AGRESSIONS	21 253 112	-	21 253 112	0%	10 626 556	10 626 556	-	0%
Total général	**21 253 112**	**-**	**21 253 112**	**0%**	**10 626 556**	**10 626 556**	**-**	**0%**

La Nouvelle-Calédonie avait inscrit 10 626 556 F en crédits de paiement dans son budget 2017 pour une prévision de démarrage mi-2017 du CAUVA. Aucune dépense de fonctionnement n'a été effectuée en 2017 faute d'installation du dispositif.

P0703
Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	1 148 226 626
Réalisations 2017	-	1 123 612 887
Taux de réalisation 2017	0,00%	97,86%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 533 343 394 F.

Les dépenses

Pour le secteur de la protection de l'enfance et de la jeunesse (Christopher GYGES)

- Direction de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse (DPJEJ)

L'année 2017 fût la première année de plein exercice de la DPJEJ.

La création d'un service de coordination administratif et financier (SCAF) au premier trimestre 2017 a généré la mise en place de process et procédures de travail, tant en termes de gestion budgétaire que de ressources humaines. Les services et établissement de la DPJEJ ont ainsi pu bénéficier dans ce cadre, d'un accompagnement et d'un étayage spécifique dans ces domaines, permettant une meilleure efficience de fonctionnement et davantage de lisibilité sur les choix budgétaires et RH nécessaires. Un plan d'accompagnement personnalisé des agents a été mis au travail et se poursuivra sur l'année 2018, avec pour objectif d'accompagner en compétence les agents de la DPJEJ.

L'ensemble des préconisations relevant du domaine de compétence de la DPJEJ, émises dans le cadre de l'audit de 2015, ont été finalisées. Cette étape incontournable dans le cadre de la prise en charge des mineurs sous mandat judiciaire est une plus-value indéniable. Les besoins et ressources sont désormais totalement identifiés et partagés avec l'ensemble des professionnels et partenaires institutionnels et associatifs.

En 2017, une augmentation exponentielle de l'activité de la DPJEJ est révélatrice d'une confiance restaurée de la juridiction et d'un investissement fort des professionnels, qui ont repris conscience de l'intérêt de leurs missions dans la prise en charge de la jeunesse en difficulté.

Ainsi, l'ensemble des suivis judicaires a augmenté (contrôle judicaire, sursis avec mise à l'épreuve, travail d'intérêt général, liberté surveillée, …) de façon significative (+47,51% entre 2016 et 2017).

Cette augmentation s'explique en partie par davantage de réactivité de la chaîne judicaire, associée à la mise en place d'une politique conjointe menée avec la juridiction , à ce qu'il y ait davantage de mesures de réparations pénales ordonnées, aux fins de prévenir la délinquance des mineurs.

Entre 2016 et 2017, le nombre de mesures de réparations pénales ordonnées par les juges des enfants a augmenté de 78%, tandis que celles ordonnées par le parquet ont augmenté de 454%.

A noter aussi une augmentation du nombre de mineurs incarcérés de plus de 17% entre 2016 et 2017, impactant donc la prise en charge éducative réalisée en détention. Cette augmentation est à mettre en parallèle avec le nombre de « présentations » décidées par le magistrat passant de 56 en 2016 à 84 en 2017, influant donc directement le nombre de mandats de dépôt ordonnés.

L'axe majeur de travail en détention fut de favoriser les aménagements de peine pour les mineurs détenus, qui de par la proximité des ateliers de la DPJEJ peuvent bénéficier à la journée, sur décision du magistrat, d'une préformation facilitant leur réinsertion dès leur sortie de détention.

Le nombre de mineurs pris en charge dans le cadre des ateliers de jour a augmenté de 30%. Cette augmentation s'explique notamment par le passage de 6 prises en charge éducatives par éducateur au lieu de 4 jusqu'en 2016. L'insertion doit poursuivre son évolution et correspond à un véritable besoin identifié.

Une augmentation significative de l'activité des foyers (+46,1% entre 2016 et 2017) est aussi à relever. A noter qu'en 2017, un travail de sécurisation des établissements de placement a été réalisé, aux fins d'adapter la prise en charge face à un public aux problématiques multiples (addictions, problématiques d'ordre comportementales et familiales, automatisme d'actes de violence envers tout représentant de l'autorité,..).

La volonté de diversification de la prise en charge éducative a aussi permis d'accompagner en capacité le service de l'hébergement diversifié, assurant le recrutement et le suivi des familles d'accueils. Ainsi en 2017, 38 mineurs ont pu bénéficier d'un placement en famille d'accueil contre seulement 30 en 2016.

Enfin, la politique en matière de prévention de la délinquance a aussi bénéficié d'un renfort en moyen humain, avec l'accueil au sein de l'unité de la prévention de la déscolarisation, d'un agent intervenant au sein d'écoles primaires sur la presqu'île de Ducos. Ainsi, en 2017, 287 mineurs ont bénéficié d'un suivi individualisé dans le cadre de la prévention de la déscolarisation.

A noter le recrutement, au 1er septembre 2017, d'un contrôleur de Tiers Digne de Confiance (TDC), qui a pu effectuer entre la date de sa prise de fonction jusqu'au 31 décembre 2017, 48 contrôles. Sur ces 48 contrôles, 13 ont donné lieu à une suspension de l'indemnité suite à des dysfonctionnements graves de la famille accueillante, 10 ont donné lieu à une saisine auprès du juge pour enfants, pour que la situation de l'enfant puisse être examinée au regard d'alertes faites par le contrôleur TDC et 18 situations ont donné lieu à un classement sans suite, les familles accueillantes TDC donnant toutes les garanties d'éducation pour le mineur confié.

Il ressort en termes de prise en charge éducative, que l'ensemble des mineurs faisant l'objet de mesures judicaires et accueillis au sein de la DPJEJ cumulent des problématiques d'ordre comportementales et familiales en lien avec des faits de maltraitance et de négligence grave associés à des carences éducatives profondes. Les mineurs concernés sont aussi tous dans une mise en danger de leur santé, par une consommation régulière de cannabis et d'alcool, souvent présente dans le cadre de leur passage à l'acte. Ces mises en danger sont favorisées par des phénomènes de bandes qui prennent des places importantes dans leur trajectoire de vie.

Face à cette question d'addiction et de santé préoccupante, la DPJEJ a travaillé toute l'année 2017 sur la réalisation d'un guide de santé de la DPJEJ à destination de l'ensemble des professionnels aux fins que les pratiques soient communément partagées.

L'action A0703-01 « **Diversifier les propositions éducatives** » supporte l'ensemble des dépenses de la collectivité relatives à la prise en charge des mineurs placés par décisions judiciaires, soit au titre de l'enfance en danger (article 375 et suivants du code civil), soit au titre de l'enfance délinquante (ordonnance de 1945).

Cette prise en charge des mineurs se fait soit directement par la Nouvelle-Calédonie (la DPJEJ), soit par les provinces, soit par le milieu associatif conventionné.

Ainsi en 2017, sur un budget global de 1 063 MF octroyé à la DPJEJ, 890 MF ont été répartis entre :

- la province Sud (500 MF) ;
- la province Nord (150 MF) ;
- l''association l'APEJ (240 MF).

L'Action A0703-02 « **Adapter la prise en charge éducative des mineurs** » supporte l'ensemble des interventions ou supports éducatifs, pouvant bénéficier aux professionnels de la DPJEJ dans le cadre de leurs missions.

En effet, la prise en charge au quotidien de mineurs délinquants nécessite, pour les professionnels, des espaces de réflexion et de mise à distance des situations vécues. « L'analyse de la pratique », la « supervision » ou les temps « de régulation » sont des instances à privilégier, au regard de la difficulté du public accueilli. Ces outils sont des moyens d'accompagnement des professionnels inscrits dans une équipe pluridisciplinaire, qui ont pour objectif, de les étayer et de leur apporter un espace d'échange et de parole sécurisé, par le biais de l'intervention d'un spécialiste. Cet appui aux équipes éducatives doit être reconduit chaque année.

Ainsi en 2017, à raisons d'une fréquence moyenne d'une intervention mensuelle par service (FAUO-FAEN-SEMOI), la DPJEJ a utilisé 1,2 MF dans le cadre de l'appui aux professionnels.

Il est à noter que depuis septembre 2017, l'ensemble des psychologues de la DPJEJ bénéficient d'une supervision collective, leur permettant des échanges sur leurs pratiques professionnelles.

L'Action A0703-03 « Coordonner les intervenants éducatifs et judicaires » comprend les subventions versées aux collectivités locales dans le cadre des CLSPD.

Depuis 2017, et la création du service de coordination administrative et financière (SCAF), des procédures de travail ont été partagées avec l'ensemble des collectivités locales bénéficiant de cette enveloppe budgétaire. Ce cadre de la prévention ne peut en effet se construire sans une synergie partenariale. Cette procédure de travail mise en place, et partagée dès mars 2017 avec les communes s'étant dotées d'un CLSPD, a permis que les communes de Nouméa, Dumbéa, Paita, Mont-Dore, La Foa, Thio, Canala, Bourail, puissent bénéficier d'un soutien financier de la Nouvelle-Calédonie dans ce domaine, pour la prévention de la délinquance, via des conventions définies et individualisées, pour un montant de 25 MF pour les communes de l'agglomération et 25 MF pour les autres collectivités locales.

L'Action A0703-04 « Soutien et pilotage : fonctionnement PJEJ » correspond aux crédits engagés par la DAPM dans le cadre de la restructuration des foyers et des locaux abritant la direction.

Ainsi, le foyer d'accueil d'Urgence et d'Orientation de la DPJEJ a bénéficié d'un programme de travaux réalisés et qui se poursuivra sur l'année 2018, aux fins d'apporter davantage de contenance à la structure, dont la conception s'est avérée inadaptée eu égard au public accueilli.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit en fonctionnement de la location immobilière pour la direction de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse (DPJEJ) et en investissement des travaux de restructuration des locaux des différents sites et établissements de la DPJEJ (18 MF) et de travaux d'installations de bâtiments modulaires sur le site dit « direction » (24,9 MF).

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0703-01-Diversifier les propositions éducatives	**1 022 781 717**	**1 014 559 278**	**99,20%**
C. GYGES	**1 022 781 717**	**1 014 559 278**	**99,20%**
DAPM	4 000 000	1 800 000	45,00%
DPJEJ	1 018 781 717	1 012 759 278	99,41%
A0703-02-Adapter la prise en charge éducative des mineurs	**3 438 364**	**1 210 972**	**35,22%**
C. GYGES	**3 438 364**	**1 210 972**	**35,22%**
DPJEJ	3 438 364	1 210 972	35,22%
A0703-03-Coordonner les intervenants éducatifs et judiciaires	**40 500 000**	**40 500 000**	**100,00%**
C. GYGES	**40 500 000**	**40 500 000**	**100,00%**
DPJEJ	40 500 000	40 500 000	100,00%
A0703-04-Soutien et pilotage: fonctionnement PJEJ	**81 506 545**	**67 342 637**	**82,62%**
C. GYGES	**81 506 545**	**67 342 637**	**82,62%**
DAPM	53 265 333	43 085 961	80,89%
DPJEJ	28 241 212	24 256 676	85,89%
Total général	**1 148 226 626**	**1 123 612 887**	**97,86%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 093 961 293**	**1 079 552 856**	**98,68%**
DAPM	**4 000 000**	**1 800 000**	**45,00%**
Autres charges de fonctionnement	4 000 000	1 800 000	45,00%
DPJEJ	**1 089 961 293**	**1 077 752 856**	**98,88%**
Aides directes et indirectes	81 679 534	80 325 794	98,34%
Autres charges de fonctionnement	27 434 187	22 080 851	80,49%
Charges fixes de fonctionnement	50 347 572	44 846 211	89,07%
Remboursements aux collectivités	650 000 000	650 000 000	100,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	280 500 000	280 500 000	100,00%
Investissements	**54 265 333**	**44 060 031**	**81,19%**
DAPM	**53 265 333**	**43 085 961**	**80,89%**
HAP immobilisations corporelles	23 736 992	18 168 579	76,54%
HAP immobilisations en cours	24 917 382	24 917 382	100,00%
HAP immobilisations incorporelles	4 610 959	-	0,00%
DPJEJ	**1 000 000**	**974 070**	**97,41%**
HAP immobilisations corporelles	1 000 000	974 070	97,41%
Total général	**1 148 226 626**	**1 123 612 887**	**97,86%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la protection sociale (Christopher GYGES)

- Direction de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse (DPJEJ)

En recette

N° AP	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**212 800 000**	**92 799 998**	**120 000 002**	**44%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P0703-2010/1								
FOYER ACCUEIL URGENCE	92 800 000	92 799 998	2	100%	-	-	-	-
P0703-2017/2								
CDV17-21 STRUCTURE EDUCATIVE CONTENANTE-PART ETAT	120 000 000	-	120 000 000	0%	-	-	-	-
Total général	**212 800 000**	**92 799 998**	**120 000 002**	**44%**	**-**	**-**	**-**	**-**

P0703-2010/1 – Foyer accueil urgence : Il s'agit de la participation de l'Etat dans le cadre du Fonds Exceptionnel d'Investissement pour la construction du foyer d'accueil d'urgence et d'orientation (FAUO), à hauteur de 57,4 % du montant initial du projet, soit 116 MF. Le foyer a été réceptionné le 30 novembre 2012, soit avec 4 mois de retard sur le planning prévisionnel. La livraison de ce bâtiment a clos le programme de construction de la PJEJ issu du plan de restructuration du service 2005-2010. Le dernier versement de l'Etat étant intervenu en 2013, il est proposé la clôture de cette AP au compte administratif 2017.

L'AP visant la construction du foyer d'accueil d'urgence ouverte en 2010 a été clôturée. Les travaux visant la réhabilitation du site DPJEJ, ainsi que les établissements de placements sont aujourd'hui effectués par la DAPM.

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**3 037 000 000**	**2 359 753 145**	**677 246 855**	**78%**	**650 000 000**	**650 000 000**	**650 000 000**	**100%**
P0703-2015/1								
REMBOURSEMENT AUX PROVINCES	3 037 000 000	2 359 753 145	677 246 855	78%	650 000 000	650 000 000	650 000 000	100%
Investissement	**400 000 000**	**-**	**400 000 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P0703-2017/1								
CDV 17-21 STRUCTURE EDUCATIVE CONTENANTE	400 000 000	-	400 000 000	0%	-	-	-	-
Total général	**3 437 000 000**	**2 359 753 145**	**1 077 246 855**	**69%**	**650 000 000**	**650 000 000**	**650 000 000**	**100%**

P0703-2017/1 – CDV 17-21-Structure éducative contenante : dans le cadre de la génération des contrats de développement (2017-2021), la Nouvelle-Calédonie a proposé l'inscription de l'investissement pour la construction d'une structure éducative contenante à hauteur de 400 MF. En 2017, il n'y a pas eu de plan pluriannuel d'investissement défini.

P0703-2015/1 – Remboursement aux provinces : cet AE concerne le versement aux provinces dans le cadre de la prise en charge des mineurs. En 2017, 500 MF ont été versés à la province Sud et 150 MF à la province Nord.

Synthèse de la mission par programme et type de recettes - dépenses

	P0701 Handicap et dépendance	P0702 Protection sociale	P0703 Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	Total général
RECETTES	**11 034 421**	**48 082 034**		**59 116 455**
Fonctionnement	**11 034 421**	**48 082 034**		**59 116 455**
(75) autres produits de gestion courante	11 034 421	43 940 745		54 975 166
(77) produits exceptionnels		141 289		141 289
AP P0702-2017/2 - PART ETAT - CAUVA CD17-21		4 000 000		4 000 000
DEPENSES	**26 572 039**	**652 853 417**	**1 123 612 887**	**1 803 038 343**
Fonctionnement	**26 537 139**	**652 853 417**	**1 079 552 856**	**1 758 943 412**
Aides directes et indirectes		169 642 859	80 325 794	249 968 653
Autres charges de fonctionnement	9 353 812	2 656 829	23 880 851	35 891 492
Charges fixes de fonctionnement	3 911 777	2 593 460	44 846 211	51 351 448
Remboursements aux collectivités	12 000 000		650 000 000	662 000 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	100 000	477 960 269	280 500 000	758 560 269
Formation professionnelle	1 171 550			1 171 550
Investissements	**34 900**		**44 060 031**	**44 094 931**
HAP immobilisations corporelles	34 900		19 142 649	19 177 549
HAP immobilisations en cours			24 917 382	24 917 382
HAP immobilisations incorporelles			-	-

Mission M08
Jeunesse et sports

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	7 330 000	747 373 621
Réalisations 2017	-	653 117 390
Taux de réalisation 2017	0,00%	87,39%

Pour information, la masse salariale affectée à cette mission s'élève à 231 677 828 F.

Jeunesse

Le programme jeunesse conforte les actions déjà menées et les renforce par l'observatoire permettant de mieux comprendre les problématiques liées aux jeunes et ainsi, d'orienter plus efficacement l'action des collectivités. Ainsi la délégation de compétences aux provinces pour le contrôle des centres de vacances et de loisirs est maintenue de même que l'accompagnement des associations d'éducation populaire et de la jeunesse. Le besoin d'information et de mobilité des jeunes s'est traduit par la mise en place du CIJNC, et par la mise en œuvre du service volontaire européen et du service volontaire océanien.

Sport

Le programme sport s'inscrit dans la continuité des actions mises en place en particulier la 2ème génération des conventions d'objectifs avec les ligues et comités mais aussi de celles réalisées pour la protection de l'usager, du sportif. Les objectifs liés à la lutte contre le dopage sont restés également prioritaires depuis 2014.

Jeux du Pacifique

Le programme des jeux du Pacifique n'existe plus depuis 2014. Cependant le fonctionnement des infrastructures sportives issues des jeux 2011 est pris en charge par la collectivité Nouvelle-Calédonie.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 065 755**	**1 786 006**	**-**	
P0801-Jeunesse	**-**	**-**	**-**	
DGE-VR	-	-	-	
DJS	-	-	-	
P0802-Sports	**1 065 755**	**1 238 300**	**-**	
DJS	1 065 755	1 238 300	-	
P0803-Jeux du Pacifique 2011	**-**	**547 706**	**-**	
DITTT	-	547 706	-	
Investissements	**-**	**-**	**-**	
P0801-Jeunesse	**-**	**-**	**-**	
DJS	-	-	-	
Total général	**1 065 755**	**1 786 006**	**-**	

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**570 164 559**	**446 827 499**	**622 423 820**	**94,87%**
P0801-Jeunesse	**78 571 080**	**61 898 302**	**69 806 024**	**76,93%**
DGE-VR	-	-	3 582 869	14,66%
DJS	78 571 080	61 898 302	66 223 155	99,87%
P0802-Sports	**491 593 479**	**384 929 197**	**552 617 796**	**97,75%**
DAPM	54 302 155	56 914 585	77 915 463	91,22%
DJS	437 291 324	328 014 612	474 702 333	98,92%
Investissements	**27 743 980**	**35 133 089**	**30 693 570**	**33,62%**
P0801-Jeunesse	**-**	**-**	**2 475 000**	**7,93%**
DJS	-	-	2 475 000	7,93%
P0802-Sports	**27 743 980**	**35 133 089**	**28 218 570**	**48,87%**
DAPM	27 216 196	30 379 689	6 789 944	22,27%
DJS	527 784	4 753 400	21 428 626	78,64%
P0803-Jeux du Pacifique 2011	**-**	**-**	**-**	**0,00%**
DAPM	-	-	-	0,00%
Total général	**597 908 539**	**481 960 588**	**653 117 390**	**87,39%**

Le mot des membres du gouvernement chargées d'animer le secteur

Hélène IEKAWE, Valentine EURISOUKE

MISE EN PLACE DU SERVICE CIVIQUE

Porté par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et inscrit dans la nouvelle génération des contrats de développement, le Service Civique Calédonien, par ses trois parcours, est destiné à redonner un cadre à notre jeunesse, à développer le vivre ensemble, l'engagement citoyen, le respect mutuel, la solidarité, la tolérance et le sens de l'appartenance à la société. En 2017, seul le parcours civique en milieu scolaire a été mis en œuvre et étendu à tous les établissements, du primaire au lycée. Ces actions spécifiques trouvent leur traduction budgétaire dans la présente Mission M08 – Jeunesse et Sports.

Hélène IEKAWE

SPORT

Fruit d'une réflexion commune, le plan stratégique pour la politique sportive de la Nouvelle-Calédonie 2017/2020 se veut être un outil qui orientera les décisions du gouvernement pour les trois prochaines années. Grâce à 4 axes stratégiques et une nouvelle vision du sport, le travail initié en 2017 a pour objectif d'établir des plans d'actions concrètes pluriannuelles. Cette démarche a notamment été réalisée pour les thématiques suivantes :

- le sport santé : le partenariat avec le Do Kamo a trouvé son sens dans la production du plan sport santé. Ce dernier s'articule autour de la prévention primaire et la prévention secondaire et tertiaire ;

- l'accès à haut niveau : via l'aide aux structures, aux athlètes et à la prévention et la lutte contre le dopage ;

-le développement du sport social valorisé à hauteur de 3,48 millions a permis d'accompagner le développement d'actions ciblées autour du cyclisme, du handicap, de l'UNSS et du basket ;

L'année 2018 devrait voir le lancement de 2 appels à projets axé sur le rôle social du sport.

Ces actions tant sur le plan sport santé que sur le sport social s'inscrivent dans une volonté de favoriser un développement territorial équilibré pour le plus grand nombre.

Le mot des membres du gouvernement chargées d'animer le secteur

Hélène IEKAWE, Valentine EURISOUKE

JEUNESSE

En 2017, plusieurs axes d'intervention prioritaires visant à orienter l'action gouvernementale ont permis d'accompagner et de soutenir les jeunes dans leurs apprentissages, leurs projets de vie et leurs initiatives.

Le premier axe d'intervention concerne la mobilité. En effet, de nombreux dispositifs visent à inciter l'engagement et la mobilité des jeunes au niveau océanien, européen et international. D'abord, des jeunes belges ont ainsi été accueillis dans la commune de Lifou au titre du service civique universel de l'Etat. Ce service offre aux jeunes de 16 à 25 ans, élargi à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap, l'opportunité de s'engager au service de l'intérêt général, de donner de leur temps à la collectivité et aux autres. C'est également la possibilité de développer et d'acquérir de nouvelles compétences, de s'ouvrir à de nouveaux horizons, de vivre de nouvelles expériences et de partager un projet au sein d'une équipe au travers de missions de service civique. Ensuite, un groupe de jeunes calédoniens originaires de Lifou se sont rendus au Vanuatu pour un chantier de solidarité, en partenariat avec France volontaire et le centre information jeunesse de Nouvelle-Calédonie (CIJ-NC). Dans le cadre du programme de mobilité « service volontaire océanien », les jeunes Calédoniens peuvent vivre une expérience de mobilité individuelle ou collective sous forme de chantiers internationaux de jeunes au sein d'associations et d'écoles du Vanuatu, de Fidji et de Nouvelle-Zélande. Enfin, à noter que le projet de loi du pays relative à l'animation volontaire permet à toute personne âgée d'au moins seize ans de s'engager de manière librement consentie en faveur du développement des aux activités socio-éducatives en Nouvelle-Calédonie.

Le deuxième axe concerne la mise en place d'un service d'accueil, d'information et d'orientation et de la mise en place d'un réseau d'acteurs, afin de garantir la visibilité de services, leur lisibilité et leur accessibilité pour les jeunes, grâce au Centre d'Information Jeunesse (CIJ).

Enfin, la Journée Internationale de la Jeunesse 2017 (JIJ) s'est tenu à l'espace accueil de la province sud au mois d'août. Plus de 200 à 250 jeunes des quartiers s'y sont rassemblés sous le thème « Maintenant C NOUS !!! » et le slogan : « Jeunesse où vas-tu ? ». Deux grands axes y ont été développés :

1) La place de la jeunesse (le potentiel de la jeunesse dans la culture, le sport, l'économie, la coutume, la religion, le travail,…) ;

2) Comment amener, rassembler et fédérer le réseau associatif (Développement de la culture et la cohésion sociale,…)

Le Comité Jeunesse de Nouvelle Calédonie continue de promouvoir les journées jeunesse dans les tribus et quartiers pour consolider le maillage avec les forces vives (associations de jeunes, ..).

Valentine EURISOUKE

P0801
Jeunesse

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	7 330 000	121 944 838
Réalisations 2017	-	72 281 024
Taux de réalisation 2017	0,00%	59,27%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 41 165 432 F.

Les recettes

Pour le secteur de la mise en place du service civique (Hélène IEKAWE)

- Direction générale des enseignements – Vice rectorat (DGE-VR)

Un titre de 1 083 598 F a été émis en fin d'année 2017 à l'encontre de l'État qui correspond à 30% des dépenses réalisées sur l'opération. Une erreur d'imputation a été constatée a posteriori puisque le titre a été pris en charge sur l'opération « parcours d'excellence » au lieu du « parcours civique ».

Les dépenses

Pour le secteur des sports (Valentine EURISOUKE).

- Direction de la jeunesse et des sports (DJS)

Le programme jeunesse conforte les actions déjà menées et les renforce par l'observatoire permettant de mieux comprendre les problématiques liées aux jeunes et ainsi, d'orienter plus efficacement l'action des collectivités. Ainsi, la délégation de compétences aux provinces pour le contrôle des centres de vacances et de loisirs est maintenue, de même que l'accompagnement des associations d'éducation populaire et de la jeunesse. Le besoin d'information et de mobilité des jeunes s'est traduit par la mise en place du CIJNC, et par la mise en œuvre du service volontaire européen et du service volontaire océanien.

A0801-02 Réglementation et contrôle

La délégation de compétence aux provinces pour prendre les mesures d'application relative à la protection des mineurs à l'occasion des vacances scolaires et temps de loisirs déclinent les mesures concernant le suivi administratif des déclarations de centres de vacance et de loisirs.

Les visites de proximité permettent jusqu'à la première injonction le rappel à la réglementation et l'adoption des décisions nécessaires pour assurer le retour des mineurs dans leur famille, ou leur hébergement dans d'autres collectivités en cas de fermeture d'un centre de vacances et de loisirs.

A0801-03 Accompagnement association d'éducation populaire.

Les associations œuvrent sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie pour la formation d'animateurs, de directeurs et de cadres pour l'accueil collectif des mineurs, cinq associations d'éducation populaire et de jeunesse sont concernées et bénéficient d'un soutien annuel pour mettre en application la convention d'objectif financière signé avec le gouvernement : Acaf, FOL, Villages de Magenta, CEMEA, les scouts et guides de NC.

Des partenariats sont engagés avec les communes pour la mise en place d'actions de prévention et d'accompagnement de leur politique éducative locale. Cette mesure trouve sa cohérence dans un partenariat entre la commune concernée, l'Etat, les provinces et le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

A0801-06 Information jeunes

Des crédits sont destinés au fonctionnement du centre d'information jeunesse de Nouvelle-Calédonie. Le CIJNC, tête de réseau de l'information jeunesse, irrigue l'ensemble des points d'information jeunesse du pays et assure un soutien à l'animation de ce réseau. Le CIJNC tient à jour le contenu « information jeunesse » et dispense des formations aux agents de terrain.

A0801-07 Initiative de ou pour les jeunesse

La mobilité et le volontariat, dans toutes ses dimensions sont des instruments pertinents pour répondre aux aspirations des jeunes et aux objectifs des politiques qui leur sont destinées afin :

- d'encourager l'engagement des jeunes dans les projets de solidarité internationale par une expérience riche sur les plans humains et professionnels ;
- d'offrir un espace de construction complémentaire au système scolaire ;
- de contribuer à l'acquisition et au développement de compétences par la réalisation d'une expérience formatrice et encadrée.

Ainsi, un programme de volontariat spécifique est mis en place depuis 2012 par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie : le Service Volontaire Océanien (SVO). Ce dispositif permet aux jeunes calédoniens de bénéficier d'une expérience de volontariat enrichissante, formatrice et altruiste. Les actions mises en œuvre dans le cadre du SVO permettent à des jeunes une mobilité en Océanie pour réaliser des expériences associatives, humanitaires ou culturelles (10 MF).

Le gouvernement a permis la création d'un comité afin de promouvoir les actions en faveur de la jeunesse du pays. La Nouvelle-Calédonie participe à la journée internationale de la jeunesse fixée le 12 août. Un montant de 2 MF a été attribué pour la préparation, l'organisation et la célébration de cette journée.

- Direction générale des enseignements – Vice rectorat (DGE-VR)

Compte tenu du vote tardif du budget supplémentaire, en octobre 2017, l'opération dédiée au volet scolaire du parcours civique n'a pu se mettre en place que partiellement. Les 15 % exécutés ont été consacrés essentiellement à deux actions :

• la formation in situ (Nouméa, Houaïlou et Maré) des référents Folios (outil numérique permettant de construire et de suivre un parcours individuel de formation et d'orientation pour chaque élève, en fonction de ses besoins et de ses capacités). Cette formation a été réalisée par deux formateurs de l'ONISEP en fin d'année 2017 afin de préparer l'expérimentation à la rentrée 2018 de l'outil par quinze établissements, dans le cadre de la mise en œuvre des parcours d'orientation calédoniens. La généralisation de Folios à tous les établissements du second degré (public et privé) est prévue en juin 2018.

• la réalisation d'une mallette pédagogique numérique intitulée « Parcours civique en milieu scolaire ». Elle met en œuvre les programmes scolaires nationaux et les adaptations à la Nouvelle-Calédonie, adossés à l'enseignement moral et civique et plus spécifiquement celui du « parcours civique en milieu scolaire », premier des trois parcours du service civique calédonien.

Pour le secteur de la mise en place du service civique (Hélène IEKAWE)

- Direction de la jeunesse et des sports (DJS)

Section de fonctionnement

Une AE de 2 423 000 000 F a été ouverte au BP 2017.

Le plan de financement est le suivant :

	Cout total	Part Etat		Part Nouvelle-Calédonie	
		Montant	%	Montant	%
€	20 304 740	6 091 422	30	14 213 318	70
FCFP	2 423 000 000	726 900 000		1 696 100 000	

La tranche 2017 s'est élevée finalement à 24 433 333 F, dont 7 330 000 F (part Etat) et 17 103 333 F (part Nouvelle-Calédonie). Cette tranche concernant uniquement le parcours en milieu scolaire est instruit désormais par le Vice-rectorat.

Section investissement

Le plan de financement est le suivant :

Une AP de 577 MF a été ouverte au BP 2017.

	Cout total	Part Etat		Part Nouvelle-Calédonie	
		Montant	%	Montant	%
€	4 835 260	1 450 578	30	3 384 682	70
FCFP	577 000 000	173 100 000		403 900 000	

18 MF de CP ont été inscrits au BP 2017.
Toutefois, les parcours d'engagement et d'accompagnement et la mise en place de l'agence calédonienne du service civique nécessitent la création préalable d'un GIP pour sa mise en œuvre. Or, à l'heure actuelle ce GIP n'est pas créé. Aucune subvention n'a donc pu être versée.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0801-02-Réglementation et contrôle	**24 000 000**	**24 000 000**	**100,00%**
V. EURISOUKE	**24 000 000**	**24 000 000**	**100,00%**
DJS	24 000 000	24 000 000	100,00%
A0801-03-Accompagnement des associations d'éducation populaire et de jeunesse	**28 200 000**	**17 475 000**	**61,97%**
V. EURISOUKE	**28 200 000**	**17 475 000**	**61,97%**
DJS	28 200 000	17 475 000	61,97%
A0801-04-Accompagnement des collectivités	**-**	**-**	
V. EURISOUKE	**-**	**-**	
DJS	-	-	
A0801-06-Information jeunesse	**7 200 000**	**7 200 000**	**100,00%**
V. EURISOUKE	**7 200 000**	**7 200 000**	**100,00%**
DJS	7 200 000	7 200 000	100,00%
A0801-07-Initiatives de ou pour les jeunes	**62 544 838**	**23 606 024**	**37,74%**
H.IEKAWE	**18 000 000**	**-**	**0,00%**
DJS	18 000 000	-	0,00%
V. EURISOUKE	**44 544 838**	**23 606 024**	**52,99%**
DGE-VR	24 433 333	3 582 869	14,66%
DJS	20 111 505	20 023 155	99,56%
A0801-08-Service civique	**-**	**-**	
H.IEKAWE	**-**	**-**	
DGE-VR	-	-	
DJS	-	-	
Total général	**121 944 838**	**72 281 024**	**59,27%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**90 744 838**	**69 806 024**	**76,93%**
DGE-VR	**24 433 333**	**3 582 869**	**14,66%**
Autres charges de fonctionnement	23 144 210	2 614 500	11,30%
Charges fixes de fonctionnement	1 289 123	968 369	75,12%
DJS	**66 311 505**	**66 223 155**	**99,87%**
Autres charges de fonctionnement	111 505	23 155	20,77%
Remboursements aux collectivités	24 000 000	24 000 000	100,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	42 200 000	42 200 000	100,00%
Investissements	**31 200 000**	**2 475 000**	**7,93%**
DJS	**31 200 000**	**2 475 000**	**7,93%**
AP P0801-2017/1 - CDV 17-21 SERVICE CIVIQUE INVESTISSEMENT	18 000 000	-	0,00%
AP P0801-2017/2 - CDI 17-21 RENOVATION FOL	13 200 000	2 475 000	18,75%
Total général	**121 944 838**	**72 281 024**	**59,27%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la mise en place du service civique (Hélène IEKAWE)

- Direction générale de l'enseignement – Vice Rectorat (DGE-VR)

En recette

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
N° AP	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Mixte	**726 900 000**	**-**	**726 900 000**	**0%**	**7 330 000**	**7 330 000**	**-**	**0%**
P0801-2017/5								
PART ETAT - SERVICE CIVIQUE CD17-21	726 900 000	-	726 900 000	0%	7 330 000	7 330 000	-	0%
Total général	**726 900 000**	**-**	**726 900 000**	**0%**	**7 330 000**	**7 330 000**	**-**	**0%**

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**2 423 000 000**	**3 582 869**	**2 419 417 131**	**0%**	**24 433 333**	**24 433 333**	**3 582 869**	**15%**
P0801-2017/3								
CDV 17-21 SERVICE CIVIQUE FONCTIONNEMENT	2 423 000 000	3 582 869	2 419 417 131	0%	24 433 333	24 433 333	3 582 869	15%
Total général	**2 423 000 000**	**3 582 869**	**2 419 417 131**	**0%**	**24 433 333**	**24 433 333**	**3 582 869**	**15%**

Dans le cadre du parcours civique, le vice-rectorat, direction générale des enseignements est chargé de mettre en œuvre le volet scolaire. Cette action est financée via l'opération n° III-1-a « Service civique- Service volontaire océanien et mobilité européenne » du contrat de développement inter collectivité 2017-2021.

Le plan de financement global est ainsi réparti :

- État (30%) soit 726 900 000 F,
- Nouvelle-Calédonie (70%) soit 1 696 100 000 F.

Pour le volet scolaire du parcours civique, pris en charge sur les crédits du vice rectorat –direction générale des enseignements, il a été attribué au BS 2017, 24 433 333 F en dépenses et 7 330 000 F en recettes.

- Direction de la jeunesse et des sports (DJS)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**577 000 000**	**-**	**577 000 000**	**0%**	**18 000 000**	**18 000 000**	**-**	**0%**
P0801-2017/1								
CDV 17-21 SERVICE CIVIQUE INVESTISSEMENT	577 000 000	-	577 000 000	0%	18 000 000	18 000 000	-	0%
Total général	**577 000 000**	**-**	**577 000 000**	**0%**	**18 000 000**	**18 000 000**	**-**	**0%**

Dans le cadre du parcours civique, la direction de la jeunesse et des sports est chargé de mettre en place le « Parcours d'engagement et d'accompagnement ». Pour ce faire, une AP de 577 MF a été ouverte au BP 2017 et 18 MF de CP ont été inscrits.

Le plan de financement global est ainsi réparti :

- État (30%) soit 173 MF,
- Nouvelle-Calédonie (70%) soit 403.9 MF.

La mise en place de ce parcours nécessite la création d'un GIP pour la mise en pace de l'agence calédonienne du service civique est nécessaire. Or, ce GIP n'ayant pas été créé, la subvention n'a pu être versée.

Pour le secteur de la jeunesse (Valentine EURISOUKE)

- Direction de la jeunesse et des sports (DJS)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**82 000 000**	**75 000 000**	**7 000 000**	**91%**	**24 000 000**	**24 000 000**	**24 000 000**	**100%**
P0801-2013/1								
SECURISATION ENFANTS - CENTRE VACANCES-LOISIRS	82 000 000	75 000 000	7 000 000	91%	24 000 000	24 000 000	24 000 000	100%
Investissement	**180 000 000**	**2 475 000**	**177 525 000**	**1%**	**13 200 000**	**13 200 000**	**2 475 000**	**19%**
P0801-2017/2								
CDI 17-21 RENOVATION FOL	180 000 000	2 475 000	177 525 000	1%	13 200 000	13 200 000	2 475 000	19%
Total général	**262 000 000**	**77 475 000**	**184 525 000**	**30%**	**37 200 000**	**37 200 000**	**26 475 000**	**71%**

P0901-2013/1 – Sécurisation enfants – centre vacances - loisirs : la province Sud et la province Nord exercent la délégation de compétences relative à la protection des mineurs jusqu'au 31/12/2019.

La Nouvelle-Calédonie exerce la compétence relative à la protection des mineurs pour la province des Iles Loyautés

P0901-2017/2 – CDI 17-21 rénovation FOL : opération du contrat de développement 2017/2021/Etat /Inter-collectivités, la Direction de la Jeunesse et des Sports a procédé au versement des 25% de sa participation au titre de la tranche contractualisée pour 2017.

P0802
Sports

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	623 062 826
Réalisations 2017	-	580 836 366
Taux de réalisation 2017	0,00%	93,22%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 190 512 396 F.

Les dépenses

Pour le secteur des sports (Valentine EURISOUKE).

- Direction de la jeunesse et des sports (DJS)

Le programme « SPORT » a permis d'accompagner le mouvement sportif en 2017 en prenant en compte les recommandations des « Assises du Sport », organisées en mai 2016 et qui ont débouché sur un projet de « Plan Stratégique du Sport », lequel sera officialisé en 2018.

L'année 2017 aura été marquée par la victoire d'une équipe de Calédonie très rajeunie aux Mini-Jeux du Pacifique organisés au Vanuatu en décembre 2017. Mais elle aura également été le témoin de très bons résultats de nos sportifs au plan national, international et mondial avec notamment nos athlètes handisports aux championnats du monde à Londres et de notre sélection U17 de football à la coupe du monde en Inde.

A0802-01 soutien aux actions sportives

Les aides directes et indirectes (25,5 MF) ont concerné :

- les sportifs de haut niveau calédoniens classés sur la liste ministérielle de haut niveau qui ont bénéficié d'une aide forfaitaire selon qu'ils soient classés ELITE (5), SENIOR (12), JEUNES (14) ou ESPOIRS (6) ;
- les sportifs à fort potentiel olympique qui ont bénéficié d'une aide spécifique en fonction de leurs besoins et de leurs résultats de l'année, avec notamment :
    - Pierre Fairbank (1 médaille d'argent, 2 de bronze aux championnats du monde à Londres),
    - Lara Grangeon (13ème aux championnats du monde en eau libre),
    - Maxime Grousset (Vice-Champion d'Europe en 50m nage libre),
    - Aymeric Gally (champion d'Europe junior par équipe en escrime),
    - Suzanne Wajoka (4ème aux championnats d'Europe U17 avec l'équipe de France).

L'accompagnement des ligues et des comités sportifs dans leurs projets sportifs, des organisateurs d'évènements sportifs ainsi que l'aide au fonctionnement de structures associatives d'intérêt territorial ont été renouvelés en 2017 (339,7 MF).

Ainsi, les projets des ligues et comités sportifs via la convention d'objectifs et de moyens ont été soutenus à travers des actions liées à la performance (34%), aux activités et aux publics (10%), à leur structuration (28%), à la promotion de leur discipline (5%) et à l'organisation de grandes manifestations sportives (23%).

La participation au fonctionnement du l'USEP (1 MF), de l'UNSS (14,5 MF) et du CTOS (69 MF) dont :

- 10 MF pour les sportifs de l'excellence territoriale ;
- 5 MF pour le remboursement des indemnités compensatoires des congés ;
- 5 MF pour l'aide au fonctionnement du CISE ;

- 49 MF pour le fonctionnement CTOS ;
- l'aide au déplacement de la délégation Nouvelle-Calédonie aux Mini-Jeux du Vanuatu (40 MF) ;
- le soutien aux diverses manifestations sportives internationales (28,23 MF) telles que :
    - le meeting Quantas en natation,
    - la coupe du monde PWA en planche à, voile,
    - le triathlon international de Nouméa,
    - le marathon international de Nouméa,
    - les internationaux de tennis au Ouen-Toro,
    - la Transcalédonienne,
    - le trophée des jeunes marins en voile,
    - la coupe Yéwéné organisée aux Iles Loyauté,
    - la participation à l'organisation des matches de O' league en Nouvelle-Calédonie pour les clubs de l' « AS Magenta » et de « Hienghène Sports » en football.

A0802-04 Le suivi médical et paramédical (réalisé 97,49% sur un BP+BS de 2 856 198 F)

Les meilleurs sportifs calédoniens bénéficient également d'un suivi médical et paramédical de la part du centre médico sportif (CMS).

Pour l'année, il a été comptabilisé ainsi :

- 1180 consultations sur 610 sportifs individuels au Centre Médico Sportif ;
- 82 consultations hors CMS (principalement lors des compétitions et des test « cannabis ».

L'assistance médicale est dispensée lors des grandes manifestations sportives (tournoi ATP de tennis, tour cycliste de NC, coupe du monde de planche à voile, mini-jeux du Pacifique au Vanuatu en décembre 2017.

A0802-05 la prévention et la lutte contre le dopage : (95,67% réalisés sur un BP+BS de 3 830 826 F)

L'organisation de la lutte anti dopage en Nouvelle-Calédonie, c'est :

- 20 contrôles antidopage dont 14 de manière inopinée, ce qui représente 76 prélèvements urinaires sur 11 disciplines sportives ;
- 75 sportifs contrôlés ;
- 8 recherches d'EPO.

Aucun prélèvement n'a donné lieu à une procédure disciplinaire par la commission de lutte antidopage en Nouvelle-Calédonie.

Parallèlement, 7 actions de prévention et d'informations ont été organisées en 2017.

A0802-07 - Soutien aux infrastructures sportives (réalisé en fonctionnement 98,46% sur un BP de 87 561 948 F) et en investissement (réalisé 78,07% sur un BP de 26 541 100 F)

Le soutien aux infrastructures sportives (114 MF) comprend :

- La participation de la Nouvelle-Calédonie pour 25% au fonctionnement des infrastructures d'intérêt territorial notamment :
    - l'Arène du Sud de Paita (21,2 MF),
    - le CARD de Koutio (34,2M),
    - le stade de Hnassé à Lifou (7 MF),
    - le stade Yoshida à Koné (10,5 MF).
- La participation de la Nouvelle-Calédonie au fonctionnement de l'Institut Océanien d'Haltérophilie à Boulari (IOH) pour 13 MF.

- L'investissement de la Nouvelle-Calédonie au sein de la nouvelle société publique locale (SPL) du CARD de Koutio (14 MF).
- La participation à la rénovation des courts de tennis du Ouen-Toro (1 MF) et aux études de travaux de rénovation du vélodrome de Magenta (4,9 MF).

A0802-09 soutien et pilotage (réalisé 97,54% sur un BP de 13 507 922 F)

Cette action correspond aux dépenses transversales des actions de la direction, plus particulièrement à la gestion des moyens et de la logistique qui concoure à l'efficacité de l'ensemble des actions de la direction : prise en charge du nettoyage des locaux, des frais de téléphone, de l'électricité, du carburant, des frais de missions et du transport aérien, ainsi que des assurances des voitures de service, et des entretiens des photocopieurs.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit des dépenses de fonctionnement des infrastructures sportives du gouvernement de la Nouvelle Calédonie (entretien des différents espaces : pistes, pelouses, etc., ainsi que les éclairages et la conservation des bâtiments, ainsi que les frais d'électricité et d'eau, de nettoyage).

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0802-01-Soutien aux actions sportives	**372 182 000**	**368 894 721**	**99,12%**
V. EURISOUKE	**372 182 000**	**368 894 721**	**99,12%**
DJS	372 182 000	368 894 721	99,12%
A0802-02-Certification (référentiel et agrément)	**-**	**-**	
V. EURISOUKE	**-**	**-**	
DJS	-	-	
A0802-04-Suivi médical et para médical	**3 529 098**	**3 457 526**	**97,97%**
V. EURISOUKE	**3 529 098**	**3 457 526**	**97,97%**
DJS	3 529 098	3 457 526	97,97%
A0802-05-Prévention et lutte contre le dopage	**3 830 826**	**3 664 847**	**95,67%**
V. EURISOUKE	**3 830 826**	**3 664 847**	**95,67%**
DJS	3 830 826	3 664 847	95,67%
A0802-06-Entretien et grosses réparations des installations sportivespour en maintenir la valeur	**77 187 001**	**69 814 609**	**90,45%**
V. EURISOUKE	**77 187 001**	**69 814 609**	**90,45%**
DAPM	77 187 001	69 814 609	90,45%
DITTT	-	-	
A0802-07-Soutien aux infrastructures sportives	**144 278 535**	**113 627 467**	**78,76%**
V. EURISOUKE	**144 278 535**	**113 627 467**	**78,76%**
DAPM	30 175 487	6 690 154	22,17%
DITTT	-	-	
DJS	114 103 048	106 937 313	93,72%
A0802-08-Gardiennage des installations sportives et mise en place des équipements	**589 488**	**365 522**	**62,01%**
V. EURISOUKE	**589 488**	**365 522**	**62,01%**
DAPM	589 488	365 522	62,01%
A0802-09-Soutien et pilotage	**21 465 878**	**21 011 674**	**97,88%**
V. EURISOUKE	**21 465 878**	**21 011 674**	**97,88%**
DAPM	7 957 956	7 835 122	98,46%
DJS	13 507 922	13 176 552	97,55%
Total général	**623 062 826**	**580 836 366**	**93,22%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**565 321 358**	**552 617 796**	**97,75%**
DAPM	**85 418 464**	**77 915 463**	**91,22%**
Autres charges de fonctionnement	8 974 863	8 857 222	98,69%
Charges fixes de fonctionnement	76 443 601	69 058 241	90,34%
DJS	**479 902 894**	**474 702 333**	**98,92%**
Aides directes et indirectes	27 000 283	25 500 000	94,44%
Autres charges de fonctionnement	10 756 837	10 491 275	97,53%
Charges fixes de fonctionnement	11 225 774	10 892 698	97,03%
Remboursements aux collectivités	495 000	494 889	99,98%
Subventions, participations et autres charges d'activité	430 425 000	427 323 471	99,28%
Investissements	**57 741 468**	**28 218 570**	**48,87%**
DAPM	**30 491 468**	**6 789 944**	**22,27%**
HAP immobilisations corporelles	22 914 581	5 768 049	25,17%
HAP immobilisations en cours	1 800 000	-	0,00%
HAP immobilisations incorporelles	5 776 887	1 021 895	17,69%
DJS	**27 250 000**	**21 428 626**	**78,64%**
HAP immobilisations corporelles	1 490 000	1 480 895	99,39%
HAP immobilisations en cours	10 000 000	4 947 731	49,48%
HAP participations et créances rattachées à des participations	14 000 000	14 000 000	100,00%
HAP subventions d'équipement versées	1 760 000	1 000 000	56,82%
Total général	**623 062 826**	**580 836 366**	**93,22%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la jeunesse (Valentine EURISOUKE)

- Direction de la jeunesse et des sports (DJS)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**431 050 000**	**424 053 499**	**6 996 501**	**98%**	**74 385 000**	**74 385 000**	**73 070 639**	**98%**
P0802-2012/2 INFRASTRUCTURES SPORTIVES D'INTERET TERRITORIAL	431 050 000	424 053 499	6 996 501	98%	74 385 000	74 385 000	73 070 639	98%
Investissement	**185 000 000**	**25 000 000**	**160 000 000**	**14%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P0802-2010/1 TERRAIN DE FOOTBALL CANALA	150 000 000	25 000 000	125 000 000	17%	-	-	-	-
P0802-2017/3 RENOVATION VELODROME MAGENTA	-	-	-	#DIV/0!	-	-	-	-
P0802-2017/6 SOUTIEN AUX INFRASTRUCTURES SPORTIVES	35 000 000	-	35 000 000	0%	-	-	-	-
Total général	**616 050 000**	**449 053 499**	**166 996 501**	**73%**	**74 385 000**	**74 385 000**	**73 070 639**	**98%**

P0802-2012/2 – Infrastructures sportives d'intérêt territorial : il s'agit de la participation de la Nouvelle-Calédonie pour 25% au fonctionnement des infrastructures d'intérêt territorial notamment :

- L'Arène du Sud de Paita (21,2 MF),
- Le CARD de Koutio (34,2MF),
- Le stade de Hnassé à Lifou (7 MF),
- Le stade Yoshida à Koné (10,5 MF).

P0802-2010/1 – Terrain de football Canala : la commune de Canala avait mandaté le bureau d'étude MMW ARCHITECHTURE pour la réalisation des études de faisabilité du futur complexe sportif « stade KAREMBEU ». Ce travail a abouti au vote d'une autorisation de programme de 15 MF

au budget primitif 2010 de la Nouvelle-Calédonie (AP P0802-2010/1 ci-contre). Cette dernière a fait l'objet d'une augmentation au budget principal de 2012 à concurrence de 150 MF.
Une convention d'études fixant les modalités de versement a été rendue exécutoire le 4 décembre 2012. Cette dernière prévoyait une subvention de 50 MF pour les études du stade Christian Karembeu (25 MF au rendu exécutoire et 25 MF sur présentation d'un certificat de fin d'études et d'un récapitulatif des mandatements effectués par la commune d'au moins 50 MF).

A ce jour, 25 MF ont pu être versés au rendu exécutoire. La commune n'ayant pas fourni les pièces nécessaires au versement du solde. La convention signée le 4 décembre 2012 est arrivée à son échéance le 4 décembre 2016, puisque la durée juridique d'une convention est de 4 ans. Ainsi, il est proposé la réduction de l'AP à 25 MF.

P0802-2017/3 – Rénovation vélodrome Magenta : à l'origine, une inscription de 10 MF hors AP a été faite au BP 2014 pour les frais d'études de l'opération de rénovation du vélodrome. Au BP 2017, pour des raisons d'imputation budgétaire, une nouvelle ligne a été créée pour permettre le versement de l'acompte à la SECAL, suite à la signature d'une convention de cadrage et d'études. Les conclusions de l'études sont attendues pour juin 2018. Parallèlement, une AP a été ouverte mais non approvisionnée. L'avenir de cette AP dépendra du résultat de l'étude.

P0802-2017/6 – Soutien aux infrastructures sportives : cette AP de 35 MF a été ouverte au BS 2017 pour le versement des subventions d'équipements aux communes. Les crédits de paiement ne devaient être inscrits qu'au BP 2018, selon la répartition suivante :

- Salle omnisports de la commune de Houaïlou : 3 MF ;
- Infrastructures en tribu (Goa et Tchamba) pour la commune de Ponérihouen : 22,840 MF ;
- Terrain de football de la tribu de Bâ pour la commune de Houaïlou : 4,160 MF ;
- Salle omnisports de la commune de Hienghène : 1 702 533 F.

P0803
Jeux du Pacifique 2011

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	2 365 957
Réalisations 2017	-	-
Taux de réalisation 2017	0,00%	0,00%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 0 F.

Les dépenses

Pour le secteur des sports (Valentine EURISOUKE).

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit de clôturer la maîtrise d'œuvre avec le cabinet Techni-conseil pour la rénovation de la salle omnisport de l'Anse-Vata. Un protocole transactionnel est en cours sur 2018.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0803-02-Financement des infrastructures et contrôle de réalisation(y compris patrimoine propre)	**2 365 957**	**-**	**0,00%**
V. EURISOUKE	**2 365 957**	**-**	**0,00%**
DAPM	2 365 957	-	0,00%
Total général	**2 365 957**	**-**	**0,00%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Investissements	**2 365 957**	**-**	**0,00%**
DAPM	**2 365 957**	**-**	**0,00%**
AP P0803-2007/2 - JP 2011 SALLE OMNISPORT	2 365 957	-	0,00%
Total général	**2 365 957**	**-**	**0,00%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la jeunesse (Valentine EURISOUKE)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**544 203 410**	**516 854 098**	**27 349 312**	**95%**	**-**	**2 365 957**	**-**	**0%**
P0803-2007/2								
JP 2011 SALLE OMNISPORT	544 203 410	516 854 098	27 349 312	95%	-	2 365 957	-	0%
Total général	**544 203 410**	**516 854 098**	**27 349 312**	**95%**	**-**	**2 365 957**	**-**	**0%**

Dès paiement des dernières factures de maîtrise d'œuvre, cette AP pourra être clôturée au compte administratif 2018.

Synthèse de la mission par programme et type de recettes - dépenses

	P0801 Jeunesse	P0802 Sports	P0803 Jeux du Pacifique 2011	Total général
RECETTES	**-**			**-**
Fonctionnement	**-**			**-**
AP P0801-2017/5 - PART ETAT - SERVICE CIVIQUE CD17-21	-			-
DEPENSES	**72 281 024**	**580 836 366**	**-**	**653 117 390**
Fonctionnement	**69 806 024**	**552 617 796**		**622 423 820**
Aides directes et indirectes		25 500 000		25 500 000
Autres charges de fonctionnement	2 637 655	19 348 497		21 986 152
Charges fixes de fonctionnement	968 369	79 950 939		80 919 308
Remboursements aux collectivités	24 000 000	494 889		24 494 889
Subventions, participations et autres charges d'activité	42 200 000	427 323 471		469 523 471
Investissements	**2 475 000**	**28 218 570**	**-**	**30 693 570**
AP P0801-2017/1 - CDV 17-21 SERVICE CIVIQUE INVESTISSEMENT	-			-
AP P0801-2017/2 - CDI 17-21 RENOVATION FOL	2 475 000			2 475 000
AP P0803-2007/2 - JP 2011 SALLE OMNISPORT			-	-
HAP immobilisations corporelles		7 248 944		7 248 944
HAP immobilisations en cours		4 947 731		4 947 731
HAP immobilisations incorporelles		1 021 895		1 021 895
HAP participations et créances rattachées à des participations		14 000 000		14 000 000
HAP subventions d'équipement versées		1 000 000		1 000 000

Mission M09
Culture, condition féminine et citoyenneté

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	17 900 000	2 135 331 860
Réalisations 2017	3 172 900	1 777 011 613
Taux de réalisation 2017	17,73%	83,22%

Pour information, la masse salariale affectée à cette mission s'élève à 0 F.

Condition féminine et citoyenneté

Patrimoine, art et culture

Mettre en œuvre les compétences de la Nouvelle-Calédonie dans le domaine de la culture, de la citoyenneté et de la condition féminine.

- **Coordonner et harmoniser** les politiques provinciales par des activités d'animation, de représentation et d'organisation de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté.

- **Soutenir** l'activité et la gestion de ces deux services ainsi que celles des établissements publics du secteur culturel à qui, elle peut confier certaines représentations de suppléance du fait de leurs compétences propres.

- **Organiser**, coordonner et conduire les festivals internationaux ou aider à la mise en place de ceux projetés par les provinces.

- **Travailler** en concertation avec les partenaires institutionnels, avec les administrations des provinces et des communes sur les projets et évènements touchant la condition féminine et la citoyenneté : journée et commémoration de la citoyenneté en septembre, journée internationale de la femme en mars, journée internationale contre les violences faites à l'égard des femmes.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**3 280 350**	**196 675**	**-**	
P0901-Patrimoine, art et culture	**3 280 350**	**196 675**	**-**	
DCCFC	3 280 350	196 675	-	
Investissements	**-**	**10 268 324**	**-**	
P0901-Patrimoine, art et culture	**-**	**10 268 324**	**-**	
DAPM	-	-	-	
DBAF	-	10 268 324	-	
Total général	**3 280 350**	**10 464 999**	**-**	

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 551 747 763**	**1 433 311 476**	**1 436 084 434**	**98,52%**
P0901-Patrimoine, art et culture	**1 526 804 695**	**1 394 776 395**	**1 410 481 937**	**98,58%**
DAPM	7 541 452	8 229 476	7 838 263	95,40%
DBAF	1 220 679 880	1 099 300 000	1 142 140 000	99,17%
DCCFC	298 583 363	287 246 919	260 503 674	96,18%
P0902-Condition féminine et citoyenneté	**24 943 068**	**38 535 081**	**25 602 497**	**95,22%**
DCCFC	24 943 068	38 535 081	25 602 497	95,22%
Investissements	**26 548 799**	**207 988 892**	**340 927 179**	**50,31%**
P0901-Patrimoine, art et culture	**26 047 613**	**207 136 784**	**312 792 916**	**60,39%**
DAPM	9 809 415	12 965 755	249 375 238	87,69%
DBAF	7 500 000	157 154 452	37 500 000	18,58%
DCCFC	8 738 198	37 016 577	25 917 678	81,77%
P0902-Condition féminine et citoyenneté	**501 186**	**852 108**	**28 134 263**	**17,62%**
DCCFC	501 186	852 108	28 134 263	17,62%
Total général	**1 578 296 562**	**1 641 300 368**	**1 777 011 613**	**83,22%**

Le mot du membre du gouvernement chargée d'animer le secteur

Déwé GORODEY

L'année 2017 marquée par des contraintes budgétaires dans tous les domaines, aura tout de même permis de réaliser une programmation culturelle de qualité. Les établissements ont dû travailler le contenu de certaines actions, tout en favorisant leur collaboration et en mutualisant au mieux leurs moyens.

J'ai la profonde conviction qu'en 2018, la culture saura rassembler toutes les sensibilités de la Nouvelle-Calédonie, à travers notamment l'organisation à la fin de l'année des assises de la culture. Avec l'aide de tous, je souhaite que nous puissions aborder et résoudre collectivement les épreuves budgétaires. Je ne doute pas que l'âme d'artiste qui réside dans chacun d'entre nous permettra de mieux appréhender et de dépasser les échéances institutionnelles à venir.

P0901
Patrimoine, art et culture

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	17 900 000	1 948 737 116
Réalisations 2017	3 172 900	1 723 274 853
Taux de réalisation 2017	17,73%	88,43%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 0 F.

Les recettes

Pour le secteur de la culture (Déwé GORODEY).

- Direction de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté (DCCFC)

Les recettes proviennent essentiellement des droits d'entrée au musée et des ventes de service, d'ouvrages, divers produits réalisés par les deux services, des inscriptions de différents publics aux visites guidées, expositions, ateliers et spectacles.

Comme chaque année, le musée de Nouvelle-Calédonie a proposé un programme culturel diversifié, comprenant des activités payantes : visites guidées à l'attention des particuliers et des classes, des ateliers artistiques réguliers – autour de la sculpture et de divers savoir-faire traditionnels notamment - ouverts aux adultes et aux enfants, des expositions temporaires et itinérantes, des spectacles (théâtre) en soirée et des rencontres et événementiels accessibles gratuitement : causeries, « Nuit des musées », « Journée des musées », « Rendez-vous aux jardins », « Fête de la musique » et « journée du patrimoine ». Il a également accueilli les événementiels « Journée de la diversité culturelle » et « Journée pour l'élimination des violences à l'égard des femmes » organisées par la DCCFC et le secteur de la Culture, Condition féminine et Citoyenneté du gouvernement.

Le service des archives a pour sa part proposé, le 9 juin 2017, à l'occasion de son trentième anniversaire et de la « Journée mondiale des Archives », des visites guidées du bâtiment, des démonstrations (utilisation de microfilms, reproduction de documents) et une exposition sur l'histoire du SANC, dont une vitrine présentant quelques « entrées » extraordinaires. Quelques 130 agents des directions de la Nouvelle-Calédonie ont pu bénéficier de ces visites.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Une recette de 12,3 MF a été inscrite au BP 2017 dans le cadre du nouveau contrat de développement correspondant à la participation de l'Etat dans le projet d'extension du Musée. Elle n'a pas été titrée sur l'exercice 2017 car il manquait des pièces justificatives.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**5 600 000**	**3 172 900**	**56,66%**
D. GORODEY	**5 600 000**	**3 172 900**	**56,66%**
DCCFC	5 600 000	3 172 900	56,66%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	5 600 000	3 172 760	56,66%
(77) produits exceptionnels	-	140	
Investissements	**12 300 000**	**-**	**0,00%**
D. GORODEY	**12 300 000**	**-**	**0,00%**
DAPM	12 300 000	-	0,00%
(13) subventions d'investissement	12 300 000	-	0,00%
Total général	**17 900 000**	**3 172 900**	**17,73%**

Les dépenses

Pour le secteur de la culture (Déwé GORODEY).

- Direction de la culture, de la condition feminine et de la citoyenneté (DCCFC)

Le secteur de la culture du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie par ce programme vise la contribution des hommes, des femmes et des jeunes à conserver et à sauvegarder afin de promouvoir son patrimoine. Il favorise leur pleine participation aux activités culturelles et artistiques du pays.

Ce programme a pu afficher un taux global de réalisation de 93,2 % en 2017.

Les services

Le service des musées et du patrimoine a répertorié au 31 décembre 2017, 9340 objets inscrits à l'inventaire général des collections du musée de Nouvelle-Calédonie, soit 961 objets (en majorité des lots de cartes postales photographiques) nouvellement acquis en 2017 auprès de trois collectionneurs calédoniens et parisiens pour un coût total de 6 901 652 F. 19 objets ont par ailleurs été donnés à la Nouvelle-Calédonie par des associations calédoniennes, un particulier métropolitain et un musée Néo-Zélandais. La fréquentation du musée s'est élevée à près de 22 000 visiteurs.

Le Festival des Arts du Pays

Le secteur de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a procédé du 21 février au 26 août 2017, à travers les journées culturelles du « Festival des arts du Pays », à la sélection de cent-vingt artistes qui représenteront la Nouvelle-Calédonie au sixième « Festival des arts de la Mélanésie » qui se tiendra du 1er au 14 juillet 2018 aux Iles Salomon.

La direction de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté (DCCFC) a pris en charge la préparation et l'organisation de cette manifestation avec la participation des membres du cabinet en charge de la culture.

Les sélections se sont déroulées selon le calendrier suivant :

- mardi 21 février : Journée internationale des langues maternelles – associé à l' « Espace Oralité » organisé par l'Académie des Langues Kanak (Aire Dréhu) : commune de Lifou. Disciplines sélectionnées : contes / berceuses / slam / discours généalogique / poésie ;

- mercredi 8 mars : associé à la « Journée internationale de la Femme » (Aire Paicî-cémuhi) : commune de Poindimié. Disciplines sélectionnées : vannerie / arts culinaires / couture et stylisme / compositions florales / tissu traditionnel (tapa) ;

- samedi 22 avril : Sélection (Aire Drubéa-Kapumë) : Centre Culturel Tjibaou. Disciplines sélectionnées : Arts visuels : dessin / poterie / sculpture / peinture / photographie / art cinématographique ;

- samedi 17 juin : Sélection FAP (Aire Hoot Maa Whaap) : commune de Pouébo. Disciplines sélectionnées : musique et chant traditionnel ;

- samedi 22 juillet : Sélection FAP (Aire Ajiè-Arhö) : commune de Moindou. Disciplines sélectionnées : théâtre / écriture / monnaie kanak / tableaux de sable ;

- samedi 26 août : Sélection FAP (Aire Xârâcùù-Xârâgurèè) : commune de La Foa. Disciplines sélectionnées : danse traditionnelle et contemporaine / jeu traditionnel.

Ce sont au total 550 artistes qui se sont produits lors de ces sélections ouvertes au public (fréquentation moyenne par lieu de sélection : 500 personnes). Parmi ceux-ci, 150 artistes ont été retenus, représentant l'ensemble des disciplines en compétition.

Une première présentation de la délégation ainsi constituée a pu être réalisée le 24 septembre 2017 à Maré, à l'occasion de la « Fête de la citoyenneté ».

Par ailleurs, dans le cadre du « Festival des arts du Pays », le gouvernement a aussi organisé du 2 au 5 mai 2017, en partenariat avec la CPS, des journées de rencontres autour de la stratégie culturelle régionale. Six pays de la région participaient aux échanges qui se sont tenus au siège de la CPS à Nouméa. Ceux-ci se sont déclinés en deux parties : les 2 et 3 mai : « Réunion sur les politiques culturelles nationales – évaluation croisée et enseignement à tirer », et les 4 e 5 mai : « Deuxième réunion du groupe de travail chargé de réexaminer la stratégie culturelle régionale ». Pour la Nouvelle-Calédonie, ont participé aux échanges les représentants du secteur de la culture (Cabinet de Mme Gorodey et dccfc), les élus provinciaux en charge de la culture en Province Nord et en Province des Iles Loyauté, ainsi que les représentants des quatre établissements publics culturels de la Nouvelle-Calédonie et de l'IANCP.

Le coût total de l'opération « Festival des arts du Pays » s'est élevé à 15 MF.

Les agréments artistiques et culturels

Participant à l'éducation artistique et culturelle des jeunes Calédoniens, en partenariat avec la Direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie et le Vice-Rectorat, la Direction de la culture, condition féminine et citoyenneté a octroyé 130 agréments aux artistes. Ces agréments sont validés par un comité d'experts incluant des professionnels de la culture et sont délivrés à l'issue d'une campagne de deux mois organisée par la DCCFC.

Les subventions

La DCCFC par le même programme sur trois actions a vu son budget de fonctionnement exécuté à 100 % fin 2017. Une partie du fonctionnement de la DCCFC comprend les subventions de fonctionnement et d'actions aux associations et organismes culturels (153,6 MF) et 30 MF à l'institut d'archéologie de la Nouvelle-Calédonie et du Pacifique. Le reste du montant (8,6 MF) a été distribué sous forme de subventions d'aides aux projets artistiques et culturels.

L'investissement 2017 de la direction a permis à l'association Le Châpito d'effectuer une remise en état de ses structures de spectacle ainsi que de son parc de véhicule (1,5 MF) et a permis au Théâtre de l'île et au Musée maritime de Nouvelle-Calédonie de poursuivre les travaux de rénovation/extension de leurs espaces (2,5 MF pour le Théâtre de l'Ile et 1 MF pour le Musée maritime).

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit pour le fonctionnement des loyers et charges locatives nécessaires au fonctionnement de la direction de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté.

Pour la section investissement, il s'agit de dépenses relatives aux études et travaux sur l'extension et les réserves du musée.

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

La Nouvelle-Calédonie finance le fonctionnement de ses établissements publics culturels dans le cadre d'une convention d'objectifs et de moyens.

Ainsi la bibliothèque Bernheim a-t-elle bénéficié d'une subvention de fonctionnement de 171,7 MF mais aussi d'une subvention exceptionnelle d'investissement de 15 MF pour le financement des frais d'études travaux de rénovation. Elle a également bénéficié d'une aide de 11 MF pour l'organisation du salon du livre SILO 2017.

S'agissant du Conservatoire de Musique et de Danse, la part de la Nouvelle-Calédonie dans les charges de fonctionnement ont été de 289,5 MF pour la musique et 8,5 MF pour la danse.

L'Académie des Langues Kanaks a perçu une subvention de 5 MF pour l'édition d'œuvres en langues Kanak et 94,5 MF pour son fonctionnement.

Enfin, l'Agence de Développement de la Culture Kanak (ADCK) a perçu une subvention de fonctionnement de 546,9 MF ainsi qu'un premier versement de 37,5 MF de subvention d'équipement pour la rénovation du bâtiment du Centre Culturel Tjibaou.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0901-01-Gestion de l'offre de fonds documentaires communicables	**26 582 387**	**23 161 430**	**87,13%**
D. GORODEY	**26 582 387**	**23 161 430**	**87,13%**
DCCFC	26 582 387	23 161 430	87,13%
A0901-03-Participation, communication et coopération autour du patrimoine documentaire	**288 980**	**155 171**	**53,70%**
D. GORODEY	**288 980**	**155 171**	**53,70%**
DCCFC	288 980	155 171	53,70%
A0901-04-Animer un centre de ressources et d'informations (recherche et études)	**845 782**	**684 592**	**80,94%**
D. GORODEY	**845 782**	**684 592**	**80,94%**
DCCFC	845 782	684 592	80,94%
A0901-05-Enrichir, inventorier, et conserver les collections du muséede Nouvelle-Calédonie	**20 997 948**	**17 729 527**	**84,43%**
D. GORODEY	**20 997 948**	**17 729 527**	**84,43%**
DCCFC	20 997 948	17 729 527	84,43%
A0901-08-Communiquer autour des collections (publication, exposition, rencontres..)	**3 729 761**	**3 101 610**	**83,16%**
D. GORODEY	**3 729 761**	**3 101 610**	**83,16%**
DCCFC	3 729 761	3 101 610	83,16%
A0901-09-Eduquer et sensibiliser	**2 326 861**	**2 207 015**	**94,85%**
D. GORODEY	**2 326 861**	**2 207 015**	**94,85%**
DCCFC	2 326 861	2 207 015	94,85%
A0901-10-Promouvoir les savoir faire et les productions artistiques et culturels	**17 603 105**	**14 554 158**	**82,68%**
D. GORODEY	**17 603 105**	**14 554 158**	**82,68%**
DCCFC	17 603 105	14 554 158	82,68%
A0901-11-Accompagner et soutenir les établissements et associations culturels	**1 549 875 548**	**1 375 930 000**	**88,78%**
D. GORODEY	**1 549 875 548**	**1 375 930 000**	**88,78%**
DBAF	**1 353 585 548**	**1 179 640 000**	**87,15%**
DCCFC	196 290 000	196 290 000	100,00%
A0901-12-Soutien et pilotage	**326 486 744**	**285 751 350**	**87,52%**
D. GORODEY	**326 486 744**	**285 751 350**	**87,52%**
DAPM	292 597 447	257 213 501	87,91%
DCCFC	33 889 297	28 537 849	84,21%
Total général	**1 948 737 116**	**1 723 274 853**	**88,43%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 430 814 004**	**1 410 481 937**	**98,58%**
DAPM	**8 215 896**	**7 838 263**	**95,40%**
Autres charges de fonctionnement	7 481 568	7 386 540	98,73%
Charges fixes de fonctionnement	734 328	451 723	61,52%
DBAF	**1 151 740 000**	**1 142 140 000**	**99,17%**
Charges exceptionnelles	15 000 000	15 000 000	100,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 136 740 000	1 127 140 000	99,16%
DCCFC	**270 858 108**	**260 503 674**	**96,18%**
Autres charges de fonctionnement	41 663 317	35 919 035	86,21%
Charges fixes de fonctionnement	36 924 701	33 294 639	90,17%
Subventions, participations et autres charges d'activité	191 290 000	191 290 000	100,00%
Formation professionnelle	980 090	-	0,00%
Investissements	**517 923 112**	**312 792 916**	**60,39%**
DAPM	**284 381 551**	**249 375 238**	**87,69%**
AP P0901-2004/1 - EXTENSION DU MUSEE (56/04)	201 125 619	193 034 061	95,98%
AP P0901-2017/1 - CDV 17-21 EXTENSION DU MUSEE	70 795 932	56 341 177	79,58%
HAP immobilisations corporelles	12 460 000	-	0,00%
DBAF	**201 845 548**	**37 500 000**	**18,58%**
AP P0901-2013/1 - RENOV. BAT 1981 BIB. BERNHEIM	30 000 000	-	0,00%
AP P0901-2017/3 - RENOVATION DES BATIMENTS ADCK	150 000 000	37 500 000	25,00%
HAP subventions d'équipement versées	21 845 548	-	0,00%
DCCFC	**31 696 013**	**25 917 678**	**81,77%**
HAP immobilisations corporelles	26 696 013	20 917 678	78,36%
HAP subventions d'équipement versées	5 000 000	5 000 000	100,00%
Total général	**1 948 737 116**	**1 723 274 853**	**88,43%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la culture (Déwé GORODEY)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En recette

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
N° AP	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**600 000 000**	**-**	**600 000 000**	**0%**	**12 300 000**	**12 300 000**	**-**	**0%**
P0901-2017/5								
CDV 17-21 EXTENSION MUSÉE - PART ETAT	600 000 000	-	600 000 000	0%	12 300 000	12 300 000	-	0%
Total général	**600 000 000**	**-**	**600 000 000**	**0%**	**12 300 000**	**12 300 000**	**-**	**0%**

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**2 365 316 144**	**382 420 796**	**1 982 895 348**	**16%**	**221 000 000**	**271 921 551**	**249 375 238**	**92%**
P0901-2004/1								
EXTENSION DU MUSEE (56/04)	365 316 144	326 079 619	39 236 525	89%	175 000 000	201 125 619	193 034 061	96%
P0901-2017/1								
CDV 17-21 EXTENSION DU MUSEE	2 000 000 000	56 341 177	1 943 658 823	3%	46 000 000	70 795 932	56 341 177	80%
Total général	**2 365 316 144**	**382 420 796**	**1 982 895 348**	**16%**	**221 000 000**	**271 921 551**	**249 375 238**	**92%**

L'opération du contrat de développement avance conformément au calendrier prévu. Les réserves du musée ont été réceptionnées fin 2017, les études pour l'extension sont en cours d'achèvement pour 2018, en vue d'un appel d'offre travaux pour septembre 2018.

- Direction de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté (DCCFC)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**600 000 000**	**-**	**600 000 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P0901-2017/4								
CDI 17-21 ECOLE D'ART EN PROVINCE NORD	600 000 000	-	600 000 000	0%	-	-	-	-
Total général	**600 000 000**	**-**	**600 000 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	**-**

Le projet d'Ecole d'art du Pays en province Nord a été reconduit sur le CDI 2017-2021 et nécessite encore des réunions afin de définir le futur statut de cette structure. Une inscription de 20 MF, pour un financement partagé des études est prévue sur le budget primitif propre 2018 de la Nouvelle-Calédonie.

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**2 600 000 000**	**67 500 000**	**2 532 500 000**	**3%**	**150 000 000**	**180 000 000**	**37 500 000**	**21%**
P0901-2013/1								
RENOV. BAT 1981 BIB. BERNHEIM	1 500 000 000	30 000 000	1 470 000 000	2%	-	30 000 000	-	0%
P0901-2017/3								
RENOVATION DES BATIMENTS ADCK	1 100 000 000	37 500 000	1 062 500 000	3%	150 000 000	150 000 000	37 500 000	25%
Total général	**2 600 000 000**	**67 500 000**	**2 532 500 000**	**3%**	**150 000 000**	**180 000 000**	**37 500 000**	**21%**

P0901-2013/1 : une AP de 1,5 MdF a été votée en 2017. Le retard pris dans la mise en œuvre de l'étude et des travaux n'a pas permis de versement de crédits de paiement au titre de l'exercice. Toutefois, des crédits de 60 MF avaient été votés hors AP dès 2013 qui ont été reportés en 2017 pour 30 MF. Ils devraient être consommés en 2018 avec le démarrage des études fin 2017. Une régularisation de l'inscription des crédits sera réalisée au budget supplémentaire 2018 de la Nouvelle-Calédonie puisque lors du vote de son budget unique, le conseil d'administration a réduit le montant de l'AP de 500 MF pour la porter à 1 MDF en réduisant l'ambition du projet.

P0901-2017/3 : la rénovation du bâtiment du Centre Culturel Tjibaou de l'ADCK bénéficie d'une AP de1 100 MF pour la rénovation des bâtiments. Les travaux prévus concernent essentiellement le lancement d'études techniques très spécialisées au titre de la rénovation de plusieurs parties du centre culturel. Les premiers diagnostics diligentés par l'ADCK mettent en évidence que les grandes cases souffrent de diverses atteintes structurelles. Celles-ci ayant un impact direct sur la sécurité du public, l'ADCK a lancé une mission d'études afin de préciser et définir la cartographie des spécifications techniques devant être réalisées par la suite. La réalisation effective des travaux devrait donc s'étaler sur plusieurs années et serait raisonnablement proportionnelle aux moyens budgétaires de l'établissement, année par année.

P0902
Condition féminine et citoyenneté

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	186 594 744
Réalisations 2017	-	53 736 760
Taux de réalisation 2017	0,00%	28,80%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 0 F.

Les dépenses

Pour le secteur de la culture (Déwé GORODEY).

- Direction de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté (DCCFC)

Le taux global de 93,06 % a été réalisé en fonctionnement par l'organisation des journées commémoratives et de formations communautaires.

Avec les droits des femmes, la lutte contre les violences faites aux femmes, il faut conforter le rôle et la place de la femme au sein de la société notamment par leur formation professionnelle, enjeu majeur sur lequel la direction continue à mener des actions. Ces orientations s'inscrivent dans la continuité des recommandations des différents instruments juridiques internationaux et des différentes conférences régionales et consultations menées localement.

Cette sensibilisation est aussi réalisée au travers de journées de commémoration (Journée Internationale de la femme, Journée des femmes rurales, Journée pour l'élimination des violences à l'égard des femmes). S'y est jointe l'organisation en 2017 de la formation « Comprendre les causes de la violence à l'égard des femmes pour la combattre efficacement » proposée dans le cadre du programme «100 Femmes leader » (3ème session) dont le programme prévoit de former 25 femmes par an au portage de projets et à la prise de décisions, jusqu'en 2019. Enfin, l'organisation d'une « marche orange », le 25 novembre 2017 afin de sensibiliser la population à la lutte contre les violences à l'égard des femmes, a réuni une soixante de personnes et a permis de mettre en œuvre les partenariats existants avec la Police nationale, la Gendarmerie et la Mission de la femme de la province Sud. Cette marche orange a eu une bonne répercussion dans les médias qui a permis de mettre l'accent sur les actions du gouvernement en la matière.

La Journée Internationale de la Femme (10 MF) dédiée aux femmes a réuni 500 femmes du Pays à Poindimié qui accueillait l'organisation. Celles-ci ont pu participer à des ateliers portant sur des thèmes et préoccupations visant à améliorer leur quotidien, et ce avec le soutien des hommes faisant partie de leur entourage.

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie s'est également défini comme mission la construction du pays avec un futur partagé. Il s'agit d'engager plus fortement la transmission des valeurs et des traditions en encourageant les initiatives destinées à intégrer toutes les communautés dans le patrimoine commun du pays, en leur offrant des espaces d'expression, de promotion et de valorisation de leurs cultures et de leurs expressions identitaires.

Le mois de la citoyenneté (10 MF) s'est conclu le 24 septembre à l'occasion de la « Fête de la citoyenneté ». Celle-ci s'est tenue à Maré. La Mairie a aménagé et viabilisé pour cette occasion un site dédié à l'événementiel dans la tribu de Cuaden qui accueillait l'organisation. Environ cinq cent spectateurs sont venus rencontrer et échanger avec les associations et les artistes présents. Trois des quatre établissements publics de la Nouvelle-Calédonie (Centre culturel Tjibaou, Bibliothèque Bernheim, Académie des langues Kanak) ainsi que l'association étaient

présents. Ils ont tenu des stands d'information et proposé des animations tout public. Les communautés wallisienne et futunienne, chinoise, vietnamienne, polynésienne et antillaise étaient également représentées.

Toujours dans le programme citoyenneté, le travail d'échange culturel avec la communauté antillaise s'est concrétisé avec la venue pendant 15 jours en septembre d'une délégation antillaise composée d'une trentaine de membres de l'association martiniquaise « Les Sakawoulés », accompagnés de M. Charles Joseph Angélique, conseiller représentant la collectivité territoriale de Martinique, et de M. Gilbert Couturier, conseiller territorial et maire de la ville du Gros Morne. Après avoir été accueillis par le gouvernement, ils ont été reçus par la Province Nord et se sont rendus à Koumac, Hienghène, Canala, Ponérihouen, Saint-Louis et Maré. Les échanges ont été fructueux sur le plan interculturel notamment autour des savoir-faire traditionnels.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A0902-02-Accompagner et participer à la mise en oeuvre des actions du Comité Citoyenneté	**10 307 361**	**10 177 036**	**98,74%**
D. GORODEY	**10 307 361**	**10 177 036**	**98,74%**
DCCFC	10 307 361	10 177 036	98,74%
A0902-03-Animer et faire vivre les instances de coopération et de coordinationde la politique en faveur de la condition féminine	**1 386 173**	**1 204 061**	**86,86%**
D. GORODEY	**1 386 173**	**1 204 061**	**86,86%**
DCCFC	1 386 173	1 204 061	86,86%
A0902-04-Accompagner et participer à la mise en oeuvre des actions	**174 901 210**	**42 355 663**	**24,22%**
D. GORODEY	**174 901 210**	**42 355 663**	**24,22%**
DCCFC	174 901 210	42 355 663	24,22%
Total général	**186 594 744**	**53 736 760**	**28,80%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**26 888 913**	**25 602 497**	**95,22%**
DCCFC	**26 888 913**	**25 602 497**	**95,22%**
Autres charges de fonctionnement	25 884 997	24 602 497	95,05%
Charges exceptionnelles	3 916	-	0,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 000 000	1 000 000	100,00%
Investissements	**159 705 831**	**28 134 263**	**17,62%**
DCCFC	**159 705 831**	**28 134 263**	**17,62%**
AP P0902-2010/1 - CONSTRUCTION MAISON DE LA FEMME ET DE LA CULTURE	159 705 831	28 134 263	17,62%
Total général	**186 594 744**	**53 736 760**	**28,80%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la culture (Déwé GORODEY)

- Direction de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté (DCCFC)

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**450 000 000**	**46 762 283**	**403 237 717**	**10%**	**149 389 869**	**159 705 831**	**28 134 263**	**18%**
P0902-2010/1								
CONSTRUCTION MAISON DE LA FEMME ET DE LA CULTURE	450 000 000	46 762 283	403 237 717	10%	149 389 869	159 705 831	28 134 263	18%
Total général	**450 000 000**	**46 762 283**	**403 237 717**	**10%**	**149 389 869**	**159 705 831**	**28 134 263**	**18%**

Les discussions relatives à la construction de la Maison de femme en Province des Iles Loyauté, à Maré, se sont poursuivies par ailleurs pour un coût global de 250 MF. Un nouvel échéancier des travaux étendus jusqu'en 2020 est à l'étude.

Le taux d'exécution chute en investissement (17,6 %) en cohérence avec le planning d'exécution des travaux relatifs à la construction de la maison de la femme en province Nord, à Ponérihouen qui n'ont pu débuter qu'en septembre 2017. En fin d'année les travaux de terrassements étaient terminés (pour un montant de 28,1 MF). La livraison de la maison de la femme est prévue en septembre 2018.

.

Synthèse de la mission par programme et type de recettes - dépenses

	P0901 Patrimoine, art et culture	P0902 Condition féminine et citoyenneté	Total général
RECETTES	**3 172 900**		**3 172 900**
Fonctionnement	**3 172 900**		**3 172 900**
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	3 172 760		3 172 760
(77) produits exceptionnels	140		140
Investissements	**-**		**-**
AP P0901-2017/5 - CDV 17-21 EXTENSION MUSÉE - PART ETAT	-		-
DEPENSES	**1 723 274 853**	**53 736 760**	**1 777 011 613**
Fonctionnement	**1 410 481 937**	**25 602 497**	**1 436 084 434**
Autres charges de fonctionnement	43 305 575	24 602 497	67 908 072
Charges exceptionnelles	15 000 000	-	15 000 000
Charges fixes de fonctionnement	33 746 362		33 746 362
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 318 430 000	1 000 000	1 319 430 000
Formation professionnelle	-		-
Investissements	**312 792 916**	**28 134 263**	**340 927 179**
AP P0901-2004/1 - EXTENSION DU MUSEE (56/04)	193 034 061		193 034 061
AP P0901-2013/1 - RENOV. BAT 1981 BIB. BERNHEIM	-		-
AP P0901-2017/1 - CDV 17-21 EXTENSION DU MUSEE	56 341 177		56 341 177
AP P0901-2017/3 - RENOVATION DES BATIMENTS ADCK	37 500 000		37 500 000
AP P0902-2010/1 - CONSTRUCTION MAISON DE LA FEMME ET DE LA CULTURE		28 134 263	28 134 263
HAP immobilisations corporelles	20 917 678		20 917 678
HAP subventions d'équipement versées	5 000 000		5 000 000

Mission M10
Affaires coutumières

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	42 000 000	244 613 356
Réalisations 2017	17 320 759	193 851 683
Taux de réalisation 2017	41,24%	79,25%

Pour information, la masse salariale à cette mission s'élève à 228 388 168 F.

Patrimoine et terres coutumières

Actes coutumiers

Chargée de la coordination et de la mise en œuvre des compétences de la Nouvelle-Calédonie, en matière de statut civil coutumier, de terres coutumières et de palabres coutumiers, la direction de la gestion et de la réglementation des affaires coutumières (DGRAC) assure également la gestion de toutes les dépenses de fonctionnement de la direction, du service, de ses bureaux et du corps des officiers publics coutumiers (OPC).

Elle a également en charge les crédits d'investissement prévus pour la construction des bureaux des OPC, des sièges d'aires coutumières et de l'extension du sénat coutumier.

Depuis le 1er janvier 2011 les OPC, agents de DGRAC, ont pour nouvelle attribution d'assurer les missions de fonctionnaires-huissiers.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**42 000**	**2 820 759**	
P1002-Actes coutumiers	**-**	**42 000**	**2 820 759**	
DGRAC	-	42 000	2 820 759	
Investissements	**-**	**19 500 000**	**14 500 000**	**34,52%**
P1002-Actes coutumiers	**-**	**19 500 000**	**14 500 000**	**34,52%**
DGRAC	-	19 500 000	14 500 000	34,52%
Total général	**-**	**19 542 000**	**17 320 759**	**41,24%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**59 053 032**	**84 993 233**	**65 967 669**	**72,62%**
P1001-Patrimoine et terres coutumières	**8 517 772**	**25 718 958**	**1 029 045**	**5,73%**
DGRAC	8 517 772	25 718 958	1 029 045	5,73%
P1002-Actes coutumiers	**50 535 260**	**59 274 275**	**64 938 624**	**89,08%**
DAPM	22 928 604	23 723 038	29 865 270	98,09%
DGRAC	27 606 656	35 551 237	35 073 354	82,62%
Investissements	**236 542 947**	**99 657 795**	**127 884 014**	**83,16%**
P1001-Patrimoine et terres coutumières	**5 464 861**	**9 049 499**	**47 886 544**	**79,83%**
DAE	-	-	30 000 000	100,00%
DGRAC	5 464 861	9 049 499	17 886 544	59,65%
P1002-Actes coutumiers	**231 078 086**	**90 608 296**	**79 997 470**	**85,30%**
DGRAC	231 078 086	90 608 296	79 997 470	85,30%
Total général	**295 595 979**	**184 651 028**	**193 851 683**	**79,25%**

Le mot du membre du gouvernement chargé d'animer le secteur

Didier POIDYALIWANE

AFFAIRES COUTUMIERES

La direction de la gestion et de la réglementation des affaires coutumières est en charge de la mise en œuvre de la politique du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en matière d'état civil coutumier, de terres coutumières et de palabres coutumiers.

A ce titre, elle contribue à rendre autonome le secteur des affaires coutumières dans la perspective d'une meilleure prise en compte de l'identité kanak dans toutes ses composantes au sein de l'organisation institutionnelle.

Dans le cadre de l'exercice budgétaire 2017, plusieurs actions significatives peuvent être déclinées.

En premier lieu, la DGRAC a poursuivi la mise en œuvre au sein des tribus, qui en font la demande, ses programmes d'intervention en milieu tribal. Il s'agit de la construction de maison commune, dans la tribu de Traput par exemple, l'équipement des chefferies au sein des huit aires coutumières, le nettoyage des bords de routes non classées, l'entretien de cours d'eau situés en terres coutumières et le dispositif de sécurité civile. Ce dernier dispositif permet de donner aux tribus les clefs de la gestion opérationnelle d'événements liés aux aléas climatiques et risques naturels.

Ensuite, en sa qualité de directeur d'investissement, la DGRAC a financé en partie la construction de la maison de l'aire Païci située dans la commune de Ponérihouen. Ce projet est, en effet, cofinancé par les communes (Ponérihouen, Poindimié, Koné, Poya), la province Nord et la société KNS.

Elle a également contribué à financer certaines manifestations touchant les affaires coutumières comme le colloque organisé par la Maison de la Mélanésie, ayant eu lieu au sénat coutumier le 24 février 2017 et dont la thématique est : quelle répartition des compétences de droit pénal en Nouvelle-Calédonie ?

Enfin, en soutien à la DAE, la DGRAC a apporté son expertise sur les projets initiés sur terres coutumières, dont les porteurs de projets ont souhaité bénéficier du fond de garantie pour le développement des terres coutumières. Plusieurs de ces projets ont pu être examinés lors des différentes séances du comité de gestion.

Didier POIDYALIWANE

P1001
Patrimoine et terres coutumières

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	77 931 794
Réalisations 2017	-	48 915 589
Taux de réalisation 2017	0,00%	62,77%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 0 F.

Les dépenses

Pour le secteur des affaires coutumières (Didier POIDYALIWANE).

- Direction de la gestion et de la réglementation des affaires coutumières (DGRAC)

Il s'agit principalement en fonctionnement de frais de participation à des colloques, d'évènements en lien avec les affaires coutumières et à des subventions relatives à des programmes d'intervention en milieu tribal.

En investissement, les réalisations concernent les constructions et rénovations de maisons communes.

- Direction des affaires économiques (DAE)

Le gouvernement a versé 30 MF à la Banque Calédonienne d'Investissement (BCI) en 2017 pour soutenir le financement de projets sur terres coutumières : vingt-sept (27) dossiers ont été instruits pour un montant total de 371 MF, ainsi ce sont 175 MF qui ont été garantis par le FGTC en 2017.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1001-01-Mise en valeur des terres coutumières	**77 438 650**	**48 521 019**	**62,66%**
D. POIDYALIWANE	**77 438 650**	**48 521 019**	**62,66%**
DAE	30 000 000	30 000 000	100,00%
DGRAC	47 438 650	18 521 019	39,04%
A1001-03-Organisation et fonctionnement des structures coutumières	**493 144**	**394 570**	**80,01%**
D. POIDYALIWANE	**493 144**	**394 570**	**80,01%**
DGRAC	493 144	394 570	80,01%
Total général	**77 931 794**	**48 915 589**	**62,77%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**17 945 250**	**1 029 045**	**5,73%**
DGRAC	**17 945 250**	**1 029 045**	**5,73%**
Autres charges de fonctionnement	16 817 477	1 029 045	6,12%
Charges fixes de fonctionnement	1 127 773	-	0,00%
Investissements	**59 986 544**	**47 886 544**	**79,83%**
DAE	**30 000 000**	**30 000 000**	**100,00%**
AP P1001-2011/1 - FONDS GARANTIE DEVELOPPEMENT TERRES COUTUMIERES	30 000 000	30 000 000	100,00%
DGRAC	**29 986 544**	**17 886 544**	**59,65%**
AP P1001-2014/1 - INFRASTRUCTURES EN MILIEU TRIBAL	29 986 544	17 886 544	59,65%
Total général	**77 931 794**	**48 915 589**	**62,77%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur des affaires coutumières (Didier POIDYALIWANE)

- Direction des affaires économiques (DAE)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**280 000 000**	**260 000 000**	**20 000 000**	**93%**	**30 000 000**	**30 000 000**	**30 000 000**	**100%**
P1001-2011/1 FONDS GARANTIE DEVELOPPEMENT TERRES COUTUMIERES	280 000 000	260 000 000	20 000 000	93%	30 000 000	30 000 000	30 000 000	100%
Total général	**280 000 000**	**260 000 000**	**20 000 000**	**93%**	**30 000 000**	**30 000 000**	**30 000 000**	**100%**

Le gouvernement a procédé à un abondement supplémentaire du fonds de garantie pour le développement des terres coutumières par un versement de 30 MF en 2017. Cette opération permet, grâce au coefficient multiplicateur de ressources de 5 (arrêté n° 2013-359/GNC du 12 février 2013) de garantir 150 MF de programmes supplémentaires.

- Direction de la gestion de la réglementation et des affaires coutumières (DGRAC)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**100 000 000**	**-**	**100 000 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P1001-2016/1 DISPOSITIF SECURITE CIVILE	100 000 000	-	100 000 000	0%	-	-	-	-
Investissement	**100 000 000**	**33 772 619**	**66 227 381**	**34%**	**14 000 000**	**29 986 544**	**17 886 544**	**60%**
P1001-2014/1 INFRASTRUCTURES EN MILIEU TRIBAL	100 000 000	33 772 619	66 227 381	34%	14 000 000	29 986 544	17 886 544	60%
Total général	**200 000 000**	**33 772 619**	**166 227 381**	**17%**	**14 000 000**	**29 986 544**	**17 886 544**	**60%**

Les opérations pluriannuelles concernent deux projets pilotes de construction de maisons communes qui ont été réalisés non sans difficulté au titre de l'exercice 2017, et trois opérations de rénovations.

40% du budget non réalisé correspond bien à des projets bien identifiés, mais qui n'ont pu être mise en œuvre et le seront au titre de l'exercice 2018 en plus des projets prévus sur 2018.

P1002
Actes coutumiers

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	42 000 000	166 681 562
Réalisations 2017	17 320 759	144 936 094
Taux de réalisation 2017	41,24%	86,95%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 228 388 168 F.

Les recettes

Pour le secteur des affaires coutumières (Didier POIDYALIWANE).

- Direction de la gestion et de la réglementation des affaires coutumières (DGRAC)

Sur l'action A1002-02, les recettes concernent les participations financières de collectivités et d'un partenaire privé pour la construction de la maison de l'aire PAICI-CEMUHI.

Sur l'action A1002-04, les recettes correspondent aux actes d'huissiers réalisés par les officiers publics coutumiers au titre de la mission déléguée par les huissiers.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**2 820 759**	
D. POIDYALIWANE	**-**	**2 820 759**	
DGRAC	-	2 820 759	
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	-	2 820 759	
Investissements	**42 000 000**	**14 500 000**	**34,52%**
D. POIDYALIWANE	**42 000 000**	**14 500 000**	**34,52%**
DGRAC	42 000 000	14 500 000	34,52%
(13) subventions d'investissement	42 000 000	14 500 000	34,52%
Total général	**42 000 000**	**17 320 759**	**41,24%**

Les dépenses

Pour le secteur des affaires coutumières (Didier POIDYALIWANE).

- Direction de la gestion et de la réglementation des affaires coutumières (DGRAC)

Sur l'action 1002-02, il s'agit des opérations pluriannuelles déjà commentées.

Sur les investissements de l'action suivante, il s'agit d'aménagement ayant nécessité l'achat de mobilier spécifique qui participent à l'amélioration de l'environnement de travail et de la qualité du service public. Le reste vise à répondre aux besoins de fonctionnement normal de la direction.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit des loyers et charges locatives nécessaires au fonctionnement de la direction de la gestion et de la réglementation des affaires coutumières (DGRAC).

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1002-02-Assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée des investissementsdes institutions coutumières	**73 240 066**	**63 520 229**	**86,73%**
D. POIDYALIWANE	**73 240 066**	**63 520 229**	**86,73%**
DGRAC	73 240 066	63 520 229	86,73%
A1002-04-Gérer les actes coutumiers (Etat civil et foncier)	**60 969 302**	**55 169 723**	**90,49%**
D. POIDYALIWANE	**60 969 302**	**55 169 723**	**90,49%**
DAPM	24 943 597	24 660 293	98,86%
DGRAC	36 025 705	30 509 430	84,69%
A1002-05-Soutien et pilotage	**32 472 194**	**26 246 142**	**80,83%**
D. POIDYALIWANE	**32 472 194**	**26 246 142**	**80,83%**
DAPM	5 501 952	5 204 977	94,60%
DGRAC	26 970 242	21 041 165	78,02%
Total général	**166 681 562**	**144 936 094**	**86,95%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**72 895 352**	**64 938 624**	**89,08%**
DAPM	**30 445 549**	**29 865 270**	**98,09%**
Autres charges de fonctionnement	29 134 149	28 752 566	98,69%
Charges fixes de fonctionnement	1 311 400	1 112 704	84,85%
DGRAC	**42 449 803**	**35 073 354**	**82,62%**
Autres charges de fonctionnement	23 365 110	19 214 673	82,24%
Charges fixes de fonctionnement	19 084 693	15 858 681	83,10%
Investissements	**93 786 210**	**79 997 470**	**85,30%**
DGRAC	**93 786 210**	**79 997 470**	**85,30%**
AP P1002-1992/1 - LOCAUX CONSEILS AIRES COUTUMIERES (1/92)	48 056 797	40 076 915	83,39%
AP P1002-2005/2 - SIEGE DU SENAT COUTUMIER (82/05)	25 183 269	23 443 314	93,09%
HAP immobilisations corporelles	20 546 144	16 477 241	80,20%
Total général	**166 681 562**	**144 936 094**	**86,95%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur des affaires coutumières (Didier POIDYALIWANE)

- Direction de la gestion de la réglementation et des affaires coutumières (DGRAC)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**1 055 068 915**	**738 484 367**	**316 584 548**	**70%**	**1 655 500**	**73 240 066**	**63 520 229**	**87%**
P1002-1992/1								
LOCAUX CONSEILS AIRES COUTUMIERES (1/92)	224 068 915	178 646 848	45 422 067	80%	1 655 500	48 056 797	40 076 915	83%
P1002-2005/1								
CENTRE SOCIO CULTUREL DE L'IGNAME (90/05)	120 000 000	3 529 065	116 470 935	3%	-	-	-	-
P1002-2005/2								
SIEGE DU SENAT COUTUMIER (82/05)	581 000 000	556 180 354	24 819 646	96%	-	25 183 269	23 443 314	93%
P1002-2013/1								
REHABILITATION EX-INTERNAT JEUNES FILLES	130 000 000	128 100	129 871 900	0%	-	-	-	-
Total général	**1 055 068 915**	**738 484 367**	**316 584 548**	**70%**	**1 655 500**	**73 240 066**	**63 520 229**	**87%**

Les opérations pluriannuelles du programme P1002 concernent les dernières opérations budgétaires relatives à l'extension du sénat coutumier et la construction de la maison de l'aire PAICI-CEMUHI. Ces constructions ont nécessité effectivement l'ouverture de deux autorisations de programme.

Concernant les maisons d'aires, les projets à venir concerneront les aires Drubéa et Ajié.

Synthèse de la mission par programme et type de recettes – dépenses

	P1001 Patrimoine et terres coutumières	P1002 Actes coutumiers	Total général
RECETTES		**17 320 759**	**17 320 759**
Fonctionnement		**2 820 759**	**2 820 759**
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses		2 820 759	2 820 759
Investissements		**14 500 000**	**14 500 000**
(13) subventions d'investissement		14 500 000	14 500 000
DEPENSES	**48 915 589**	**144 936 094**	**193 851 683**
Fonctionnement	**1 029 045**	**64 938 624**	**65 967 669**
Autres charges de fonctionnement	1 029 045	47 967 239	48 996 284
Charges fixes de fonctionnement	-	16 971 385	16 971 385
Investissements	**47 886 544**	**79 997 470**	**127 884 014**
AP P1001-2011/1 - FONDS GARANTIE DEVELOPPEMENT TERRES COUTUMIERES	30 000 000		30 000 000
AP P1001-2014/1 - INFRASTRUCTURES EN MILIEU TRIBAL	17 886 544		17 886 544
AP P1002-1992/1 - LOCAUX CONSEILS AIRES COUTUMIERES (1/92)		40 076 915	40 076 915
AP P1002-2005/2 - SIEGE DU SENAT COUTUMIER (82/05)		23 443 314	23 443 314
HAP immobilisations corporelles		16 477 241	16 477 241

Mission M11
Enseignement

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	160 263 112	7 135 266 932
Réalisations 2017	75 683 889	6 393 708 667
Taux de réalisation 2017	47,22%	89,61%

Pour information, la masse salariale à cette mission s'élève à 1 335 725 409 F.

Enseignement du premier degré

Formation enseignants

Enseignement supérieur, et autres actions de soutien à l'enseignement scolaire, soutien à la recherche

Enseignement technique agricole

Enseignement privé

Enseignement second degré public

La direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie (DENC) a pour mission :

- l'élaboration des programmes scolaires de l'école primaire publique, sous réserve de la compétence des provinces pour leur adaptation en fonction des réalités culturelles et linguistiques
- la formation initiale et continue des maîtres de l'enseignement primaire public
- le conseil et le contrôle pédagogiques de l'enseignement primaire public.

La Direction du Service d'Etat de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement (DAFE) :

La gestion de l'enseignement technique agricole a été transférée de l'État à la Nouvelle-Calédonie le 1er janvier 2012.

Ce type d'enseignement, aux méthodes originales, offre des formations générales, technologiques ou professionnelles. Les métiers concernés relèvent de l'agriculture et de l'élevage, de l'horticulture, de la forêt, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, de l'entretien de l'espace,

de la gestion de l'environnement ainsi que sevices aux personnes en milieu rural.

Sous l'autorité de la Nouvelle-Calédonie, la DAFE met en œuvre les cinq missions dévolues à l'enseignement agricole : la formation, l'expérimentation, l'insertion, l'animation du territoire et la coopération internationale.

Dans ce cadre, la DAFE est notamment chargée de :

- organiser des formations générales, professionnelles et technologiques, initiales et continues, relevant de l'enseignement agricole,

- contribuer à l'insertion scolaire, sociale et professionnelle des jeunes et à l'insertion sociale et professionnelle des adultes,

- contribuer à l'éducation au développement durable et à la mise en œuvre de ses principes,

- participer à des actions de coopération régionale,

- répartir les moyens que la Nouvelle-Calédonie consacre à l'enseignement agricole,

- participer à l'information, l'orientation et l'affectation des élèves.

La Direction Générale des Enseignement : (DGE) :

Conformément à l'article 56-1 de la loi organique du 19 mars 1999, l'Etat et la Nouvelle-Calédonie décident d'exercer au sein d'un service unique dénommé direction général des services les compétences respectives qu'ils détiennent en matière d'enseignement.

En ce qui concerne les compétences de la Nouvelle-Calédonie, le service unique est notamment chargé de :

1°) Organisation des enseignements scolaires

- répartir les moyens que la Nouvelle-Calédonie consacre à l'éducation, afin d'assurer en particulier l'égalité d'accès au service public

- participer au contrôle et à l'évaluation des politiques éducatives, en vue d'assurer la cohésion d'ensemble du système éducatif, sans préjudice de la compétence de l'Etat en matière de contrôle pédagogique des enseignants

- planifier et organiser les formations

- organiser la concertation et la consultation locale dans le domaine de l'enseignement

- définir les modalités de la scolarisation dans les établissements scolaires

- arrêter la carte scolaire de l'enseignement public du second degré

- informer, orienter et affecter les élèves de l'enseignement public du second degré.

2°) En matière d'établissements d'enseignement du second degré public

- établir le PPI des lycées. À ce titre, il définit la localisation des établissements d'enseignement, leur capacité d'accueil, leur structure pédagogique et le mode d'hébergement des élèves

- assurer, en concertation avec la DITTT, la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement des lycées

- attribuer des aides au bénéfice des établissements pour les projets d'action éducative, la recherche et l'expérimentation pédagogiques, les projets d'établissements ou les projets relevant d'un programme national ou d'un programme de la Nouvelle-Calédonie.

3°) Enseignement privé

- préparation et mise en œuvre des contrats passés entre les directions de l'enseignement privé et la Nouvelle-Calédonie

- gestion des aides financières à l'enseignement privé

- dans l'élaboration de la carte des formations, organisation de la concertation avec les enseignements privés.

4°) Santé scolaire

- contribuer au bien-être des élèves et les aider à adopter des comportements qui préservent leur santé dans le respect d'eux-mêmes, des autres et de leur environnement

- organiser, au sein des établissements et en liaison avec les partenaires de la santé publique, des actions de prévention, notamment en matière de conduites à risque et de maltraitance.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**-**	**75 659 369**	**48,42%**
P1103-Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	**-**	**-**	**70 401 880**	**67,07%**
DGE-VR	-	-	70 401 880	67,07%
P1104-Enseignement technique agricole	**-**	**-**	**5 257 489**	
DAFE	-	-	5 257 489	
P1106-Enseignement second degré public	**-**	**-**	**-**	**0,00%**
DGE-VR	-	-	-	0,00%
Investissements	**2 292**	**800 986**	**24 520**	**0,61%**
P1104-Enseignement technique agricole	**-**	**-**	**-**	**0,00%**
DAPM	-	-	-	0,00%
P1106-Enseignement second degré public	**2 292**	**800 986**	**24 520**	
DGE-VR	2 292	800 986	24 520	
Total général	**2 292**	**800 986**	**75 683 889**	**47,22%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 563 532 990**	**3 748 738 336**	**4 554 449 558**	**93,86%**
P1101-Enseignement du premier degré	**143 486 511**	**123 833 564**	**142 185 374**	**74,96%**
DAPM	48 513 821	50 411 696	47 875 188	93,84%
DENC	94 972 690	73 421 868	94 310 186	68,02%
P1102-Formation initiale des enseignants du 1er degré public	**252 482 090**	**280 218 574**	**233 066 447**	**99,76%**
DBAF	250 000 000	280 000 000	231 316 000	100,00%
DENC	2 482 090	218 574	1 750 447	75,64%
P1103-Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	**392 875 247**	**501 936 487**	**739 372 267**	**91,17%**
DAVAR	-	-	171 400 000	100,00%
DBAF	118 766 000	172 846 667	118 000 000	95,93%
DENC	271 773 128	317 815 012	346 411 788	97,40%
DGE-VR	2 336 119	11 274 808	100 495 248	63,67%
SAP	-	-	3 065 231	100,00%
P1104-Enseignement technique agricole	**97 591 757**	**119 871 104**	**178 698 665**	**94,03%**
DAFE	97 591 757	119 871 104	178 698 665	94,03%
P1105-Enseignement privé	**4 210 100**	**2 033 000 001**	**2 107 086 713**	**98,00%**
DGE-VR	4 210 100	2 033 000 001	2 107 086 713	98,00%
P1106-Enseignement second degré public	**672 887 285**	**689 878 606**	**1 154 040 092**	**90,30%**
DGE-VR	672 887 285	689 878 606	1 154 040 092	90,30%
Investissements	**956 477 499**	**1 322 645 377**	**1 839 259 109**	**80,57%**
P1101-Enseignement du premier degré	**264 355**	**301 003**	**311 405**	**85,36%**
DENC	264 355	301 003	311 405	85,36%
P1103-Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	**-**	**56 000 000**	**207 781 451**	**97,65%**
DGE-VR	-	56 000 000	204 201 499	97,61%
SAP	-	-	3 579 952	100,00%
P1104-Enseignement technique agricole	**6 000 000**	**25 500 000**	**34 550 000**	**69,17%**
DAFE	6 000 000	25 500 000	34 550 000	100,00%
DAPM	-	-	-	0,00%
P1105-Enseignement privé	**253 381 311**	**598 793 707**	**306 251 251**	**75,06%**
DAPM	-	-	4 000 000	80,00%
DBAF	253 381 311	252 793 707	252 251 251	99,70%
DGE-VR	-	346 000 000	50 000 000	33,33%
P1106-Enseignement second degré public	**696 831 833**	**642 050 667**	**1 290 365 002**	**80,06%**
DGE-VR	696 831 833	642 050 667	1 290 365 002	80,06%
Total général	**2 520 010 489**	**5 071 383 713**	**6 393 708 667**	**89,61%**

Les mots des membres du gouvernement chargés d'animer le secteur

Philippes GERMAIN, Hélène IEKAWE

ENSEIGNEMENT

2017 a été l'année de la mise en œuvre effective, concrète et élargie du projet éducatif de la Nouvelle-Calédonie, adopté le 15 janvier 2016 par le Congrès, à travers la délibération n° 106 relative à l'avenir de l'école calédonienne et de sa charte d'application adoptée le 1er décembre 2016. Grâce aux inscriptions budgétaires de la mission M11 – Enseignement, au soutien financier de l'Etat et au renforcement de leurs actions concertées, les trois directions en charge de l'enseignement, la DENC, la DAFE et la DGE-VR, ont ainsi concrétisé notre volonté de poser les bases d'une école de qualité, plus juste, adaptée aux réalités du pays, fondée sur le respect mutuel, la solidarité et la tolérance.

La construction d'une école de qualité est passée par plusieurs leviers de réussite : les projets d'école, les projets d'établissement, les projets interdisciplinaires, les projets éducatifs, la production d'outils, la formation des enseignants et la diversification des offres de formation, notamment au niveau BTS. A chaque niveau de mise en œuvre des contenus d'enseignement, un accompagnement de proximité a été effectué afin de répondre au plus près aux besoins des élèves. Aussi, de nombreux investissements ont été réalisés afin de garantir l'évolution de l'offre de formation et afin de donner les meilleures conditions de travail et de vie à nos jeunes.

La mise en œuvre d'une école plus juste s'est matérialisée en 2017 à travers des mesures de soutien et d'accompagnement scolaire dans le premier et le second degré, de prévention de l'illettrisme et d'insertion professionnelle dans l'enseignement agricole que de lutte contre l'absentéisme et le décrochage des élèves du secondaire. Dans ce dernier domaine, un accompagnement et une veille de proximité ont été réalisés et des fonds ont été mobilisés en investissement pour le développement du logiciel Persévérance permettant un meilleur suivi et, à terme, une meilleure prise en charge des jeunes en voie de déscolarisation. Afin d'accompagner et d'assurer l'égalité des opportunités de réussite des élèves volontaires issus des milieux défavorisés, le dispositif Parcours d'excellence a été lancé grâce à un financement assuré à 80% par l'Etat. Les enfants souffrant de handicap ont également pu bénéficier d'une meilleure gouvernance à travers la mise en place d'un pôle « besoins éducatifs particuliers » ainsi que de financements leur permettant de disposer de matériel spécifique à leur scolarisation.

L'adaptation de l'école aux réalités du pays a donné lieu à la création du Conseil partenarial des langues et de la culture kanak, en janvier 2017, instance fixant les orientations de l'enseignement des langues et de la culture kanak. Il a également été mis en place un enseignement obligatoire des fondamentaux de la culture kanak et une offre obligatoire d'enseignement des langues kanak dans le second degré.

Le mot des membres du gouvernement chargées d'animer le secteur

Philippes GERMAIN, Hélène IEKAWE

Dans le même temps, différentes actions ont également été entreprises, afin d'asseoir le respect mutuel, la solidarité et la tolérance dans l'école calédonienne. Ainsi, le parcours civique en milieu scolaire a été étendu à tous les établissements, du primaire au lycée, afin que les élèves engagent des actions citoyennes et abordent les valeurs du vivre ensemble. Certaines actions spécifiques portées dans le cadre du Service Civique Calédonien trouvent leur traduction budgétaire dans la Mission M08 – Jeunesse et Sports.

Par ailleurs, des procédures préventives et curatives contre le harcèlement, les addictions et le signalement des actes violents et des incivilités ont également donné corps à notre volonté de faire de notre école un lieu de bien-être.

Au terme de cette première année du plan triennal du projet éducatif calédonien, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, fort du travail de ses directions, est particulièrement satisfait de pouvoir bâtir une école où chaque élève pourra s'épanouir, renforcer ses compétences et partager, afin de construire une communauté de destin forte, tolérante et réfléchie.

Hélène IEKAWE

P1101
Enseignement du premier degré

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	190 033 885
Réalisations 2017	-	142 496 779
Taux de réalisation 2017	0,00%	74,98%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 1 182 368 588 F.

Les dépenses

Pour le secteur de l'enseignement (Hélène IEKAWE).

- Direction de l'enseignement de la NC (DENC)

L'année 2017 a été décisive dans la poursuite de la mise en œuvre de la délibération sur l'avenir de l'Ecole calédonienne votée en 2016. Le plan d'actions, fixé par la charte d'application des orientations de politique éducative de la Nouvelle-Calédonie a été analysé par la direction de l'enseignement, conforté, appliqué et amélioré pour répondre au mieux aux besoins des élèves.

Le cadre règlementaire rappelé, la direction de l'enseignement, avec l'ensemble des personnels (les équipes pédagogiques et agents administratifs), est donc toute engagée dans cette dynamique et a conscience de l'obligation d'efficacité qui lui incombe.

La DENC propose aux enseignants qu'elle accompagne au quotidien plusieurs leviers de réussite, dont les projets d'école et les projets interdisciplinaires qui participent à la mise en œuvre des contenus d'enseignement et conditionnent, pour une grande part, la qualité des apprentissages.

Ainsi, 18 projets interdisciplinaires ont été soumis au choix des équipes enseignantes. Au sein des domaines : langue française, langages mathématiques, scientifiques et informatiques, domaine des arts, domaine du corps, de la culture humaniste et de la formation civique, des projets ont suscité l'intérêt des enseignants. Les voix du poème, mathématiques et langages, mosaïques océaniennes, les classes de mer, le parcours civique à l'école…., en tout, 140 écoles et 360 classes ont répondu favorablement (province Sud : 101 écoles ; province Nord : 33 écoles ; province îles Loyauté : 6).

Des interventions de proximité pour aider les écoles dans l'élaboration des projets, conformément au cahier des charges, sont effectuées par les conseillers pédagogiques et un financement pour les intervenants, les transports, voire l'hébergement des élèves est accordé par la DENC. Dépense : 10 317 321 F.

Les projets d'école déclinent au travers d'indicateurs les actions à mettre en œuvre pour atteindre des objectifs fixés par l'école au regard de priorités selon le contexte. Validé par l'inspecteur de l'enseignement primaire de circonscription, ce projet, essentiel pour l'école dans le cadre de la réussite des élèves, peut être accompagné de subventions en nature : matériel didactique ou pédagogique, ouvrages de littérature jeunesse, etc. En 2017, 98 écoles ont pu bénéficier de 6 044 817 F de fournitures et matériels divers.

Les projets d'école ont également concerné le parcours civique scolaire. Tout au long de ce parcours, les élèves engagent des actions citoyennes par le biais de l'instruction morale et civique, et d'autres éducations alliant approches théoriques et pratiques. Prenant appui sur les ouvrages diffusés dans toutes les écoles publiques de la Nouvelle-Calédonie, les enseignants abordent les valeurs du « vivre et construire ensemble », des activités liées à l'éducation et à l'instruction civique et initient les élèves à la sécurité routière. A ce titre, les écoles ayant à disposition une piste adaptée ont été dotées de matériel roulant (bicyclettes, trottinettes avec casques). Dépense totale : 6 892 707 F.

Dans le cadre de l'initiation à la programmation informatique inscrite dans les futurs programmes scolaires de cycle 3, une expérimentation a été proposée aux écoles volontaires (classes de CM1 et

CM2). Pour mettre en œuvre ce projet d'école, les écoles sont dotées d'un robot, outil complet permettant aux élèves de procéder de manière ludique au « tâtonnement expérimental » : observer, faire des hypothèses, manipuler, partager, etc. Dépense : 1 238 793 F

L'année 2017 a été marquée par des actions importantes en faveur de l'enseignement des éléments fondamentaux de la culture kanak (EFCK). L'ensemble des enseignants a bénéficié de formation lors d'animations pédagogiques et pour soutenir les actions pédagogiques initiées dans le cadre de cet enseignement, des ouvrages de littérature jeunesse et un ouvrage sur le « Patrimoine kanak du musée - Parcours pédagogique » ont été acquis auprès du Centre de Documentation Pédagogique de la Nouvelle-Calédonie (CDP NC) et diffusés dans toutes les écoles primaires publiques. Dépenses : 1 987 400 F.

L'organisation de concours et défis (mathématiques, français, arts visuels…) par le service pédagogique et les circonscriptions a permis à la direction de l'enseignement d'attribuer des récompenses aux élèves participant à ces opérations destinées à dynamiser les contenus d'enseignement. Dépenses réalisées : 510 731 F.

La direction s'est dotée d'un pôle « besoins éducatifs particuliers » incluant l'adaptation scolaire et la scolarisation des élèves handicapés. L'inspectrice de l'enseignement primaire en responsabilité de ce pôle intervient sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, apportant son expertise pour assurer le pilotage nécessaire à l'évolution de l'Ecole inclusive, en lien avec le Vice-rectorat.

La réalisation de l'ensemble des actions décrites vise la réussite scolaire et nécessite un budget de fonctionnement dédié. L'accompagnement des enseignants sur le terrain (4 3543 actions recensées dans les écoles notamment auprès des enseignants titulaires ou suppléants), la formation et les actions menées en faveur des élèves en difficulté ont généré d'importantes dépenses en fonctionnement (déplacements, indemnités journalières). Le coût pour la direction s'élève à 19 128 812 F.

Il convient également de rappeler le coût des 7 prestataires « locuteurs natifs » intervenant au sein du réseau des écoles bilingues français / anglais, à hauteur de 12 322 023 F.

Sur l'action A1101-04 « soutien et pilotage », les dépenses réalisées pour un montant global de 27 891 006 F ont servi au fonctionnement général de la direction ; les défraiements pour les réunions des équipes en séminaire, commissions et groupes de travail indispensables pour instruire les dossiers, notamment dans le cadre de la modification de la délibération n° 191 du 13 janvier 2012 portant organisation de l'enseignement primaire en Nouvelle-Calédonie.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit des loyers et charges locatives nécessaires au fonctionnement de la direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie (DENC).

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1101-01-Soutien aux actions éducatives pour la réussite scolaire	**103 286 889**	**64 920 341**	**62,85%**
H.IEKAWE	**103 286 889**	**64 920 341**	**62,85%**
DENC	103 286 889	64 920 341	62,85%
A1101-02-Contrôle, accompagnement et formation continue des enseignants	**1 310 000**	**1 251 124**	**95,51%**
H.IEKAWE	**1 310 000**	**1 251 124**	**95,51%**
DENC	1 310 000	1 251 124	95,51%
A1101-03-Adaptation aux publics spécifiques	**415 000**	**288 415**	**69,50%**
H.IEKAWE	**415 000**	**288 415**	**69,50%**
DENC	415 000	288 415	69,50%
A1101-04-Soutien et pilotage	**85 021 996**	**76 036 899**	**89,43%**
H.IEKAWE	**85 021 996**	**76 036 899**	**89,43%**
DAPM	51 020 263	47 875 188	93,84%
DENC	34 001 733	28 161 711	82,82%
Total général	**190 033 885**	**142 496 779**	**74,98%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**189 669 085**	**142 185 374**	**74,96%**
DAPM	**51 020 263**	**47 875 188**	**93,84%**
Autres charges de fonctionnement	41 171 538	41 018 426	99,63%
Charges fixes de fonctionnement	9 848 725	6 856 762	69,62%
DENC	**138 648 822**	**94 310 186**	**68,02%**
Autres charges de fonctionnement	35 306 825	26 848 729	76,04%
Charges exceptionnelles	700 000	510 731	72,96%
Charges fixes de fonctionnement	24 606 443	21 710 628	88,23%
Remboursements aux collectivités	30 098 775	19 535 526	64,90%
Subventions, participations et autres charges d'activité	47 936 779	25 704 572	53,62%
Investissements	**364 800**	**311 405**	**85,36%**
DENC	**364 800**	**311 405**	**85,36%**
HAP immobilisations corporelles	364 800	311 405	85,36%
Total général	**190 033 885**	**142 496 779**	**74,98%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de l'enseignement (Hélène IEKAWE)

- Direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie (DENC)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**50 000 000**	**-**	**50 000 000**	**0%**	**20 000 000**	**20 000 000**	**-**	**0%**
P1101-2017/1 SUBVENTIONS COMMUNES CHARTES SCOLAIRES	50 000 000	-	50 000 000	0%	20 000 000	20 000 000	-	0%
Total général	**50 000 000**	**-**	**50 000 000**	**0%**	**20 000 000**	**20 000 000**	**-**	**0%**

Dans le cadre du projet éducatif de la Nouvelle-Calédonie, les communes intéressées pouvaient solliciter une dotation financière pour la mise en œuvre de leurs projets en faveur de l'Ecole.

La participation du gouvernement ne s'est pas réalisée dès lors qu'aucune fiche financière précisant les coûts des opérations à mettre en œuvre n'a été transmise à la direction.

P1102
Formation initiale des enseignants du 1er degré public

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	233 630 327
Réalisations 2017	-	233 066 447
Taux de réalisation 2017	0,00%	99,76%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 30 722 378 F.

Les dépenses

Pour le secteur de l'enseignement (Hélène IEKAWE)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

L'Institut de Formation des Maîtres de Nouvelle-Calédonie (IFMNC) a reçu une subvention de fonctionnement de 231,3 MF.

- Direction de l'enseignement de la NC (DENC)

La convention d'objectifs et de moyens signée entre l'Institut de formation des maîtres de la Nouvelle-Calédonie (IFM NC) et la direction de l'enseignement a défini les objectifs à atteindre en ce qui concerne les éléments qualitatifs et quantitatifs liés aux quatre missions de l'institut : formation initiale, formation continue, formation des maîtres pour l'enseignement des langues et de la culture kanak (LCK), la formation à l'examen du certificat d'aptitude professionnelle pour les aides spécialisées CAPA SH. Le rapport d'évaluation finale indique l'atteinte des objectifs attendus, donnant ainsi à la direction du budget et des affaires financières l'opportunité d'allouer la totalité de la dotation nécessaire au fonctionnement de l'institut de formation des maîtres.

L'organisation des concours (1er concours / 2nd concours - professeur des écoles, instituteur – interne-externe-spécial…) entraîne des réunions de commissions et de jurys de certification et de titularisation qui valident les dispositifs.

Il en est de même pour les examens du certificat d'aptitude professionnelle pour les aides spécialisées, les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap (CAPA SH) et le certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou de professeur des écoles maître formateur (CAFIPEMF).

Au total, selon le nombre de candidats, il faut compter pour les concours et les examens professionnels CAFIPEFM /CAPA-SH au minimum 400 personnels déplacés pour assister aux réunions ou jurys qui se tiennent sur l'ensemble du territoire. Les déplacements et indemnités attachées représentent une importante partie des dépenses de ce programme.

Les inspecteurs de l'enseignement primaire, compétents pour le contrôle pédagogique des enseignants, ont procédé à 413 inspections (enseignements public / privé confondus). Eu égard aux nombreux déplacements effectués, ces actions génèrent des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1102-02-Processus de certification et de titularisation	**2 314 327**	**1 750 447**	**75,64%**
H.IEKAWE	**2 314 327**	**1 750 447**	**75,64%**
DENC	2 314 327	1 750 447	75,64%
A1102-03-Mise en oeuvre des programmes de la formation initiale	**231 316 000**	**231 316 000**	**100,00%**
H.IEKAWE	**231 316 000**	**231 316 000**	**100,00%**
DBAF	**231 316 000**	**231 316 000**	**100,00%**
Total général	**233 630 327**	**233 066 447**	**99,76%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**233 630 327**	**233 066 447**	**99,76%**
DBAF	**231 316 000**	**231 316 000**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	231 316 000	231 316 000	100,00%
DENC	**2 314 327**	**1 750 447**	**75,64%**
Autres charges de fonctionnement	1 689 385	1 189 210	70,39%
Charges fixes de fonctionnement	624 942	561 237	89,81%
Total général	**233 630 327**	**233 066 447**	**99,76%**

P1103
Enseignement supérieur, autres actions de soutien à l'enseignement scolaire, soutien à la recherche

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	104 975 000	1 023 745 105
Réalisations 2017	70 401 880	947 153 718
Taux de réalisation 2017	67,07%	92,52%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 105 959 502 F.

Les recettes

Pour le secteur de l'enseignement supérieur (Hélène IEKAWE).

- Direction générale des enseignements – Vice rectorat (DGE-VR)

Ces recettes correspondent à l'opération n° III-2 « Plan jeunesse outre-mer : Parcours d'excellence, Projets innovants » du contrat de développement 2017-2021 signé entre l'Etat et l'inter collectivité. La part de financement de l'état est de 80%, celles des provinces est de 5% chacune. Les 5% restant sont à la charge de la Nouvelle-Calédonie.

La tranche 2017, a été re calibrée à la baisse compte tenu de la mise en place tardive du dispositif lors de cette 1ère année.

69 318 282 F ont été pris en charge au titre du parcours d'excellence et 1 083 598 F au titre du parcours civique imputé à tort sur l'axe du parcours d'excellence.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**104 975 000**	**70 401 880**	**67,07%**
H.IEKAWE	**104 975 000**	**70 401 880**	**67,07%**
DGE-VR	104 975 000	70 401 880	67,07%
(74) dotations, subventions et participations	104 975 000	70 401 880	67,07%
Total général	**104 975 000**	**70 401 880**	**67,07%**

Les dépenses

Pour le secteur de la recherche et de l'innovation (Philippe GERMAIN)

- Direction générale des enseignements – Vice rectorat (DGE-VR)

Une subvention de 5 millions a été versée à l'institut Pasteur, qui correspond à la dernière échéance de la convention cadre 2013/2017 portant sur la participation du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie au financement de recherche de l'institut Pasteur de Nouvelle-Calédonie.

- Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (DAVAR)

171,4 MF ont été versés à l'Institut Agricole Calédonien (IAC) dans le cadre des contrats intercollectivités pour le fonctionnement de la structure. La programmation 2017-2021 permettra la mise en œuvre de différents projets de recherche et d'expérimentation qui s'articulent autour des trois domaines définis, dans une approche ouverte et respectueuse de l'homme, des territoires et de l'environnement, pour répondre aux enjeux locaux du développement et de la gestion des ressources.

- Service de l'aménagement et de la planification (SAP)

Les partenaires du contrat de développement Etat / Intercollectivités ont décidé de financer les actions du CRESICA (Consortium pour la Recherche, l'Enseignement Supérieur et l'Innovation en Nouvelle-Calédonie) sur la période 2017-2021 pour un montant contractualisé de 200 MF en fonctionnement (dont une part de 20,2 MF pour la Nouvelle-Calédonie) et de 89,5 MF en investissement (dont une part de 17,9 MF pour la Nouvelle-Calédonie).

Concernant le fonctionnement, le financement 2017 permet de soutenir le Master « gestion de l'environnement » et la réalisation d'une expertise technique pour la mise en place d'une programmation scientifique concertée sur la thématique de l'eau.

Concernant l'investissement, l'opération permet de soutenir l'acquisition de divers équipements scientifique pour les membres du CRESICA (BRGM, CHT, CNRS, IAC, IRD, IFREMER, IPNC, UNC).

Pour le secteur de l'enseignement supérieur (Hélène IEKAWE)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Le Centre de Documentation Pédagogique (CDP) a également été bénéficiaire d'une subvention de fonctionnement de 118 MF.

- Direction de l'enseignement de la NC (DENC)

Les aides financières figurant au budget ont été attribuées dans leur totalité. Les subventions délivrées par le gouvernement participent au fonctionnement des associations et des organismes de formation, encourageant ainsi leurs membres à atteindre les objectifs fixés en faveur de la jeunesse calédonienne et des étudiants désireux de poursuivre leurs études.

Les associations (participation au fonctionnement de la FOL, Livre mon ami, Foyer tutorat MWA SUP', Jules Garnier pour un Juvénat, associations de parents d'élèves…), les établissements de formation (école de commerce, GRETA…) et l'université de la Nouvelle-Calédonie (UNC filières, ESPE, GIP Maison de l'étudiant) ont reçu leur dotation de fonctionnement pour un montant total de 332 558 913 F.

Le jury spécial a attribué pour l'année 2017 trois bourses d'encouragement à la recherche. Cette aide est destinée aux étudiants-chercheurs qui préparent une thèse ou des travaux de recherche présentant un intérêt pour la Nouvelle-Calédonie.

- Direction générale des enseignements – Vice rectorat (DGE-VR)

Les dépenses réalisées sur le programme P1103 « enseignement supérieur, autres actions de soutien à l'enseignement scolaire recherche » découlent principalement des opérations pluriannuelles détaillées préalablement au 2/.

Il s'agit pour les actions de soutien à l'enseignement supérieur (A1103-01) et pour les actions de soutien aux autres actions d'enseignement scolaire (A1103-02) de la participation de la Nouvelle-Calédonie aux différents contrats de développement Etat/Inter-collectivités (2011/2016 et 2017/2021) en fonctionnement et en investissement.

S'agissant de l'action A1103-04 « Projet éducatif », le congrès de la Nouvelle-Calédonie a adopté le 1er décembre 2016 la délibération n° 186 relative à la charte d'application des orientations de politique éducative de la Nouvelle-Calédonie, prévoyant en son annexe 2 le plan d'action triennal 2017-2019. Un bilan intermédiaire de la mise en œuvre du projet éducatif a été présenté le 19 décembre 2017. Sur les 70 actions inscrites au titre de l'année 2017, 62 actions sont réalisées ou en cours de réalisation. Au titre des actions réalisées, il est notamment possible de citer :

- la mise en place d'un enseignement obligatoire des fondamentaux de la culture kanak et d'une offre obligatoire d'enseignement des langues kanak dans le second degré ;
- la reconquête du temps scolaire via la correction du BAC général et technologique en Nouvelle-Calédonie ;
- la mise en place un plan de lutte contre le harcèlement et le cyber harcèlement ;
- l'augmentation des capacités d'accueil en lycée et lycée professionnel et la mise en place de toutes les séries technologiques ;

Toutes les actions prévues dans le projet éducatif ne se traduisent pas forcément par des implications financières. Le taux d'exécution de 46% en fonctionnement s'explique par le fait que toutes les opérations n'ont pu être réalisées en 2017, notamment la diffusion dans tous les établissements de la charte des valeurs de l'école. Les dépenses réalisées concernent principalement :

- l'achat de mallettes pour les langues et les fondamentaux de la culture kanak dans les collèges et les lycées ;
- la mission de M. Jean-Claude Emin, membre honoraire de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, du 10 au 23 novembre 2017 pour la mise en place de l'observatoire de la réussite éducative ;

D'autres fonds documentaires sont venus enrichir les dispositifs et ont été imputés sur les programmes P1105 et P1106. Il s'agit notamment des :

- fonds de littérature jeunesse ;
- fonds documentaire sur l'éducation au développement durable ;
- fonds documentaire en histoire géographie, éducation morale et civique ;
- kiosque ONISEP : un effort important de mise à niveau des espaces documentaires relatifs à l'orientation (Kiosques ONISEP) a été réalisé en fin 2017.

En 2017, les 5 millions de francs inscrits pour l'élaboration du logiciel persévérance ont été consacrés à l'élaboration du cahier des charges nécessaire au marché public qui sera lancé en 2018. Ces dépenses d'études ont été réalisées en fonctionnement et non en investissement.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1103-01-Soutien à l'enseignement supérieur	**520 850 393**	**508 756 594**	**97,68%**
H.IEKAWE	**520 850 393**	**508 756 594**	**97,68%**
DENC	304 638 663	296 141 788	97,21%
DGE-VR	216 211 730	212 614 806	98,34%
A1103-02-Soutien aux autres actions d'enseignements scolaire	**279 520 000**	**241 236 611**	**86,30%**
H.IEKAWE	**279 520 000**	**241 236 611**	**86,30%**
DBAF	**118 000 000**	**118 000 000**	**100,00%**
DENC	51 020 000	50 270 000	98,53%
DGE-VR	110 500 000	72 966 611	66,03%
A1103-03-Soutien à la recherche	**188 045 183**	**183 045 183**	**97,34%**
P. GERMAIN	**188 045 183**	**183 045 183**	**97,34%**
DAVAR	171 400 000	171 400 000	100,00%
DBAF	**5 000 000**	**-**	**0,00%**
DGE-VR	5 000 000	5 000 000	100,00%
SAP	6 645 183	6 645 183	100,00%
A1103-04-Projet éducatif de la Nouvelle-Calédonie	**35 329 529**	**14 115 330**	**39,95%**
H.IEKAWE	**35 329 529**	**14 115 330**	**39,95%**
DGE-VR	35 329 529	14 115 330	39,95%
Total général	**1 023 745 105**	**947 153 718**	**92,52%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**810 963 654**	**739 372 267**	**91,17%**
DAVAR	**171 400 000**	**171 400 000**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	171 400 000	171 400 000	100,00%
DBAF	**123 000 000**	**118 000 000**	**95,93%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	123 000 000	118 000 000	95,93%
DENC	**355 658 663**	**346 411 788**	**97,40%**
Aides directes et indirectes	20 100 000	12 260 000	61,00%
Autres charges de fonctionnement	149 750	92 875	62,02%
Subventions, participations et autres charges d'activité	335 408 913	334 058 913	99,60%
DGE-VR	**157 839 760**	**100 495 248**	**63,67%**
Autres charges de fonctionnement	29 449 275	13 682 146	46,46%
Charges fixes de fonctionnement	880 254	433 184	49,21%
Subventions, participations et autres charges d'activité	127 510 231	86 379 918	67,74%
SAP	**3 065 231**	**3 065 231**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	3 065 231	3 065 231	100,00%
Investissements	**212 781 451**	**207 781 451**	**97,65%**
DGE-VR	**209 201 499**	**204 201 499**	**97,61%**
AP P1103-2014/1 - CDI 17-21 POLE NUMERIQUE ET TECHNOLOGIQUE-POLE NTC	204 201 499	204 201 499	100,00%
AP P1103-2017/8 - DEVELOPPEMENT DU LOGICIEL PERSEVERANCE	5 000 000	-	0,00%
SAP	**3 579 952**	**3 579 952**	**100,00%**
AP P1103-2017/6 - CDI 17-21 CRESICA INVESTISSEMENT	3 579 952	3 579 952	100,00%
Total général	**1 023 745 105**	**947 153 718**	**92,52%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la recherche et de l'innovation (Philippe GERMAIN)

- Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (DAVAR)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**778 950 000**	**171 400 000**	**607 550 000**	**22%**	**171 400 000**	**171 400 000**	**171 400 000**	**100%**
P1103-2017/3								
CDI 17-21 FONCTIONNEMENT IAC	778 950 000	171 400 000	607 550 000	22%	171 400 000	171 400 000	171 400 000	100%
Total général	**778 950 000**	**171 400 000**	**607 550 000**	**22%**	**171 400 000**	**171 400 000**	**171 400 000**	**100%**

Cette AE correspond au financement de l'Institut Agricole Calédonien (IAC) au travers des contrats intercollectivités pour le fonctionnement de la structure. La programmation 2017-2021 permettra la mise en œuvre de différents projets de recherche et d'expérimentation qui s'articulent autour des trois domaines définis, dans une approche ouverte et respectueuse de l'homme, des territoires et de l'environnement, pour répondre aux enjeux locaux du développement et de la gestion des ressources.

- Direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie (DENC)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**25 000 000**	**20 000 000**	**5 000 000**	**80%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P1103-2013/2								
SOUTIEN RECHERCHE ANTI-VECTORIELLE	25 000 000	20 000 000	5 000 000	80%	-	-	-	-
Investissement	**6 362 860**	**6 362 860**	**-**	**100%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P1103-2013/3								
MAISON DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE	6 362 860	6 362 860	-	100%	-	-	-	-
Total général	**31 362 860**	**26 362 860**	**5 000 000**	**84%**	**-**	**-**	**-**	**-**

P1103-2013/2 – Soutien recherche anti-vectorielle : cette AE a été ouverte dans le cadre du soutien de la Nouvelle-Calédonie aux activités de recherche de l'Institut Pasteur (leptospirose, dengue, chikungunya, rhumatisme articulaire aigu, etc.). Le financement de l'opération ayant été totalement réalisé, il convient de clôturer l'AE.

P1103-2013/3 – Maison des sciences et de la technologie : création d'une Maison des sciences de la Nouvelle-Calédonie, projet porté par la NC et inscrit au contrat intercollectivités 2011-2015. Il convient de clôturer cette AP.

- Service de l'aménagement et de la planification (SAP)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**20 201 386**	**3 065 231**	**17 136 155**	**15%**	**3 065 231**	**3 065 231**	**3 065 231**	**100%**
P1103-2017/5								
CDI 17-21 CRESICA FONCTIONNEMENT	20 201 386	3 065 231	17 136 155	15%	3 065 231	3 065 231	3 065 231	100%
Investissement	**17 899 761**	**3 579 952**	**14 319 809**	**20%**	**3 579 952**	**3 579 952**	**3 579 952**	**100%**
P1103-2017/6								
CDI 17-21 CRESICA INVESTISSEMENT	17 899 761	3 579 952	14 319 809	20%	3 579 952	3 579 952	3 579 952	100%
Total général	**38 101 147**	**6 645 183**	**31 455 964**	**17%**	**6 645 183**	**6 645 183**	**6 645 183**	**100%**

Les partenaires du contrat de développement Etat / Intercollectivités ont décidé de financer les actions du CRESICA (Consortium pour la Recherche, l'Enseignement Supérieur et l'Innovation en

Nouvelle-Calédonie) sur la période 2017-2021 pour un montant contractualisé de 200 MF en fonctionnement (dont une part de 20,2 MF pour la Nouvelle-Calédonie) et de 89,5 MF en investissement (dont une part de 17,9 MF pour la Nouvelle-Calédonie).
Concernant le fonctionnement, le financement 2017 permet de soutenir le Master « gestion de l'environnement » et la réalisation d'une expertise technique pour la mise en place d'une programmation scientifique concertée sur la thématique de l'eau.
Concernant l'investissement, l'opération permet de soutenir l'acquisition de divers équipements scientifique pour les membres du CRESICA (BRGM, CHT, CNRS, IAC, IRD, IFREMER, IPNC, UNC).

Pour le secteur des questions relatives à l'enseignement supérieur (Hélène IEKAWE)

- Direction général de l'enseignement – Vice Rectorat (DGE-VR)

En recette

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
N° AP	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**524 875 000**	**70 401 880**	**454 473 120**	**13%**	**104 975 000**	**104 975 000**	**70 401 880**	**67%**
P1103-2017/9 CDI 17-21 PLAN JEUNESSE OUTRE MER - PARCOURS EXCELLENCE	524 875 000	70 401 880	454 473 120	13%	104 975 000	104 975 000	70 401 880	67%
Total général	**524 875 000**	**70 401 880**	**454 473 120**	**13%**	**104 975 000**	**104 975 000**	**70 401 880**	**67%**

Le vice-rectorat, direction générale des enseignements doit mettre en œuvre l'exécution des contrats de développement inter collectivité 2017-2021. Il s'agit pour l'enseignement supérieur de l'opération n° III-2 « Plan jeunesse outre-mer : Parcours d'excellence, Projets innovants ».

La clé de répartition annuelle par partenaires financiers est suivante :
- Etat (80%) soit 88 400 000 F,
- Chaque province (5%) soit 3 x 5 525 000 F,
- Nouvelle-Calédonie (5%) soit 5 525 000 F.

Le montant global des recettes est donc de 524 875 000 F pour la durée du contrat soit 104 975 000 F/an selon le calendrier initial prévisionnel.

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**698 668 258**	**81 379 918**	**617 288 340**	**12%**	**122 510 231**	**122 510 231**	**81 379 918**	**66%**
P1103-2017/2 CDI 17-21-UNC ACCES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	146 168 258	8 413 307	137 754 951	6%	12 010 231	12 010 231	8 413 307	70%
P1103-2017/7 CDI 17-21 PLAN JEUNESSE OUTRE MER - PARCOURS EXCELLENCE	552 500 000	72 966 611	479 533 389	13%	110 500 000	110 500 000	72 966 611	66%
Investissement	**485 500 000**	**260 201 499**	**225 298 501**	**54%**	**209 201 499**	**209 201 499**	**204 201 499**	**98%**
P1103-2014/1 CDI 17-21 POLE NUMERIQUE ET TECHNOLOGIQUE-POLE NTC	381 500 000	260 201 499	121 298 501	68%	202 334 832	204 201 499	204 201 499	100%
P1103-2017/1 CDI17-21 UNC ANTENNE DU NORD	24 000 000	-	24 000 000	0%	1 866 667	-	-	-
P1103-2017/8 DEVELOPPEMENT DU LOGICIEL PERSEVERANCE	80 000 000	-	80 000 000	0%	5 000 000	5 000 000	-	0%
Total général	**1 184 168 258**	**341 581 417**	**842 586 841**	**29%**	**331 711 730**	**331 711 730**	**285 581 417**	**86%**

FONCTIONNEMENT - UNC Accès enseignement supérieur :

Cette opération est inscrite au contrat de développement Etat / Inter-collectivités 2017-2021 sous le n° V 2 bis « Pôle numérique et IUT, pédagogies innovantes et accompagnement de l'accès des jeunes à l'enseignement supérieur ». Le montant total de l'opération est de 205 000 000 F et la part de la Nouvelle-Calédonie s'élève à 75 797 620 F.

Pour 2017, le financement de la Nouvelle-Calédonie a été de 8 413 307 F.

FONCTIONNEMENT - Parcours d'excellence :

Compte tenu du vote du budget supplémentaire en octobre 2017, la tranche 2017 a été recalibrée de 110 500 000 F à 72 966 611 F selon le tableau suivant :

Bénéficiaires	Subventions aux établissements en F	Nombre d'élèves
Lycée Lapérouse - Nouméa	400 000	9
Lycée professionnel commercial et hôtelier Auguste Escoffier - Nouméa	4 907 540	68
Lycée Antoine Kela - Poindimié	1 600 000	5
Lycée professionnel Augustin Ty - Touho	500 000	2
Association IN'DEX Nord - Poindimié	9 000 000	7
Association INAATR des îles Loyauté	7 069 111	16
Association Jules Garnier pour un juvénat lycéen	14 906 520	66
Association Foyer des étudiants de la province des îles Loyauté	448 800	3
Association Tutorat d'excellence Hmelöm Do Kamo - Nouméa	9 747 123	14
Association Institut Jeanne d'Albret - Nouméa	12 101 200	23
Association Mwa Sup' Foyer tutorat - Nouméa	11 386 317	13
Université de la Nouvelle-Calédonie - Nouméa	900 000	8
TOTAL	**72 966 611**	**234**

Eu égard aux contraintes calendaires, le vice-rectorat n'a pu liquider ces subventions que le 21 décembre 2017 (payées le 8 janvier 2018). Les opérateurs ont été contraints d'avancer les frais relatifs aux parcours d'excellence.

INVESTISSEMENT - Pôle numérique technologies (PNT) :

Au titre du contrat de développement Etat / Inter-collectivités 2011-2016, opération n° VI-5-4 pôle numérique technologies de l'information et de la communication (TIC), il a été financé en 2017 le second (et dernier) versement d'un montant de 168 000 000 F.

Au titre du contrat de développement Etat / Inter-collectivités 2017-2021, dans le cadre de l'opération n° V 2 bis « Pôle numérique et IUT, évolution IUT et investissements immobiliers », la participation de la Nouvelle-Calédonie est de 81 702 180 F, dont 36 201 499 F payés en 2017.

Ainsi, le montant total des crédits mobilisés en 2017 pour cette AP P1103 – 2014/1 s'élève à 204 201 499 F.

INVESTISSEMENT – UNC Antenne du Nord :

Au titre du contrat de développement Etat / Inter-collectivités 2017-2021, opération n° V-3 « création d'une antenne de l'UNC en Province Nord », il est prévu une participation de la Nouvelle-Calédonie de 24 000 000 F sur les 540 000 000 F (soit 4,44 %).

Or compte tenu du retard pris sur le foncier, aucun versement n'a été effectué pour l'année 2017.

INVESTISSEMENT – Développement du logiciel persévérance :

Une autorisation de programme de 80 millions a été ouverte au BS 2017 pour financer le développement d'un logiciel nommé PERSÉVÉRANCE, outil de performance et d'intégration de

données concertées pour lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire en Nouvelle-Calédonie. 5 millions de crédits ont été attribués en 2017 mais n'ont pu être utilisés en investissement, dans la mesure où les dépenses ont été consacrées aux frais d'études imputés en fonctionnement.

- Direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie (DENC)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**83 000 000**	**28 000 000**	**55 000 000**	**34%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P1103-2012/1								
MAISON DES ETUDIANTS	43 000 000	28 000 000	15 000 000	65%	-	-	-	-
P1103-2013/1								
ETUDES FAISABILITES CAMPUS GRANDES ECOLES	40 000 000	-	40 000 000	0%	-	-	-	-
Total général	**83 000 000**	**28 000 000**	**55 000 000**	**34%**	**-**	**-**	**-**	**-**

P1103-2012/1 – Maison des étudiants : en 2012, une participation financière de 28 MF a été versée à l'UNC selon la convention pour soutenir les actions engagées en faveur de la vie étudiante, des œuvres universitaires et scolaires, dans la perspective de la création d'une "Maison de l'étudiant" de la Nouvelle-Calédonie. Aucun autre versement n'a été effectué depuis. Il convient donc de clôturer cette AE.

P1103-2013/1 – Etudes faisabilités campus grandes écoles : participation de la Nouvelle-Calédonie aux coûts de l'étude d'opportunité menée par OBA sur le campus grande école. Aucune validation n'a été faite par le gouvernement sur ces études de faisabilité (projet de convention non signé). Il convient donc de clôturer cette AE.

P1104
Enseignement technique agricole

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	4 020 000	239 993 298
Réalisations 2017	5 257 489	213 248 665
Taux de réalisation 2017	130,78%	88,86%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 0 F.

Les recettes

Pour le secteur de l'enseignement (Hélène IEKAWE).

- Direction de l'agriculture, de la forêt et de l'environnement (DAFE)

Les recettes enregistrées en 2017 concernent des actions de recouvrement sur bénéficiares pour réalisation incomplète des engagements initiaux :

A1104-03 : 2 000 000 F non réalisés sur le suivi des Maisons Familiales Rurales par le CFPPA Nord

A1104-04 : 3 257 489 F dont :

- 1 382 978 F non réalisés sur l'organisation de stages en pays anglophone part le lycée Do Neva de Houaïlou ;
- 1 494 511 F non réalisés sur le soutien scolaire par le lycée agricole et général de Pouembout. ;
- 380 000 F non réalisés sur les visites médicales des élèves partant en stage.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Les recettes correspondent à la participation de l'Etat pour la rénovation du lycée agricole de Nouvelle-Calédonie. Cette opération est inscrite au contrat de développement 2017-2021. Le coût du projet s'élève à 1 735,1 MF avec une participation de la Nouvelle-Calédonie de 1 214,5 MF (soit 70 %) et une participation de l'Etat de 520,5 MF (soit 30 %).

La recette inscrite au BP 2017, pour un montant de 4 020 000 F, n'a pas été perçue.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**5 257 489**	
H.IEKAWE	**-**	**5 257 489**	
DAFE	-	5 257 489	
(75) autres produits de gestion courante	-	3 257 489	
(77) produits exceptionnels	-	2 000 000	
Investissements	**4 020 000**	**-**	**0,00%**
H.IEKAWE	**4 020 000**	**-**	**0,00%**
DAPM	4 020 000	-	0,00%
(13) subventions d'investissement	4 020 000	-	0,00%
Total général	**4 020 000**	**5 257 489**	**130,78%**

Les dépenses

Pour le secteur de l'enseignement (Hélène IEKAWE).

- Direction de l'agriculture, de la forêt et de l'environnement (DAFE)

La DAFE a concouru en 2017 à la première année de mise en œuvre du Projet Educatif de la Nouvelle-Calédonie (PENC), en lien étroit avec les établissements scolaires agricoles placés sous sa responsabilité.

Cela s'est traduit par un renforcement de la concertation avec les autres composantes du monde de l'éducation (DENC, DGENC-Vice Rectorat) dans le cadre d'objectifs communs.

Cette année 2017 a également été l'occasion de poursuivre et de renforcer au sein du PENC des actions déjà engagées les années précédentes par la DAFE en matière d'innovation pédagogique et d'insertion scolaire, sociale et professionnelle des élèves : permis de conduire pour l'accès rapide à un emploi, stages de professionnalisation et d'échanges en pays anglophone, groupes de parole et cellule d'orientation, démarches d'agro-écologie, etc.

La lutte contre le décrochage scolaire a mobilisé, en complément des démarches locales réalisées par les équipes de la DAFE et des lycées, des prestataires externes au travers d'actions de suivi rapproché (accompagnement et veille sur la qualité de vie aux études) au bénéfice d'étudiants calédoniens suivant un cursus de BTS agricole en métropole.

L'année 2017 a enregistré la réussite aux examens finaux de 50 % des étudiants en difficulté ayant bénéficié du dispositif de suivi ainsi que d'actions de soutien scolaire. Une régression des décrochages à la fin de la première année a également été constatée et il a été décidé d'ouvrir le dispositif à l'ensemble des étudiants et de proposer aux futurs partants un stage de préparation à la vie et aux études en métropole.

Le Pôle d'Excellence Sectoriel (PES) « formation agricole » a par ailleurs vu son rôle se confirmer dans le cadre du PENC en tant que partenaire privilégié de l'enseignement et de la profession.

Pour ce qui concerne les Maisons Familiales Rurales (MFR), une mission, commanditée par la Nouvelle-Calédonie, a été réalisée par l'Union Nationale (UNMFREO) pour examiner leur situation et envisager des actions pour poursuivre leur redressement et leur implication dans le PENC au-delà du Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alternance (DIMA).

Lors de la visite du Premier Ministre à l'occasion de l'inauguration du lycée polyvalent du Mont Dore, les classes de certificat d'aptitude professionnelle agricole (CAPa jardinier paysagiste et métiers de l'agriculture), nouvellement installées à la rentrée de février 2017, ont été remarquées comme offres de formation des plus intéressantes pour le territoire. La mise en place des plateaux techniques attenants, prévue initialement à proximité du CFPPA Sud, n'a pu être réalisée en raison des troubles connus à St Louis. L'installation de ces équipements a du être repensée auprès du lycée polyvalent du Mont Dore et se poursuivra en 2018.

Sur le plan des ressources humaines, 4 ETP supplémentaires d'enseignants (2 à Pouembout et 2 au Mont Dore) ont été obtenus auprès du Ministère de l'Agriculture dans le cadre de l'application du protocole signé en 2016 entre l'Etat et la Nouvelle-Calédonie.

Cela porte la MADGG (mise à disposition globale et gratuite) de postes d'agents financés par le Ministère de l'Agriculture à 81,8 ETP. A noter que deux postes supplémentaires seront attribués dans ce cadre pour les CAPa du Mont Dore en 2018 (ouverture de la 2ème année).

Le Comité Consultatif de l'Enseignement Agricole (CCEA) a par ailleurs été créé par délibération n° 258 du congrès en date du 29 août 2017, rénovant ainsi la structure précédente en intégrant le transfert à la Nouvelle-Calédonie des compétences de l'enseignement secondaire agricole. Ses missions ont été élargies à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage. Sa composition a été ouverte à l'ensemble des partenaires du monde agricole.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Une opération de rénovation d'ampleur du lycée agricole de Pouembout est prévue au travers du contrat de développement 2017-2021. Seuls le diagnostic et la consultation pour le marché de maîtrise d'œuvre étaient prévus en 2017, pour un montant de 15,4 MF. Aucune réalisation n'a été faite.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1104-01-Enseignement public	**90 050 000**	**90 050 000**	**100,00%**
H.IEKAWE	**90 050 000**	**90 050 000**	**100,00%**
DAFE	90 050 000	90 050 000	100,00%
A1104-02-Enseignement privé temps plein	**60 815 532**	**60 815 532**	**100,00%**
H.IEKAWE	**60 815 532**	**60 815 532**	**100,00%**
DAFE	60 815 532	60 815 532	100,00%
A1104-03-Enseignement privé rythme alterné	**47 800 000**	**44 800 000**	**93,72%**
H.IEKAWE	**47 800 000**	**44 800 000**	**93,72%**
DAFE	47 800 000	44 800 000	93,72%
A1104-04-Développement et ouverture sociale de l'élève	**16 360 000**	**12 206 500**	**74,61%**
H.IEKAWE	**16 360 000**	**12 206 500**	**74,61%**
DAFE	16 360 000	12 206 500	74,61%
A1104-05-Bourse pour stage à l'étranger	**4 200 000**	**4 200 000**	**100,00%**
H.IEKAWE	**4 200 000**	**4 200 000**	**100,00%**
DAFE	4 200 000	4 200 000	100,00%
A1104-06-Soutien et pilotage	**20 767 766**	**1 176 633**	**5,67%**
H.IEKAWE	**20 767 766**	**1 176 633**	**5,67%**
DAFE	5 367 766	1 176 633	21,92%
DAPM	15 400 000	-	0,00%
Total général	**239 993 298**	**213 248 665**	**88,86%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**190 043 298**	**178 698 665**	**94,03%**
DAFE	**190 043 298**	**178 698 665**	**94,03%**
Autres charges de fonctionnement	11 387 068	1 595 380	14,01%
Charges fixes de fonctionnement	1 280 698	1 107 753	86,50%
Contributions obligatoires	116 195 532	115 815 532	99,67%
Subventions, participations et autres charges d'activité	60 180 000	60 180 000	100,00%
Formation professionnelle	1 000 000	-	0,00%
Investissements	**49 950 000**	**34 550 000**	**69,17%**
DAFE	**34 550 000**	**34 550 000**	**100,00%**
HAP subventions d'équipement versées	34 550 000	34 550 000	100,00%
DAPM	**15 400 000**	**-**	**0,00%**
AP P1104-2017/1 - CDV 17-21 RENOVATION LYCEE AGRICOLE DE NC	15 400 000	-	0,00%
Total général	**239 993 298**	**213 248 665**	**88,86%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de l'enseignement (Hélène IEKAWE)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En recette

N° AP	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**520 530 000**	**-**	**520 530 000**	**0%**	**4 020 000**	**4 020 000**	**-**	**0%**
P1104-2017/2 RENOVATION LYCEE AGRICOLE - PART ETAT	520 530 000	-	520 530 000	0%	4 020 000	4 020 000	-	0%
Total général	**520 530 000**	**-**	**520 530 000**	**0%**	**4 020 000**	**4 020 000**	**-**	**0%**

Cette AP a été ouverte au BP 2017 dans le cadre de l'opération de rénovation du lycée agricole de Nouvelle-Calédonie, inscrite au contrat de développement 2017-2021. Elle correspond à la participation de l'Etat.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**1 735 100 000**	**-**	**1 735 100 000**	**0%**	**13 400 000**	**15 400 000**	**-**	**0%**
P1104-2017/1 CDV 17-21 RENOVATION LYCEE AGRICOLE DE NC	1 735 100 000	-	1 735 100 000	0%	13 400 000	15 400 000	-	0%
Total général	**1 735 100 000**	**-**	**1 735 100 000**	**0%**	**13 400 000**	**15 400 000**	**-**	**0%**

Une AP de 1,735 milliards de francs a été ouverte au BP 2017 dans le cadre de l'opération de rénovation du lycée agricole de Pouembout, dont l'échéancier est le suivant :

2017	2018	2019	2020	2021	total
13 400 000	397 000 000	142 000 000	641 900 000	540 800 000	1 735 100 000

Les crédits inscrits en 2017 pour le diagnostic et la consultation pour le marché de maîtrise d'œuvre n'ont pas été consommés.

P1105
Enseignement privé

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	2 558 121 418
Réalisations 2017	-	2 413 337 964
Taux de réalisation 2017	0,00%	94,34%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 0 F.

Les dépenses

Pour le secteur de l'enseignement (Hélène IEKAWE)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Les associations d'enseignement privé DDEC et ASEE ont perçu respectivement 236,3 MF et 15,9 MF une aide au remboursement de leur emprunt garanti par la Nouvelle-Calédonie.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit de versement de subventions exceptionnelles d'investissements pour les établissements scolaires privés, attribuées suite au passage du cyclone « DONNA ».

- Direction générale des enseignements – Vice rectorat (DGE-VR)

En 2017, l'enseignement privé sous contrat a accueilli :

- 7 711 élèves en pré-élémentaire et élémentaire dans 84 écoles maternelles et élémentaires,
- 4 268 collégiens dans 23 collèges,
- 1 614 lycéens dans 3 lycées généraux et technologiques et 3 284 lycéens dans 8 lycées professionnels.

À noter également, l'ouverture d'une nouvelle école de la DDEC dans une zone en pleine urbanisation (Dumbéa-sur-mer).

Les dépenses de fonctionnement font l'objet d'une exécution à hauteur de 98 % pour un montant de plus de 2 milliards de F, soit près de 62 % du budget total de fonctionnement du vice-rectorat, direction générale des enseignements.

Elles comprennent les subventions prévues par la délibération du 13 juin 2013 :

- forfait d'externat : 341 745 612 F pour l'ASEE, 1 582 290 498 F pour la DDEC et 53 014 406 F pour la FELP ;
- fonds sociaux : 3 030 000 F ;
- crédits pédagogiques, culturels et convention IEP: 15 941 000 F ;
- subventions d'intervention : 7 125 000 F essentiellement pour financer des voyages scolaires.

Ainsi que la prise en charge d'une subvention exceptionnelle de 100 millions pour les trois directions ventilée au prorata des effectifs soit 70 000 000 F pour la DDEC (70%), 15 000 000 F pour l'ASEE (15%) et 15 000 000 F pour la FELP (15%).

Les fonds documentaires distribués dans les établissements de l'enseignement privé achetés dans le cadre des actions du projet éducatif représentent 3,8 MF.

Les dépenses d'investissement concernent l'exécution des deux conventions triennales conclues avec l'ASEE et la FELP pour la réalisation de travaux de rénovation des ensembles scolaires. Le montant de l'acompte 2017 a été calculé en fonction des justificatifs fournis des dépenses engagées au titre du premier acompte.

Le montant de la subvention versée à la FELP s'élève à 50 MF.

S'agissant de l'ASEE, au mois de janvier 2018, le payeur de la Nouvelle-Calédonie a rejeté le mandat relatif au versement du deuxième acompte pour un montant de 80 230 650 F au motif que les pièces justificatives produites à l'appui du paiement étaient insuffisantes. Par conséquent, l'échéancier prévu par la convention du 25 novembre 2016 sera révisé par voie d'avenant. Une assistance à maîtrise d'ouvrage a été recommandée à l'ASEE afin de pouvoir attester la réalité des travaux auprès du payeur. La demande de report de crédits liés à cette subvention ayant été validée, la somme de 80 230 650 F pourra être re-liquidée accompagnée de l'avenant. Au titre de l'exercice 2018, l'alliance scolaire de l'église évangélique percevra une subvention de 21 200 000 F. Et compte tenu des reports de crédits obtenus, elle percevra également la subvention de 2017, d'un montant de 80 230 650 F.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1105-01-Enseignement premier degré privé	**5 000 000**	**4 000 000**	**80,00%**
H.IEKAWE	**5 000 000**	**4 000 000**	**80,00%**
DAPM	5 000 000	4 000 000	80,00%
A1105-02-Enseignement second degré privé	**2 553 121 418**	**2 409 337 964**	**94,37%**
H.IEKAWE	**2 553 121 418**	**2 409 337 964**	**94,37%**
DBAF	**253 000 000**	**252 251 251**	**99,70%**
DGE-VR	2 300 121 418	2 157 086 713	93,78%
Total général	**2 558 121 418**	**2 413 337 964**	**94,34%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**2 150 121 418**	**2 107 086 713**	**98,00%**
DGE-VR	**2 150 121 418**	**2 107 086 713**	**98,00%**
Autres charges de fonctionnement	5 319 518	3 940 197	74,07%
Contributions obligatoires	2 035 146 900	1 996 021 516	98,08%
Subventions, participations et autres charges d'activité	109 655 000	107 125 000	97,69%
Investissements	**408 000 000**	**306 251 251**	**75,06%**
DAPM	**5 000 000**	**4 000 000**	**80,00%**
HAP subventions d'équipement versées	5 000 000	4 000 000	80,00%
DBAF	**253 000 000**	**252 251 251**	**99,70%**
HAP subventions d'équipement versées	253 000 000	252 251 251	99,70%
DGE-VR	**150 000 000**	**50 000 000**	**33,33%**
AP P1105-2016/1 - EQUIPEMENT DIRECTIONS ENSEIGNEMENT PRIVE-ASEE	100 000 000	-	0,00%
AP P1105-2016/3 - EQUIPEMENT DIRECTIONS ENSEIGNEMENT PRIVE-FELP	50 000 000	50 000 000	100,00%
Total général	**2 558 121 418**	**2 413 337 964**	**94,34%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de l'enseignement (Hélène IEKAWE)

- Direction général de l'enseignement – Vice Rectorat (DGE-VR)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**100 000 000**	**-**	**100 000 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P1105-2017/1								
FINANCEMENT DEFICIT COMPTES ALLIANCE SCOLAIRE EVANGELIQUE ASEE	100 000 000	-	100 000 000	0%	-	-	-	-
Investissement	**750 000 000**	**396 000 000**	**354 000 000**	**53%**	**150 000 000**	**150 000 000**	**50 000 000**	**33%**
P1105-2016/1								
EQUIPEMENT DIRECTIONS ENSEIGNEMENT PRIVE-ASEE	510 000 000	246 000 000	264 000 000	48%	100 000 000	100 000 000	-	0%
P1105-2016/3								
EQUIPEMENT DIRECTIONS ENSEIGNEMENT PRIVE-FELP	240 000 000	150 000 000	90 000 000	63%	50 000 000	50 000 000	50 000 000	100%
Total général	**850 000 000**	**396 000 000**	**454 000 000**	**47%**	**150 000 000**	**150 000 000**	**50 000 000**	**33%**

Dans le cadre du programme de rénovation et de remise aux normes des établissements d'enseignement privé, la Nouvelle-Calédonie a inscrit, au BS 2016, une AP de 700 millions sur trois ans. Suite aux conventions signées le 25 novembre 2016, les subventions pour des travaux d'investissement et de rénovation sont versées à la FELP et à l'ASEE en fonction de l'avancement des travaux réalisés :

• Pour la FELP : 150 MF ont été versés pour des travaux de rénovation et remise aux normes dans les collèges de Mou (Ponerihouen) et de l'internat de Tiéta (Voh) ; ils s'inscrivent dans un financement total de 240 MF jusqu'en 2018.

• Pour l'ASEE : 246 MF ont été versés en 2016 sur un financement total de 460 MF jusqu'en 2018.
Les opérations retenues concernent :
- Construction d'une nouvelle cantine à Havila ;
- Rénovation et extension de la cantine de Hnaïzianu ;
- Fin de construction de la cantine de Do Neva ;
- Mise en conformité et rénovation de l'internat de Do Neva ;
- Poursuite du désamiantage et de la rénovation de l'internat de Do Kamo ;
- Rénovation et remplacement d'équipements de la cuisine de Taremen.

P1106
Enseignement second degré public

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	51 268 112	2 889 742 899
Réalisations 2017	24 520	2 444 405 094
Taux de réalisation 2017	0,05%	84,59%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 16 674 941 F.

Les recettes

Pour le secteur de l'enseignement (Hélène IEKAWE)

- Direction générale des enseignements – Vice rectorat (DGE-VR)

Conformément au protocole d'accord conclu le 26 octobre 2016 entre la Nouvelle-Calédonie et l'Etat pour la mise en œuvre du projet éducatif de la Nouvelle-Calédonie, les crédits destinés à financer les postes inscrits au protocole sont délégués à la Nouvelle-Calédonie via le budget opérationnel de programme BOP 123 « condition de vie Outre-mer ».Il a donc été inscrit au budget supplémentaire 2017, en recette la somme de 51 268 112 F au titre de la participation de l'Etat au financement du protocole d'accord.

Suite à une difficulté technique, en cours de règlement, et en discussion lors du dialogue de gestion avec le ministère de l'éducation nationale à Paris le 17 mai 2018, le vice rectorat a avancé cette dépense sur sa masse salariale. Aucun titre n'a donc été émis sur le budget Nouvelle-Calédonie. Il s'agit d'une opération neutre pour la collectivité (aucune dépense et aucune recette).

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**51 268 112**	**-**	**0,00%**
H.IEKAWE	**51 268 112**	**-**	**0,00%**
DGE-VR	51 268 112	-	0,00%
(74) dotations, subventions et participations	51 268 112	-	0,00%
Investissements	**-**	**24 520**	
H.IEKAWE	**-**	**24 520**	
DGE-VR	-	24 520	
(204) subventions d'équipement versées	-	14 286	
(23) immobilisation en cours	-	10 234	
Total général	**51 268 112**	**24 520**	**0,05%**

Les dépenses

Pour le secteur de l'enseignement (Hélène IEKAWE)

- Direction générale des enseignements – Vice rectorat (DGE-VR)

Le vice-rectorat de la Nouvelle-Calédonie pilote un système éducatif qui a accueilli, dans le second degré public en 2017, 23 192 élèves (dont 1 830 en post-bac), répartis dans quarante-quatre établissements publics de la Nouvelle-Calédonie et a consacré 2,4 milliards de dépenses (fonctionnement et investissement confondus).

Cette année scolaire a été marquée par plusieurs orientations majeures :

- généraliser et enrichir les projets d'établissement avec des volets obligatoires sur l'orientation, la culture scientifique et le développement durable, le climat scolaire, la culture kanak, l'ouverture culturelle, l'ouverture internationale et le numérique au service de la réussite des élèves ;
- mettre en place des commissions partenariales sectorielles sur le numérique éducatif, la culture artistique, l'ouverture internationale, et la culture scientifique et l'éducation au développement durable ;
- poursuivre la réforme du collège adaptée à la Nouvelle-Calédonie ;
- diffuser les programmes d'enseignement des langues et culture kanak en Nengone, Drehu, Ajié, Paici pour le second degré ;
- mettre en place des procédures cadre pour lutter contre le harcèlement, les addictions et pour gérer des situations de crise dans les établissements ;
- généraliser l'analyse des signalements d'actes violents et des incivilités ;
- poursuivre la mise en œuvre du protocole entre l'Etat et la Nouvelle Calédonie pour la mise en œuvre du projet éducatif de la Nouvelle Calédonie ;

À noter également, l'ouverture du lycée polyvalent du Mont-Dore.

Les subventions globalisées (163,8 MF) sont destinées à financer :

- les projets d'établissement soit des ateliers artistiques, des ateliers scientifiques des classes à projets artistiques et culturels, des classes patrimoine, des actions d'animation, d'aide à l'innovation et des actions internationales, des comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté (C.E.S.C), la lutte contre le décrochage scolaire, l'amélioration du climat scolaire, l'individualisation des parcours ;
- les dépenses relatives aux remboursements de frais de stage en entreprise (hébergement, restauration), les cotisations CAFAT pour la couverture des accidents, les fonds sociaux et les manuels scolaires. Les fonds sociaux versés aux établissements leurs permettent d'apporter une aide exceptionnelle aux familles défavorisées ou à faire face directement aux situations difficiles que peuvent connaître certains élèves pour assurer des dépenses de scolarité ou de vie scolaire.

Elles représentent 67 MF pour les collèges, 56 MF pour les lycées généraux et technologiques et 40,8 MF pour les lycées professionnels.

Les subventions non globalisées (8 MF) permettent de financer des opérations complémentaires et des associations partenaires.

Dans le cadre du **projet éducatif**, une expérimentation a été menée au lycée du Mont-Dore à la rentrée 2017 pour **l'acquisition des manuels scolaires** à hauteur de 6,5 MF.

Un reliquat de subvention a été par ailleurs liquidé en 2017 en faveur de l'association pour la sauvegarde de l'enfance (ASEA-NC) pour 7,5MF. Il a été mis fin au partenariat avec cette association depuis.

120 MF ont été consacrés aux **dispositifs d'accompagnement éducatif** qui ont pour but de favoriser l'aide aux devoirs et l'épanouissement de l'élève dans le cadre d'activités culturelles ou sportives.

Les contributions obligatoires versées aux lycées ont été maintenues par rapport à 2016, permettant ainsi aux établissements de faire face aux dépenses de fonctionnement courant pour un montant de 327 300 000 F.

Les subventions d'équipements pédagogiques ont permis la remise à niveau des outils obsolètes ainsi que l'achat de nouveaux moyens nécessaires à l'apprentissage des différentes disciplines. 65 millions ont ainsi été déployés dans les lycées et lycées professionnels et antennes de lycées professionnels en 2017.

Le maintien à niveau du parc informatique se poursuit également par l'attribution de subventions dédiées au numérique à hauteur de 61 millions.

En outre, 63,9 MF de subventions d'investissement destinées aux lycées sont dédiées à l'amélioration des conditions matérielles d'accueil des élèves. Elles permettent de renouveler les mobiliers et équipements des foyers pour les internes et d'aménager les zones de vie des services de demi-pension et d'externat.

Les subventions en faveur du transport scolaire sont réparties entre 49 transporteurs (communes, GIE, SMTU et associations) pour un montant de 374 MF en 2017 contre 391 MF en 2016, 395 MF en 2015 et 414 MF en 2014. Pour la 1ère fois, la province Nord a sollicité une subvention ; 15 MF ont été budgétés au BS 2017 mais la province Nord n'a pas donné suite.

Le SAP (en liaison avec la DITTT et le VR-DGE) a missionné courant 2017 un bureau d'études privé pour effectuer un diagnostic sur les transports scolaires. Le bureau d'études TILT a rendu la version finale de son diagnostic le 6 décembre 2017. Les préconisations du diagnostic portent en premier lieu sur la définition de la politique du transport scolaire en Nouvelle-Calédonie et sur le rôle de chaque collectivité qui n'est actuellement pas arrêté.

Le budget de fonctionnement du service ASH a été essentiellement consacré aux visites des établissements, suivis des enseignants non formés, regroupements des enseignants de SEGPA et d'ULIS ainsi qu'à l'organisation des commissions spécialisées. Si ces dernières ont pu être mises en œuvre conformément au calendrier prévisionnel – 7 CSD-ASH et 10 CEJH-NC - force est de constater que les dépenses ont été en-deçà des prévisions. Cet écart s'explique ainsi :

- le remboursement des frais de mission ne sont pas toujours réclamés dans les délais par les agents ;
- certains modules de formation du Plan Académique de Formation n'ont pu être mis en œuvre ;
- le nombre de visites et de suivis a été inférieur aux prévisions, sans pour autant que cela ne détériore la qualité de l'accompagnement des équipes éducatives.

Les subventions Handiscol dont bénéficient les élèves à besoins éducatifs particuliers ont concerné 20 établissements (collèges et lycées) pour un montant total de 4 543 659 F. Comme chaque année, des aides sont demandées pour permettre aux élèves de compenser leurs besoins, liés à une situation de handicap, une maladie invalidante ou des graves difficultés scolaires durables et avérées. Que la scolarisation soit au titre des unités locales d'inclusion scolaire (ULIS), de la SEGPA ou d'une classe ordinaire, les aides apportées par les subventions Handiscol s'inscrivent essentiellement dans l'octroi d'outils numériques individuels et de matériel spécifique, s'agissant des élèves dont les troubles sont d'ordre sensoriel.

Les services de l'orientation sont présents pour accompagner chacun des acteurs, depuis les élèves jusqu'aux directeurs d'établissement. Ils se composent du SAIO (Service d'Affectation d'Information & d'Orientation) et du CIO (Centre d'Information et d'Orientation. Pour cette année écoulée, on remarquera particulièrement :

- un effort significatif dans les procédures d'affectation des élèves, ce qui a permis d'obtenir sur ce plan une rentrée considérée comme réussie par l'ensemble de nos partenaires, y compris les fédérations de parents d'élèves ;
- une attention particulière a été consacrée aux dépenses de communication : 36 % du budget pour 2,4 MF. Ces dépenses concernent les campagnes pour l'affectation post bac (en Nouvelle-Calédonie ou en métropole) ainsi que la production de guides après la 3ème à destination des familles, en français ainsi que dans les 4 langues Kanak enseignées.

Les dépenses de frais de déplacement des personnels itinérants représentent 23% du budget (1,5 MF). Elles sont liées à l'objectif d'apporter une réponse institutionnelle à l'hétérogénéité des territoires de la Nouvelle Calédonie en tenant compte à la fois du caractère social et de l'isolement géographique des populations scolarisées avec cette année, un meilleur taux de couverture des personnels en province Nord.

Dans la poursuite des orientations prioritairement engagées, celles axées sur **l'accompagnement éducatif, pédagogique, médico-psycho-social du jeune scolaire**, les dispositifs existants ont été soit étendus en 2017 :

- création du dispositif collège ALTERNATIF localisé en province Nord dont l'établissement support est le collège Raymond Vauthier (Poindimié) ;
- création du dispositif lycée d'accompagnement éducatif de Nouvelle-Calédonie (DAENC) dont l'établissement support est le lycée du Grand Nouméa (Dumbéa). En 2017 une subvention d'équipement de **1 500 000 F** a été attribuée à ce dispositif (inclus dans les 8MF de subvention non globalisées) ;
- renforcement (dotation complémentaire) des dispositifs ALTERNATIFS existants aux collèges Louise Michel (Païta Sud) et de Tuband (Nouméa). Avec notamment des crédits AED inclus dans l'enveloppe de **120 millions** de francs ;
- application des procédures préventives et « curatives » (initiées en 2016) de lutte contre les addictions, le harcèlement, le suicide, les violences et les incivilités, etc … Des formations sont conduites à ce titre ;
- création d'une équipe mobile et d'une cellule d'écoute et de veille psychologique pour la gestion des situations de crise dont les signalements d'actes de violences et d'incivilités survenus dans les établissements (signalements CIVINC) ;
- extension de la formation au PSC1 initiée dès 2016 ;
- organisation des visites médicales professionnelles et des contrôles des aptitudes professionnelles (formations et examens de la voie professionnelle) ;
- refonte du statut des infirmiers du cadre territorial de la Fonction Publique de la Nouvelle-Calédonie.

Les dépenses majoritaires du service vie de l'élève sont générées par les déplacements d'interventions et de formations des personnels intervenants en établissements scolaires. Pour l'année 2017, **5 621 600 F** ont été consommés.

L'enseignement des langues et de la culture kanak a fait l'objet d'une poursuite de la mise en œuvre d'actions relativement aux ambitions du PENC et en cohérence avec ce qui a été amorcé en 2016. Les faits marquants et les actions phares peuvent se résumer en 4 points :

Création du conseil partenarial des langues et culture kanak par arrêté du 17 janvier 2017. Cette instance présidée par la membre du gouvernement en charge de l'enseignement organise 3 plénières par an, fixe les orientations et valide les orientations des directions (DENC, VR-DGE, DAFE) et les travaux du groupe technique (ressources, actions,…).

Développement d'un fonds documentaire répondant à l'offre de formation en LCK :

La création d'un outil fixant le cadre de référence de transmission des éléments de culture et l'acquisition des compétences associées s'est traduite par un guide pédagogique des éléments fondamentaux de la culture kanak (EFCK). Ce guide qui a été proposé à titre expérimental, avant d'être stabilisé et structuré pour la rentrée 2018, précise les 6 éléments fondamentaux arrêtés par le conseil partenarial, en définit les repères de progressivité et les ressources bibliographiques

correspondantes. L'enseignement qui lui correspond est équivalent à 18 heures annuelles, s'inscrit dans une montée progressive des cohortes d'élèves et a concerné 9 304 élèves du second degré.

Il convient d'ajouter à cette production majeure, celles du SELCK : Kawali-Kawala, Chante-moi, Mondesnariat, Fables du caillou et Panier de paroles (en partenariat avec le CDP). Enfin un fonds d'ouvrages destiné aux BCD et CDI de tous les réseaux d'enseignement a été constitué, afin d'être mis à la disposition des usagers à la rentrée 2018.

Formation des personnels visant plusieurs objectifs et des publics différents :

- informations des personnels d'encadrement : corps d'inspection, chargés de mission d'animation et d'inspection, directeurs d'établissement (notes de service, réunions de rentrée et de bassin,…) ;
- formation à destination de tous les personnels enseignants des collèges publics et privés pour la mise en place des EPI (enseignements pratiques interdisciplinaires) dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme du collège en 2018 ;
- organisation d'un **séminaire les 26 et 27 octobre 2017** intitulé : cultures régionales et réussites scolaires – projets sociétaux partagés et pratiques pédagogiques comparées, **en présence de l'inspecteur général des langues et cultures régionales** et d'invités de la région Pacifique ;
- formation de formateurs, locuteurs de langue kanak, intervenant dans les établissements publics et privés et sanctionnée par un diplôme universitaire "Langues, cultures océaniennes et apprentissages" (DU - LCOA) délivré par l'UNC et une certification délivrée par le vice-rectorat.

Enseignement des langues kanak

S'agissant de l'enseignement des langues kanak, l'année 2018 aura été marquée par la mission de l'inspection générale (langues et cultures régionales) du 23 au 27 octobre, la montée en effectifs de l'enseignement d'une langue kanak en LV2 dès la 5ème (préfiguration de la réforme du collège) et l'élaboration des ressources pédagogiques pour le lycée. A la rentrée 2017, tous réseaux et toutes langues confondues, 3 182 élèves ont choisi une langue kanak (l'une des 4 langues officiellement évaluées au baccalauréat + Djubéa, Fwai, Iaai, Xaracuu et Nelemwa). Ce nombre était de 2 977 à la rentrée 2016.

Notons par ailleurs que la mission de l'inspection générale a été sollicitée pour :

- le projet de CAPES bi-valent langues du pays vs discipline générale,
- une expertise du guide pédagogique des éléments fondamentaux de la culture kanak,
- l'expérimentation des ressources pédagogiques pour le lycée à la rentrée 2018.

Les dépenses d'investissement consacrées aux deux PPI (rénovation des lycées et informatique) ont été détaillées dans la synthèse des dépenses pluri annuelles supra.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1106-01-Enseignement en collège	**77 395 997**	**71 057 131**	**91,81%**
H.IEKAWE	**77 395 997**	**71 057 131**	**91,81%**
DGE-VR	77 395 997	71 057 131	91,81%
A1106-02-Enseignement général et technique en lycée	**141 636 676**	**133 843 755**	**94,50%**
H.IEKAWE	**141 636 676**	**133 843 755**	**94,50%**
DGE-VR	141 636 676	133 843 755	94,50%
A1106-03-Enseignement professionnel sous statut scolaire	**110 901 823**	**106 080 677**	**95,65%**
H.IEKAWE	**110 901 823**	**106 080 677**	**95,65%**
DGE-VR	110 901 823	106 080 677	95,65%
A1106-05-Besoins éducatifs particuliers	**9 368 500**	**6 387 883**	**68,18%**
H.IEKAWE	**9 368 500**	**6 387 883**	**68,18%**
DGE-VR	9 368 500	6 387 883	68,18%
A1106-06-Information et orientation	**10 179 700**	**7 482 350**	**73,50%**
H.IEKAWE	**10 179 700**	**7 482 350**	**73,50%**
DGE-VR	10 179 700	7 482 350	73,50%
A1106-07-Vie de l'élève	**551 782 958**	**520 769 944**	**94,38%**
H.IEKAWE	**551 782 958**	**520 769 944**	**94,38%**
DGE-VR	551 782 958	520 769 944	94,38%
A1106-08-Soutien et pilotage	**1 975 610 231**	**1 591 378 137**	**80,55%**
H.IEKAWE	**1 975 610 231**	**1 591 378 137**	**80,55%**
DGE-VR	1 975 610 231	1 591 378 137	80,55%
A1106-09-Enseignement des langues et de la culture kanak	**12 867 014**	**7 405 217**	**57,55%**
H.IEKAWE	**12 867 014**	**7 405 217**	**57,55%**
DGE-VR	12 867 014	7 405 217	57,55%
Total général	**2 889 742 899**	**2 444 405 094**	**84,59%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 277 979 147**	**1 154 040 092**	**90,30%**
DGE-VR	**1 277 979 147**	**1 154 040 092**	**90,30%**
Autres charges de fonctionnement	62 691 482	42 328 840	67,52%
Charges de personnel	29 191 583	-	0,00%
Charges exceptionnelles	6 618 243	6 597 726	99,69%
Charges fixes de fonctionnement	130 215 781	91 797 729	70,50%
Contributions obligatoires	497 518 001	491 106 857	98,71%
Subventions, participations et autres charges d'activité	545 554 628	519 003 624	95,13%
Formation professionnelle	6 189 429	3 205 316	51,79%
Investissements	**1 611 763 752**	**1 290 365 002**	**80,06%**
DGE-VR	**1 611 763 752**	**1 290 365 002**	**80,06%**
AP P1106-2013/1 - RENOVATION LYCEES GARNIER ET TOUHO	77 609 111	36 032 371	46,43%
AP P1106-2013/2 - RENOVATION SALLE INFORMATIQUE DEZARNAULDS	29 150 000	4 938 194	16,94%
AP P1106-2013/3 - DEVELOPPEMENT NUMERIQUE SCOLAIRE 2ND DEGRE	173 287 497	40 372 990	23,30%
AP P1106-2013/4 - RENOVATION DES LYCEES 2013-2017	1 094 626 457	981 436 696	89,66%
HAP immobilisations corporelles	39 202 780	29 822 989	76,07%
HAP immobilisations incorporelles	3 015 822	2 890 018	95,83%
HAP subventions d'équipement versées	194 872 085	194 871 744	100,00%
Total général	**2 889 742 899**	**2 444 405 094**	**84,59%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de l'enseignement (Hélène IEKAWE)

- Direction général de l'enseignement – Vice Rectorat (DGE-VR)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**152 000 000**	**71 957 480**	**80 042 520**	**47%**	**52 000 000**	**63 175 476**	**35 478 241**	**56%**
P1106-2014/3								
DEVELOPEMENT NUMERIQUE SCOLAIRE-FONC	52 000 000	23 878 153	28 121 847	46%	12 000 000	18 890 358	5 739 332	30%
P1106-2014/4								
TRAVAUX D'ENTRETIEN DES LYCEES-FONCTIONNEMENT	100 000 000	48 079 327	51 920 673	48%	40 000 000	44 285 118	29 738 909	67%
Investissement	**4 358 592 206**	**2 288 443 232**	**2 070 148 974**	**53%**	**607 901 915**	**1 297 063 954**	**1 026 747 880**	**79%**
P1106-2013/2								
RENOVATION SALLE INFORMATIQUE DEZARNAULDS	68 184 596	17 089 320	51 095 276	25%	29 150 000	29 150 000	4 938 194	17%
P1106-2013/3								
DEVELOPPEMENT NUMERIQUE SCOLAIRE 2ND DEGRE	493 407 610	306 212 692	187 194 918	62%	97 850 000	173 287 497	40 372 990	23%
P1106-2013/4								
RENOVATION DES LYCEES 2013-2017	3 797 000 000	1 965 141 220	1 831 858 780	52%	480 901 915	1 094 626 457	981 436 696	90%
Total général	**4 510 592 206**	**2 360 400 712**	**2 150 191 494**	**52%**	**659 901 915**	**1 360 239 430**	**1 062 226 121**	**78%**

Le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) des lycées publics de la Nouvelle-Calédonie 2013-2017, voté par le Congrès de la Nouvelle-Calédonie le 12 novembre 2013 pour un montant de près de 7 milliards, a permis de mettre en œuvre d'importants travaux de construction, de restructuration et de rénovation dans les établissements scolaires du second degré. Un effort particulier a été consenti sur les lycées Jules Garnier, Touho et Lapérouse avec près de 3,1 milliards de travaux réalisés.

Au 31 décembre 2017, le taux d'engagement du PPI représente 76,6% soit 5,3 milliards et le taux de mandatement par rapport aux engagements 83,3 % soit 4,4 milliards.

Parmi les opérations réalisées en 2017, l'effort a de nouveau porté sur la sécurisation des établissements au niveau des risques d'intrusion ou de dégradation par la réalisation de clôtures aux lycées Escoffier, Jules Garnier et Attiti, par la pose de caméras au lycée Attiti ainsi que sur le plan de la sécurité incendie au Lycée du Grand Nouméa.

La poursuite de la rénovation du lycée Antoine KELA qui s'achèvera en avril 2018.

La fin des travaux de restructuration complète du bâtiment L du lycée Jules Garnier pour accueillir d'une part la section STD2A et d'autre part les classes scientifiques.

La rénovation de l'internat de Touho a été livrée à la rentrée scolaire 2018.

La construction du bâtiment BTS au lycée Lapérouse, ayant débuté fin 2016, sera livrée en aout 2018.

La réalisation d'un atelier pour la filière « Maintenance des bâtiments et collectivités » (MBC) au lycée de Lifou

La restructuration, la rénovation de locaux et l'achat d'équipements pédagogiques ont aussi permis de répondre à l'évolution de l'offre de formation et l'amélioration des conditions de vie des élèves.

Les études des opérations de construction de la cuisine centrale et de la rénovation des internats à Attiti et Lifou dont les travaux débuteront en 2018.

La construction du pôle des sciences au Lycée Jules Garnier, ayant débuté fin 2016, a été interrompue toute l'année 2017 suite au désistement du maître d'œuvre en début d'année.

Le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) informatique, voté en 2013 pour 373 MF a permis de mettre en œuvre la rénovation des réseaux informatiques des lycées et ALP et de moderniser les équipements informatiques (visio-conférence, serveurs). Les nouvelles technologies impliquées dans les enseignements nécessitent une infrastructure fiable et performante. Les bâtiments sont reliés par fibre optique, le câblage des salles de cours s'appuie sur des normes récentes, les éléments actifs (switches, routeurs) sont administrables à distance et permettent des débits en accord avec les besoins croissants des TICE.

En 2017, la rénovation des réseaux informatiques a été réalisée pour les lycées Lapérouse, Attiti et Touho.

S'agissant du volet consacré à la modernisation des équipements, le vice-rectorat, direction générale des enseignements a doté l'ensemble des lycées d'un système de visio-conférence moderne et homogène. Des serveurs performants, accompagnés d'onduleurs et de systèmes de stockage ont été installés dans 80% des lycées. La priorisation tient compte de la vétusté du matériel en place, et suit la rénovation des réseaux.

Des travaux ont été lancés durant les grandes vacances scolaires pour les lycées Kela et Haudra. Ces deux lycées verront donc leur réseau rénové et leurs serveurs renouvelés. En 2018, tous les lycées seront ainsi modernisés.
Au 31 décembre 2017, le taux d'engagement du PPI représente 64,5% soit 318,3 MF et le taux de mandatement par rapport aux engagements 96 % soit 306 MF.

Dans un souci d'économie, **la rénovation de la salle serveur du vice-rectorat a été abandonnée** au profit d'un hébergement à la DTSI. Les dépenses engagées ont permis de relier les réseaux du vice-rectorat et de la DTSI (4,9 MF). Les serveurs ont été renouvelés afin de s'intégrer dans cette nouvelle architecture. Une facturation tardive explique la sous-consommation des 29,15 MF prévus.
L'hébergement des serveurs du vice-rectorat à la DTSI est désormais largement engagé.

En fonctionnement deux autorisations d'engagement accompagnent les deux programmes pluri annuels d'investissement pour toutes les dépenses qui s'imputent en fonctionnement et non en investissement (ex maintenance, entretien du matériel, peintures intérieures, frais de déménagement des salles de classe pour réaliser des travaux, réparations suite à travaux d'urgence…). Le montant des deux AE s'élèvent à 152 MF. Leur exécution évolue en fonction de la réalisation des travaux d'investissement programmés.

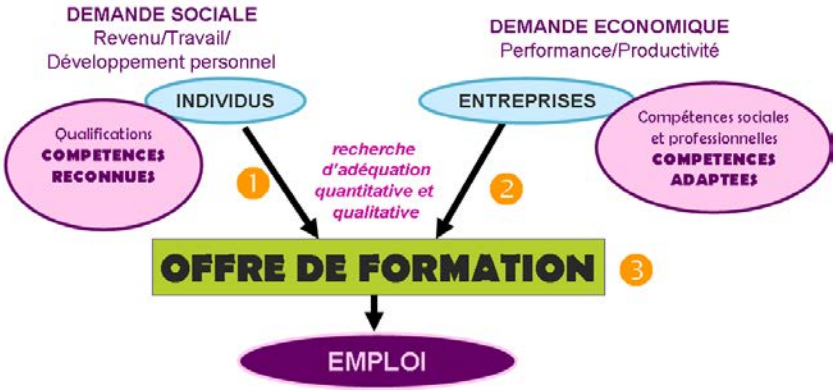
Synthèse de la mission par programme et type de recettes – dépenses

	P1101 Enseignement du premier degré	P1102 Formation initiale des enseignants du 1er degré public	P1103 Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	P1104 Enseignement technique agricole	P1105 Enseignement privé	P1106 Enseignement second degré public	Total général
RECETTES			**70 401 880**	**5 257 489**		**24 520**	**75 683 889**
Fonctionnement			**70 401 880**	**5 257 489**		**-**	**75 659 369**
(74) dotations, subventions et participations						-	-
(75) autres produits de gestion courante				3 257 489			3 257 489
(77) produits exceptionnels				2 000 000			2 000 000
AP P1103-2017/9 - CDI 17-21 PLAN JEUNESSE OUTRE MER - PARCOURS EXCELLENCE			70 401 880				70 401 880
Investissements				**-**		**24 520**	**24 520**
(204) subventions d'équipement versées						14 286	14 286
(23) immobilisation en cours						10 234	10 234
AP P1104-2017/2 - RENOVATION LYCEE AGRICOLE - PART ETAT				-			-
DEPENSES	**142 496 779**	**233 066 447**	**947 153 718**	**213 248 665**	**2 413 337 964**	**2 444 405 094**	**6 393 708 667**
Fonctionnement	**142 185 374**	**233 066 447**	**739 372 267**	**178 698 665**	**2 107 086 713**	**1 154 040 092**	**4 554 449 558**
Aides directes et indirectes			12 260 000				12 260 000
Autres charges de fonctionnement	67 867 155	1 189 210	13 775 021	1 595 380	3 940 197	42 328 840	130 695 803
Charges de personnel						-	-
Charges exceptionnelles	510 731					6 597 726	7 108 457
Charges fixes de fonctionnement	28 567 390	561 237	433 184	1 107 753		91 797 729	122 467 293
Contributions obligatoires				115 815 532	1 996 021 516	491 106 857	2 602 943 905
Remboursements aux collectivités	19 535 526						19 535 526
Subventions, participations et autres charges d'activité	25 704 572	231 316 000	712 904 062	60 180 000	107 125 000	519 003 624	1 656 233 258
Formation professionnelle				-		3 205 316	3 205 316
Investissements	**311 405**		**207 781 451**	**34 550 000**	**306 251 251**	**1 290 365 002**	**1 839 259 109**
AP P1103-2014/1 - CDI 17-21 POLE NUMERIQUE ET TECHNOLOGIQUE-POLE NTC			204 201 499				204 201 499
AP P1103-2017/6 - CDI 17-21 CRESICA INVESTISSEMENT			3 579 952				3 579 952
AP P1103-2017/8 - DEVELOPPEMENT DU LOGICIEL PERSEVERANCE			-				-
AP P1104-2017/1 - CDV 17-21 RENOVATION LYCEE AGRICOLE DE NC				-			-
AP P1105-2016/1 - EQUIPEMENT DIRECTIONS ENSEIGNEMENT PRIVE-ASEE					-		-
AP P1105-2016/3 - EQUIPEMENT DIRECTIONS ENSEIGNEMENT PRIVE-FELP					50 000 000		50 000 000
AP P1106-2013/1 - RENOVATION LYCEES GARNIER ET TOUHO						36 032 371	36 032 371
AP P1106-2013/2 - RENOVATION SALLE INFORMATIQUE DEZARNAULDS						4 938 194	4 938 194
AP P1106-2013/3 - DEVELOPPEMENT NUMERIQUE SCOLAIRE 2ND DEGRE						40 372 990	40 372 990
AP P1106-2013/4 - RENOVATION DES LYCEES 2013-2017						981 436 696	981 436 696
HAP immobilisations corporelles	311 405					29 822 989	30 134 394
HAP immobilisations incorporelles						2 890 018	2 890 018
HAP subventions d'équipement versées				34 550 000	256 251 251	194 871 744	485 672 995

Mission M12
Formation professionnelle continue

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	272 983 118	3 712 390 553
Réalisations 2017	289 665 100	2 873 815 929
Taux de réalisation 2017	106,11%	77,41%

Pour information, la masse salariale à cette mission s'élève à 537 517 191 F.



Information, orientation, accompagnement

Former pour l'emploi

Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue

Assurer l'adéquation entre les attentes des individus et les besoins en compétences des entreprises calédoniennes est l'un des enjeux de la formation professionnelle continue. C'est autour de cette logique qu'a été structurée la mission formation professionnelle en trois programmes. Les deux premiers programmes sont orientés en direction des principaux « clients » de la formation que sont les individus (informer, orienter accompagner) et les entreprises (former pour l'emploi). Le troisième programme concentre quant à lui les moyens destinés à satisfaire aux exigences qualitatives et réglementaires pour une mise en œuvre optimum des deux premiers programmes.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**312 622 947**	**245 838 502**	**289 665 100**	**110,36%**
P1201-Information, orientation, accompagnement	**3 843 575**	**2 943 586**	**44 760 101**	**137,79%**
DFPC	3 843 575	2 943 586	44 760 101	137,79%
P1202-Former pour l'emploi	**6 752 468**	**6 839 309**	**24 767 628**	
DFPC	4 271 223	1 625 241	19 837 024	
DRH	2 481 245	5 214 068	4 930 604	
P1203-Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	**302 026 904**	**236 055 607**	**220 137 371**	**95,71%**
DFPC	3 599 150	101 745	177 100	
DSF	298 427 754	235 953 862	219 960 271	95,63%
Investissements	**-**	**-**	**-**	**0,00%**
P1203-Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	**-**	**-**	**-**	**0,00%**
DBAF	-	-	-	0,00%
Total général	**312 622 947**	**245 838 502**	**289 665 100**	**106,11%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**2 332 352 502**	**1 863 652 045**	**2 355 721 281**	**77,17%**
P1201-Information, orientation, accompagnement	**803 492 026**	**721 794 926**	**1 051 660 454**	**75,18%**
DFPC	803 492 026	721 794 926	1 051 660 454	75,18%
P1202-Former pour l'emploi	**872 410 704**	**610 525 377**	**754 904 504**	**71,39%**
DFPC	812 265 533	555 231 439	699 248 727	69,81%
DRH	60 145 171	55 293 938	55 655 777	99,78%
P1203-Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	**656 449 772**	**531 331 742**	**549 156 323**	**92,09%**
DAPM	49 696 387	49 893 280	45 970 912	91,94%
DBAF	522 000 000	415 500 000	435 220 000	100,00%
DFPC	84 753 385	65 938 462	67 965 411	61,18%
Investissements	**40 677 765**	**27 126 886**	**518 094 648**	**78,52%**
P1203-Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	**40 677 765**	**27 126 886**	**518 094 648**	**78,52%**
DBAF	1 746 000	10 700 000	-	0,00%
DFPC	38 931 765	16 426 886	518 094 648	79,52%
Total général	**2 373 030 267**	**1 890 778 931**	**2 873 815 929**	**77,41%**

Le mot du membre du gouvernement chargé d'animer le secteur

Jean-Louis D'ANGLEBERMES

Malgré la contrainte budgétaire qui a particulièrement pesé sur le secteur de la formation professionnelle en 2017, l'activité dans ce domaine s'est maintenue à un niveau élevé. C'est ainsi que la prise en charge des publics éloignés de l'emploi, cibles privilégiées de la stratégie emploi insertion professionnelle, a été confortée par un recensement direct des personnes en recherche d'insertion dans des communes de l'intérieur et de la côte Est. Ces opérations ont permis de mesurer l'écart entre la connaissance « administrative » des jeunes éloignés de l'emploi et les réalités de terrain et de mettre en œuvre des dispositifs plus adaptés ou de renforcer des mesures comme le SPOT. L'effort financier en faveur de l'apprentissage a pour sa part été maintenu.

De plus, les travaux sur les réformes structurelles, engagés en 2016, se sont poursuivis en 2017 avec la finalisation d'un premier groupe de textes sur la réforme de l'alternance, les avancées sur le cadre d'emploi des agents du GIP formation et le redéploiement des missions des établissements publics qui y seront fusionnés. D'autres chantiers se sont ouverts avec la mise en place des groupes de travail sur le service public d'orientation tandis que certains projets se sont achevés, comme l'accompagnement du FIAF.

2017 aura également été la première année de décaissement des crédits européens au titre du XIème FED, d'un montant de 680 millions FCFP sur la base d'une revue annuelle d'exécution réalisée conjointement par la DTE, la DFPC, la DBAF et le SCRRE et intégrant l'activité des provinces dans les domaines concernés.

Cette intense activité ne doit pas masquer la fragilité financière de « l'écosystème » formation professionnelle, particulièrement dans sa composante organismes publics de formation dont les ressources diminuent d'année en année. Dans ce contexte, la mutualisation des moyens au sein de la collectivité Nouvelle-Calédonie, mais également avec les provinces et l'Etat doit être systématiquement recherchée afin de maintenir le niveau de qualité de notre système de formation professionnelle continue et de répondre aux attentes d'une population trop souvent délaissée.

L'activité de la DFPC en 2017 a été fortement tributaire du mécanisme de délégation des crédits d'intervention votés au budget primitif. En effet, seuls 50% de ces crédits ont été délégués en début d'année et 20% au 1er août 2017. Il en est résulté la nécessité de calibrer l'activité sur 70% et non 100% du budget voté, étant entendu qu'une délégation de crédits au mois d'août est un élément qui complique l'exécution budgétaire. Concrètement, il a été nécessaire de prioriser à nouveau les actions et d'effectuer régulièrement des virements de crédits permettant le financement des priorités de niveau 1. De ce fait la structure budgétaire finale n'a plus grand-chose à voir avec celle présentée pour le BP 2017.

Au-delà de ces constats, il faut remarquer que les taux d'exécution étant calculés sur le budget voté et non sur la réalité des crédits délégués, ils sont relativement faibles pour la direction, laissant supposer une mauvaise appréciation des besoins budgétaires annuels.

Or, si l'on s'intéresse aux crédits effectivement délégués, le taux global d'exécution budgétaire est de 83%, soit 8 points de plus que le calcul sur le budget voté. Il atteint 90% en fonctionnement sur le programme P1202 qui concerne l''achat de formation, soit 20 points de plus que le calcul sur le budget voté. L'importance de ces écarts est d'autant plus significative que la préparation budgétaire 2018 s'est faite sur la base du taux d'exécution 2017 calculé sur le budget voté, ce qui fausse directement l'analyse des besoins en crédits de paiement pour 2018. Ainsi, la consommation budgétaire réelle en 2017 sur les seuls programmes P1201 et P1202 est de 1,75 milliards FCFP, soit plus que le budget global de fonctionnement voté au BP 2018.

L'argument selon lequel la DFPC a un faible taux d'exécution, ce qui permettrait de supporter une réduction constante des budgets de la formation professionnelle continue[1], n'est donc pas recevable. Loin d'opérer un ajustement des crédits à une capacité réelle d'intervention, la réduction budgétaire constante obère la capacité de la direction à opérationnaliser les actions prévues par la SEIP-NC, objet de la contractualisation avec l'UE au titre du XIème FED.

De plus, Il convient de rappeler que la formation professionnelle est une priorité du gouvernement et qu'elle est pleinement mobilisée comme outil du plan de prévention de la délinquance. Sa constante érosion en termes de moyens ne peut qu'avoir des conséquences négatives sur le déploiement et l'effectivité de politiques phares du gouvernement.

[1] En effet, de 2014 à 2018, le budget de BP à BP est passé de 2,564 milliards FCFP à 1,56 milliards, soit une baisse de plus de 39%. Ce sont essentiellement les crédits d'intervention qui sont concernés, ce qui a un impact direct sur l'achat de formation : entre 2014 et 2017, l'achat de formation a diminué de 40%.

P1201
Information, orientation, accompagnement

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	32 483 118	1 398 820 767
Réalisations 2017	44 760 101	1 051 660 454
Taux de réalisation 2017	137,79%	75,18%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 89 702 153 F.

Les recettes

Pour le secteur de la formation professionnelle (Jean-Louis D'ANGLEBERMES)

- Direction de la formation professionnelle continue (DFPC)

Les recettes sont réparties comme suit :

- 12 790 280 F : trop perçu des prestataires de formation ayant conventionné avec la Nouvelle-Calédonie (frais de transport, d'intendance) ;

- 8 727 776 F : remboursement des indemnités et cotisations sociales perçues par des stagiaires de la formation professionnelle continue ayant abandonné leurs formations sans motifs valables sur les 32 483 118 F prévus, soit un taux de réalisation de 25%.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**32 483 118**	**44 760 101**	**137,79%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**32 483 118**	**44 760 101**	**137,79%**
DFPC	32 483 118	44 760 101	137,79%
(77) produits exceptionnels	32 483 118	44 760 101	137,79%
Total général	**32 483 118**	**44 760 101**	**137,79%**

Les dépenses

Pour le secteur de la formation professionnelle (Jean-Louis D'ANGLEBERMES)

- Direction de la formation professionnelle continue (DFPC)

A1201-01 – Informer et promouvoir la formation : 1 981 834 F

L'activité de la formation en termes de communication a été réduite, d'une part du fait de la contraction de l'offre et d'autre part du fait d'un choix de communiquer principalement auprès des professionnels en insertion du réseau RIIFE pour cibler un public qui est en démarche d'insertion professionnelle et identifié par les structures qui accompagnent ces démarches. Ce qui permet de concentrer le dispositif de formation sur des personnes qui ont déjà engagé une démarche de réflexion professionnelle et éviter les candidatures d'opportunité.

La seule communication par voie de presse a concerné les parcours individualisés de formation afin de faire connaitre ce nouveau dispositif après l'adoption d'une nouvelle délibération fin 2016.

Il y a aussi eu une communication du livret V du code du travail.

A1201-02 – Accueillir, orienter et positionner les bénéficiaires : 7 292 975 F

L'activité au titre de cette action est principalement internalisée et prise en charge par la section orientation et accompagnement des parcours qui réalise le travail d'identification et de positionnement des candidats à des formations.

L'année 2017 se caractérise par une orientation accrue des publics par certaines structures du réseau RIIFE, ainsi 2 327 fiches numériques traçant des demandes de formation ont été traitées soit une augmentation de 69% du nombre de fiches numériques créées. 563 personnes sont entrées en formation en 2017, suite à la création d'une fiche numérique en 2017 et parmi elles 460 personnes sont sorties de formation en 2017. En parallèle, un travail de réorientation des candidats qui ne peuvent pas intégrer une action de formation a été mené, il a notamment conduit à la mise en place d'une action expérimentale « atelier intensif de recherche d'emploi » pour des publics possédant déjà une qualification professionnelle. Ce travail se poursuivra en 2018 avec la proposition de nouveaux ateliers collectifs animés en interne à destination des candidats qui ne sont pas retenus pour une formation.

Pour les candidats sollicitant une aide dans le cadre d'un projet de formation en mobilité, cette action concerne le positionnement et la préparation des dossiers pour présentation en commission des parcours individualisés de formation mais aussi un accompagnement en métropole des stagiaires en formation par un prestataire l'ACESTE-CNAM.

A1201-04 – Prendre en charge les bénéficiaires : 653 242 686 F

811 stagiaires inscrits sur des parcours collectifs ont été indemnisés en 2017 pour un montant de 161 634 794 F (765 demandeurs d'emploi, 28 détenus, 17 allocataires chômage et un salarié en congé individuel de formation) et 163 stagiaires inscrits dans des parcours individualisés de formation (66 au Québec, 44 dans la cadre du parcours mobilité métropole avec l'AFPA et 73 sur un dispositif BTF/ parcours individualisé de formation) pour un montant de 283 940 649 F.

Lors des commissions parcours individualisés de formation, 65 dossiers ont reçu un avis favorable pour 107 dossiers présentés et 47 personnes sont entrées en formation en 2017 suite à l'accord de financement.

La prise en charge des charges sociales des bénéficiaires des différents dispositifs (RSMA, Apprentissage, Parcours individualisés ou collectifs) de la Nouvelle-Calédonie représente un budget de 157,7 MF.

De même, la prise en charge de l'intendance des stagiaires (hébergement et repas) dans certains centres de formation représente un budget croissant : 55 MF. L'existence d'un hébergement est cependant un facteur favorisant l'assiduité des stagiaires.

Concernant le financement de la validation des acquis de l'expérience des demandeurs d'emploi, aucune dépense n'a été faite.

A1201-05 – Préparer l'entrée en formation : 197 623 818 F

Le budget alloué à cette action est en augmentation pour répondre à l'évolution des publics qui sont de plus en plus éloignés des prérequis nécessaires pour pouvoir entrer directement en formation qualifiante. Ainsi, le nombre de places achetées dans le dispositif Spot a été augmenté avec notamment l'ouverture de place à l'EFPA de Bourail et 122 personnes ont pu en bénéficier.
175 personnes ont suivi des remises à niveau afin de leur permettre d'intégrer une action de formation et 87 personnes ont intégrées une plateforme découverte sectorielle ou un premier niveau d'employabilité afin de finaliser leur projet professionnel ou d'acquérir les premiers gestes techniques permettant une insertion directe à l'emploi.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1201-01-Informer et promouvoir la formation	**8 658 059**	**1 981 834**	**22,89%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**8 658 059**	**1 981 834**	**22,89%**
DFPC	**8 658 059**	**1 981 834**	**22,89%**
A1201-02-Accueillir, orienter et positionner les bénéficiaires	**17 867 785**	**7 292 975**	**40,82%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**17 867 785**	**7 292 975**	**40,82%**
DFPC	**17 867 785**	**7 292 975**	**40,82%**
A1201-04-Prendre en charge les bénéficiaires	**1 086 583 629**	**840 868 665**	**77,39%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**1 086 583 629**	**840 868 665**	**77,39%**
DFPC	**1 086 583 629**	**840 868 665**	**77,39%**
A1201-05-Préparer l'entrée en formation	**285 711 294**	**201 516 980**	**70,53%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**285 711 294**	**201 516 980**	**70,53%**
DFPC	**285 711 294**	**201 516 980**	**70,53%**
Total général	**1 398 820 767**	**1 051 660 454**	**75,18%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 398 820 767**	**1 051 660 454**	**75,18%**
DFPC	**1 398 820 767**	**1 051 660 454**	**75,18%**
Aides directes et indirectes	1 004 763 882	776 148 717	77,25%
Autres charges de fonctionnement	41 918 932	18 565 124	44,29%
Charges exceptionnelles	70 771	70 771	100,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	35 200 000	30 800 000	87,50%
Formation professionnelle	316 867 182	226 075 842	71,35%
Total général	**1 398 820 767**	**1 051 660 454**	**75,18%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la formation professionnelle (Jean-Louis D'ANGLEBERMES)

- Direction de la formation professionnelle continue (DFPC)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**8 841 139 807**	**6 095 365 446**	**2 745 774 361**	**69%**	**994 062 625**	**1 057 092 654**	**750 154 563**	**71%**
P1201-2011/1 INFORMER ORIENTER ACCOMPAGNER	3 287 775 000	2 961 279 658	326 495 342	90%	2 530 000	5 740 426	2 400 000	42%
P1201-2014/1 INFORMATION ORIENTATION ACCOMPAGNEMENT	5 553 364 807	3 134 085 788	2 419 279 019	56%	991 532 625	1 051 352 228	747 754 563	71%
Total général	**8 841 139 807**	**6 095 365 446**	**2 745 774 361**	**69%**	**994 062 625**	**1 057 092 654**	**750 154 563**	**71%**

P1201-2011/1 – Informer orienter accompagner :

- Financement de l'environnement stagiaire ((indemnités, cotisations sociales, hébergement / restauration, transport, cotisations), convention avec LADOM pour les stagiaires à l'extérieur de la Nouvelle-Calédonie ;
- Campagnes de communication sur les programmations de formation professionnelle continue de la Nouvelle-Calédonie réalisées par l'IDC NC en majorité, publications ;
- Actions de formations préparatoires, remises à niveau, pré qualifiantes.

La dernière dépense ayant été faite début 2018, il conviendra de clôturer cette AE au BS 2018.

P1201-2014/1 – Information orientation accompagnement : cette AE a servi en 2017 à financer les actions suivantes :

- Campagnes de communication sur les actions financées par la Nouvelle-Calédonie, principalement par l'IDC-NC ;
- Parutions légales ;
- Prise en charge de l'environnement stagiaire : hébergement, restauration, transport, indemnités, cotisations sociales, remboursement des frais de formation aux stagiaires de la FPC ainsi que les bourses territoriales de formation (BTF), les parcous individualisés de formation PIF ;
- Formations pré qualifiantes, de remises à niveau ;
- Prestations d'accompagnement pédagogique des stagiaires hors NC.

P1202
Former pour l'emploi

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	1 057 460 868
Réalisations 2017	24 767 628	754 904 504
Taux de réalisation 2017		71,39%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 272 081 776 F.

Les recettes

Pour le secteur de la formation professionnelle (Jean-Louis D'ANGLEBERMES)

- Direction de la formation professionnelle continue (DFPC)

Il s'agit du trop perçu de frais de frais de formation, pour un total de 19 837 024 F.

- Direction des ressources humaines (DRH)

Les recettes visent à percevoir les bourses indûment perçues par les bénéficiaires d'une bourse avec affectation spéciale.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**24 767 628**	
J-L. D'ANGLEBERMES	**-**	**24 767 628**	
DFPC	-	19 837 024	
(77) produits exceptionnels	-	19 837 024	
DRH	-	4 930 604	
(77) produits exceptionnels	-	4 930 604	
Total général	**-**	**24 767 628**	

Les dépenses

Pour le secteur de la formation professionnelle (Jean-Louis D'ANGLEBERMES)

- Direction de la formation professionnelle continue (DFPC)

Depuis 2016, la Nouvelle-Calédonie a concentré ses efforts sur les publics « les plus éloignés » de l'insertion que cela soit par manque de qualification, de diplômes, ou pour des problématiques d'inadaptation à l'emploi (employabilité). Le public salarié est pour sa part pris en charge par le fonds interprofessionnel d'assurance formation.

A1202-01 – Qualifier pour l'emploi (Demandeurs d'emploi formés sur la commande publique)

Cette action comprend principalement deux dispositifs de formation collectifs :

- les formations accessibles par la voie de l'apprentissage ;
- les formations relevant de la programmation structurelle répondant à une demande sociale et tenant compte des perspectives d'embauche offertes par le métier ciblé.

Concernant l'apprentissage, 756 jeunes étaient inscrits dans une formation par apprentissage en 2017 dans un des quatre CFA du territoire (CANC, CCI, CMA, UNC) pour un budget réalisé de 221 504 123 F.

Concernant la programmation structurelle, 35 actions ont eu lieu qui a permis la formation de 539 stagiaires.

A1202-03 – Accompagner le développement des actifs et des publics spécifiques

En 2017, une subvention de 15 000 000 F a été versée à l'ACESTE CNAM.

Concernant le financement de la validation des acquis de l'expérience des demandeurs d'emploi, aucune dépense n'a été faite.

A1202-04 – Evaluer les besoins

Une étude de 10 000 000 F sur le rendement de la formation professionnelle continue a été commandée à l'IDCNC, dont 3 000 000 F versés en 2017.
Une autre étude a été commandée au groupement professionnel santé sécurité au travail (GPSST) : 200 000 F

- Direction des ressources humaines (DRH)

Les dépenses mandatées relatives au dispositif des bourses avec affectation spéciale est de 55,655 MF pour un budget global de 55,8 MF, soit un taux d'exécution de 99,78%. 21 bourses ont été renouvelées, 11 nouvelles bourses ont été attribuées en 2017 et 10 ont été suspendues. En 2017, le même effort financier a été investi pour la formation d'étudiants suivant un cursus répondant aux besoins de la fonction publique.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1202-01-Qualifier pour l'emploi (Demandeurs d'emploi formés sur la commande publique)	**734 088 826**	**520 378 569**	**70,89%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**734 088 826**	**520 378 569**	**70,89%**
DFPC	**678 310 624**	**464 722 792**	**68,51%**
DRH	55 778 202	55 655 777	99,78%
A1202-02-Soutenir les initiatives sectorielles	**208 423 343**	**164 104 139**	**78,74%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**208 423 343**	**164 104 139**	**78,74%**
DFPC	**208 423 343**	**164 104 139**	**78,74%**
A1202-03-Accompagner le développement des actifs et des publics spécifiques	**97 822 780**	**67 021 796**	**68,51%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**97 822 780**	**67 021 796**	**68,51%**
DFPC	**97 822 780**	**67 021 796**	**68,51%**
A1202-04-Evaluer les besoins	**17 125 919**	**3 400 000**	**19,85%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**17 125 919**	**3 400 000**	**19,85%**
DFPC	**17 125 919**	**3 400 000**	**19,85%**
Total général	**1 057 460 868**	**754 904 504**	**71,39%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 057 460 868**	**754 904 504**	**71,39%**
DFPC	**1 001 682 666**	**699 248 727**	**69,81%**
Aides directes et indirectes	18 152 434	17 642 398	97,19%
Autres charges de fonctionnement	17 125 919	3 400 000	19,85%
Subventions, participations et autres charges d'activité	15 000 000	15 000 000	100,00%
Formation professionnelle	951 404 313	663 206 329	69,71%
DRH	**55 778 202**	**55 655 777**	**99,78%**
Aides directes et indirectes	53 720 900	53 720 900	100,00%
Autres charges de fonctionnement	2 057 302	1 934 877	94,05%
Total général	**1 057 460 868**	**754 904 504**	**71,39%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la formation professionnelle (Jean-Louis D'ANGLEBERMES)

- Direction de la formation professionnelle continue (DFPC)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**7 964 161 932**	**6 616 860 351**	**1 347 301 581**	**83%**	**770 557 904**	**954 797 744**	**668 073 988**	**70%**
P1202-2011/1								
FORMER POUR L'EMPLOI	4 552 490 000	4 015 975 974	536 514 026	88%	-	-	-	-
P1202-2014/1								
FORMER POUR L'EMPLOI	3 411 671 932	2 600 884 377	810 787 555	76%	770 557 904	954 797 744	668 073 988	70%
Total général	**7 964 161 932**	**6 616 860 351**	**1 347 301 581**	**83%**	**770 557 904**	**954 797 744**	**668 073 988**	**70%**

P1202-2011/1 – Former pour l'emploi : cette AE a permis de financer des actions de formations qualifiantes pour les demandeurs d'emploi, les détenus, les personnes en situation de handicap, ainsi que des actions de promotion sociale (DAEU) et d'apprentissage. Ont également été versées des primes d'apprentissage à l'employeur, des subventions au CNAM et la prise en charge du transport des apprentis. Les actions étant aujourd'hui terminées, il convient de clôturer cette AE au CA 2017.

P1202-2014/1 – Former pour l'emploi : Il reste le solde de l'étude emploi formation réalisée par l'IDC-NC à régler.

P1203
Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	240 500 000	1 256 108 918
Réalisations 2017	220 137 371	1 067 250 971
Taux de réalisation 2017	91,53%	84,96%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 175 733 262 F.

Les recettes

Pour le secteur de la formation professionnelle (Jean-Louis D'ANGLEBERMES)

- Direction de la formation professionnelle continue (DFPC)

Le réalisé de 177 100 F correspond au trop perçu d'intendance du CFTMC, AA Formation et CTOS.

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Une inscription de recette de 10,5 MF a été proposée au BP 2017 pour annuler des mandats sur exercices antérieurs. En effet, à la demande de l'IDCNC, la subvention d'investissement de 10,5 MF versée à l'établissement pour le projet RELIEF est transformée en subvention de fonctionnement car les dépenses au titre du projet sont des prestations de services imputables en fonctionnement. Aussi, la transformation se concrétise par une recette d'investissement et une dépense de fonctionnement de 10,5 MF. Cette recette n'a pas été perçue en 2017.

- Direction des services fiscaux (DSF)

Il s'agit des versements des employeurs au titre de leur non respect de leur obligation de financement de la formation professionnelle continue via le 0,7 % sur la masse salariale applicable aux entreprises de plus 10 salariés.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**230 000 000**	**220 137 371**	**95,71%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**230 000 000**	**220 137 371**	**95,71%**
DFPC	-	177 100	
(77) produits exceptionnels	-	177 100	
DSF	230 000 000	219 960 271	95,63%
(73) impôts et taxes	230 000 000	219 960 271	95,63%
Investissements	**10 500 000**	**-**	**0,00%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**10 500 000**	**-**	**0,00%**
DBAF	10 500 000	-	0,00%
(204) subventions d'équipement versées	10 500 000	-	0,00%
Total général	**240 500 000**	**220 137 371**	**91,53%**

Les dépenses

Pour le secteur de la formation professionnelle (Jean-Louis D'ANGLEBERMES)

- Direction de la formation professionnelle continue (DFPC)

Le programme de professionnalisation des acteurs confié à l'IFAP (conseillers en insertion professionnelle, formateurs d'adultes, encadrants de chantier d'insertion, etc.) a été maintenu mais l'offre de formation a été réduite compte de l'enveloppe budgétaire accordée (14 MF).

La démarche de labellisation des organismes de formation reste appuyée par la DFPC et le financement des audits est maintenu mais elle devra en 2018 faire l'objet d'une réflexion commune avec le FIAF-NC et les provinces pour lui donner une dimension nouvelle et commune aux principaux financeurs du territoire.

Subventions d'investissement :

- Ecole des métiers de la mer : trois subventions d'équipement ont été votées dont 2 de 30 000 000 F chacune :
  - pour la mise aux normes d'un plateau technique : versement de 24 000 000 F ;
  - pour la construction d'un ponton : 24 000 000 F ;
  - et une subvention de 5 000 000 F pour l'acquisition de matériel entièrement versée en 2017.
- Etablissement de formation professionnelle des adultes (EFPA) : 292 540 290 F
- EPEFIP : 6 500 000 F
- GNFA : 2 500 000 F
- Province des Iles Loyauté : 5 000 000 F pour l'EPEFIP de Maré
- Province Nord : 115 000 000 F pour le centre d'hébergement de Koné

Subventions de fonctionnement :

- Chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie : 3 750 000 F
- GNFA : 10 000 000 F
- CFTMC : 3 500 000 F
- EMIA : 2 000 000 F

Le budget de fonctionnement de la DFPC a été réalisé à hauteur de 95 %.

A1203-02 – Réglementer et contrôler le dispositif de formation professionnelle : 3 746 587 F

La DFPC a maintenu les actions liées aux missions structurelles qui lui sont confiées particulièrement en termes de contrôle de l'activité de formation professionnelle des organismes de formation et des employeurs assujettis à l'obligation de financement de la formation professionnelle continue.

Le niveau de contrôle a pu être maintenu tant vis-à-vis des organismes de formation que vis-à-vis des employeurs.

Ont également été réalisé 8 audits portant sur l'organisation des formations financées par la Nouvelle-Calédonie (formations par apprentissage et en formation continue) ; ces prestations sont

sous-traitées à l'AFPA dans le cadre d'une convention de partenariat appuyée par le ministère des Outre-mer.

A1203-03 – Animer et piloter le dispositif de la formation et de la certification

Concernant la certification professionnelle, la commission consultative de la certification professionnelle s'est régulièrement réunie et a émis un avis sur un projet de création, 3 créations et 3 révisions de diplômes de la Nouvelle-Calédonie ainsi que 23 nouveaux enregistrements d'autres certifications au RCP-NC.

L'indemnisation des professionnels participant à des jurys d'examen constitue le poste financier le plus important (9 MF versés à 209 membres de jury pour 417 jours de participation). Ces examens ont concernés 723 candidats dont 611 ont validé leur certification.

La DFPC a également, en lien avec les professionnels du secteur et le CNAPS, poursuivi la mise en place du dispositif de certification professionnelle des métiers de la sécurité privée, surveillance et gardiennage et transports de fonds. En 2017, 327 personnes ont obtenu le diplôme d'agent de sécurité privée ou d'agent de sureté aéroportuaire leur permettant d'obtenir la carte professionnelle indispensable pour exercer ces métiers.

Concernant le financement de la validation des acquis de l'expérience des demandeurs d'emploi, aucune dépense n'a été faite.

Principaux indicateurs de performance

Taux de prise en charge des demandeurs d'emploi non qualifiés				
Objectif	La population de demandeurs d'emploi non qualifiés est particulièrement fragile et ses chances d'insertion professionnelle faibles. Par ailleurs, les parcours vers l'insertion ont une double vocation : remobiliser des publics éloignés de l'emploi, puis les mener vers l'acquisition de compétences professionnelles reconnues afin de faciliter leur insertion. La capacité des partenaires du réseau RIIFE à proposer des actions de formation qualifiante ou diplômante à ces publics est donc un enjeu majeur.			
Calcul	Nombre de demandeurs d'emploi non qualifiés inscrits dans un dispositif de formation ---------- x 100 Moyenne annuelle des demandeurs d'emploi en fin de mois non qualifiés			
	Année	2015	2016	2017
	Taux DEFM NQ ISEE	33,49%	35,04%	33,79%
	Taux de prise en charge des DEFM NQ	40,57%	41,13%	47,11%

Indice de satisfaction des stagiaires				
Objectif	Cet indicateur permet de renseigner sur le degré de satisfaction ressenti par les stagiaires à l'égard de leur formation.			
Calcul	Les données sont collectées par administration d'un questionnaire à l'issue de la formation. Une question consiste pour les stagiaires à donner une note au stage qu'ils ont suivis, la moyenne des notes détermine l'indice de satisfaction (de 1 à 20)			
	Année	2015	2016	2017
	Indice de staisfaction stagiaires	77,00%	87,00%	86,00%

Taux d'érosion				
Objectif	Le taux d'érosion permet de mesurer la part des arrêts pendant le suivi des formations			
Calcul	Nombre d'arrêts pendant la formation ---------- x 100 Nombre d'inscrits			
	Année	2015	2016	2017
	Taux d'érosion	21,95%	22,69%	13,47%

Taux de réussite aux examens				
Objectif	Mesurer le niveau d'acquisition des connaissances			
Calcul	Nombre de stagiaires admis à l'examen ---------- x 100 Nombre de stagiaires présentés à l'examen			
	Année	2015	2016	2017
	Taux de réussite aux examens	85,25%	92,07%	89,06%

Taux d'insertion (admis, présentés, non-admis)				
Objectif	Le taux d'insertion est un bon révélateur de la correspondance entre la maîtrise des compétences et l'adaptation aux emplois. Il permet de mesurer le devenir professionnel des stagiaires, et de s'assurer ainsi que la formation professionnelle permet l'insertion des demandeurs d'emploi dans le monde du travail			
Calcul	Nombre d'admis (ou présentés) en situation d'emploi à l'échéance ---------- X 100 Nombre de stagiaires admis (ou présentés) aux examens			
	Année	2015	2016	2017
	Taux d'insertion des présentés à 3 mois	33,43%	29,49%	25,90%
	Taux d'insertion des présentés à 6 mois	37,61%	30,77%	25,90%
	Taux d'insertion des présentés à 12 mois	37,91%	39,74%	28,06%
	Taux d'insertion des admis à 3 mois	38,24%	28,78%	27,64%
	Taux d'insertion des admis à 6 mois	42,28%	30,94%	26,83%
	Taux d'insertion des admis à 12 mois	40,07%	38,85%	28,46%

Durée moyenne d'accès au premier emploi				
Objectif	Mesurer la rapidité d'accès à l'emploi			
Calcul	moyenne pour l'ensemble des stagiaires (admis ou présentés à l'examen), du temps écoulé entre la sortie de formation et la première embauche.			
	Année	2015	2016	2017
	Durée moyenne d'accés au premier emploi des présentés à 3 mois	33 jrs	37 jrs	33 jrs
	Durée moyenne d'accés au premier emploi des présentés à 6 mois	49 jrs	58 jrs	51 jrs
	Durée moyenne d'accés au premier emploi des présentéss à 12 mois	83 jrs	92 jrs	51 jrs
	Durée moyenne d'accés au premier emploi des admis à 3 mois	32 jrs	36 jrs	33 jrs
	Durée moyenne d'accés au premier emploi des admis à 6 mois	46 jrs	58 jrs	51 jrs
	Durée moyenne d'accés au premier emploi des admis à 12 mois	71 jrs	93 jrs	50 jrs

A1203-04 – Soutien des établissements publics

36 000 000 F ont été versés dans le cadre du solde d'une subvention à l'EFPA destinée à la remise en état des voiries de l'établissement.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit des loyers et charges locatives nécessaires au fonctionnement de la direction de la formation professionnelle continue (DFPC).

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Le soutien aux établissements publics ont représenté une dépense de 435,2 MF dont 235,5 MF à titre de participation aux charges de fonctionnement de l'IDCNC (235,5 MF), l'EFPA (140,2 MF) l'EMM (4,5 MF). La subvention de fonctionnement destinée au GIP cadre avenir a été de 55 MF en 2017.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1203-01-Dimensionner et adapter les moyens humains et les infrastructures de formationet de péri-formation	**667 998 153**	**515 400 226**	**77,16%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**667 998 153**	**515 400 226**	**77,16%**
DFPC	**667 998 153**	**515 400 226**	**77,16%**
A1203-02-Réglementer et contrôler le dispositif de la formation professionnelle	**5 327 554**	**3 746 587**	**70,32%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**5 327 554**	**3 746 587**	**70,32%**
DFPC	**5 327 554**	**3 746 587**	**70,32%**
A1203-03-Animer et Piloter le dispositif de formation et de certification	**103 263 211**	**76 884 158**	**74,45%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**103 263 211**	**76 884 158**	**74,45%**
DAPM	50 000 000	45 970 912	91,94%
DFPC	**53 263 211**	**30 913 246**	**58,04%**
A1203-04-Soutien des établissements publics	**479 520 000**	**471 220 000**	**98,27%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**479 520 000**	**471 220 000**	**98,27%**
DBAF	**443 520 000**	**435 220 000**	**98,13%**
DFPC	**36 000 000**	**36 000 000**	**100,00%**
Total général	**1 256 108 918**	**1 067 250 971**	**84,96%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**596 307 530**	**549 156 323**	**92,09%**
DAPM	**50 000 000**	**45 970 912**	**91,94%**
Autres charges de fonctionnement	39 000 000	37 721 476	96,72%
Charges fixes de fonctionnement	11 000 000	8 249 436	74,99%
DBAF	**435 220 000**	**435 220 000**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	435 220 000	435 220 000	100,00%
DFPC	**111 087 530**	**67 965 411**	**61,18%**
Autres charges de fonctionnement	45 962 909	28 238 299	61,44%
Charges fixes de fonctionnement	8 991 834	7 950 930	88,42%
Subventions, participations et autres charges d'activité	13 850 000	11 750 000	84,84%
Formation professionnelle	42 282 787	20 026 182	47,36%
Investissements	**659 801 388**	**518 094 648**	**78,52%**
DBAF	**8 300 000**	**-**	**0,00%**
HAP subventions d'équipement versées	8 300 000	-	0,00%
DFPC	**651 501 388**	**518 094 648**	**79,52%**
AP P1203-2011/1 - PLATEAUX TECHNIQUES FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE X ème FED	243 840 290	168 840 290	69,24%
AP P1203-2014/3 - APPUI MISE EN OEUVRE PES	5 000 000	5 000 000	100,00%
AP P1203-2014/4 - SUBVENTIONS ETFPA - REMISE AUX NORMES	36 000 000	36 000 000	100,00%
AP P1203-2014/5 - RENOVATION DES LOCAUX ETFPA	235 200 000	235 200 000	100,00%
HAP immobilisations corporelles	250 000	54 358	21,74%
HAP subventions d'équipement versées	131 211 098	73 000 000	55,64%
Total général	**1 256 108 918**	**1 067 250 971**	**84,96%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la formation professionnelle (Jean-Louis D'ANGLEBERMES)

- Direction de la formation professionnelle continue (DFPC)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**1 384 040 000**	**1 045 060 111**	**338 979 889**	**76%**	**46 668 373**	**56 922 733**	**28 350 205**	**50%**
P1203-2011/2								
ADAPTER LES MOYENS HUMAINS	991 540 000	774 998 598	216 541 402	78%	-	9 298 250	3 760 000	40%
P1203-2014/2								
ANIMER PILOTER LA POLITIQUE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE	352 500 000	240 061 513	112 438 487	68%	46 668 373	47 624 483	24 590 205	52%
P1203-2016/1								
SUBVENTION FIAF	40 000 000	30 000 000	10 000 000	75%	-	-	-	-
Investissement	**1 999 500 000**	**1 244 846 472**	**754 653 528**	**62%**	**316 040 290**	**520 040 290**	**445 040 290**	**86%**
P1203-2011/1								
PLATEAUX TECHNIQUES FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE X ème FED	1 220 500 000	591 483 539	629 016 461	48%	53 840 290	243 840 290	168 840 290	69%
P1203-2014/3								
APPUI MISE EN OEUVRE PES	163 000 000	93 362 933	69 637 067	57%	5 000 000	5 000 000	5 000 000	100%
P1203-2014/4								
SUBVENTIONS ETFPA - REMISE AUX NORMES	75 000 000	60 000 000	15 000 000	80%	30 000 000	36 000 000	36 000 000	100%
P1203-2014/5								
RENOVATION DES LOCAUX ETFPA	541 000 000	500 000 000	41 000 000	92%	227 200 000	235 200 000	235 200 000	100%
Total général	**3 383 540 000**	**2 289 906 583**	**1 093 633 417**	**68%**	**362 708 663**	**576 963 023**	**473 390 495**	**82%**

P1203-2011/2 – Adapter les moyens humains : il s'agit de la convention n° 15/2017 relative CFPPA SUD ingénierie de formation à solder.

P1203-2016/1 – Subvention FIAF : soutien accordé au FIAF-NC, fonds qui a vocation à financer des programmes de formation à destination des salariés de l'ensemble des entreprises privées. En 2016, la Nouvelle-Calédonie a accompagné la mise en place du Fonds Interprofessionnel d'assurance formation de Nouvelle-Calédonie créé par les partenaires sociaux fin 2015 au travers d'un appui financier et de réunions techniques régulières entre le conseil d'administration du FIAF et la DFPC. Le dernier versement étant intervenu en 2016, il convient de clôturer cette AE.

P1203-2011/1 – Plateaux techniques formation professionnelle continue Xème FED : subvention d'investissement au bénéfice de l' EPEFIP de 1,2 M inscrite au BP 2018

P1203-2014/3 – Appui mise en œuvre PES : Subventions d'investissement à la province des Iles pour la mise en place de l'EPEFIP MARE et d'OUVEA.

P1203-2014/4 – Subvention ETFPA – remise aux normes : participation de la NC sous forme de subvention d'équipement pour la remise aux normes des réseaux secs et humides du site de Nouville. Les travaux sont terminés et la dernière partie de la subvention a été versée en 2017.

P1203-2014/5 – Rénovation des locaux ETFPA : il s'agit du solde de conventions relatives aux versements de subventions destinées à la mise en place de plateaux techniques (métallerie, industrie, transport / logistique) et de rénovation des locaux de l'EFPA et de villas.

Synthèse de la mission par programme et type de recettes - dépenses

	P1201 Information, orientation, accompagnement	P1202 Former pour l'emploi	P1203 Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	Total général
RECETTES	**44 760 101**	**24 767 628**	**220 137 371**	**289 665 100**
Fonctionnement	**44 760 101**	**24 767 628**	**220 137 371**	**289 665 100**
(73) impôts et taxes			219 960 271	219 960 271
(77) produits exceptionnels	44 760 101	24 767 628	177 100	69 704 829
Investissements			**-**	**-**
(204) subventions d'équipement versées			-	-
DEPENSES	**1 051 660 454**	**754 904 504**	**1 067 250 971**	**2 873 815 929**
Fonctionnement	**1 051 660 454**	**754 904 504**	**549 156 323**	**2 355 721 281**
Aides directes et indirectes	776 148 717	71 363 298		847 512 015
Autres charges de fonctionnement	18 565 124	5 334 877	65 959 775	89 859 776
Charges exceptionnelles	70 771			70 771
Charges fixes de fonctionnement			16 200 366	16 200 366
Subventions, participations et autres charges d'activité	30 800 000	15 000 000	446 970 000	492 770 000
Formation professionnelle	226 075 842	663 206 329	20 026 182	909 308 353
Investissements			**518 094 648**	**518 094 648**
AP P1203-2011/1 - PLATEAUX TECHNIQUES FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE X ème FED			168 840 290	168 840 290
AP P1203-2014/3 - APPUI MISE EN OEUVRE PES			5 000 000	5 000 000
AP P1203-2014/4 - SUBVENTIONS ETFPA - REMISE AUX NORMES			36 000 000	36 000 000
AP P1203-2014/5 - RENOVATION DES LOCAUX ETFPA			235 200 000	235 200 000
HAP immobilisations corporelles			54 358	54 358
HAP subventions d'équipement versées			73 000 000	73 000 000

Mission M13
Economie et emploi

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	1 046 476 424	3 909 195 252
Réalisations 2017	1 016 798 791	3 337 746 035
Taux de réalisation 2017	97,16%	85,38%

Pour information, la masse salariale affectée à cette mission s'élève à 1 260 221 400 F.

Travail et emploi

Le programme travail et emploi concerne exclusivement les actions et interventions de la direction du travail et de l'emploi (DTE). La mise en œuvre de ce programme s'effectue d'une part par l'action opérationnelle des différents services (conseils au public, rédactions de projets de textes, contrôle…), et d'autre part, par des interventions en direction des partenaires sociaux (formations, séminaires, rencontres, soutien à la négociation collective ou encore l'attribution de subventions).

L'ensemble de ces actions contribue au développement de l'économie calédonienne en régulant les relations de travail, en promouvant une politique de qualité des relations professionnelles, en favorisant le règlement amiable des conflits du travail. Cette politique contribue à améliorer la productivité ,la compétitivité des entreprises, le bien être et l'efficacité au travail.

Marché intérieur

La Nouvelle-Calédonie est compétente en matière de droit de la concurrence, de répression des fraudes, de réglementation des prix et de réglementation des professions commerciales.

Cette mission a pour finalité la régulation économique du marché intérieur, la protection physique et économique du consommateur.

Etudes économiques et sociales

L'institut de la statistique et des études économiques de la Nouvelle-calédonie (ISEE NC) est l'acteur principal de ce programme. Il collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la 'société' calédonienne.

L'ISEE NC réalise des études pérennes mais participe également à des opérations exceptionnelles comme l'ont été la préparation du nouvel indice des prix et le redressement-exploitation du recensement de la population.

Soutien au secteur agricole

Le secteur agricole calédonien est aujourd'hui confronté à la concurrence du marché extérieur qui n'est pas toujours soumis aux mêmes contraintes, d'insularité, d'étroitesse du marché intérieur ou d'aléas en climat tropical. Le soutien au secteur agricole est un programme dont les enjeux ne sont plus uniquement quantitatifs mais se présentent aussi en termes de diversité et de qualité des produits.

Pêche

C'est la direction des affaires maritimes de la Nouvelle-Calédonie (DAMNC) qui est le principal acteur en charge de ce programme.

En plus de ses activités d'administration (le marin, le navire, la pêche au large, le transport et activités maritimes en Nouvelle-Calédonie …), les transferts de compétences de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie en matière de police et sécurité de la circulation maritime, ainsi que la création du parc naturel de la mer de Corail, demandent une adaptation permanente de la DAMNC.

Mines et carrières

L'activité de la mine et la métallurgie est au coeur des anticipations de l'ensemble des acteurs de l'économie. La loi organique a confié des compétences et responsablités à la Nouvelle-Calédonie comme le schéma de mise en valeur des richesses minières.

Ce programme a pour objet la mise en oeuvre de politiques publiques susceptibles de garantir le caractère durable du développement de la Nouvelle-Calédonie.

Economie numérique et communication

La cellule économie numérique assure la coordination et le pilotage de ce programme qui a pour objectif de mettre en œuvre les politiques publiques relatives au développement du numérique. Ce programme s'appuie sur le Plan Stratégique pour l'Economie Numérique (PSEN), dont les orientations ont été votées par le congrès de la Nouvelle-Calédonie (délib. n°321 du 28/10/2013).

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**197 417 208**	**253 764 575**	**921 928 291**	**97,46%**
P1301-Travail et emploi	**8 781 095**	**850 300**	**695 184 355**	**100,29%**
DTE	8 781 095	850 300	695 184 355	100,29%
P1302-Marché intérieur	**100 584 217**	**68 296 718**	**73 374 664**	**76,27%**
DAE	100 584 217	68 296 718	73 374 664	76,27%
P1304-Soutien au secteur agricole	**8 454 119**	**9 504 924**	**10 785 727**	**107,86%**
DAVAR	8 454 119	9 504 924	10 785 727	107,86%
P1305-Pêche et environnement marin	**6 935 000**	**-**	**15 632 804**	**163,62%**
DAM	6 935 000	-	15 632 804	163,62%
P1306-Mines et carrières	**72 662 777**	**175 112 633**	**126 950 741**	**92,65%**
DIMENC	72 662 777	175 112 633	126 950 741	92,65%
Investissements	**-**	**-**	**94 870 500**	**94,40%**
P1302-Marché intérieur	**-**	**-**	**-**	**0,00%**
DAE	-	-	-	0,00%
P1307-Economie numérique et communication	**-**	**-**	**94 870 500**	**107,20%**
DAPM	-	-	91 000 000	102,82%
ECONUM	-	-	3 870 500	
Total général	**197 417 208**	**253 764 575**	**1 016 798 791**	**97,16%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 496 450 577**	**3 117 362 183**	**3 074 490 362**	**89,88%**
P1301-Travail et emploi	**211 208 395**	**1 121 578 962**	**1 157 864 773**	**96,29%**
DAPM	36 702 787	50 551 282	47 336 315	87,66%
DTE	174 505 608	1 071 027 680	1 110 528 458	96,69%
P1302-Marché intérieur	**231 644 550**	**177 539 270**	**146 434 196**	**64,28%**
DAE	122 152 712	107 110 296	27 271 527	25,67%
DAPM	39 491 838	20 428 974	19 170 669	88,84%
DBAF	70 000 000	50 000 000	50 000 000	100,00%
SAP	-	-	49 992 000	100,00%
P1303-Etudes économiques et sociales	**334 081 250**	**310 000 000**	**310 000 000**	**100,00%**
DBAF	334 081 250	310 000 000	310 000 000	100,00%
P1304-Soutien au secteur agricole	**464 709 908**	**1 244 678 123**	**1 233 118 443**	**91,58%**
DAVAR	464 709 908	444 678 123	433 118 443	79,25%
DBAF	-	800 000 000	800 000 000	100,00%
P1305-Pêche et environnement marin	**44 052 998**	**73 894 141**	**42 836 287**	**42,25%**
DAM	43 735 789	72 041 185	36 064 107	38,21%
DAPM	317 209	241 454	-	0,00%
DRH	-	1 611 502	6 772 180	100,00%
P1306-Mines et carrières	**100 240 813**	**78 234 866**	**71 784 238**	**61,94%**
DAPM	1 496 968	1 501 052	1 509 904	67,41%
DIMENC	98 743 845	76 733 814	70 274 334	61,83%
P1307-Economie numérique et communication	**110 512 663**	**111 436 821**	**112 452 425**	**96,58%**
DAPM	97 500 000	97 500 000	92 625 000	100,00%
DBAF	-	-	-	0,00%
ECONUM	13 012 663	13 936 821	19 827 425	85,30%
Investissements	**71 789 568**	**136 376 025**	**263 255 673**	**53,87%**
P1301-Travail et emploi	**674 390**	**142 936**	**230 530**	**90,76%**
DTE	674 390	142 936	230 530	90,76%
P1302-Marché intérieur	**2 184 000**	**13 033 585**	**8 792 195**	**7,49%**
DAE	2 184 000	13 033 585	8 792 195	7,49%
P1304-Soutien au secteur agricole	**2 516 430**	**1 683 166**	**33 490 599**	**37,06%**
DAVAR	2 516 430	1 683 166	33 490 599	37,06%
P1305-Pêche et environnement marin	**1 735 731**	**5 779 140**	**6 729 209**	**86,09%**
DAM	1 735 731	5 779 140	6 729 209	86,09%
P1306-Mines et carrières	**4 966 427**	**9 089 191**	**16 994 303**	**84,13%**
DIMENC	4 966 427	9 089 191	16 994 303	84,13%
P1307-Economie numérique et communication	**59 712 590**	**106 648 007**	**197 018 837**	**77,97%**
DAPM	-	36 900 000	101 600 000	69,30%
ECONUM	59 712 590	69 748 007	95 418 837	89,94%
Total général	**1 568 240 145**	**3 253 738 208**	**3 337 746 035**	**85,38%**

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Jean-Louis d'ANGLEBERMES, Bernard DELADRIERE, Didier POIDYALIWANE, Nicolas METZDORF

L'année économique 2017 a été marquée par des actions de simplification et de modernisation au service de la compétitivité économique du Pays et dans l'intérêt du consommateur. Un véritable virage a été amorcé pour guider et accompagner l'entreprise dans ses démarches, notamment par le biais de la mise en ligne d'un site DAE entièrement rénové ou encore par l'ouverture du site infogreffe.nc permettant l'accès en ligne à toute l'information légale sur les entreprises calédoniennes.

Une avancée historique et attendue de longue date a été concrétisée en matière de régulation du marché intérieur avec la désignation des membres de l'autorité calédonienne de la concurrence en décembre 2017. Cette autorité, mise en place depuis février 2018, a pour mission de veiller au libre jeu de la concurrence et au fonctionnement concurrentiel des marchés au bénéfice de l'ensemble des acteurs de notre Pays et plus généralement de la compétitivité de notre économie.

****

Face aux incertitudes du secteur du Nickel, bien qu'une embellie ait été observée en 2017 et soit prévue pour 2018, la Nouvelle-Calédonie a dû impérativement rechercher de nouveaux relais de croissance.

En matière de coopération régionale, le gouvernement a poursuivi, en 2017, son action en faveur du développement de nos échanges économiques avec les pays de la zone en nous appuyant sur le plan OSE et ceci sans négliger le développement du tourisme, vecteur identifié de diversification de notre économie, par le renforcement de la promotion internationale de notre destination.

Ce renforcement s'articule autour de deux axes. Le premier d'entre eux concerne la pénétration du marché asiatique, avec l'obtention, pour la Nouvelle-Calédonie, du statut de Destination Touristique Agréée sollicitée auprès des services de l'Etat depuis 2015. Ce statut, associé au travail de longue haleine réalisé avec les trois provinces et les acteurs du marché touristique local, ayant débouché sur la signature, au premier trimestre 2018, des contrats de destination Chine et Japon, doit permettre à la Nouvelle-Calédonie d'appréhender au mieux les objectifs de la stratégie de développement touristique des services et des loisirs 2025.

Le deuxième axe concerne la mise en place de l'ADT, organisme de gouvernance pour le déploiement de la SDTSL 2025 avec un travail engagé au cours du deuxième semestre 2017 par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et les trois provinces.

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Jean-Louis d'ANGLEBERMES, Bernard DELADRIERE, Didier POIDYALIWANE, Nicolas METZDORF

S'agissant du plan d'orientation pour le Soutien à l'Export, le gouvernement a engagé un travail au cours de l'année 2017 par le biais de son service de la coopération régionale et de sa direction des services fiscaux, qui permettra, aux entreprises calédonienne exportatrice et désireuse de développer leur positionnement international, d'obtenir des avantages fiscaux pour se faire.

La concrétisation de ces travaux au cours de l'année 2018, associée aux travaux engagés pour le soutien à l'export par la mise en place d'avantages fiscaux en faveur des entreprises qui exportent et souhaitent pénétrer de nouveaux marchés vont dans le sens d'un rééquilibrage de notre balance commerciale.

Philippe GERMAIN

Les objectifs assignés au programme travail et emploi à travers le budget 2017 étaient ambitieux et marquaient la priorité donnée à la problématique de l'emploi dans un contexte économique tendu. Les actions prévues ont été réalisées et les crédits accordés pour les mener, utilisés.

Jean-Louis D'ANGLEBERMES

DROIT DES ASSURANCES

La réforme du droit des assurances engagée en 2014 s'est poursuivie en 2017 avec la mise en œuvre de la réglementation de l'intermédiation en assurance, constituant une innovation dans la mesure où les intermédiaires d'assurance exerçaient jusqu'alors leur activité sans aucun cadre. Aujourd'hui, cette nouvelle réglementation vise à protéger les assurés mais également les intermédiaires d'assurance en professionnalisant et sécurisant cette activité.

2017 a également été marquée par la signature d'Accords de coopération avec les Etats membres ayant une succursale en Nouvelle-Calédonie, ainsi que par l'accompagnement des entreprises d'assurance dans la constitution de leurs dossiers de demandes d'agrément auprès du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Par ailleurs, deux chantiers prioritaires ont été lancés cette année, ceux de l'assurance automobile et de l'assurance construction qui se poursuivront en 2018 pour une mise en œuvre prévue courant 2019.

S'AGISSANT DU DROIT CIVIL

En matière de procédure civile, le projet de délibération actualisant le code de procédure civile de Nouvelle-Calédonie a été adopté à l'unanimité par le congrès de la Nouvelle-Calédonie au cours du dernier trimestre de l'année.

Les réflexions menées sur les conditions de la transposition en Nouvelle-Calédonie de la réforme nationale du droit des contrats en partenariat avec l'Université de la Nouvelle-Calédonie ont avancé et se poursuivront en 2018.

Bernard DELADRIERE

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Jean-Louis d'ANGLEBERMES, Bernard DELADRIERE, Didier POIDYALIWANE, Nicolas METZDORF

ECONUM

Au cours de l'année 2017, la Nouvelle-Calédonie a confirmé sa volonté d'assurer un mode de développement cohérent dans le domaine de l'économie numérique en travaillant parallèlement selon 3 axes que sont :

- la modernisation du service public au travers de la création de nouveaux téléservices innovants et référencés sur le guichet unique numérique service-public.nc et pour lequel de nouveaux partenaires se sont engagés ;
- la lutte contre la fracture numérique avec l'accompagnement à la création de nouvelles cases numériques ;
- la structuration de la filière numérique au travers d'études sectorielles.

Bernard DELADRIERE

***

SOUTIEN AU SECTEUR AGRICOLE ET DE LA PECHE

Dans l'objectif de tendre vers l'autosuffisance alimentaire et maintenir une ruralité forte, la Nouvelle-Calédonie apporte un soutien significatif à l'agriculture par des mesures d'accompagnement des filières agricoles et de régulation des prix notamment au travers de l'ERPA. L'officialisation des signes de qualité par le gouvernement en 2017 permet de mieux valoriser les productions locales tout en professionnalisant les filières et en structurant les circuits d'approvisionnement. La mise en place effective des baux ruraux constitue un premier outil pour faciliter l'accès au foncier et améliorer le taux d'autosuffisance alimentaire. L'année 2017 a vu plus de 1.500 ha mis à bail pour des activités d'élevage et de cultures.
Des phénomènes climatiques très contrastés (cyclones, pluies et sécheresse) ont impacté sévèrement les conditions de productions, toutefois le bilan annuel reste dans l'ensemble correct et démontre le dynamisme du secteur rural.

Concernant le secteur de la pêche, l'année 2017 a été marquée par l'officialisation du label pêche responsable qui vise, au-delà du respect de la réglementation, à mettre en œuvre des pratiques respectueuses de la ressource en poissons pélagiques, de l'environnement, des produits pêchés ainsi que de la sécurité et des conditions de travail des pêcheurs. Après la loi de pays qui a créé dans le code du travail un chapitre dédié au droit du travail maritime, l'accent est porté sur la modernisation de la profession de marin afin de la rendre plus attrayante et génératrice davantage d'emplois. Le gouvernement souhaite désormais contribuer à l'identification de nouveaux marchés exports porteurs afin de dynamiser cette filière et envisager son développement.

***

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Jean-Louis d'ANGLEBERMES, Bernard DELADRIERE, Didier POIDYALIWANE, Nicolas METZDORF

PRODUCTION AUDIOVISUELLE

Le Fonds de soutien Calédonien à la production audiovisuelle et cinématographique, créé le 11 août 2016, et réunissant les institutions Gouvernement et provinces avec des partenaires privés, a apporté son soutien en 2017 à 40 projets pour une dotation globale de 133,5 MF. Parallèlement, le Gouvernement a engagé un partenariat avec le Centre national du Cinéma (CNC), qui aboutira à la signature en juin 2018 d'une convention au bénéfice des producteurs calédoniens qui pourront ainsi accéder directement à toutes les aides financières du CNC.

Nicolas METZDORF

AFFAIRES COUTUMIERES, ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Le déploiement du dispositif « ZODEP » semblait en bonne voie compte tenu des demandes et des besoins exprimés. Le recours contentieux portant sur les arrêtés de mars 2017 pris en application des dispositions de la délibération n° 194 du 5 mars 2012 fixant les modalités de délimitation des zones de développement prioritaires de la Nouvelle-Calédonie a quelque peu freiné le dispositif qui a eu pour effet induit la suspension, à la décision du Conseil d'Etat prévu au premier semestre 2018, du versement de la part de l'Etat liée au contrat de développement ETAT/NC.

Par ailleurs, le suivi annuel des récifs d'Entrecasteaux, dans le cadre de la gestion des zones inscrites au patrimoine mondial, les communications satellite de l'Amborella et le contrôle du positionnement des navires palangriers calédoniens, entre autres, ont été financé en 2017.

Il en est de même de l'ensemble des actions relatives au processus de création du plan de gestion du parc naturel de la mer de coral (création de la charte graphique du parc, production de films publicitaires et de brochures de présentation, lancement du site internet…), ainsi que les campagnes de consultation du public et de communication. A noter que le concours financier du fond européen « BEST », attribué en 2016, a permis la poursuite en 2017 des efforts de communication engagés sur le parc naturel de la mer de Corail.

Parallèlement, il s'agissait de garantir les conditions de travail en toute sécurité de l'AMBORELLA dans le cadre de ses missions au sein et autour du parc naturel de la mer de Corail. La maintenance et le maintien du bon fonctionnement du navire ont représenté l'essentiel des dépenses effectuées en 2017.

Didier POIDYALIWANE

P1301
Travail et emploi

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	693 202 320	1 202 741 157
Réalisations 2017	695 184 355	1 158 095 303
Taux de réalisation 2017	100,29%	96,29%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 311 029 318 F.

Les recettes

Pour le secteur du travail, de l'emploi et du dialogue social (Jean-Louis D'ANGLEBERMES).

- Direction du travail et de l'emploi (DTE)

Le montant des recettes réalisées par la vente du code du travail confirme de l'intérêt toujours très fort d'un large public pour cette publication.

Les recettes de l'action A1305-02 sont générées par les sanctions administratives infligées aux employeurs hors celles relatives à l'absence de déclaration préalable à l'embauche qui sont recouvrées par la CAFAT. Il s'agit des pénalités pour défaut de protection des salariés dans le domaine de la santé et la sécurité au travail et ainsi que des pénalités pour défaut d'emploi des travailleurs handicapés. Ces pénalités reflètent l'action notamment du service de l'inspection du travail.

Enfin, la dernière recette correspond à la première tranche de versement par l'Union Européenne de l'allocation du 11ème FED. Ce versement est conditionné à la production par le gouvernement d'une Revue annuelle d'exécution (RAE) qui retrace les actions menées par le gouvernement et les provinces dans la mise en œuvre de la stratégie emploi-insertion professionnelle.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**693 202 320**	**695 184 355**	**100,29%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**693 202 320**	**695 184 355**	**100,29%**
DTE	693 202 320	695 184 355	100,29%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	850 000	1 385 900	163,05%
(74) dotations, subventions et participations	687 352 320	687 350 835	100,00%
(77) produits exceptionnels	5 000 000	6 447 620	128,95%
Total général	**693 202 320**	**695 184 355**	**100,29%**

Les dépenses

Pour le secteur du travail, de l'emploi et du dialogue social (Jean-Louis D'ANGLEBERMES).

- Direction du travail et de l'emploi (DTE)

La dotation budgétaire allouée à la DTE pour lui permettre de remplir les missions qui lui sont confiées a été consommée dans sa quasi-totalité. Ces missions visent à assurer la bonne application de la législation sociale votée par les élus notamment vis-à-vis des salariés mais aussi des entreprises pour assurer un cadre concurrentiel identique pour tous, dans un contexte économique difficile qui place la préservation de l'emploi au centre des préoccupations.

Les dépenses de l'action A1301-01, élaborer, moderniser et rendre accessible le droit du travail, concernent exclusivement l'édition 2017 du code du travail. Cette dépense est en large partie compensée par les recettes de la vente. Les éditions successives montrent l'intérêt toujours très vif pour cette publication dont le contenu est entièrement réalisé par la DTE.

Les actions A1301-05 et A1301-06 relatives à la prévention des risques professionnels n'ont pas été menées dans leur totalité en 2017 induisant un faible taux d'exécution. Le service a maintenu ses autres actions en faveur de la prévention mais n'a pas organisé les évènements qui mobilisent des crédits. Les difficultés organisationnelles à l'origine de cette situation étant en partie réglés, les matinées de la prévention ont pu reprendre depuis le début de l'année 2018 sur l'ensemble du territoire calédonien. S'agissant de l'action A1301-07 relative à la mission de l'Agence de Sureté Nucléaire (ASN) le montant final est déterminé à l'issue de la mission, au regard des frais réellement engagés.

Au cours de l'année 2017, la DTE a mis en œuvre les politiques publiques décidées par le gouvernement notamment dans le domaine de l'emploi dont le volume des dépenses représente plus de 76% du total des dépenses, en cohérence avec l'allocation du FED. Ainsi, conformément à la prévision budgétaire réalisée en début d'année :

- 37 parcours d'insertion par le travail ont été mis en œuvre. Cette réalisation un peu en-deçà de la prévision budgétaire correspond à la capacité des opérateurs de répondre à cette commande nouvelle de la Nouvelle-Calédonie. Le bilan fait de cette mesure fait apparaitre d'une part un intérêt pour le dispositif mais d'autre part des difficultés dans sa mise en œuvre en raison de sa complexité. La MIJ ne souhaite plus accompagner de nouveaux parcours en 2018 ;

- la première enquête sur les forces de travail a été faite par l'ISEE. Cette action va se poursuivre cette année et les années suivantes permettant ainsi d'apprécier l'évolution de la tendance sur un moyen terme ;

- la majeure partie de la dépense de cette action est constituée par le versement fait aux provinces en application de la convention de financement pour le placement des demandeurs d'emploi.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit des frais de location immobilière nécessaire au fonctionnement de la DTE.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1301-01-Elaborer, moderniser et rendre accessible le droit du travail	**4 068 000**	**3 867 999**	**95,08%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**4 068 000**	**3 867 999**	**95,08%**
DTE	4 068 000	3 867 999	95,08%
A1301-03-Animer, mesurer et piloter la politique publique du travail et de l'emploi	**79 665 471**	**69 808 822**	**87,63%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**79 665 471**	**69 808 822**	**87,63%**
DAPM	54 000 000	47 336 315	87,66%
DTE	25 665 471	22 472 507	87,56%
A1301-04-Contribuer à la progression de la qualité des relations individuelleset collectives au travail	**25 513 000**	**25 000 000**	**97,99%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**25 513 000**	**25 000 000**	**97,99%**
DTE	25 513 000	25 000 000	97,99%
A1301-05-Contribuer au développement du dialogue social	**200 010 000**	**200 010 000**	**100,00%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**200 010 000**	**200 010 000**	**100,00%**
DTE	200 010 000	200 010 000	100,00%
A1301-06-Participer à l'animation de la prévention des risques professionnels	**4 390 540**	**258 750**	**5,89%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**4 390 540**	**258 750**	**5,89%**
DTE	4 390 540	258 750	5,89%
A1301-07-Conduire à faire diminuer les accidents du travail et les maladiesprofessionnelles	**12 000 000**	**6 923 000**	**57,69%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**12 000 000**	**6 923 000**	**57,69%**
DTE	12 000 000	6 923 000	57,69%
A1301-08-Contribuer à la protection et à l'accès à l'emploi	**877 094 146**	**852 226 732**	**97,16%**
J-L. D'ANGLEBERMES	**877 094 146**	**852 226 732**	**97,16%**
DTE	877 094 146	852 226 732	97,16%
Total général	**1 202 741 157**	**1 158 095 303**	**96,29%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 202 487 157**	**1 157 864 773**	**96,29%**
DAPM	**54 000 000**	**47 336 315**	**87,66%**
Autres charges de fonctionnement	26 300 000	25 811 703	98,14%
Charges fixes de fonctionnement	27 700 000	21 524 612	77,71%
DTE	**1 148 487 157**	**1 110 528 458**	**96,69%**
Aides directes et indirectes	80 000 000	57 754 820	72,19%
Autres charges de fonctionnement	69 509 980	55 076 446	79,24%
Charges fixes de fonctionnement	18 727 177	17 447 192	93,17%
Contributions obligatoires	110 000 000	110 000 000	100,00%
Remboursements aux collectivités	755 250 000	755 250 000	100,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	115 000 000	115 000 000	100,00%
Investissements	**254 000**	**230 530**	**90,76%**
DTE	**254 000**	**230 530**	**90,76%**
HAP immobilisations corporelles	254 000	230 530	90,76%
Total général	**1 202 741 157**	**1 158 095 303**	**96,29%**

Opérations pluriannuelles

Pour les secteurs du travail et de l'emploi (Jean-Louis D'ANGLEBERMES)

- Direction du travail et de l'emploi (DTE)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**2 293 989 180**	**1 784 054 834**	**509 934 346**	**78%**	**882 250 000**	**882 250 000**	**854 927 820**	**97%**
P1301-2013/1								
PLAN EMPLOI SIT 2013-2015	641 000 000	226 142 654	414 857 346	35%	80 000 000	80 000 000	57 754 820	72%
P1301-2016/1								
ACTIONS AUTORITE DE SURETE NUCLEAIRE-ASN	36 000 000	6 923 000	29 077 000	19%	12 000 000	12 000 000	6 923 000	58%
P1301-2016/3								
ENQUETE EMPLOI ISEE-CHOMAGE BASE 0	106 489 180	40 489 180	66 000 000	38%	35 000 000	35 000 000	35 000 000	100%
P1301-2016/4								
DELEGATION PLACEMENT DEMANDEURS EMPLOI PROVINCES	1 510 500 000	1 510 500 000	-	100%	755 250 000	755 250 000	755 250 000	100%
Total général	**2 293 989 180**	**1 784 054 834**	**509 934 346**	**78%**	**882 250 000**	**882 250 000**	**854 927 820**	**97%**

AE P1301-2013/1 : Plan emploi SIT 2013 – 2015 : 57 754 820 F de réalisé.

Le montant des conventions avec Active et la MIJ pour 2017 s'élève à 66 016 300 F. La DTE est en attente des derniers parcours d'insertion pour pouvoir verser les 8 261 480 F restants. Cette action se poursuit en 2018.

AE P1301-2016/1 : Actions Autorité de sureté nucléaire-ASN : 6 923 000 F de réalisé.
Le réalisé de 2017 concerne la convention 2016. Le montant final est déterminé à l'issue de la mission, au regard des frais réellement engagés.

AE P1301-2016/3 : Enquête emploi ISEE-chômage base 0 : 35 000 000 F de réalisé.
Cette enquête va permettre d'observer et de mesurer la situation des personnes vis-à-vis de leur insertion professionnelle. La totalité des CP 2017 ont été réalisés.

AE P1301-2016/4 : Délégation placement demandeurs emploi provinces : 755 250 000 F de réalisé.
Le remboursement aux trois provinces concerne le placement des demandeurs d'emploi au titre de l'action en faveur de l'emploi. La totalité des CP ont été réalisés.

P1302
Marché intérieur

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	108 200 000	345 117 207
Réalisations 2017	73 374 664	155 226 391
Taux de réalisation 2017	67,81%	44,98%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 331 250 799 F.

Les recettes

Pour le secteur de l'économie et du commerce extérieur (Philippe GERMAIN)

- Direction des affaires économiques (DAE)

Le produit des amendes acquittées par les commerçants qui ne respectent pas la réglementation économique applicable aux relations commerciales et en matière de protection du consommateur s'est élevé à 7,13 MF. Les délais d'instruction du parquet du tribunal de Nouméa n'ont pas permis l'atteinte des objectifs de recettes fixés à 11 M FCFP (8 + 3 MF)

La délivrance de cartes professionnelles en faveur des activités commerciales réglementées a généré une recette de 235 000 FCFP.

Les recettes inscrites au BP 2018 sur les produits des redevances issues de l'activité du registre du commerce et des sociétés (RCS) étaient surévaluées de 20 MF au motif d'une inscription réalisée sur la base du résultat du compte administratif 2016. Toutefois celui-ci intégrait le dernier trimestre 2015 de l'activité du tribunal mixte de commerce au moment du transfert à la Nouvelle-Calédonie.

L'activité normale du RCS génère environ 60 MF de recettes par an, toutefois les délais de consolidation budgétaire avec la paierie n'ont pas permis une visibilité précise de l'état des recettes en cours d'année. Seule la régie du RCS actualise en temps réel ses recettes.

Pour le secteur des affaires coutumières (Didier POIDYALIWANE)

- Direction des affaires économiques (DAE)

Le recours contentieux déposé auprès du Conseil d'Etat, portant sur l'adoption des arrêtés de mars 2017 pris en application des dispositions de la délibération n° 194 du 5 mars 2012 fixant les modalités de délimitation des zones de développement prioritaires (ZODEP) de la Nouvelle-Calédonie, a interrompu la mise en œuvre du contrat de développement Etat-NC, dans l'attente de décision du Conseil d'Etat.

Les versements ont été différés et non annulés.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**96 200 000**	**73 374 664**	**76,27%**
B. DELADRIERE	**85 000 000**	**66 007 664**	**77,66%**
DAE	85 000 000	66 007 664	77,66%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	85 000 000	66 007 662	77,66%
(77) produits exceptionnels	-	2	
P. GERMAIN	**11 200 000**	**7 367 000**	**65,78%**
DAE	11 200 000	7 367 000	65,78%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	200 000	235 000	117,50%
(77) produits exceptionnels	11 000 000	7 132 000	64,84%
Investissements	**12 000 000**	**-**	**0,00%**
D. POIDYALIWANE	**12 000 000**	**-**	**0,00%**
DAE	12 000 000	-	0,00%
(13) subventions d'investissement	12 000 000	-	0,00%
Total général	**108 200 000**	**73 374 664**	**67,81%**

Les dépenses

Pour le secteur de l'économie et du commerce extérieur (Philippe GERMAIN)

- Direction des affaires économiques (DAE)

Les dépenses concernent pour l'essentiel le fonctionnement courant (25,68 MF) et l'exécution générale tient compte des économies substantielles dégagées notamment par le déménagement de la moitié des effectifs de la DAE intervenu mi-2016 et la mutualisation de ses moyens.

En tant que direction d'application et de contrôle de la réglementation économique, près de 10 MF sont utilisés dans le cadre des déplacements (transport, hébergement, repas) des agents d'inspection, de contrôle et de relevés des prix.

Une subvention annuelle fléchée au profit de l'association de défense des consommateurs, UFC QUE CHOISIR (3 500 000 F), a été versée à hauteur de 2 800 000 F (solde en avril 2018, après tenue de son assemblée générale).

Dans le cadre de sa réorganisation et de ses compétences nouvelles, la DAE a réalisé quelques communiqués ou supports visuels de communication :

- A1302-05 : équipement de ses releveurs de polos DAE (207 518 F) aux fins d'être reconnaissables et distingués d'autres agents releveurs ;
- A1302-07 : financement NEO PROD (1 000 000 F) pour la réalisation de deux bandes annonce pour le magazine NOVA & XPORT (innovation et exportation) ;
- A1302-07 : publication dans les LNC (77 116 F) relative aux assurances pour information concernant l'obligation d'agréments des entreprises d'assurance.

Pour les subventions non fléchées : les actions de la Fédération des industries, des clusters Acotred et AMD ont été soutenues à concurrence de 4 MF, le solde des versements n'ayant pu être réalisé en 2017 compte-tenu de la réélection tardive du gouvernement en décembre 2017.

Le syndicat des commerçants a bénéficié d'un soutien à hauteur de 2 000 000 F, de même que l'association Initiative NC (2 000 000 F) agissant en faveur de la création ou reprise d'entreprises.

Enfin, les subventions relatives au soutien aux boulangers « ECOPAIN » n'ont pu être versées en 2017 pour des raisons liées aux modalités mêmes de ces versements. Un mode opératoire nouveau a été discuté avec les professionnels et validé fin 2017 pour application en 2018.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit des frais de location immobilière nécessaire au fonctionnement de la DAE.

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

La Nouvelle-Calédonie a soutenu la CCI aux charges de fonctionnement par le versement d'une subvention d'équilibre de 50 MF.

- Service de l'aménagement et de la planification (SAP)

Les partenaires du contrat de développement Etat / Intercollectivités ont décidé de financer les actions de la Technopole, portée par l'ADECAL, sur la période 2017-2021 pour un montant contractualisé de 1 200 MF, dont une part de 249,96 MF pour la Nouvelle-Calédonie.

Pour le secteur des affaires coutumières (Didier POIDYALIWANE)

- Direction des affaires économiques (DAE)

Ces dépenses concernent les travaux liés au déploiement des ZODEP : déplacement des serviecs de la DAE sur sites pour assister aux différents comités, rémunérations des prestataires, avant interruption des travaux, réalisant les études sociologiques, géotechniques et topographiques.

Pour le secteur des questions monétaires et de crédit (Nicolas METZDORF)

- Direction des affaires économiques (DAE)

Le paiement de ces sommes dépend de la transmission par l'Etat des documents justificatifs prévus par la convention quinquennale relative à la participation de la Nouvelle-Calédonie au dispositif plan épargne logement. Le versement a été rejeté pour justificatifs non conformes. La procédure de régularisation se poursuit en 2018.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1302-01-Enquêter, réglementer et contrôler le marché intérieur	**560 500**	**560 050**	**99,92%**
P. GERMAIN	**560 500**	**560 050**	**99,92%**
DAE	560 500	560 050	99,92%
A1302-04-Enquêter, réglementer et contrôler pour protéger le consommateur	**2 558 174**	**2 106 156**	**82,33%**
P. GERMAIN	**2 558 174**	**2 106 156**	**82,33%**
DAE	2 558 174	2 106 156	82,33%
A1302-05-Améliorer la protection du consommateur	**5 105 000**	**3 007 518**	**58,91%**
P. GERMAIN	**5 105 000**	**3 007 518**	**58,91%**
DAE	5 105 000	3 007 518	58,91%
A1302-07-Veille économique, études et enquêtes exploratoires	**52 722 748**	**51 250 845**	**97,21%**
P. GERMAIN	**52 722 748**	**51 250 845**	**97,21%**
DAE	2 730 748	1 258 845	46,10%
SAP	49 992 000	49 992 000	100,00%
A1302-08-Soutien et pilotage	**78 167 645**	**72 697 368**	**93,00%**
P. GERMAIN	**78 167 645**	**72 697 368**	**93,00%**
DAE	15 892 043	10 501 766	66,08%
DAPM	12 275 602	12 195 602	99,35%
DBAF	**50 000 000**	**50 000 000**	**100,00%**
A1302-09-Gestion administrative et financière des subventions accordées	**59 600 000**	**4 000 000**	**6,71%**
P. GERMAIN	**59 600 000**	**4 000 000**	**6,71%**
DAE	59 600 000	4 000 000	6,71%
A1302-10-Autorité de la concurrence	**9 972 337**	**6 975 067**	**69,94%**
P. GERMAIN	**9 972 337**	**6 975 067**	**69,94%**
DAE	667 939	-	0,00%
DAPM	9 304 398	6 975 067	74,97%
A1302-11-Observatoire des prix	**4 345 881**	**4 130 321**	**95,04%**
P. GERMAIN	**4 345 881**	**4 130 321**	**95,04%**
DAE	4 345 881	4 130 321	95,04%
A1302-12-Accompagnement financier à la politique du logement social	**35 314 193**	**-**	**0,00%**
N. METZDORF	**35 314 193**	**-**	**0,00%**
DAE	35 314 193	-	0,00%
A1302-13-Stratégie économique	**94 422 979**	**9 518 065**	**10,08%**
D. POIDYALIWANE	**94 422 979**	**9 518 065**	**10,08%**
DAE	94 422 979	9 518 065	10,08%
A1302-14-Registre des commerces et des sociétés	**2 347 750**	**981 001**	**41,78%**
P. GERMAIN	**2 347 750**	**981 001**	**41,78%**
DAE	2 347 750	981 001	41,78%
Total général	**345 117 207**	**155 226 391**	**44,98%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**227 803 765**	**146 434 196**	**64,28%**
DAE	**106 231 765**	**27 271 527**	**25,67%**
Autres charges de fonctionnement	23 442 609	5 707 990	24,35%
Charges fixes de fonctionnement	19 689 156	14 763 537	74,98%
Subventions, participations et autres charges d'activité	63 100 000	6 800 000	10,78%
DAPM	**21 580 000**	**19 170 669**	**88,84%**
Autres charges de fonctionnement	20 144 738	18 006 669	89,39%
Charges fixes de fonctionnement	1 435 262	1 164 000	81,10%
DBAF	**50 000 000**	**50 000 000**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	50 000 000	50 000 000	100,00%
SAP	**49 992 000**	**49 992 000**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	49 992 000	49 992 000	100,00%
Investissements	**117 313 442**	**8 792 195**	**7,49%**
DAE	**117 313 442**	**8 792 195**	**7,49%**
AP P1302-2016/1 - AMENAGEMENT ZODEP	40 885 799	7 724 435	18,89%
AP P1302-2017/1 - CDV 17-21 ZODEP (ETUDES ET VIABILISATION)	40 000 000	-	0,00%
HAP immobilisations corporelles	483 450	437 760	90,55%
HAP immobilisations incorporelles	630 000	630 000	100,00%
HAP subventions d'équipement versées	35 314 193	-	0,00%
Total général	**345 117 207**	**155 226 391**	**44,98%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de l'économie et du commerce extérieur (Philippe GERMAIN)

- Direction des affaires économiques (DAE)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**150 000 000**	**88 839 160**	**61 160 840**	**59%**	**13 500 000**	**13 500 000**	**1 765 950**	**13%**
P1302-2012/1								
ETUDES ECONOMIQUES	150 000 000	88 839 160	61 160 840	59%	13 500 000	13 500 000	1 765 950	13%
Total général	**150 000 000**	**88 839 160**	**61 160 840**	**59%**	**13 500 000**	**13 500 000**	**1 765 950**	**13%**

En 2017, les études économiques réalisées, essentiellement au moment de la mise en place de la TGC, ont été exécutées par les services de l'administration.
Seul le recours à la société BLUECHAM (1 765 950 F) est intervenu dans le cadre d'une démonstration de surveillance maritime des eaux intérieures calédoniennes de la zone économique exclusive, par analyse de données satellitaires.

- Service de l'aménagement et de la planification (SAP)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**249 960 000**	**49 992 000**	**199 968 000**	**20%**	**49 992 000**	**49 992 000**	**49 992 000**	**100%**
P1302-2017/2								
CDI 17-21 TECHNOPOLE	249 960 000	49 992 000	199 968 000	20%	49 992 000	49 992 000	49 992 000	100%
Total général	**249 960 000**	**49 992 000**	**199 968 000**	**20%**	**49 992 000**	**49 992 000**	**49 992 000**	**100%**

Cette opération est inscrite au contrat de développement Etat/Intercollectivités 2017-2021. Les partenaires du contrat de développement Etat / Intercollectivités ont décidé de financer les actions de

la Technopole, portée par l'ADECAL, sur la période 2017-2021 pour un montant contractualisé de 1 200 MF, dont une part de 249,96 MF pour la Nouvelle-Calédonie.

Pour le secteur des affaires coutumières (Didier POIDYALIWANE)

- Direction des affaires économiques (DAE)

En recette

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
N° AP	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**257 500 000**	**-**	**257 500 000**	**0%**	**12 000 000**	**12 000 000**	**-**	**0%**
P1302-2017/3								
ZODEP 2017 - 2021-PART ETAT	257 500 000	-	257 500 000	0%	12 000 000	12 000 000	-	0%
Total général	**257 500 000**	**-**	**257 500 000**	**0%**	**12 000 000**	**12 000 000**	**-**	**0%**

Le recours contentieux déposé auprès du Conseil d'Etat, portant sur l'adoption des arrêtés de mars 2017 pris en application des dispositions de la délibération n° 194 du 5 mars 2012 fixant les modalités de délimitation des zones de développement prioritaires (ZODEP) de la Nouvelle-Calédonie, a interrompu les travaux d'études ou d'aménagement sur ces zones.

Ainsi, le versement de la part Etat liée au contrat de développement Etat-NC a été différé dans l'attente de décision du Conseil d'Etat, laquelle pourrait intervenir au premier semestre 2018.

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**930 333 333**	**19 602 585**	**910 730 748**	**2%**	**67 000 000**	**80 885 799**	**7 724 435**	**10%**
P1302-2016/1								
AMENAGEMENT ZODEP	72 000 000	19 602 585	52 397 415	27%	27 000 000	40 885 799	7 724 435	19%
P1302-2017/1								
CDV 17-21 ZODEP (ETUDES ET VIABILISATION)	858 333 333	-	858 333 333	0%	40 000 000	40 000 000	-	0%
Total général	**930 333 333**	**19 602 585**	**910 730 748**	**2%**	**67 000 000**	**80 885 799**	**7 724 435**	**10%**

Avant interruption, des études de pré-faisabilité avaient été conduites entre 2016 et début 2017 notamment par les sociétés :

- THELEME (3 675 000 F) afin d'évaluer les besoins sociaux et économiques des habitants de la tribu de Bâ, commune de Houaïlou,
- ADNORD (974 435 F) : études géotechniques et topographiques pour l'aménagement d'un complexe sportif sur la ZODEP de Bâ, commune de Houaïlou,
- SKAN (1 575 000 F) : élaboration d'un schéma d'aménagement de la ZODEP Paama, commune de Poindimié,
- SIC (1 500 000 F) : convention de mandat pour la ZODEP Est tribu de l'Embouchure à Ponérihouen.

P1303
Etudes économiques et sociales

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	-	310 000 000
Réalisations 2017	-	310 000 000
Taux de réalisation 2017	0,00%	100,00%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 1 920 416 F.

Les dépenses

Pour le secteur de l'économie et du commerce extérieur (Philippe GERMAIN)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

La Nouvelle-Calédonie a soutenu l'ERPA aux charges de fonctionnement par le versement d'une subvention d'équilibre de 310 MF.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1303-01-Soutien financier à l'ISEE	**310 000 000**	**310 000 000**	**100,00%**
P. GERMAIN	**310 000 000**	**310 000 000**	**100,00%**
DBAF	**310 000 000**	**310 000 000**	**100,00%**
Total général	**310 000 000**	**310 000 000**	**100,00%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**310 000 000**	**310 000 000**	**100,00%**
DBAF	**310 000 000**	**310 000 000**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	310 000 000	310 000 000	100,00%
Total général	**310 000 000**	**310 000 000**	**100,00%**

P1304
Soutien au secteur agricole

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	10 000 000	1 436 909 952
Réalisations 2017	10 785 727	1 266 609 042
Taux de réalisation 2017	107,86%	88,15%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 197 368 337 F.

Les recettes

Pour les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (Nicolas METZDORF)

- Direction des affaires vétérinaires alimentaires et rurales (DAVAR)

Les recettes en provenance du PMU (part Nouvelle-Calédonie) alimentent le « fonds de développement des courses hippiques et de la filière équine ». Elles permettent de verser des subventions d'aide au fonctionnement à la filière équine (Fédération des courses hippiques, UPRA Equine et Comité régional d'équitation).

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**10 000 000**	**10 785 727**	**107,86%**
N. METZDORF	**10 000 000**	**10 785 727**	**107,86%**
DAVAR	10 000 000	10 785 727	107,86%
(75) autres produits de gestion courante	10 000 000	10 785 727	107,86%
Total général	**10 000 000**	**10 785 727**	**107,86%**

Les dépenses

Pour le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (M. Nicolas METZDORF).

- Direction des affaires vétérinaires alimentaires et rurales (DAVAR)

L'année 2017 a été marquée par des phénomènes climatiques très contrastés. Les productions maraîchères ont été impactées sur le premier semestre par les conditions climatiques : on note le passage en février d'épisodes pluvieux et un mois de mars marqué par des températures élevées, au-dessus des normales saisonnières. La Nouvelle-Calédonie a par ailleurs connu deux phénomènes climatiques rapprochés en avril et en mai 2017 (les cyclones COOK et DONNA). S'en sont suivis plusieurs mois de sècheresse jusqu'à la fin de l'année. Toutefois le bilan annuel semble dans l'ensemble correct.

Sur le plan des réalisations, et dans la continuité des années précédentes, le programme vise à créer les conditions favorables au maintien d'une ruralité forte, en accompagnant les acteurs du développement aux côtés des provinces :

- renforcer la professionnalisation et la structuration du secteur pour gagner en compétitivité et en qualité ;

- explorer les voies et moyens de mieux valoriser les domaines fonciers et faciliter leur accessibilité ;

- contribuer à la régulation des prix et des marchés agricoles ;

- contribuer à la connaissance et au suivi du secteur agricole, et des besoins alimentaires de la Nouvelle-Calédonie.

En termes d'activités, cela se traduit par des actions majeures :

- mise en application du statut du fermage en Nouvelle-Calédonie, avec la première réunion de la Commission consultative des baux ruraux (CCBR) le 26 avril 2017, sous la présidence de Monsieur Philippe GERMAIN, qui a examiné les propositions du groupe de travail animé par la DAVAR et constitué par la DAJ, la DSF, l'ADRAF, la chambre d'agriculture, l'ERPA et les services techniques provinciaux. Après avis de la CCBR, et conformément à la loi, un contrat-type de bail rural ainsi que le barème permettant de fixer le prix du bail ont été arrêtés par le gouvernement. Sur le second semestre 2017, 22 baux ruraux ont été établis pour une surface totale mise à bail de 1 500 hectares dont 1 000 hectares pour des activités d'élevage, 50 hectares pour des cultures et 450 hectares en élevage / cultures. Dix communes sont concernées : Boulouparis, Dumbéa, Païta, La Foa, Sarraméa, Bourail, Poya, Voh, Ouégoa et Poindimié ;

- dans le cadre du groupe foncier et renouvellement des générations de la charte bovine, conduite d'une enquête auprès des éleveurs bovins de 65 ans et plus, afin d'apprécier leur situation au regard de la transmission de leur foncier et de la continuité de leur exploitation (phase terrain juillet à octobre 2017 ; premiers résultats : novembre 2017) ;

- poursuite du développement d'un infocentre devant permettre d'exploiter rationnellement les données issues de l'application d'identification bovine IDBOV et servir d'outil de pilotage de la filière. Sa finalisation a été reportée au deuxième semestre 2018 ;

- les dépenses d'intervention ont été largement réalisées. C'est le cas notamment de la mesure d'aide à la vache allaitante. Le nombre de bénéficiaires du dispositif d'aide à la vache allaitante est relativement stable depuis 2010, avec environ 500 exploitations agréées, dont plus de la moitié le sont depuis 2007, année de lancement du dispositif. Ces bénéficiaires représentent un potentiel de production d'environ 28 000 vaches mères déclarées. En plus de constituer un véritable élément de revenu des éleveurs, cette mesure d'aide a permis, au travers de l'identification bovine, d'une part de mieux caractériser les exploitations bovines et le cheptel bovin, et d'autre part d'approcher des indicateurs technico-économiques susceptibles d'influer sur l'amélioration de la rentabilité de l'élevage bovin en Nouvelle-Calédonie.

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

La Nouvelle-Calédonie a soutenu l'ERPA aux charges de fonctionnement par le versement d'une subvention d'équilibre de 800 MF.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1304-02-Gestion des aides au secteur agricole	**1 389 913 686**	**1 224 587 389**	**88,11%**
N. METZDORF	**1 389 913 686**	**1 224 587 389**	**88,11%**
DAVAR	589 913 686	424 587 389	71,97%
DBAF	**800 000 000**	**800 000 000**	**100,00%**
A1304-03-Production de statistiques d'intérêt pour la Nouvelle-Calédonie	**18 476 710**	**17 838 088**	**96,54%**
N. METZDORF	**18 476 710**	**17 838 088**	**96,54%**
DAVAR	18 476 710	17 838 088	96,54%
A1304-04-Efficience des fonctions support et de direction(RH, SI, bâtiments et infra, communication, exécution budgétaire)	**28 519 556**	**24 183 565**	**84,80%**
N. METZDORF	**28 519 556**	**24 183 565**	**84,80%**
DAVAR	28 519 556	24 183 565	84,80%
Total général	**1 436 909 952**	**1 266 609 042**	**88,15%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 346 533 056**	**1 233 118 443**	**91,58%**
DAVAR	**546 533 056**	**433 118 443**	**79,25%**
Aides directes et indirectes	364 310 000	260 570 000	71,52%
Autres charges de fonctionnement	33 873 184	26 705 299	78,84%
Charges exceptionnelles	6 800 000	6 800 000	100,00%
Charges fixes de fonctionnement	23 948 972	21 443 144	89,54%
Subventions, participations et autres charges d'activité	117 600 000	117 600 000	100,00%
Formation professionnelle	900	-	0,00%
DBAF	**800 000 000**	**800 000 000**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	800 000 000	800 000 000	100,00%
Investissements	**90 376 896**	**33 490 599**	**37,06%**
DAVAR	**90 376 896**	**33 490 599**	**37,06%**
AP P1304-2014/1 - CONSTRUCTION BUREAUX DAVAR/APICAN DAFE	300 000	-	0,00%
AP P1304-2016/1 - CANC POUR LA REFECTION DU MARCHE DE GROS	85 802 396	30 886 625	36,00%
HAP immobilisations corporelles	500 000	346 491	69,30%
HAP immobilisations incorporelles	3 774 500	2 257 483	59,81%
Total général	**1 436 909 952**	**1 266 609 042**	**88,15%**

Opérations pluriannuelles

Pour les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (Nicolas METZDORF)

- Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (DAVAR)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**1 710 000 000**	**94 565 451**	**1 615 434 549**	**6%**	**52 155 250**	**86 102 396**	**30 886 625**	**36%**
P1304-2014/1								
CONSTRUCTION BUREAUX DAVAR/APICAN DAFE	965 000 000	2 903 775	962 096 225	0%	300 000	300 000	-	0%
P1304-2014/2								
AMENAGEMENT DU SITE DE TENE (FEAAB)	110 000 000	60 000 000	50 000 000	55%	-	-	-	-
P1304-2016/1								
CANC POUR LA REFECTION DU MARCHE DE GROS	100 000 000	31 661 676	68 338 324	32%	51 855 250	85 802 396	30 886 625	36%
P1304-2017/1								
CREATION AGROPOLE	195 000 000	-	195 000 000	0%	-	-	-	-
P1304-2017/2								
FONDS DE SOUTIEN AUX PRODUCTIONS AGRICOLES	300 000 000	-	300 000 000	0%	-	-	-	-
P1304-2017/3								
CONSTRUCTION D'UN AGROPOLE	40 000 000	-	40 000 000	0%	-	-	-	-
Total général	**1 710 000 000**	**94 565 451**	**1 615 434 549**	**6%**	**52 155 250**	**86 102 396**	**30 886 625**	**36%**

P1304-2014/1 – Construction bureaux DAVAR/APICAN DAFE : la construction des nouveaux locaux est prévue sur le site du complexe de protection zoo et phyto sanitaire (CPZP) de Païta. Une AP d'un montant de 965 MF est ouverte pour cette opération. Le montant des crédits de paiement demandés au BP 2018, soit 300 000 F, est destiné à la poursuite des études fin 2018 sur la base du programme technique détaillé réalisé en 2014/2015.

P1304-2014/2 – Aménagement du site de Téné (FEAAB) : en 2015, la DAVAR a sollicité le bénéficiaire de la subvention d'un retour sur l'utilisation des fonds. Cette sollicitation est restée sans réponse à ce jour.

P1304-2016/1 – Réfection du marché de gros : les travaux de rénovation débutés au dernier trimestre 2016 se sont poursuivis pour partie en 2017 et continueront en 2018.

P1304-2017/1 – Création agropole et P1304-2017/3 – Construction d'un agropole : Le projet de construction d'un nouveau siège pour les organisations professionnelles agricoles (agropole) n'a pas été retenu dans le cadre du contrat de projet 2017-2021 entre l'état et les collectivités. Sans visibilité actuelle de ce projet, en 2017, dans le cadre du budget supplémentaire, les crédits de paiement à hauteur de 40 MF ont été restitués.

P1304-2017/2 – Fonds de soutien aux productions agricoles : La mise en œuvre du fonds de soutien aux productions agricoles, le « fonds mutuel agricole » (FMA), doté de 100 MF, qui fait l'objet de l'AP P1304-2017/2. Ce fonds, en cours de création, a pour objectif d'accompagner le secteur agricole en facilitant l'accès bancaire aux agriculteurs. La gestion du FMA serait confiée à la caisse de Crédit agricole mutuel de Nouvelle-Calédonie (CAM).

P1305
Pêche et environnement marin

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	9 554 244	109 203 076
Réalisations 2017	15 632 804	49 565 496
Taux de réalisation 2017	163,62%	45,39%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 105 914 100 F.

Les recettes

Pour le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (Nicolas METZDORF).

- Direction des affaires maritimes (DAM)

Les recettes correspondent à la mise à disposition par la Nouvelle-Calédonie du navire multi-missions AMBORELLA au bénéfice des provinces et des organismes scientifiques.

Pour le secteur de l'écologie et du développement durable (Didier POIDYALIWANE)

- Direction des affaires maritimes (DAM)

L'intégralité des recettes perçues correspond au versement par l'Union Européenne des fonds alloués à la Nouvelle-Calédonie par le programme BEST en 2016.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**9 554 244**	**15 632 804**	**163,62%**
D. POIDYALIWANE	**9 554 244**	**10 977 804**	**114,90%**
DAM	9 554 244	10 977 804	114,90%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	9 554 244	10 977 804	114,90%
N. METZDORF	**-**	**4 655 000**	
DAM	-	4 655 000	
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	-	4 655 000	
Total général	**9 554 244**	**15 632 804**	**163,62%**

Les dépenses

Pour le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (Nicolas METZDORF).

- Direction des affaires maritimes (DAM)

En 2017, l'AMBORELLA a parcouru environ 8 000 milles nautiques et réalisé 11 missions pour 92 jours de mer. Le suivi des îles éloignées, Entrecasteaux, Chesterfield, Pétrie et Astrolabe, du parc naturel de la mer de Corail a ainsi pu être conforté, en partenariat avec les organismes scientifiques (IFREMER, IRD, UNC, Aquarium des lagons). L'Amborella a officié comme support aux équipes de météo France pour l'entretien de la station météo implantée au Chesterfields et est intervenu en appui aux missions de prévention anti-pollution lors de l'échouement du Kea trader sur le récif Durand.

L'AMBORELLA a également effectué des missions dans les eaux provinciales pour la pose de dispositifs de concentration de poissons aux îles Loyauté.

Les frais de maintenance de l'AMBORELLA ont représenté l'essentiel des dépenses effectuées.

L'investissement nécessaire au maintien du bon niveau de fonctionnement de l'Amborella a permis de garantir les conditions de travail en toute sécurité sur le navire.

- Direction des ressources humaines (DAPM)

238 920 F ont été inscrits pour le paiement d'un loyer de la DAM au Port Autonome. Aucun appel de fonds n'a été reçu en 2017.

Pour le secteur de l'écologie et du développement durable (Didier POIDYALIWANE)

- Direction des affaires maritimes (DAM)

La gestion des zones inscrites au patrimoine mondial s'est illustrée par la mission annuelle de suivi des récifs dEntrecasteaux.

C'est au travers de l'action 1305-02 qu'est financé le programme d'observateurs des pêches qui se traduit par l'embarquement régulier d'observateurs des pêches à bord des navires palangriers.

L'action 1305-02 comprend également le financement des communications satellite de l'Amborella et le contrôle du positionnement des navires palangriers calédoniens. C'est également sur ces crédits que le financement de la refonte du système de suivi des navires de pêche a pu être initié.

Enfin, l'ensemble des actions relatives au processus de création du plan de gestion du parc naturel de la mer de Corail ont été financé par l'action 1305-02. On peut citer pour exemple le financement intégral de la campagne de consultation du public, la réalisation de supports publicitaires et de communication. Le concours financier de l'Union Européenne dans le cadre du fond BEST, attribué en 2016, a permis la poursuite en 2017 des efforts de communication engagés sur le parc naturel de la mer de Corail.

- Direction des ressources humaines (DRH)

Il s'agit de la prise en charge du recrutement d'un renfort de personnel pour une mission financée par le fond européen sur le parc marin.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1305-01-Gestion des zones inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco	**2 481 691**	**1 847 670**	**74,45%**
D. POIDYALIWANE	**2 481 691**	**1 847 670**	**74,45%**
DAM	2 481 691	1 847 670	74,45%
A1305-02-Parc naturel de la mer de Corail	**36 821 140**	**24 819 584**	**67,41%**
D. POIDYALIWANE	**36 821 140**	**24 819 584**	**67,41%**
DAM	30 048 960	18 047 404	60,06%
DRH	6 772 180	6 772 180	100,00%
A1305-03-Fonctionnement des moyens nautiques	**19 159 522**	**14 249 741**	**74,37%**
N. METZDORF	**19 159 522**	**14 249 741**	**74,37%**
DAM	18 920 602	14 249 741	75,31%
DAPM	238 920	-	0,00%
A1305-05-Soutien et pilotage	**12 739 723**	**8 648 501**	**67,89%**
N. METZDORF	**12 739 723**	**8 648 501**	**67,89%**
DAM	12 739 723	8 648 501	67,89%
A1305-06-AQUACULTURE et PECHE RECIFO-LAGONAIRE	**38 001 000**	**-**	**0,00%**
N. METZDORF	**38 001 000**	**-**	**0,00%**
DAM	38 001 000	-	0,00%
Total général	**109 203 076**	**49 565 496**	**45,39%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**101 386 222**	**42 836 287**	**42,25%**
DAM	**94 375 122**	**36 064 107**	**38,21%**
Autres charges de fonctionnement	27 979 845	18 888 002	67,51%
Charges de personnel	5 970 000	-	0,00%
Charges fixes de fonctionnement	22 424 277	17 176 105	76,60%
Subventions, participations et autres charges d'activité	38 001 000	-	0,00%
DAPM	**238 920**	**-**	**0,00%**
Autres charges de fonctionnement	238 920	-	0,00%
DRH	**6 772 180**	**6 772 180**	**100,00%**
Charges de personnel	6 772 180	6 772 180	100,00%
Investissements	**7 816 854**	**6 729 209**	**86,09%**
DAM	**7 816 854**	**6 729 209**	**86,09%**
HAP autres immobilisations financières	28 000	28 000	100,00%
HAP immobilisations corporelles	5 798 854	4 810 176	82,95%
HAP immobilisations incorporelles	1 990 000	1 891 033	95,03%
Total général	**109 203 076**	**49 565 496**	**45,39%**

Opérations pluriannuelles

Pour les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (Nicolas METZDORF)

- Direction des affaires maritimes (DAM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**265 000 000**	**-**	**265 000 000**	**0%**	**37 000 000**	**37 000 000**	**-**	**0%**
P1305-2017/1 FONCTIONNEMENT DE L'IFREMER	265 000 000	-	265 000 000	0%	37 000 000	37 000 000	-	0%
Total général	**265 000 000**	**-**	**265 000 000**	**0%**	**37 000 000**	**37 000 000**	**-**	**0%**

L'accord cadre 2017-2021 entre l'IFREMER, l'Etat, la province Nord et la province Sud n'a pas pu etre signé avant la fin de l'année 2017. Les crédits de paiements IFREMER n'ont donc pas pu être demandés en 2017.

Pour le secteur de l'écologie et du développement durable (Didier POIDYALIWANE)

- Direction des affaires maritimes (DAM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**11 000 000**	**-**	**11 000 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P1305-2016/1 PROJET PACIFIC BIODIVERSITY BLUE BELT - PBBB	11 000 000	-	11 000 000	0%	-	-	-	-
Total général	**11 000 000**	**-**	**11 000 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	**-**

Mise en place d'une stratégie de communication à destination du comité de gestion et du grand public : création de la charte graphique du parc, production de films publicitaires et de brochures de présentation, démarrage du site internet.

La Nouvelle-Calédonie a bénéficié d'un appui de 7,8 MF en 2016 de l'Union Européenne dans le cadre du fonds BEST. Ce soutien a permis le recrutement d'une chargée de communication pendant un an à partir d'octobre 2016, ainsi que la création d'outils de communication destinés à la consultation du public prévue début 2017. L'opération est terminée et l'AE peut donc être clôturée.

P1306
Mines et carrières

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	137 019 860	136 098 220
Réalisations 2017	126 950 741	88 778 541
Taux de réalisation 2017	92,65%	65,23%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 312 738 430 F.

Les recettes

Pour le secteur de l'économie et du commerce extérieur (Philippe GERMAIN)

- Direction de l'industrie des mines et de l'énergie (DIMENC)

Recettes du laboratoire : les recettes dépendent des demandes clients (analyses de minerais et huiles usagées principalement). L'écart observé est inférieur à 10% de la prévision ce qui reste acceptable compte tenu du caractère prévisionnel du produit des prestations, basé sur une estimation du nombre d'analyses à effectuer (plus de 5000 échantillons déposés en 2017).

Prestations réalisées pour le compte des provinces : la DIMENC exerce pour le compte des 3 provinces des missions d'application des règlementations environnementales, notamment l'inspection des ICPE industriels ou miniers. Des conventions ont été conclues avec chacune des provinces prévoyant le remboursement par chacune d'elles du coût des ETP consacrés à l'exercice des missions leur revenant.

Les participations respectives des provinces sont de 25,6 MF pour le Sud, 53,6 MF pour le Nord et 1,8 MF pour les îles Loyauté.

A la fin de l'année 2017, une revalorisation du coût payé par la province Sud a été actée par avenant, passant sa contribution à 43,4 MF par an à partir de 2018. Il convient également de signaler que la province Sud finance depuis deux ans un poste de secrétaire pour le service des mines et carrières de la DIMENC, coût désormais pérennisé par la revalorisation précitée.

Les dernières actualisations du coût supporté par la Nouvelle-Calédonie mettent en évidence la nécessité de revaloriser également les conventions avec les deux autres provinces. Des propositions seront faites aux intéressées en 2018.

Subvention exceptionnelle de la province Nord : après les glissements de terrains mortels survenus sur la commune de Houaïlou en novembre 2016, la province Nord a participé par le biais d'une subvention exceptionnelle de 5 919 860 F à la Nouvelle Calédonie, au financement d'un contrat de 6 mois d'un géologue confirmé pour suivre les études externalisées dans le cadre des suite du glissement de terrain de Houaïlou et réaliser une étude générale sur les divers risques naturels en Nouvelle-Calédonie.

Taxe de subvention industrielle : cette recette correspond à la redevance versée par les exploitants miniers au titre de la compensation de la dégradation du domaine routier de la Nouvelle Calédonie causée par le roulage minier. La tarification s'appuie sur le tonnage transporté et la distance parcourue sur le réseau routier. En 2017, la recette versée à la Nouvelle-Calédonie s'élève à 4 290 408 F.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**137 019 860**	**126 950 741**	**92,65%**
P. GERMAIN	**137 019 860**	**126 950 741**	**92,65%**
DIMENC	137 019 860	126 950 741	92,65%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	40 500 000	39 966 525	98,68%
(74) dotations, subventions et participations	86 800 000	81 064 356	93,39%
(77) produits exceptionnels	9 719 860	5 919 860	60,90%
Total général	**137 019 860**	**126 950 741**	**92,65%**

Les dépenses

Pour le secteur de l'économie et du commerce extérieur (Philippe GERMAIN)

- Direction de l'industrie des mines et de l'énergie (DIMENC)

Service de la géologie de la Nouvelle-Calédonie

L'activité du service de la géologie en 2017 a été marquée par la nécessité de maintenir, à budget contraint des partenariats essentiels (BRGM, Ifremer, ADECAL, GNS NZ) pour assurer la mission fondamentale d'amélioration de la connaissance du sous-sol de la NC et de sa ZEE (création du Parc Marin) et de ses ressources minérales et, par ailleurs, de fournir une expertise technique réactive dans la thématique aléa mouvements de terrain, suite au drame de Houaïlou de novembre 2016.

Investissement

Étude Houailou : lors des pluies diluviennes de novembre 2016, la commune de Houaïlou a connu des phénomènes de mouvements de terrain et de coulées boueuses qui ont été la cause de pertes humaines. Devant l'urgence de la situation et le risque de survenue de nouveaux mouvements de terrain avant le terme de la saison humide, la DIMENC a fait réaliser par le bureau d'étude Géo-Impact une première carte de danger immédiat sur l'ensemble de la commune. L'inventaire exhaustif de tous les phénomènes anciens et le croisement avec la cartographie des évènements catastrophiques de 2016 ont permis de réaliser rapidement une première cartographie des zones de danger à évacuer en cas d'alerte météorologique. Cette étude d'un montant de **13 073 244 F** a été complétée par une étude du BRGM (grâce à un redéploiement de crédits) qui a permis d'affiner la cartographie communale de l'aléa mouvements de terrain.

Achats de matériels pour 2 934 884 F

L'acquisition des données géologiques sur le terrain nécessite des équipements spécifiques, robustes et compatibles avec les technologies d'acquisition numérique sans cesse en évolution. Le parc existant est donc amené à être renouvelé de façon régulière.

- en hydrogéologie, la DIMENC a notamment fait l'acquisition d'un collecteur de pluie, d'un capteur de pression, d'une sonde piézométrique lumineuse, de pompes immergées.
- en cartographie géologique des boussoles avec inclinomètre, des GPS, des loupes ont été achetées.

Le nouveau laboratoire de fabrication de lames minces du SGNC devait être doté en 2017 d'une tronçonneuse/rectifieuse et d'une polisseuse de roche pour un montant de 2 MF. La commande passée en septembre 2017, n'a pas pu être livrée ces équipements avant la fin de l'année. En l'absence d'autorisation de report pour cette dépense, elle sera donc prise en charge sur le budget d'investissement 2018.

Fonctionnement

Etudes (en partenariat)

CADP-NC : le projet « Construction d'une Courbe de dérive apparente des pôles de la Nouvelle-Calédonie », est une étude réalisée en collaboration avec le BRGM. Depuis 2007, le SGNC a mené de nombreuses études afin de dater les formations d'altération (latérites) hôtes des gisements nickélifères de Nouvelle-Calédonie. Ce travail de datation par paléomagnétisme a été retardé d'un an suite à une panne grave de l'équipement permettant d'analyser les échantillons. Les résultats de l'étude ont fait l'objet d'un rapport final du BRGM et le solde de **1 128 133 F** a été versé en 2017.

OBLIC phase 4 : la convention de recherche et développement partagés entre la Nouvelle-Calédonie et le BRGM **"Observatoire du littoral de Nouvelle-Calédonie (OBLIC) – Phase 4"**, signée en 2016, consistait à poursuivre l'étude des sites pilotes côtiers suivis depuis 2013, établir une procédure de suivi événementiel adapté à l'occurrence d'un cyclone, et de dégager les facteurs de forçage ayant une incidence sur l'évolution du littoral. Cette convention a été clôturée et soldée (**1 250 000 F**) en septembre 2017.

Carte de l'aléa de Houaïlou : le budget de 2 000 000 F non dépensé sur l'AE 2017 « Magnétisme Loyauté » (présentée dans la synthèse des opérations pluriannuelles) a été redéployé pour financer en urgence une étude, confiée au BRGM, de la cartographie de **l'aléa mouvement de terrain sur la commune de Houailou**. Cette étude complémentaire à la prestation du bureau d'étude Géoimpact (voir budget investissement) a permis, avec les outils développés spécifiquement par le BRGM, de mieux définir les trajectoires de blocs ou des coulées boueuses, ou encore de caractériser l'extension des zones de dépôts associées. À terme, cette cartographie permettra de réaliser un zonage du territoire plus en cohérence avec la morphologie des zones étudiées et aux enjeux.

Subventions

Réseau sismocal 2017 : l'IRD, après avoir mis en place, dans le cadre d'un contrat européen (9ème FED), un réseau **« sismocal »** de sept stations sismologiques s'ajoutant à sa station existante de Port-Laguerre, a sollicité la Nouvelle-Calédonie pour prendre en charge l'entretien de ce réseau en 2013. La cession du réseau à titre gratuit sera envisagée quand la Nouvelle-Calédonie sera en mesure, par la création de postes, de gérer et d'exploiter les stations. Le coût d'entretien du réseau s'élève annuellement à **5 MF**, montant de la subvention versée à l'IRD en 2017. En 2018, le réseau étant essentiellement utilisé pour la prévention des tsunamis, ce budget devrait être géré par la DSCGR.

Participation au financement des ateliers TECTA-VESPA : les campagnes TECTA et VESPA réalisées en mai et septembre 2015 ont permis de récolter plus de 7500 km de données géophysiques et plusieurs tonnes de roches draguées sur les fonds marins. Les traitements permettant d'obtenir des images du sous-sol et les analyses des roches prélevées ont été réalisés par les équipes de ces deux campagnes pendant l'année 2016. Afin de confronter et comprendre ces nouveaux résultats, GNS Science (Service Géologique de Nouvelle-Zélande) a organisé un atelier de travail à Wellington début 2017. L'interprétation de ces données a permis d'établir la continuité des formations géologiques de Nouvelle-Calédonie avec celles des puits de forages pétroliers du Bassin de Taranaki en Nouvelle-Zélande et ainsi de dater pour la première fois les sédiments des bassins de Nouvelle-Calédonie et de Fairway, ceci ayant des répercussions importantes sur l'évaluation du potentiel pétrolier de la ZEE de Nouvelle-Calédonie. Le coût total de cet atelier était estimé à 15 millions de CFP. En tant que participant et co-chef de mission des campagnes TECTA et VESPA, le SGNC a contribué au financement de l'organisation de cet atelier à hauteur de **1,4 MF**.

Partenariats institutionnels

Une étroite coopération entre l'**Ifremer** et la Nouvelle-Calédonie a été mise en place depuis le début des années 1990 afin d'inventorier les ressources marines de la Zone Economique Exclusive de la Nouvelle-Calédonie (programme ZoNéCo). A partir de 2012, ces activités ont été reprises dans un accord-

cadre quinquennal signé en 2012 Renouvelé pour 5 an à partir de 2017, il prévoit trois axes de partenariats scientifiques entre le gouvernement et l'Ifremer, dont les géosciences marines. A cet effet, une convention spécifique de collaboration technique relative aux géosciences marines définit les conditions du partenariat pour progresser dans la connaissance des formations géologiques marines de la ZEE et de ses potentialités minérales. L'accord cadre précité qui implique la Nouvelle-Calédonie mais aussi les Provinces, n'a pas pu être signé en 2017. Le budget de 7 MF prévu pour l'année 1 de la convention spécifique n'a donc pas été utilisé bien que l'IFREMER ait fourni sa contribution technique selon les termes du projet de convention : traitement des données acquises pendant les campagnes TECTA et VESPA. Les crédits ont été reportés sur 2018. Le nouvel accord-cadre 2017-2021 a été signé début 2018.

De la même façon, depuis 2006, le SGNC a bénéficié de l'assistance d'un géologue senior du **BRGM** mis à disposition dans le cadre d'une convention particulière. Ainsi, les géologues juniors du service ont bénéficié d'un transfert d'expérience dans les principales thématiques abordées au sein du SGNC : cartographie, ressources minérales et risques naturels. En 2016 il a été proposé de renouveler ce partenariat BRGM/DIMENC-SGNC pour 3 nouvelles années avec une contribution annuelle de la Nouvelle-Calédonie maintenue constante à **7 MF**, ce qui a été fait en 2017. Ce partenariat sera redéfini en 2018 pour une nouvelle convention de 3 ans à partir de 2019.

Frais de fonctionnement du SGNC : 1 864 170 F

Le budget de fonctionnement du SGNC a couvert, pour l'essentiel, les dépenses habituelles de fourniture, de petits équipements, d'entretien et de maintenance de matériel.

Les agents de la Géologie réalisent, pour répondre aux objectifs du service, de nombreuses missions de terrain. Ils sont donc amenés à effectuer toute l'année des déplacements sur l'ensemble du territoire. C'est dans ce cadre que 961 400 F de frais de déplacement ont été consommés en 2017 sachant que des projets ont été mis en sommeil et que l'étude sur la géothermie (projet CTME) a été reportée dans l'attente de la reprise du dossier par l'Agence Calédonienne de l'Energie.

Service des mines et carrières

Observatoire du nickel et du cobalt : Depuis 2008, la Nouvelle-Calédonie a confié, via un marché public, à la société JITEX, le développement et la gestion d'un observatoire international du nickel et du cobalt. Cette mission comprenait trois volets : La création et la mise à jour de bases de données sur les flux mondiaux de nickel et de cobalt et sur les grands opérateurs mondiaux du nickel et du cobalt ; Une veille permanente et la publication de bulletins bimestriels sur l'actualité du nickel et du cobalt notamment l'actualité des marchés, l'actualité des grands projets en cours ainsi qu'une synthèse. Le marché est arrivé à son terme en mai 2016. Durant les 8 années de prestation, les bases de données ont été régulièrement alimentées et celles-ci contiennent aujourd'hui une quantité importante d'informations permettant l'analyse de l'évolution du marché du nickel. Pour la suite, il est prévu de créer un groupe d'analyse locale des données du marché en partenariat entre la DIMENC, l'ISEE et l'IEOM. Ce groupe pourra reprendre l'alimentation des bases de données de l'observatoire existant. Dans l'attente de la création de ce groupe, l'outil informatique comprenant les bases de données et le web-service nécessite une maintenance informatique qui ne peut actuellement être assurée en interne par la DTSI du fait de caractéristiques techniques non compatibles avec leurs standards. Cet hébergement a couté 422 436 F en 2017.

Etude redevance minière : Une étude d'un montant de 2,5 millions a été commandée par la DIMENC pour le compte de la présidence du gouvernement. Cette étude, réalisée par le cabinet Flécheux en métropole avait pour objet l'instauration d'une redevance d'extraction minière. Les résultats de cette étude ont été directement remis par le prestataire à la présidence.

Laboratoire :

Investissement

L'achat de thermomètres a permis de surveiller les salles de travail conformément au référentiel ISO 17025, celui d'une mini perceuse Dremel a permis de nettoyer plus efficacement le spectromètre de masse dédié à l'analyse des PCB dans les huiles.

Fonctionnement

Au cours de l'année 2017 le laboratoire de la DIMENC a connu deux changements importants : Départ et remplacement du chef de service et de son adjoint sans période de recouvrement. Les agents se sont attachés à réaliser une transition sans impact pour ses clients.

Le laboratoire poursuit la mise en place de l'accréditation ISO 17025 et réalisera un audit blanc avant la fin de l'année. Le remplacement de l'analyseur de PCB dans les huiles est planifié. Une demande de modification tarifaire sera faite dans l'année

Frais généraux de la DIMENC : En 2017, la DIMENC enregistre une diminution de 21 % de ses frais fixes par rapport à l'exercice précédent en les ramenant à 21 786 019 F, due en partie à la prise en charge par la DITTT des frais d'électricité du nouveau laboratoire ainsi qu'à une rationalisation de ses diverses consommations.

La certification ISO 9001 de la direction est maintenue, conclusion de l'audit AFNOR réalisé en octobre 2017, pour un montant de 951 671 F. La DIMENC vise désormais la certification en version 2015 de la norme ISO 9001, à l'horizon juin 2018.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit des frais de location immobilière nécessaire au fonctionnement de la DIMENC.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1306-01-Amélioration de la connaissance géologique et hydrogéologique de la NC	**80 962 723**	**55 882 266**	**69,02%**
P. GERMAIN	**80 962 723**	**55 882 266**	**69,02%**
DAPM	2 140 000	1 509 904	70,56%
DIMENC	78 822 723	54 372 362	68,98%
A1306-03-Evaluation et mise à jour de la réglementation en matière d'exploitationdes mines et des carrières et du schéma de mise en valeur des richesses minières	**3 508 353**	**3 341 289**	**95,24%**
P. GERMAIN	**3 508 353**	**3 341 289**	**95,24%**
DIMENC	3 508 353	3 341 289	95,24%
A1306-11-Suivi et compréhension des évolutions du marché mondial du Ni et du Co(Observatoire mondial du Ni et du Co)	**922 436**	**422 436**	**45,80%**
P. GERMAIN	**922 436**	**422 436**	**45,80%**
DIMENC	922 436	422 436	45,80%
A1306-12-Prestations du laboratoire	**15 141 033**	**7 346 531**	**48,52%**
P. GERMAIN	**15 141 033**	**7 346 531**	**48,52%**
DIMENC	15 141 033	7 346 531	48,52%
A1306-18-Améliorer l'efficience des fonctions supports, de direction et organiser le système de qualité	**35 563 675**	**21 786 019**	**61,26%**
P. GERMAIN	**35 563 675**	**21 786 019**	**61,26%**
DAPM	100 000	-	0,00%
DIMENC	35 463 675	21 786 019	61,43%
Total général	**136 098 220**	**88 778 541**	**65,23%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**115 898 466**	**71 784 238**	**61,94%**
DAPM	**2 240 000**	**1 509 904**	**67,41%**
Autres charges de fonctionnement	2 240 000	1 509 904	67,41%
DIMENC	**113 658 466**	**70 274 334**	**61,83%**
Autres charges de fonctionnement	38 305 368	21 976 062	57,37%
Charges de personnel	5 944 175	-	0,00%
Charges exceptionnelles	58 770	3 000	5,10%
Charges fixes de fonctionnement	27 850 153	19 634 592	70,50%
Subventions, participations et autres charges d'activité	41 500 000	28 660 680	69,06%
Investissements	**20 199 754**	**16 994 303**	**84,13%**
DIMENC	**20 199 754**	**16 994 303**	**84,13%**
HAP immobilisations corporelles	7 093 179	3 921 059	55,28%
HAP immobilisations incorporelles	13 106 575	13 073 244	99,75%
Total général	**136 098 220**	**88 778 541**	**65,23%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de l'économie et du commerce extérieur (Philippe GERMAIN)

- Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie (DIMENC)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**84 300 000**	**17 005 820**	**67 294 180**	**20%**	**24 250 000**	**24 852 573**	**17 005 820**	**68%**
P1306-2017/1								
PARTENARIATS GEOLOGIQUES 2017	11 500 000	-	11 500 000	0%	5 750 000	5 750 000	-	0%
P1306-2017/2								
PREST EXPERTS ETUDES GEO 2017	12 800 000	5 005 820	7 794 180	39%	6 500 000	7 102 573	5 005 820	70%
P1306-2017/3								
CDI 17-21 CNRT	60 000 000	12 000 000	48 000 000	20%	12 000 000	12 000 000	12 000 000	100%
Total général	**84 300 000**	**17 005 820**	**67 294 180**	**20%**	**24 250 000**	**24 852 573**	**17 005 820**	**68%**

P1306-2017/1 – Partenariats géologiques

OBLIC : La convention de recherche et développement partagés entre la Nouvelle-Calédonie et le BRGM "Observatoire du littoral de Nouvelle-Calédonie (OBLIC) conclue en 2013 consiste à étudier l'évolution du littoral. A partir de 2017, le projet a été inscrit sur AE. La convention dite phase 5 - "Évolution récente et future des systèmes côtiers de Nouvelle-Calédonie", signée en 2017 pour un budget de 6 M, a pour objectifs de poursuivre le suivi des sites pilotes côtiers, de valider la typologie des côtes élaborée en 2016 et d'en illustrer l'exploitation en réalisant une cartographie des aléas côtiers potentiels à l'échelle de la Grande-Terre. Afin de répondre à ces objectifs, une mission de terrain doit être réalisée par un expert des risques côtiers du BRGM afin d'assurer le suivi et compléter les informations recueillies sur les sites pilotes et de valider la typologie du littoral en visitant des sites représentatifs. En raison de l'indisponibilité de l'expert du BRGM en 2017 la mission de terrain n'a pas pu être programmée ; elle a été reportée à 2018 ainsi que la dépense correspondante.

Sédimentation : Un projet d'étude « Sédimentation » concernait l'analyse des sédiments continentaux (émergés) post-obduction, à l'échelle de toute la grande terre. Via les outils d'analyse à terre (levés sédimentaires de terrain, caractérisation des mouvements verticaux, géochimie isotopique, estimation de l'érosion) il visait à caractériser les sources d'alimentation des bassins offshore et le volume des sédiments mis en jeu. Sur un budget de 5.5 M en AE 2017-2018, il était prévu un programme de recherche partagée avec le BRGM mais qui finalement n'a pas souhaité s'impliquer par manque de spécialistes disponibles. Le financement de 2017 de 2.75 M non utilisé est donc perdu.

P1306-2017/2 – Prestation d'experts / études

Cette autorisation d'engagement de 12,8 MF sur 2 années (2017-2018) concerne 4 sujets : des analyses, la thématique « Magnétisme Nord Loyauté », la thématique « Acquifères VKP » et les sondages scientifiques, avec une dotation globale de 8,5 MF pour l'année 2017. Le programme 2017 n'a pu être entièrement réalisé.

Analyses : comme chaque année, tout un panel d'analyses des échantillons récoltés dans le cadre des études du service ont fait l'objet de prestations pour un montant de **2 863 237 F**. Ces prestations, par suite d'une répartition erronée lors de la préparation budgétaire, ont été inscrites et exécutées sur autorisation d'engagement.

Magnétisme Nord Loyauté : le projet de levé magnétique du Bassin Nord Loyauté s'est révélé impossible à réaliser, le Vanuatu n'ayant pas délivré les autorisations permettant d'effectuer cette campagne dans ses eaux aux dates où le navire Amborella était disponible. Le budget a en revanche été redéployé pour l'étude complémentaire réalisée par le BRGM de la cartographie de l'aléa mouvement de terrain sur la commune de Houailou (cf dépenses hors AP/AE).

Acquifères VKP : dans le cadre de ses missions de connaissance et d'inventaire de la ressource en eau souterraine de la Nouvelle-Calédonie, le SGNC s'intéresse aux ressources potentielles que constituent les réservoirs hors nappes alluviales et péridotites. Actuellement la Nouvelle-Calédonie

dispose d'une connaissance hydrogéologique limitée de ces formations. C'est l'objet de la base de données du sous-sol (BDSSNC) mise en place par le SGNC : mieux appréhender ces formations et établir un descriptif de « l'état des masses d'eau ». Une méthodologie mise au point avec le concours de la DAVAR a pour objectif, à moyen terme, la réalisation d'un **atlas hydrogéologique** à l'échelle de la Grande Terre et des îles Loyauté. En 2017, les formations couvrant les communes de VKP, Koumac et Poum ont été étudiées en partenariat avec le BRGM dans le cadre d'une convention d'étude « BDLisa ». Un premier versement de **1,4 MF** a eu lieu en 2017. Cette étude se terminera en 2018 avec un versement final de 0.6 MF.

Sondages scientifiques : La convention cadre signée avec l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement) permet au SGNC de réaliser des forages profonds (>100m) pour un moindre coût, par conventions spécifiques sur des objectifs communs d'exploration scientifique. Ces conventions permettent d'utiliser la sondeuse de l'IRD. Des forages ont déjà été réalisés en 2012 et 2015 sur la région de Népoui, pour la compréhension d'une nouvelle formation géologique inconnue avant 2010. Un budget en AE de 3,4 M permettant de réaliser deux sondages en 2017 et 2018 a été inscrit à cet effet. La convention signée en 2017 a donné lieu à un premier versement de **806 666 F** qui a permis de préparer la foreuse pour la campagne débutant au premier trimestre 2018.

P1306-2017/3 – CDI 17-21 CNRT

Le GIP « CNRT Nickel et son environnement » est constitué de l'Etat, la Nouvelle-Calédonie, les Provinces ainsi que d'autres organismes publics et privés. La convention constitutive prévoit la mise en commun de moyens et d'équipements afin de réaliser des programmes de recherche appliquée et de développement technologique afin d'améliorer les connaissances relatives aux ressources minières de la Nouvelle-Calédonie et à leur environnement. C'est dans le cadre qu'un financement du gouvernement de la NC de **12 000 000 F**, inscrit au budget de la DIMENC/SGNC, a été octroyé au CNRT en 2017, au titre de la première année du troisième mandat du GIP CNRT 2017-2021.Il est prévue la même dotation de fonctionnement chaque année durant toute la durée de la convention constitutive, soit 5 ans.

P1307
Economie numérique et communication

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	88 500 000	369 125 640
Réalisations 2017	94 870 500	309 471 262
Taux de réalisation 2017	107,20%	83,84%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 0 F.

Les recettes

Pour le secteur de l'économie numérique (Bernard DELADRIERE)

- Cellule économie numérique (Econum)

Dans le cadre de l'appel à projets (édition 2013) « Développement de l'école numérique », le collège de Kaméré avait reçu une aide financière de la Nouvelle-Calédonie d'un montant de 5 MF. N'ayant pas consommé la totalité des fonds attribués, l'établissement a sollicité le reversement des crédits non utilisés à hauteur de 3 870 500 F.

Pour le secteur de la communication audiovisuelle (Nicolas METZDORF)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit de la participation d'organismes publics et privés pour le fonds de soutien à la production audiovisuelle (FSPA)

- province Sud : 40 MF ;
- province Nord : 5 MF ;
- OPT : 10 MF ;
- Canal Calédonie : 30 MF ;
- Société de télévision radio-NCTV : 3 MF ;
- France télévision : 3 MF.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Investissements	**88 500 000**	**94 870 500**	**107,20%**
B. DELADRIERE	**-**	**3 870 500**	
ECONUM	-	3 870 500	
(204) subventions d'équipement versées	-	3 870 500	
N. METZDORF	**88 500 000**	**91 000 000**	**102,82%**
DAPM	88 500 000	91 000 000	102,82%
(13) subventions d'investissement	88 500 000	91 000 000	102,82%
Total général	**88 500 000**	**94 870 500**	**107,20%**

Les dépenses

Pour le secteur de l'économie numérique (Bernard DELADRIERE)

- Cellule économie numérique (Econum)

Les actions menées en 2017 ont été inscrites autour de trois thématiques : la modernisation et la simplification administrative, l'inclusion numérique et le développement de la filière numérique.

Modernisation et simplification administrative

Mis en ligne en 2015, le guichet numérique **www.service-public.nc** a pour objectif de simplifier les démarches administratives des usagers en regroupant, en un point unique, l'ensemble des informations et des interlocuteurs concernés. En 2017, 10 nouveaux partenaires ont intégré le portail, comptabilisant alors 40 partenaires au 31 décembre 2017, et deux fois plus de contenus

(344 dossiers en ligne classés dans 19 thématiques essentielles pour l'usager, plus de 650 services dématérialisés). Cet outil rencontre un réel succès auprès des usagers. Les statistiques de 2017 révèlent une fréquentation de 202 598 visiteurs uniques, 414 506 pages vues et 13 016 fans sur Facebook (chiffres au 31/12/2016 : 85 460 visiteurs uniques, 198 253 pages vues, 9 235 fans sur Facebook).
Coût de l'action : **5,2 MF.**

Un **téléservice de demande de copie d'acte d'état civil coutumier** auprès de la Direction de la Gestion de la Réglementation des Affaires Coutumières (DGRAC) a été réalisé en 2017. Il répond à un besoin récurrent de cette direction et de ses usagers (10 000 dossiers par an).
Un outil technique dénommé « générateur de formulaires en ligne » a été construit afin de dématérialiser rapidement et partiellement cette démarche. A l'issue d'une phase de pilotage durant le premier semestre 2018, cet outil pourra être utilisé pour dématérialiser d'autres démarches.
Coût de l'action : **15,4 MF**

Un **téléservice de demande de publication au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie** (JONC) auprès de la Direction des Achats, du Patrimoine et des Moyens (DAPM), service de l'imprimerie administrative a été réalisé en 2017. Il répond à un besoin récurrent de cette direction et de ses usagers (associations, juristes, syndicats). Ce téléservice, actuellement en cours de reprise par la DTSI, sera mis en production courant 2018.
Coût de l'action : **12 MF**

Le **téléservice « concours.gouv.nc »** a été mis en œuvre en fin d'année 2016. En raison du calendrier de clôture budgétaire, la dépense afférente à cette opération a été reportée sur l'exercice 2017.
Coût de l'action : **11,6 MF**

Inclusion numérique

Le programme « **Case numérique** » a pour objectif le développement d'espaces publics numériques (EPN). En 2017, les médiathèques de Kaala-Gomen et Mont-Dore ont reçu un soutien financier du gouvernement (2016 : Canala, Poya, Thio, Lifou, Kaméré).
Un outil informatique de gestion (animation, collaboration, communication) des cases numériques est en cours de déploiement sur des sites pilotes (Thio, Poya, Lifou, Nouméa).
Afin d'impulser une dynamique de réseau, les animateurs des espaces publics numériques se sont rencontrés à trois reprises (2 à Bourail et 1 à Touho). Différentes thématiques y sont abordées sous forme de formation, d'interventions et d'échanges de pratiques (sensibilisation aux dangers du net, langage informatique, création de blog, atelier 3D, etc).
Coût du programme : **15,5 MF.**

Le gouvernement a accompagné les initiatives locales visant à favoriser aux calédoniens l'accès aux outils et usages numériques. A ce titre, **l'association H2O**, dans le cadre de son projet de reconditionnement de matériels informatiques, qui seront mis à disposition des personnes ou associations nécessiteuses sur l'ensemble du territoire, a reçu le soutien financier de la Nouvelle-Calédonie. L'instruction du dossier ayant été effectuée de manière tardive, l'association a perçu le versement de 2016, en même temps que celui de 2017.
Coût de l'action : **8 MF**

Le dispositif **MIPE²** permet aux lycéens, apprentis et étudiants, de bénéficier, tous les cinq ans, d'une aide à l'achat d'un ordinateur ou d'une tablette (20 000 F) et d'une calculatrice (10 000 F).
En 2017, plus de 1 700 personnes ont en bénéficié.
Coût de l'action : **27,3 MF**

Développement du numérique dans l'éducation

Les années précédentes, les actions ont principalement portés sur l'accompagnement des établissements scolaires du secondaire à l'accès au très haut débit internet.

Le manque de ressource humaine dédiée et les contraintes budgétaires de la collectivité, n'ont pas permis de poursuivre les actions.

Développement de la filière numérique

Le gouvernement a souhaité évaluer l'impact du Plan Stratégie de l'Economie Numérique (PSEN). Dans cette perspective, il a réalisé un **baromètre numérique** qui sera diffusé au second trimestre 2018.
Coût de l'action : **15,3 MF**

Dans la perspective du développement de la filière numérique, des avant-projets (lieu Totem et assises du numérique) ont été réalisés. Ils ont pour objectif de donner des éclairages au gouvernement en vue d'une prise de décision.
Coût de l'action globale : **1,7 MF**

Le **lieu Totem** est un lieu physique permettant de réunir et structurer la filière numérique d'un territoire et son écosystème (jeunes pousses, entreprises, laboratoires, universités, etc.) autour de thématiques porteuses. Il est l'un des facteurs clés de succès du développement de l'innovation par et avec le numérique. Un avant-projet relatif à la création de ce lieu a été réalisé en 2017.

Les **assises du numérique** ont pour objectifs de promouvoir les initiatives calédoniennes en matière de numérique en lien avec son écosystème et sensibiliser les acteurs économiques sur l'importance de la transformation digitale pour la Nouvelle-Calédonie. Un avant-projet relatif à l'organisation d'un évènement a été réalisé en 2017.

En tant que membre fondateur, le gouvernement, a reconduit son soutien financier à **l'Observatoire Numérique de Nouvelle-Calédonie** (ONNC), dont la mission est de fournir des éléments d'aide à la décision, concernant le développement du numérique.
Coût de l'action : **1,8 MF**

Fonctionnement interne

- Dépenses courantes (petites fournitures, déménagement, signalétique, entretien des locaux) : **0,5 MF ;**
- Veille, missions d'études et d'échanges avec les acteurs du numérique : **0,9 MF.**

Pour le secteur de la communication audiovisuelle (Nicolas METZDORF)

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit d'un reliquat de subventions attribuées en 2016 pour 40 MF à diverses sociétés de productions audiovisuelles pour la réalisation de divers projets. Le versement en 2017 s'élève à 8,1 MF et a permis de financer les projets suivants : documentaire sur le tourisme de croisière, recette de cuisine locale, documentaire sur les requins.

Une subvention d'équipement de 5 MF a été attribuée à RRB au budget supplémentaire 2017.

88,5 MF correspondent à des aides à la production audiovisuelle et cinématographique à diverses sociétés de production audiovisuelle et cinématographique, pour la réalisation de projets de film documentaire, magazine, fiction et clip vidéo.

92,625 MF correspondent à :

- Subvention Radio rythme bleue : 38 MF ;
- Subvention Radio DJIDO association EDIPOP : 38 MF ;
- Subvention Radio Océane – Dumbéa communication : 16,625 MF.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1307-01-Economie numérique	**143 000 640**	**128 346 262**	**89,75%**
B. DELADRIERE	**129 340 640**	**115 246 262**	**89,10%**
ECONUM	129 340 640	115 246 262	89,10%
N. METZDORF	**13 660 000**	**13 100 000**	**95,90%**
DAPM	13 100 000	13 100 000	100,00%
DBAF	**560 000**	**-**	**0,00%**
A1307-02-Soutien à la production et à la diffusion audiovisuelle	**133 500 000**	**88 500 000**	**66,29%**
N. METZDORF	**133 500 000**	**88 500 000**	**66,29%**
DAPM	133 500 000	88 500 000	66,29%
A1307-03-Soutien à la diffusion radiophonique	**92 625 000**	**92 625 000**	**100,00%**
N. METZDORF	**92 625 000**	**92 625 000**	**100,00%**
DAPM	92 625 000	92 625 000	100,00%
Total général	**369 125 640**	**309 471 262**	**83,84%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**116 428 900**	**112 452 425**	**96,58%**
DAPM	**92 625 000**	**92 625 000**	**100,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	92 625 000	92 625 000	100,00%
DBAF	**560 000**	**-**	**0,00%**
Subventions, participations et autres charges d'activité	560 000	-	0,00%
ECONUM	**23 243 900**	**19 827 425**	**85,30%**
Autres charges de fonctionnement	7 554 518	5 535 656	73,28%
Charges de personnel	497 613	-	0,00%
Charges fixes de fonctionnement	93 678	93 678	100,00%
Subventions, participations et autres charges d'activité	13 800 000	13 800 000	100,00%
Formation professionnelle	1 298 091	398 091	30,67%
Investissements	**252 696 740**	**197 018 837**	**77,97%**
DAPM	**146 600 000**	**101 600 000**	**69,30%**
HAP subventions d'équipement versées	146 600 000	101 600 000	69,30%
ECONUM	**106 096 740**	**95 418 837**	**89,94%**
AP P1307-2011/1 - PROJET ECONOMIE NUMERIQUE	66 085 748	66 077 845	99,99%
AP P1307-2012/2 - FONDS LUTTE FRACTURE NUMERIQUE (INVEST)	40 000 000	29 330 000	73,33%
HAP immobilisations incorporelles	10 992	10 992	100,00%
Total général	**369 125 640**	**309 471 262**	**83,84%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de l'économie numérique (Bernard DELADRIERE)

- Cellule économie numérique (ECONUM)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**130 000 000**	**82 888 640**	**47 111 360**	**64%**	**5 700 000**	**12 000 000**	**12 000 000**	**100%**
P1307-2012/3								
FONDS LUTTE FRACTURE NUMERIQUE (FONCT)	130 000 000	82 888 640	47 111 360	64%	5 700 000	12 000 000	12 000 000	100%
Investissement	**2 181 000 000**	**1 225 856 788**	**955 143 212**	**56%**	**94 480 485**	**106 085 748**	**95 407 845**	**90%**
P1307-2011/1								
PROJET ECONOMIE NUMERIQUE	820 000 000	420 500 399	399 499 601	51%	54 480 485	66 085 748	66 077 845	100%
P1307-2012/2								
FONDS LUTTE FRACTURE NUMERIQUE (INVEST)	901 000 000	609 056 857	291 943 143	68%	40 000 000	40 000 000	29 330 000	73%
P1307-2013/2								
SOUTIEN EQUIPEMENT SCOLAIRE NUMERIQUE	460 000 000	196 299 532	263 700 468	43%	-	-	-	-
Total général	**2 311 000 000**	**1 308 745 428**	**1 002 254 572**	**57%**	**100 180 485**	**118 085 748**	**107 407 845**	**91%**

P1307-2012/3 – fonds lutte fracture numérique (fonctionnement) : ce programme vise à soutenir et accompagner le démarrage des cases numériques. Il se définit par une aide partielle au fonctionnement des cases (abonnement internet et télécoms, recours à des intervenants, etc.). Les crédits ont été consommés à la hauteur des prévisions.

P1307-2011/1 – projet économie numérique : les crédits, consommés à hauteur des prévisions, concernent :

- Le développement de l'administration électronique : il s'agit de dématérialiser des démarches administratives en y associant l'élaboration d'une identité numérique ;
- L'évolution du portail « service-public.nc » : cette évolution concerne le rajout régulier de nouveaux contenus ;
- La mise en œuvre du portail numérique « cases numériques » : le portail est un outil d'animation, de mise en réseau et de valorisation des cases numériques.

P1307-2012/2 – fonds lutte fracture numérique (investissement) : cette AP regroupe :

- Le programme cases numériques : mise en œuvre ou développement des espaces publics numériques par le biais de subventions (équipements informatiques, aménagements électriques, mobilier) ;
- Le dispositif « MIPE^2 » : qui permet aux étudiants et lycéens de se procurer un ordinateur ou une tablette, et une calculatrice. 27,33 MF ont été versés en 2017.

P1307-2013/2 – soutien équipement scolaire numérique : des CP avaient été sollicités dans le cadre de la préparation du BP 2018, mais, au regard des contraintes budgétaires, n'ont pu être retenus au moment des arbitrages. Aussi, afin de poursuivre les actions menées dans le cadre du développement du numérique dans l'éducation, considérée comme action prioritaire, et sous réserve de validation de nos instances décisionnelles, nous prévoyons de proposer d'ores et déjà un ajustement CP au BS 2018 ou au BP 2019 de cette AP.

Synthèse de la mission par programme et type de recettes - dépenses

	P1301 Travail et emploi	P1302 Marché intérieur	P1303 Etudes économiques et sociales	P1304 Soutien au secteur agricole	P1305 Pêche et environnement marin	P1306 Mines et carrières	P1307 Economie numérique et communication	Total général
RECETTES	**695 184 355**	**73 374 664**		**10 785 727**	**15 632 804**	**126 950 741**	**94 870 500**	**1 016 798 791**
Fonctionnement	**695 184 355**	**73 374 664**		**10 785 727**	**15 632 804**	**126 950 741**		**921 928 291**
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	1 385 900	66 242 662			15 632 804	39 966 525		123 227 891
(74) dotations, subventions et participations	687 350 835					81 064 356		768 415 191
(75) autres produits de gestion courante				10 785 727				10 785 727
(77) produits exceptionnels	6 447 620	7 132 002				5 919 860		19 499 482
Investissements		**-**					**94 870 500**	**94 870 500**
(13) subventions d'investissement							91 000 000	91 000 000
(204) subventions d'équipement versées							3 870 500	3 870 500
AP P1302-2017/3 - ZODEP 2017 - 2021-PART ETAT		-						-
DEPENSES	**1 158 095 303**	**155 226 391**	**310 000 000**	**1 266 609 042**	**49 565 496**	**88 778 541**	**309 471 262**	**3 337 746 035**
Fonctionnement	**1 157 864 773**	**146 434 196**	**310 000 000**	**1 233 118 443**	**42 836 287**	**71 784 238**	**112 452 425**	**3 074 490 362**
Aides directes et indirectes	57 754 820			260 570 000				318 324 820
Autres charges de fonctionnement	80 888 149	23 714 659		26 705 299	18 888 002	23 485 966	5 535 656	179 217 731
Charges de personnel					6 772 180	-	-	6 772 180
Charges exceptionnelles				6 800 000		3 000		6 803 000
Charges fixes de fonctionnement	38 971 804	15 927 537		21 443 144	17 176 105	19 634 592	93 678	113 246 860
Contributions obligatoires	110 000 000							110 000 000
Remboursements aux collectivités	755 250 000							755 250 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	115 000 000	106 792 000	310 000 000	917 600 000	-	28 660 680	106 425 000	1 584 477 680
Formation professionnelle				-			398 091	398 091
Investissements	**230 530**	**8 792 195**		**33 490 599**	**6 729 209**	**16 994 303**	**197 018 837**	**263 255 673**
AP P1302-2016/1 - AMENAGEMENT ZODEP		7 724 435						7 724 435
AP P1302-2017/1 - CDV 17-21 ZODEP (ETUDES ET VIABILISATION)		-						-
AP P1304-2014/1 - CONSTRUCTION BUREAUX DAVAR/APICAN DAFE				-				-
AP P1304-2016/1 - CANC POUR LA REFECTION DU MARCHE DE GROS				30 886 625				30 886 625
AP P1307-2011/1 - PROJET ECONOMIE NUMERIQUE							66 077 845	66 077 845
AP P1307-2012/2 - FONDS LUTTE FRACTURE NUMERIQUE (INVEST)							29 330 000	29 330 000
HAP autres immobilisations financières					28 000			28 000
HAP immobilisations corporelles	230 530	437 760		346 491	4 810 176	3 921 059		9 746 016
HAP immobilisations incorporelles		630 000		2 257 483	1 891 033	13 073 244	10 992	17 862 752
HAP subventions d'équipement versées		-					101 600 000	101 600 000

Mission M14
Gestion des finances publiques

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	7 816 991 720	591 875 465
Réalisations 2017	7 857 975 501	505 828 996
Taux de réalisation 2017	100,52%	85,43%

Pour information, la masse salariale affectée à cette mission s'élève à 1 564 722 118 F.

Stratégie et gestion fiscales

Le programme P1401, stratégie et gestion fiscales, poursuit des objectifs centrés autour :

- de la mise en œuvre de la politique fiscale du gouvernement, par l'élaboration de la législation, la prévision des recettes budgétaires et l'évaluation des dépenses fiscales selon les données disponibles ;
- de la gestion et de la maîtrise du fonctionnement du système déclaratif calédonien pour garantir le niveau et la régularité des recettes fiscales, en promouvant le civisme fiscal déclaratif et de paiement et par la qualité d'un contrôle fiscal proportionné aux enjeux ;
- de rendre le service aux usagers au meilleur coût.

Stratégie et gestion financières

Le programme P1402, stratégie et gestion financières, a pour objectifs centraux le renforcement de la performance des dépenses publiques et de la vision prospective à travers :

- la garantie d'une bonne utilisation des deniers publics par un pilotage efficace des dépenses publiques grâce à des outils de gestion ainsi que des pratiques financières adaptées et par l'instauration d'un dialogue de gestion ;
- le développement d'outils de programmation pluriannuelle et de prospective permettant de simuler les impacts de l'évolution économique de moyen terme, de mesurer l'efficacité et la soutenabilité des finances publiques, de mettre en évidence les risques potentiels et réduire les incertitudes pour éclairer les choix publics et les décisions majeures.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**7 622 444 437**	**7 540 203 766**	**7 857 975 501**	**105,24%**
P1401-Stratégie et gestion fiscales	**1 668 232 072**	**1 527 118 235**	**1 746 503 775**	**126,79%**
DBAF	82 742 461	84 413 836	81 399 849	148,00%
Douanes	195 399 010	86 661 500	99 823 045	49,91%
DSF	1 390 090 601	1 356 042 899	1 565 280 881	139,45%
P1402-Stratégie et gestion financières	**5 954 212 365**	**6 013 085 531**	**6 111 471 726**	**100,36%**
DBAF	5 954 212 365	6 013 085 531	6 111 471 726	100,36%
Investissements	**-**	**-**	**-**	**0,00%**
P1401-Stratégie et gestion fiscales	**-**	**-**	**-**	**0,00%**
DSF	-	-	-	0,00%
Total général	**7 622 444 437**	**7 540 203 766**	**7 857 975 501**	**100,52%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**288 044 800**	**292 732 159**	**420 091 639**	**87,62%**
P1401-Stratégie et gestion fiscales	**221 130 095**	**208 857 986**	**221 111 761**	**84,94%**
DAPM	44 609 443	29 744 076	25 301 038	94,77%
DBAF	13 527 779	24 597 405	15 177 438	72,05%
DSF	162 992 873	154 516 505	180 633 285	84,99%
P1402-Stratégie et gestion financières	**66 914 705**	**83 874 173**	**198 979 878**	**90,80%**
DBAF	66 914 705	83 874 173	198 979 878	90,80%
Investissements	**104 716 681**	**80 949 775**	**85 737 357**	**76,13%**
P1401-Stratégie et gestion fiscales	**83 404 946**	**80 084 542**	**85 488 922**	**81,38%**
DSF	83 404 946	80 084 542	85 488 922	81,38%
P1402-Stratégie et gestion financières	**21 311 735**	**865 233**	**248 435**	**3,28%**
DBAF	21 311 735	865 233	248 435	3,28%
Total général	**392 761 481**	**373 681 934**	**505 828 996**	**85,43%**

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs

Philippe GERMAIN, Nicolas METZDORF.

Le secteur du Nickel, officiellement déclaré en crise le 16 février 2016, a suscité les plus grandes craintes quant à la pérennité des activités métallurgiques avant de connaître une amélioration sur l'année 2017 grâce à de vastes plans d'économies des opérateurs et une remontée des cours. Des signes d'inquiétudes se sont toutefois fait ressentir sur l'année 2017 auprès des acteurs économiques.

Les mesures prises par les institutions entre 2016 et 2017 ont heureusement permis de juguler l'impact sur l'économie avec notamment un dispositif de réduction d'impôt en faveur du logement intermédiaire amendé et reconduit jusqu'en 2018 pour soutenir le secteur du logement et une commande publique restée importante (transports publics, santé ou aménagements routiers).

On notera par ailleurs que l'année 2017 a été marquée par le début de la marche à blanc de la taxe générale à la consommation (TGC) à compter du 1er avril avec pour objectif de familiariser les entreprises au passage de la TGC à taux pleins. Ce test grandeur nature a été une véritable réussite puisque l'on constate un taux de civisme fiscal de près de 98 % et un rendement à la hauteur des attentes qui devrait permettre, lors de passage, de compenser la disparition des 7 taxes remplacées.

La réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) adoptée par le Congrès le 30 décembre 2016 et a, quant à elle, globalement porté ses fruits puisqu'une diminution de l'impôt des classes moyennes, financée par une redistribution de l'impôt, a été constatée. Cette baisse d'impôt a concerné 88 % des foyers imposés pour un gain moyen de 31 000 francs.

Philippe GERMAIN

***

L'année 2017 a également été marquée par la poursuite de la réforme de la gestion des finances publiques, avec la réorganisation et le renforcement de la direction du budget et des affaires financières : un service de pilotage budgétaire et de la stratégie financière pour une meilleure allocation des ressources budgétaires, une centralisation des factures à la DBAF pour réduire les délais de paiement et améliorer l'exécution des budgets, un renforcement de l'équipe des contrôleurs financiers des établissements publics.

La concrétisation de ces réorganisations est aujourd'hui plus que nécessaire pour dégager et mettre en œuvre des mesures propices au rétablissement des équilibres budgétaires de la collectivité.

Nicolas METZDORF

P1401
Stratégie et gestion fiscales

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	1 727 500 000	365 151 226
Réalisations 2017	1 746 503 775	306 600 683
Taux de réalisation 2017	101,10%	83,92%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 1 294 496 329 F.

Les recettes

Pour le secteur du budget (Nicolas METZDORF)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Les intérêts sur les traites douanières ont été constatés à hauteur de 81 MF, soit une recette équivalente à l'exercice précédent.

Pour le secteur de la fiscalité et des douanes (Philippe GERMAIN)

- Direction des services fiscaux (DSF)

Par rapport à l'année 2016, les recettes du programme P1401 progressent de 210 MF et ce grâce à la vente de l'ex université de Magenta à hauteur de 350 MF. Les résultats par rapport à 2016 se répartissent de la manière suivante :

- A1401-10 Recouvrement : - 110,28 MF
  - 99 MF concernent les frais de gestion à 2 % sur les divers impôts, certains titres n'ayant pas été émis sur la fin de période 2017. Les amendes majorées forfaitaires (part NC) reculent de - 49 MF alors que la vente de timbres amendes (part NC) progresse de 33,22 MF. Les frais de poursuites et successions en déshérence affichent + 4,9 MF.

- A1401-16 Gestion patrimoniale : -19,48 MF
  Les locations de bâtiment et terrains progressent de 29,5 MF (rattrapage d'échéances 2016) alors que les ventes de matières baissent de 49 MF soit – 36 % d'extraction par rapport à 2016.

- A1401-18 Soutien hors projet Pacifisc : + 0,12 MF
  Il s'agit de la vente de plans de situation terrains et bâtiments en légère hausse.

- A1401-19 Contentieux fiscal : + 0,1 MF
  Lors de procès gagnés par la NC, les contribuables reversent les frais irrépétibles à la collectivité.

- Services des douanes

La contribution de la direction des douanes à la mise en œuvre de la politique fiscale du gouvernement apparaît dans le montant des amendes perçues en 2017. Toutefois, l'ensemble des mesures prises en amont participe pleinement aux objectifs du gouvernement concernant la gestion des finances publiques.

Les mesures mises en place en 2016 relatives à l'optimisation des contrôles après dédouanement ont continué à porter leurs fruits : le montant des amendes perçues a de nouveau augmenté de 12,3 % en 2017, après une année 2016 record. Le montant des droits redressés (+1,2%) est resté au niveau de 2016 (+ 50 % par rapport à 2015). Ces chiffres traduisent un renforcement de l'action de lutte contre la fraude aux réglementations fiscales et commerciales de la Nouvelle-Calédonie, mais aussi un accroissement des résultats contentieux de la lutte contre le trafic de stupéfiants qui participe au plan territorial de sécurité et de prévention de la délinquance.

En 2018, la direction des douanes va poursuivre la consolidation de la sécurisation des recettes de la Nouvelle-Calédonie. Celle-ci fait l'objet de ses plans d'action prioritaires tant du point vue de ses contrôles que de l'amélioration du service rendu aux usagers, notamment à travers une information et des conseils renforcés. Ces deux aspects de son activité constituant les deux volets d'une action cohérente visant à la connaissance et au respect des règles du dédouanement.

L'effort sera poursuivi en interne par l'optimisation et l'adaptation aux évolutions en cours de la réglementation douanière (code des douanes, système de dédouanement informatisé, mise en place définitive de la TGC, etc.) qui a déjà produit des projets qui restent maintenant à concrétiser.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**1 377 500 000**	**1 746 503 775**	**126,79%**
N. METZDORF	**55 000 000**	**81 399 849**	**148,00%**
DBAF	55 000 000	81 399 849	148,00%
(76) produits financiers	55 000 000	81 399 849	148,00%
P. GERMAIN	**1 322 500 000**	**1 665 103 926**	**125,91%**
Douanes	200 000 000	99 823 045	49,91%
(73) impôts et taxes	200 000 000	99 823 045	49,91%
DSF	1 122 500 000	1 565 280 881	139,45%
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	850 000 000	906 688 186	106,67%
(73) impôts et taxes	250 000 000	238 586 624	95,43%
(75) autres produits de gestion courante	22 500 000	52 830 220	234,80%
(77) produits exceptionnels	-	367 175 851	
Investissements	**350 000 000**	**-**	**0,00%**
P. GERMAIN	**350 000 000**	**-**	**0,00%**
DSF	350 000 000	-	0,00%
(024) produit des cessions d'immo	350 000 000	-	0,00%
Total général	**1 727 500 000**	**1 746 503 775**	**101,10%**

Les dépenses

Pour le secteur du budget (Nicolas METZDORF)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

En application de l'arrêté n° 311 du 23 mars 1964 portant règlement de la répartition du produit des amendes et confiscations pour infractions aux règlements de douane, la collectivité supporte :

- le coût de destruction par incinération de lots saisis par les douanes pour 0,6 MF ;
- le reversement de la répartition aux douaniers pour 23,9 MF.

- Direction des achats, du patrimoine et des moyens (DAPM)

Il s'agit des frais concernant les frais de location immobilière (11,1 MF) et les frais de copropriété des locaux de la DSF (13,4 MF).

Pour le secteur de la fiscalité et des douanes (Philippe GERMAIN)

- Direction des services fiscaux (DSF)

A - Bilan de l'activité au 31 décembre 2017.

1. Etudes fiscales et statistiques

En 2017, ont été présentés, deux projets de loi du pays (Droits d'enregistrements minorés dans le secteur minier et frais de gestion) et 3 délibérations (création de l'ARTI, modification du taux de la TAT3S et de la TCI, modification du prélèvement établi sur le produit des jeux)

Ce sont également près d'une vingtaine d'arrêtés qui ont été produits par la DSF et adoptés par le gouvernement.

La direction avec la cellule des études fiscales et statistiques a poursuivi sa participation active à la mise en œuvre de l'agenda fiscal en produisant des études et fiches d'impact sur les mesures programmées.

Plusieurs dizaines de notes à l'attention du gouvernement, du congrès et de l'Etat ont été réalisées.

2. Défiscalisation

En ce qui concerne l'aide fiscale à l'investissement au titre des articles Lp 45 ter 1et 2, en 2017, 4 dossiers instruits par la cellule des agréments fiscaux ont fait l'objet d'un arrêté d'agrément, représentant une dépense fiscale totale de 2 milliards de francs.

3. Assiette et contrôle des impôts gérés par la DSF

Le service de la fiscalité des particuliers

Le fait marquant de l'année a été la mise en place de la réforme de l'impôt sur le revenu et donc la mobilisation des équipes sur les aspects formation et informations des contribuables sur les nouveautés de cette réforme. Pour ce qui concerne l'activité de l'IRPP, le nombre de dossiers a progressé en 2017 de 1,75 % par rapport à 2016 pour atteindre le chiffre de 118 753 foyers fiscaux. Parmi ces foyers, 42 % d'entre eux ont opté pour les télé-services, taux qui reste quasiment stable par rapport à 2016. En matière de contrôles et de redressements, le nombre de procédures est en hausse de près de 25% par rapport à celui de 2016 mais avec une baisse de rendement de 21 % qui s'explique par un redressement exceptionnel effectué en 2016 sur la partie SCI. Sur le volet réclamations, leur nombre baisse de 10% par rapport à 2016. Il faut noter également des délais de

traitement qui s'améliorent en 2017 avec 82% des réclamations traitées en moins de 3 mois contre 76 % en 2016.

Le service de la fiscalité professionnelle

L'année 2017 est celle de la mise en œuvre de la TGC.

Les agents de la cellule TGC ont traité près de 2300 appels téléphoniques (numéro vert) et 2160 mails. Grâce à leur implication et à celle du chargé de mission TGC, la mise en place de la TGC est une réussite puisque le taux de civisme fiscal atteint les 98% fin 2017 et que le rendement escompté est au rendez-vous.

Concernant les autres impôts gérés par le service, le rendement brut des contrôles progresse et passe de 1 605 305 077 F CFP en 2016 à 2 930 434 622 FCFP en 2017.

Le Service de la fiscalité immobilière

L'accent a été mis sur la partie contrôle et plus précisément sur les dossiers à enjeux financiers (évaluation des biens immobiliers et des titres de sociétés non cotées). De ce fait, si le nombre de redressements diminue, en revanche le rendement global progresse fortement (voir tableau).

En parallèle afin de limiter les fraudes dans le cas des régimes préférentiels, une surveillance accrue du respect des engagements, et des délais a été mise en place. En cas de non-respect, le service procède de façon systématique à l'envoi de mises en demeure et à des taxations d'offices.

Indicateurs	2015	2016	2017
Nombre d'extraits d'actes contrôlés	7 235	7 500	7800
Contrôle : Montant du rendement global des contrôles	334 MF	430 MF	1 238 MF
Nombre de notifications de redressements	261	286	183
Nombre de dossiers contrôlés sur pièces	1235	1530	1 656

Le service de contrôle et d'expertise

En 2017, le rendement du contrôle fiscal externe a connu une hausse par rapport à 2016 pour s'établir à 1.4 milliards de francs pour 30 contrôles fiscaux externes et ce malgré une équipe très réduite de vérificateurs. La mise en œuvre des contrôles informatisés a permis d'intervenir sur de nouveaux secteurs comme les institutions financières de crédits. Les résultats de ces contrôles devraient être tangibles dès 2018.

4. Recouvrement des recettes

Le montant globalement recouvré en 2017 par le service de la recette s'élève à 77 631 MF soit une baisse - 3,4 % par rapport à 2016. Cette baisse affecte plus particulièrement le budget de répartition avec -8.6% et le budget annexe qui résiste mieux avec une perte de -1.7%.

Les baisses les plus sensibles concernent l'IS avec -10% et les droits d'enregistrement avec -24% pour le budget de répartition.

A noter que le recouvrement de la TGC « à blanc » a abouti à un bon résultat avec 906 millions encaissés essentiellement réalisés avec de petits montants.

Pour une première année de gestion la recette de la taxe sur la formation professionnelle continue s'est affichée à 195 millions. La procédure de gestion de la taxe et les nouveaux interlocuteurs d'assiette du service ont bien été intégrés par les équipes.

La bonne surprise concerne la recette d'IRVM qui a augmenté de +17%. Un résultat inattendu en cette période de conjoncture économique délicate.

Le recouvrement forcé a permis d'engranger près de 6 milliards de francs.

La section enquêtes et poursuites a présenté 149 dossiers en procédure collective auprès du Tribunal Mixte du Commerce, soit une augmentation de 10% par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, une recette de 33 millions a été réalisée sur des dossiers placés en Admission en Non-Valeur suivie.

Enfin, l'huissier du service a effectué 384 interventions, dont 377 payantes, pour un résultat de 239,20 millions de francs encaissés.

5. Accueil et information des usagers

La cellule d'accueil de Nouméa a reçu 71 840 personnes en 2017, soit une moyenne de 288 contribuables par jour. A noter que 24 000 de ces contribuables ont été reçus en entretien individuel avec un contrôleur soit une augmentation de 20% par rapport à l'année 2016. Toutefois, la fréquentation de cette cellule a baissé de 6% par rapport à l'année 2016 ce qui peut s'expliquer par une utilisation accrue des télé-services et la mise en ligne d'un grand nombre de documents fiscaux.

S'agissant du service impôt Koné, il voit son activité d''accueil et d'information en hausse permanente. Dans son ensemble, une croissance de 8% est à souligner comparé à 2016. Le nombre de visites et d'e-mails reste toutefois constant tandis que celui des appels téléphoniques et documents reçus croît. En matière d'encaissements chèques/liquide, les recettes ont diminué de 28% en comparaison à 2016. Cette baisse est essentiellement due à l''obligation de télé-régler pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 MF.

6. Gestion et fonctionnement

En 2017, afin de poursuivre les opérations d'information et de formation liées à la mise en place de la TGC, 25,950 MF ont été attribués sous forme de subventions aux chambres consulaires. En quelques chiffres, 2 400 entreprises et 3 250 entrepreneurs ont été formés soit 91,5 % de l'objectif fixé. Plus de 9 000 entreprises ont été régulièrement informées sur l'état d'avancement du projet.

Concernant les dépenses courantes de fonctionnement, elles restent supérieures à 2016 en raison d'un remboursement à hauteur de 25 MF de trop perçu sur des redevances d'extraction de carrières. Les autres postes de dépenses sont relativement stables par rapport à 2016 et ce malgré une augmentation de plus de 2 000 nouveaux contribuables en 2017 et la mise en place de la TGC.

En section d'investissement, 2,6 MF ont été consacrés à l'achat de scanners à haut débit et ce afin de pouvoir améliorer la productivité et la qualité des documents scannés qui sont rattachés aux dossiers des contribuables.

Côté taux de réalisation quelques anomalies sont à mentionner. Sur l'action A1401-06 avec 25 % seulement, il s'agit d'une convention d'accompagnement à la mise en place de la TGC signée au 2ième semestre 2017 à hauteur de 17,8 MF pour une durée d'un an et pour laquelle aucune facture n'a été émise en 2017. L'action A1401-16 avec un taux très bas de 11,4% qui s'explique par l''annulation de l'acquisition par la NC d'un terrain d'une valeur de 15 MF à Voh. Vente annulée par le vendeur.

7. Gestion du domaine de la Nouvelle-Calédonie

L'activité du service a été marqué par la mise en place des baux ruraux adoptée par le congrès en décembre 2016 laquelle a impacté les nouveaux contrats établis dans le cadre de la gestion des locations. Différentes actions ont été menées et notamment pour informer les fermiers au niveau de la modification des loyers et pour adapter le contrat type au niveau interne.

A la demande du congrès, le service du domaine a présenté un inventaire exhaustif du patrimoine de la Nouvelle-Calédonie au cours de l'année 2017. Ce travail a demandé une collaboration étroite avec les directions de la Nouvelle-Calédonie et principalement avec la DAPM.

Quelques chiffres :

Gestion du domaine	2016	2017
Nombre de dossiers relatifs à la gestion du domaine	335 traités	300 traités
Délai moyen d'instruction des dossiers relatifs à la gestion du domaine, toutes activités du service (délai total y compris délai non imputable au service du domaine)	3.4 mois	3.5 mois
Recensement et utilisation du domaine	**2016**	**2017**
Pourcentage de la surface du domaine privé de Nouvelle-Calédonie mise en location	4%	4%
Pourcentage de surface de bureaux louée par la Nouvelle-Calédonie	44%	44%
Montant des loyers payés par la Nouvelle-Calédonie pour son administration	421MF	413MF
Produits du domaine	**2016**	**2017**
Nombre de successions vacantes et en déshérence au 31/12/N	235	241
Montant des successions vacantes et en déshérence au 31/12/N	312 MF	328 MF

8. Publicité foncière

L'activité immobilière pour l''année 2017 a baissé de 8,9% par rapport à 2016. Cette baisse a surtout été constatée sur le 1ier semestre de l'année puis la tendance s'est inversée sur le 2ième semestre pour atteindre un niveau proche de celui de 2016. Côté législatif, après une première modification du code des impôts (loi du pays du 15 décembre 2016 n°2016-20) ayant eu pour objet, notamment, de modifier certains articles relatifs à la taxe hypothécaire et à la contribution de sécurité immobilière, une réécriture de certains articles a semblé nécessaire pour rendre le code des impôts plus accessible et éviter les difficultés d'interprétation. C'est ainsi qu'un projet de texte a été rédigé au cours de l'année 2017 avec une adoption souhaitée pour 2018 (DDOF).

9. Contentieux fiscal

Indicateurs	2015	2016	2017
Nombre d'extraits d'actes contrôlés	7 235	7 500	7800
Contrôle : Montant du rendement global des contrôles	334 MF	430 MF	1 238 MF
Nombre de notifications de redressements	261	286	183
Nombre de dossiers contrôlés sur pièces	1235	1530	1 656

L'augmentation des dépenses de fonctionnement s'explique par le nombre de recours en appel en constante augmentation passant de 9% en 2014 à 48 % en 2017. En effet, l'article R 811-7 du code de justice administrative rend obligatoire, pour les litiges de nature fiscale, le ministère d'avocat devant le juge d'appel relevant de la juridiction administrative. En outre, le ministère d'avocat est aussi obligatoire devant le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation alors qu'il ne l'est pas devant la Cour d'appel de Nouméa (en matière fiscale, où y sont jugés principalement les droits d'enregistrement et le contentieux de recouvrement) pour les administrations publiques. Cette mesure concerne tant les requêtes d'appel que les affaires où la Nouvelle-Calédonie intervient en qualité de défendeur. Par suite, les dépenses engagées par le service en frais d'avocat n'ont pu que s'accroître, passant de 2.183. 534 F en 2014 à 8 794 012 F pour 2017.

Par ailleurs, la hausse spontanée du nombre de contentieux notée en 2016 s'explique par l'effet de rattrapage de dossiers antérieurs qui n'ont été portés à la connaissance du service qu'à cette date. En effet, cette prise d'information tardive trouve son origine dans le passage du mode de transmission papier vers la communication dématérialisée de la procédure contentieuse applicable devant la juridiction administrative.

B - Les objectifs proposés pour l'année 2018

En 2018, la DSF s'emploiera à mettre en œuvre les évolutions fiscales souhaitées par le gouvernement (CI export, CI sécurité, CI innovation, CI crowdfunding, réduction de la dépense fiscale, TGC…), ainsi que les réformes annoncées lors de la conférence économique et sociale des 20 et 21 août 2014 (Plus-values mobilières, révision de la convention fiscale avec la France…) et celles nécessaires à l'adaptation du cadre réglementaire néocalédonien permettant de souscrire aux critères souhaités par l'union européenne en matière de transparence fiscale.

La DSF aura pour objectif principal de consolider les démarches de simplification et de modernisation de son action, avec l'ambition d'améliorer les services rendus aux usagers tout en développant son activité de contrôle. Comme les années précédentes, s'agissant des dépenses de fonctionnement, l'objectif reste la recherche de mesures d'économies. Pour cela, l'accent continuera d'être mis sur le développement des services internet à disposition des usagers et la simplification de certaines procédures fiscales de recouvrement. Enfin, en matière d'investissement, les développements informatiques porteront prioritairement sur la poursuite des développements de télé-services et de modules liés à la réforme de la fiscalité.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1401-02-Elaboration de la législation fiscale et domaniale	**31 000 000**	**25 950 000**	**83,71%**
P. GERMAIN	**31 000 000**	**25 950 000**	**83,71%**
DSF	31 000 000	25 950 000	83,71%
A1401-05-Fiscalité des particuliers	**3 159 034**	**3 159 034**	**100,00%**
P. GERMAIN	**3 159 034**	**3 159 034**	**100,00%**
DSF	3 159 034	3 159 034	100,00%
A1401-06-Fiscalité des professionnels	**27 863 727**	**7 017 319**	**25,18%**
P. GERMAIN	**27 863 727**	**7 017 319**	**25,18%**
DSF	27 863 727	7 017 319	25,18%
A1401-09-Publicité foncière	**3 574 834**	**3 255 424**	**91,07%**
P. GERMAIN	**3 574 834**	**3 255 424**	**91,07%**
DSF	3 574 834	3 255 424	91,07%
A1401-10-Recouvrement	**64 937 429**	**59 048 925**	**90,93%**
N. METZDORF	**21 065 942**	**15 177 438**	**72,05%**
DBAF	**21 065 942**	**15 177 438**	**72,05%**
P. GERMAIN	**43 871 487**	**43 871 487**	**100,00%**
DSF	43 871 487	43 871 487	100,00%
A1401-16-Gestion patrimoniale	**30 232 406**	**13 835 836**	**45,76%**
N. METZDORF	**13 294 116**	**11 897 546**	**89,49%**
DAPM	13 294 116	11 897 546	89,49%
P. GERMAIN	**16 938 290**	**1 938 290**	**11,44%**
DSF	16 938 290	1 938 290	11,44%
A1401-17-Projet Pacifisc (outil, organisation, formation)	**82 919 750**	**78 377 347**	**94,52%**
P. GERMAIN	**82 919 750**	**78 377 347**	**94,52%**
DSF	82 919 750	78 377 347	94,52%
A1401-18-Soutien hors projet Pacifisc (logistique, administratif, financier)	**110 702 212**	**107 114 964**	**96,61%**
N. METZDORF	**13 403 492**	**13 403 492**	**100,00%**
DAPM	13 403 492	13 403 492	100,00%
P. GERMAIN	**97 298 720**	**93 711 472**	**96,14%**
DSF	97 298 720	93 711 472	96,14%
A1401-19-Contentieux fiscal	**10 761 834**	**8 841 834**	**82,16%**
P. GERMAIN	**10 761 834**	**8 841 834**	**82,16%**
DSF	10 761 834	8 841 834	82,16%
Total général	**365 151 226**	**306 600 683**	**83,92%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**260 106 225**	**221 111 761**	**84,94%**
DAPM	**26 697 608**	**25 301 038**	**94,77%**
Autres charges de fonctionnement	10 314 507	10 098 697	97,91%
Charges fixes de fonctionnement	16 383 101	15 202 341	92,79%
DBAF	**21 065 942**	**15 177 438**	**72,05%**
Autres charges de fonctionnement	428 457	250 206	58,40%
Contributions obligatoires	20 637 485	14 927 232	72,33%
DSF	**212 342 675**	**180 633 285**	**84,99%**
Autres charges de fonctionnement	69 661 885	47 653 050	68,41%
Charges exceptionnelles	60 010 020	52 846 438	88,06%
Charges fixes de fonctionnement	70 608 750	68 071 777	96,17%
Contributions obligatoires	12 062 020	12 062 020	100,00%
Investissements	**105 045 001**	**85 488 922**	**81,38%**
DSF	**105 045 001**	**85 488 922**	**81,38%**
AP P1401-2005/1 - REFONTE APPLICATION FISCALE "PROJET PACIFISC" (92/05)	82 919 750	78 377 347	94,52%
AP P1401-2012/1 - AMENAGEMENT LOCAUX DSF ET RLT	7 028 111	7 027 010	99,98%
HAP immobilisations corporelles	15 097 140	84 565	0,56%
Total général	**365 151 226**	**306 600 683**	**83,92%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de la fiscalité (Philippe GERMAIN)

- Direction des services fiscaux (DSF)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**1 081 644 354**	**871 144 940**	**210 499 414**	**81%**	**77 000 000**	**82 919 750**	**78 377 347**	**95%**
P1401-2005/1 REFONTE APPLICATION FISCALE "PROJET PACIFISC" (92/05)	1 081 644 354	871 144 940	210 499 414	81%	77 000 000	82 919 750	78 377 347	95%
Total général	**1 081 644 354**	**871 144 940**	**210 499 414**	**81%**	**77 000 000**	**82 919 750**	**78 377 347**	**95%**

L'**AP P1401-2005/1** permet de financer le projet Pacifisc sur les diverses phases de la réforme de la fiscalité. Les dépenses, qui s'appuient sur des marchés publics passés entre 2015 et 2016 pour une durée de 3 ans, permettent d'assurer les travaux de programmation, d'études, de rédaction de cahiers des charges, de tests des livrables, d'assistance et de formation des utilisateurs.

Sur l'année 2017, deux réformes fiscales majeures ont été mises en œuvre. L'une a porté sur l'IRPP et l'autre sur la mise en place de la TGC. Pour l'IRPP, les effectifs ont été fortement mobilisés sur le 1er semestre 2017 afin de pouvoir répondre efficacement aux demandes du gouvernement et d'avoir un système opérationnel au public dès le mois de février 2017. S'agissant de la TGC, les modules de gestion de l'assiette et du recouvrement, ainsi que ceux de déclaration et paiement en ligne étaient opérationnels pour la mise en place de la « marche à blanc » de la TGC, le 1er avril 2017. Sur la partie télé-services TGC, le taux d'adhésion des contribuables est presque de 100% pour les déclarations TGC mensuelles. En contrepartie, cette mise en place a entrainé une augmentation de la charge du support hot line des services en ligne.

Au-delà de ces deux réformes, les équipes du projet ont travaillé en parallèle sur d'autres chantiers. Ainsi en 2017, elles ont pu finaliser l'informatisation des réclamations des contribuables et intégrer dans les télé-services l'adoption de la loi du pays n° 2015-8 du 31 décembre 2015 instituant une obligation de télé-déclaration et de télé-règlement aux sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à

10 millions de F CFP. A ce sujet, on constate que le taux d'adhésion est passé d'environ 51% en 2016 à 77 % en fin 2017.

Sur la durée de vie du projet Pacifisc, le COPIL s'est réuni en juillet 2017 et a acté la fin de ce projet pour le 31/12/2018. Dans la phase d'après-projet, les équipes seront réduites pour assurer les opérations de maintenance et les évolutions réglementaires mineures.

En termes de programmation de financement, en 2018 il a été retenu 80,1 MF, une prévision de 22 MF en 2019 et une clôture pour 2020.

LES ECONOMIES GENERES PAR P@CIFISC SUR LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA DSF

La mise en place des services en ligne a permis à la DSF d'optimiser sa politique de distribution des déclarations et des avis d'impositions. Depuis le 1er janvier 2015, pour tous les contribuables disposant d'un compte en ligne, l'envoi papier des déclarations et des avis d'imposition est remplacé par la mise à disposition du document sur son compte en ligne. Cette mesure a permis d'économiser plus de 27.5 millions de francs CFP en 2017[1].

La fiabilité du module informatique de recouvrement a permis au service de la recette d'optimiser sa politique d'envoi de courrier avec accusé de réception. Depuis le 1er janvier 2015, les envois des AMR[2] pour des créances d'un montant inférieur à 500.000 F CFP se font par courrier simple. Cette mesure a été étendue aux MED[3] en 2016.

Cette mesure a permis d'économiser plus de 20 millions de francs CFP de frais OPT sur 2017[4].

Au final, c'est 7.5 millions d'économie supplémentaire par rapport à 2016.

[1] Cette économie ne tient pas compte des gains pour la DTSI/DAPM (frais d'impression, de mise sous pli et d'affranchissement) estimés à 4 millions de francs CFP. En 2016, l'économie était de 22 millions.

[2] L'Avis de Mise en Recouvrement (AMR) est la 1ére étape de la procédure de recouvrement.

[3] La Mise En Demeure (MED) est la 2nde étape de la procédure de recouvrement.

[4] Cette économie ne tient pas compte des gains associés au coût humain de traitement d'un accusé de réception (impression et collage de l'AR, distribution et saisi des AR reçus, …). En 2016, l'économie était de 18 millions.

P1402
Stratégie et gestion financières

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	6 089 491 720	226 724 239
Réalisations 2017	6 111 471 726	199 228 313
Taux de réalisation 2017	100,36%	87,87%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 270 225 789 F.

Les recettes

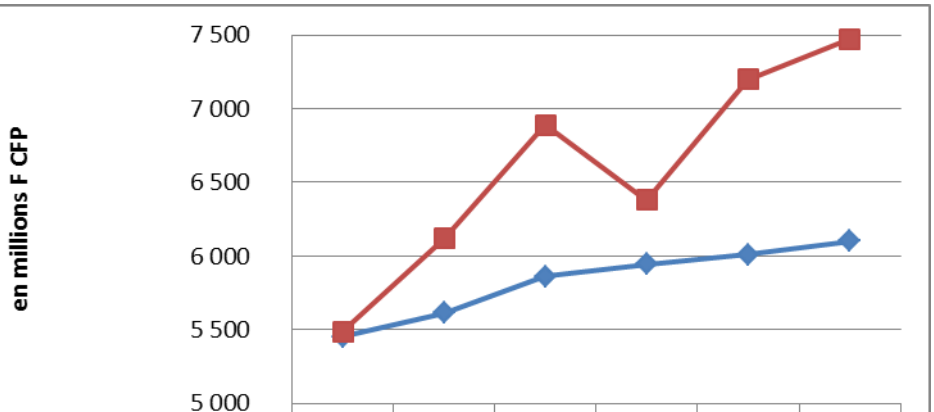
Pour le secteur du budget (Nicolas METZDORF)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

La dotation globale de compensation de l'Etat versée à la Nouvelle-Calédonie suite au transfert de compétence s'élève en 2017 à 6 101 MF contre 6 011 MF en 2016, soit une hausse de 1,5%.

Pour autant, les dépenses afférentes aux compétences transférées augmentent de manière plus importante encore, soit +3,9%, passant de 7 197 MF en 2016 à 7 475 MF en 2017.

Le taux de couverture des dépenses transférées continuent de diminuer pour atteindre 82% en 2017, comme le témoigne le graphique ci-dessous. Il est à noter, par exemple, que les dépenses de sécurité civile ne sont compensées qu'à hauteur de 12%, celles du droit civil et commercial à hauteur de 35%.



	2012	2013	2014	2015	2016	2017
DGC	5 451	5 614	5 862	5 943	6011	6101
dépenses	5 487	6 119	6 891	6 378	7197	7475
taux de couverture	99%	92%	85%	93%	84%	82%

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**6 089 491 720**	**6 111 471 726**	**100,36%**
N. METZDORF	**6 089 491 720**	**6 111 471 726**	**100,36%**
DBAF	6 089 491 720	6 111 471 726	100,36%
(74) dotations, subventions et participations	6 089 491 720	6 101 473 150	100,20%
(75) autres produits de gestion courante	-	6 066 108	
(77) produits exceptionnels	-	3 932 468	
Total général	**6 089 491 720**	**6 111 471 726**	**100,36%**

Les dépenses

Pour le secteur du budget (Nicolas METZDORF)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Depuis 3 ans, la Nouvelle-Calédonie s'est engagée dans une véritable réforme de la gestion de ses finances publiques afin de reconstituer sa trésorerie et de retrouver des marges de manœuvre.

La mise en œuvre de la réforme de la gestion des finances publiques corrélée à une exigence plus importante des décideurs tant en terme d'analyse et de prospective, qu'en termes de délais, ont mis en exergue une nécessité de financiarisation renforcée des métiers de la direction et de redimensionnement des équipes. La DBAF a été réorganisée et renforcée en 2017 afin de lui permettre d'assumer convenablement et sereinement toutes ses missions :

- Le service de la préparation budgétaire est devenu le service du pilotage budgétaire et de la stratégie financière. La section pilotage budgétaire a une mission d'accompagnement des directions dans l'analyse et le pilotage de leurs crédits budgétaires. L'organisation de dialogues de gestion tout au long de l'année, couplée à une analyse des écarts des situations d'exécution, permet de renforcer le cadrage des prévisions budgétaires avec comme objectif principal l'optimisation de l'allocation des ressources budgétaires.

La section stratégie financière s'attache, quant à elle, à conduire les études et analyses rétrospectives et prospectives relatives à la stratégie financière de la Nouvelle-Calédonie, à identifier et prévenir les risques financiers, assurer le suivi et la gestion de la dette et de la trésorerie.

- La création de la cellule de centralisation des factures à la DBAF est une première étape vers un centre de services partagés et la dématérialisation de la chaîne comptable. Cette section du service de l'exécution budgétaire de la DBAF est effective depuis le 1er juillet 2017. La centralisation de la réception des factures à la DBAF doit permettre à la collectivité :
  - de s'assurer du contrôle de conformité dès sa réception, évitant ainsi un rejet pour non-conformité en fin de chaîne d'exécution budgétaire ;
  - de connaître à tout moment le volume de factures en cours de traitement ;
  - de maîtriser ses délais de traitement, donc de paiement ;
  - d'avoir un meilleur taux d'exécution budgétaire.

- L'équipe des contrôleurs financiers au service des établissements publics et des collectivités locales a été renforcée par un agent supplémentaire. En effet, l'attente des décideurs sur le contrôle et l'accompagnement des établissements publics est très importante. Par ailleurs, la création de nouveaux établissements publics (agence calédonienne de l'énergie, l'agence pour le remboursement des taxes à l'importation), ainsi que les situations financières difficiles de certains établissements ont augmenté la charge de travail.

Toutefois, la DBAF connait des difficultés de recrutement, les compétences financières exigées sur certains postes (ex : contrôleurs financiers, chef du service du pilotage budgétaire et de la stratégie financière) étant rares sur le territoire. Les équipes ne sont donc pas encore au complet et l'atteinte des objectifs fixés en est retardé.

En 2017, la délivrance échelonnée des crédits a été mise en place dès le 1er janvier afin de faire correspondre le mandatement des dépenses au rythme d'encaissement des recettes, et ainsi préserver la trésorerie.

La retenue n'a pas concerné les dépenses relatives à la masse salariale, les charges fixes de fonctionnement courant des services, les contributions obligatoires, les impôts, les charges financières et exceptionnelles, les subventions fléchées et les dépenses d'investissement.

Afin de mesurer l'efficience de son activité, d'encadrer la qualité de son service, de garantir une cohérence entre l'exécution de l'activité budgétaire et la mise en œuvre des politiques publiques, la DBAF s'est fixée des indicateurs de performance.

Les indicateurs de performance

Indicateur 1 : réduire les délais de paiement avec un résultat cible pour 2017 à moins de 21 jours pour les services de l'ordonnateur (25 en 2016).

Cet indicateur vise à mesurer la bonne exécution des engagements pris par la collectivité. Il est calculé à partir d'une analyse mensuelle des mandats payés.

Délai moyen global de paiement	2014	2015	2016	au 31/12/2017
Nb de mandats total	68 426	63 091	60 217	59 367
délai moyen ordonnateur	30	28	25	21
dont délai moyen CAP		*35*	*31*	*26*
dont délai moyen hors CAP		*21*	*19*	*17*
dont délai moyen sur marché		*43*	*34*	*26*
délai moyen payeur	10	8	7	6
délai moyen de paiement	40	36	32	28

Il est à noter que la déclaration de politique générale du président du gouvernement du 22 décembre 2017 fixe un délai de paiement à 21 jours à compter de septembre 2018.

Le délai moyen global de paiement de l'ordonnateur en 2017 correspond à la cible visée de 21 jours. Toutefois, il est constaté une disparité de ce délai ordonnateur selon le type de dépense. Ainsi, pour les dépenses sur marché, ce délai moyen de paiement est de 26 jours.
Le délai global de paiement continue de s'améliorer (-4 jours) mais doit encore s'améliorer dans l'optique du nouveau délai cible de 21 jours à compter du 30/09/2018.

Indicateur 2 : réduire le taux d'anomalie global avec un résultat cible de 2,5%

taux d'anomalie global (TAG)	2014	2015	2016	au 31/12/2017
rejets de liquidations ou de mandats	2090	2754	3063	2111
TAG effectif	3,05%	4,28%	5,09%	3,45%

TAG<2,5% = très satisfaisant 2,5%<TAG>4,5% = satisfaisant TAG>4,5%= insatisfaisant

Le taux d'anomalie global en 2017 reste stable par rapport à 2016 et au nombre de mandats.

Le constat est le suivant : 33 % des directions affiche un TAG insatisfaisant, 30 % un TAG satisfaisant et seulement 37 % un TAG très satisfaisant. Il y a une nette amélioration par rapport à l'année précédente.

Des actions d'accompagnement des directions sont en cours afin d'améliorer le taux.

Indicateur 3 : améliorer les taux d'exécution

le taux d'exécution (opérations réelles)		réalisation 2014	réalisation 2015	réalisation 2016	au 31/12/2017
taux d'exécution en recette	Fonct.	96%	95%	100%	89%
	Invest.	62%	76%	77%	55%
taux d'exécution en dépense	Fonct.	94%	96%	95%	91%
	Invest.	60%	75%	75%	76%

Les taux d'exécution 2017 sont en diminution, excepté en dépense d'investissement Toutefois, notamment en dépenses, des marges de progression sont encore possibles bien que les inscriptions budgétaires aient été réduites depuis plusieurs exercices.

Enfin, il est à souligner que dans un contexte de contraintes budgétaires fortes, la Nouvelle-Calédonie s'est attachée à réduire ses charges de fonctionnement. Les efforts d'économie sur chaque poste de dépenses se sont soldés par une baisse de 30% depuis 2015.

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1402-01-Elaboration et suivi du budget	**100 000**	**29 698**	**29,70%**
N. METZDORF	**100 000**	**29 698**	**29,70%**
DBAF	**100 000**	**29 698**	**29,70%**
A1402-04-Développement et adaptation des outils	**1 891 683**	**1 697 083**	**89,71%**
N. METZDORF	**1 891 683**	**1 697 083**	**89,71%**
DBAF	**1 891 683**	**1 697 083**	**89,71%**
A1402-05-Contrôle et assistance de l'application des règles de l'exécution budgétairedes directions de la NC	**195 478 885**	**180 388 603**	**92,28%**
N. METZDORF	**195 478 885**	**180 388 603**	**92,28%**
DBAF	**195 478 885**	**180 388 603**	**92,28%**
A1402-07-Soutien et pilotage des actions financières	**21 666 523**	**13 530 781**	**62,45%**
N. METZDORF	**21 666 523**	**13 530 781**	**62,45%**
DBAF	**21 666 523**	**13 530 781**	**62,45%**
A1402-08-Dévelop&exploitat° outils prospective	**7 587 148**	**3 582 148**	**47,21%**
N. METZDORF	**7 587 148**	**3 582 148**	**47,21%**
DBAF	**7 587 148**	**3 582 148**	**47,21%**
Total général	**226 724 239**	**199 228 313**	**87,87%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**219 148 137**	**198 979 878**	**90,80%**
DBAF	**219 148 137**	**198 979 878**	**90,80%**
Autres charges de fonctionnement	51 171 542	33 451 276	65,37%
Charges exceptionnelles	144 984 151	144 628 151	99,75%
Charges fixes de fonctionnement	22 992 444	20 900 451	90,90%
Investissements	**7 576 102**	**248 435**	**3,28%**
DBAF	**7 576 102**	**248 435**	**3,28%**
AP P1402-2006/1 - LOCAUX ADMINISTRATIFS EX DIRAG (133/06)	7 031 102	-	0,00%
HAP immobilisations corporelles	545 000	248 435	45,58%
Total général	**226 724 239**	**199 228 313**	**87,87%**

Opérations pluriannuelles

Pour le secteur de budget (Nicolas METZDORF)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

En dépense

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**865 875 652**	**754 151 332**	**111 724 320**	**87%**	**5 000 000**	**7 031 102**	**-**	**0%**
P1402-2002/1 LOGICIEL DE GESTION FINANCIERE (41/02)	365 000 000	279 114 023	85 885 977	76%	-	-	-	-
P1402-2006/1 LOCAUX ADMINISTRATIFS EX DIRAG (133/06)	500 875 652	475 037 309	25 838 343	95%	5 000 000	7 031 102	-	0%
Total général	**865 875 652**	**754 151 332**	**111 724 320**	**87%**	**5 000 000**	**7 031 102**	**-**	**0%**

P1402-2002/1 – logiciel de gestion financière : cette AP a permis de financer le projet SURFI (Système Unifié des Ressources Financières) pour la période de 2005 à 2009. Le projet étant terminé, il est proposé de clôturer l'autorisation de programme.

P1402-2006/1 – locaux administratifs ex DIRAG : afin de régler le décompte général définitif (DGD) des travaux d'aménagement des locaux de la direction, une inscription de 5 MF a été faite au BS 2017. Toutefois, le paiement n'a pas pu être effectué en raison de la modification du calcul du montant suite à l'application de pénalités de retard. Les crédits ont été reportés sur l'exercice 2018.

Synthèse de la mission par programme et type de recettes - dépenses

	P1401 Stratégie et gestion fiscales	P1402 Stratégie et gestion financières	Total général
RECETTES	**1 746 503 775**	**6 111 471 726**	**7 857 975 501**
Fonctionnement	**1 746 503 775**	**6 111 471 726**	**7 857 975 501**
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	906 688 186		906 688 186
(73) impôts et taxes	338 409 669		338 409 669
(74) dotations, subventions et participations		6 101 473 150	6 101 473 150
(75) autres produits de gestion courante	52 830 220	6 066 108	58 896 328
(76) produits financiers	81 399 849		81 399 849
(77) produits exceptionnels	367 175 851	3 932 468	371 108 319
Investissements	**-**		**-**
(024) produit des cessions d'immo	-		-
DEPENSES	**306 600 683**	**199 228 313**	**505 828 996**
Fonctionnement	**221 111 761**	**198 979 878**	**420 091 639**
Autres charges de fonctionnement	58 001 953	33 451 276	91 453 229
Charges exceptionnelles	52 846 438	144 628 151	197 474 589
Charges fixes de fonctionnement	83 274 118	20 900 451	104 174 569
Contributions obligatoires	26 989 252		26 989 252
Investissements	**85 488 922**	**248 435**	**85 737 357**
AP P1401-2005/1 - REFONTE APPLICATION FISCALE "PROJET PACIFISC" (92/05)	78 377 347		78 377 347
AP P1401-2012/1 - AMENAGEMENT LOCAUX DSF ET RLT	7 027 010		7 027 010
AP P1402-2006/1 - LOCAUX ADMINISTRATIFS EX DIRAG (133/06)		-	-
HAP immobilisations corporelles	84 565	248 435	333 000

Mission M15
Mouvements financiers

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	27 349 345 869	16 192 086 637
Réalisations 2017	12 540 418 314	7 823 352 043
Taux de réalisation 2017	45,85%	48,32%

Pour information, la masse salariale affectée à cette mission s'élève à 21 033 411 F.

Dette et Trésorerie

Provisions

Mouvements financiers divers

La mission M15 dédiée aux mouvements financiers vise trois finalités :

- proposer des solutions de financement sincères et soutenables à moyen terme et s'assurer des disponibilités financières ;

- maîtriser les risques financiers et prévoir les charges futures ;

- contribuer à la qualité et à la sincérité des comptes.

Il s'agit de développer une gestion dynamique de la dette et de la trésorerie par une meilleure connaissance des produits financiers et par une optimisation des disponibilités de la Nouvelle-Calédonie.

Il s'agit de participer au maintien de la qualité du service public par une meilleure maîtrise des risques financiers et une meilleure anticipation des charges futures.

Les actions inscrites concourent à l'orthodoxie comptable de la Nouvelle-Calédonie. Elles traduisent la sincérité des comptes, la fluidité et la régularité des paiements dans les délais.

Historique des moyens financiers

Recettes

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**3 194 930 834**	**4 946 413 915**	**2 882 413 918**	**51,61%**
P1501-Dette et trésorerie	**-**	**-**	**17 183 611**	
DBAF	-	-	17 183 611	
P1502-Provisions	**2 417 214 696**	**2 236 431 589**	**165 000 000**	**100,00%**
DBAF	2 417 214 696	2 236 431 589	165 000 000	100,00%
P1503-Mouvements financiers divers	**777 716 138**	**2 709 982 326**	**2 700 230 307**	**49,82%**
DBAF	730 356 662	2 622 182 006	2 654 907 992	48,98%
DSF	47 359 476	87 800 320	45 322 315	
Investissements	**21 829 035 645**	**15 296 577 359**	**9 658 004 396**	**44,38%**
P1501-Dette et trésorerie	**8 073 536 044**	**6 643 856 803**	**4 529 200 000**	**53,45%**
DBAF	8 073 536 044	6 643 856 803	4 529 200 000	53,45%
P1503-Mouvements financiers divers	**13 755 499 601**	**8 652 720 556**	**5 128 804 396**	**38,59%**
Congrès	-	8 334 653	186 040 768	43,58%
DBAF	13 755 499 601	8 644 385 903	4 942 763 628	38,42%
Total général	**25 023 966 479**	**20 242 991 274**	**12 540 418 314**	**45,85%**

Dépenses

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**3 820 164 929**	**2 829 321 864**	**4 164 966 667**	**64,98%**
P1501-Dette et trésorerie	**423 431 777**	**508 522 162**	**623 331 048**	**81,72%**
DBAF	423 431 777	508 522 162	623 331 048	81,72%
P1502-Provisions	**-**	**76 111 336**	**278 014 556**	**100,00%**
DBAF	-	76 111 336	278 014 556	100,00%
P1503-Mouvements financiers divers	**3 396 733 152**	**2 244 688 366**	**3 263 621 063**	**60,79%**
DBAF	3 396 733 152	2 244 688 366	3 263 621 063	60,79%
Investissements	**12 664 079 005**	**8 314 456 122**	**3 658 385 376**	**37,40%**
P1501-Dette et trésorerie	**1 300 222 261**	**1 618 244 206**	**2 089 487 950**	**45,83%**
DBAF	1 300 222 261	1 618 244 206	2 089 487 950	45,83%
P1503-Mouvements financiers divers	**11 363 856 744**	**6 696 211 916**	**1 568 897 426**	**30,04%**
Congrès	-	8 334 653	186 040 768	43,58%
DBAF	11 363 856 744	6 687 877 263	1 382 856 658	28,83%
Total général	**16 484 243 934**	**11 143 777 986**	**7 823 352 043**	**48,32%**

Le mot des membres du gouvernement chargés d'animer le secteur

Philippe GERMAIN, Nicolas METZDORF

Avec des taux d'endettement tout juste en deça des seuils préconisés (89% sur la dette propre et 145% en tenant compte de la dette garantie), chaque marge de manœuvre dégagée doit désormais en priorité, permettre la limitation du recours à l'emprunt dans le financement des dépenses d'investissement.

En 2017, alors que le budget affichait un besoin d'emprunt de 6 milliards, seuls 4,6 milliards ont été sollicités.

Le prochain BS 2018 sera également l'occasion de réduire l'inscription d'emprunt initialement prévue à un niveau de 4,2 milliards.

P1501
Dette et trésorerie

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	8 473 333 336	5 322 001 637
Réalisations 2017	4 546 383 611	2 712 818 998
Taux de réalisation 2017	53,66%	50,97%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 9 290 665 F.

Les recettes

Pour le secteur des questions monétaires et de crédit (Nicolas METZDORF)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 6 158 MF en 2017, dont 14% de recettes propres seulement. Le recours à l'emprunt reste donc de fait un levier indispensable au financement de la section d'investissement.

En 2017, la Nouvelle-Calédonie s'est une nouvelle fois tournée vers les établissements publics prêteurs que sont l'agence française de développement (AFD) et la caisse des dépôts et consignations (CDC).

Confrontée à une croissance rapide de son endettement au cours de ces dernières années, la collectivité tend désormais à restreindre son recours à l'emprunt. Ainsi, sur les 6 milliards budgétés, la collectivité n'a finalement sollicité que 4 529 MF en 2017.

- Prêt AFD : 4 529 MF,
- Prêt CDC : 829 MF.

Au-delà de l'encours propre, les garanties d'emprunt accordées par la Nouvelle-Calédonie ont été multipliées par 5 entre 2013 et 2017 en passant de 3 716 MF à 21 874 MF.

L'AFD a attiré l'attention des services sur les ratios retenus par les bailleurs de fonds pour évaluer l'octroi de prêts et notamment les taux d'endettement propre et consolidé de la collectivité. Le taux d'endettement propre représentant le rapport entre l'encours de dette propre et les recettes réelles de fonctionnement, et l'endettement consolidé qui est le rapport entre l'encours de dette propre additionné l'encours de dette garantie (hors logements) et les recettes réelles de fonctionnement.

Le taux d'endettement propre de la Nouvelle-Calédonie atteint 89% en 2017, juste en deçà des seuils prudentiels recommandés. Quant à la dette garantie, suite à l'accord de nouvelles cautions au profit du secteur aérien en 2017, son encours s'élève à 21 875 MF en 2017. Le taux d'endettement consolidé de la collectivité atteind ainsi 145%, à peine inférieur au seuil préconisé de 150%.

La collectivité n'étant plus appelée en garantie depuis 2012 pour le logement social, c'est bien la part des emprunts « à risque » qui progresse au fur à mesure des nouvelles garanties accordées et pourrait devenir rapidement prépondérante.

La Nouvelle-Calédonie s'expose par conséquent à un risque élevé qui s'accroit d'année en année. Pour y faire face, la collectivité a décidé de constituer depuis 2016 une provision dédiée aux garanties d'emprunts. 76 MF ont ainsi été provisionnés en 2017, portant la provision pour garantie d'emprunt à la somme de 174 MF. Cette provision sera complétée chaque année afin d'atteindre un montant équivalent à 2% de l'encours garanti (soit 440 MF environ).

Evolution des ratios d'endettement de la collectivité

	2013	2014	2015	2016	2017
Niveau d'endettement (encours dette/RRF)	36%	50%	64%	74%	89%
Capacité de désendettement ou solvabilité (dette/EB) en années	2,4	30,8	10,9	4,4	11,1

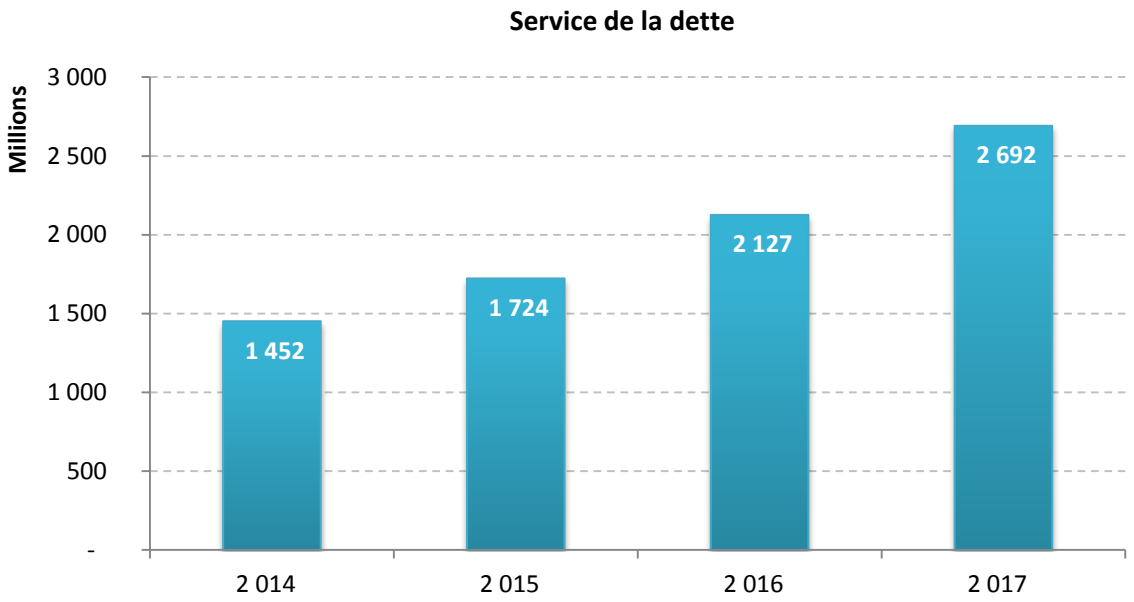
	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**-**	**17 183 611**	
N. METZDORF	**-**	**17 183 611**	
DBAF	-	17 183 611	
(77) produits exceptionnels	-	17 183 611	
Investissements	**8 473 333 336**	**4 529 200 000**	**53,45%**
N. METZDORF	**8 473 333 336**	**4 529 200 000**	**53,45%**
DBAF	8 473 333 336	4 529 200 000	53,45%
(16) emprunts et dettes assimilées	8 473 333 336	4 529 200 000	53,45%
Total général	**8 473 333 336**	**4 546 383 611**	**53,66%**

Les dépenses

Pour le secteur des questions monétaires et de crédit (Nicolas METZDORF)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Le service de la dette (remboursement du capital et paiement des intérêts) mobilise de plus en plus de ressources budgétaires. Celui-ci s'élève à 2 692 MF au 31 décembre 2017 (contre 2 127 MF en 2016), soit + 27 %.



L'écart important constaté avec la prévision budgétaire s'explique par une inscription d'ordre budgétaire liée au contrat de prêt passé avec le groupe bancaire BPCE et assorti d'une option de tirage sur ligne de trésorerie. Cette inscription d'ordre constate le droit à tirage théorique restant à la collectivité (soit 2 473 MF en 2017) et ne donne pas lieu à exécution. La collectivité, faute de trésorerie suffisante pour reconstituer la ligne de trésorerie dernièrement mobilisée en 2013, effectue des remboursements sur les mêmes bases qu'un emprunt classique à long terme (353 MF/ an).

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1501-01-Gestion de la dette	**5 322 001 637**	**2 712 818 998**	**50,97%**
N. METZDORF	**5 322 001 637**	**2 712 818 998**	**50,97%**
DBAF	**5 322 001 637**	**2 712 818 998**	**50,97%**
Total général	**5 322 001 637**	**2 712 818 998**	**50,97%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**762 810 301**	**623 331 048**	**81,72%**
DBAF	**762 810 301**	**623 331 048**	**81,72%**
Autres charges de fonctionnement	20 710 025	20 710 024	100,00%
Charges financières	742 100 276	602 621 024	81,20%
Investissements	**4 559 191 336**	**2 089 487 950**	**45,83%**
DBAF	**4 559 191 336**	**2 089 487 950**	**45,83%**
HAP emprunts et dettes assimilées	4 559 191 336	2 089 487 950	45,83%
Total général	**5 322 001 637**	**2 712 818 998**	**50,97%**

P1502
Provisions

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	165 000 000	278 014 556
Réalisations 2017	165 000 000	278 014 556
Taux de réalisation 2017	100,00%	100,00%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 2 713 467 F.

Les recettes

Pour le secteur du budget (Nicolas METZDORF)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Les provisions permettent de disposer de moyens d'action suffisants face à des évènements prévisibles mais difficilement estimables et dont la survenance n'est pas encore avérée. Par la suite, lorsque le risque survient, la provision est reprise.

En 2017, 165 MF de reprises sur provisions on été effectuées pour la maintenance du logiciel Sydonia.

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**165 000 000**	**165 000 000**	**100,00%**
N. METZDORF	**165 000 000**	**165 000 000**	**100,00%**
DBAF	165 000 000	165 000 000	100,00%
opérations d'ordre (dotations/provisions)	165 000 000	165 000 000	100,00%
Total général	**165 000 000**	**165 000 000**	**100,00%**

Les dépenses

Pour le secteur du budget (Nicolas METZDORF)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

La collectivité a doté ses provisions à hauteur 278 MF en 2017. Cette augmentation correspond à la création de nouvelles provisions aussi bien qu'à l'augmentation de provisions existantes.

On remarque notamment la provision pour les garanties d'emprunts complétée de 71 577 MF en 2017. Cette provision sera graduellement augmentée chaque année jusqu'à atteindre 2% du montant de l'encours garanti (440 MF).

Une provision a également été créée concernant la subvention d'équipement versée par l'Etat pour le plan triennal de la sécurité civile. Cette subvention s'élèvait à un montant total de 149 MF et il était possible qu'elle ne soit pas versée en totalité, ce risque fut provisionné pour 95,7 MF. Cette provision sera reprise au BS 2018, étant donné que la subvention a finalement été totalement versée.

Une provision pour litiges d'un montant de 44 MF a été constituée en 2016, correspondant à 50 % des sommes demandées par les requérants devant les juridictions administratives et dont le jugement pouvait intervenir d'ici la fin de l'année. Cette provision a été complétée pour 74 MF en 2017.

Une provision complémentaire de 32 MF a également été effectuée pour le remplacement du logiciel de dédouanement. Le montant total de la provision afférante s'établit à 68 753 MF fin 2017.

	Montant initial	Dotation	SOLDE
Provision pour litiges	44 000 000	74 000 000	118 000 000
Provision pour garantie d'emprunt	0	71 577 000	71 577 000
Provisions Sydonia	32 111 336	36 642 443	68 753 779
Provision plan triennal de développement de la sécurité civile	0	95 795 113	95 795 113

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1502-02-Provision pour charges	**278 014 556**	**278 014 556**	**100,00%**
N. METZDORF	**278 014 556**	**278 014 556**	**100,00%**
DBAF	**278 014 556**	**278 014 556**	**100,00%**
Total général	**278 014 556**	**278 014 556**	**100,00%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**278 014 556**	**278 014 556**	**100,00%**
DBAF	**278 014 556**	**278 014 556**	**100,00%**
Dépenses HAP opérations d'ordre (dotations/provisions)	278 014 556	278 014 556	100,00%
Total général	**278 014 556**	**278 014 556**	**100,00%**

P1503
Mouvements financiers divers

	Recettes	Dépenses
Prévisions 2017	18 711 012 533	10 592 070 444
Réalisations 2017	7 829 034 703	4 832 518 489
Taux de réalisation 2017	41,84%	45,62%

Pour information, la masse salariale affectée à ce programme s'élève à 9 029 279 F.

Les recettes

Pour le secteur du budget (Nicolas METZDORF)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Les recettes de cette mission englobent les produits financiers perçus par la Nouvelle-Calédonie au titre de ses participations, les plus-values réalisées sur la cession de ses actifs, ainsi que les recettes d'ordre relatives au reclassement de crédits et reprises de provisions pour dépréciation d'actifs.

La collectivité a perçu 483 MF de divendes en 2017 : 450 MF de la BCI et 33 MF d'Enercal. Il faut également noter le versement des excédents de l'OPT pour 1 000 MF et du Port autonome pour 750 MF.

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissement des immobilisations (2 404 MF) et aux opérations de reclassement liées aux travaux de construction de l'hôpital de Koné (1 308 MF).

Les opérations de cessions se chiffrent à 351 MF et comprennent essentiellement la vente du terrain de l'université à Magenta (350 MF).

Pour le secteur de la fiscalité (Philippe GERMAIN)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Les recettes d'ordre correspondent à la régularisation du transfert du stock de la régie des tabacs du budget propre vers le budget de répartition qui n'avait pas été constaté sur l'exercice précédent.

- Direction des services fiscaux (DSF)

Il s'agit du montant du recouvrement des créances fiscales admises en non-valeur (RANV/ANV).

Pour le secteur des relations avec le Congrès (Nicolas METZDORF)

- Congrès

Ces mouvements de recettes sont des opérations d'ordre concernant les travaux d'aménagement de l'immeuble « Le Phare » (constatations de services faits sur avances versées).

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**5 420 137 742**	**2 700 230 307**	**49,82%**
N. METZDORF	**5 095 864 449**	**2 330 634 699**	**45,74%**
DBAF	5 095 864 449	2 330 634 699	45,74%
(002) résultat de fonctionnement	2 895 864 449	-	0,00%
(76) produits financiers	450 000 000	483 907 583	107,54%
(77) produits exceptionnels	1 750 000 000	1 771 882 522	101,25%
opérations d'ordre (dotations/provisions)	-	74 844 594	
P. GERMAIN	**324 273 293**	**369 595 608**	**113,98%**
DBAF	**324 273 293**	**324 273 293**	**100,00%**
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	324 273 293	324 273 293	100,00%
DSF	-	45 322 315	
(77) produits exceptionnels	-	45 322 315	
Investissements	**13 290 874 791**	**5 128 804 396**	**38,59%**
N. METZDORF	**13 290 874 791**	**5 128 804 396**	**38,59%**
Congrès	426 861 053	186 040 768	43,58%
(041) opérations patrimoniales	426 861 053	186 040 768	43,58%
DBAF	12 864 013 738	4 942 763 628	38,42%
(001) résultat d'investissement	2 360 308 828	-	0,00%
(040) opérations d'ordre de transfert entre sections	2 450 000 000	2 840 484 761	115,94%
(041) opérations patrimoniales	4 796 633 220	1 308 012 064	27,27%
(10) dotations, fonds divers et réserves	794 266 803	794 266 803	100,00%
virement à la section d'investissement - autofinancement	2 462 804 887	-	0,00%
Total général	**18 711 012 533**	**7 829 034 703**	**41,84%**

Les dépenses

Pour le secteur du budget (Nicolas METZDORF)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Les dépenses d'ordre sont équivalentes aux recettes d'ordre citées précédemment : dotation aux amortissement des immobilisations (2 404 MF), opérations de reclassement liées aux travaux de construction de l'hôpital de Koné (1 308 MF), opérations de cessions (351 MF).

Pour le secteur de la fiscalité (Philippe GERMAIN)

- Direction du budget et des affaires financières (DBAF)

Il s'agit de la régularisation des écritures comptables liées aux stocks de la régie des tabacs qui n'avaient pu être passées sur l'exercice précédent lors du transfert du budget propre vers le budget de répartition (324,2 MF).

Pour le secteur des relations avec le Congrès (Nicolas METZDORF)

- Congrès

Ces mouvements de dépenses sont des opérations d'ordre concernant les travaux d'aménagement de l'immeuble « Le Phare » (constatations de services faits sur avances versées).

Les dépenses par action

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
A1503-02-Admissions en non valeur, restitutions et remises grâcieuses	**33 800 000**	**3 658 267**	**10,82%**
N. METZDORF	**33 800 000**	**3 658 267**	**10,82%**
DBAF	**33 800 000**	**3 658 267**	**10,82%**
A1503-03-Mouvements d'ordre	**10 136 299 160**	**4 409 382 187**	**43,50%**
N. METZDORF	**10 136 299 160**	**4 409 382 187**	**43,50%**
Congrès	426 861 053	186 040 768	43,58%
DBAF	**9 709 438 107**	**4 223 341 419**	**43,50%**
A1503-04-Opérations de clôture et autres mouvements financiers	**85 761 005**	**85 618 954**	**99,83%**
N. METZDORF	**85 761 005**	**85 618 954**	**99,83%**
DBAF	**85 761 005**	**85 618 954**	**99,83%**
A1503-05-Intérêts moratoires	**11 936 986**	**9 585 788**	**80,30%**
N. METZDORF	**11 936 986**	**9 585 788**	**80,30%**
DBAF	**11 936 986**	**9 585 788**	**80,30%**
A1503-06-Achats et gestion des tabacs	**324 273 293**	**324 273 293**	**100,00%**
P. GERMAIN	**324 273 293**	**324 273 293**	**100,00%**
DBAF	**324 273 293**	**324 273 293**	**100,00%**
Total général	**10 592 070 444**	**4 832 518 489**	**45,62%**

Les dépenses par section

	Prévisions 2017	Réalisations 2017	Taux de réalisation 2017
Fonctionnement	**5 368 576 171**	**3 263 621 063**	**60,79%**
DBAF	**5 368 576 171**	**3 263 621 063**	**60,79%**
Autres charges de fonctionnement	409 884 298	409 884 298	100,00%
Charges exceptionnelles	42 643 626	13 244 055	31,06%
Charges financières	150 000	7 949	5,30%
Dépenses HAP opérations d'ordre (dotations/provisions)	2 450 000 000	2 840 484 761	115,94%
Subventions, participations et autres charges d'activité	3 093 360	-	0,00%
virement à la section d'investissement - autofinancement	2 462 804 887	-	0,00%
Investissements	**5 223 494 273**	**1 568 897 426**	**30,04%**
Congrès	**426 861 053**	**186 040 768**	**43,58%**
HAP opérations patrimoniales	426 861 053	186 040 768	43,58%
DBAF	**4 796 633 220**	**1 382 856 658**	**28,83%**
HAP opérations d'ordre de tranfert entre sections	-	74 844 594	
HAP opérations patrimoniales	4 796 633 220	1 308 012 064	27,27%
Total général	**10 592 070 444**	**4 832 518 489**	**45,62%**

Synthèse de la mission par programme et type de recettes - dépenses

	P1501 Dette et trésorerie	P1502 Provisions	P1503 Mouvements financiers divers	Total général
RECETTES	**4 546 383 611**	**165 000 000**	**7 829 034 703**	**12 540 418 314**
Fonctionnement	**17 183 611**	**165 000 000**	**2 700 230 307**	**2 882 413 918**
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses			324 273 293	324 273 293
(76) produits financiers			483 907 583	483 907 583
(77) produits exceptionnels	17 183 611		1 817 204 837	1 834 388 448
opérations d'ordre (dotations/provisions)		165 000 000	74 844 594	239 844 594
Résultat cumulé (F)			-	-
Investissements	**4 529 200 000**		**5 128 804 396**	**9 658 004 396**
(040) opérations d'ordre de transfert entre sections			2 840 484 761	2 840 484 761
(041) opérations patrimoniales			1 494 052 832	1 494 052 832
(10) dotations, fonds divers et réserves			794 266 803	794 266 803
(16) emprunts et dettes assimilées	4 529 200 000			4 529 200 000
Opération pour tiers OPERATIONS PATRIMONIALES			-	-
Résultat cumulé (I)			-	-
virement à la section d'investissement - autofinancement			-	-
DEPENSES	**2 712 818 998**	**278 014 556**	**4 832 518 489**	**7 823 352 043**
Fonctionnement	**623 331 048**	**278 014 556**	**3 263 621 063**	**4 164 966 667**
Autres charges de fonctionnement	20 710 024		409 884 298	430 594 322
Charges exceptionnelles			13 244 055	13 244 055
Charges financières	602 621 024		7 949	602 628 973
Dépenses HAP opérations d'ordre (dotations/provisions)		278 014 556	2 840 484 761	3 118 499 317
Subventions, participations et autres charges d'activité			-	-
virement à la section d'investissement - autofinancement			-	-
Investissements	**2 089 487 950**		**1 568 897 426**	**3 658 385 376**
HAP emprunts et dettes assimilées	2 089 487 950			2 089 487 950
HAP opérations d'ordre de tranfert entre sections			74 844 594	74 844 594
HAP opérations patrimoniales			1 494 052 832	1 494 052 832

NOUVELLE-CALEDONIE

Délibération relative à l'approbation du compte administratif et du compte de gestion 2017 Budget principal propre de la Nouvelle-Calédonie

CA 2017

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONGRES
DE LA
NOUVELLE-CALEDONIE

Nouméa, le

N°
du

DELIBERATION
relative à l'approbation du compte administratif et du compte de gestion de l'exercice 2017 du budget principal propre de la Nouvelle-Calédonie

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 211 du 28 décembre 2016 relative au budget primitif principal propre de la Nouvelle-Calédonie – exercice 2017 ;

Vu la délibération n° 270 du 11 octobre 2017 portant affectation du résultat de l'exercice 2016 – budget principal propre ;

Vu la délibération n° 273 du 11 octobre 2017 relative au budget supplémentaire 2017 de la Nouvelle-Calédonie – budget principal propre ;

Vu l'arrêté n° 2018- /GNC du portant projet de délibération ;

Entendu le rapport du gouvernement n° 3040- du ;

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1er : Le compte administratif du budget principal propre de la Nouvelle Calédonie ainsi que le compte de gestion présenté par le comptable de la Nouvelle-Calédonie, pour l'année 2017, sont approuvés aux montants suivants :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL
Opérations de l'exercice 2017 :	
Recettes réalisées :	42 552 656 071
Dépenses réalisées :	40 560 926 841
Résultat de l'exercice 2017	1 991 729 230
Résultat reporté (compte 002)	2 895 864 449
RESULTAT CUMULE 2017	**4 887 593 679**
Restes à réaliser en recettes :	0
Restes à réaliser en dépenses :	1 093 750 316
Equilibre des reports :	-1 093 750 316

SECTION D'INVESTISSEMENT	TOTAL
Opérations de l'exercice 2017 :	
Recettes réalisées :	11 286 959 672
Dépenses réalisées :	14 481 917 167
Solde des émissions d'investissement 2017 :	-3 194 957 495
Solde d'exécution reporté (compte 001) :	2 360 308 828
SOLDE D'EXECUTION A REPORTER	**-834 648 667**
Restes à réaliser en recettes :	0
Restes à réaliser en dépenses :	620 606 138
Equilibre des reports :	-620 606 138
Besoin de financement d'investissement :	**-1 455 254 805**

Article 2 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance, le

Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie

Thierry SANTA

NOUVELLE-CALEDONIE

Délibération relative à la clôture d'autorisations de programme et d'engagement et à l'approbation de la situation des dotations pluriannuelles au compte administratif de l'exercice 2017 du budget principal propre de la Nouvelle-Calédonie

CA 2017

NOUVELLE-CALEDONIE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONGRES
DE LA
NOUVELLE-CALEDONIE

Nouméa, le

N°
du

DELIBERATION
relative à la clôture d'autorisations de programme et d'engagement et à l'approbation de la situation des dotations pluriannuelles au compte administratif de l'exercice 2017 du budget principal propre de la Nouvelle-Calédonie

Le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de la Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire ;

Vu la délibération n° 15 du 28 août 2014 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 211 du 28 décembre 2016 relative au budget primitif principal propre de la Nouvelle-Calédonie – exercice 2017 ;

Vu la délibération n° 273 du 11 octobre 2017 relative au budget supplémentaire 2017 de la Nouvelle-Calédonie – budget principal propre ;

Vu l'arrêté n° 2018- /GNC du portant projet de délibération ;

Entendu le rapport du gouvernement n° 3040- /GNC/SG2018 du ;

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1er : Est approuvée la clôture, en dépenses, de 7 autorisations de programme d'un montant total de 841 427 304 F.CFP, et de 8 autorisations d'engagement d'un montant total de 4 762 820 000 F.CFP, et en recettes, de 3 autorisations de programme d'un montant de 2 123 361 511 FCFP, détaillées dans l'annexe 1 jointe à la présente délibération.

Article 2 : La situation globale des autorisations pluriannuelles au compte administratif 2017, détaillée dans l'annexe 2 jointe à la présente délibération, est arrêtée comme suit :

- En dépenses :

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017			Situation des CP 2017	
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017
Fonctionnement	30 096 650 416	17 738 375 823	12 358 274 593	5 314 876 398	4 360 274 818
Investissement	158 921 175 862	98 218 915 051	60 702 260 811	12 262 543 626	8 874 188 010
Total général	**189 017 826 278**	**115 957 290 874**	**73 060 535 404**	**17 577 420 024**	**13 234 462 828**

- En recettes :

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017			Situation des CP 2017	
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017
Fonctionnement	657 387 448	79 030 630	578 356 818	119 841 245	79 030 630
Investissement	4 274 388 453	487 700 102	3 786 688 351	127 292 554	5 735 179
Mixte	726 900 000	-	726 900 000	7 330 000	-
Total général	**5 658 675 901**	**566 730 732**	**5 091 945 169**	**254 463 799**	**84 765 809**

Article 3 : La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance, le

Le président du congrès
de la Nouvelle-Calédonie

Thierry SANTA

SYNTHESE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT A CLOTURER

1/ Synthèse par missions - AP/AE en recettes

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Investissement	**2 123 361 511**	**1 779 418 596**	**343 942 915**	**84%**	**-**	**-**	**-**	**-**
M06 - Santé	2 030 561 511	1 686 618 598	343 942 913	83%	-	-	-	-
P0601-2003/4								
CHS-GERONTOLOGIE (CD 00/04-TR00/01)	701 128 823	547 185 910	153 942 913	78%	-	-	-	-
P0601-2005/1								
CHS PSYCHIATRIE AP69/05	1 329 432 688	1 139 432 688	190 000 000	86%	-	-	-	-
M07 - Solidarités	92 800 000	92 799 998	2	100%	-	-	-	-
P0703-2010/1								
FOYER ACCUEIL URGENCE	92 800 000	92 799 998	2	100%	-	-	-	-
Total général	**2 123 361 511**	**1 779 418 596**	**343 942 915**	**84%**	**-**	**-**	**-**	**-**

2/ Synthèse par missions - AP/AE en dépenses

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP+BS+DM)	Budget 2017 (y compris reports)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**4 762 820 000**	**4 093 975 974**	**668 844 026**	**86%**	**-**	**-**	**-**	**-**
M06 - Santé	10 000 000	-	10 000 000	0%	-	-	-	-
P0604-2016/2								
PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL HOPITAL DU NORD-FONCTIONNEMENT	10 000 000	-	10 000 000	0%	-	-	-	-
M07 - Solidarités	41 330 000	-	41 330 000	0%	-	-	-	-
P0701-2013/1								
ETABLISSEMENT HEBERGEMENT PERSONNES AGEES DEPENDANTES	41 330 000	-	41 330 000	0%	-	-	-	-
M11 - Enseignement	108 000 000	48 000 000	60 000 000	44%	-	-	-	-
P1103-2012/1								
MAISON DES ETUDIANTS	43 000 000	28 000 000	15 000 000	65%	-	-	-	-
P1103-2013/1								
ETUDES FAISABILITES CAMPUS GRANDES ECOLES	40 000 000	-	40 000 000	0%	-	-	-	-
P1103-2013/2								
SOUTIEN RECHERCHE ANTI-VECTORIELLE	25 000 000	20 000 000	5 000 000	80%	-	-	-	-
M12 - Formation professionnelle	4 592 490 000	4 045 975 974	546 514 026	88%	-	-	-	-
P1202-2011/1								
FORMER POUR L'EMPLOI	4 552 490 000	4 015 975 974	536 514 026	88%	-	-	-	-
P1203-2016/1								
SUBVENTION FIAF	40 000 000	30 000 000	10 000 000	75%	-	-	-	-
M13 - Economie et emploi	11 000 000	-	11 000 000	0%	-	-	-	-
P1305-2016/1								
PROJET PACIFIC BIODIVERSITY BLUE BELT - PBBB	11 000 000	-	11 000 000	0%	-	-	-	-
Investissement	**841 427 304**	**390 415 321**	**451 011 983**	**46%**	**35 400 000**	**41 400 000**	**36 000 000**	**87%**
M04 - Economie verte, aménagement urbanisme, environnement, prévent° et gest° risques	341 064 444	44 938 438	296 126 006	13%	5 400 000	5 400 000	-	0%
P0401-2012/2								
ECONOMIE VERTE (INVEST)	100 000 000	33 874 000	66 126 000	34%	5 400 000	5 400 000	-	0%
P0401-2013/1								
REFERENTIEL LITTORAL DE NOUVELLE-CALEDONIE	230 000 000	-	230 000 000	0%	-	-	-	-
P0402-2015/1								
AQUISITION GENERATEUR HYDROGENE	11 064 444	11 064 438	6	100%	-	-	-	-
M06 - Santé	54 000 000	-	54 000 000	0%	-	-	-	-
P0604-2016/1								
PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL HOPITAL DU NORD-INVESTISSEMENT	54 000 000	-	54 000 000	0%	-	-	-	-
M11 - Enseignement	6 362 860	6 362 860	-	100%	-	-	-	-
P1103-2013/3								
MAISON DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE	6 362 860	6 362 860	-	100%	-	-	-	-
M12 - Formation professionnelle	75 000 000	60 000 000	15 000 000	80%	30 000 000	36 000 000	36 000 000	100%
P1203-2014/4								
SUBVENTIONS ETFPA - REMISE AUX NORMES	75 000 000	60 000 000	15 000 000	80%	30 000 000	36 000 000	36 000 000	100%
M14 - Gestion des finances publiques	365 000 000	279 114 023	85 885 977	76%	-	-	-	-
P1402-2002/1								
LOGICIEL DE GESTION FINANCIERE (41/02)	365 000 000	279 114 023	85 885 977	76%	-	-	-	-
Total général	**5 604 247 304**	**4 484 391 295**	**1 119 856 009**	**80%**	**35 400 000**	**41 400 000**	**36 000 000**	**87%**

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P0401-2012/2
Libellé de l'AP/AE	ECONOMIE VERTE (INVEST)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAE
Durée d'existence (en années)	6
Objet	Subventions d'équipement à diverses associations et communes qui oeuvrent pour l'environnement
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	60 000 000
Montant actuel AP/AE	100 000 000
Engagements d'AP/AE	85 376 690
Taux d'engagement d'AP/AE	85%

Montant total réalisé CP	33 874 000
dont réalisé 2017	*0*
Taux de réalisation des CP	34%
Reste à financer	66 126 000

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	L'opération est terminée.
Bilan de l'opération	Bien qu'ouverte en 2012, les versements de subventions n'ont démarré qu'en 2014, à hauteur de 28,474 MF et réparties comme suit : - Subventions aux communes dans le cadre des journées "plantation citoyenne" du programme "un arbre, un jour, une vie" (1,8 MF par commune, soit 23,4 MF) ; - Subventions d'équipement au syndicat mixte des grandes fougères (3,074 MF) ; - Subvention à l'association EV MOCAMANA (2 MF). Aucune subvention n'a été versée en 2015. En 2016, 3 nouvelles subventions ont été versées aux communes dans le cadre de l'opération "plantation citoyenne" (5,4 MF). En 2017, bien que la ligne de crédit ait été abondée, aucune demande éligible de commune n'a été proposée.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P0401-2013/1
Libellé de l'AP/AE	REFERENTIEL LITTORAL DE NOUVELLE-CALEDONIE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	5
Objet	Constitution du référentiel littoral de Nouvelle-Calédonie, référentiel continu terre-mer constitué d'un ensemble de points qui décrivent de façon dense et précise la surface du fond dans la partie immergée et du sol dans la partie terrestre
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	230 000 000
Montant actuel AP/AE	230 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Taux d'engagement d'AP/AE	0%

Montant total réalisé CP	0
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	0%
Reste à financer	230 000 000

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	L'opération est abandonnée.
Bilan	Le projet devait démarrer en 2013, avec la mise en œuvre d'une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage, puis suivi en 2014 de la réalisation d'une zone pilote (Dumbéa, Nouméa et Mont-Dore) et la mise en place d'une structure de pilotage. Or, le marché international lancé en 2014 pour notre compte par le SHOM a été classé sans suite, en raison d'un coût bien en dessus du marché. Depuis, plus aucun crédit de paiement n'a été accordé sur cette AP. Il est donc préférable de la clôturer et de relancer le projet lorsque la situation financière de la collectivité le permettra.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P0402-2015/1
Libellé de l'AP/AE	AQUISITION GENERATEUR HYDROGENE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	MTO
Durée d'existence (en années)	3
Objet	Financement de l'automatisation du radiosondage
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	12 000 000
Montant actuel AP/AE	11 064 444
Engagements d'AP/AE	11 064 438
Taux d'engagement d'AP/AE	100%

Montant total réalisé CP	11 064 438
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	100%
Reste à financer	6

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	L'opération est terminée.
Bilan	Cette autorisation de programme était destinée à financer l'acquisition et l'installation d'un générateur d'hydrogène permettant d'alimenter le robot-sonde. Cette acquisition devait permettre d'automatiser le radiosondage (mesures en altitude de différents paramètres météorologiques indispensables dans le cadre de la prévision météorologique). La réception de cet équipement ayant été réalisée en 2016 et toutes les factures s'y rapportant ayant payées, il convient de clôre cette autorisation de programme.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P0601-2003/4
Libellé de l'AP/AE	CHS-GERONTOLOGIE (CD 00/04-TR00/01) (AP46/03)
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV05
Direction gestionnaire	DBAF
Durée d'existence (en années)	15
Objet	Financement de la construction du centre de gérontologie du CHS Albert Bousquet
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	501 128 823
Montant actuel AP/AE	701 128 823
Engagements d'AP/AE	547 185 910
Taux d'engagement d'AP/AE	78%

Montant total réalisé CP	547 185 910
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	78%
Reste à financer	153 942 913

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	L'opération est terminée.
Bilan	Cette opération, inscrite au contrat de développement 2000-2005, a été soldée.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P0601-2005/1
Libellé de l'AP/AE	CHS PSYCHIATRIE AP69/05
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV05
Direction gestionnaire	DBAF
Durée d'existence (en années)	13
Objet	Financement de la construction du centre de psychiatrie du CHS Albert Bousquet
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	969 432 688
Montant actuel AP/AE	1 329 432 688
Engagements d'AP/AE	1 139 432 688
Taux d'engagement d'AP/AE	86%

Montant total réalisé CP	1 139 432 688
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	86%
Reste à financer	190 000 000

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	L'opération est terminée.
Bilan	Cette opération, inscrite au contrat de développement 2000-2005, a été soldée.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P0604-2016/1
Libellé de l'AP/AE	PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL HOPITAL DU NORD-INVESTISSEMENT
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DCCFC
Durée d'existence (en années)	2
Objet	Achat et installation d'œuvres artistiques au sein de l'établissement hospitalier du Nord
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	54 000 000
Montant actuel AP/AE	54 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Taux d'engagement d'AP/AE	0%

Montant total réalisé CP	0
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	0%
Reste à financer	54 000 000

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	L'opération est abandonnée.
Bilan	Aucune réalisation n'a été faite sur cette opération depuis son ouverture. Les crédits alloués au BP 2016 (22 MF) ont été retirés au BS 2016.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P0604-2016/2
Libellé de l'AP/AE	PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL HOPITAL DU NORD-FONCTIONNEMENT
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DCCFC
Durée d'existence (en années)	2
Objet	Promotion de l'art et de la culture dans les établissements recevant du public, en l'occurrence l'établissement hospitalier du Nord
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	10 000 000
Montant actuel AP/AE	10 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Taux d'engagement d'AP/AE	0%

Montant total réalisé CP	0
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	0%
Reste à financer	10 000 000

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	L'opération est abandonnée.
Bilan	Aucun crédit de paiement n'a été voté sur cette AE, aucune réalisation n'a été donc pu être faite sur cette opération depuis son ouverture.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P0701-2013/1
Libellé de l'AP/AE	ETABLISSEMENT HEBERGEMENT PERSONNES AGEES DEPENDANTES
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DASS
Durée d'existence (en années)	5
Objet	Opération EHPAD de Tina
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	41 330 000
Montant actuel AP/AE	41 330 000
Engagements d'AP/AE	0
Taux d'engagement d'AP/AE	0%

Montant total réalisé CP	0
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	0%
Reste à financer	41 330 000

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	L'opération est abandonnée.
Bilan	Aucun financement réalisé. L'AE peut être clôturée car cette dernière avait été créée pour la garantie de l'opération EHPAD de Tina, mais le précédent promoteur (fondation hospitalière Ste Marie) s'est retiré.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P0703-2010/1
Libellé de l'AP/AE	FOYER ACCUEIL URGENCE
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	FEI
Direction gestionnaire	DPJEJ
Durée d'existence (en années)	8
Objet	Participation de l'Etat dans le cadre du Fonds Exceptionnel d'Investissement pour la construction du foyer d'accueil d'urgence et d'orientation (FAUO), à hauteur de 57,4% du montant initial du projet, soit 116 MF
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	0
Montant actuel AP/AE	92 800 000
Engagements d'AP/AE	92 800 000
Taux d'engagement d'AP/AE	100%

Montant total réalisé CP	92 799 998
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	100%
Reste à financer	2

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	L'opération est terminée.
Bilan	Le foyer d'accueil d'urgence et d'orientation (FAUO) a été réceptionné le 30 novembre 2012, soit avec 4 mois de retard sur le planning prévisionnel. La livraison de ce bâtiment a clos le programme de construction de la PJEJ issu du plan de restructuration du service 2005-2010. Le dernier versement de l'Etat est intervenu en 2013.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P1103-2012/1
Libellé de l'AP/AE	MAISON DES ETUDIANTS
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DENC
Durée d'existence (en années)	6
Objet	Participation de la Nouvelle-Calédonie aux missions et activités de l'UNC en faveur des œuvres universitaires et scolaires.
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	43 000 000
Montant actuel AP/AE	43 000 000
Engagements d'AP/AE	28 000 000
Taux d'engagement d'AP/AE	65%

Montant total réalisé CP	28 000 000
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	65%
Reste à financer	15 000 000

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	Opération abandonnée
Bilan	En 2012, une participation financière de 28 MF a été versée à l'UNC selon la convention pour soutenir les actions engagées en faveur de la vie étudiante, des œuvres universitaires et scolaires, dans la perspective de la création d'une "Maison de l'étudiant" de la Nouvelle-Calédonie. Aucun autre versement n'a été effectué depuis.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P1103-2013/1
Libellé de l'AP/AE	ETUDES FAISABILITES CAMPUS GRANDES ECOLES
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DENC
Durée d'existence (en années)	5
Objet	Participation de la Nouvelle-Calédonie aux coûts de l'étude d'opportunité menée par OBA sur le campus grande école
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	40 000 000
Montant actuel AP/AE	40 000 000
Engagements d'AP/AE	27 000 000
Taux d'engagement d'AP/AE	68%

Montant total réalisé CP	0
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	0%
Reste à financer	40 000 000

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	Opération abandonnée
Bilan	Aucune validation n'a été faite par le gouvernement sur ces études de faisabilité (projet de convention non signé).

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P1103-2013/2
Libellé de l'AP/AE	SOUTIEN RECHERCHE ANTI-VECTORIELLE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DENC
Durée d'existence (en années)	5
Objet	Soutien aux activités de recherche de l'Institut Pasteur (leptospirose, dengue, chikungunya, rhumatisme articulaire aigu, etc.)
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	25 000 000
Montant actuel AP/AE	25 000 000
Engagements d'AP/AE	20 000 000
Taux d'engagement d'AP/AE	80%

Montant total réalisé CP	20 000 000
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	80%
Reste à financer	5 000 000

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	Opération terminée
Bilan	2015 : régularisation de la participation de 2013 de 5 MF selon la convention cadre rendue exécutoire le 09/12/2014 et paiement de la participation de 2014 de 5 MF. 2016 : paiement de la participation 2015/2016 de 10 MF. 2017 : paiement du solde de 5 MF par le Vice-Rectorat. Le financement de cette opération ayant été totalement réalisé, il convient de clôturer l'AE.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P1103-2013/3
Libellé de l'AP/AE	MAISON DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDI15
Direction gestionnaire	DENC
Durée d'existence (en années)	5
Objet	Création d'une Maison des sciences de la Nouvelle-Calédonie, projet porté par la NC et inscrit au contrat intercollectivités 2011-2015
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	521 500 000
Montant actuel AP/AE	6 362 860
Engagements d'AP/AE	6 362 860
Taux d'engagement d'AP/AE	100%

Montant total réalisé CP	6 362 860
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	100%
Reste à financer	0

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	Opération terminée
Bilan	2014 : -intervention géomètre : 336 000 F pour le levé topographique du terrain de l'ancien tribunal militaire au Quartier Latin (relevé du site, élaboration d'un plan d'état des lieux et fourniture d'un tirage et fichiers numériques) ; -intervention d'élagage et remise en état du terrain partie Est, pour 2 214 860 F. 2015 : financement dans le cadre du redimensionnement du projet "Maison des Sciences et de la Technologie" selon la convention n° 12SC14 du 03/11/14 pour un montant de 3 812 000 F.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P1202-2011/1
Libellé de l'AP/AE	FORMER POUR L'EMPLOI
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	FED10
Direction gestionnaire	DFPC
Durée d'existence (en années)	7
Objet	Financement de formations qualifiantes
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	1 499 390 000
Montant actuel AP/AE	4 552 490 000
Engagements d'AP/AE	4 015 975 974
Taux d'engagement d'AP/AE	88%

Montant total réalisé CP	4 015 975 974
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	88%
Reste à financer	536 514 026

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	Opération terminée
Bilan	Cette AE a permis de financer des actions de formations qualifiantes pour les demandeurs d'emploi, les détenus, les personnes en situation de handicap, ainsi que des actions de promotion sociale (DAEU) et d'apprentissage. Ont également été versées des primes d'apprentissage à l'employeur, des subventions au CNAM et la prise en charge du transport des apprentis. Les actions étant aujourd'hui terminées, il convient de clôturer cette AE au CA 2017.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P1203-2014/4
Libellé de l'AP/AE	SUBVENTIONS ETFPA - REMISE AUX NORMES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DFPC
Durée d'existence (en années)	4
Objet	Participation de la Nouvelle-Calédonie à la remise aux normes des installations de l'EFPA
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	60 000 000
Montant actuel AP/AE	75 000 000
Engagements d'AP/AE	60 000 000
Taux d'engagement d'AP/AE	80%

Montant total réalisé CP	60 000 000
dont réalisé 2017	36 000 000
Taux de réalisation des CP	80%
Reste à financer	15 000 000

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	Opération terminée
Bilan	Participation de la NC sous forme de subvention d'équipement pour la remise aux normes des réseaux secs et humides du site de Nouville. Les travaux sont terminés et la dernière partie de la subvention a été versée en 2017.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P1203-2016/1
Libellé de l'AP/AE	SUBVENTION FIAF
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DFPC
Durée d'existence (en années)	2
Objet	Subvention de fonctionnement pour la mise en place du FIAF
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	40 000 000
Montant actuel AP/AE	40 000 000
Engagements d'AP/AE	30 000 000
Taux de réalisation d'AP/AE	75%

Montant total réalisé CP	30 000 000
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	75%
Reste à financer	10 000 000

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	Opération terminée
Bilan	Soutien accordé au FIAF-NC, fonds qui a vocation à financer des programmes de formation à destination des salariés de l'ensemble des entreprises privées. En 2016, la Nouvelle-Calédonie a accompagné la mise en place du Fonds Interprofessionnel d'assurance formation de Nouvelle-Calédonie créé par les partenaires sociaux fin 2015 au travers d'un appui financier et de réunions techniques régulières entre le conseil d'administration du FIAF et la DFPC. Le dernier versement étant intervenu en 2016, il convient de clôturer cette AE.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P1305-2016/1
Libellé de l'AP/AE	PROJET PACIFIC BIODIVERSITY BLUE BELT - PBBB
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDI10
Direction gestionnaire	DAM
Durée d'existence (en années)	2
Objet	Communication du comité de gestion du parc naturel de la mer de Corail
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	11 000 000
Montant actuel AP/AE	11 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Taux d'engagement d'AP/AE	0%

Montant total réalisé CP	0
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	0%
Reste à financer	11 000 000

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	L'opération est terminée.
Bilan	Mise en place d'une stratégie de communication à destination du comité de gestion et du grand public : création de la charte graphique du parc, production de films publicitaires et de brochures de présentation, démarrage du site internet. La Nouvelle-Calédonie a bénéficié d'un appui de 7,8 MF en 2016 de l'Union Européenne dans le cadre du fonds BEST. Ce soutien a permis le recrutement d'une chargée de communication pendant un an à partir d'octobre 2016, ainsi que la création d'outils de communication destinés à la consultation du public prévue début 2017.

Description de l'AP/AE

Référence de l'AP/AE	P1402-2002/1
Libellé de l'AP/AE	LOGICIEL DE GESTION FINANCIERE (41/02)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DBAF
Durée d'existence (en années)	16
Objet	Mise en œuvre du projet SURFI
Observations	Clôture au CA 2017

Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017

Montant initial AP/AE	360 000 000
Montant actuel AP/AE	365 000 000
Engagements d'AP/AE	279 114 023
Taux d'engagement d'AP/AE	76%

Montant total réalisé CP	279 114 023
dont réalisé 2017	0
Taux de réalisation des CP	76%
Reste à financer	85 885 977

Bilan de l'AP/AE à la clôture

Motif de clôture	L'opération est terminée.
Bilan	Cette autorisation de programme a permis de financer le projet SURFI (Système Unifié des Ressources FInancières) pour la période de 2005 à 2009 . Le projet étant terminé, il est proposé de clôturer l'autorisation de programme.

SYNTHESE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT PAR MISSIONS

1/ Synthèse par missions - AP/AE en recettes

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP+BS+DM)	Budget 2017 (y compris reports)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**657 387 448**	**79 030 630**	**578 356 818**	**12%**	**119 841 245**	**119 841 245**	**79 030 630**	**66%**
M03 - Coordination de l'action publique, gestion des ressources et moyens	47 500 000	4 628 750	42 871 250	10%	6 365 000	6 365 000	4 628 750	73%
M07 - Solidarités	85 012 448	4 000 000	81 012 448	5%	8 501 245	8 501 245	4 000 000	47%
M11 - Enseignement	524 875 000	70 401 880	454 473 120	13%	104 975 000	104 975 000	70 401 880	67%
Investissement	**4 274 388 453**	**487 700 102**	**3 786 688 351**	**11%**	**127 292 554**	**127 292 554**	**5 735 179**	**5%**
M03 - Coordination de l'action publique, gestion des ressources et moyens	83 532 220	-	83 532 220	0%	58 472 554	58 472 554	-	0%
M04 - Economie verte, aménagement urbanisme, environnement, prévent° et gest° risques	435 000 000	-	435 000 000	0%	30 000 000	30 000 000	-	0%
M05 - Coordination et développement des transports	1 282 000 000	5 735 179	1 276 264 821	0%	10 500 000	10 500 000	5 735 179	55%
M06 - Santé	975 826 233	481 964 923	493 861 310	49%	-	-	-	-
M07 - Solidarités	120 000 000	-	120 000 000	0%	-	-	-	-
M09 - Culture, condition féminine et citoyenneté	600 000 000	-	600 000 000	0%	12 300 000	12 300 000	-	0%
M11 - Enseignement	520 530 000	-	520 530 000	0%	4 020 000	4 020 000	-	0%
M13 - Economie et emploi	257 500 000	-	257 500 000	0%	12 000 000	12 000 000	-	0%
Mixte	**726 900 000**	**-**	**726 900 000**	**0%**	**7 330 000**	**7 330 000**	**-**	**0%**
M08 - Jeunesse et sports	726 900 000	-	726 900 000	0%	7 330 000	7 330 000	-	0%
Total général	**5 658 675 901**	**566 730 732**	**5 091 945 169**	**10%**	**254 463 799**	**254 463 799**	**84 765 809**	**33%**

2/ Synthèse par missions - AP/AE en dépenses

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP+BS+DM)	Budget 2017 (y compris reports)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Fonctionnement	**30 096 650 416**	**17 738 375 823**	**12 358 274 593**	**59%**	**4 998 539 970**	**5 314 876 398**	**4 360 274 818**	**82%**
M01 - Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics	38 694 120	19 097 060	19 597 060	49%	-	-	-	-
M03 - Coordination de l'action publique, gestion des ressources et moyens	1 170 424 700	589 427 007	580 997 693	50%	66 573 717	49 011 629	38 022 203	78%
M04 - Economie verte, aménagement urbanisme, environnement, prévent° et gest° risques	1 078 751 997	655 512 094	423 239 903	61%	278 060 000	352 405 483	331 971 972	94%
M05 - Coordination et développement des transports	2 739 000 000	1 301 503 523	1 437 496 477	48%	556 625 000	555 434 181	487 667 996	88%
M06 - Santé	305 555 924	200 553 609	105 002 315	66%	108 880 000	94 021 574	66 365 403	71%
M07 - Solidarités	3 158 253 112	2 407 753 145	750 499 967	76%	672 626 556	672 626 556	662 000 000	98%
M08 - Jeunesse et sports	2 936 050 000	502 636 368	2 433 413 632	17%	122 818 333	122 818 333	100 653 508	82%
M10 - Affaires coutumières	100 000 000	-	100 000 000	0%	-	-	-	-
M11 - Enseignement	1 799 819 644	327 802 629	1 472 017 015	18%	368 975 462	380 150 938	291 323 390	77%
M12 - Formation professionnelle	13 596 851 739	9 711 309 934	3 885 541 805	71%	1 811 288 902	2 068 813 131	1 446 578 756	70%
M13 - Economie et emploi	3 173 249 180	2 022 780 454	1 150 468 726	64%	1 012 692 000	1 019 594 573	935 691 590	92%
Investissement	**158 921 175 862**	**98 218 915 051**	**60 702 260 811**	**62%**	**9 939 900 934**	**12 262 543 626**	**8 874 188 010**	**72%**
M01 - Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics	1 687 489 523	1 302 378 350	385 111 173	77%	212 581 328	284 988 211	98 728 398	35%
M02 - Pouvoirs publics et institutions	2 325 000 000	646 153 807	1 678 846 193	28%	317 000 000	466 233 785	430 189 000	92%
M03 - Coordination de l'action publique, gestion des ressources et moyens	4 873 817 639	2 400 881 154	2 472 936 485	49%	824 694 114	849 174 265	475 522 933	56%
M04 - Economie verte, aménagement urbanisme, environnement, prévent° et gest° risques	8 603 250 156	2 975 977 550	5 627 272 606	35%	891 403 797	1 390 202 475	575 144 883	41%
M05 - Coordination et développement des transports	56 991 868 769	25 569 483 408	31 422 385 361	45%	3 575 405 878	3 894 332 325	3 666 660 711	94%
M06 - Santé	58 957 716 000	56 281 561 556	2 676 154 444	95%	1 955 811 057	2 076 882 126	1 293 084 938	62%
M07 - Solidarités	870 000 000	149 931 835	720 068 165	17%	-	-	-	-
M08 - Jeunesse et sports	1 486 203 410	544 329 098	941 874 312	37%	31 200 000	33 565 957	2 475 000	7%
M09 - Culture, condition féminine et citoyenneté	6 015 316 144	496 683 079	5 518 633 065	8%	520 389 869	611 627 382	315 009 501	52%
M10 - Affaires coutumières	1 435 068 915	1 032 256 986	402 811 929	72%	45 655 500	133 226 610	111 406 773	84%
M11 - Enseignement	7 347 091 967	2 948 224 683	4 398 867 284	40%	984 083 366	1 675 245 405	1 284 529 331	77%
M12 - Formation professionnelle	1 924 500 000	1 184 846 472	739 653 528	62%	286 040 290	484 040 290	409 040 290	85%
M13 - Economie et emploi	4 821 333 333	1 340 024 824	3 481 308 509	28%	213 635 735	273 073 943	134 018 905	49%
M14 - Gestion des finances publiques	1 582 520 006	1 346 182 249	236 337 757	85%	82 000 000	89 950 852	78 377 347	87%
Total général	**189 017 826 278**	**115 957 290 874**	**73 060 535 404**	**61%**	**14 938 440 904**	**17 577 420 024**	**13 234 462 828**	**75%**

SYNTHESE DE LA MISSION 01 - RELATIONS FINANCIERES AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**1 726 183 643**	**1 321 475 410**	**404 708 233**	**77%**	**212 581 328**	**284 988 211**	**98 728 398**	**35%**
N. METZDORF	38 694 120	19 097 060	19 597 060	49%	-	-	-	0%
Fonctionnement	**38 694 120**	**19 097 060**	**19 597 060**	**49%**	**-**	**-**	**-**	**0%**
P0101 - Financements réglementaires	38 694 120	19 097 060	19 597 060	49%	-	-	-	0%
B. DELADRIERE	1 687 489 523	1 302 378 350	385 111 173	77%	212 581 328	284 988 211	98 728 398	35%
Investissement	**1 687 489 523**	**1 302 378 350**	**385 111 173**	**77%**	**212 581 328**	**284 988 211**	**98 728 398**	**35%**
P0102 - Soutien exceptionnel aux collectivités locales	1 687 489 523	1 302 378 350	385 111 173	77%	212 581 328	284 988 211	98 728 398	35%

MISSION 01 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P0101 - FINANCEMENTS REGLEMENTAIRES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0101-2016/1
Libellé de l'AP/AE	DEFICIT DU BUDGET ANNEXE DE REVERSEMENT
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDV15
Direction gestionnaire	DIMENC
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	38 694 120
Montant actuel AP/AE	38 694 120
Engagements d'AP/AE	19 097 060
Montant total réalisé CP	19 097 060
Taux de réalisation	49%
Reste à financer	19 597 060
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*4 899 265*
Exercice 2020	*4 899 265*
Exercice 2021	*4 899 265*
Exercice 2022	*4 899 265*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

PROGRAMME P0102 - SOUTIEN EXCEPTIONNEL AUX COLLECTIVITES LOCALES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0102-2008/1
Libellé de l'AP/AE	SUBVENTIONS EQUIPEMENTS AUX COMMUNES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DBAF
Durée d'existence (en années)	10
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 000 000 000
Montant total AP/AE	1 087 489 523
Engagements d'AP/AE	964 347 751
Montant total réalisé CP	964 347 751
Taux de réalisation	89%
Reste à financer	123 141 772
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*30 785 443*
Exercice 2020	*30 785 443*
Exercice 2021	*30 785 443*
Exercice 2022	*30 785 443*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	12 581 328
Budget total (avec reports et dépl)	25 162 656
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0102-2016/1
Libellé de l'AP/AE	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX COMMUNES PULSE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	400 000 000
Montant total AP/AE	600 000 000
Engagements d'AP/AE	500 000 000
Montant total réalisé CP	338 030 599
Taux de réalisation	56%
Reste à financer	261 969 401
Echéancier	
Exercice 2018	*57 409 341*
Exercice 2019	*51 140 015*
Exercice 2020	*51 140 015*
Exercice 2021	*51 140 015*
Exercice 2022	*51 140 015*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	200 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	259 825 555
Réalisé	98 728 398
Taux de réalisation des CP 2017	38%

MISSION 02 - POUVOIRS PUBLICS ET INSTITUTIONS

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**2 325 000 000**	**646 153 807**	**1 678 846 193**	**28%**	**317 000 000**	**466 233 785**	**430 189 000**	**92%**
N. METZDORF	2 305 000 000	646 153 807	1 658 846 193	28%	317 000 000	466 233 785	430 189 000	92%
Investissement	**2 305 000 000**	**646 153 807**	**1 658 846 193**	**28%**	**317 000 000**	**466 233 785**	**430 189 000**	**92%**
P0201 - Congrès	2 305 000 000	646 153 807	1 658 846 193	28%	317 000 000	466 233 785	430 189 000	92%
D. POIDYALIWANE	20 000 000	-	20 000 000	0%	-	-	-	
Investissement	**20 000 000**	**-**	**20 000 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	
P0203 - Sénat coutumier	20 000 000	-	20 000 000	0%	-	-	-	

MISSION 02 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P0201 - CONGRES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0201-2006/1
Libellé de l'AP/AE	MISE EN CONFORMITE DU CONGRES (126/06)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	Congrès
Durée d'existence (en années)	12
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	50 000 000
Montant actuel AP/AE	225 000 000
Engagements d'AP/AE	122 752 883
Montant total réalisé CP	122 752 883
Taux de réalisation	55%
Reste à financer	102 247 117
Echéancier	
Exercice 2018	*8 950 000*
Exercice 2019	*23 324 279*
Exercice 2020	*23 324 279*
Exercice 2021	*23 324 279*
Exercice 2022	*23 324 279*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	32 436 117
Réalisé	189 000
Taux de réalisation des CP 2017	1%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0201-2008/1
Libellé de l'AP/AE	EXTENSION.REAMENAGEMENT INTERIEUR EXTERIEUR DU BATIMENT PRINCIPAL
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	Congrès
Durée d'existence (en années)	10
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	80 000 000
Montant total AP/AE	80 000 000
Engagements d'AP/AE	33 400 924
Montant total réalisé CP	33 400 924
Taux de réalisation	42%
Reste à financer	46 599 076
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*11 649 769*
Exercice 2020	*11 649 769*
Exercice 2021	*11 649 769*
Exercice 2022	*11 649 769*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	3 692 668
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0201-2012/1
Libellé de l'AP/AE	RESTRUCTURATION LOCAUX CONGRES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	Congrès
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	2 000 000 000
Montant total AP/AE	2 000 000 000
Engagements d'AP/AE	615 000 000
Montant total réalisé CP	490 000 000
Taux de réalisation	25%
Reste à financer	1 510 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*125 000 000*
Exercice 2019	*346 250 000*
Exercice 2020	*346 250 000*
Exercice 2021	*346 250 000*
Exercice 2022	*346 250 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	317 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	430 105 000
Réalisé	430 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

P0203 - SENAT COUTUMIER

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0203-2017/1
Libellé de l'AP/AE	AMENAGEMENT DE L'ESPACE TIRAILLEURS KANAK
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	Sénat coutumier
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	20 000 000
Montant total AP/AE	20 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	20 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*5 000 000*
Exercice 2020	*5 000 000*
Exercice 2021	*5 000 000*
Exercice 2022	*5 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

MISSION 03 - COORDINATION DE L'ACTION PUBLIQUE, GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**6 044 242 339**	**2 990 308 161**	**3 053 934 178**	**49%**	**891 267 831**	**898 185 894**	**513 545 136**	**57%**
B. DELADRIERE	1 763 817 991	750 382 042	1 013 435 949	43%	477 701 271	435 895 537	214 559 441	49%
Fonctionnement	**653 624 700**	**397 549 779**	**256 074 921**	**61%**	**38 073 717**	**23 528 204**	**22 400 598**	**95%**
P0301 - Coordination administrative, transferts de compétences	50 000 000	23 165 861	26 834 139	46%	6 697 523	8 379 653	8 083 752	96%
P0302 - Relations extérieures	360 000 000	318 944 480	41 055 520	89%	-	-	-	0%
P0308 - Technologies et systèmes d'information	243 624 700	55 439 438	188 185 262	23%	31 376 194	15 148 551	14 316 846	95%
Investissement	**1 110 193 291**	**352 832 263**	**757 361 028**	**32%**	**439 627 554**	**412 367 333**	**192 158 843**	**47%**
P0302 - Relations extérieures	94 832 220	-	94 832 220	0%	58 472 554	58 472 554	-	0%
P0304 - Affaires juridiques	30 000 000	2 122 313	27 877 687	7%	4 000 000	4 000 000	-	0%
P0308 - Technologies et systèmes d'information	985 361 071	350 709 950	634 651 121	36%	377 155 000	349 894 779	192 158 843	55%
G. TYUIENON	3 292 124 348	1 596 803 239	1 695 321 109	49%	335 466 560	368 808 008	225 995 893	61%
Fonctionnement	**430 000 000**	**166 774 179**	**263 225 821**	**39%**	**17 500 000**	**17 500 000**	**14 436 930**	**82%**
P0303 - Aménagement et prospective	230 000 000	166 774 179	63 225 821	73%	17 500 000	17 500 000	14 436 930	82%
P0307 - Moyens généraux et gestion patrimoniale	200 000 000	-	200 000 000	0%	-	-	-	0%
Investissement	**2 862 124 348**	**1 430 029 060**	**1 432 095 288**	**50%**	**317 966 560**	**351 308 008**	**211 558 963**	**60%**
P0307 - Moyens généraux et gestion patrimoniale	2 862 124 348	1 430 029 060	1 432 095 288	50%	317 966 560	351 308 008	211 558 963	60%
N. METZDORF	77 800 000	40 209 750	37 590 250	52%	4 300 000	1 283 425	627 980	49%
Fonctionnement	**36 800 000**	**24 546 354**	**12 253 646**	**67%**	**4 300 000**	**1 283 425**	**627 980**	**49%**
P0308 - Technologies et systèmes d'information	36 800 000	24 546 354	12 253 646	67%	4 300 000	1 283 425	627 980	49%
Investissement	**41 000 000**	**15 663 396**	**25 336 604**	**38%**	**-**	**-**	**-**	**0%**
P0308 - Technologies et systèmes d'information	41 000 000	15 663 396	25 336 604	38%	-	-	-	0%
P. GERMAIN	910 500 000	602 913 130	307 586 870	66%	73 800 000	92 198 924	72 361 822	78%
Fonctionnement	**50 000 000**	**556 695**	**49 443 305**	**1%**	**6 700 000**	**6 700 000**	**556 695**	**8%**
P0305 - Fonction publique	50 000 000	556 695	49 443 305	1%	6 700 000	6 700 000	556 695	8%
Investissement	**860 500 000**	**602 356 435**	**258 143 565**	**70%**	**67 100 000**	**85 498 924**	**71 805 127**	**84%**
P0301 - Coordination administrative, transferts de compétences	560 500 000	533 025 105	27 474 895	95%	100 000	8 598 924	2 473 797	29%
P0307 - Moyens généraux et gestion patrimoniale	300 000 000	69 331 330	230 668 670	23%	67 000 000	76 900 000	69 331 330	90%
Recettes	**131 032 220**	**4 628 750**	**126 403 470**	**4%**	**64 837 554**	**64 837 554**	**4 628 750**	**7%**
B. DELADRIERE	83 532 220	-	83 532 220	0%	58 472 554	58 472 554	-	0%
Investissement	**83 532 220**	**-**	**83 532 220**	**0%**	**58 472 554**	**58 472 554**	**-**	**0%**
P0302 - Relations extérieures	83 532 220	-	83 532 220	0%	58 472 554	58 472 554	-	0%
P. GERMAIN	47 500 000	4 628 750	42 871 250	10%	6 365 000	6 365 000	4 628 750	73%
Fonctionnement	**47 500 000**	**4 628 750**	**42 871 250**	**10%**	**6 365 000**	**6 365 000**	**4 628 750**	**73%**
P0305 - Fonction publique	47 500 000	4 628 750	42 871 250	10%	6 365 000	6 365 000	4 628 750	73%

MISSION 03 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P0301 - COORDINATION ADMINISTRATIVE, TRANSFERTS DE COMPETENCES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0301-2004/1
Libellé de l'AP/AE	ANTENNE DES SERVICES DU GNC A KONE (54/04)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	Antenne de Koné
Durée d'existence (en années)	14
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	185 900 000
Montant actuel AP/AE	560 500 000
Engagements d'AP/AE	533 025 105
Montant total réalisé CP	533 025 105
Taux de réalisation	95%
Reste à financer	27 474 895
Echéancier	
Exercice 2018	*4 919 452*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	100 000
Budget total (avec reports et dépl)	8 598 924
Réalisé	2 473 797
Taux de réalisation des CP 2017	29%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0301-2014/1
Libellé de l'AP/AE	MISE EN PLACE DE LA DEMARCHE QUALITE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	50 000 000
Montant total AP/AE	50 000 000
Engagements d'AP/AE	28 077 301
Montant total réalisé CP	23 165 861
Taux de réalisation	46%
Reste à financer	26 834 139
Echéancier	
Exercice 2018	*13 000 000*
Exercice 2019	*13 834 139*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	6 697 523
Budget total (avec reports et dépl)	8 379 653
Réalisé	8 083 752
Taux de réalisation des CP 2017	96%

P0302 - RELATIONS EXTERIEURES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0302-2011/1
Libellé de l'AP/AE	COOPERATION REGIONALE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	SCRRE
Durée d'existence (en années)	7
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	175 000 000
Montant total AP/AE	354 000 000
Engagements d'AP/AE	323 771 976
Montant total réalisé CP	318 944 480
Taux de réalisation	90%
Reste à financer	35 055 520
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*8 763 880*
Exercice 2020	*8 763 880*
Exercice 2021	*8 763 880*
Exercice 2022	*8 763 880*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0302-2017/1
Libellé de l'AP/AE	VANUATU - PROJET FICOL
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	SCRRE
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	83 532 220
Montant total AP/AE	83 532 220
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	83 532 220
Echéancier	
Exercice 2018	*83 532 220*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	58 472 554
Budget total (avec reports et dépl)	58 472 554
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0302-2017/2
Libellé de l'AP/AE	COFINANCEMENT DU 11EME FED REGIONAL
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	FED11
Direction gestionnaire	SCRRE
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	6 000 000
Montant actuel AP/AE	6 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	6 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*3 000 000*
Exercice 2019	*3 000 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0302 - RELATIONS EXTERIEURES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0302-2017/3
Libellé de l'AP/AE	FICOL - RELAIS DE LA FRANCOPHONIE AU VANUATU
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	SCRRE
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	11 300 000
Montant actuel AP/AE	11 300 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	11 300 000
Echéancier	
Exercice 2018	*5 650 000*
Exercice 2019	*5 650 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0302-2017/4
Libellé de l'AP/AE	VANUATU - PROJET FICOL - SUBVENTION AFD
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	SCRRE
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	83 532 220
Montant actuel AP/AE	83 532 220
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	83 532 220
Echéancier	
Exercice 2018	*83 532 218*
Exercice 2019	*2*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	58 472 554
Budget total (avec reports et dépl)	58 472 554
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0303 - AMENAGEMENT ET PROSPECTIVE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0303-2012/2
Libellé de l'AP/AE	SCHEMA MOBILITE DES BIENS ET DES PERSONNES
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	SAP
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	150 000 000
Montant actuel AP/AE	220 000 000
Engagements d'AP/AE	157 759 926
Montant total réalisé CP	157 323 699
Taux de réalisation	72%
Reste à financer	62 676 301
Echéancier	
Exercice 2018	*3 000 000*
Exercice 2019	*14 919 075*
Exercice 2020	*14 919 075*
Exercice 2021	*14 919 075*
Exercice 2022	*14 919 075*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	10 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	7 993 590
Réalisé	4 986 450
Taux de réalisation des CP 2017	62%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0303-2016/1
Libellé de l'AP/AE	ETUDE COMPTE TRANSPORT
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	SAP
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	10 000 000
Montant actuel AP/AE	10 000 000
Engagements d'AP/AE	10 000 000
Montant total réalisé CP	9 450 480
Taux de réalisation	95%
Reste à financer	549 520
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*549 520*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	7 500 000
Budget total (avec reports et dépl)	9 506 410
Réalisé	9 450 480
Taux de réalisation des CP 2017	99%

P0304 - AFFAIRES JURIDIQUES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0304-2010/1
Libellé de l'AP/AE	ETAT ET DIFFUSION DU DROIT - JURIDOC
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAJ
Durée d'existence (en années)	8
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	30 000 000
Montant actuel AP/AE	30 000 000
Engagements d'AP/AE	7 000 000
Montant total réalisé CP	2 122 313
Taux de réalisation	7%
Reste à financer	27 877 687
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*6 969 422*
Exercice 2020	*6 969 422*
Exercice 2021	*6 969 422*
Exercice 2022	*6 969 422*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	4 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	4 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0305 - FONCTION PUBLIQUE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0305-2017/2
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 FORMATION DES AGENTS COMMUNAUX
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DRH
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	50 000 000
Montant actuel AP/AE	50 000 000
Engagements d'AP/AE	50 000 000
Montant total réalisé CP	556 695
Taux de réalisation	1%
Reste à financer	49 443 305
Echéancier	
Exercice 2018	*10 000 000*
Exercice 2019	*10 000 000*
Exercice 2020	*10 000 000*
Exercice 2021	*10 000 000*
Exercice 2022	*9 443 305*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	6 700 000
Budget total (avec reports et dépl)	6 700 000
Réalisé	556 695
Taux de réalisation des CP 2017	8%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0305-2017/3
Libellé de l'AP/AE	PARTICIPATION CD17-21 - FORMATION AGENTS COMMUNAUX
Sens	Recettes
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DRH
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	47 500 000
Montant actuel AP/AE	47 500 000
Engagements d'AP/AE	47 500 000
Montant total réalisé CP	4 628 750
Taux de réalisation	10%
Reste à financer	42 871 250
Echéancier	
Exercice 2018	*9 500 000*
Exercice 2019	*9 500 000*
Exercice 2020	*9 500 000*
Exercice 2021	*9 500 000*
Exercice 2022	*4 871 250*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	6 365 000
Budget total (avec reports et dépl)	6 365 000
Réalisé	4 628 750
Taux de réalisation des CP 2017	73%

P0307 - MOYENS GENERAUX ET GESTION PATRIMONIALE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2007/1
Libellé de l'AP/AE	RESTRUCTURATION DIMENC DITTT
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	11
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	70 000 000
Montant actuel AP/AE	1 260 000 000
Engagements d'AP/AE	1 258 456 892
Montant total réalisé CP	1 230 144 746
Taux de réalisation	98%
Reste à financer	29 855 254
Echéancier	
Exercice 2018	*4 000 000*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	39 466 560
Budget total (avec reports et dépl)	129 019 812
Réalisé	105 009 550
Taux de réalisation des CP 2017	81%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2010/4
Libellé de l'AP/AE	EXTENSION SERVICE MARINE MARCHANDE ET PECHES MARITIMES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	8
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	50 000 000
Montant actuel AP/AE	70 000 000
Engagements d'AP/AE	61 308 452
Montant total réalisé CP	61 308 452
Taux de réalisation	88%
Reste à financer	8 691 548
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*2 172 887*
Exercice 2020	*2 172 887*
Exercice 2021	*2 172 887*
Exercice 2022	*2 172 887*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	1 800 000
Réalisé	1 751 975
Taux de réalisation des CP 2017	97%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2015/1
Libellé de l'AP/AE	AMENAGEMENTS TECHNIQUES DTSI
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	3
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	70 000 000
Montant actuel AP/AE	70 000 000
Engagements d'AP/AE	29 296 499
Montant total réalisé CP	7 919 111
Taux de réalisation	11%
Reste à financer	62 080 889
Echéancier	
Exercice 2018	*18 000 000*
Exercice 2019	*11 020 222*
Exercice 2020	*11 020 222*
Exercice 2021	*11 020 222*
Exercice 2022	*11 020 222*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	5 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	18 299 627
Réalisé	7 919 111
Taux de réalisation des CP 2017	43%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2015/2
Libellé de l'AP/AE	RESTAURATION BATIMENTS CLASSES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	3
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	50 000 000
Montant actuel AP/AE	50 000 000
Engagements d'AP/AE	38 188 687
Montant total réalisé CP	32 801 734
Taux de réalisation	66%
Reste à financer	17 198 266
Echéancier	
Exercice 2018	*4 000 000*
Exercice 2019	*4 000 000*
Exercice 2020	*4 000 000*
Exercice 2021	*4 000 000*
Exercice 2022	*1 198 266*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	7 500 000
Budget total (avec reports et dépl)	7 008 062
Réalisé	6 318 185
Taux de réalisation des CP 2017	90%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2016/1
Libellé de l'AP/AE	REHABILITATION BATIMENTS DU CREIPAC
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	40 000 000
Montant actuel AP/AE	40 000 000
Engagements d'AP/AE	22 698 621
Montant total réalisé CP	13 233 710
Taux de réalisation	33%
Reste à financer	26 766 290
Echéancier	
Exercice 2018	*10 000 000*
Exercice 2019	*10 000 000*
Exercice 2020	*6 766 290*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	10 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	22 660 084
Réalisé	13 233 710
Taux de réalisation des CP 2017	58%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2016/2
Libellé de l'AP/AE	AMENAGEMENT BUREAUX IMMEUBLE PLEXUS
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	400 000 000
Montant actuel AP/AE	398 124 348
Engagements d'AP/AE	35 106 146
Montant total réalisé CP	7 294 875
Taux de réalisation	2%
Reste à financer	390 829 473
Echéancier	
Exercice 2018	*6 000 000*
Exercice 2019	*100 000 000*
Exercice 2020	*100 000 000*
Exercice 2021	*100 000 000*
Exercice 2022	*84 829 473*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	55 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	22 107 883
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0307 - MOYENS GENERAUX ET GESTION PATRIMONIALE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2016/3
Libellé de l'AP/AE	CONVERSION SITE CHT GASTON BOURRET
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	19 000 000
Montant actuel AP/AE	19 000 000
Engagements d'AP/AE	9 000 000
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	19 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*9 000 000*
Exercice 2020	*9 000 000*
Exercice 2021	*1 000 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	9 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	9 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2017/1
Libellé de l'AP/AE	ACHAT DE VEHICULES DE SERVICE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	300 000 000
Montant actuel AP/AE	300 000 000
Engagements d'AP/AE	103 253 242
Montant total réalisé CP	69 331 330
Taux de réalisation	23%
Reste à financer	230 668 670
Echéancier	
Exercice 2018	*83 115 000*
Exercice 2019	*80 000 000*
Exercice 2020	*67 553 670*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	67 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	76 900 000
Réalisé	69 331 330
Taux de réalisation des CP 2017	90%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2017/2
Libellé de l'AP/AE	INSTALLATION DAPM DONIAMBO
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	450 000 000
Montant actuel AP/AE	450 000 000
Engagements d'AP/AE	1 653 996
Montant total réalisé CP	566 784
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	449 433 216
Echéancier	
Exercice 2018	*42 000 000*
Exercice 2019	*100 000 000*
Exercice 2020	*100 000 000*
Exercice 2021	*100 000 000*
Exercice 2022	*107 433 216*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	14 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	2 400 000
Réalisé	566 784
Taux de réalisation des CP 2017	24%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2017/3
Libellé de l'AP/AE	SECURITE INCENDIE DES BATIMENT
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	100 000 000
Montant actuel AP/AE	100 000 000
Engagements d'AP/AE	305 515
Montant total réalisé CP	158 025
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	99 841 975
Echéancier	
Exercice 2018	*11 000 000*
Exercice 2019	*25 000 000*
Exercice 2020	*25 000 000*
Exercice 2021	*25 000 000*
Exercice 2022	*13 841 975*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	8 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	1 305 515
Réalisé	158 025
Taux de réalisation des CP 2017	12%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2017/4
Libellé de l'AP/AE	AMENAGEMENT RELOGEMENT DIRECTIONS SUR SITE EX-CHT
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	300 000 000
Montant actuel AP/AE	300 000 000
Engagements d'AP/AE	205 921 153
Montant total réalisé CP	76 601 623
Taux de réalisation	26%
Reste à financer	223 398 377
Echéancier	
Exercice 2018	*105 000 000*
Exercice 2019	*100 000 000*
Exercice 2020	*18 398 377*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	135 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	132 158 025
Réalisé	76 601 623
Taux de réalisation des CP 2017	58%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2017/6
Libellé de l'AP/AE	REMISE AUX NORMES ELECETRIQUE DE L'IMMEUBLE IEKAWE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	105 000 000
Montant actuel AP/AE	105 000 000
Engagements d'AP/AE	85 652 202
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	105 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*65 000 000*
Exercice 2019	*40 000 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	35 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	5 549 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0307 - MOYENS GENERAUX ET GESTION PATRIMONIALE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2017/7
Libellé de l'AP/AE	GARDIENNAGE DU SITE DE GASTON BOURRET
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	200 000 000
Montant actuel AP/AE	200 000 000
Engagements d'AP/AE	15 802 500
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	200 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*60 000 000*
Exercice 2019	*60 000 000*
Exercice 2020	*60 000 000*
Exercice 2021	*20 000 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0307-2017/8
Libellé de l'AP/AE	RENOVATION DU CONSERVATOIRE DE L'IGNAME
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	0
Montant actuel AP/AE	105 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	105 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*10 000 000*
Exercice 2019	*50 000 000*
Exercice 2020	*45 000 000*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0308 - TECHNOLOGIES ET SYSTEMES D'INFORMATION

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0308-2011/2
Libellé de l'AP/AE	DEMATERIALISATION MARCHES PUBLICS
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	7
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	20 000 000
Montant actuel AP/AE	41 000 000
Engagements d'AP/AE	23 000 000
Montant total réalisé CP	15 663 396
Taux de réalisation	38%
Reste à financer	25 336 604
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*25 336 604*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0308-2011/3
Libellé de l'AP/AE	GESTION DES IDENTITES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DTSI
Durée d'existence (en années)	7
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	15 000 000
Montant actuel AP/AE	22 000 000
Engagements d'AP/AE	13 772 122
Montant total réalisé CP	3 772 122
Taux de réalisation	17%
Reste à financer	18 227 878
Echéancier	
Exercice 2018	*10 000 000*
Exercice 2019	*8 227 878*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	3 600 000
Budget total (avec reports et dépl)	1 600 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0308-2013/1
Libellé de l'AP/AE	DEMATERIALISATION MARCHES PUBLICS
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	16 800 000
Montant actuel AP/AE	36 800 000
Engagements d'AP/AE	26 800 000
Montant total réalisé CP	24 546 354
Taux de réalisation	67%
Reste à financer	12 253 646
Echéancier	
Exercice 2018	*3 000 000*
Exercice 2019	*3 000 000*
Exercice 2020	*3 000 000*
Exercice 2021	*3 253 646*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	4 300 000
Budget total (avec reports et dépl)	1 283 425
Réalisé	627 980
Taux de réalisation des CP 2017	49%

P0308 - TECHNOLOGIES ET SYSTEMES D'INFORMATION

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0308-2014/1
Libellé de l'AP/AE	DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DTSI
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	300 000 000
Montant actuel AP/AE	443 361 071
Engagements d'AP/AE	305 460 931
Montant total réalisé CP	191 036 399
Taux de réalisation	43%
Reste à financer	252 324 672
Echéancier	
Exercice 2018	*108 567 975*
Exercice 2019	*100 000 000*
Exercice 2020	*43 756 697*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	164 055 000
Budget total (avec reports et dépl)	167 243 255
Réalisé	60 059 611
Taux de réalisation des CP 2017	36%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0308-2014/2
Libellé de l'AP/AE	SOUTIEN AU SERVICE DES INFRASTRUCTURES
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DTSI
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	160 000 000
Montant actuel AP/AE	203 624 700
Engagements d'AP/AE	61 841 411
Montant total réalisé CP	55 439 438
Taux de réalisation	27%
Reste à financer	148 185 262
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*37 046 316*
Exercice 2020	*37 046 316*
Exercice 2021	*37 046 316*
Exercice 2022	*37 046 316*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	20 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	15 148 551
Réalisé	14 316 846
Taux de réalisation des CP 2017	95%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0308-2016/1
Libellé de l'AP/AE	REFONTE DU SYSTEME DOUANIER ILDA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DTSI
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	400 000 000
Montant actuel AP/AE	400 000 000
Engagements d'AP/AE	256 125 000
Montant total réalisé CP	155 901 429
Taux de réalisation	39%
Reste à financer	244 098 571
Echéancier	
Exercice 2018	*140 156 535*
Exercice 2019	*103 942 036*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	165 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	181 051 524
Réalisé	132 099 232
Taux de réalisation des CP 2017	73%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0308-2017/1
Libellé de l'AP/AE	Evolution du PRAEvolution du PRA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DTSI
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	120 000 000
Montant actuel AP/AE	120 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	120 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*30 000 000*
Exercice 2020	*30 000 000*
Exercice 2021	*30 000 000*
Exercice 2022	*30 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	44 500 000
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0308-2017/2
Libellé de l'AP/AE	ACCORD DE LICENCES D'ENTREPRISE - EA -
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DTSI
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	40 000 000
Montant actuel AP/AE	40 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	40 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*10 000 000*
Exercice 2020	*10 000 000*
Exercice 2021	*10 000 000*
Exercice 2022	*10 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	11 376 194
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

MISSION 04 - ECONOMIE VERTE, AMENAGEMENT URBANISME, ENVIRONNEMENT, PREVENT° ET GEST° RISQUES

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**9 682 002 153**	**3 631 489 644**	**6 050 512 509**	**38%**	**1 169 463 797**	**1 742 607 958**	**907 116 855**	**52%**
D. POIDYALIWANE	161 300 000	27 091 834	134 208 166	17%	30 300 000	27 106 380	27 091 834	100%
Fonctionnement	**103 500 000**	**20 700 000**	**82 800 000**	**20%**	**20 700 000**	**20 700 000**	**20 700 000**	**100%**
P0401 - Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	103 500 000	20 700 000	82 800 000	20%	20 700 000	20 700 000	20 700 000	100%
Investissement	**57 800 000**	**6 391 834**	**51 408 166**	**11%**	**9 600 000**	**6 406 380**	**6 391 834**	**100%**
P0402 - Météorologie	57 800 000	6 391 834	51 408 166	11%	9 600 000	6 406 380	6 391 834	100%
G. TYUIENON	320 500 000	128 954 561	191 545 439	40%	50 000 000	49 019 104	29 244 214	60%
Fonctionnement	**7 500 000**	**1 500 000**	**6 000 000**	**20%**	**1 500 000**	**1 500 000**	**1 500 000**	**100%**
P0401 - Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	7 500 000	1 500 000	6 000 000	20%	1 500 000	1 500 000	1 500 000	100%
Investissement	**313 000 000**	**127 454 561**	**185 545 439**	**41%**	**48 500 000**	**47 519 104**	**27 744 214**	**58%**
P0401 - Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	313 000 000	127 454 561	185 545 439	41%	48 500 000	47 519 104	27 744 214	58%
N. METZDORF	6 190 000 000	2 251 851 498	3 938 148 502	36%	594 603 797	1 022 502 731	362 395 200	35%
Fonctionnement	**20 000 000**	**1 420 125**	**18 579 875**	**7%**	**5 000 000**	**5 000 000**	**651 000**	**13%**
P0403 - Gestion de l'eau	20 000 000	1 420 125	18 579 875	7%	5 000 000	5 000 000	651 000	13%
Investissement	**6 170 000 000**	**2 250 431 373**	**3 919 568 627**	**36%**	**589 603 797**	**1 017 502 731**	**361 744 200**	**36%**
P0403 - Gestion de l'eau	1 400 000 000	29 166 667	1 370 833 333	2%	29 170 000	29 170 000	29 166 667	100%
P0404 - Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité	3 580 000 000	2 221 264 706	1 358 735 294	62%	460 433 797	918 332 731	332 577 533	36%
P0406 - Energie	1 190 000 000	-	1 190 000 000	0%	100 000 000	70 000 000	-	0%
P. GERMAIN	3 010 202 153	1 223 591 751	1 786 610 402	41%	494 560 000	643 979 743	488 385 607	76%
Fonctionnement	**947 751 997**	**631 891 969**	**315 860 028**	**67%**	**250 860 000**	**325 205 483**	**309 120 972**	**95%**
P0407 - Prévention et gestion des risques	947 751 997	631 891 969	315 860 028	67%	250 860 000	325 205 483	309 120 972	95%
Investissement	**2 062 450 156**	**591 699 782**	**1 470 750 374**	**29%**	**243 700 000**	**318 774 260**	**179 264 635**	**56%**
P0407 - Prévention et gestion des risques	2 062 450 156	591 699 782	1 470 750 374	29%	243 700 000	318 774 260	179 264 635	56%
Recettes	**435 000 000**	**-**	**435 000 000**	**0%**	**30 000 000**	**30 000 000**	**-**	**0%**
N. METZDORF	435 000 000	-	435 000 000	0%	30 000 000	30 000 000	-	0%
Investissement	**435 000 000**	**-**	**435 000 000**	**0%**	**30 000 000**	**30 000 000**	**-**	**0%**
P0406 - Energie	435 000 000	-	435 000 000	0%	30 000 000	30 000 000	-	0%

MISSION 04 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P0401 - ECONOMIE VERTE, GESTION DOMANIALE ET URBANISME

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0401-2012/1
Libellé de l'AP/AE	POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE DE PRECISION
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	70 000 000
Montant actuel AP/AE	90 500 000
Engagements d'AP/AE	84 261 219
Montant total réalisé CP	84 261 219
Taux de réalisation	93%
Reste à financer	6 238 781
Echéancier	
Exercice 2018	*2 000 000*
Exercice 2019	*2 000 000*
Exercice 2020	*2 238 781*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	6 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	2 776 600
Réalisé	206 080
Taux de réalisation des CP 2017	7%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0401-2014/1
Libellé de l'AP/AE	MISE A JOUR IMAGERIE AERIENNE ET BASE DONNEES TOPO-NC
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	200 000 000
Montant total AP/AE	200 000 000
Engagements d'AP/AE	68 377 884
Montant total réalisé CP	41 693 342
Taux de réalisation	21%
Reste à financer	158 306 658
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*39 576 665*
Exercice 2020	*39 576 665*
Exercice 2021	*39 576 665*
Exercice 2022	*39 576 665*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	41 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	43 242 504
Réalisé	26 038 134
Taux de réalisation des CP 2017	60%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0401-2015/1
Libellé de l'AP/AE	OUTILS INFORMATIQUE DE GESTION CADASTRALE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	3
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	15 000 000
Montant total AP/AE	15 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	15 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*3 750 000*
Exercice 2020	*3 750 000*
Exercice 2021	*3 750 000*
Exercice 2022	*3 750 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0401-2017/2
Libellé de l'AP/AE	PARTICIPATION FINANCIERE AUX INVESTISSEMENTS DU GIE SERAIL
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	7 500 000
Montant total AP/AE	7 500 000
Engagements d'AP/AE	6 300 000
Montant total réalisé CP	1 500 000
Taux de réalisation	20%
Reste à financer	6 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*1 200 000*
Exercice 2019	*1 200 000*
Exercice 2020	*1 200 000*
Exercice 2021	*1 200 000*
Exercice 2022	*1 200 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	1 500 000
Budget total (avec reports et dépl)	1 500 000
Réalisé	1 500 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0401-2017/3
Libellé de l'AP/AE	FONCTIONNEMENT DU GIE SERAIL
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	7 500 000
Montant actuel AP/AE	7 500 000
Engagements d'AP/AE	7 200 000
Montant total réalisé CP	1 500 000
Taux de réalisation	20%
Reste à financer	6 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*1 800 000*
Exercice 2019	*1 800 000*
Exercice 2020	*1 800 000*
Exercice 2021	*600 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	1 500 000
Budget total (avec reports et dépl)	1 500 000
Réalisé	1 500 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0401-2017/5
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	SAP
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	103 500 000
Montant actuel AP/AE	103 500 000
Engagements d'AP/AE	41 400 000
Montant total réalisé CP	20 700 000
Taux de réalisation	20%
Reste à financer	82 800 000
Echéancier	
Exercice 2018	*20 700 000*
Exercice 2019	*20 700 000*
Exercice 2020	*20 700 000*
Exercice 2021	*20 700 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	20 700 000
Budget total (avec reports et dépl)	20 700 000
Réalisé	20 700 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

P0402 - METEOROLOGIE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0402-2016/1
Libellé de l'AP/AE	RENOUVELLEMENT MATERIELS METEOROLOGIQUES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	MTO
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	29 100 000
Montant actuel AP/AE	35 700 000
Engagements d'AP/AE	12 991 834
Montant total réalisé CP	6 391 834
Taux de réalisation	18%
Reste à financer	29 308 166
Echéancier	
Exercice 2018	*6 600 000*
Exercice 2019	*6 600 000*
Exercice 2020	*6 600 000*
Exercice 2021	*6 600 000*
Exercice 2022	*2 908 166*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	6 600 000
Budget total (avec reports et dépl)	6 406 380
Réalisé	6 391 834
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0402-2016/2
Libellé de l'AP/AE	RENOUVELLEMENT STATIONS METEOROLOGIQUES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	MTO
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	19 100 000
Montant actuel AP/AE	22 100 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	22 100 000
Echéancier	
Exercice 2018	*3 000 000*
Exercice 2019	*4 775 000*
Exercice 2020	*4 775 000*
Exercice 2021	*4 775 000*
Exercice 2022	*4 775 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	3 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0403 - GESTION DE L'EAU

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0403-2014/1
Libellé de l'AP/AE	ATLAS HYDROELECTRICITE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAVAR
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	20 000 000
Montant actuel AP/AE	20 000 000
Engagements d'AP/AE	12 720 000
Montant total réalisé CP	1 420 125
Taux de réalisation	7%
Reste à financer	18 579 875
Echéancier	
Exercice 2018	*3 000 000*
Exercice 2019	*4 000 000*
Exercice 2020	*4 000 000*
Exercice 2021	*4 000 000*
Exercice 2022	*3 579 875*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	5 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	5 000 000
Réalisé	651 000
Taux de réalisation des CP 2017	13%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0403-2017/1
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 CONSTRUCTION BARRAGE A USAGE MULTIPLE POUEMBOUT
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DAVAR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 400 000 000
Montant actuel AP/AE	1 400 000 000
Engagements d'AP/AE	1 400 000 000
Montant total réalisé CP	29 166 667
Taux de réalisation	2%
Reste à financer	1 370 833 333
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*342 708 333*
Exercice 2020	*342 708 333*
Exercice 2021	*342 708 333*
Exercice 2022	*342 708 333*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	29 170 000
Budget total (avec reports et dépl)	29 170 000
Réalisé	29 166 667
Taux de réalisation des CP 2017	100%

P0404 - SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS ET BIOSECURITE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0404-2005/2
Libellé de l'AP/AE	COMPLEXE DE PROTECTION ZOO ET PHYTOSANITAIRE DE LA NC (98/05)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV10
Direction gestionnaire	DAVAR
Durée d'existence (en années)	13
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	0
Montant actuel AP/AE	3 180 000 000
Engagements d'AP/AE	2 255 739 615
Montant total réalisé CP	2 134 359 230
Taux de réalisation	67%
Reste à financer	1 045 640 770
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*261 410 193*
Exercice 2020	*261 410 193*
Exercice 2021	*261 410 193*
Exercice 2022	*261 410 193*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	481 693 000
Budget total (avec reports et dépl)	706 905 092
Réalisé	270 366 266
Taux de réalisation des CP 2017	38%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0404-2011/1
Libellé de l'AP/AE	CONSTRUCTION BATIMENTS BUREAUX SIVAP
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAVAR
Durée d'existence (en années)	7
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	90 000 000
Montant actuel AP/AE	400 000 000
Engagements d'AP/AE	326 676 130
Montant total réalisé CP	86 905 476
Taux de réalisation	22%
Reste à financer	313 094 524
Echéancier	
Exercice 2018	*163 878 152*
Exercice 2019	*149 216 372*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	71 711 000
Budget total (avec reports et dépl)	211 427 639
Réalisé	62 211 267
Taux de réalisation des CP 2017	29%

P0406 - ENERGIE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0406-2017/1
Libellé de l'AP/AE	CDV 17-21 ETUDES CENTRALE C AU GAZ
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DIMENC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	646 000 000
Montant actuel AP/AE	646 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	646 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*346 000 000*
Exercice 2019	*100 000 000*
Exercice 2020	*100 000 000*
Exercice 2021	*100 000 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0406-2017/2
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 ELECTRIFICATION THIO-CANALA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DIMENC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	190 000 000
Montant actuel AP/AE	190 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	190 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*32 500 000*
Exercice 2019	*39 375 000*
Exercice 2020	*39 375 000*
Exercice 2021	*39 375 000*
Exercice 2022	*39 375 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0406-2017/3
Libellé de l'AP/AE	CDV 17-21 ETUDE BARRAGE OUINE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DIMENC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	354 000 000
Montant actuel AP/AE	354 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	354 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*100 000 000*
Exercice 2020	*100 000 000*
Exercice 2021	*100 000 000*
Exercice 2022	*54 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	100 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	70 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0406 - ENERGIE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0406-2017/5
Libellé de l'AP/AE	PARTICIPATION ETAT - LIGNE ELECTRIQUE THIO-CANALA
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DIMENC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	135 000 000
Montant actuel AP/AE	135 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	135 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*22 500 000*
Exercice 2019	*28 125 000*
Exercice 2020	*28 125 000*
Exercice 2021	*28 125 000*
Exercice 2022	*28 125 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0406-2017/7
Libellé de l'AP/AE	PART ETAT ETUDES CENTRALE C
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DIMENC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	193 800 000
Montant actuel AP/AE	193 800 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	193 800 000
Echéancier	
Exercice 2018	*103 800 000*
Exercice 2019	*90 000 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0406-2017/8
Libellé de l'AP/AE	PART ETAT BARRAGE OUINE
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DIMENC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	106 200 000
Montant actuel AP/AE	106 200 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	106 200 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*30 000 000*
Exercice 2020	*30 000 000*
Exercice 2021	*30 000 000*
Exercice 2022	*16 200 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	30 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	30 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0407 - PREVENTION ET GESTION DES RISQUES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0407-2014/2
Libellé de l'AP/AE	PRESTATION AERIENNE SECURITE CIVILE-HELICOPTERE SECURITE CIVILE HSC
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DSCGR
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	156 000 000
Montant actuel AP/AE	315 000 000
Engagements d'AP/AE	210 000 000
Montant total réalisé CP	139 954 995
Taux de réalisation	44%
Reste à financer	175 045 005
Echéancier	
Exercice 2018	*106 000 000*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	104 760 000
Budget total (avec reports et dépl)	113 764 995
Réalisé	113 764 995
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0407-2014/3
Libellé de l'AP/AE	PRESTATION AERIENNE HELICOPTERE BOMBARDIER D'EAU-HBE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DSCGR
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	240 000 000
Montant actuel AP/AE	466 751 997
Engagements d'AP/AE	466 751 997
Montant total réalisé CP	446 996 125
Taux de réalisation	96%
Reste à financer	19 755 872
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	111 100 000
Budget total (avec reports et dépl)	162 141 608
Réalisé	150 415 128
Taux de réalisation des CP 2017	93%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0407-2014/4
Libellé de l'AP/AE	AIDE A L'ELABORATION DES PLANS COMMUNAUX DE SAUVEGARDE-PCS
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DSCGR
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	40 000 000
Montant actuel AP/AE	40 000 000
Engagements d'AP/AE	30 000 000
Montant total réalisé CP	1 701 630
Taux de réalisation	4%
Reste à financer	38 298 370
Echéancier	
Exercice 2018	*6 000 000*
Exercice 2019	*8 074 593*
Exercice 2020	*8 074 593*
Exercice 2021	*8 074 593*
Exercice 2022	*8 074 593*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	3 140 000
Réalisé	1 701 630
Taux de réalisation des CP 2017	54%

P0407 - PREVENTION ET GESTION DES RISQUES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0407-2015/1
Libellé de l'AP/AE	EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENT PEDAGOGIQUE DU CENTRE DE FORMATION
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DSCGR
Durée d'existence (en années)	3
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	170 000 000
Montant actuel AP/AE	326 000 000
Engagements d'AP/AE	169 943 705
Montant total réalisé CP	97 376 420
Taux de réalisation	30%
Reste à financer	228 623 580
Echéancier	
Exercice 2018	*125 000 000*
Exercice 2019	*103 623 580*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	40 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	111 061 543
Réalisé	70 660 766
Taux de réalisation des CP 2017	64%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0407-2015/2
Libellé de l'AP/AE	EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE EPI-TENUES LOURDES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DSCGR
Durée d'existence (en années)	3
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	35 000 000
Montant actuel AP/AE	35 000 000
Engagements d'AP/AE	35 000 000
Montant total réalisé CP	21 730 655
Taux de réalisation	62%
Reste à financer	13 269 345
Echéancier	
Exercice 2018	*7 000 000*
Exercice 2019	*6 269 345*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	7 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	6 999 910
Réalisé	6 999 910
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0407-2015/3
Libellé de l'AP/AE	EQUIPEMENTS ET ENGINS DE SECURITE CIVILE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DSCGR
Durée d'existence (en années)	3
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	851 450 156
Montant actuel AP/AE	851 450 156
Engagements d'AP/AE	587 551 980
Montant total réalisé CP	428 631 411
Taux de réalisation	50%
Reste à financer	422 818 745
Echéancier	
Exercice 2018	*125 000 000*
Exercice 2019	*100 000 000*
Exercice 2020	*100 000 000*
Exercice 2021	*97 818 745*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	183 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	186 107 967
Réalisé	88 060 433
Taux de réalisation des CP 2017	47%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0407-2015/4
Libellé de l'AP/AE	EQUIPEMENTS ET MATERIEL DE GESTION ALERTE ET TRANSMISSIONS
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DSCGR
Durée d'existence (en années)	3
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	80 000 000
Montant actuel AP/AE	80 000 000
Engagements d'AP/AE	55 958 000
Montant total réalisé CP	43 961 296
Taux de réalisation	55%
Reste à financer	36 038 704
Echéancier	
Exercice 2018	*13 000 000*
Exercice 2019	*13 000 000*
Exercice 2020	*10 038 704*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	13 700 000
Budget total (avec reports et dépl)	14 604 840
Réalisé	13 543 526
Taux de réalisation des CP 2017	93%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0407-2017/1
Libellé de l'AP/AE	FORMATION SAPEURS POMPIERS NC
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DSCGR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	50 000 000
Montant actuel AP/AE	50 000 000
Engagements d'AP/AE	50 000 000
Montant total réalisé CP	22 039 219
Taux de réalisation	44%
Reste à financer	27 960 781
Echéancier	
Exercice 2018	*20 000 000*
Exercice 2019	*7 960 781*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	25 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	24 958 880
Réalisé	22 039 219
Taux de réalisation des CP 2017	88%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0407-2017/2
Libellé de l'AP/AE	CARTO ZONES COTIERES SENSIBLES
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DSCGR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	20 000 000
Montant actuel AP/AE	20 000 000
Engagements d'AP/AE	20 000 000
Montant total réalisé CP	10 000 000
Taux de réalisation	50%
Reste à financer	10 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*5 000 000*
Exercice 2019	*5 000 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	10 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	10 000 000
Réalisé	10 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

P0407 - PREVENTION ET GESTION DES RISQUES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0407-2017/3
Libellé de l'AP/AE	SUBV FONCT SIVM SUD 2017-2021
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DSCGR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	56 000 000
Montant actuel AP/AE	56 000 000
Engagements d'AP/AE	56 000 000
Montant total réalisé CP	11 200 000
Taux de réalisation	20%
Reste à financer	44 800 000
Echéancier	
Exercice 2018	*11 200 000*
Exercice 2019	*11 200 000*
Exercice 2020	*11 200 000*
Exercice 2021	*11 200 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	11 200 000
Réalisé	11 200 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0407-2017/4
Libellé de l'AP/AE	CENTRE UNIQUE DE REGULATION ET TT DE L'ALERTE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DSCGR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	350 000 000
Montant actuel AP/AE	350 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	350 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*87 500 000*
Exercice 2020	*87 500 000*
Exercice 2021	*87 500 000*
Exercice 2022	*87 500 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0407-2017/5
Libellé de l'AP/AE	CURTA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DSCGR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	420 000 000
Montant actuel AP/AE	420 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	420 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*170 000 000*
Exercice 2019	*62 500 000*
Exercice 2020	*62 500 000*
Exercice 2021	*62 500 000*
Exercice 2022	*62 500 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

MISSION 05 - COORDINATION ET DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**59 730 868 769**	**26 870 986 931**	**32 859 881 838**	**45%**	**4 132 030 878**	**4 449 766 506**	**4 154 328 707**	**93%**
C. LIGEARD	124 500 000	96 659 998	27 840 002	78%	15 566 830	13 917 382	13 192 882	95%
Investissement	**124 500 000**	**96 659 998**	**27 840 002**	**78%**	**15 566 830**	**13 917 382**	**13 192 882**	**95%**
P0503 - Infrastructures et sécurité routières	124 500 000	96 659 998	27 840 002	78%	15 566 830	13 917 382	13 192 882	95%
G. TYUIENON	59 606 368 769	26 774 326 933	32 832 041 836	45%	4 116 464 048	4 435 849 124	4 141 135 825	93%
Fonctionnement	**2 739 000 000**	**1 301 503 523**	**1 437 496 477**	**48%**	**556 625 000**	**555 434 181**	**487 667 996**	**88%**
P0502 - Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	2 659 000 000	1 269 853 523	1 389 146 477	48%	540 000 000	540 000 000	476 872 996	88%
P0503 - Infrastructures et sécurité routières	80 000 000	31 650 000	48 350 000	40%	16 625 000	15 434 181	10 795 000	70%
Investissement	**56 867 368 769**	**25 472 823 410**	**31 394 545 359**	**45%**	**3 559 839 048**	**3 880 414 943**	**3 653 467 829**	**94%**
P0501 - Contrôle et exploitation aériens	60 000 000	48 000 000	12 000 000	80%	12 000 000	48 000 000	48 000 000	100%
P0502 - Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	8 280 717 716	3 203 516 536	5 077 201 180	39%	782 000 000	1 028 984 803	988 817 199	96%
P0503 - Infrastructures et sécurité routières	47 226 651 053	22 221 306 874	25 005 344 179	47%	2 727 339 048	2 763 530 140	2 616 650 630	95%
P0504 - Transports et activités maritimes	1 300 000 000	-	1 300 000 000	0%	38 500 000	39 900 000	-	0%
Recettes	**1 282 000 000**	**5 735 179**	**1 276 264 821**	**0%**	**10 500 000**	**10 500 000**	**5 735 179**	**55%**
G. TYUIENON	1 282 000 000	5 735 179	1 276 264 821	0%	10 500 000	10 500 000	5 735 179	55%
Investissement	**1 282 000 000**	**5 735 179**	**1 276 264 821**	**0%**	**10 500 000**	**10 500 000**	**5 735 179**	**55%**
P0502 - Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	424 500 000	5 735 179	418 764 821	1%	9 000 000	9 000 000	5 735 179	64%
P0503 - Infrastructures et sécurité routières	557 500 000	-	557 500 000	0%	-	-	-	-
P0504 - Transports et activités maritimes	300 000 000	-	300 000 000	0%	1 500 000	1 500 000	-	0%

MISSION 05 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P0501 - CONTRÔLE ET EXPLOITATION AERIENS

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0501-2011/1
Libellé de l'AP/AE	EXTENSION SEAC - NC
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	7
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	60 000 000
Montant actuel AP/AE	60 000 000
Engagements d'AP/AE	60 000 000
Montant total réalisé CP	48 000 000
Taux de réalisation	80%
Reste à financer	12 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*12 000 000*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	12 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	48 000 000
Réalisé	48 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

P0502 - REGULATION ECONOMIQUE DU TRANSPORT AERIEN ET CONTINUITE TERRITORIALE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2008/3
Libellé de l'AP/AE	MAGENTA-CONSTRUCTION AEROGARE FRET
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	10
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	15 000 000
Montant actuel AP/AE	700 000 000
Engagements d'AP/AE	613 968 406
Montant total réalisé CP	572 434 105
Taux de réalisation	82%
Reste à financer	127 565 895
Echéancier	
Exercice 2018	*10 000 000*
Exercice 2019	*117 565 895*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	448 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	431 536 979
Réalisé	415 294 742
Taux de réalisation des CP 2017	96%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2010/1
Libellé de l'AP/AE	KONE AMENAGEMENT AERODROME ACCUEIL ATR42
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	8
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	800 000 000
Montant actuel AP/AE	2 200 000 000
Engagements d'AP/AE	1 513 657 297
Montant total réalisé CP	1 486 970 954
Taux de réalisation	68%
Reste à financer	713 029 046
Echéancier	
Exercice 2018	*30 000 000*
Exercice 2019	*500 000 000*
Exercice 2020	*183 029 046*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	123 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	256 629 043
Réalisé	254 267 628
Taux de réalisation des CP 2017	99%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2011/1
Libellé de l'AP/AE	ENTRETIEN ET GROSSES REPARATIONS
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	7
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	265 000 000
Montant actuel AP/AE	916 500 000
Engagements d'AP/AE	869 375 675
Montant total réalisé CP	837 606 379
Taux de réalisation	91%
Reste à financer	78 893 621
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*60 000 000*
Exercice 2020	*18 893 621*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	61 409 778
Réalisé	61 243 941
Taux de réalisation des CP 2017	100%

P0502 - REGULATION ECONOMIQUE DU TRANSPORT AERIEN ET CONTINUITE TERRITORIALE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2011/4
Libellé de l'AP/AE	DEVELOPPEMENT SIG - DAC
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	7
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	30 000 000
Montant actuel AP/AE	40 000 000
Engagements d'AP/AE	26 817 647
Montant total réalisé CP	22 360 467
Taux de réalisation	56%
Reste à financer	17 639 533
Echéancier	
Exercice 2018	*6 500 000*
Exercice 2019	*11 139 533*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	10 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	4 480 368
Réalisé	1 493 555
Taux de réalisation des CP 2017	33%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2014/6
Libellé de l'AP/AE	DELEGATION SCE PUB GESTION AERODROME-CCI
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	160 000 000
Montant actuel AP/AE	900 000 000
Engagements d'AP/AE	717 402 000
Montant total réalisé CP	558 607 391
Taux de réalisation	62%
Reste à financer	341 392 609
Echéancier	
Exercice 2018	*51 000 000*
Exercice 2019	*72 598 152*
Exercice 2020	*72 598 152*
Exercice 2021	*72 598 152*
Exercice 2022	*72 598 152*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	130 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	130 000 000
Réalisé	126 872 996
Taux de réalisation des CP 2017	98%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2014/8
Libellé de l'AP/AE	FINANCEMENT DU DEFICIT AIRCALIN POUR LA LIGNE NOUMEA-MELBOURNE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DBAF
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	750 000 000
Montant actuel AP/AE	750 000 000
Engagements d'AP/AE	450 000 000
Montant total réalisé CP	450 000 000
Taux de réalisation	60%
Reste à financer	300 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*300 000 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	350 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	350 000 000
Réalisé	350 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2015/1
Libellé de l'AP/AE	MISE AUX NORMES CODE 3 AERODROME MAGENTA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	3
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 500 000 000
Montant actuel AP/AE	134 017 716
Engagements d'AP/AE	101 374 234
Montant total réalisé CP	95 028 126
Taux de réalisation	71%
Reste à financer	38 989 590
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*38 989 590*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	93 909 950
Réalisé	93 591 822
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2016/1
Libellé de l'AP/AE	EXTENSION AEROGARE DE LIFOU
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 500 000 000
Montant actuel AP/AE	1 500 000 000
Engagements d'AP/AE	250 978 311
Montant total réalisé CP	112 955 395
Taux de réalisation	8%
Reste à financer	1 387 044 605
Echéancier	
Exercice 2018	*125 000 000*
Exercice 2019	*800 000 000*
Exercice 2020	*462 044 605*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	147 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	97 845 522
Réalisé	89 764 129
Taux de réalisation des CP 2017	92%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2016/2
Libellé de l'AP/AE	DEPLOIEMENT OUTIL SURVEILLANCE WAM - NC
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	200 000 000
Montant actuel AP/AE	200 000 000
Engagements d'AP/AE	94 360 000
Montant total réalisé CP	214 551
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	199 785 449
Echéancier	
Exercice 2018	*130 000 000*
Exercice 2019	*69 785 449*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	300 000
Réalisé	214 551
Taux de réalisation des CP 2017	72%

P0502 - REGULATION ECONOMIQUE DU TRANSPORT AERIEN ET CONTINUITE TERRITORIALE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2016/3
Libellé de l'AP/AE	AMENAGEMENT DU PARKING PUBLIC AEROGARE DE MAGENTA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	145 000 000
Montant actuel AP/AE	145 000 000
Engagements d'AP/AE	1 627 658
Montant total réalisé CP	584 693
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	144 415 307
Echéancier	
Exercice 2018	*10 000 000*
Exercice 2019	*134 415 307*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	5 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	1 627 658
Réalisé	584 693
Taux de réalisation des CP 2017	36%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2016/4
Libellé de l'AP/AE	VOIE ACCES AUX INSTALLATIONS AERODROME KONE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	500 000 000
Montant actuel AP/AE	500 000 000
Engagements d'AP/AE	11 999 728
Montant total réalisé CP	6 268 924
Taux de réalisation	1%
Reste à financer	493 731 076
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*493 731 076*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	19 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	3 962 196
Réalisé	3 269 196
Taux de réalisation des CP 2017	83%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2016/5
Libellé de l'AP/AE	ACHAT VEHICULES SSLIA POUR LES AERODROMES DE LA NC
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	160 200 000
Montant actuel AP/AE	160 200 000
Engagements d'AP/AE	93 236 394
Montant total réalisé CP	138 689
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	160 061 311
Echéancier	
Exercice 2018	*115 000 000*
Exercice 2019	*45 061 311*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	188 689
Réalisé	138 689
Taux de réalisation des CP 2017	74%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2016/6
Libellé de l'AP/AE	CONTINUITE AERIENNE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	609 000 000
Montant actuel AP/AE	609 000 000
Engagements d'AP/AE	262 000 000
Montant total réalisé CP	261 246 132
Taux de réalisation	43%
Reste à financer	347 753 868
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*86 938 467*
Exercice 2020	*86 938 467*
Exercice 2021	*86 938 467*
Exercice 2022	*86 938 467*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2017/1
Libellé de l'AP/AE	EGR 2017/2021
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	370 000 000
Montant actuel AP/AE	370 000 000
Engagements d'AP/AE	63 358 158
Montant total réalisé CP	41 108 860
Taux de réalisation	11%
Reste à financer	328 891 140
Echéancier	
Exercice 2018	*117 500 000*
Exercice 2019	*211 391 140*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	47 094 620
Réalisé	41 108 860
Taux de réalisation des CP 2017	87%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2017/3
Libellé de l'AP/AE	CDV 17-21 MISE AUX NORMES AERODROME DE MAGENTA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 415 000 000
Montant actuel AP/AE	1 415 000 000
Engagements d'AP/AE	659 525 611
Montant total réalisé CP	27 845 393
Taux de réalisation	2%
Reste à financer	1 387 154 607
Echéancier	
Exercice 2018	*220 000 000*
Exercice 2019	*960 000 000*
Exercice 2020	*207 154 607*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	30 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	30 000 000
Réalisé	27 845 393
Taux de réalisation des CP 2017	93%

P0502 - REGULATION ECONOMIQUE DU TRANSPORT AERIEN ET CONTINUITE TERRITORIALE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2017/4
Libellé de l'AP/AE	DEPLOIEMENT OUTIL DE SURVEILLANCE WAM-NC FONCTIONNEMENT
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	50 000 000
Montant actuel AP/AE	50 000 000
Engagements d'AP/AE	20 000 000
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	50 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*2 000 000*
Exercice 2019	*48 000 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2017/5
Libellé de l'AP/AE	CDV 17-21 MISE AUX NORMES AERODROME DE MAGENTA - PART ETAT
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DAC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	424 500 000
Montant actuel AP/AE	424 500 000
Engagements d'AP/AE	9 000 000
Montant total réalisé CP	5 735 179
Taux de réalisation	1%
Reste à financer	418 764 821
Echéancier	
Exercice 2018	*66 000 000*
Exercice 2019	*150 000 000*
Exercice 2020	*100 000 000*
Exercice 2021	*102 764 821*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	9 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	9 000 000
Réalisé	5 735 179
Taux de réalisation des CP 2017	64%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0502-2017/6
Libellé de l'AP/AE	FINANCEMENT ADANC LIGNES NORD ET LIGNES
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DBAF
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	350 000 000
Montant actuel AP/AE	350 000 000
Engagements d'AP/AE	60 000 000
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	350 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*290 000 000*
Exercice 2019	*60 000 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	60 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	60 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0503 - INFRASTRUCTURES ET SECURITE ROUTIERES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2006/1
Libellé de l'AP/AE	TRANSFERT DES PISTES PERMIS DE CONDUIRE (121/06)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	12
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	60 000 000
Montant actuel AP/AE	175 000 000
Engagements d'AP/AE	53 893 121
Montant total réalisé CP	53 893 121
Taux de réalisation	31%
Reste à financer	121 106 879
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*30 276 720*
Exercice 2020	*30 276 720*
Exercice 2021	*30 276 720*
Exercice 2022	*30 276 720*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	13 304 429
Réalisé	10 501 533
Taux de réalisation des CP 2017	79%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2006/2
Libellé de l'AP/AE	CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE A KOUMAC (118/06)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	12
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	40 000 000
Montant actuel AP/AE	93 000 000
Engagements d'AP/AE	86 659 998
Montant total réalisé CP	86 659 998
Taux de réalisation	93%
Reste à financer	6 340 002
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*6 340 002*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	5 566 830
Budget total (avec reports et dépl)	3 917 382
Réalisé	3 192 882
Taux de réalisation des CP 2017	82%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2007/1
Libellé de l'AP/AE	PROGRAMME ROUTIER ANTERIEUR
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	11
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	6 542 417 067
Montant actuel AP/AE	4 440 253 875
Engagements d'AP/AE	975 101 968
Montant total réalisé CP	4 230 373 375
Taux de réalisation	95%
Reste à financer	209 880 500
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*209 880 500*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0503 - INFRASTRUCTURES ET SECURITE ROUTIERES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2008/1
Libellé de l'AP/AE	PROGRAMME ROUTIER 08/13
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	10
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 365 500 000
Montant actuel AP/AE	470 542 157
Engagements d'AP/AE	373 046 868
Montant total réalisé CP	373 046 868
Taux de réalisation	79%
Reste à financer	97 495 289
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*24 373 822*
Exercice 2020	*24 373 822*
Exercice 2021	*24 373 822*
Exercice 2022	*24 373 822*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	1 703 626
Réalisé	1 703 626
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2009/1
Libellé de l'AP/AE	PROGRAMME ROUTIER 2009-2014
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	9
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	520 000 000
Montant actuel AP/AE	32 041 688
Engagements d'AP/AE	2 698 851
Montant total réalisé CP	16 949 577
Taux de réalisation	53%
Reste à financer	15 092 111
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*15 092 111*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2010/1
Libellé de l'AP/AE	PROGRAMME ROUTIER 2010-2015
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	8
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	6 731 000 000
Montant actuel AP/AE	16 469 000 000
Engagements d'AP/AE	8 812 112 614
Montant total réalisé CP	8 812 112 614
Taux de réalisation	54%
Reste à financer	7 656 887 386
Echéancier	
Exercice 2018	*407 500 000*
Exercice 2019	*645 500 000*
Exercice 2020	*1 200 000 000*
Exercice 2021	*1 500 000 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	896 700 281
Budget total (avec reports et dépl)	767 931 657
Réalisé	743 617 305
Taux de réalisation des CP 2017	97%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2011/1
Libellé de l'AP/AE	PROGRAMME ROUTIER 2011-2016
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	7
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 360 000 000
Montant actuel AP/AE	5 549 000 000
Engagements d'AP/AE	3 266 083 773
Montant total réalisé CP	3 168 777 750
Taux de réalisation	57%
Reste à financer	2 380 222 250
Echéancier	
Exercice 2018	*440 000 000*
Exercice 2019	*1 160 000 000*
Exercice 2020	*130 000 000*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	162 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	24 220 675
Réalisé	23 318 739
Taux de réalisation des CP 2017	96%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2012/1
Libellé de l'AP/AE	PROGRAMME ROUTIER 2012/2017
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	800 000 000
Montant actuel AP/AE	850 000 000
Engagements d'AP/AE	295 170 292
Montant total réalisé CP	295 170 292
Taux de réalisation	35%
Reste à financer	554 829 708
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	3 152 906
Réalisé	3 152 906
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2012/2
Libellé de l'AP/AE	PROJET HOSPITALIER PRIVE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	180 000 000
Montant actuel AP/AE	380 000 000
Engagements d'AP/AE	260 404 988
Montant total réalisé CP	89 081 257
Taux de réalisation	23%
Reste à financer	290 918 743
Echéancier	
Exercice 2018	*47 000 000*
Exercice 2019	*53 000 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	43 850 043
Réalisé	55 663
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0503 - INFRASTRUCTURES ET SECURITE ROUTIERES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2013/1
Libellé de l'AP/AE	PROGRAMME ROUTIER 2013/2018
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	915 000 000
Montant actuel AP/AE	15 596 000 000
Engagements d'AP/AE	7 995 756 402
Montant total réalisé CP	5 157 505 675
Taux de réalisation	33%
Reste à financer	10 438 494 325
Echéancier	
Exercice 2018	*1 297 500 000*
Exercice 2019	*2 250 000 000*
Exercice 2020	*1 650 000 000*
Exercice 2021	*1 850 000 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	1 579 030 813
Budget total (avec reports et dépl)	1 873 796 643
Réalisé	1 815 409 843
Taux de réalisation des CP 2017	97%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2013/2
Libellé de l'AP/AE	LOTISSEMENT LES ALIZES - NOUVILLE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	500 000 000
Montant actuel AP/AE	500 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	500 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*125 000 000*
Exercice 2020	*125 000 000*
Exercice 2021	*125 000 000*
Exercice 2022	*125 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2013/3
Libellé de l'AP/AE	CREATION CENTRALE MOBILITE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	20 000 000
Montant actuel AP/AE	180 000 000
Engagements d'AP/AE	179 612 508
Montant total réalisé CP	7 174 937
Taux de réalisation	4%
Reste à financer	172 825 063
Echéancier	
Exercice 2018	*27 500 000*
Exercice 2019	*65 325 063*
Exercice 2020	*26 000 000*
Exercice 2021	*27 000 000*
Exercice 2022	*27 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	32 899 719
Budget total (avec reports et dépl)	3 694 064
Réalisé	3 694 064
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2013/4
Libellé de l'AP/AE	CENTRE CONTROLE TECHNIQUE VEHICULE A CANALA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	50 000 000
Montant actuel AP/AE	160 000 000
Engagements d'AP/AE	26 439 765
Montant total réalisé CP	8 742 312
Taux de réalisation	5%
Reste à financer	151 257 688
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*95 800 000*
Exercice 2020	*55 457 688*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	36 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	6 717 855
Réalisé	6 717 855
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2015/1
Libellé de l'AP/AE	PERMIS POUR L'EMPLOI NOUVELLE-CALEDONIE (PPE NC)
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	3
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	80 000 000
Montant actuel AP/AE	80 000 000
Engagements d'AP/AE	35 778 521
Montant total réalisé CP	31 650 000
Taux de réalisation	40%
Reste à financer	48 350 000
Echéancier	
Exercice 2018	*16 000 000*
Exercice 2019	*11 000 000*
Exercice 2020	*11 000 000*
Exercice 2021	*10 350 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	16 625 000
Budget total (avec reports et dépl)	15 434 181
Réalisé	10 795 000
Taux de réalisation des CP 2017	70%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2017/1
Libellé de l'AP/AE	CDV17-21 MISE A DEUX FOIS DEUX VOIES RT1 PAITA-TTA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 918 333 333
Montant actuel AP/AE	1 918 333 333
Engagements d'AP/AE	1 918 333 333
Montant total réalisé CP	995 558
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	1 917 337 775
Echéancier	
Exercice 2018	*25 000 000*
Exercice 2019	*700 000 000*
Exercice 2020	*700 000 000*
Exercice 2021	*492 337 775*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	1 705 558
Réalisé	995 558
Taux de réalisation des CP 2017	58%

P0503 - INFRASTRUCTURES ET SECURITE ROUTIERES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2017/2
Libellé de l'AP/AE	CDI17-21 CONTOURNEMT MT DORE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	300 000 000
Montant actuel AP/AE	300 000 000
Engagements d'AP/AE	300 000 000
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	300 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*15 000 000*
Exercice 2019	*71 250 000*
Exercice 2020	*71 250 000*
Exercice 2021	*71 250 000*
Exercice 2022	*71 250 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	9 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	9 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2017/3
Libellé de l'AP/AE	CDI17-21 LIAISON - THIO CANALA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	106 480 000
Montant actuel AP/AE	106 480 000
Engagements d'AP/AE	106 480 000
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	106 480 000
Echéancier	
Exercice 2018	*14 235 294*
Exercice 2019	*23 061 177*
Exercice 2020	*23 061 177*
Exercice 2021	*23 061 177*
Exercice 2022	*23 061 177*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	1 708 235
Budget total (avec reports et dépl)	1 708 235
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2017/4
Libellé de l'AP/AE	EXTENSION DU CCTV RIVIERE SALE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	100 000 000
Montant actuel AP/AE	100 000 000
Engagements d'AP/AE	13 144 669
Montant total réalisé CP	7 483 538
Taux de réalisation	7%
Reste à financer	92 516 462
Echéancier	
Exercice 2018	*58 000 000*
Exercice 2019	*23 000 000*
Exercice 2020	*11 516 462*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	10 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	12 744 449
Réalisé	7 483 538
Taux de réalisation des CP 2017	59%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2017/5
Libellé de l'AP/AE	PISTE EDUCA ROUTIERE DUMBA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	31 500 000
Montant actuel AP/AE	31 500 000
Engagements d'AP/AE	31 500 000
Montant total réalisé CP	10 000 000
Taux de réalisation	32%
Reste à financer	21 500 000
Echéancier	
Exercice 2018	*10 000 000*
Exercice 2019	*11 500 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	10 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	10 000 000
Réalisé	10 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0503-2017/6
Libellé de l'AP/AE	CDV17/21 MISE 2 FOIS 2 VOIES PAITA LA TONTOUTA
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DITTT
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	557 500 000
Montant actuel AP/AE	557 500 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	557 500 000
Echéancier	
Exercice 2018	*7 500 000*
Exercice 2019	*137 500 000*
Exercice 2020	*137 500 000*
Exercice 2021	*137 500 000*
Exercice 2022	*137 500 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0504 - TRANSPORTS ET ACTIVITES MARITIMES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0504-2017/1
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 AMELIORATION INFRA ACCUEIL DES CROISIERISTES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DAM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	300 000 000
Montant actuel AP/AE	300 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	300 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*76 500 000*
Exercice 2019	*55 875 000*
Exercice 2020	*55 875 000*
Exercice 2021	*55 875 000*
Exercice 2022	*55 875 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	33 500 000
Budget total (avec reports et dépl)	33 500 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0504-2017/2
Libellé de l'AP/AE	CDV 17-21 ACCUEIL CROISIERISTES NOUMEA-CREATION VILLAGE OCEANIEN
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 000 000 000
Montant actuel AP/AE	1 000 000 000
Engagements d'AP/AE	6 321 000
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	1 000 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*5 600 000*
Exercice 2019	*248 600 000*
Exercice 2020	*248 600 000*
Exercice 2021	*248 600 000*
Exercice 2022	*248 600 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	5 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	6 400 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0504-2017/3
Libellé de l'AP/AE	VILLAGE OCEANIEN - PAR ETAT
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	300 000 000
Montant actuel AP/AE	300 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	300 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*1 680 000*
Exercice 2019	*74 580 000*
Exercice 2020	*74 580 000*
Exercice 2021	*74 580 000*
Exercice 2022	*74 580 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	1 500 000
Budget total (avec reports et dépl)	1 500 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

MISSION 06 - SANTE

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**59 263 271 924**	**56 482 115 165**	**2 781 156 759**	**95%**	**2 064 691 057**	**2 170 903 700**	**1 359 450 341**	**63%**
D. GORODEY	238 590 000	103 022 669	135 567 331	43%	43 580 000	137 797 216	50 785 535	37%
Fonctionnement	**60 490 000**	**20 496 903**	**39 993 097**	**34%**	**43 580 000**	**33 968 719**	**11 623 115**	**34%**
P0604 - Médipôle et hôpital de Koné	60 490 000	20 496 903	39 993 097	34%	43 580 000	33 968 719	11 623 115	34%
Investissement	**178 100 000**	**82 525 766**	**95 574 234**	**46%**	**-**	**103 828 497**	**39 162 420**	**38%**
P0604 - Médipôle et hôpital de Koné	178 100 000	82 525 766	95 574 234	46%	-	103 828 497	39 162 420	38%
V. EURISOUKE	59 024 681 924	56 379 092 496	2 645 589 428	96%	2 021 111 057	2 033 106 484	1 308 664 806	64%
Fonctionnement	**245 065 924**	**180 056 706**	**65 009 218**	**73%**	**65 300 000**	**60 052 855**	**54 742 288**	**91%**
P0603 - Santé environnementale	245 065 924	180 056 706	65 009 218	73%	65 300 000	60 052 855	54 742 288	91%
Investissement	**58 779 616 000**	**56 199 035 790**	**2 580 580 210**	**96%**	**1 955 811 057**	**1 973 053 629**	**1 253 922 518**	**64%**
P0601 - Offre et qualité de soins	882 800 000	732 800 000	150 000 000	83%	-	-	-	-
P0603 - Santé environnementale	100 000 000	57 781 608	42 218 392	58%	-	12 320 312	3 922 518	32%
P0604 - Médipôle et hôpital de Koné	57 796 816 000	55 408 454 182	2 388 361 818	96%	1 955 811 057	1 960 733 317	1 250 000 000	64%
Recettes	**975 826 233**	**481 964 923**	**493 861 310**	**49%**	**-**	**-**	**-**	**-**
V. EURISOUKE	975 826 233	481 964 923	493 861 310	49%	-	-	-	-
Investissement	**975 826 233**	**481 964 923**	**493 861 310**	**49%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P0601 - Offre et qualité de soins	975 826 233	481 964 923	493 861 310	49%	0	0	0	-

MISSION 06 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P0601 - OFFRE ET QUALITE DE SOINS

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0601-2003/1
Libellé de l'AP/AE	CENTRE HOSPITALIER DU NORD 47/03
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV05
Direction gestionnaire	DBAF
Durée d'existence (en années)	15
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	0
Montant actuel AP/AE	975 826 233
Engagements d'AP/AE	481 964 923
Montant total réalisé CP	481 964 923
Taux de réalisation	49%
Reste à financer	493 861 310
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*123 465 328*
Exercice 2020	*123 465 328*
Exercice 2021	*123 465 328*
Exercice 2022	*123 465 328*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0601-2003/3
Libellé de l'AP/AE	CENTRE HOSPITALIER DU NORD (47/03)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV05
Direction gestionnaire	DBAF
Durée d'existence (en années)	15
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	0
Montant actuel AP/AE	882 800 000
Engagements d'AP/AE	732 800 000
Montant total réalisé CP	732 800 000
Taux de réalisation	83%
Reste à financer	150 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*37 500 000*
Exercice 2020	*37 500 000*
Exercice 2021	*37 500 000*
Exercice 2022	*37 500 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0603 - SANTE ENVIRONNEMENTALE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0603-2012/1
Libellé de l'AP/AE	SUIVI REGLEMENTATION EAUX DE BAIGNADE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DASS
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	30 177 000
Montant actuel AP/AE	55 065 924
Engagements d'AP/AE	49 635 346
Montant total réalisé CP	44 324 869
Taux de réalisation	80%
Reste à financer	10 741 055
Echéancier	
Exercice 2018	*9 000 000*
Exercice 2019	*1 741 055*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	10 300 000
Budget total (avec reports et dépl)	12 199 257
Réalisé	6 888 780
Taux de réalisation des CP 2017	56%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0603-2012/2
Libellé de l'AP/AE	TRAVAUX DE REMEDIATION AMIANTE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DASS
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	100 000 000
Montant actuel AP/AE	100 000 000
Engagements d'AP/AE	81 714 798
Montant total réalisé CP	57 781 608
Taux de réalisation	58%
Reste à financer	42 218 392
Echéancier	
Exercice 2018	*5 777 016*
Exercice 2019	*9 110 344*
Exercice 2020	*9 110 344*
Exercice 2021	*9 110 344*
Exercice 2022	*9 110 344*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	12 320 312
Réalisé	3 922 518
Taux de réalisation des CP 2017	32%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0603-2012/3
Libellé de l'AP/AE	OPANC
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	GVT
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	10 000 000
Montant actuel AP/AE	30 000 000
Engagements d'AP/AE	5 960 745
Montant total réalisé CP	1 970 191
Taux de réalisation	7%
Reste à financer	28 029 809
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*7 007 452*
Exercice 2020	*7 007 452*
Exercice 2021	*7 007 452*
Exercice 2022	*7 007 452*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0603 - SANTE ENVIRONNEMENTALE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0603-2014/1
Libellé de l'AP/AE	PRISE EN CHARGE DES AUXILIAIRES DE LUTTE ANTI-VECTORIELLE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DASS
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	60 000 000
Montant actuel AP/AE	160 000 000
Engagements d'AP/AE	133 761 646
Montant total réalisé CP	133 761 646
Taux de réalisation	84%
Reste à financer	26 238 354
Echéancier	
Exercice 2018	*26 238 354*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	55 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	47 853 598
Réalisé	47 853 508
Taux de réalisation des CP 2017	100%

P0604 - MEDIPOLE ET HOPITAL DE KONE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0604-2006/1
Libellé de l'AP/AE	CENTRE HOSPITALIER DE KOUTIO (109/06)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV15
Direction gestionnaire	DBAF
Durée d'existence (en années)	12
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	22 275 000 000
Montant actuel AP/AE	51 106 816 000
Engagements d'AP/AE	49 365 153 348
Montant total réalisé CP	49 365 153 348
Taux de réalisation	97%
Reste à financer	1 741 662 652
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*435 415 663*
Exercice 2020	*435 415 663*
Exercice 2021	*435 415 663*
Exercice 2022	*435 415 663*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	220 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	224 922 260
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0604-2013/2
Libellé de l'AP/AE	CONSTRUCTION NOUVEL HOPITAL EN PROVINCE NORD
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV15
Direction gestionnaire	DBAF
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	4 932 000 000
Montant actuel AP/AE	6 690 000 000
Engagements d'AP/AE	6 622 000 000
Montant total réalisé CP	6 043 300 834
Taux de réalisation	90%
Reste à financer	646 699 166
Echéancier	
Exercice 2018	*500 000 000*
Exercice 2019	*146 699 166*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	1 735 811 057
Budget total (avec reports et dépl)	1 735 811 057
Réalisé	1 250 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	72%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0604-2014/1
Libellé de l'AP/AE	PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL MEDIPOLE-INVESTISSEMENT
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DCCFC
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	178 100 000
Montant actuel AP/AE	178 100 000
Engagements d'AP/AE	178 100 000
Montant total réalisé CP	82 525 766
Taux de réalisation	46%
Reste à financer	95 574 234
Echéancier	
Exercice 2018	*30 320 013*
Exercice 2019	*32 627 111*
Exercice 2020	*32 627 111*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	103 828 497
Réalisé	39 162 420
Taux de réalisation des CP 2017	38%

P0604 - MEDIPOLE ET HOPITAL DE KONE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0604-2014/2
Libellé de l'AP/AE	PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL MEDIPOLE-FONCTIONNEMENT
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DCCFC
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	60 490 000
Montant actuel AP/AE	60 490 000
Engagements d'AP/AE	60 490 000
Montant total réalisé CP	20 496 903
Taux de réalisation	34%
Reste à financer	39 993 097
Echéancier	
Exercice 2018	*15 322 555*
Exercice 2019	*24 670 542*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	43 580 000
Budget total (avec reports et dépl)	33 968 719
Réalisé	11 623 115
Taux de réalisation des CP 2017	34%

MISSION 07 - SOLIDARITES

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**4 028 253 112**	**2 557 684 980**	**1 470 568 132**	**63%**	**672 626 556**	**672 626 556**	**662 000 000**	**98%**
C. GYGES	4 028 253 112	2 557 684 980	1 470 568 132	63%	672 626 556	672 626 556	662 000 000	98%
Fonctionnement	**3 158 253 112**	**2 407 753 145**	**750 499 967**	**76%**	**672 626 556**	**672 626 556**	**662 000 000**	**98%**
P0701 - Handicap et dépendance	100 000 000	48 000 000	52 000 000	48%	12 000 000	12 000 000	12 000 000	100%
P0702 - Protection sociale	21 253 112	-	21 253 112	0%	10 626 556	10 626 556	-	0%
P0703 - Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	3 037 000 000	2 359 753 145	677 246 855	78%	650 000 000	650 000 000	650 000 000	100%
Investissement	**870 000 000**	**149 931 835**	**720 068 165**	**17%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P0701 - Handicap et dépendance	470 000 000	149 931 835	320 068 165	32%	-	-	-	-
P0703 - Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	400 000 000	-	400 000 000	0%	-	-	-	-
Recettes	**205 012 448**	**4 000 000**	**201 012 448**	**2%**	**8 501 245**	**8 501 245**	**4 000 000**	**47%**
C. GYGES	205 012 448	4 000 000	201 012 448	2%	8 501 245	8 501 245	4 000 000	47%
Fonctionnement	**85 012 448**	**4 000 000**	**81 012 448**	**5%**	**8 501 245**	**8 501 245**	**4 000 000**	**47%**
P0702 - Protection sociale	85 012 448	4 000 000	81 012 448	5%	8 501 245	8 501 245	4 000 000	47%
Investissement	**120 000 000**	**-**	**120 000 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P0703 - Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	120 000 000	-	120 000 000	0%	-	-	-	-

MISSION 07 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P0701 - HANDICAP ET DEPENDANCE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0701-2012/1
Libellé de l'AP/AE	MODERNISATION ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO SOCIAUX
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DASS
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	500 000 000
Montant actuel AP/AE	420 000 000
Engagements d'AP/AE	165 000 000
Montant total réalisé CP	149 931 835
Taux de réalisation	36%
Reste à financer	270 068 165
Echéancier	
Exercice 2018	*32 000 000*
Exercice 2019	*128 000 000*
Exercice 2020	*110 068 165*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0701-2012/2
Libellé de l'AP/AE	DELEGATION DE COMPETENCE AUX PROVINCES P. SOCIALE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DASS
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	100 000 000
Montant actuel AP/AE	100 000 000
Engagements d'AP/AE	48 000 000
Montant total réalisé CP	48 000 000
Taux de réalisation	48%
Reste à financer	52 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*12 000 000*
Exercice 2019	*12 000 000*
Exercice 2020	*12 000 000*
Exercice 2021	*12 000 000*
Exercice 2022	*4 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	12 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	12 000 000
Réalisé	12 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0701-2017/1
Libellé de l'AP/AE	SUBVENTION INVESTISSEMENT APPEL À PROJET ACCESSIBILITÉ HANDICAP
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DASS
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	50 000 000
Montant actuel AP/AE	50 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	50 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*25 000 000*
Exercice 2019	*25 000 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0702 - PROTECTION SOCIALE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0702-2017/1
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 CAUVA - CELLULE D'ACCUEIL D'URGENCE DES VICTIMES D'AGRESSIONS
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DASS
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	21 253 112
Montant actuel AP/AE	21 253 112
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	21 253 112
Echéancier	
Exercice 2018	*21 253 112*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	10 626 556
Budget total (avec reports et dépl)	10 626 556
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0702-2017/2
Libellé de l'AP/AE	PART ETAT - CAUVA CD17-21
Sens	Recettes
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DASS
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	85 012 448
Montant actuel AP/AE	85 012 448
Engagements d'AP/AE	4 000 000
Montant total réalisé CP	4 000 000
Taux de réalisation	5%
Reste à financer	81 012 448
Echéancier	
Exercice 2018	*13 002 490*
Exercice 2019	*17 002 490*
Exercice 2020	*17 002 490*
Exercice 2021	*17 002 490*
Exercice 2022	*17 002 490*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	8 501 245
Budget total (avec reports et dépl)	8 501 245
Réalisé	4 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	47%

P0703 - PROTECTION JUDICIAIRE DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0703-2015/1
Libellé de l'AP/AE	REMBOURSEMENT AUX PROVINCES
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DPJEJ
Durée d'existence (en années)	3
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	3 037 000 000
Montant actuel AP/AE	3 037 000 000
Engagements d'AP/AE	2 432 922 638
Montant total réalisé CP	2 359 753 145
Taux de réalisation	78%
Reste à financer	677 246 855
Echéancier	
Exercice 2018	*650 000 000*
Exercice 2019	*27 246 855*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	650 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	650 000 000
Réalisé	650 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0703-2017/1
Libellé de l'AP/AE	CDV 17-21 STRUCTURE EDUCATIVE CONTENANTE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DPJEJ
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	400 000 000
Montant actuel AP/AE	400 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	400 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*10 000 000*
Exercice 2019	*97 500 000*
Exercice 2020	*97 500 000*
Exercice 2021	*97 500 000*
Exercice 2022	*97 500 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0703-2017/2
Libellé de l'AP/AE	CDV17-21 STRUCTURE EDUCATIVE CONTENANTE-PART ETAT
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DPJEJ
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	120 000 000
Montant actuel AP/AE	120 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	120 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*3 000 000*
Exercice 2019	*29 250 000*
Exercice 2020	*29 250 000*
Exercice 2021	*29 250 000*
Exercice 2022	*29 250 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

MISSION 08 - JEUNESSE ET SPORTS

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**4 422 253 410**	**1 046 965 466**	**3 375 287 944**	**24%**	**154 018 333**	**156 384 290**	**103 128 508**	**66%**
H.IEKAWE	3 000 000 000	3 582 869	2 996 417 131	0%	42 433 333	42 433 333	3 582 869	8%
Fonctionnement	**2 423 000 000**	**3 582 869**	**2 419 417 131**	**0%**	**24 433 333**	**24 433 333**	**3 582 869**	**15%**
P0801 - Jeunesse	2 423 000 000	3 582 869	2 419 417 131	0%	24 433 333	24 433 333	3 582 869	15%
Investissement	**577 000 000**	**-**	**577 000 000**	**0%**	**18 000 000**	**18 000 000**	**-**	**0%**
P0801 - Jeunesse	577 000 000	-	577 000 000	0%	18 000 000	18 000 000	-	0%
V. EURISOUKE	1 422 253 410	1 043 382 597	378 870 813	73%	111 585 000	113 950 957	99 545 639	87%
Fonctionnement	**513 050 000**	**499 053 499**	**13 996 501**	**97%**	**98 385 000**	**98 385 000**	**97 070 639**	**99%**
P0801 - Jeunesse	82 000 000	75 000 000	7 000 000	91%	24 000 000	24 000 000	24 000 000	100%
P0802 - Sports	431 050 000	424 053 499	6 996 501	98%	74 385 000	74 385 000	73 070 639	98%
Investissement	**909 203 410**	**544 329 098**	**364 874 312**	**60%**	**13 200 000**	**15 565 957**	**2 475 000**	**16%**
P0801 - Jeunesse	180 000 000	2 475 000	177 525 000	1%	13 200 000	13 200 000	2 475 000	19%
P0802 - Sports	185 000 000	25 000 000	160 000 000	14%	-	-	-	#DIV/0!
P0803 - Jeux du Pacifique 2011	544 203 410	516 854 098	27 349 312	95%	-	2 365 957	-	0%
Recettes	**726 900 000**	**-**	**726 900 000**	**0%**	**7 330 000**	**7 330 000**	**-**	**0%**
H.IEKAWE	726 900 000	-	726 900 000	0%	7 330 000	7 330 000	-	0%
Mixte	**726 900 000**	**-**	**726 900 000**	**0%**	**7 330 000**	**7 330 000**	**-**	**0%**
P0801 - Jeunesse	726 900 000	-	726 900 000	0%	7 330 000	7 330 000	-	0%

MISSION 08 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P0801 - JEUNESSE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0801-2013/1
Libellé de l'AP/AE	SECURISATION ENFANTS - CENTRE VACANCES-LOISIRS
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DJS
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	31 000 000
Montant actuel AP/AE	82 000 000
Engagements d'AP/AE	82 000 000
Montant total réalisé CP	75 000 000
Taux de réalisation	91%
Reste à financer	7 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*7 000 000*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	24 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	24 000 000
Réalisé	24 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0801-2017/1
Libellé de l'AP/AE	CDV 17-21 SERVICE CIVIQUE INVESTISSEMENT
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DJS
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	577 000 000
Montant actuel AP/AE	577 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	577 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*18 000 000*
Exercice 2019	*139 750 000*
Exercice 2020	*139 750 000*
Exercice 2021	*139 750 000*
Exercice 2022	*139 750 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	18 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	18 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0801-2017/2
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 RENOVATION FOL
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DJS
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	180 000 000
Montant actuel AP/AE	180 000 000
Engagements d'AP/AE	180 000 000
Montant total réalisé CP	2 475 000
Taux de réalisation	1%
Reste à financer	177 525 000
Echéancier	
Exercice 2018	*52 425 000*
Exercice 2019	*50 000 000*
Exercice 2020	*50 000 000*
Exercice 2021	*25 100 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	13 200 000
Budget total (avec reports et dépl)	13 200 000
Réalisé	2 475 000
Taux de réalisation des CP 2017	19%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0801-2017/3
Libellé de l'AP/AE	CDV 17-21 SERVICE CIVIQUE FONCTIONNEMENT
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	2 423 000 000
Montant actuel AP/AE	2 423 000 000
Engagements d'AP/AE	5 895 492
Montant total réalisé CP	3 582 869
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	2 419 417 131
Echéancier	
Exercice 2018	*94 433 333*
Exercice 2019	*581 245 950*
Exercice 2020	*581 245 950*
Exercice 2021	*581 245 950*
Exercice 2022	*581 245 950*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	24 433 333
Budget total (avec reports et dépl)	24 433 333
Réalisé	3 582 869
Taux de réalisation des CP 2017	15%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0801-2017/5
Libellé de l'AP/AE	PART ETAT - SERVICE CIVIQUE CD17-21
Sens	Recettes
Section	Mixte
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	726 900 000
Montant actuel AP/AE	726 900 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	726 900 000
Echéancier	
Exercice 2018	*33 730 000*
Exercice 2019	*173 292 500*
Exercice 2020	*173 292 500*
Exercice 2021	*173 292 500*
Exercice 2022	*173 292 500*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	7 330 000
Budget total (avec reports et dépl)	7 330 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0802 - SPORTS

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0802-2010/1
Libellé de l'AP/AE	TERRAIN DE FOOTBALL CANALA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DJS
Durée d'existence (en années)	8
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	15 000 000
Montant actuel AP/AE	150 000 000
Engagements d'AP/AE	25 000 000
Montant total réalisé CP	25 000 000
Taux de réalisation	17%
Reste à financer	125 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*31 250 000*
Exercice 2020	*31 250 000*
Exercice 2021	*31 250 000*
Exercice 2022	*31 250 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0802-2012/2
Libellé de l'AP/AE	INFRASTRUCTURES SPORTIVES D'INTERET TERRITORIAL
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DJS
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	120 000 000
Montant actuel AP/AE	431 050 000
Engagements d'AP/AE	431 050 000
Montant total réalisé CP	424 053 499
Taux de réalisation	98%
Reste à financer	6 996 501
Echéancier	
Exercice 2018	*6 996 501*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	74 385 000
Budget total (avec reports et dépl)	74 385 000
Réalisé	73 070 639
Taux de réalisation des CP 2017	98%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0802-2017/3
Libellé de l'AP/AE	RENOVATION VELODROME MAGENTA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DJS
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	0
Montant actuel AP/AE	0
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	0
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0802-2017/6
Libellé de l'AP/AE	SOUTIEN AUX INFRASTRUCTURES SPORTIVES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DJS
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	35 000 000
Montant actuel AP/AE	35 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	35 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*8 750 000*
Exercice 2020	*8 750 000*
Exercice 2021	*8 750 000*
Exercice 2022	*8 750 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0803 - JEUX DU PACIFIQUE 2011

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0803-2007/2
Libellé de l'AP/AE	JP 2011 SALLE OMNISPORT
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	11
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	380 000 000
Montant actuel AP/AE	544 203 410
Engagements d'AP/AE	519 220 055
Montant total réalisé CP	516 854 098
Taux de réalisation	95%
Reste à financer	27 349 312
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*2 365 957*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	2 365 957
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

MISSION 09 - CULTURE, CONDITION FEMININE ET CITOYENNETE

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**6 015 316 144**	**496 683 079**	**5 518 633 065**	**8%**	**520 389 869**	**611 627 382**	**315 009 501**	**52%**
D. GORODEY	6 015 316 144	496 683 079	5 518 633 065	8%	520 389 869	611 627 382	315 009 501	52%
Investissement	**6 015 316 144**	**496 683 079**	**5 518 633 065**	**8%**	**520 389 869**	**611 627 382**	**315 009 501**	**52%**
P0901 - Patrimoine, art et culture	5 565 316 144	449 920 796	5 115 395 348	8%	371 000 000	451 921 551	286 875 238	63%
P0902 - Condition féminine et citoyenneté	450 000 000	46 762 283	403 237 717	10%	149 389 869	159 705 831	28 134 263	18%
Recettes	**600 000 000**	**-**	**600 000 000**	**0%**	**12 300 000**	**12 300 000**	**-**	**0%**
D. GORODEY	600 000 000	-	600 000 000	0%	12 300 000	12 300 000	-	0%
Investissement	**600 000 000**	**-**	**600 000 000**	**0%**	**12 300 000**	**12 300 000**	**-**	**0%**
P0901 - Patrimoine, art et culture	600 000 000	-	600 000 000	0%	12 300 000	12 300 000	-	0%

MISSION 09 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P0901 - PATRIMOINE, ART ET CULTURE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0901-2004/1
Libellé de l'AP/AE	EXTENSION DU MUSEE (56/04)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV15
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	14
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	0
Montant actuel AP/AE	365 316 144
Engagements d'AP/AE	326 079 619
Montant total réalisé CP	326 079 619
Taux de réalisation	89%
Reste à financer	39 236 525
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*39 236 525*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	175 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	201 125 619
Réalisé	193 034 061
Taux de réalisation des CP 2017	96%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0901-2013/1
Libellé de l'AP/AE	RENOV. BAT 1981 BIB. BERNHEIM
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DBAF
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 500 000 000
Montant actuel AP/AE	1 500 000 000
Engagements d'AP/AE	60 000 000
Montant total réalisé CP	30 000 000
Taux de réalisation	2%
Reste à financer	1 470 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*30 000 000*
Exercice 2019	*360 000 000*
Exercice 2020	*360 000 000*
Exercice 2021	*360 000 000*
Exercice 2022	*360 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	30 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0901-2017/1
Libellé de l'AP/AE	CDV 17-21 EXTENSION DU MUSEE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	2 000 000 000
Montant actuel AP/AE	2 000 000 000
Engagements d'AP/AE	297 505 803
Montant total réalisé CP	56 341 177
Taux de réalisation	3%
Reste à financer	1 943 658 823
Echéancier	
Exercice 2018	*70 000 000*
Exercice 2019	*468 414 706*
Exercice 2020	*468 414 706*
Exercice 2021	*468 414 706*
Exercice 2022	*468 414 706*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	46 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	70 795 932
Réalisé	56 341 177
Taux de réalisation des CP 2017	80%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0901-2017/3
Libellé de l'AP/AE	RENOVATION DES BATIMENTS ADCK
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DBAF
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 100 000 000
Montant actuel AP/AE	1 100 000 000
Engagements d'AP/AE	150 000 000
Montant total réalisé CP	37 500 000
Taux de réalisation	3%
Reste à financer	1 062 500 000
Echéancier	
Exercice 2018	*57 000 000*
Exercice 2019	*251 375 000*
Exercice 2020	*251 375 000*
Exercice 2021	*251 375 000*
Exercice 2022	*251 375 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	150 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	150 000 000
Réalisé	37 500 000
Taux de réalisation des CP 2017	25%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0901-2017/4
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 ECOLE D'ART EN PROVINCE NORD
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DCCFC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	600 000 000
Montant actuel AP/AE	600 000 000
Engagements d'AP/AE	600 000 000
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	600 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*20 000 000*
Exercice 2019	*145 000 000*
Exercice 2020	*145 000 000*
Exercice 2021	*145 000 000*
Exercice 2022	*145 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0901-2017/5
Libellé de l'AP/AE	CDV 17-21 EXTENSION MUSÉE - PART ETAT
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	600 000 000
Montant actuel AP/AE	600 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	600 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*21 000 000*
Exercice 2019	*144 750 000*
Exercice 2020	*144 750 000*
Exercice 2021	*144 750 000*
Exercice 2022	*144 750 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	12 300 000
Budget total (avec reports et dépl)	12 300 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P0902 - CONDITION FEMININE ET CITOYENNETE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P0902-2010/1
Libellé de l'AP/AE	CONSTRUCTION MAISON DE LA FEMME ET DE LA CULTURE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DCCFC
Durée d'existence (en années)	8
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	450 000 000
Montant actuel AP/AE	450 000 000
Engagements d'AP/AE	450 000 000
Montant total réalisé CP	46 762 283
Taux de réalisation	10%
Reste à financer	403 237 717
Echéancier	
Exercice 2018	*280 107 165*
Exercice 2019	*30 782 638*
Exercice 2020	*30 782 638*
Exercice 2021	*30 782 638*
Exercice 2022	*30 782 638*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	149 389 869
Budget total (avec reports et dépl)	159 705 831
Réalisé	28 134 263
Taux de réalisation des CP 2017	18%

MISSION 10 - AFFAIRES COUTUMIERES

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**1 535 068 915**	**1 032 256 986**	**502 811 929**	**67%**	**45 655 500**	**133 226 610**	**111 406 773**	**84%**
D. POIDYALIWANE	1 535 068 915	1 032 256 986	502 811 929	67%	45 655 500	133 226 610	111 406 773	84%
Fonctionnement	**100 000 000**	**-**	**100 000 000**	**0%**	**-**	**-**	**-**	**-**
P1001 - Patrimoine et terres coutumières	100 000 000	-	100 000 000	0%	-	-	-	-
Investissement	**1 435 068 915**	**1 032 256 986**	**402 811 929**	**72%**	**45 655 500**	**133 226 610**	**111 406 773**	**84%**
P1001 - Patrimoine et terres coutumières	380 000 000	293 772 619	86 227 381	77%	44 000 000	59 986 544	47 886 544	80%
P1002 - Actes coutumiers	1 055 068 915	738 484 367	316 584 548	70%	1 655 500	73 240 066	63 520 229	87%

MISSION 10 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P1001 - PATRIMOINE ET TERRES COUTUMIERES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1001-2011/1
Libellé de l'AP/AE	FONDS GARANTIE DEVELOPPEMENT TERRES COUTUMIERES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAE
Durée d'existence (en années)	7
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	30 000 000
Montant actuel AP/AE	280 000 000
Engagements d'AP/AE	260 000 000
Montant total réalisé CP	260 000 000
Taux de réalisation	93%
Reste à financer	20 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*20 000 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	30 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	30 000 000
Réalisé	30 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1001-2014/1
Libellé de l'AP/AE	INFRASTRUCTURES EN MILIEU TRIBAL
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGRAC
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	100 000 000
Montant actuel AP/AE	100 000 000
Engagements d'AP/AE	46 000 000
Montant total réalisé CP	33 772 619
Taux de réalisation	34%
Reste à financer	66 227 381
Echéancier	
Exercice 2018	*19 000 000*
Exercice 2019	*17 000 000*
Exercice 2020	*17 000 000*
Exercice 2021	*13 227 381*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	14 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	29 986 544
Réalisé	17 886 544
Taux de réalisation des CP 2017	60%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1001-2016/1
Libellé de l'AP/AE	DISPOSITIF SECURITE CIVILE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGRAC
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	100 000 000
Montant actuel AP/AE	100 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	100 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*25 000 000*
Exercice 2020	*25 000 000*
Exercice 2021	*25 000 000*
Exercice 2022	*25 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P1002 - ACTES COUTUMIERS

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1002-1992/1
Libellé de l'AP/AE	LOCAUX CONSEILS AIRES COUTUMIERES (1/92)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGRAC
Durée d'existence (en années)	26
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	0
Montant actuel AP/AE	224 068 915
Engagements d'AP/AE	178 646 848
Montant total réalisé CP	178 646 848
Taux de réalisation	80%
Reste à financer	45 422 067
Echéancier	
Exercice 2018	*37 442 185*
Exercice 2019	*7 979 882*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	1 655 500
Budget total (avec reports et dépl)	48 056 797
Réalisé	40 076 915
Taux de réalisation des CP 2017	83%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1002-2005/1
Libellé de l'AP/AE	CENTRE SOCIO CULTUREL DE L'IGNAME (90/05)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGRAC
Durée d'existence (en années)	13
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	0
Montant actuel AP/AE	120 000 000
Engagements d'AP/AE	3 529 065
Montant total réalisé CP	3 529 065
Taux de réalisation	3%
Reste à financer	116 470 935
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*29 117 734*
Exercice 2020	*29 117 734*
Exercice 2021	*29 117 734*
Exercice 2022	*29 117 734*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1002-2005/2
Libellé de l'AP/AE	SIEGE DU SENAT COUTUMIER (82/05)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGRAC
Durée d'existence (en années)	13
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	0
Montant actuel AP/AE	581 000 000
Engagements d'AP/AE	578 727 550
Montant total réalisé CP	556 180 354
Taux de réalisation	96%
Reste à financer	24 819 646
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*24 819 646*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	25 183 269
Réalisé	23 443 314
Taux de réalisation des CP 2017	93%

P1002 - ACTES COUTUMIERS

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1002-2013/1
Libellé de l'AP/AE	REHABILITATION EX-INTERNAT JEUNES FILLES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGRAC
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	130 000 000
Montant actuel AP/AE	130 000 000
Engagements d'AP/AE	20 000 000
Montant total réalisé CP	128 100
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	129 871 900
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*32 467 975*
Exercice 2020	*32 467 975*
Exercice 2021	*32 467 975*
Exercice 2022	*32 467 975*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

MISSION 11 - ENSEIGNEMENT

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**9 146 911 611**	**3 276 027 312**	**5 870 884 299**	**36%**	**1 353 058 828**	**2 055 396 343**	**1 575 852 721**	**77%**
H.IEKAWE	8 329 860 464	3 097 982 129	5 231 878 335	37%	1 175 013 645	1 877 351 160	1 397 807 538	74%
Fonctionnement	**1 000 668 258**	**153 337 398**	**847 330 860**	**15%**	**194 510 231**	**205 685 707**	**116 858 159**	**57%**
P1101 - Enseignement du premier degré	50 000 000	-	50 000 000	0%	20 000 000	20 000 000	-	0%
P1103 - Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	698 668 258	81 379 918	617 288 340	12%	122 510 231	122 510 231	81 379 918	66%
P1105 - Enseignement privé	100 000 000	-	100 000 000	0%	-	-	-	-
P1106 - Enseignement second degré public	152 000 000	71 957 480	80 042 520	47%	52 000 000	63 175 476	35 478 241	56%
Investissement	**7 329 192 206**	**2 944 644 731**	**4 384 547 475**	**40%**	**980 503 414**	**1 671 665 453**	**1 280 949 379**	**77%**
P1103 - Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	485 500 000	260 201 499	225 298 501	54%	209 201 499	209 201 499	204 201 499	98%
P1104 - Enseignement technique agricole	1 735 100 000	-	1 735 100 000	0%	13 400 000	15 400 000	-	0%
P1105 - Enseignement privé	750 000 000	396 000 000	354 000 000	53%	150 000 000	150 000 000	50 000 000	33%
P1106 - Enseignement second degré public	4 358 592 206	2 288 443 232	2 070 148 974	53%	607 901 915	1 297 063 954	1 026 747 880	79%
P. GERMAIN	817 051 147	178 045 183	639 005 964	22%	178 045 183	178 045 183	178 045 183	100%
Fonctionnement	**799 151 386**	**174 465 231**	**624 686 155**	**22%**	**174 465 231**	**174 465 231**	**174 465 231**	**100%**
P1103 - Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	799 151 386	174 465 231	624 686 155	22%	174 465 231	174 465 231	174 465 231	100%
Investissement	**17 899 761**	**3 579 952**	**14 319 809**	**20%**	**3 579 952**	**3 579 952**	**3 579 952**	**100%**
P1103 - Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	17 899 761	3 579 952	14 319 809	20%	3 579 952	3 579 952	3 579 952	100%
Recettes	**1 045 405 000**	**70 401 880**	**975 003 120**	**7%**	**108 995 000**	**108 995 000**	**70 401 880**	**65%**
H.IEKAWE	1 045 405 000	70 401 880	975 003 120	7%	108 995 000	108 995 000	70 401 880	65%
Fonctionnement	**524 875 000**	**70 401 880**	**454 473 120**	**13%**	**104 975 000**	**104 975 000**	**70 401 880**	**67%**
P1103 - Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	524 875 000	70 401 880	454 473 120	13%	104 975 000	104 975 000	70 401 880	67%
Investissement	**520 530 000**	**-**	**520 530 000**	**0%**	**4 020 000**	**4 020 000**	**-**	**0%**
P1104 - Enseignement technique agricole	520 530 000	-	520 530 000	0%	4 020 000	4 020 000	-	0%

MISSION 11 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P1101 - ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1101-2017/1
Libellé de l'AP/AE	SUBVENTIONS COMMUNES CHARTES SCOLAIRES
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DENC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	50 000 000
Montant actuel AP/AE	50 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	50 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*10 000 000*
Exercice 2019	*10 000 000*
Exercice 2020	*10 000 000*
Exercice 2021	*10 000 000*
Exercice 2022	*10 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	20 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	20 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P1103 - ENSEIGNEMENT SUP, AUTRES ACTIONS DE SOUTIEN A L'ENSEIGNEMENT SCO. RECHERCHE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1103-2014/1
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 POLE NUMERIQUE ET TECHNOLOGIQUE-POLE NTC
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	323 000 000
Montant actuel AP/AE	381 500 000
Engagements d'AP/AE	260 201 499
Montant total réalisé CP	260 201 499
Taux de réalisation	68%
Reste à financer	121 298 501
Echéancier	
Exercice 2018	*45 500 681*
Exercice 2019	*40 000 000*
Exercice 2020	*35 797 820*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	202 334 832
Budget total (avec reports et dépl)	204 201 499
Réalisé	204 201 499
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1103-2017/1
Libellé de l'AP/AE	CDI17-21 UNC ANTENNE DU NORD
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	24 000 000
Montant actuel AP/AE	24 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	24 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*5 772 000*
Exercice 2019	*6 076 000*
Exercice 2020	*6 076 000*
Exercice 2021	*6 076 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	1 866 667
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1103-2017/2
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21-UNC ACCES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	146 168 258
Montant actuel AP/AE	146 168 258
Engagements d'AP/AE	12 010 231
Montant total réalisé CP	8 413 307
Taux de réalisation	6%
Reste à financer	137 754 951
Echéancier	
Exercice 2018	*20 863 601*
Exercice 2019	*29 222 838*
Exercice 2020	*29 222 838*
Exercice 2021	*29 222 838*
Exercice 2022	*29 222 838*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	12 010 231
Budget total (avec reports et dépl)	12 010 231
Réalisé	8 413 307
Taux de réalisation des CP 2017	70%

P1103 - ENSEIGNEMENT SUP, AUTRES ACTIONS DE SOUTIEN A L'ENSEIGNEMENT SCO. RECHERCHE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1103-2017/3
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 FONCTIONNEMENT IAC
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DAVAR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	778 950 000
Montant actuel AP/AE	778 950 000
Engagements d'AP/AE	778 950 000
Montant total réalisé CP	171 400 000
Taux de réalisation	22%
Reste à financer	607 550 000
Echéancier	
Exercice 2018	*163 600 000*
Exercice 2019	*163 600 000*
Exercice 2020	*163 600 000*
Exercice 2021	*116 750 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	171 400 000
Budget total (avec reports et dépl)	171 400 000
Réalisé	171 400 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1103-2017/5
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 CRESICA FONCTIONNEMENT
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	SAP
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	20 201 386
Montant actuel AP/AE	20 201 386
Engagements d'AP/AE	8 015 390
Montant total réalisé CP	3 065 231
Taux de réalisation	15%
Reste à financer	17 136 155
Echéancier	
Exercice 2018	*4 950 159*
Exercice 2019	*4 061 999*
Exercice 2020	*4 061 999*
Exercice 2021	*4 061 999*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	3 065 231
Budget total (avec reports et dépl)	3 065 231
Réalisé	3 065 231
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1103-2017/6
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 CRESICA INVESTISSEMENT
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	SAP
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	17 899 761
Montant actuel AP/AE	17 899 761
Engagements d'AP/AE	3 579 952
Montant total réalisé CP	3 579 952
Taux de réalisation	20%
Reste à financer	14 319 809
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*3 579 952*
Exercice 2020	*3 579 952*
Exercice 2021	*3 579 952*
Exercice 2022	*3 579 952*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	3 579 952
Budget total (avec reports et dépl)	3 579 952
Réalisé	3 579 952
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1103-2017/7
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 PLAN JEUNESSE OUTRE MER - PARCOURS EXCELLENCE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	552 500 000
Montant actuel AP/AE	552 500 000
Engagements d'AP/AE	72 966 611
Montant total réalisé CP	72 966 611
Taux de réalisation	13%
Reste à financer	479 533 389
Echéancier	
Exercice 2018	*110 500 000*
Exercice 2019	*110 500 000*
Exercice 2020	*110 500 000*
Exercice 2021	*148 033 389*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	110 500 000
Budget total (avec reports et dépl)	110 500 000
Réalisé	72 966 611
Taux de réalisation des CP 2017	66%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1103-2017/8
Libellé de l'AP/AE	DEVELOPPEMENT DU LOGICIEL PERSEVERANCE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	80 000 000
Montant actuel AP/AE	80 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	80 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*20 000 000*
Exercice 2019	*20 000 000*
Exercice 2020	*20 000 000*
Exercice 2021	*20 000 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	5 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	5 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1103-2017/9
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 PLAN JEUNESSE OUTRE MER - PARCOURS EXCELLENCE
Sens	Recettes
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	524 875 000
Montant actuel AP/AE	524 875 000
Engagements d'AP/AE	70 401 880
Montant total réalisé CP	70 401 880
Taux de réalisation	13%
Reste à financer	454 473 120
Echéancier	
Exercice 2018	*104 975 000*
Exercice 2019	*116 499 373*
Exercice 2020	*116 499 373*
Exercice 2021	*116 499 373*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	104 975 000
Budget total (avec reports et dépl)	104 975 000
Réalisé	70 401 880
Taux de réalisation des CP 2017	67%

P1104 - ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1104-2017/1
Libellé de l'AP/AE	CDV 17-21 RENOVATION LYCEE AGRICOLE DE NC
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 735 100 000
Montant actuel AP/AE	1 735 100 000
Engagements d'AP/AE	14 978 602
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	1 735 100 000
Echéancier	
Exercice 2018	*21 000 000*
Exercice 2019	*428 525 000*
Exercice 2020	*428 525 000*
Exercice 2021	*428 525 000*
Exercice 2022	*428 525 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	13 400 000
Budget total (avec reports et dépl)	15 400 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1104-2017/2
Libellé de l'AP/AE	RENOVATION LYCEE AGRICOLE - PART ETAT
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DAPM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	520 530 000
Montant actuel AP/AE	520 530 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	520 530 000
Echéancier	
Exercice 2018	*6 300 000*
Exercice 2019	*128 557 500*
Exercice 2020	*128 557 500*
Exercice 2021	*128 557 500*
Exercice 2022	*128 557 500*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	4 020 000
Budget total (avec reports et dépl)	4 020 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P1105 - ENSEIGNEMENT PRIVE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1105-2016/1
Libellé de l'AP/AE	EQUIPEMENT DIRECTIONS ENSEIGNEMENT PRIVE-ASEE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	460 000 000
Montant actuel AP/AE	510 000 000
Engagements d'AP/AE	460 000 000
Montant total réalisé CP	246 000 000
Taux de réalisation	48%
Reste à financer	264 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*21 200 000*
Exercice 2019	*60 700 000*
Exercice 2020	*60 700 000*
Exercice 2021	*60 700 000*
Exercice 2022	*60 700 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	100 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	100 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1105-2017/1
Libellé de l'AP/AE	FINANCEMENT DEFICIT COMPTES ALLIANCE SCOLAIRE EVANGELIQUE ASEE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	100 000 000
Montant actuel AP/AE	100 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	100 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*25 000 000*
Exercice 2020	*25 000 000*
Exercice 2021	*25 000 000*
Exercice 2022	*25 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P1106 - ENSEIGNEMENT SECOND DEGRE PUBLIC

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1106-2013/2
Libellé de l'AP/AE	RENOVATION SALLE INFORMATIQUE DEZARNAULDS
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	50 000 000
Montant actuel AP/AE	68 184 596
Engagements d'AP/AE	35 814 729
Montant total réalisé CP	17 089 320
Taux de réalisation	25%
Reste à financer	51 095 276
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*25 547 638*
Exercice 2020	*25 547 638*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	29 150 000
Budget total (avec reports et dépl)	29 150 000
Réalisé	4 938 194
Taux de réalisation des CP 2017	17%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1106-2013/3
Libellé de l'AP/AE	DEVELOPPEMENT NUMERIQUE SCOLAIRE 2ND DEGRE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	180 000 000
Montant actuel AP/AE	493 407 610
Engagements d'AP/AE	457 867 863
Montant total réalisé CP	306 212 692
Taux de réalisation	62%
Reste à financer	187 194 918
Echéancier	
Exercice 2018	*107 500 000*
Exercice 2019	*79 694 918*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	97 850 000
Budget total (avec reports et dépl)	173 287 497
Réalisé	40 372 990
Taux de réalisation des CP 2017	23%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1106-2013/4
Libellé de l'AP/AE	RENOVATION DES LYCEES 2013-2017
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	4 000 000 000
Montant actuel AP/AE	3 797 000 000
Engagements d'AP/AE	2 872 184 546
Montant total réalisé CP	1 965 141 220
Taux de réalisation	52%
Reste à financer	1 831 858 780
Echéancier	
Exercice 2018	*600 000 000*
Exercice 2019	*600 000 000*
Exercice 2020	*631 858 780*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	480 901 915
Budget total (avec reports et dépl)	1 094 626 457
Réalisé	981 436 696
Taux de réalisation des CP 2017	90%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1106-2014/3
Libellé de l'AP/AE	DEVELOPEMENT NUMERIQUE SCOLAIRE-FONC
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	23 596 020
Montant actuel AP/AE	52 000 000
Engagements d'AP/AE	33 797 269
Montant total réalisé CP	23 878 153
Taux de réalisation	46%
Reste à financer	28 121 847
Echéancier	
Exercice 2018	*20 000 000*
Exercice 2019	*8 121 847*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	12 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	18 890 358
Réalisé	5 739 332
Taux de réalisation des CP 2017	30%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1106-2014/4
Libellé de l'AP/AE	TRAVAUX D'ENTRETIEN DES LYCEES-FONCTIONNEMENT
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DGE-VR
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	40 000 000
Montant actuel AP/AE	100 000 000
Engagements d'AP/AE	60 000 000
Montant total réalisé CP	48 079 327
Taux de réalisation	48%
Reste à financer	51 920 673
Echéancier	
Exercice 2018	*10 000 000*
Exercice 2019	*10 480 168*
Exercice 2020	*10 480 168*
Exercice 2021	*10 480 168*
Exercice 2022	*10 480 168*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	40 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	44 285 118
Réalisé	29 738 909
Taux de réalisation des CP 2017	67%

MISSION 12 - FORMATION PROFESSIONNELLE

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**15 521 351 739**	**10 896 156 406**	**4 625 195 333**	**70%**	**2 097 329 192**	**2 552 853 421**	**1 855 619 046**	**73%**
J-L. D'ANGLEBERMES	15 521 351 739	10 896 156 406	4 625 195 333	70%	2 097 329 192	2 552 853 421	1 855 619 046	73%
Fonctionnement	**13 596 851 739**	**9 711 309 934**	**3 885 541 805**	**71%**	**1 811 288 902**	**2 068 813 131**	**1 446 578 756**	**70%**
P1201 - Information, orientation, accompagnement	8 841 139 807	6 095 365 446	2 745 774 361	69%	994 062 625	1 057 092 654	750 154 563	71%
P1202 - Former pour l'emploi	3 411 671 932	2 600 884 377	810 787 555	76%	770 557 904	954 797 744	668 073 988	70%
P1203 - Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	1 344 040 000	1 015 060 111	328 979 889	76%	46 668 373	56 922 733	28 350 205	50%
Investissement	**1 924 500 000**	**1 184 846 472**	**739 653 528**	**62%**	**286 040 290**	**484 040 290**	**409 040 290**	**85%**
P1203 - Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	1 924 500 000	1 184 846 472	739 653 528	62%	286 040 290	484 040 290	409 040 290	85%

MISSION 12 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P1201 - INFORMATION, ORIENTATION, ACCOMPAGNEMENT

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1201-2011/1
Libellé de l'AP/AE	INFORMER ORIENTER ACCOMPAGNER
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DFPC
Durée d'existence (en années)	7
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 041 775 000
Montant actuel AP/AE	3 287 775 000
Engagements d'AP/AE	2 961 969 530
Montant total réalisé CP	2 961 279 658
Taux de réalisation	90%
Reste à financer	326 495 342
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	2 530 000
Budget total (avec reports et dépl)	5 740 426
Réalisé	2 400 000
Taux de réalisation des CP 2017	42%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1201-2014/1
Libellé de l'AP/AE	INFORMATION ORIENTATION ACCOMPAGNEMENT
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DFPC
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	3 485 862 000
Montant actuel AP/AE	5 553 364 807
Engagements d'AP/AE	3 886 816 048
Montant total réalisé CP	3 134 085 788
Taux de réalisation	56%
Reste à financer	2 419 279 019
Echéancier	
Exercice 2018	*397 920 000*
Exercice 2019	*505 339 755*
Exercice 2020	*505 339 755*
Exercice 2021	*505 339 755*
Exercice 2022	*505 339 755*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	991 532 625
Budget total (avec reports et dépl)	1 051 352 228
Réalisé	747 754 563
Taux de réalisation des CP 2017	71%

P1202 - FORMER POUR L'EMPLOI

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1202-2014/1
Libellé de l'AP/AE	FORMER POUR L'EMPLOI
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DFPC
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	3 371 750 000
Montant actuel AP/AE	3 411 671 932
Engagements d'AP/AE	3 411 671 932
Montant total réalisé CP	2 600 884 377
Taux de réalisation	76%
Reste à financer	810 787 555
Echéancier	
Exercice 2018	*532 750 000*
Exercice 2019	*278 037 555*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	770 557 904
Budget total (avec reports et dépl)	954 797 744
Réalisé	668 073 988
Taux de réalisation des CP 2017	70%

P1203 - ANIMER ET PILOTER LA POLITIQUE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1203-2011/1
Libellé de l'AP/AE	PLATEAUX TECHNIQUES FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE X ème FED
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	FED10
Direction gestionnaire	DFPC
Durée d'existence (en années)	7
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	1 093 000 000
Montant actuel AP/AE	1 220 500 000
Engagements d'AP/AE	800 600 605
Montant total réalisé CP	591 483 539
Taux de réalisation	48%
Reste à financer	629 016 461
Echéancier	
Exercice 2018	*1 200 000*
Exercice 2019	*156 954 115*
Exercice 2020	*156 954 115*
Exercice 2021	*156 954 115*
Exercice 2022	*156 954 115*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	53 840 290
Budget total (avec reports et dépl)	243 840 290
Réalisé	168 840 290
Taux de réalisation des CP 2017	69%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1203-2011/2
Libellé de l'AP/AE	ADAPTER LES MOYENS HUMAINS
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	FED10
Direction gestionnaire	DFPC
Durée d'existence (en années)	7
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	235 420 000
Montant actuel AP/AE	991 540 000
Engagements d'AP/AE	780 536 848
Montant total réalisé CP	774 998 598
Taux de réalisation	78%
Reste à financer	216 541 402
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*54 135 351*
Exercice 2020	*54 135 351*
Exercice 2021	*54 135 351*
Exercice 2022	*54 135 351*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	9 298 250
Réalisé	3 760 000
Taux de réalisation des CP 2017	40%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1203-2014/2
Libellé de l'AP/AE	ANIMER PILOTER LA POLITIQUE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DFPC
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	396 500 000
Montant actuel AP/AE	352 500 000
Engagements d'AP/AE	257 234 530
Montant total réalisé CP	240 061 513
Taux de réalisation	68%
Reste à financer	112 438 487
Echéancier	
Exercice 2018	*39 500 000*
Exercice 2019	*39 500 000*
Exercice 2020	*33 438 487*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	46 668 373
Budget total (avec reports et dépl)	47 624 483
Réalisé	24 590 205
Taux de réalisation des CP 2017	52%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1203-2014/3
Libellé de l'AP/AE	APPUI MISE EN OEUVRE PES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	FED10
Direction gestionnaire	DFPC
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	123 000 000
Montant actuel AP/AE	163 000 000
Engagements d'AP/AE	129 622 933
Montant total réalisé CP	93 362 933
Taux de réalisation	57%
Reste à financer	69 637 067
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*17 409 267*
Exercice 2020	*17 409 267*
Exercice 2021	*17 409 267*
Exercice 2022	*17 409 267*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	5 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	5 000 000
Réalisé	5 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1203-2014/5
Libellé de l'AP/AE	RENOVATION DES LOCAUX ETFPA
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DFPC
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	541 000 000
Montant actuel AP/AE	541 000 000
Engagements d'AP/AE	541 000 000
Montant total réalisé CP	500 000 000
Taux de réalisation	92%
Reste à financer	41 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*41 000 000*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	227 200 000
Budget total (avec reports et dépl)	235 200 000
Réalisé	235 200 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

MISSION 13 - ECONOMIE ET EMPLOI

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**7 994 582 513**	**3 362 805 278**	**4 631 777 235**	**42%**	**1 226 327 735**	**1 292 668 516**	**1 069 710 495**	**83%**
B. DELADRIERE	2 311 000 000	1 308 745 428	1 002 254 572	57%	100 180 485	118 085 748	107 407 845	91%
Fonctionnement	**130 000 000**	**82 888 640**	**47 111 360**	**64%**	**5 700 000**	**12 000 000**	**12 000 000**	**100%**
P1307 - Economie numérique et communication	130 000 000	82 888 640	47 111 360	64%	5 700 000	12 000 000	12 000 000	100%
Investissement	**2 181 000 000**	**1 225 856 788**	**955 143 212**	**56%**	**94 480 485**	**106 085 748**	**95 407 845**	**90%**
P1307 - Economie numérique et communication	2 181 000 000	1 225 856 788	955 143 212	56%	94 480 485	106 085 748	95 407 845	90%
D. POIDYALIWANE	930 333 333	19 602 585	910 730 748	2%	67 000 000	80 885 799	7 724 435	10%
Investissement	**930 333 333**	**19 602 585**	**910 730 748**	**2%**	**67 000 000**	**80 885 799**	**7 724 435**	**10%**
P1302 - Marché intérieur	930 333 333	19 602 585	910 730 748	2%	67 000 000	80 885 799	7 724 435	10%
J-L. D'ANGLEBERMES	2 293 989 180	1 784 054 834	509 934 346	78%	882 250 000	882 250 000	854 927 820	97%
Fonctionnement	**2 293 989 180**	**1 784 054 834**	**509 934 346**	**78%**	**882 250 000**	**882 250 000**	**854 927 820**	**97%**
P1301 - Travail et emploi	2 293 989 180	1 784 054 834	509 934 346	78%	882 250 000	882 250 000	854 927 820	97%
N. METZDORF	1 975 000 000	94 565 451	1 880 434 549	5%	89 155 250	123 102 396	30 886 625	25%
Fonctionnement	**265 000 000**	**-**	**265 000 000**	**0%**	**37 000 000**	**37 000 000**	**-**	**0%**
P1305 - Pêche et environnement marin	265 000 000	-	265 000 000	0%	37 000 000	37 000 000	-	0%
Investissement	**1 710 000 000**	**94 565 451**	**1 615 434 549**	**6%**	**52 155 250**	**86 102 396**	**30 886 625**	**36%**
P1304 - Soutien au secteur agricole	1 710 000 000	94 565 451	1 615 434 549	6%	52 155 250	86 102 396	30 886 625	36%
P. GERMAIN	484 260 000	155 836 980	328 423 020	32%	87 742 000	88 344 573	68 763 770	78%
Fonctionnement	**484 260 000**	**155 836 980**	**328 423 020**	**32%**	**87 742 000**	**88 344 573**	**68 763 770**	**78%**
P1302 - Marché intérieur	399 960 000	138 831 160	261 128 840	35%	63 492 000	63 492 000	51 757 950	82%
P1306 - Mines et carrières	84 300 000	17 005 820	67 294 180	20%	24 250 000	24 852 573	17 005 820	68%
Recettes	**257 500 000**	**-**	**257 500 000**	**0%**	**12 000 000**	**12 000 000**	**-**	**0%**
D. POIDYALIWANE	257 500 000	-	257 500 000	0%	12 000 000	12 000 000	-	0%
Investissement	**257 500 000**	**-**	**257 500 000**	**0%**	**12 000 000**	**12 000 000**	**-**	**0%**
P1302 - Marché intérieur	257 500 000	-	257 500 000	0%	12 000 000	12 000 000	-	0%

MISSION 13 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P1301 - TRAVAIL ET EMPLOI

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1301-2013/1
Libellé de l'AP/AE	PLAN EMPLOI SIT 2013-2015
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DTE
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	675 000 000
Montant actuel AP/AE	641 000 000
Engagements d'AP/AE	274 809 387
Montant total réalisé CP	226 142 654
Taux de réalisation	35%
Reste à financer	414 857 346
Echéancier	
Exercice 2018	*100 000 000*
Exercice 2019	*100 000 000*
Exercice 2020	*100 000 000*
Exercice 2021	*114 857 346*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	80 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	80 000 000
Réalisé	57 754 820
Taux de réalisation des CP 2017	72%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1301-2016/1
Libellé de l'AP/AE	ACTIONS AUTORITE DE SURETE NUCLEAIRE-ASN
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DTE
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	36 000 000
Montant actuel AP/AE	36 000 000
Engagements d'AP/AE	12 000 000
Montant total réalisé CP	6 923 000
Taux de réalisation	19%
Reste à financer	29 077 000
Echéancier	
Exercice 2018	*9 000 000*
Exercice 2019	*9 000 000*
Exercice 2020	*9 000 000*
Exercice 2021	*2 077 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	12 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	12 000 000
Réalisé	6 923 000
Taux de réalisation des CP 2017	58%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1301-2016/3
Libellé de l'AP/AE	ENQUETE EMPLOI ISEE-CHOMAGE BASE 0
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DTE
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	50 000 000
Montant actuel AP/AE	106 489 180
Engagements d'AP/AE	40 489 180
Montant total réalisé CP	40 489 180
Taux de réalisation	38%
Reste à financer	66 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*33 000 000*
Exercice 2019	*33 000 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	35 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	35 000 000
Réalisé	35 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1301-2016/4
Libellé de l'AP/AE	DELEGATION PLACEMENT DEMANDEURS EMPLOI PROVINCES
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DTE
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	755 250 000
Montant actuel AP/AE	1 510 500 000
Engagements d'AP/AE	1 510 500 000
Montant total réalisé CP	1 510 500 000
Taux de réalisation	100%
Reste à financer	0
Echéancier	
Exercice 2018	*755 250 000*
Exercice 2019	*755 250 000*
Exercice 2020	*755 250 000*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	755 250 000
Budget total (avec reports et dépl)	755 250 000
Réalisé	755 250 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

P1302 - MARCHE INTERIEUR

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1302-2012/1
Libellé de l'AP/AE	ETUDES ECONOMIQUES
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAE
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	50 000 000
Montant actuel AP/AE	150 000 000
Engagements d'AP/AE	131 368 645
Montant total réalisé CP	88 839 160
Taux de réalisation	59%
Reste à financer	61 160 840
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*15 290 210*
Exercice 2020	*15 290 210*
Exercice 2021	*15 290 210*
Exercice 2022	*15 290 210*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	13 500 000
Budget total (avec reports et dépl)	13 500 000
Réalisé	1 765 950
Taux de réalisation des CP 2017	13%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1302-2016/1
Libellé de l'AP/AE	AMENAGEMENT ZODEP
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAE
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	72 000 000
Montant actuel AP/AE	72 000 000
Engagements d'AP/AE	26 264 435
Montant total réalisé CP	19 602 585
Taux de réalisation	27%
Reste à financer	52 397 415
Echéancier	
Exercice 2018	*14 386 285*
Exercice 2019	*14 386 285*
Exercice 2020	*14 386 285*
Exercice 2021	*9 238 560*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	27 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	40 885 799
Réalisé	7 724 435
Taux de réalisation des CP 2017	19%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1302-2017/1
Libellé de l'AP/AE	CDV 17-21 ZODEP (ETUDES ET VIABILISATION)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DAE
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	858 333 333
Montant actuel AP/AE	858 333 333
Engagements d'AP/AE	37 607 287
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	858 333 333
Echéancier	
Exercice 2018	*20 000 000*
Exercice 2019	*209 583 333*
Exercice 2020	*209 583 333*
Exercice 2021	*209 583 333*
Exercice 2022	*209 583 333*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	40 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	40 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1302-2017/2
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 TECHNOPOLE
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	SAP
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	249 960 000
Montant actuel AP/AE	249 960 000
Engagements d'AP/AE	99 984 000
Montant total réalisé CP	49 992 000
Taux de réalisation	20%
Reste à financer	199 968 000
Echéancier	
Exercice 2018	*49 992 000*
Exercice 2019	*49 992 000*
Exercice 2020	*49 992 000*
Exercice 2021	*49 992 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	49 992 000
Budget total (avec reports et dépl)	49 992 000
Réalisé	49 992 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1302-2017/3
Libellé de l'AP/AE	ZODEP 2017 - 2021-PART ETAT
Sens	Recettes
Section	Investissement
Origine des fonds	CDV21
Direction gestionnaire	DAE
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	257 500 000
Montant actuel AP/AE	257 500 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	257 500 000
Echéancier	
Exercice 2018	*6 000 000*
Exercice 2019	*62 875 000*
Exercice 2020	*62 875 000*
Exercice 2021	*62 875 000*
Exercice 2022	*62 875 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	12 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	12 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P1304 - SOUTIEN AU SECTEUR AGRICOLE

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1304-2014/1
Libellé de l'AP/AE	CONSTRUCTION BUREAUX DAVAR/APICAN DAFE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAVAR
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	965 000 000
Montant actuel AP/AE	965 000 000
Engagements d'AP/AE	2 903 775
Montant total réalisé CP	2 903 775
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	962 096 225
Echéancier	
Exercice 2018	*300 000*
Exercice 2019	*240 449 056*
Exercice 2020	*240 449 056*
Exercice 2021	*240 449 056*
Exercice 2022	*240 449 056*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	300 000
Budget total (avec reports et dépl)	300 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1304-2014/2
Libellé de l'AP/AE	AMENAGEMENT DU SITE DE TENE (FEAAB)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAVAR
Durée d'existence (en années)	4
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	110 000 000
Montant actuel AP/AE	110 000 000
Engagements d'AP/AE	110 000 000
Montant total réalisé CP	60 000 000
Taux de réalisation	55%
Reste à financer	50 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*50 000 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1304-2016/1
Libellé de l'AP/AE	CANC POUR LA REFECTION DU MARCHE DE GROS
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAVAR
Durée d'existence (en années)	2
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	100 000 000
Montant actuel AP/AE	100 000 000
Engagements d'AP/AE	48 064 725
Montant total réalisé CP	31 661 676
Taux de réalisation	32%
Reste à financer	68 338 324
Echéancier	
Exercice 2018	*30 000 000*
Exercice 2019	*30 000 000*
Exercice 2020	*8 338 324*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	51 855 250
Budget total (avec reports et dépl)	85 802 396
Réalisé	30 886 625
Taux de réalisation des CP 2017	36%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1304-2017/1
Libellé de l'AP/AE	CREATION AGROPOLE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAVAR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	195 000 000
Montant actuel AP/AE	195 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	195 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*48 750 000*
Exercice 2020	*48 750 000*
Exercice 2021	*48 750 000*
Exercice 2022	*48 750 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1304-2017/2
Libellé de l'AP/AE	FONDS DE SOUTIEN AUX PRODUCTIONS AGRICOLES
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAVAR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	300 000 000
Montant actuel AP/AE	300 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	300 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*100 000 000*
Exercice 2019	*100 000 000*
Exercice 2020	*100 000 000*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1304-2017/3
Libellé de l'AP/AE	CONSTRUCTION D'UN AGROPOLE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAVAR
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	40 000 000
Montant actuel AP/AE	40 000 000
Engagements d'AP/AE	0
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	40 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*40 000 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P1305 - PECHE ET ENVIRONNEMENT MARIN

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1305-2017/1
Libellé de l'AP/AE	FONCTIONNEMENT DE L'IFREMER
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DAM
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	265 000 000
Montant actuel AP/AE	265 000 000
Engagements d'AP/AE	229 350 000
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	265 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*45 870 000*
Exercice 2019	*45 870 000*
Exercice 2020	*45 870 000*
Exercice 2021	*45 870 000*
Exercice 2022	*81 520 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	37 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	37 000 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

P1306 - MINES ET CARRIERES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1306-2017/1
Libellé de l'AP/AE	PARTENARIATS GEOLOGIQUES 2017
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DIMENC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	11 500 000
Montant actuel AP/AE	11 500 000
Engagements d'AP/AE	8 750 000
Montant total réalisé CP	0
Taux de réalisation	0%
Reste à financer	11 500 000
Echéancier	
Exercice 2018	*5 750 000*
Exercice 2019	*5 750 000*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	5 750 000
Budget total (avec reports et dépl)	5 750 000
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1306-2017/2
Libellé de l'AP/AE	PREST EXPERTS ETUDES GEO 2017
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DIMENC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	12 800 000
Montant actuel AP/AE	12 800 000
Engagements d'AP/AE	7 067 682
Montant total réalisé CP	5 005 820
Taux de réalisation	39%
Reste à financer	7 794 180
Echéancier	
Exercice 2018	*2 200 000*
Exercice 2019	*2 200 000*
Exercice 2020	*2 200 000*
Exercice 2021	*1 194 180*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	6 500 000
Budget total (avec reports et dépl)	7 102 573
Réalisé	5 005 820
Taux de réalisation des CP 2017	70%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1306-2017/3
Libellé de l'AP/AE	CDI 17-21 CNRT
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	CDI21
Direction gestionnaire	DIMENC
Durée d'existence (en années)	1
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	60 000 000
Montant actuel AP/AE	60 000 000
Engagements d'AP/AE	24 000 000
Montant total réalisé CP	12 000 000
Taux de réalisation	20%
Reste à financer	48 000 000
Echéancier	
Exercice 2018	*12 000 000*
Exercice 2019	*12 000 000*
Exercice 2020	*12 000 000*
Exercice 2021	*12 000 000*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	12 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	12 000 000
Réalisé	12 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

P1307 - ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1307-2011/1
Libellé de l'AP/AE	PROJET ECONOMIE NUMERIQUE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	ECONUM
Durée d'existence (en années)	7
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	490 000 000
Montant actuel AP/AE	820 000 000
Engagements d'AP/AE	496 015 676
Montant total réalisé CP	420 500 399
Taux de réalisation	51%
Reste à financer	399 499 601
Echéancier	
Exercice 2018	*37 970 000*
Exercice 2019	*66 000 000*
Exercice 2020	*66 000 000*
Exercice 2021	*66 000 000*
Exercice 2022	*66 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	54 480 485
Budget total (avec reports et dépl)	66 085 748
Réalisé	66 077 845
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1307-2012/2
Libellé de l'AP/AE	FONDS LUTTE FRACTURE NUMERIQUE (INVEST)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	ECONUM
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	120 000 000
Montant actuel AP/AE	901 000 000
Engagements d'AP/AE	802 041 857
Montant total réalisé CP	609 056 857
Taux de réalisation	68%
Reste à financer	291 943 143
Echéancier	
Exercice 2018	*22 030 000*
Exercice 2019	*40 000 000*
Exercice 2020	*40 000 000*
Exercice 2021	*40 000 000*
Exercice 2022	*40 000 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	40 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	40 000 000
Réalisé	29 330 000
Taux de réalisation des CP 2017	73%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1307-2012/3
Libellé de l'AP/AE	FONDS LUTTE FRACTURE NUMERIQUE (FONCT)
Sens	Dépense
Section	Fonctionnement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	ECONUM
Durée d'existence (en années)	6
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	120 000 000
Montant actuel AP/AE	130 000 000
Engagements d'AP/AE	84 741 207
Montant total réalisé CP	82 888 640
Taux de réalisation	64%
Reste à financer	47 111 360
Echéancier	
Exercice 2018	*8 400 000*
Exercice 2019	*8 400 000*
Exercice 2020	*8 400 000*
Exercice 2021	*8 400 000*
Exercice 2022	*8 400 000*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	5 700 000
Budget total (avec reports et dépl)	12 000 000
Réalisé	12 000 000
Taux de réalisation des CP 2017	100%

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1307-2013/2
Libellé de l'AP/AE	SOUTIEN EQUIPEMENT SCOLAIRE NUMERIQUE
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	ECONUM
Durée d'existence (en années)	5
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	260 000 000
Montant actuel AP/AE	460 000 000
Engagements d'AP/AE	196 299 532
Montant total réalisé CP	196 299 532
Taux de réalisation	43%
Reste à financer	263 700 468
Echéancier	
Exercice 2018	*0*
Exercice 2019	*65 925 117*
Exercice 2020	*65 925 117*
Exercice 2021	*65 925 117*
Exercice 2022	*65 925 117*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	0
Budget total (avec reports et dépl)	0
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%

MISSION 14 - GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

	Situation globale des AP/AE au 31/12/2017				Situation des CP 2017			
	Montant AP	Total réalisé CP	Reste à financer (Montant AP - Réalisé CP)	Taux de réalisation d'AP	CP votés 2017 (BP + BS + DM)	Budget 2017 (y compris reports et déplacements)	Réalisé CP 2017	Taux de réalisation CP 2017
Dépense	**1 582 520 006**	**1 346 182 249**	**236 337 757**	**85%**	**82 000 000**	**89 950 852**	**78 377 347**	**87%**
N. METZDORF	500 875 652	475 037 309	25 838 343	95%	5 000 000	7 031 102	-	0%
Investissement	**500 875 652**	**475 037 309**	**25 838 343**	**95%**	**5 000 000**	**7 031 102**	**-**	**0%**
P1402 - Stratégie et gestion financières	500 875 652	475 037 309	25 838 343	95%	5 000 000	7 031 102	-	0%
P. GERMAIN	1 081 644 354	871 144 940	210 499 414	81%	77 000 000	82 919 750	78 377 347	95%
Investissement	**1 081 644 354**	**871 144 940**	**210 499 414**	**81%**	**77 000 000**	**82 919 750**	**78 377 347**	**95%**
P1401 - Stratégie et gestion fiscales	1 081 644 354	871 144 940	210 499 414	81%	77 000 000	82 919 750	78 377 347	95%

MISSION 14 / DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

P1401 - STRATEGIE ET GESTION FISCALES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1401-2005/1
Libellé de l'AP/AE	REFONTE APPLICATION FISCALE "PROJET PACIFISC" (92/05)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DSF
Durée d'existence (en années)	13
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	0
Montant actuel AP/AE	1 081 644 354
Engagements d'AP/AE	666 488 235
Montant total réalisé CP	871 144 940
Taux de réalisation	81%
Reste à financer	210 499 414
Echéancier	
Exercice 2018	*80 100 000*
Exercice 2019	*80 000 000*
Exercice 2020	*50 399 414*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	77 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	82 919 750
Réalisé	78 377 347
Taux de réalisation des CP 2017	95%

P1402 - STRATEGIE ET GESTION FINANCIERES

Description de l'AP/AE	
Référence de l'AP/AE	P1402-2006/1
Libellé de l'AP/AE	LOCAUX ADMINISTRATIFS EX DIRAG (133/06)
Sens	Dépense
Section	Investissement
Origine des fonds	HCT
Direction gestionnaire	DBAF
Durée d'existence (en années)	12
Situation de l'AP/AE et des CP au 31/12/2017	
Montant initial AP/AE	170 000 000
Montant actuel AP/AE	500 875 652
Engagements d'AP/AE	304 089 407
Montant total réalisé CP	475 037 309
Taux de réalisation	95%
Reste à financer	25 838 343
Echéancier	
Exercice 2018	*7 031 102*
Exercice 2019	*0*
Exercice 2020	*0*
Exercice 2021	*0*
Exercice 2022	*0*
Bilan des CP de l'exercice 2017	
CP votés (BP + BS + DM)	5 000 000
Budget total (avec reports et dépl)	7 031 102
Réalisé	0
Taux de réalisation des CP 2017	0%